

Université Panthéon-Assas

Thèse de doctorat en droit soutenue le 4 décembre 2012

Le statut des administrateurs judiciaires dans les droits comparés des procédures collectives chinoises et françaises



Université Panthéon-Assas

Auteur M. Lin CHONG

Sous la direction de Monsieur Hervé LÉCUYER

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (PARIS II)

Membres du jury:

Monsieur Hervé LÉCUYER

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (PARIS II)

Monsieur Jiayou SHI

Professeur à l'Université du Peuple de Chine, Pékin

Monsieur Banggui JIN

Professeur à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III

Monsieur François Xavier Lucas

Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma plus profonde reconnaissance à Monsieur le professeur Hervé, mon directeur de thèse, et Monsieur le Professeur Jiayou SHI, co-directeur de ma thèse, qui m'ont fait découvrir le droit comparé de la faillite et m'ont invité à m'engager dans l'étude de cette matière passionnante.

Je remercie les membres du jury d'avoir accepté de me consacrer leur temps si précieux pour évaluer cette thèse qui constitue pour moi l'aboutissement de tout le travail accompli pendant plusieurs années.

J'adresse spécialement mes remerciements à Monsieur le Professeur Banggui JIN pour son soutien et pour les précieux conseils qu'il m'a apportés depuis mon arrivée en France.

Je remercie sincèrement, Messieurs les professeurs Yongmin ZHANG, Zhengmao NI, Bin LI, ainsi que Messieurs Dominique Mèlès et Shide SONG.

Mes remerciements vont également à mon ami Tao SUN et à mon frère cadet Qiang CHONG, qui, m'ont apporté un immense soutien au fil du temps. Merci également au Madame Julie CARCOUET, au Père Xavier DEMOLLIENS, à Qing GUAN, Benjamin Moron-Puech, Caroline LE GOFFIC, Ying JIANG, Hua ZHONG et Lin JIANG.

En tant que bénéficiaire d'un programme coopératif universitaire français et chinois, j'exprime également toute ma reconnaissance à Madame le Professeur Marie GORÉ et à Monsieur le Professeur Michel GRIMALDI qui dirigent ce programme et fournissent leur aide aux étudiants chinois de Paris.

Je remercie le Ministère des Affaires étrangères de France, le Centre France-Asie et leurs représentants qui m'ont accueilli et m'ont aidé considérablement à surmonter les difficultés financières pour pouvoir continuer mes études en France.

Enfin, je dédie cette présente thèse à mes parents, ma chère épouse Jing WANG, à Alexandre FLEXOR. Sans leur soutien, je ne peux pas imaginer avoir été en mesure d'achever cette tâche à temps.

Résumé : Le statut des administrateurs judiciaires dans les procédures collectives chinoises et françaises

Le droit français des procédures collectives a connu pas mal de modifications ces dernières années. La profession d'administrateur judiciaire pour sa part, n'a également pas cessé d'évoluer avec des succès et des échecs qui ont attiré notre attention. Il s'agit d'examiner cette évolution pour la modernisation de la profession dans le contexte actuel de la mondialisation.

En droit chinois il n'existait pas une vraie loi sur les procédures collectives au sens strict avant la publication de la nouvelle loi du 27 août 2006 sur la faillite d'entreprises.

Par rapport à l'ancienne loi de 1986, la nouvelle loi adoptée après 12 ans d'élaboration, est venue apporter des changements importants et constitue un effort majeur pour constituer un système juridique correspondant au développement vers une économie de marché. Parmi de nouveaux régimes établis par la nouvelle loi 2006, nous notons que la mise en place du régime d'administrateur de faillite est un des plus remarquables.

Toutefois étant un régime établi dans le droit de la faillite, qui lui-même est apparu assez récemment, le dispositif ne peut que fournir un cadre juridique pour l'administrateur de faillite.

Pour autant, la recherche sur l'administrateur de faillite, s'investissant d'un rôle très important, dans les procédures collectives chinoises est sans aucun doute un sujet nécessaire et urgent.

Espérant pouvoir faire progresser le régime chinois d'administrateur judiciaire vers une profession libérale juridique en s'inspirant de l'expérience française, nous traitons successivement la nature juridique de l'administrateur judiciaire du point de vue historique et de droit positif, les conditions d'accès aux fonctions d'administrateur judiciaire, ainsi que sa rémunération, ses fonctions, et sa responsabilité en droit français et en droit chinois.

Descripteurs: droit comparé, procédures collectives, administrateur judiciaire, statut

ABSTRACT: *The status of the « Judicial administrators » in the French and Chinese Bankruptcy Law*

*In the last years, the French and Chinese Bankruptcy law has been quite changed. So has the profession of « **Judicial administrators** » (administrateurs judiciaires), with more or less success. Both the successes and failures of these changements have drawn our attention.*

Our scope is to analyse the evolution of this profession in the perspective of its modernisation in the today's context of a global economy.

There was no specific Chinese Bankruptcy law until the publication of the new law of August 27th 2006 on Enterprise Bankruptcy. The new law which has been prepared for 12 years has brought some remarkable improvements to the existing law of 1986 and has been a major effort to build up a complete legal system in line with the modern open market economy. One of the most remarkable features of the new 2006 law has been the implementation of the « Judicial administrators » profession.

Nevertheless, the « Judicial administrators » profession, who was established within the Bankruptcy Law, which has itself been defined quite recently, must only be considered but as an initial framework for the profession.

Yet, as the « Judicial administrators » plays an important role in the Bankruptcy Law, making research on this subject appears to be both necessary and urgent.

Our hope is to help transforming the « Judicial administrators » profession into a « liberal profession », similarly to their equivalents in the French system.

We therefore analyse successively the juridical nature of the profession, from an historical point of view and in the perspective of the « effective law » (droit positif), the access conditions to this profession, its remuneration, the involved functions and responsibilities in both the French and Chinese law.

Keywords: comparative law, Bankruptcy Law, Judicial administrator, status

Principales abréviations

Al	alinéa
art.	article
C. civ.	Code civil
C.com.	Code de commerce
CA	Cour d'appel
Cass. civ.	La chambre civile de la Cour de cassation
CE	Conseil d'Etat
Cf.	Conférer
chron.	Chronique
comm.	commentaire
comp.	Comparer
Cass. civ	Arrêt d'une chambre civile de la Cour de cassation
Cass. com	Arrêt d'une chambre commerciale de la Cour de cassation
D.	Dalloz
Doct.	Doctrine
Éd.	Édition
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
In	dans

Infra	Voir ci-dessous
Ibid.	Ibidem
JCP G	Jurisclasseur périodique édition générale
JCP E	Jurisclasseur périodique édition entreprise
JO Journal	Officiel de la République française
Juris.	Jurisprudence
LPA	Les petites affiches
Mél.	Mélanges
n°	Numéro
obs.	observations
Op.cit.	Opus citatum
Préc.	Précité
p., pp.	page, pages
rapp.	Rapport
Rev.proc.coll.	Revue des procédures collectives
Rép. com.	Dalloz Répertoire Dalloz de droit commercial
RTD com.	Revue trimestrielle de droit commerciale
Supra	Voir ci-dessus
s.	Suivant
T.	Tome
Th.	Thèse
V.	Voir

L'Interprétation judiciaire sur la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire

L'Interprétation judiciaire de la Cour populaire suprême relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise du 4 avril 2007

L'Interprétation judiciaire sur la désignation de l'administrateur judiciaire

L'Interprétation judiciaire de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise du 4 avril 2007

La Nouvelle Loi de 2006

La loi de faillite d'entreprise du 27 août 2006 de la République Populaire de Chine

La loi de 1986

La loi d'essai sur la faillite d'entreprise du 2 décembre 1986

SOMMAIRE

Introduction

Partie I La nature juridique de l'administrateur judiciaire

Titre I Un professionnel libéral contrôlé par le pouvoir public

Chapitre I L'ambiguïté du statut de l'administrateur judiciaire

Chapitre II – Un professionnel libéral réglementée reconnu par la loi

Titre II – La mesure indispensable pour renforcer l'autonomie de la profession:
l'établissement de l'institution de représentation professionnelle

Chapitre I – L'absence de l'institution de représentation professionnelle de
l'administrateur de faillite en Chine

Chapitre II – Le modèle français de l'association professionnelle de
l'administrateur judiciaire

Partie II L'accès à la profession d'administrateur judiciaire et son exercice

Titre I: L'accès aux fonctions d'administrateur judiciaire

Chapitre I Les conditions d'accès aux fonctions d'administrateur judiciaire

Chapitre II La rémunération de l'administrateur judiciaire

Titre II L'exercice de la profession

Chapitre I Les fonctions d'administrateur judiciaire

Chapitre II La responsabilité de l'administrateur judiciaire en droit français et en
droit chinois

Conclusion

1

Introduction

2

3 On entend par le terme procédures collectives non seulement le
4 régime classique de la liquidation judiciaire et du redressement, mais
5 aussi le système de la prévention des difficultés (système de l’alerte, la
6 conciliation et du règlement amiable, etc.) ainsi que celui de la
7 sauvegarde des entreprises en difficulté. Le but du droit moderne de
8 l’entreprise en difficulté est la réalisation de la justice parmi des
9 créanciers quand leurs débiteurs ne peuvent pas exécuter leurs
10 obligations. En même temps il doit viser à sauver l’emploi, protéger le
11 marché économique et harmoniser la société.

12 Nous remarquons l’évolution constante des droits nationaux en
13 matière de procédures d’insolvabilité (procédures collectives de
14 paiement, entreprises en difficulté) et sous l’effet des réformes qui se
15 sont succédées récemment. Dans le contexte de la mondialisation le
16 droit chinois de la faillite est appelé à se développer lui aussi. La loi de
17 faillite d’entreprise du 27 août 2006 de la République Populaire de
18 Chine (Ci-après La Nouvelle Loi de 2006) a été finalement publiée
19 après un long temps de préparation. ¹ **Un nouvel organe non**

1 L’éditorial, La Loi sur la liquidation des entreprises en faillite a dressé un mur coupe-feu pour la sécurité du secteur financier chinois, 29 août 2006,

20 **juridictionnel** de la procédure est consacré par cette loi. C'est ce que
21 l'on appelle en Chine « administrateur de faillite ». ²

22 Ayant un rôle important dans le régime des procédures collectives,
23 il attire fortement notre attention, parce que l'accomplissement de sa
24 fonction ou son non-accomplissement influencent directement le
25 déroulement de la procédure et les intérêts de l'entreprise en difficulté,
26 des créanciers et de tiers. La mise en place de cet organe aura
27 également pour effet positif pour que le tribunal compétent puisse
28 trancher les affaires de manière plus rapide, plus efficace, et plus juste.
29 Cet organe non juridictionnel nous rappelle celui des mandataires de
30 justice (ancien syndic) en droit français. Son homologue le plus proche
31 en droit français est 'administrateur judiciaire'.

32 La Nouvelle Loi de 2006 a transposé le régime de 'administrateur
33 de faillite' en Chine en se référant à l'expérience du droit des autres
34 pays. Mais le bon fonctionnement dans la pratique juridique et
35 l'obtention des effets prévus de ce nouveau régime introduit nécessitent

l'adresse sur l'internet : <http://www.china.org.cn/french/256799.htm>,
consulté le 8 mars 2009.

2 Dans la nouvelle loi de 2006 cet organe est connu sous le nom la
dénomination de '管理人' (Guan Li Ren, administrateur). Il s'agit de trois
mots chinois. Les deux mots 'Guan li' ensemble équivalent à 'administrer' ou
'administration'. Le mot 'Ren' signifie 'Personne'. Donc littéralement
l'expression 《Guan Li Ren》 veut dire la personne qui se charge de
l'administration.

36 la création des conditions nécessaires, telles que l'amélioration des
37 textes. Cela signifie que le problème que la présente thèse soulève et
38 essaie de résoudre, consiste à rechercher les conditions pour une
39 introduction effective de cette loi.

40 Dans la présente introduction nous abordons l'évolution du droit
41 de la faillite (Section I), ensuite l'état actuel de la recherche autour de
42 la loi sur la faillite en Chine (Section II), et enfin l'intérêt de notre
43 étude (Section III).

44

45 **Section I L'évolution du droit de la faillite**

46 En considérant d'une part l'actualité du droit positif chinois sur la
47 faillite ainsi que son insuffisance, d'autre part l'importance du rôle que
48 l'administrateur judiciaire joue dans le présent régime de la faillite, le
49 champ d'études de cette thèse se limitera à cet organe. Certes ayant
50 conscience qu'étudier cet organe sans compréhension du régime de la
51 faillite lui-même ne permet pas d'aboutir à une bonne conclusion, nous
52 partons de l'évolution historique du droit sur la faillite. Nous abordons
53 l'histoire du droit chinois sur la faillite (Sous – sectionII) après un
54 rappel sur son évolution en droit français (Sous – section I).

55

56 ***Sous – section I L'évolution du droit français de la faillite***

57

58 **Le droit français de la faillite a des origines très anciennes.**³

59 Son origine la plus lointaine peut remonter au droit romain. Celui-ci,
60 en présence d'un débiteur insolvable, organisait la « venditio
61 bonorum » qui se caractérisait par la vente collective des biens du
62 débiteur pour payer ses créanciers.

63 Au Moyen Âge dans les pays de coutume et particulièrement dans
64 la coutume de Paris, il existait une procédure de contribution « au sol
65 la livre » dont le but était de mettre en place une organisation
66 collective du paiement par contribution entre créanciers. Parallèlement,
67 dans les grandes villes commerciales, spécialement dans celles de
68 l'Italie du Nord, se retrouvent des procédures collectives d'exécution
69 du patrimoine du débiteur, inspirées de la « venditio bonorum ».

70 L'ordonnance de Colbert de 1673 sur le Commerce unifie la
71 matière et régleme, notamment, les nullités pour fraude de la
72 période suspecte, les conditions d'ouverture de la faillite,
73 l'impossibilité matérielle de payer, et comporte de multiples sanctions
74 dont la contrainte par corps et la possibilité de juger le commerçant «

3 D. Desurvire. « Banqueroute et faillite. De l'Antiquité à la France contemporaine », LPA 1991, n° 104, p. 12 ; C.Dupouy. Le droit des faillites en France avant le Code de commerce, LGDJ, Paris, 1960; sur l'ensemble de la réforme, R. Houin. « La réforme de la faillite et de la liquidation judiciaire », RTD com. 1955, p. 481 ; D. 1956, p. 7.

75 extraordinairement et capitalement». ⁴ Les titres IX, X et XI de cette
 76 ordonnance sont consacrés aux « défenses et lettres de répit », aux «
 77 cessions de biens » et aux « faillites et banqueroutes », soit trois titres
 78 sur douze, ce qui montre l'intérêt porté par le pouvoir royal à une
 79 organisation de la faillite.

80 Comme l'a indiqué Madme CORINNE SAINT-ALARY-HOUIN,
 81 *'Jusqu'au Code de commerce, les procédures sont déjà animées de*
 82 *préoccupations diverses: châtier le débiteur qui ne paie pas ses dettes,*
 83 *assurer le règlement des créanciers et préserver l'intérêt général. Mais*
 84 *il ne s'agit pas encore d'un « droit de la faillite », propre aux*
 85 *commerçants. Ces mesures d'exécution s'appliquent à tout débiteur*
 86 *quelque soit sa qualité. Elles sont étroitement liées au paiement, à une*
 87 *relation entre le débiteur et ses créanciers. Elles constituent des voies*
 88 *d'exécution collective.'* ⁵

89
 90 **Le Code de commerce de 1807 érige la faillite** en institution propre
 91 aux commerçants. Il a consacré le livre III aux « *faillites et règlements*
 92 *judiciaires, réhabilitation et banqueroutes et autres infractions en matière*
 93 *de faillite* » et la procédure de faillite était réservée aux seuls commerçants.
 94 A l'époque, le Code ne réglementait qu'une seule procédure, la faillite, qui

4 Expression se trouvant aussi dans l'art. 153 de l'ordonnance de Charles IX en 1560 : « Tous banqueroutiers et qui feront faute en fraude, seront punis extraordinairement et capitalement ».

5 CORINNE SAINT-ALARY-HOUIN, *Droit des entreprises en difficulté*, Montchrestien, 7^e, 2011, p.7.

95 poursuivait *une fonction de sanction et une fonction d'élimination* du
96 commerçant. Le débiteur mis en faillite cessait toute activité et son actif était
97 vendu pour payer ses dettes.

98 **Le caractère répressif du Code de commerce est particulièrement**
99 **remarquable.** Le débiteur fait l'objet de sanctions pénales pénalement pour
100 banqueroute simple ou banqueroute frauduleuse. Le Code prévoyait une
101 sanction de vingt ans de travaux forcés pour des dépenses personnelles ou
102 des dépenses de maison jugées excessives. Dans la pratique judiciaire les cas
103 d'application de cette infraction pénale étaient très nombreux.⁶

104 Par la suite, la loi sur la faillite du 28 mai 1838 marque l'amorce d'un
105 assouplissement des règles de la faillite. Elle est empreinte du libéralisme du
106 XIXe siècle et du souci de l'État de parvenir à contrôler le déroulement de la
107 procédure.

108 La loi du 4 mars 1889 a créé à côté de la procédure de faillite une autre
109 procédure plus souple : la *liquidation judiciaire qui*, à l'époque, constitue
110 une mesure de faveur « pour les commerçants malheureux et de bonne foi ». Le
111 choix est fondé sur une analyse du comportement du commerçant : le
112 tribunal déclare la **faillite** si le commerçant est fautif ou malhonnête, **la**
113 **liquidation judiciaire** dans le cas contraire. L'ouverture de la procédure de
114 faillite conduit à la vente des biens du débiteur, immédiatement représenté
115 par le syndic, afin de payer les créanciers. Par contre, dans la procédure de
116 liquidation judiciaire le débiteur est simplement assisté par le syndic et peut

6 La banqueroute simple était sanctionnée par des peines d'1 mois à 2 ans de prison; la banqueroute frauduleuse était punie des travaux forcés jusqu'à 30 ans.

117 obtenir, soit un concordat lui permettant de sauver son affaire, **le concordat**
118 **simple**, soit bénéficiaire d'une remise de ses dettes en abandonnant ses biens:
119 **concordat par abandon d'actif**. Ce n'est qu'en cas d'échec de ce sauvetage
120 de son commerce, que sera prononcée la faillite. Ainsi donc la loi du 4 mars
121 1889 engage le droit français « dans une démarche dualiste ».

122 En 1955, une refonte totale de la matière a été entreprise sur la base de
123 deux décrets, l'un « relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la
124 réhabilitation », l'autre « aux syndics et aux administrateurs judiciaires ». Le
125 premier texte abroge toutes les dispositions antérieures et, notamment, le
126 livre III du Code de commerce et constitue une sorte de « Code de la faillite,
127 du règlement judiciaire et de la réhabilitation ». Le deuxième réglemente les
128 professions et est complété par la suite par un règlement d'administration
129 publique du 18 juin 1956 et par un décret du 9 novembre 1956.

130 En 1967, trois procédures ont été instituées par les nouveaux textes
131 législatifs :

132 • le règlement judiciaire et la liquidation des biens régis par la loi
133 n° 67-563 du 13 juillet 1967, et par le décret n° 67-1120 du 22 décembre
134 1967 ;

135 • la suspension provisoire des poursuites réglementées par
136 l'ordonnance n° 67-820 du 23 septembre 1967 et par le décret n° 67-1255 du
137 31 décembre 1967 (60).

138 Cet ensemble législatif marque une évolution sensible du droit des
139 faillites qui est désormais bâti sur la distinction entre l'homme et
140 l'entreprise et qui annonce la naissance du concept « d'entreprise en
141 difficulté ». Pour la première fois, le droit des faillites est détaché du
142 droit de la dette pour l'envisager comme un droit de l'entreprise,
143 posant ainsi les bases de la législation contemporaine. En ce qui
144 concerne le règlement judiciaire et la liquidation des biens nous
145 remarquons aussi que ces procédures sont organisées sous le contrôle
146 des autorités judiciaires dont le rôle n'a cessé de s'accroître au fil des
147 années.

148 Le dispositif mis en place par la loi du 13 juillet 1967 est modifié à
149 plusieurs reprises par les textes suivants.

150 • La loi du 27 décembre 1973 a créé une association de garantie des
151 salaires (l'AGS). L'AGS permet de procéder à des avances de salaires à
152 défaut de fonds disponibles dans l'entreprise.

153 • La loi du 15 octobre 1981 donne des pouvoirs plus étendus au
154 ministère public dans les procédures de règlement judiciaire et de
155 liquidation des biens. Depuis cette loi, le ministère public devient un
156 organe de la procédure et l'accroissement des pouvoirs qui lui sont
157 accordés montrent l'idée sous-jacente selon laquelle il est là pour
158 défendre l'intérêt général.

159 Dans les faits, l'application concrète de tous ces textes, à
160 commencer par la loi de 1967, s'est avérée plutôt décevante dans la

161 mesure où il y avait peu de règlements et trop de liquidations,⁷ et que
162 les procédures étaient trop longues et trop coûteuses et finalement
163 n'aboutissaient pas, les textes antérieurs ont été abrogés pour leur
164 substituer un nouveau droit des entreprises en difficulté qui se divisait
165 en trois lois:

166 • loi n° 84-148 du 1^{er} mars 1984 relative à la prévention et au
167 règlement amiable des difficultés des entreprises;

168 • lois n° 85-88 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la
169 liquidation judiciaires des entreprises et

170 • loi n° 85- 89 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-
171 liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise.

172 Chaque loi avait été complétée par des décrets: décret n° 85-295 du
173 1er mars 1985 et décrets n° 85-1388 et n° 85-1389 du 27 décembre 1985.

174 L'article 1^{er} de la loi n° 85-88 du 25 janvier 1985 relative au
175 redressement et à la liquidation judiciaire de l'entreprise dispose que,
176 *« il est institué une procédure de redressement judiciaire destinée à*
177 *permettre la sauvegarde de l'entreprise, le maintien de l'activité et de*
178 *l'emploi et l'apurement du passif »*. Ainsi donc dès à présent le premier
179 de ces objectifs était de sauver l'entreprise et l'emploi.

7 Malgré tous les efforts et sacrifices des intérêts des créanciers le redressement des entreprises restait un objectif lointain et presque 90% des procédures aboutissaient à une liquidation judiciaire.

180 La loi du 10 juin 1994 pour sa part, essaie d'introduire un équilibre
181 entre le redressement des entreprises et le droit des créanciers, en
182 particulier des créanciers privilégiés. Mais elle conserve le cadre
183 général précédent.

184 La réforme du droit des entreprises en difficulté n'était toujours pas
185 achevée. A nouveau, sa remise en chantier a été réclamée dans un souci
186 de moralisation de certaines pratiques judiciaires. Le projet de loi daté
187 du 26 janvier 2004, qui était, sur certains points, assez éloigné de
188 l'avant-projet qui avait circulé, étant plus nettement inspiré de la
189 procédure américaine du « *chapter eleven* » du *Fédéral Bankruptcy*
190 *Code* a été définitivement voté le juillet 2005. Mais, une fois encore, il
191 est apparu nécessaire de la modifier pour l'améliorer à peine trois ans
192 après qu'elle soit applicable. C'est l'objet des textes tels que
193 l'ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008, la loi du 22 octobre
194 2010 de régulation bancaire et financière qui veut favoriser le
195 redressement des entreprises de taille importante en créant, notamment
196 une procédure de sauvegarde financière accélérée.

197 L'évolution constante de la matière correspond aux changements
198 sociaux globaux, notamment économiques. Elle se caractérise par une
199 discipline orientée vers la sanction du failli et le désintéressement des
200 créanciers d'un commerçant qui cesse ses paiements par un
201 ensemble de règles destinées à prévenir et à traiter les défaillances
202 d'entreprises. Cette tendance peut se révéler par l'expression apparue

203 récemment «le droit des entreprises en difficulté » qui se substitue à
204 celle plus classique de « procédures collectives de paiement » ou
205 encore plus traditionnelle de « droit des faillites».

206

207 *Sous - section II L’histoire du droit chinois sur la faillite*

208

209 La législation sur le droit de la faillite a une longue histoire dans
210 les pays étrangers tel que la France, tandis que la Chine n’a pas de
211 tradition de législation relative au droit de la faillite. Le terme ‘faillite ’
212 lui-même est apparu assez tard en Chine. Il est traduit en 1815 pour la
213 première fois en Chine.⁸

214 Le droit contemporain chinois se modernise selon le modèle du
215 droit occidental, et nous pouvons nous percevoir que souvent même les
216 articles d’un texte chinois directement inspirés du droit étranger, en

8 Jian WANG, Goutong Liangge Shijie de Falv Yiyi- Wanqing Xifangfa de Shuru yu Falv Xinci Chutan(La communication du sens juridique des deux mondes- l’étude préliminaire sur l’importation du droit occidental et sur de nouveaux mots juridiques), Librairie de l’Université de science politique et de droit de Chine, 2001 P53. En ce qui concerne l’analyse linguistique et juridique du mot ‘faillite’ en droit chinois, voir aussi fan YU, ZhongxiYu ‘Pochan’ Yici Zhi Yuan Liukao (La recherche sur l’origine du mot ‘faillite’ dans la langue chinoise et occidentale), Revue académique de l’Université de science fiscale, de science politique et de droit de centre-sud de Chine, 4^e 2007.

217 étant presque pareils à leur modèle. **Mais l'influence du droit**
 218 **traditionnel chinois** demeure profonde. Même en ce qui concerne ces
 219 articles presque identiques, dans la pratique leurs compréhensions et
 220 leurs effets restent très différentes à l'intérieur de l'espace chinois.
 221 Comme Jean ESCARRA, a bien l'a indiqué que dans son remarquable
 222 ouvrage 'LE DROIT CHINOIS', *'Depuis les origines jusqu'à la fin du*
 223 *XIXe siècle, la Chine a connu et mis en œuvre une conception du droit*
 224 *profondément originale et différente de la conception gréco-romaine*
 225 *qui est celle de la plupart des pays Occidentaux.*⁹ C'est pourquoi nous
 226 pensons qu'il est nécessaire d'étudier cette conception traditionnelle (§
 227 I) avant d'examiner la naissance du droit chinois moderne sur la
 228 faillite (aperçu historique du droit chinois sur la faillite) (§ II).

229

230 ***§ I – La conception traditionnelle chinoise du droit***

231

232 La Chine a vécu pendant plus de vingt siècles, en ayant la doctrine
 233 confucéenne comme idéologie dominante. Le confucianisme soutient la
 234 doctrine de la concordance, de la solidarité, et de l'interaction de
 235 l'ordre humain et de l'ordre naturel, du prince responsable de
 236 l'harmonie de la société avec l'univers. Selon le confucianisme tout
 237 homme doit assurer cette harmonie davantage par l'exemple qu'il

⁹ Jean ESCARRA, LE DROIT CHINOIS, 1936. Librairie du recueil Sirey, Paris, 1936, p.435.

238 donne et par l'observation des rites (Li)¹⁰, que par les lois et les
 239 sanctions.¹¹ « Le Maître (Confucius) dit: Si l'on conduit le peuple au
 240 moyen des lois et qu'on réalise la règle uniforme à l'aide des
 241 châtiments, le peuple cherchera à éviter les châtiments, mais il n'aura
 242 pas le sentiment de la honte. Si l'on conduit le peuple au moyen de la
 243 vertu et qu'on réalise la règle uniforme à l'aide des rites, le peuple
 244 acquerra le sens de la honte et en outre deviendra meilleur ». ¹² Il en
 245 résulte que la société traditionnelle chinoise a toujours donné une place
 246 primordiale à la résolution du litige par la voie de la morale et de la
 247 conciliation. La loi et le droit n'y ont qu'une place inférieure.

248 A travers les institutions juridiques, elle n'a voulu reconnaître que
 249 l'ordre naturel, n'exalter que la « règle morale ». Le châtiment — la loi

10 Selon le professeur Jean ESCARRA, le terme 'Li' peut être rendu par le sens général de: ce qui est convenable, ce qui doit être moralement fait, ce qui est conforme au bon ordre social, à l'harmonie universelle, etc. Jean ESCARRA, LE DROIT CHINOIS, 1936. Librairie du recueil Sirey, Paris, 1936, p.16. M. HU Shi estime que la meilleure traduction européenne est l'allemand: Sittlichkeit.

11 D'autres écoles, notamment l'école des Légistes, ont apporté leur contribution à la conception juridique traditionnelle chinoise. Cette école a mis en avant la méthode de gouvernement par la valeur personnelle du prince, celle du gouvernement par la loi abstraite et rigoureuse. Han Fei-tseu, *Ethique Et Politique*, Carthame 1996.

12 James Legge, *Chinese Classics*, Simon Publications (July 1, 2001), Louen Yu- WeiZheng II. Texte complet de Le LUN Yu en français sur l'internet: <http://www.confucius.org/lunyu/langf.htm>, consulté le 26 avril 2012.

250 — n'est qu'un pis-aller destiné à réaliser ce qui n'a pu être obtenu
251 autrement. D'essence uniquement pénale, et très sévère, les sanctions
252 ont eu surtout un rôle d'intimidation. L'État et son délégué, le juge, ont
253 vu leur intervention amoindrie en face de l'omnipotence du chef de
254 clan ou de guilde, du père de famille, de l'administrateur en général,
255 traçant à chacun ses devoirs dans son domaine respectif, réglant les
256 conflits d'après l'équité, les usages, la coutume locale.¹³

257 D'où on ne s'étonne pas que le droit traditionnel chinois ait été
258 marqué par le primat du droit pénal et de sa fonction répressive. Du fait
259 du sous-développement des droits civil et commercial, il n'y avait pas
260 de droit de la faillite, voire même de concept de « faillite » en Chine
261 traditionnelle. On peut citer comme exemple que Le Code des Tang
262 (dit « Code Yonghui », un code typique de la Chine). Consistant en
263 cinq cent deux articles, il ne comporte que trois articles traitant de la
264 situation de la dette impayée.¹⁴ En ce qui concerne les mesures que les
265 trois articles fixent, nous notons aussi qu'elles sont des sanctions
266 pénales.¹⁵

13 Jean ESCARRA, LE DROIT CHINOIS, 1936. Librairie du recueil Sirey, Paris, 1936, p.5.

14. Le Code Yonghui est publié en 651.

15. Tels que coups de bambou ou bien l'emprisonnement du débiteur. Il existe des diverses coutumes dans les différentes régions pour résoudre l'insolvabilité. Toutefois à l'absence du droit étatique correspondant, nous notons qu'il existe des diverses coutumes sur des sûretés offrant en garantie au créancier, et des mesures de l'engagement de dette par le descendant du

267 Toutefois à la suite de la guerre de l'Opium en 1840 entre la Chine
 268 et l'Angleterre, la Chine ne pouvait pas continuer de se fermer au reste
 269 du monde. Les traités des « portes ouvertes » par lesquels les étrangers
 270 se voyaient accorder des droits extraterritoriaux ainsi qu'une juridiction
 271 consulaire dans 92 ports ont eu une influence majeure sur la Chine
 272 dans tous ses aspects. Avec des transformations économiques le
 273 phénomène social de faillite est apparu de plus en plus souvent, et ne
 274 pouvait donc plus être négligé comme auparavant. La résolution d'une
 275 affaire de faillite est même consacrée directement dans le Traité
 276 Nankin de 1842.¹⁶

débiteur, de la continuation et l'exonération de dette au cas de la insolvabilité du débiteur. Ministère de la Justice du Gouvernement National, «Minshi Xiguan Diaocha Baogao» («Le rapport de recherche sur la coutume civile»), Chapitre Trois 'Le coutume de l'obligation', La maison d'édition de l'Université de science politique et de droit de Chine, 2005, surtout le rapport sur la coutume de la Province Anhui, p.439, celui sur la Province Shanxi p.568, celui sur la Province Jiangsu p.416, celui sur la Province Fujian p.505 ; Zhiping LIANG, «Qingdai Xiguanfa : Shehui yu Guojia » (« Le droit coutumier de Qing : Société et nation »), La maison d'édition de l'Université de science politique et de droit de Chine, 1999.

16 Le failli est la maison de commerce XING TAI HANG. Elle est un des établissements de commerce autorisés par le gouvernement chinois qui monopolisent le commerce avec les étrangers. Liang ZHANG, Guangzhou Shisan Hang (13 maisons de commerce à Canton, l'adresse sur l'internet : <http://www.xinfajia.net/2917.html>, consulté le 29 juin 2009; Chengqi HUANG: Liangjingguo Tianbaohang Xingshi Ji (L'histoire de la maison de commerce Tianbaohang de Monseieur Liangjingguo), L'édition d'éducation supérieure Canton, 2003, p.3; Jiabin LIANG, Guangdong Shisanhang Kao

277 ***§ II – Aperçu historique du droit chinois sur la faillite***

278

279 Nous aborderons tout d’abord l’apparition de la loi spéciale sur la
 280 faillite (A), ensuite le détour du droit de la faillite après l’établissement
 281 de la République Populaire de Chine (B).

282

283 ***A. L’apparition de la loi spéciale sur la faillite***

284

285 Nous traitons successivement la première loi chinoise sur la
 286 faillite de 1906 (I), et le développement du droit de la faillite pendant
 287 la période de la République Populaire de Chine (II).

288

289 ***(I) L’adoption de la première loi chinoise sur la faillite de 1906***

290

291 **Le contexte de l’élaboration de la loi sur la faillite.** Affrontant
 292 toutes sortes de difficultés externes et internes, l’empereur Guangxu a
 293 mis en œuvre en 1898 une série des réformes (politique, économique,
 294 culturelle, militaire et éducative) visant à la modernisation du pays sur
 295 le modèle occidental dans tous les domaines de la vie sociale. Cette
 296 réforme a avorté à cause de la forte opposition des conservateurs dont

(Traité sur 13 maisons de commerce à Canton), L’édition populaire Guangdong, 1999, p66; H.B. Morse, The Chronicles of the East India Company Trading to China, vol 1, p.157.

297 le chef était l'impératrice douairière Cixi (la mère de l'empereur
298 Guangxu). Mais l'idée de réforme a été acceptée par la plupart des
299 Chinois à cette époque, et la réforme de la législation a été prise en
300 considération pour la première fois durant la 28^e année du règne de
301 Guangxu (1902). Cette réforme a concerné non seulement le droit
302 constitutionnel et le droit pénal mais aussi le droit civil et
303 commercial.¹⁷

304 Il nous semble qu'il existe deux raisons directes pour l'élaboration
305 de la loi sur la faillite.

306 –D'abord, le nombre des commerçants étrangers et des entreprises
307 étrangères avait beaucoup augmenté en Chine depuis la guerre de
308 l'opium de 1840. Mais les coutumes commerciales chinoises qui
309 étaient très obscures, différentes et difficiles à l'égard des
310 commerçants étrangers restaient prépondérantes dans le commerce.
311 L'absence de normes juridiques propres concernant la situation dans
312 laquelle l'actif est insuffisant pour payer l'ensemble des ses dettes
313 entravait la communication commerciale. C'est pourquoi la dynastie
314 Qing a été fortement sollicitée pour développer son système juridique
315 afin de faciliter un commerce libre, en vue d'encourager son
316 développement.

17 Les normes édictées y compris une norme constitutionnelle: la grande ligne de la constitution du mois d'août 1908, la loi pénale du 15 mai 1910, le projet de loi civile du mois d'août 1908, le projet de loi commerciale de 1908.

317 –Ensuite, avec le développement du commerce beaucoup plus de
 318 cas sont apparus dans lesquels le commerçant ne pouvait pas payer les
 319 dettes échues.

320 Le législateur a réalisé qu'il était nécessaire de distinguer la
 321 faillite à la suite du risque commercial de la faillite frauduleuse et qu'il
 322 *était inopportun de sanctionner tous les commerçants tombant en*
 323 *faillite par la loi pénale.*¹⁸

324 **L'élaboration de la loi sur la faillite de 1906.** En le 25 mars 1903
 325 l'Empereur Guangxu ordonnait à ses ministres Wu Tingfang, YUAN
 326 Shikai d'élaborer le droit commercial.¹⁹ Et puis une commission

18 Le rapport du Ministère du commerce et du Ministre d'élaboration des lois sur la proposition de l'élaboration de la loi sur la faillite, In. Zhonghuaminguo Lifashi (L'histoire de la législation de la République de Chine), l'auteur Zhenmin XIE, La Maison d'édition de l'Université de science politique et de droit, 2001, deuxième volume, p803; aussi un autre rapport du Ministère de commerce sur l'élaboration de la loi sur la faillite, dans le même ouvrage, p838.

19 La recherche sur l'histoire du droit de faillite de Chine contemporain : Siyuan CAO, « Pochan Fengyun » (« La situation changeante de la faillite »), Central Compilation and Translation Press, 1996; Xiulan YAO, « Jindai Zhongguo Pochan Lifa Tanxi » (« Analyse sur la législation de la faillite de Chine moderne »), IN. « Dangdai Faxue » (La science juridique contemporaine), 5^e 2003, p. 26; Xiuqing LI, « Minguo Shiqing Yizhi Waiguo Shangshi Lifa Lunlv » (« Traité de la transposition du droit commercial étranger pendant la période du gouvernement national »), in « Faxue Luntan » (« Forum juridique »), 2^e 2002, p.63; Xiaomei WANG, « Falv Yizhi yu Bentu Wenhua de Ronghe-1930Niandai Nanjing Guomin Zhengfu Pochanfa Kaocha »

327 d'élaboration de la loi s'est formée.²⁰ Après la création de la loi
 328 générale sur le commerçant et celle de la loi sur la société commerciale,
 329 le Ministère de Commerce²¹ proposait de rédiger la loi sur la faillite.

330 Adoptée en 1906, la loi sur la faillite comportait 69 articles
 331 répartis en 9 chapitres. C'est à cette époque que le droit de faillite au
 332 sens moderne du terme a été introduit pour la première fois en Chine.

333 Cette loi principalement basée sur les coutumes chinoises,
 334 s'inspirait beaucoup des droits occidentaux (surtout du droit allemand
 335 par l'intermédiaire du droit japonais).

336 –Il convient de remarquer **tout d'abord** que ce texte avait pour
 337 fonction de sécuriser les opérations commerciales, aussi sa compétence
 338 s'est-elle limitée aux commerçants.

(«La transposition juridique et la cohérence avec la culture locale – l'étude sur la loi de la faillite de 1930s du gouvernement Nankin »), IN « Revue Hebei », 3^e 2007, p.47.

20 Le directeur de cette commission est Monsieur SHEN Jiaben, Ministre d'élaboration des lois, qui a joué un rôle très important dans la modernisation de loi chinoise. V. LI Guilian, SHEN Jiaben Zhuan (Biographie de SHEN Jiaben), Nanjing daxue chubanshe (La librairie de l'Université Nanjing), 1 Mars 2005; également CHEN liuyu, SHEN Jiaben Zhuan (Biographie de SHEN Jiaben), Zhejiang Chubanshe (La Maison d'édition Zhejiang), 1 avril 2006. Cette commission était également composée à la fois de magistrats mais aussi d'étudiants en droit au Japon, en Europe et aux États-Unis.

21 Le ministère de commerce est établi le 16 juillet 1903.

339 – **Ensuite**, l'article 40 de ce texte affirme le principe du
 340 remboursement équitable des créanciers. Ce principe correspondait au
 341 principe d'égalité des créanciers du droit moderne de la faillite (les
 342 créanciers sont payés en proportion de leur créance au sein du même
 343 rang en cas d'insuffisance d'actif du débiteur).

344 –**Troisièmement**, visant à tenir compte de la coutume
 345 traditionnelle chinoise, le législateur en y ajoutait la participation de la
 346 Chambre de Commerce dans le système de la faillite. La Chambre de
 347 Commerce joue le rôle de médiation entre le débiteur et le créancier,
 348 reflétant le concept traditionnel chinois que c'est la honte d'être
 349 entraîné dans un litige pour des questions d'argent ou de terre.

350 **L'abandon de la loi sur la faillite de 1906.** D'après les
 351 recherches effectuées en législation comparée par Monsieur Jean
 352 ESCARRA, et selon son estimation, cette loi couvrait les points
 353 essentiels de la loi commerciale visant à l'application aux
 354 commerçants, malgré le peu de dispositions qu'elle contenait.²²

22 Cité par Zhenmin XIE, *Zhonghuaminguo Lifashi* (L'histoire de législation de la République de Chine), deuxième volume, p.839 ; aussi 加藤正次, célèbre professeur japonais de droit: 《Du daqing xinpochanfa》 (Lire la nouvelle loi sur la faillite de Qing), Traduction par WANG Fengqiao, dans « *Fazhengxuejiaotongshe Zazh* » (la revue de la société de communication de droit et de science politique), 5^e 1907, p.107-p.114.

355 Mais cette loi appréciée par les juristes n'a pas été correctement
 356 appliquée. Son article 40 relatif à l'ordre de la répartition des actifs du
 357 débiteur heurtait la coutume commerciale. Car à cette époque, en
 358 pratique les créanciers étrangers bénéficiaient d'un superprivilège en
 359 cas de l'insuffisance des actifs du débiteur, qu'ils aient été ou non
 360 titulaires de sûretés.²³ En mai 1908, deux ans après son entrée en
 361 vigueur, cette loi fut abrogée par l'Empereur Guangxu sur proposition
 362 du Ministère du Commerce et de l'Agriculture.²⁴

363 Par suite de l'abrogation de la loi sur la faillite de 1906, 松岡正義
 364 , docteur japonais en droit fut invité à élaborer un autre projet de loi
 365 sur la faillite. Le projet qu'il rédigea consistait en 3 chapitres, et 360
 366 articles. Mais ce projet fut abandonné avant même la libération. Il eut
 367 peu d'influence sur l'évolution de la législation de la loi sur la faillite
 368 en Chine.

369

370 *(II) Le développement du droit de la faillite pendant la période de*
 371 *la République Populaire de Chine (1912-1949)*

23 ZHU Shoupeng, « Guangxu Chao Donghu Lu » (Les archives DONGHUA du règne d'Empereur Quangxu), Zhonghua Shuju (La librairie de Chine), 1958, 5^e volume, p.75- p.76.

24 PU jian, Zhong Guo Fazhi Shi (L'histoire du droit chinois), Guangming Ribao Chubanshe (La librairie du quotidien Guangming), 1999, p. 230.

372

373 Pendant la période entre l'abandon de la loi de 1906 jusqu'en
 374 1930, le droit de la faillite **est demeuré une lacune** en droit chinois.
 375 Mais les juristes ne cessaient de leurs efforts, et quatre projets de loi ou
 376 de règlement sur la faillite furent préparés. Nous nous intéresserons à
 377 deux œuvres importantes parmi eux : d'abord le projet de la loi sur la
 378 faillite de 1915 (A), ensuite la publication de la loi sur la faillite de
 379 1935 (B).

380

381 (A) *Le projet de la loi sur la faillite de 1915*

382

383 La révolution éclatée dans la ville de Wuchang le 10 octobre
 384 1911 renverse le Dynastie Qing. Après la proclamation de la
 385 République le premier décembre 1911, un comité de rédaction des
 386 codes a été constitué en vue de rédiger de nouveaux projets de codes,
 387 incluant un projet de loi sur la faillite.

388 Le projet de la loi sur la faillite a été publié en 1915.²⁵ Consistant
 389 en 3 chapitres²⁶ et 337 articles, ses dispositions étaient plus complètes

25 Ce texte peut être trouvé dans les ouvrages suivants : La maison d'élaboration des lois, « Falv Caoan huibian » (Le répertoire des projets des lois), Chengwen Chubanshe Taiwan (La librairie de Chengwen

390 que la première loi de faillite de 1906, notamment concernant les
391 règles applicables aux mesures provisoires, les pouvoirs du syndic et la
392 compétence judiciaire.²⁷ Ce projet inspiré des droits japonais et
393 allemand prévoyait que la procédure de faillite avait compétence
394 indistinctement sur les commerçants et les non-commerçants. De plus,
395 le projet reconnaissait la procédure d'exécution globale sur l'ensemble
396 du patrimoine du débiteur. Enfin, il prévoyait une sanction personnelle
397 à l'encontre du failli.

398 Beaucoup de textes de ce projet ont été trouvés d'être la copie de
399 la loi allemande du 10 février 1877 sur la faillite sans compter d'autres
400 éléments inspirés à partir de l'évolution récente du droit allemand et
401 des expériences des droits sur la faillite dans autres pays. En effet les
402 dispositions du projet étaient conçues pour un pays industriel plutôt
403 que pour un pays d'économie agricole comme l'était encore la Chine.
404 La situation actuelle chinoise n'avait pas été considérée sérieusement.

Taiwan), 1973, 2e volume ; aussi WANG jiaju, Pochafan (le droit sur la faillite), Manuel de 1934 de la faculté de Zhaoyang, V. Annexe 7.

26 Les 3 chapitres sont successivement: les dispositions de fond du droit de la faillite, la procédure du droit de la faillite, et les dispositions de sanction.

27 Selon la première loi sur la faillite, des affaires de faillite n'étaient pas de la compétence du juge, mais étaient réglées par le préfet et la guilde locale du commerce. Après l'instauration de la République, la compétence en matière de faillite a été attribuée au juge. Le tribunal territorialement compétent était celui du ressort dans lequel était situé l'établissement du débiteur ou à défaut son domicile.

405 De plus les anciennes coutumes chinoises étaient exclues du projet de
406 loi.²⁸

407 C'est la raison pour laquelle, ce texte fût âprement critiqué par la
408 doctrine comme étant « une copie du droit étranger et donc inutile pour
409 la Chine ». ²⁹ En conséquence, ce projet ne fût pas promulgué comme
410 loi et en pratique il n'a presque pas été cité par les tribunaux. *Il n'y a*
411 *que certains points du texte de ce projet qui sont cités par les*
412 *jurisprudences de la Cour de Cassation pendant la période du 1915 à*
413 *1927.* ³⁰

414 **Il nous semble parfaitement compréhensible** que les réformes
415 législatives précédentes soient imparfaites parce que l'établissement du
416 droit de la faillite, un nouveau système pour la Chine, devait surmonter
417 de considérables obstacles mentaux, culturels et institutionnels pour
418 pouvoir s'affirmer. ³¹ En fait l'ancien système légal que l'autorité
419 voulait conserver, n'était pas conciliable avec l'esprit du droit

28 Mei ru ao, « Le Théorie et l'Analyse du projet de loi sur la faillite », Revue du droit chinois, 1917, Vol.2, n°3.

29 Zhenmin XIE, op.cit., p.840.

30 Jean ESCARRA, «L'avis sur le plan de la loi sur la faillite », publié par le Ministère de la Justice du gouvernement national, p 4, cité par Ruao MEI, « XinPochanfa zhi Tezheng yu Lilun » (« Les caractères et la théorie du projet de la nouvelle loi sur la faillite »), in « MEI Ruao Wenji » (« La collection d'ouvrages juridique de Ruao MEI », p.254.

31 Par exemple, les commerçants chinois n'étaient pas habitués au principe de responsabilité limitée du débiteur en cas d'insuffisance de ses actifs.

420 occidental.³² Cela destinait à l'échec les tentatives de modernisation
 421 législative décrites ci-dessus.

422

423 *(B)- La publication de la loi sur la faillite de 1935*

424

425 Pendant des années 30, la situation économique de la Chine est
 426 demeurée trouble. D'un côté, l'ancien secteur économique était tombé
 427 en décadence, tandis que de l'autre côté l'industrie émergente a été
 428 frappée par les conséquences de la crise économique de 1929. Ainsi,
 429 Une loi sur la faillite la loi sur la faillite, elle s'est alors révélée
 430 nécessaire.³³ Par conséquence, la commission de rédaction de code
 431 civil a commençait à rédiger un nouveau projet de la loi sur la faillite à
 432 partir du 1 février 1933.³⁴

32 Jean ESCARRA, « La codification contemporaine du droit privé chinois », extrait du Bulletin de la Société de Législation comparée, 1930, p.15625.

33 Cao Dechuan, «Pochanfa Zhong Ri bijiao Fenxi »(Analyse comparative du droit de la faillite entre la Chine et le Japon), Bohai Économique Outlook, n°5 1999, p.53.

34 La commission de rédaction de code civil est créée le 21 janvier 1929. Ses membres consistent en FU bingchang, SHI shangkuan, LI bin, JIAO yitang, Yuxiu ZHENG (docteur en droit à l'Université Paris), aussi deux ministres, WANG Chonghui et DAI Chuanxian. Monsieur Georges Padoux est conseil juridique de cette commission. V. Zhenmin XIE, op.cit., p.755.

433 Tirant la leçon de l'échec des précédents projets, la commission de
434 rédaction a pris en compte à la fois le droit étranger et les coutumes
435 chinoises. La commission a aussi traduit en chinois nombre de
436 documents législatifs et doctrinaux sur le droit étranger afin d'en
437 analyser les tendances tout en menant parallèlement des enquêtes sur
438 les coutumes chinoises, ce afin de s'assurer que la nouvelle loi reflétait
439 l'actualité économique chinoise.

440 La nouvelle loi a été promulguée en 1935. Elle comportait 159
441 articles répartis en quatre chapitres: Principes généraux, Procédure de
442 conciliation, Procédure de liquidation et enfin Sanctions. Sous
443 l'influence de la codification d'ensemble du droit civil et du droit
444 commercial, la loi était applicable tant aux débiteurs civils que
445 commerciaux. De plus, cette loi instaurait une procédure de
446 conciliation par la guilde commerciale et le tribunal. Cette procédure
447 était une combinaison entre la conciliation occidentale et la médiation
448 chinoise. Enfin, la nouvelle loi comportait des allègements en matière
449 de sanctions à l'encontre des débiteurs.

450 Nous pensons sans aucun doute que la loi de 1935 a constitué le
451 plus haut niveau de législation jamais atteint en matière de faillite dans
452 la Chine moderne. Néanmoins, la deuxième guerre mondiale et la
453 guerre civile ont empêché l'application de cette loi. Après avoir subi
454 deux fois des modifications en 1937 et en 1980, cette loi est toujours
455 en vigueur à Taiwan.

456 En 1949, à la veille de la fondation de la République Populaire de
457 Chine, le Parti Communiste Chinois a **aboli toutes les lois** appliquées
458 par le régime nationaliste de la République de Chine, qui à l'instar des
459 législations des pays capitalistes, étaient aux yeux du Parti
460 Communiste Chinois incompatibles avec les conceptions juridiques
461 socialistes.

462 Bien souvent au cours de l'histoire des lois publiées sous un
463 ancien régime juridique ont dû être modifiées ou supprimées après une
464 révolution, comme dans les cas de la France, des États-Unis, de la
465 Grande-Bretagne et de l'Union soviétique. L'ampleur de telles
466 modifications ou abrogations a dépendu de la radicalité de la
467 révolution en question. Mais des cas tels que celui de la Chine, où les
468 mesures et la pratique visaient à éradiquer totalement l'ancien régime
469 juridique, sans en mettre un nouveau à sa place, sont très rares.

470

471 *B. Le détour du droit de la faillite après l'établissement de la*
472 *République Populaire de Chine*

473

474 La suppression totale de l'ancien régime juridique par la
475 République de Chine s'explique par ce que le Parti Communiste
476 Chinois préconisait la prise du pouvoir par la violence révolutionnaire
477 et la continuité de la révolution sous la dictature du prolétariat et la

478 théorie selon laquelle le développement économique s'obtenait
 479 uniquement par la révolution. **L'échec de la révolution** culturelle en
 480 1976 avait prouvé le désastre de la théorie de la continuité de la
 481 révolution sous la dictature du prolétariat et l'erreur de la théorie selon
 482 laquelle le développement économique s'obtenait uniquement par la
 483 révolution.

484 Devant faire face au quasi-effondrement de l'économie, le parti
 485 communiste chinois proclame que « *le travail se concentre d'ores et*
 486 *déjà sur la modernisation du pays, surtout sur le développement*
 487 *économique* ». ³⁵

488 Dans cette section, nous allons préciser successivement
 489 l'élaboration de la loi sur la faillite de 1986 (I), et ensuite la loi
 490 actuellement en vigueur- la loi sur sur la faillite de 2006 (II).

491

492 *(I) la loi sur la faillite de 1986*

493

35 Le communiqué du 22 décembre 1987 de la troisième séance plénière du onzième Comité central du Parti communiste chinois, disponible sur le site : http://news.xinhuanet.com/ziliao/2005-02/05/content_2550304.htm, consulté le 26 septembre 2009. Dans ce communiqué, il est indiqué que la mission actuelle du Parti est de diriger le peuple afin de réaliser les quatre modernisations : la modernisation d'agriculture, d'industrie, de défense nationale, de science et technologie.

494 La réforme économique chinoise a été entreprise par une série de
 495 réformes échelonnées. Le processus de la réforme économique a
 496 commencé à la fin des années 70, instituant un système de
 497 responsabilité individuelle de la production dans l'agriculture, système
 498 par lequel les fermiers pourraient travailler un morceau de terre et
 499 vendre leurs récoltes en surplus sur le marché libre.³⁶ Les réformes
 500 suivantes se sont concentrées sur les entreprises d'état.³⁷ Ceci parce

36 Sur l'état de l'économie chinois dans les années 1980s, V. La
 résurgence de l'économie privée dans l'état de la Chine, Pierre gentelle (Sous
 direction), Editions La Découverte, Paris 1989, p. 322- p. 345.

37 Depuis 1978, la réforme chinoise des entreprises d'État se caractérise
 par l'abandon graduel de la planification et par l'accroissement de l'autonomie
 juridique et financière des entreprises d'État. De manière générale, les réformes
 se sont déroulées en trois grandes étapes. Première phase, c'est qu'on appelle la
 phase d'élargissement d'autonomie de la gestion (1989-1993) ; ensuite, c'est
 celle d'innovation de la forme sociale et d'aménagement structurel (1993-
 2002) ; la troisième phase c'est celle d'approfondissement de la réforme
 d'entreprise d'état par la réforme du système de la gestion des actifs étatiques.
 FENG Yuqi, 30nian GuoQi Gaige Licheng Huiyu (Rappel de trente ans de la
 réforme d'entreprise d'état, disponible sur le site :
<http://theory.people.com.cn/GB/49154/49155/8655145.html>, consulté le 28
 mars 2009. *'L'élément le plus marquant de la réforme des entreprises d'Etat est
 l'accroissement progressif de l'autonomie des gestionnaires. Dès le début des
 années 80, avec le "système de responsabilité économique", le rôle du chef
 d'entreprise et la nécessité d'une autonomie de gestion ont été mis en avant.
 Par la suite, cette marge de manoeuvre sera encore accrue par les systèmes de
 contrat de gestion (chengbao) mis en place à partir de 1984, et généralisés en
 1988.'* Antoine Kernen, SHENYANG: DES ENTREPRISES D'ETAT,
 ACTEURS DE LA TRANSITION CHINOISE, CERIA (CENTRE D'ETUDES

501 que la situation des entreprises d'État s'était globalement dégradée
 502 depuis longtemps malgré le soutien inconditionnel des différents
 503 échelons de l'administration publique.

504 En effet seul un tiers des entreprises affichait un bénéfice
 505 puisque 43% étaient déficitaires et 30 % avaient des déficits cachés.
 506 Ainsi que le dit Antoine Kernen : *'A Shenyang, ville où j'ai mené mes*
 507 *recherches, la situation des 333 grandes et moyennes entreprises*
 508 *d'Etat était encore plus mauvaise que dans le reste du pays:255 vont*
 509 *mal ou sont au bord de la faillite.'*³⁸

510 Un grand nombre d'entreprises ne doivent leur survie qu'aux
 511 subventions publiques. Le montant de leurs déficits s'élevait à 87,095
 512 milliards de yuans au début de l'année 1997.³⁹

ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES SUR L'ASIE) N°5, Série rouge, Octobre 1997.

38 Antoine Kernen, SHENYANG: DES ENTREPRISES D'ETAT, ACTEURS DE LA TRANSITION CHINOISE, CERIA (CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES SUR L'ASIE) N°5, Série rouge, Octobre 1997.

39 LU Zheng, chercheur de l'Institut d'Economie Industrielle de l'Académie de la science sociale de Chine, Réaliser l'objet de redressement des entreprises d'état dans 3 ans, disponible sur le site : <http://www.people.com.cn/GB/paper85/1864/300252.html>, consulté le 29 septembre 2009. Sur le même sujet, M.Sheng huaren, directeur de la Commission économique et commerciale d'état, constate qu'il y a 6599 grandes entreprises d'état déficitaires. L'ensemble des petites ou moyennes entreprise d'état est déficitaire pendant 6 ans consécutives. Son article disponible sur le site : <http://www.china.com.cn/chinese/PI-c/2470.htm>,

513 Ce problème apparaissant de plus en plus grave, le gouvernement
 514 dut prendre de toute urgence de nouvelles mesures pour le résoudre.
 515 Les pouvoirs publics ont cherché à trouver une solution juridique
 516 adaptée aux entreprises d'Etat non viables. L'élaboration du droit de la
 517 faillite a été envisagée. Ce sera l'instauration du système du droit de la
 518 faillite fondé sur la base du droit de 1986 (A), puis l'application de la
 519 loi provisoire sur la faillite de 1986 (B).

520

521 *(A) L'instauration du système du droit de la faillite fondé sur la*
 522 *base du droit de 1986*

523

524 En 1980 la proposition est déposée pour la première fois par le
 525 groupe de législation de la loi sur la procédure civile, suggérant un
 526 chapitre spécial dans le projet de loi sur la procédure civile.⁴⁰

527 En 1984 un article traitant de la création du mécanisme juridique
 528 sur la faillite a été publié dans la presse pour la première fois dans

consulté le 29 septembre 2009. Nous avons des raisons à croire que la situation réelle était même pire que ce qu'il voulait bien reconnaître.

40 XIE Junlin, 'Zhongguo pochán fǎlǚ zhídù Zhuānlùn' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite), Renmin Fayuan Chubanshe (La librairie de tribunal populaire), 2005, p. 49.

529 l'histoire de la République populaire de Chine.⁴¹ Ensuite, un projet de
 530 loi sur la faillite (Arrêté de la Commission d'Etat pour l'économie du
 531 15 avril 1984) fut étudié et diffusé dans la presse spécialisée.⁴² Ce texte
 532 incita en outre certains gouvernements locaux à mener des
 533 expérimentations.

534 Certaines municipalités fixaient le règlement sur la faillite des
 535 entreprises d'état et tentaient la solution juridique du déficit des
 536 entreprises collectives et d'état. Du février 1985 à mars 1987, 6
 537 municipalités ont appliqué la méthode de la faillite à 28 entreprises,
 538 parmi lesquelles 15 entreprises d'état et 13 entreprises collectives.

539 Parmi celles-ci on va analyser plus précisément à titre d'exemple
 540 deux cas particuliers:

541 — D'abord, la faillite d'une usine de fabrication de matériels
 542 anti-explosifs de la Ville Shenyang.

41 Le centre de recherche sur le développement social et la technique économique du Conseil d'affaire d'Etat, 'Shi lun changqi kuisun qiye de pochán chuli wenti (l'étude d'un essai de traitement de faillite des entreprises en état de déficit à long terme)', la Revue Liaowang (la Perspective) No 9, février 1984.

42 Han Zhuang, Le régime de la faillite d'entreprises d'Etat en droit chinois, disponible sur le site : http://www.juriscope.org/actu_juridiques/doctrine/chine/chine_2.pdf, consulté le 22 septembre 2008.

543 Le 3 août 1985, le Bureau d'administration pour l'industrie et le
544 commerce de la municipalité de la Ville Shenyang notifia une mise en
545 demeure à cette usine de fabrication des matériels anti-explosifs qui est
546 une entreprise collective. La direction de cette dernière fut sommée de
547 redresser la situation de l'entreprise dans un délai d'un an, faute de
548 quoi l'entreprise serait déclarée en faillite. Un an plus tard, la nouvelle
549 équipe n'avait pu redresser l'usine.

550 La faillite fut prononcée, ce fut **le premier cas de faillite depuis**
551 **1978.**⁴³

552 — Le choc fut plus important encore dans le cas du deuxième
553 exemple lorsque l'ouverture d'une procédure judiciaire fut prononcée à
554 l'égard d'une entreprise d'Etat - l'Usine de fabrication de postes de
555 radios N°3 de la municipalité de la ville Wuhan.

556 L'Usine de fabrication de postes de radios N°3 était en état
557 d'insolvabilité, puisque le montant total des dettes représentait presque
558 le double de la valeur des actifs. Pendant le déroulement de son

43 Le premier cas de faillite en Chine, disponible sur le site :
http://phtv.ifeng.com/program/tfzg/200809/0912_2950_781431_3.shtml,
consulté le 24 avril 2009. Les actifs de l'entreprise vendus aux enchères, les
créanciers remboursés à hauteur de 50% de leurs créances, les salariés mis à
la retraite anticipée ou licenciés.

559 redressement, les membres du groupe chargé de la rédaction de la loi
560 sur la faillite se rendirent à l'Usine pour participer à la procédure.⁴⁴

561

562 Le véritable intérêt de ces expérimentations n'était pas tant
563 l'aspect technique de la faillite que la prise de conscience de l'opinion
564 publique. L'année suivant le projet de la loi d'essai sur la faillite fut
565 déposé à l'Assemblée Nationale Populaire, l'instance législative
566 suprême de Chine. Mais le débat fut vraiment orageux. Les opposants
567 allèguent deux excuses.

568 — D'abord, ils doutent de la possibilité-même de l'existence
569 d'un droit de la faillite dans un pays socialiste.

570 — Deuxièmement ils pensent que les conditions nécessaires
571 ne se sont pas réunies pour l'application de la mesure de faillite des
572 entreprises d'état qui étaient tellement importants dans la société
573 chinoise. *'Changer cette qualité de "société totale" de l'entreprise*
574 *d'Etat revient à changer radicalement l'organisation spatiale de la*

44 Han Zhuang, Le régime de la faillite d'entreprises d'Etat en droit chinois, disponible sur le site :
http://www.juriscope.org/actu_juridiques/doctrine/chine/chine_2.pdf,
consulté le 22 septembre 2008. Finalement, la situation financière de l'Usine s'était redressée et la procédure ne fut pas menée jusqu'au bout.

575 *société urbaine chinoise, et donc à changer le mode de gestion de cette*
 576 *société.*⁴⁵

577 De sorte qu'en deviennent préoccupants les effets négatifs, en
 578 particulier le bouleversement social dû à l'absence d'une couverture
 579 sociale universelle. Il faudra attendre un meilleur environnement pour la
 580 publication de la loi sur la faillite.

581 Il s'ensuit que le projet de la loi d'essai sur la faillite n'est pas
 582 adopté à la 17^e séance de l'Assemblée Nationale Populaire en avril
 583 1986. Mais la réforme économique nécessite le droit de la faillite.
 584 L'Assemblée Nationale Populaire a voté le 2 décembre 1986 la loi
 585 d'essai sur la faillite après avoir effectué plusieurs fois des
 586 modifications en conformité avec les recommandations des hauts
 587 dirigeants.

588 **Le schéma de la loi d'essai sur la faillite de 1986**

589 La loi d'essai sur la faillite d'entreprise du 2 décembre 1986 (Ci-
 590 après la loi de 1986) prévoit la procédure de redressement et la
 591 procédure de liquidation. Nous traiterons les dispositions essentielles
 592 depuis l'ouverture de la procédure jusqu'à sa clôture.

593 **(1). La situation du débiteur qui justifie l'ouverture d la**
 594 **procédure.** La notion de '**la cessation du paiement**' est introduite.

45 CORINE EYRAUD, L'entreprise d'Etat chinoise. De « l'institution sociale totale » vers l'entité économique ?, L'harmattan, mai 2000, p. 365.

595 L'article 3 de la loi de 1986 dispose que l'entreprise gravement
596 déficitaire suite à une mauvaise gestion et se trouvant dans
597 l'impossibilité de rembourser ses dettes exigibles est déclarée en
598 faillite conformément à la présente loi.

599 Dans son interprétation judiciaire du 7 novembre 1991 la Cour
600 Suprême indique trois éléments suivants pour préciser le terme ' dans
601 l'impossibilité de rembourser ses dettes exigibles': a. l'impossibilité de
602 faire face ; b. le passif exigible; c. la réclamation du paiement par un
603 créancier.

604 (2) **Les auteurs de la saisine.** Le demandeur de l'ouverture de la
605 procédure comprend le débiteur et/ou le créancier.⁴⁶

606 Lorsqu'un créancier va saisir le tribunal, il doit fournir au tribunal
607 les preuves de sa créance, la nature et le montant de celle-ci, et la
608 sûreté s'il y en a une, la preuve de non-paiement par le débiteur.⁴⁷

609 Lorsque le débiteur demande le déclenchement de la procédure,
610 celui-ci doit présenter au tribunal un rapport sur les difficultés de
611 l'entreprise, les documents comptables et l'inventaire des biens de
612 l'entreprise, l'état des créances et des dettes.⁴⁸

46 La disposition de l'article 7 et de l'article 8 de la loi 1986.

47 L'alinéa 2 de la disposition de l'article 7 de la loi 1986.

48 L'alinéa 2 de l'article 8 de la loi 1986.

613 (3) **Le jugement de l'ouverture de la procédure.** La juridiction
614 compétente est le tribunal du lieu du siège social du débiteur. Une fois
615 le tribunal saisi de la demande d'ouverture, il doit procéder à une
616 publication de l'ouverture de procédure dans la presse locale ou
617 nationale en précisant la date de l'ouverture, le nom du débiteur, les
618 délais, le lieu de la déclaration des créances, ainsi que la date de la
619 première réunion du conseil des créanciers. Ainsi il doit informer dans
620 les dix jours de la saisine les créanciers déjà connus, et le débiteur si la
621 demande de la faillite a été présentée par un créancier en même temps.

622 (4) **La déclaration des créances.** Les créanciers doivent déclarer
623 leurs créances auprès du tribunal dans 30 jours à compter de la
624 réception de la notification de la faillite de leur débiteur, et 3 mois à
625 compter de la publication de l'ouverture de la procédure pour ceux qui
626 n'ont pas reçu la notification. Passé ce délai, les créances qui n'ont pas
627 fait l'objet de réclamation sont définitivement éteintes.⁴⁹

628 (5) **La procédure de redressement.** Si les créanciers et le débiteur
629 peuvent conclure un accord à l'amiable, la procédure de redressement
630 se démarre.

631 La durée de l'accord ne peut pas excéder deux ans. Il convient
632 d'indiquer que dans la procédure de redressement, l'exécution du plan
633 de redressement est placée sous la surveillance de l'administration de

49 L'alinéa 2 de l'article 9 de la loi de 1986.

634 tutelle du débiteur. Cette dernière joue en effet d'une certaine manière
635 le rôle de l'administrateur judiciaire.

636 La procédure prend fin lorsque le débiteur a remboursé les
637 créances comme prévu, ou si le débiteur se trouve dans l'impossibilité
638 d'exécuter l'accord amiable. Ce dernier peut aussi être résolu pour
639 inexécution par le débiteur de ses engagements, ou si la situation
640 financière du débiteur s'est aggravée, ou si le débiteur a disposé des ses
641 biens de manière à porter atteinte aux intérêts de créanciers
642 (détournement, partage illégal ou la cession de biens sans contre partie;
643 vente de biens à des prix anormalement bas; cautionnement des
644 anciennes dettes; remboursements anticipés des dettes non échues;
645 abandon de créances...).⁵⁰ Dans ces cas, le tribunal peut prononcer la
646 liquidation de l'entreprise.⁵¹

647 **(6) La distribution de l'actif de l'entreprise en faillite.** Les
648 actifs réalisés de l'entreprise en faillite, après paiement des charges de
649 la procédure collective et de la dette pour l'intérêt commun en priorité,
650 doivent être distribués aux créanciers selon leur rang suivant: d'abord
651 les salaires et charges sociales; ensuite les impôts ; enfin les autres
652 créances.⁵²

50 La disposition de l'article 17, de l'article 21 et de l'article 22 de la loi de 1986.

51 L'alinéa 2 de l'article 9 de la loi de 1986.

52 L'alinéa 2 de l'article 37 de l'article 9 de la loi de 1986.

653 En ce qui concerne les créances grevées d'une sûreté, selon l'alinéa
654 2 de l'article 28 de la loi de 1986 elles ne font pas partie de l'actif du
655 débiteur, le bénéficiaire peut revendiquer son remboursement en
656 priorité sur ces biens. Ainsi les créances grevées d'une sûreté sont en
657 théorie payées en priorité que les salaires et les charges sociales.

658

659 *(B) L'application du système du droit de la faillite fondé sur la*
660 *base du droit de 1986*

661

662 Nous ne voulons pas nier que l'adoption de loi de 1986 est un
663 progrès de la législation. Mais du fait que les conditions de la faillite
664 appliquées aux entreprises d'Etat n'ont pas été réunies, notamment en
665 l'absence d'une couverture sociale universelle, l'application de la loi de
666 1986 à l'ensemble de ces entreprises aurait eu des conséquences
667 **insupportables** au plan financier et social. Par conséquent les quatre
668 premières années (1888-1991) il n'y avait presque pas de demande
669 d'ouverture de la procédure de faillite malgré que la fait qu'il y avait
670 un nombre important d'entreprises qui étaient de fait en faillite de fait
671 selon les critères de la loi de l'époque.⁵³

53 Jusqu'en 1994, seules trois cents entreprises d'Etat furent liquidées.
Source : CAO Shouye, juge de la Cour Supreme, Pochanfa de Shengming
zaiyu shishi (La vie de la loi sur la faillite des entreprises est à la mise en
oeuvre), disponible sur le site:

672 Pour autant le gouvernement central a pris une série mesures
 673 applicables localement destinées à compenser les insuffisances de la loi
 674 d'essai de 1985 vis-à-vis des salariés concernés dans ces régions
 675 déterminées où elle a été mise à l'essai.⁵⁴ La tentative « d'optimisation
 676 de la structure du capital » de l'industrie étatique est relancée en 1994.
 677 Le gouvernement décida alors d'appliquer des mesures spéciales à la
 678 faillite des entreprises d'Etat dans 18 villes, avant d'élargir le plan à 58
 679 municipalités en 1996, et à 111 villes en 1997.⁵⁵

680 Les textes principaux qui s'y appliquent sont deux décrets du
 681 conseil des affaires d'état : le décret du 25 octobre 1994 sur des
 682 problèmes relatifs à la faillite des entreprises d'état dans certains
 683 villes' (N°59) et son complémentaire le décret du 2 mars 1997 (N°10).

684 Ils se préoccupent de satisfaire les droits des salariés et stipulent
 685 que des autorités se chargent de rechercher tous les moyens pour la
 686 satisfaction des droits des salariés : chercher les de nouveaux emplois
 687 pour les salariés, encourager les salariés à entreprendre, établir la
 688 couverture sociale locale (provinciale, régionale ou municipale), etc.

<http://npc.people.com.cn/GB/14841/53042/4780223.html>, consulté le 18
 octobre 2008.

54 Cette solution est officiellement nommée comme 'la mesure politique
 du traitement de la faillite' (Zhengce xing po chan).

55 La liste des villes est stipulée par le Conseil d'état dans son décret du
 25 octobre 1994 sur des problèmes relatifs à l'essai de la faillite des
 entreprises d'état dans certains villes' (N°59) et son complémentaire le décret
 du 2 mars 1997 (N°10).

689 Aussi le gouvernement central assume-t-il un remboursement
690 partiel proportionnellement à la perte des créances bancaires liée à
691 l'application de la faillite. Selon leurs dispositions, un comité directif
692 national est instauré. Il est composé des représentants de la
693 Commission d'Etat pour l'Economie et le Commerce, de la Commission
694 d'Etat pour la réforme du système économique, du Ministère des
695 Finances, du Ministère du Travail, de la Banque Populaire Nationale,
696 du Bureau National des Terres, du Bureau National d'administration
697 des biens de l'Etat, ainsi que de la Commission des lois du Parlement et
698 de la Cour Suprême. Ce comité a pour mission de préparer un plan
699 national sur des fusions, des liquidations, le réemploi des salariés, et de
700 réguler la répartition des quotas au niveau national, en tenant compte
701 des plans locaux.

702 En 1996, le quota était de 20 milliards de Yuans (200 millions
703 euros) répartis entre les provinces. Depuis, le Gouvernement mobilise
704 chaque année entre 30 et 40 milliards de Yuans pour financer la
705 liquidation des entreprises d'état en difficulté.

706 Selon la statistique de la Commission de surveillance et
707 d'administration des actifs étatiques du Conseil des affaires d'état,
708 jusqu'à avril 2004 le cumul de ce que le Gouvernement central a

709 mobilisé depuis 1994 pour le financement de la liquidation des
710 entreprises d'état en difficulté est 49,3 milliards.⁵⁶

711 Nous ne pouvons pas trouver le chiffre exact des entreprises d'état
712 qui ont été liquidées en application de cette mesure spéciale.⁵⁷ Mais
713 sans aucun doute, il doit être assez grand. Selon l'étude de la banque
714 mondiale, seulement en 1996 le chiffre des cas de faillite est déjà
715 supérieur à 1100.⁵⁸

716 Le problème c'est que nous notons que certaines de leurs dispositions
717 sont contraires à la loi de 1986.⁵⁹ Le texte de la loi de 1986 de sa part

56 Meng na, « Zhongguo jiang dui zuihou yipi 2000 jia guoqi shishi zhengcixing pochán » (« La Chine va appliquer la faillite directive (en dehors de la loi sur la faillite) à la dernière des 2000 entreprises d'état »), disponible sur le site: http://news.xinhuanet.com/newscenter/2004-06/21/content_1538045.htm, consulté le 18 novembre 2008.

57 Les chiffres que les différentes autorités nous offrent ne semblent pas conformes. D'après la commission de surveillance et d'administration des actifs étatiques du Conseil des affaires d'état, jusqu'en avril 2004, 3377 projets sur la fermeture des entreprises d'état déficitaires sont déposés. Voir Meng na, Zhongguo Jiang Dui Zuihou yipi 2000 jia guoqi shishi zhengcixing pochán (La chine va appliquer la faillite de mesure directive (politique) à la dernière de 2000 entreprises d'état), disponible sur l'internet: http://news.xinhuanet.com/newscenter/200406/21/content_1537983.htm, consulté le 22 mai 2011.

58 La Banque Mondiale, Bankruptcy of state enterprises in China (Version en chinois), Zhongguo Caizheng Jingji Chubanshe (Maison d'édition de Chine financière et économique P8), 2001, p. 8.

59 Même le but d'établir un état de droit est énoncé en 1997. A cette époque, l'autorité du droit n'est pas reconnue sans parler de la théorie de

718 stipule que les créanciers privilégiés, notamment ceux bénéficiaires de
 719 sûretés ont des priorités sur tous les autres créanciers. (Même sans précisions
 720 sur les droits des salariés). Néanmoins selon la disposition d'un décret du
 721 25 juillet 1996 (N°492) du conseil des affaires d'état, *"si les sommes*
 722 *consécutives à la cession du droit d'usage du terrain mis à la disposition de*
 723 *l'entreprise (qui en droit reste propriété de l'état) ne sont pas suffisantes*
 724 *pour satisfaire les droits des salariés, il convient d'imputer le différentiel*
 725 *sur la cession d'autres actifs de l'entreprise, y compris les biens grevés*
 726 *d'une sûreté"*.

727 Bien que le Conseil des affaires d'état ait souligné plusieurs fois que
 728 ces mesures spéciales ne visaient que les entreprises d'état dans les villes
 729 déterminées, en pratique les tribunaux sous la pression du gouvernement
 730 local les ont appliquées ailleurs. En conséquence les droits des salariés⁶⁰
 731 priment sur ceux des créanciers privilégiés et l'intérêt légitime des
 732 créanciers se trouve gravement lésé. *'Le projet n'a même pas envisagé*
 733 *l'acquittement de leurs dettes, le taux d'acquittement est zéro dans plus de*
 734 *80% des cas. Ce qui compte pour les gouvernements locaux qui se chargent*
 735 *de la procédure de faillite c'est de satisfaire des droits des salariés afin*

l'hierarchie des normes. Cette théorie est formellement affirmée par les dispositions de la loi sur la législation du 15 mars 2000.

60 Le privilège des salariés concerne les salaires, les indemnités des soins médicaux, allocation aux invalides, pension à la famille du défunt, assurances vieillesse et maladie.

736 *d'éviter tout bouleversement local.*'⁶¹ Un rapport de la banque mondiale
737 estime que des banques ne récupèrent qu'entre 3 et 10% de leurs créances.⁶²

738 **La faillite des entreprises non étatiques.** A propos des
739 entreprises privées, leur liquidation était régie par la loi sur la
740 procédure civile du 9 avril 1991. Le chapitre 19 intitulé la procédure
741 d'acquittement et de faillite des entreprises ne consiste qu'en 8 articles.
742 La création de l'entreprise non étatique avait été interdite depuis les
743 années 50, et son statut a été légalisé à dater de 1988. *'L'État permet à*
744 *l'économie privée d'exister et de se développer dans le domaine fixé*
745 *par la loi.*'⁶³

746 Au début le rôle de l'entreprise non étatique avait été ignoré.
747 *'L'économie privée n'est considérée que comme complémentaire à*
748 *l'économie publique socialiste.'* Prenant en considération que le
749 développement et même la survie de l'entreprise privée a été
750 volontairement limitées par l'état socialiste, nous ne voyons pas la
751 nécessité d'expliquer le mépris du législateur vis-à-vis de leur faillite.
752 Pour autant nous regrettons de ne pas pouvoir trouver une seule étude

61 WANG Xinxin, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)',
La 8e conférence du droit économique et financier de la Faculté de droit de
l'Université de peuple de Chine, le 31 octobre 2006, Pékin.

62 La Banque Mondiale, Bankruptcy of state enterprises in China
(Version en chinois), Zhonguo Caizheng Jingji Chubanshe (Maison d'édition
de Chine financière et économique P8), 2001, p.8.

63 La disposition de l'amendement de 1988 de la Constitution.

753 pertinente sur la faillite de l'entreprise privée depuis sa légalisation par
754 le législateur (1988).

755 En résumé le régime de la faillite de l'entreprise repose sur 3
756 piliers :

757 — le premier pilier est fondé sur la loi de 1896 sur
758 l'entreprise d'état ;

759 — le deuxième pilier consiste en les mesures spéciales sur la
760 base des décrets du Conseil des affaires d'état visant les entreprises
761 d'état dans les certaines villes.

762 — quant à l'entreprise privée, c'est le troisième pilier qui est
763 fixé par le chapitre 19 de la loi relative à la procédure civile.

764 En pratique la priorité était donnée au deuxième pilier.

765

766 *(II) L'établissement du droit de la faillite des entreprises de 2006*

767

768 La grande pierre d'achoppement empêchant l'application de la loi
769 de 1986 a été que le nombre des employés des entreprises d'état
770 déficitaires est énorme. La statistique de l'année 1987-1998 indique
771 que le chiffre des employés qui travaillent dans les entreprises
772 industrielles d'état en faillite de fait représente 40% de tous les salariés
773 employés dans les entreprises industrielles d'état. Si la moitié des ces

774 entreprises avait entamait à la procédure de faillite, il y aurait eu plus
775 de 2000 0000 personnes qui auraient perdu leurs emplois.⁶⁴ Dans un
776 autre rapport, l'auteur donne un chiffre comparable, estimant que le
777 chiffre des ouvriers en chômage est entre 25 000000 et 30 000000 pour
778 la période de 1998- 2005.⁶⁵

779 Pourtant la mutation sociale est assez remarquable de sorte qu'il a
780 été nécessaire d'élaborer une nouvelle loi sur la faillite. Ainsi, dans
781 cette section nous nous intéressons à la loi actuelle de la faillite des
782 entreprises : la nouvelle loi sur la faillite de 2006. Nous traitons
783 d'abord les circonstances d'élaboration de la nouvelle loi de 2006 (A),
784 et ensuite la publication de cette nouvelle loi (B)

785 Il convient de rappeler que la nouvelle loi de 2006 n'est pas la
786 première loi chinoise sur la faillite, mais le régime qu'elle établit
787 amène **des innovations majeures** s'orientant vers l'économie de
788 marché par rapport à l'ancienne loi sur la faillite de 1986 qui se fonde
789 sur la base de l'économie planifiée. Ainsi que l'indiqué REBECCA
790 PARR : *'A remarkable feature of the EBL 2006 is that it marks a*
791 *transition of the Chinese system from tight state control to the*

64 XIE Junlin, 'Zhongguo Pochan Falv Zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite) , op.cit., 2005, p.85.

65 GAO liang, La réflexion et la commémoration: trois décennies de la réforme et la politique d'ouverture, disponible sur le site : <http://www.wyzxsx.com/Article/Class16/200801/30322.html>, consulté le 16 janvier 2011.

792 *establishment of a profession of administrators akin to those found in*
793 *western developed countries.*⁶⁶

794

795 *(A) Les circonstances de l'élaboration de la nouvelle loi de 2006*

796

797 La Chine est dans une période de mutation radicale depuis 1978.
798 Le changement des conditions internes (a) et externes (b) nécessite la
799 modernisation de l'ancien régime juridique de la faillite fondé sur la loi
800 de 1986, des circulaires du Conseil d'affaires d'état, et du chapitre 19
801 de la loi sur la procédure civile⁶⁷.

802

803 a. Le contexte interne

804 A propos des circonstances internes, le renouvellement de l'ancien
805 régime juridique de la faillite est le résultat d'une pluralité de causes.
806 Nous pouvons distinguer la raison économique (a), la raison sociale (b)
807 et la raison juridique (c).

808

66 REBECCA PARR, YONGQIAN XU (Sous direction), *China's New Enterprise Bankruptcy Law: context, interpretation, and application*; Ashgate Publishing Limited, 2009, p.91.

67 Ce chapitre est supprimé le 28 octobre 2007.

809 **(a) La raison économique.** La transformation de la forme des
810 entreprises d'état et l'augmentation considérable du nombre
811 d'entreprises privées sont des éléments moteurs du développement du
812 régime juridique de la faillite.

813 **Tout d'abord, nous voyons la transformation de la forme des**
814 **entreprises d'état.** Avant la réforme de 1978, c'est le système
815 d'économie planifiée qui s'appliquait en Chine. Dans ce système toutes
816 les entreprises pratiquaient leurs activités selon le plan centralisé
817 d'économie administrative. Leur fonctionnement était totalement
818 soumis à la direction de l'administration. C'est-à-dire que non
819 seulement la désignation des dirigeants de l'entreprise, mais aussi le
820 profit et la perte étaient entre les mains du gouvernement central ou de
821 celles du gouvernement locale.

822 En effet l'entreprise d'état était considérée comme ramification du
823 gouvernement. Comme Corine Eyraud dévoile *'Au niveau global,*
824 *comme dans le cadre de l'entreprise, « un seul système ramifié » dans*
825 *lequel les organes étatiques et administratifs ne sont pas subordonnés*
826 *au Parti, mais sont des « segments » du Parti.*⁶⁸

68 Corine Eyraud, L'entreprise d'Etat chinoise. De « l'institution sociale totale » vers l'entité économique ?, disponible sur le site:
<http://www.cefc.com.hk/pccpa.php?lg=fr&aid=804>, consulté le 8 janvier 2011.

827 Dans ce contexte, il nous semble qu'on avait rarement la
 828 possibilité d'appliquer le régime juridique de la faillite. Conscient de
 829 son impraticabilité, DENG Xiaoping, dirigeant d'état, a déclaré : '*On*
 830 *ne peut pas se limiter à une certaine forme d'organisation économique,*
 831 *on prendra la forme qui peut le mieux mobiliser l'enthousiasme du*
 832 *peuple et qui peut accélérer le développement de l'économie*
 833 *chinoise*'.⁶⁹

834 Par la suite l'entreprise d'état a mis en œuvre des réformes sur leur
 835 propre forme d'organisation sociale. Le but de la transformation a eu
 836 pour objet d'adapter la forme des sociétés de capitaux (la société à
 837 responsabilité limitée et la société par actions). En 1994 il y avait plus
 838 de 33000 entreprises d'état ayant réalisé le changement de leur type
 839 d'organisation sociale, devenant des sociétés de capitaux. En 2001, les
 840 420 entreprises d'état les plus importantes sont devenues des sociétés
 841 anonymes, comptant 82.7% des entreprises d'état les plus
 842 importantes.⁷⁰ En 2006 64.2% des entreprises centrales (à échelle
 843 nationale)⁷¹ prenaient la forme sociale de société anonyme cotée en

69 DENG Xiaoping, 'L'anthologie de DENG Xiaoping (Le premier volume)', La librairie de peuple, édition 1993, p. 323.

70 XIE Junlin, 'Zhongguo Pochan Falv Zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite)', op.cit., 2005, p. 69.

71 En Chine l'entreprise d'état se distingue en deux types selon son attachement : l'entreprise centrale et l'entreprise locale. La commission de supervision et d'administration des actifs étatique du Conseil des affaires

844 bourse, et plus de 85% des entreprises locales (à échelle de la province
845 ou de la région) lançaient leur réorganisation structurelle selon la loi
846 sur les sociétés.⁷²

847 De cette façon, l'entreprise d'état obtenait l'autonomie de sa
848 gestion, parce que dorénavant le gouvernement ne pouvait plus y
849 intervenir directement. Le gouvernement ne gardait plus que le droit
850 d'actionnaire. En conséquence, la transformation de la structure des
851 entreprises d'état avait permis non seulement de renforcer leur
852 compétitivité, mais aussi de leur d'accorder une identité d'acteur
853 indépendant dans la vie économique. Cela donnait la possibilité de
854 l'application du régime économique juridique, y compris du droit de la
855 faillite.

856 **Deuxièmement nous traitons l'augmentation considérable des**
857 **entreprises privées.** L'entreprise privée joue un rôle de plus en plus
858 important dans la société chinoise. Pendant la période 1966-1977, la

d'état s'occupe l'entreprise centrale. L'autorité locale s'occupe des entreprises locales. L'entreprise centrale dominant les secteurs tels que l'industrie de la défense, l'industrie aérospatiale, d'industrie de la pétrochimie, l'industrie automobile. Il y a une centaine d'entreprises d'état dont son nombre est en train de réduire diminuer.

72 Qin Jiaofeng, Le progrès de la réforme de société anonyme de l'entreprise d'état, disponible sur le site : http://news.xinhuanet.com/banyt/2007-08/24/content_6597351.htm, consulté le 16 avril 2009.

859 création d'entreprises privées était interdite.⁷³ En 1980, la valeur
 860 industrielle des entreprises privées dans la production s'élevait à 0.5%
 861 de la valeur industrielle totale. Cette valeur est passée à 78.3 % en
 862 2001.⁷⁴

863 On peut citer comme exemple la disposition d'un autre
 864 amendement de la Constitution. L'amendement du 15 mars 1999
 865 consacre que « *l'économie non-publique telle que l'économie*
 866 *individuelle et privée dans le domaine prévu par la loi est une part*
 867 *importante de l'économie socialiste de marché* ». L'Etat protège le
 868 droit et l'intérêt légitime de l'économie privée.⁷⁵ Par rapport à
 869 l'ancienne disposition, il est évident que la position de l'économie
 870 privée s'est améliorée.

871 Avec son rôle accru dans la vie économique et les cas de faillites
 872 également plus fréquentes qui en résulte, la clarification et l'unification
 873 apparaissent indispensables et urgentes.

73 En fait, jusqu'à 1988, la légalité d'existence de l'entreprise privé est formellement reconnue. L'Assemblée national populaire a édicté un amendement de la Constitution 1982 le 12 avril 1988, dont son premier article stipule que l'État permet à l'économie privée d'exister et de se développer dans le champ fixé par la loi. L'économie privée est complémentaire d'économie socialiste publique.

74 XIE Junlin, 'Zhongguo Pochan Falv Zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite) , op.cit., 2005, p. 54.

75 L'article 16 de l'amendement du 15 mars 1999 de la Constitution 1985.

874 A côté de la raison économique, il y a aussi de toute évidence la
875 raison juridique.

876 **(b) La raison juridique.** Au cours du développement économique,
877 la modernisation correspondante du système juridique chinois apparaît
878 nécessaire et un profond renouvellement de l'ancien régime de la
879 faillite semble indispensable.

880 **Tout d'abord, la besoin de modernisation du système**
881 **juridique.** Ayant eu l'expérience catastrophique de la révolution
882 culturelle, les dirigeants chinois ont été conscients que le droit devenait
883 indispensable même dans la société socialiste et ils ont commencé à
884 réaliser l'importance du droit pour le respect et la protection des droits
885 de l'homme⁷⁶ et pour le développement de la société.

886 En 1978, dans un communiqué au 11ème Comité Central du Parti,
887 il a été déclaré : *'Des lois doivent exister pour que le peuple les suive,*

76 La plupart des dirigeants ont été eux-mêmes victimes de la révolution culturelle. Pendant la révolution culturelle, des jeunes chinois, les Gardes Rouges pouvaient s'en prendre physiquement à tous ceux qui apparaissent comme bourgeois. Quand les Gardes Rouges ont forcé sa porte, Liu Shaoqi, le président de la République populaire, a demandé en vain l'application du droit que la Constitution lui donnait, en tenant à la main un livre de la Constitution.

888 *ces lois doivent être observées, leur application doit être stricte, et*
 889 *ceux qui les violent doivent être punis.*⁷⁷

890 En 1993, le Parti communiste chinois a décidé d'adopter
 891 formellement le système de l'économie de marché, en remplacement de
 892 l'ancien système d'économie planifiée. Dans le même texte, le but du
 893 système juridique a été précisé : accélérer la législation économique,
 894 améliorer davantage le droit civil, le droit pénal, les lois sur les
 895 institutions nationales compétentes et la gestion administrative, établir
 896 le cadre du système juridique conformément à l'économie de marché
 897 socialiste avant la fin de ce siècle.⁷⁸ Les travaux juridiques ont été
 898 effectués, surtout concernant l'élaboration des lois relatives au
 899 fonctionnement de l'économie de marché. En 2010, la Chine a adopté
 900 235 lois, 690 décrets, plus de 8800 règlements locaux et plus de 700
 901 règlements autonomes.⁷⁹

77 Il convient d'indiquer que le parti communiste dirige le pays au niveau national, sa doctrine et sa politique qui se transcrivent ensuite en textes juridiques sont les principes directeurs de l'état.

78 Le communiqué 'La décision sur certaines questions relatives à l'élaboration de l'économie de marché socialiste' de la 3ème séance plénière du 14ème Comité Central du Parti le 14 novembre 1993. 2 ans après, la cible de l'état de droit se pose: la République populaire de Chine gouverne le pays conformément à la loi et a pour l'objet de l'état de droit socialiste (l'article 13 de l'amendement du 15 mars 1999 de la Constitution 1985).

79 LI Jianguo, vice-président du comité permanent de l'ANP, S'assurer que le système légal socialiste peut se former aux caractéristiques chinoises en temps prévu, disponible sur le site :

902 **Deuxièmement, nous voyons la nécessité du renouvellement de**
 903 **l'ancien régime de la faillite.** La Chine est dans une période de
 904 transformation pour établir l'économie socialiste de marché depuis
 905 1978. L'ancien régime des droits comme celui de la faillite élaboré
 906 dans le contexte d'économie planifiée n'est plus compatible avec le
 907 changement de la société.⁸⁰

908 On peut citer comme exemple l'objet de la loi de 1986 comme
 909 exemple. Son 1^{er} article dispose que ' la présente loi a pour objectif le
 910 développement de l'économie planifiée socialiste et la promotion des
 911 entreprises d'Etat. Le vieillissement du régime du droit de la faillite
 912 révèle la nécessité de sa refonte. *'Some scholars argue that bankruptcy*
 913 *law is not suitable for the national conditions in China. Nevertheless,*
 914 *twelve years of practice with bankruptcy law, combined with the*
 915 *deepening of the SOE reform and the development of the market*
 916 *economy, have persuaded many Chinese of the country's need for a*
 917 *new bankruptcy law. Bankruptcies have become an inevitable*
 918 *economic reality. Recently, many scholars and entrepreneurs,*
 919 *particularly creditors, have advocated the replacement of the existing*

http://news.xinhuanet.com/theory/2010-08/31/c_12501232.htm, consulté le
 18 novembre 2010 ; LI lin, La formation du système légal socialiste aux
 caractéristiques chinoises, disponible sur le site :

<http://www.cass.net.cn/file/20100701274664.html>, consulté le 3 janvier 2011.

80 C'est le II en est de même pour la loi sur les sociétés. La loi du 25 décembre 1999 sur les sociétés, a été modifiée le 27 octobre 2005 pour correspondre aux besoins actuels.

920 *bankruptcy law with a new bankruptcy law that is more suitable for the*
 921 *new market economy. The original bankruptcy law is out of date with*
 922 *current realities. First, a large number of companies not owned by the*
 923 *government have been established under the rules of the new market*
 924 *economy in the twenty years since economic reforms began. These*
 925 *companies expect to operate within a legal framework more suited for*
 926 *a market economy. Clearly, the original bankruptcy law cannot apply*
 927 *to these companies. Second, even for money-losing SOEs that still*
 928 *carry the inertia of the planned economic system, the inevitable*
 929 *transition to market economy has made the existing bankruptcy law*
 930 *inadequate.*⁸¹

81 Li Shuguan, 'Bankruptcy Law in China: Lessons of the Past Twelve Years', disponible sur le site: http://www.leggicinesi.it/dottrina/LiShuguang_Bankruptcy.pdf, consulté le 828 Mai 2009. La traduction des paragraphes citées en Français : Certains universitaires affirment qu'une loi sur la banqueroute n'est pas adaptée aux conditions qui prévalent en Chine. Néanmoins, la pratique de douze ans d'une telle loi, associée à l'approfondissement de la réforme de l'entreprise étatique et le développement de l'économie de marché ont persuadé bon nombre de Chinois que le pays a besoin d'une nouvelle loi sur la banqueroute. Les banqueroutes sont devenues une réalité économique inévitable. Récemment, bon nombre d'universitaires et d'entrepreneurs, en particulier les créateurs se sont prononcés en faveur du remplacement de la loi sur la banqueroute existante, par une loi nouvelle, mieux adaptée à la nouvelle économie de marché. La loi d'origine n'est plus en phase avec les réalités actuelles. D'abord un grand nombre de sociétés non gouvernementales ont été créées dans le cadre de la nouvelle économie de marché dans les vingt années qui ont suivi le début de

931 **(c) La raison sociale.** La libéralisation du régime de faillite des
932 entreprises d'Etat entraîne inévitablement une hausse du chômage que
933 les autorités ne veulent pas affronter.

934 Depuis longtemps s'applique aux entreprises d'état la politique du
935 « bol de riz en fer », selon laquelle l'employé d'une entreprise d'Etat
936 est assuré de conserver son emploi jusqu'à sa retraite. Le salaire des
937 employés est inférieur à ce qu'ils devraient être pour la juste
938 rémunération du travail. L'entreprise en prélève une partie pour couvrir
939 les prestations sociales. Elle se charge par exemple de la pension de
940 retraite, de la pension à la famille du défunt, de l'allocation de
941 logement, de l'assurance maladie et vieillesse, etc. Sachant que quand
942 la loi de 1986 a été publiée, le système de sécurité sociale n'était pas
943 encore établi.

944 En conséquence, une fois que les entreprises sont en faillite, les
945 travailleurs n'ont plus aucune protection. 'Par conséquent, « changer
946 cette qualité de "société totale" de l'entreprise d'Etat revient à changer

la réforme économique. Ces sociétés s'attendent à pouvoir fonctionner dans un cadre légal mieux adapté à l'économie de marché.

Bien évidemment, la loi initiale sur la banqueroute ne peut pas s'appliquer à ces sociétés. En deuxième lieu, même pour de l'entreprise étatique sur qui pèse encore l'inertie de l'économie planifiée, la transition inévitable vers l'économie de marché a rendu inadéquate la loi existante sur la banqueroute.

947 radicalement l'organisation spéciale de la société urbaine chinoise, et
 948 donc à changer le mode de gestion de cette société. »⁸²

949 Une étude estime que le sureffectif représente 1/4 à 1/3 des
 950 effectifs employés dans l'entreprise étatique, soit entre 11 et 15
 951 millions de personnes⁸³. Une autre étude nous montre qu'en 1997 le
 952 nombre des ouvriers provenant des entreprises d'état et qui étaient
 953 effectivement au chômage, se situait entre 25 millions et 30 millions.⁸⁴

954 Sans aucun doute, la gravité de la situation devenait la principale
 955 préoccupation des autorités, qui s'employaient à désamorcer le chaos
 956 social que provoqué par la mise en faillite des entreprises d'Etat. Il
 957 fallait absolument un système de sécurité sociale pour que le droit de la
 958 faillite puisse bien s'appliquer.

959 Nous constatons que des dernières années le système chinois de
 960 sécurité sociale, y compris l'assurance sociale, l'assurance maladie et
 961 vieillesse, l'assurance-chômage, la pension de retraite, l'assurance

82 Corine Eyraud, L'entreprise d'Etat chinoise. De « l'institution sociale totale » vers l'entité économique ?, disponible sur le site:
<http://www.cefc.com.hk/pccpa.php?lg=fr&aid=804>, consulté le 8 janvier 2011.

83 LI Runliang, '1998 Gongye qiye jingying zhuangkuang fenxi yu zhanwang (Perspectives et analyse du résultat économique des entreprises industrielles en 1998)', in China industrial economy, n°3, p. 27.

84 Groupe de recherche sur les travailleurs licenciés des entreprises d'État de la Chine de l'Université de peuple de Chine, Jiaoxue yu Yanjiu (L'enseignement et la recherche) 1998, no5 p. 11.

962 d'accident du travail, l'assurance maternité, a fait beaucoup de progrès.
963 A la fin de Juin 2004, le taux de couverture de la pension de retraite de
964 base était de 97,7% (soit 118,51 millions employés). Le taux de
965 couverture de l'assurance maladie de base était de 65,2% (soit 116,28
966 millions d'employés). Le taux de participation à l'assurance-chômage
967 était de 91,5% (nombre concerné: environ 102,80 millions).⁸⁵

968 Bien que le système actuel d'assurance sociale universelle ne soit
969 pas parfait, le système d'assurance sociale universelle établi qui est en
970 développement peut fournir un meilleur environnement qu'auparavant,
971 diminuant l'obstacle à l'application du droit de la faillite.

972 Après l'analyse des circonstances internes, nous examinons la
973 circonstance externe de la formation de la nouvelle loi sur la faillite.

974

975 b. Les conditions externes

976

977 La globalisation de l'économie et l'ouverture de la Chine depuis le
978 début des années 80s ont accentué le rapprochement entre le droit
979 chinois et le droit occidental. Nous pensons qu'en effet la restitution du

85 HU jian, 'Qiyе pochan fa : yiqie ganggang kaishi (La loi sur la faillite: tous ne fait que commencer)', disponible sur le site: <http://www.chinacourt.org/html/article/200608/28/215233.shtml>, consulté le 3 mars 2009.

980 système légale se fonde sur le droit occidental (notamment le droit
981 américain, le droit français et le droit allemand) à condition que les
982 dispositions ne menacent pas directement le régime politique, et la
983 dictature du prolétariat.⁸⁶

984 L'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (l'O.M.C) en
985 2001 suscite les changements fondamentaux du système juridique
986 chinois pour s'assurer que le pays soit en conformité avec les
987 obligations découlant de son adhésion, l'accent ayant été tout
988 particulièrement mis sur la transparence et la perfection des règles
989 normatives.

990 A propos de la création de la nouvelle loi sur la faillite, nous
991 considérons que l'influence étrangère a été une impulsion très
992 importante.

993 En 2004, le Premier ministre chinois, WEN Jiabao, a visité l'Union
994 Européen, discutant avec ses homologues européens pour accorder à la
995 Chine le statut complet de pays de l'économie de marché. L'Union
996 Européen ne pense pas que la Chine est un pays muni du statut complet

86 HE Qinhu, LI Xiuqing, Le droit étranger et le droit chinois-La réflexion sur la transposition du droit étranger en Chine au 20e siècle, La Presse de l'université sciences de science politique et de droit, 2002 ; FEN Yujun, L'histoire et la perspective de la transposition du droit étranger en Chine, disponible sur le site :

http://d.wanfangdata.com.cn/periodical_gsshkx200803027.aspx; consulté le 12 octobre 2010.

997 de pays d'économie de marché. Parmi ses quatre raisons, une raison est
 998 l'absence du droit de la faillite en Chine.⁸⁷

999 L'avis de l'Union Européen attire l'attention du Premier ministre
 1000 WEN. Sachant que la rédaction de la nouvelle loi sur la faillite est
 1001 bloquée à ce-moment là à cause de divergences diverses, il intervient
 1002 lui-même dans l'élaboration de la nouvelle loi. Cela accélère beaucoup
 1003 le processus de son élaboration.⁸⁸

1004

1005 ***(B) La publication de la nouvelle loi***

1006

1007 La commission législative de la loi sur la faillite se constituait en
 1008 1994,⁸⁹ mais la nouvelle loi ne fut votée qu'en 2006. 12 ans

87 WANG Xinxin, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)', La 8e conférence du droit économique et financier de la Faculté de droit de l'Université de peuple de Chine, le 31 octobre 2006, Pékin.

88 WANG Weiguo, Zou Hailin, 'Pochanfa shinian (Dix ans de l'élaboration de la loi sur la faillite)', disponible sur le site de l'institut de droit de l'Académie des sciences sociales de Chine: <http://www.iolaw.org.cn/shownews.asp?id=5792>, consulté le 26 mars 2008.

89 La commission législative consiste en un groupe d'élaboration et un groupe de travail. Le groupe d'élaboration qui s'occupe de rédiger les textes comprend 3 professeurs de droit, 3 hauts fonctionnaires au niveau de ministre et un ancien président de la chambre économique de la Cour suprême. Cf.: WANG Weiguo, 'Pochanfa shinian' (Dix ans de l'élaboration de la loi sur la faillite), *ibid.*

1009 d'élaboration prouvent les difficultés en droit et celles au-delà du droit.
 1010 Les deux difficultés les plus délicats au-delà du droit ont concerné **la**
 1011 **sécurité sociale et le traitement des entreprises d'état** que nous
 1012 avons envisagées ci-dessus.

1013 Nous nous concentrons ici sur une difficulté en droit: **l'ordre de**
 1014 **l'acquittement des dettes**, parce que celle-ci entravait l'achèvement
 1015 de l'élaboration de la nouvelle loi.

1016 **Le projet original** confirme le principe de la primauté des
 1017 créances bénéficiaires de sûretés sur la créance des salariés. Il est
 1018 déposé pour la première fois devant le comité permanent de l'APN en
 1019 juin 2004, ensuite la deuxième fois en octobre.⁹⁰ Après deux examens,
 1020 il y a pas mal de modifications, y compris la confirmation précédente.
 1021 **Le projet modifié** stipule le principe de la primauté de la créance des
 1022 salariés sur les créances bénéficiaires de sûretés, ainsi que la loi de
 1023 1986 avait stipulée.⁹¹

1024 Les dirigeants de la banque se sont fermement opposés à ce
 1025 renversement du principe. On peut citer comme exemple l'attitude de
 1026 ZHOU Xiaochuan, président de la Banque de Chine, comme exemple.
 1027 Il proclame plusieurs fois publiquement que l'adoption du principe de

90 WANG Xinxin, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)',
 ibid.

91 WANG Xinxin, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)',
 ibid.

1028 la primauté de la créance des salariés sur les créances bénéficiaires de
 1029 sûretés pourrait avoir pour conséquence de graves risques financiers,
 1030 conduisant à l'éclatement d'une crise financière. Car les banques ne
 1031 peuvent pas raisonnablement prévenir les risques.⁹²

1032 D'autre part le syndicat ouvrier national de Chine⁹³ et le ministère
 1033 du travail et de la sécurité sociale soulignaient qu'en tant que pays
 1034 socialiste, la Chine devait protéger en priorité l'intérêt des salariés. Les
 1035 deux parties se sont affrontées pour des raisons différentes qui leur
 1036 étaient propres, sans arriver à se concaincre l'une l'autre.

1037 A cause de ce conflit aigu, le processus de la législation a été
 1038 suspendu d'octobre à août 2006. Le projet de la loi de la faillite risquait
 1039 de devenir caduc, parce qu'un projet d'une loi qui soumis au Comité
 1040 permanent de l'APN ne peut pas être en suspens plus de deux années à
 1041 partir de sa soumission devant le Comité permanent de l'APN
 1042 conformément à la disposition de la loi sur la législation.⁹⁴

92 WANG Xinxin, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)',
 ibid.

93 Son site sur l'Internet (Version anglais) :
<http://www.acftu.org.cn/template/10002/index.jsp>, consulté le 15 mars 2008.

94 Selon l'article 39 de la loi sur la législation du 15 mars 2000, lorsque
 la délibération d'une proposition ou d'un projet de loi a été mise de côté plus
 de deux années dès sa première déposition devant le Comité permanent de
 l'ANP en raison de désaccords importants sur les problèmes importants tels
 que la nécessité et l'effet de cette loi, le Conseil de président rend compte au
 Comité permanent et met fin de l'élaboration de cette loi.

1043 Malgré ces opinions différentes et même contraires, tout le monde
1044 est tombé d'accord qu'il était nécessaire et urgent que la Chine ait une
1045 nouvelle loi sur la faillite le plus tôt possible. La Loi sur la faillite des
1046 entreprises de la République Populaire de Chine (Ci-après « La loi de
1047 2006 ») a été définitivement adoptée par l'Assemblée Populaire
1048 Nationale le 27 août 2006 et est entrée en vigueur le 1er juin 2007.⁹⁵

1049 **Les traits principaux de la nouvelle loi.** Cette nouvelle loi,
1050 incluant 12 chapitres et 136 articles, introduit plusieurs conceptions
1051 nouvelles et présente un progrès considérable par rapport aux
1052 dispositions antérieures.

1053 *« Tout d'abord la loi de 2006 s'avère plus claire et concrète. En*
1054 *second lieu, des stipulations sur la réorganisation des entreprises*
1055 *déclarées en faillite ont été ajoutées dans la loi. Le principal objectif*
1056 *de la loi de 2006 n'est pas simplement d'entraîner la liquidation et le*
1057 *dessaisissement du débiteur, mais aussi de favoriser la poursuite de*
1058 *l'activité et le maintien de l'emploi, si la viabilité de l'entreprise le*
1059 *permet. Troisièmement, la réglementation sur la procédure de*

95 Le principe de la primauté des créances bénéficiaires de sûretés sur la créance des salariés est prépondérant, et il est désormais devenu un principe essentiel de la loi sur la faillite.

1060 *remboursement s'adapte mieux aux conditions réelles de la Chine et*
1061 *favorise la protection des droits et intérêts légitimes des employés ».*⁹⁶

1062 Vu sous cet angle, le système mis en place par cette loi est familier
1063 aux praticiens français:

1064 – Définition de l'état de cessation des paiements,

1065 – Jugement d'ouverture de la procédure par le tribunal,

1066 – Arrêt des poursuites individuelles et déclaration des créances,

1067 – Existence de l'assemblée des créanciers et de l'administrateur,

1068 – Poursuite de responsabilités des dirigeants coupables de
1069 banqueroute et des administrateurs indéclicats etc.

1070

1071 Plus précisément il convient de montrer 5 aspects suivants. (a) Le
1072 nouveau texte unifie le régime de faillite de toutes les entreprises
1073 (étatiques ou privées). Le champ d'application de la loi de 2006 est
1074 élargi par rapport à l'ancienne loi. Désormais le même régime
1075 s'applique à l'ensemble des entreprises, publiques comme privées, à
1076 capitaux chinois comme à capitaux étrangers, jouissant de la

96 An Jian, directeur adjoint de la Commission législative du Comité permanent de l'ANP, La loi sur la faillite d'entreprises est une loi fondamentale de l'économie socialiste de marché, disponible sur le site : http://news.xinhuanet.com/video/2006-08/27/content_5013063.htm, consulté le 20 septembre 2008.

1077 personnalité morale.⁹⁷ (b) Le nouveau texte libéralise le régime de
 1078 faillite de toutes les entreprises. Dans l'ancien régime l'intervention
 1079 administrative était tellement forte que certains juristes chinois
 1080 considéraient que l'ancien régime des faillites n'était qu'une procédure
 1081 administrative de fermeture des entreprises.⁹⁸ Par contre d'après la loi
 1082 de 2006 l'organisation de la procédure est plus libéralisée. Ainsi
 1083 l'administrateur en charge de la gestion de l'entreprise pendant la
 1084 procédure gagne en indépendance, alors que le « groupe de liquidation
 1085 » de la loi de 1986 était en pratique directement désigné par l'Etat
 1086 parmi des membres de l'administration. '*..., the administrative control*
 1087 *of bankruptcy proceedings has undergone a significant transition with*
 1088 *the passage of the EBL 2006 from state control to the establishment of*
 1089 *the office of administrator, with a market-based office.*⁹⁹ Par ailleurs,
 1090 l'ouverture des procédures de redressement judiciaire et de conciliation
 1091 peut désormais être demandée directement par les créanciers ou le
 1092 débiteur, et la liquidation d'une entreprise d'Etat peut intervenir sans
 1093 l'aval de l'administration. Le déroulement des procédures n'est plus
 1094 entre les mains des autorités administratives. (c) Le nouveau texte

97 Néanmoins, les personnes physiques, les entrepreneurs individuels et les sociétés en nom collectif ainsi que les sociétés enregistrées dans les Régions Administratives Spéciales, comme à Hong Kong ou à Macao ne sont pas concernées par la loi de 2006.

98 WANG Weiguo, op.cit.note18.

99 REBECCA PARRY , YONGQIAN XU (Sous direction) , *China's New Enterprise Bankruptcy Law : context, interpretation, and application ;* Ashgate Publishing Limited, 2009 , p. 99.

1095 améliore les droits des créanciers. Les créanciers garantis par des
1096 sûretés disposent désormais d'un droit de priorité effectif pour obtenir
1097 leur paiement sur le prix des biens grevés par leur sûreté. En outre les
1098 dispositions plus précises et plus modernisées qui sont en faveur de
1099 l'intérêt des créanciers ont été définies, telles que celles sur les
1100 pouvoirs de l'assemblée des créanciers et du comité des créanciers. (d)
1101 Le nouveau texte renforcer les sanctions contre la violation des règles
1102 de la procédure collective. L'on peut par exemple souligner la nouvelle
1103 réglementation des nullités de la période suspecte, destinée à lutter
1104 contre les faillites frauduleuses. La loi de 2006 crée également une
1105 série de sanctions applicables en raison d'actes commis pendant la
1106 procédure collective ou ayant conduit à la situation de faillite. Le
1107 dernier point c'est que le législateur chinois mentionne la faillite
1108 internationale dans ce texte. L'article 5 de la loi de 2006 dispose
1109 que : la procédure de faillite ouverte en Chine a vocation à produire ses
1110 effets sur les biens du débiteur situés à l'étranger. Le tribunal saisi doit
1111 examiner le jugement des tribunaux étrangers qui concerne les biens du
1112 débiteur qui se trouvent en Chine selon les traités internationaux que la
1113 Chine a signés ou selon le principe de réciprocité, et l'effet du
1114 jugement des tribunaux étrangers est reconnu à condition que ce
1115 jugement ne contrevienne pas aux principes élémentaires du droit
1116 chinois, qu'il ne porte pas atteinte à la souveraineté de la Chine, à la

1117 sécurité du pays et à son intérêt général, et qu'il ne lèse pas l'intérêt
 1118 légal des créanciers qui se trouvent en Chine.¹⁰⁰

1119

1120 Après avoir analysé l'évolution de la législation sur la faillite en
 1121 Chine, **il est étonnant de constater que beaucoup des problèmes du**
 1122 **droit de la faillite qu'on est en train d'essayer de régler**
 1123 **aujourd'hui ont déjà existé au début de la législation de la loi sur la**
 1124 **faillite.**

1125 Ces problèmes avaient été traités par les juristes à cette époque, et
 1126 ces juristes avaient contribué aux solutions de ces problèmes avec leur
 1127 compétence et leur sagesse. On peut citer un exemple. Le Professeur
 1128 WANG Qufei avait résumé dans son manuel publié en 1930 des
 1129 questions importantes mais difficiles à résoudre: celle du statut de
 1130 l'administrateur judiciaire, celle de la relation avec les créanciers: s'il
 1131 existe ou pas la masse, etc.¹⁰¹

100 Sur ce sujet (ou en ce sens ?), JIANG Lin, *Insolvabilité internationale : étude comparative du droit chinois, du droit français et des instruments internationaux*, thèse l'Université Paris 2 soutenue le 13 décembre 2010; S'agissant de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers, c'étaient les Chapitres 24 et suivants de la Loi sur la procédure civile qui s'appliquaient.

101 WANG Qufei, « Pochan Fa Gailun » (Manuel du droit de la faillite), Shanghai Faxue Bianyishe (La Maison d'édition juridique Shanghai), 1930, P2.

1132 Nous remarquons que dans l’histoire du développement du droit
 1133 de la faillite en Chine, d’énormes efforts ont été faits de façon répétée
 1134 sur les mêmes problèmes.¹⁰² Pourquoi ces expériences historiques et
 1135 leurs leçons dans le fleuve du temps restent-elles inconnues pour les
 1136 chercheurs ultérieurs? Ils devraient s’en inspirer pour faciliter la
 1137 recherche ultérieure.

1138 **Section II L’état actuel de la recherche autour de**
 1139 **l’administrateur de faillite dans la loi sur la faillite de 2006**

1140 La recherche sur le droit de la faillite a longtemps été ignorée en
 1141 Chine, et le nombre des chercheurs en ce domaine n’est pas suffisant.
 1142 Après la publication de la Nouvelle Loi de 2006, le nombre des articles
 1143 concernant le droit de la faillite a considérablement augmenté.

1144 Le régime de l’administrateur de faillite est traité en Chine comme
 1145 un des sujets principaux des travaux législatifs de la Nouvelle Loi de
 1146 2006. Il nous semble pertinent de faire un résumé sur la discussion
 1147 passée pour que notre étude puisse être plus efficace. La recherche sur
 1148 ce sujet se concentre sur les thèmes suivants:

1149

1150 A. Des incompétences du ‘groupe de liquidation’,¹⁰³

102 Voir aussi le chapitre sur l’histoire de l’élaboration de la loi sur la faillite après 1980s dans cette thèse.

103 Le ‘groupe de liquidation’ est ancien organe qui est remplacé par l’administrateur judiciaire avec instauration de la Nouvelle Loi de 2006.

1151 Les professeurs CAO siyuan (1999), HAN changyin(2000), LI
1152 shuguang(2001), LI yongjun(2001), et WANG xinxin(2004) montrent
1153 l'inconvénient des dispositions relatives à la composition du groupe de
1154 liquidation. Du fait que le groupe de liquidation est composé des
1155 fonctionnaires de l'autorité fiscale et de l'autorité administrative
1156 chargée de la gestion des entreprises, mais pas de professionnels
1157 indépendants, il en résulte que:

1158 a. La nomination des membres de groupe de liquidation par
1159 l'autorité administrative. Bien que l'article 24 de la loi d'essai de la faillite
1160 1986 établit que c'est le tribunal qui nomme les membres de groupe de
1161 liquidation, en pratique le tribunal ne sait pas quel fonctionnaire peut être
1162 nommé et n'a pas le droit de le désigner sans l'accord de l'administration. Le
1163 tribunal doit donc demander au gouvernement local de lui fournir la liste des
1164 personnes proposées. Le tribunal nomme les membres dans cette liste. Par
1165 conséquent c'est l'administration locale qui nomme les membres de groupe
1166 de liquidation au lieu que ce soit le tribunal. L'administration locale peut
1167 donc influencer les décisions les plus importantes par le biais des membres
1168 du groupe de liquidation. En cas de conflit d'intérêts, les mesures prises par
1169 le groupe de liquidation sont souvent en faveur de l'intérêt de
1170 l'administration et au détriment de celui des intéressés, aussi est-il permis
1171 d'avoir quelques doutes sur la compatibilité de l'intérêts entre le
1172 fonctionnaire et le membre du groupe de liquidation.

1173 b. Problématique du contrôle et de la surveillance du groupe de

1174 liquidation. Bien que la loi 1986 dispose que l'administrateur rapporte de sa
1175 mission au tribunal et fait l'objet de la surveillance de celui-ci, elle ne fixe ni
1176 une quelconque mesure de contrôle ni la sanction du travail de
1177 l'administrateur. En l'absence de contrôle efficace, le groupe de liquidation
1178 agit ayant pour objet prioritaire le but administratif et l'intérêt fiscal de
1179 l'administration locale, parce que ses membres sont des fonctionnaires
1180 provenant de l'administration et qu'ils doivent agir sous ses ordres.

1181 c. La médiocre compétence des membres de groupe de liquidation.
1182 La loi 1986 ne fixe pas les conditions pour être membres de groupe de
1183 liquidation. La nomination est assez arbitraire. Les fonctionnaires n'ont pas
1184 la formation spéciale sur le traitement de l'entreprise en difficulté. D'ailleurs
1185 nous remarquons que les fonctionnaires doivent s'occuper de leurs fonctions
1186 administratives propres à côté de la participation aux procédures collectives.
1187 Considérant que leur travail comme membre du groupe de liquidation est
1188 provisoire, et que la performance du groupe de liquidation importe peu à sa
1189 promotion et à sa rémunération, les fonctionnaires participant au groupe de
1190 liquidation n'ont pas de motivation subjective suffisante pour être
1191 consciencieux dans son travail subjectivement.

1192 d. Non-responsabilité des membres du groupe de liquidation. Les
1193 parties qui sont lésées par les éventuels abus des membres du groupe de
1194 liquidation ne peuvent pas mettre en œuvre les responsabilités de celui-ci. La
1195 loi 1986 ne dispose ni sur le statut du groupe de liquidation, ni sur celui de
1196 ses membres, ni sur leurs obligations ou leurs responsabilités. Le membre du

1197 groupe de liquidation est nommé par leur section propre au sein
 1198 d'administration, et leur travail dans le groupe de liquidation n'est pas payé.
 1199 Nous pensons que l'action du membre du groupe de liquidation fait partie de
 1200 son activité administrative. Mais des procédures collectives n'entrent pas
 1201 dans le cadre des missions de l'administration. Par conséquent selon la
 1202 théorie du droit administratif chinois, l'intéressé ne peut pas tenter un
 1203 procès administratifs contre l'autorité administrative ni la poursuivre pour sa
 1204 responsabilité administrative. Il en résulte que personne n'est responsable
 1205 des dommages causés aux intérêts des parties concernées

1206 e. Imprécision de la notion de 'groupe de liquidation'. Le
 1207 professeur WANG xinxin analyse la notion de 'groupe de liquidation'.
 1208 D'abord il note que le sens littéral du terme de 'Group de liquidation' sous-
 1209 entend qu'il y faut au minimum 3 personnes. Cette limite du nombre de
 1210 personne ne correspond pas au besoin réel. Ensuite il montre que la fonction
 1211 d'administrateur ne se borne pas à la procédure de liquidation. La portée de
 1212 l'appellation 'groupe de liquidation' est trop restreinte.

1213 **B. Le rôle de l'administrateur**

1214 Le débat sur le rôle de l'administrateur continue jusqu'au présent.
 1215 Les professeur HAN changyin(1995, 1999), LI yongjun(2000), WANG
 1216 xinxin(2002, 2004), QI shujie(2004) , et ZOU hailin(2004) qui traitent
 1217 le problème du rôle de l'administrateur proposant les doctrines
 1218 suivantes: l'organe juridique(professeur QI shujie, professeur WANG

1219 yongjun, professeur WANG weiguo), le représentant du débiteur, le
1220 représentant des créanciers (professeur HAN changyin), le représentant
1221 des biens concernés (professeur WANG xinxin, professeur HAN
1222 changyin).

1223 Le débat est très vif. Par contre on ne trouve en Chine aucune étude
1224 sur la nature juridique de l'administrateur comme celle que les juristes
1225 français ont fait. Nous notons que la recherche sur le rôle de
1226 l'administrateur ne peut pas remplacer celle sur sa nature juridique.

1227 C. Les missions de l'administrateur.

1228 Par comparaison aux autres sujets, la recherche sur les missions de
1229 l'administrateur est traitée relativement profondément. Et l'opinion des
1230 professeurs concernant la plupart de ces points est très partagée.
1231 L'article 25 de la nouvelle loi 2006 de la faillite précise les missions
1232 d'administrateur. Cet article dispose les fonctions suivantes pour
1233 l'administrateur:

1234 a) Prendre en charge l'actif, le sceau, le livre de comptes et les
1235 documents du débiteur ;

1236 b) Enquêter sur la situation financière du débiteur et préparer un
1237 rapport sur cette situation ;

1238 c) Décider la gestion interne du débiteur ;

1239 d) Décider les dépenses quotidiennes et autres dépenses
1240 nécessaires du débiteur ;

1241 e) Décider la continuation ou la cessation de l'activité avant la
1242 convocation de la première assemblée des créanciers ;

1243 f) Se charger de la gestion, et de l'éventuelle cession en faillite du
1244 débiteur

1245 g) Participer aux actions, aux arbitrages ou à toutes autres
1246 procédures juridiques comme le représentant du débiteur ;

1247 h) Demander la réunion de l'assemblée des créanciers ;

1248 i) Toutes autres missions que le tribunal lui aurait confiées.

1249 En conséquence l'administrateur de la procédure collective chinoise
1250 réunit les fonctions d'administrateur, de mandataire judiciaire, de
1251 représentant des salariés, de liquidateur judiciaire et de commissaire à
1252 l'exécution du plan qui existent dans le droit français des procédures
1253 collectives.

1254 D. **La professionnalisation de l'administrateur.** Les
1255 commentateurs témoignent sur le début de la professionnalisation de
1256 l'administrateur. En même temps ils notent qu'il ne peut se réaliser qu'avec
1257 le temps.

1258 M. YI gai (1995) note que bien que la loi de la faillite 1986 permette
 1259 aux experts de participer au groupe de liquidation, le mécanisme du groupe
 1260 de liquidation ne peut pas assurer la professionnalisation de l'administrateur.
 1261 Il propose la réforme du mode de nomination de l'administrateur. Selon lui,
 1262 le directeur du groupe de liquidation doit être nommé par le tribunal. Le
 1263 directeur choisit les membres de son groupe parmi les experts et avec
 1264 l'approbation du tribunal.¹⁰⁴

1265 On trouve aussi que le professeur CAO siyuan, législateur de la loi de
 1266 la faillite 1986 (1999), et le professeur WANG xinxin, législateur de la
 1267 nouvelle loi de la faillite 2006 (2004) ont traité ce sujet supportant la
 1268 professionnalisation du groupe de liquidation. La condition d'accès à la
 1269 profession, l'incompatibilité, l'inscription sur la liste des administrateurs, la
 1270 désignation de l'administrateur, son remplacement, et sa rémunération
 1271 d'administrateur sont des points focaux.

1272 1. Les conditions d'accès: les professeurs LI yongjun(2000),
 1273 HAN changyin (2002), ZOU hailin(2002), SHI jingxia (2005) mettent en
 1274 lumière différents aspects de la profession: la condition de moralité et
 1275 d'aptitude, la qualité objective et subjective, la condition positive et négative.

1276 2. La nomination de l'administrateur. Les professeurs chinois

104 Gai YI , Shilun Woguo Pochan Qingsuan Gongzuo de Shichanghua
 Zhuanyehua (Traité de la professionnalisation des travaux de liquidation de
 faillite de notre pays), La Référence de la recherche économique, 34^e 1995,
 p. 24- p. 26.

1277 introduisent d'abord les pratiques ayant cours dans les autres pays: le
1278 tribunal nomme l'administrateur; ou l'assemblée des créanciers nomme
1279 l'administrateur; ou le tribunal et l'assemblée des créanciers nomment
1280 l'administrateur conjointement. Ensuite, ils exposent leurs opinions sur la
1281 façon la plus appropriée pour la Chine.

1282 Les professeurs WANG liting(2003), professeur SHI sibao (2005) sont
1283 en faveur de la nomination de l'administrateur par le tribunal.

1284 Les professeurs HAN changyin (2000), WANG xinxin (2004), DONG
1285 hong(2005), ZHANG yingjie(2004), LI yongjun(2001), ZHENG
1286 xiaohong(2003), FENG bing (2004), et SHI dechao(2005) préfèrent que le
1287 tribunal et l'assemblée des créanciers nomment l'administrateur
1288 conjointement.

1289 Le professeur LI shuguang insiste sur la nomination de l'administrateur
1290 par l'assemblée des créanciers.

1291 3. La rémunération d'administrateur. La Nouvelle Loi 2006
1292 confie la mission de l'élaboration des règles de rémunération à la Cour
1293 suprême. Et cette dernière fixe en 2007 des règles adoptant une
1294 interprétation judiciaire. Après la publication de cette instruction, la
1295 recherche se déroule autour de trois problèmes. a) Comment assurer la
1296 décision déterminant des honoraires de façon raisonnable? b) Est-ce que le
1297 débiteur et des créancier peuvent contester des honoraires d'administrateur
1298 fixés par la décision judiciaire ? c) Face aux dossiers impécunieux, comment

1299 on peut agir ?

1300

1301 E. **Le contrôle exercé sur l'administrateur.** L'administrateur
1302 joue un rôle important dans les procédures collectives, par conséquent des
1303 mesures du contrôle sont envisagées.

1304

1305 Le professeur WANG shihu (2002) réfléchit sur les dispositions de
1306 contrôle fixées par la loi 1986, indiquant deux défauts. D'abord la pauvreté
1307 de l'organe de contrôle, car selon la loi il n'y a que le tribunal qui exerce le
1308 contrôle sur l'administrateur. Ensuite, l'insuffisance des mesures de contrôle.
1309 Professeur WANG shihu classe les mesures de contrôle dans trois types : les
1310 mesures de contrôle interne, les mesures de contrôle externe, et les mesures
1311 sur la responsabilité.

1312 Les professeurs HAN changyin (2000), et HUANG jinpings (2004)
1313 constatent la nécessité de l'organe formel de contrôle. Professeur HAN
1314 pense que le contrôleur est le représentant de l'intérêt des créanciers, il est
1315 nommé par l'assemblée des créanciers et rapporte ses travaux à l'assemblée
1316 des créanciers.

1317 Il nous semble qu'il faut souligner le contrôle disciplinaire et le rôle
1318 l'association des administrateurs. Considérant l'inexistence de l'institution
1319 de représentation des administrateurs en Chine, il faut la concevoir en
1320 s'inspirant de l'expérience française.

1321

1322 F. **La responsabilité de l'administrateur.** Les professeurs HAN
 1323 changyin (2002), et XIE junlin (2005) abordent la nécessité de la création
 1324 d'une assurance en faveur de chaque professionnel couvrant les
 1325 conséquences pécuniaires de la responsabilité civile. Sur la nature de la
 1326 responsabilité civile de l'administrateur, le professeur YU ling pense qu'elle
 1327 est de nature délictuelle. Selon lui la responsabilité peut être retenue en
 1328 l'absence de faute. Le Professeur Fangzhi KE (2004) pour sa part, soutient
 1329 qu'elle est de nature contractuelle.

1330 Nous notons que le développement de la recherche du droit de la
 1331 faillite est assez rapide.¹⁰⁵ Néanmoins on remarque qu'elle est loin
 1332 d'être satisfaisante.

1333 On peut citer deux problèmes principaux suivants comme exemple.
 1334 **D'abord, l'introduction des doctrines n'est que générale.** La
 1335 recherche porte sur la transposition des règles du droit occidental pour

105 La promulgation de la nouvelle loi de 2006 est un vrai événement remarquable. Il a attiré beaucoup d'attention des juristes et des économistes non seulement en Chine mais aussi à l'étranger. Le forum sur le droit chinois de la faillite (Pékin) est organisé annuellement par la Cour Suprême et la faculté du droit de l'Université Renmin; Forum on Asian Insolvency Reform V, Beijing, China, the OECD in co-operation with the Asia-Pacific Economic Co-operation forum (APEC) and the Asian Development Bank (ADB), <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/LAWANDJUSTICE/GILD/0,,contentMDK:22067257~menuPK:5825043~pagePK:64065425~piPK:162156~theSitePK:215006,00.html>, consulté le 23 septembre 2009.

1336 que la nouvelle loi puisse s'établir plus tôt possible. Souvent le cadre
1337 du régime est établi en utilisant des règles issues du droit occidental,
1338 mais on ne comprend pas toujours très bien l'esprit de ces règles et des
1339 motivations des législateurs. Nous croyons que sans un fondement
1340 profond, le développement ne pourra pas être durable et permanent.
1341 Ainsi une recherche vague et générale ne peut pas répondre au besoin
1342 pratique. **Ensuite, la qualité des articles est mise en cause.** Il est vrai
1343 que le nombre des articles traitant du droit de la faillite s'accroît. Mais
1344 la plupart répète simplement l'opinion des anciens chercheurs et nous
1345 semble de peu de valeur.

1346

1347 **Section III - L'intérêt de la présente étude**

1348

1349 Le perfectionnement du droit contribue à l'échange économique
1350 (Sous-section I), mais notre étude a surtout pour but de promouvoir
1351 d'examiner et d'apprendre le système d'administrateur judiciaire
1352 (mandataire de justice) français et chinois de manière comparative
1353 (Sous- section II).

1354

1355 *Sous section I Le perfectionnement du droit contribue à*
1356 *l'échange économique*

1357

1358 La sécurité juridique est une garantie essentielle pour les échanges
1359 commerciaux. Un bon système juridique peut renforcer la compétitivité
1360 d'un pays. Le perfectionnement du droit de faillite est favorable pour la
1361 protection des intérêts des créanciers et des investisseurs (I). La pleine
1362 connaissance des droits locaux est une condition préalable pour la
1363 réussite de tout investissement (II).

1364

1365 *I. L'utilisation du perfectionnement du droit de faillite est*
1366 *favorable pour la protection des intérêts des créanciers et des*
1367 *investisseurs*

1368

1369 Le système d'économie de marché avec des caractéristiques
1370 chinoises est établi de façon assez rudimentaire. Les règles
1371 relativement détaillées sur la création de l'entreprise en tant qu'acteur
1372 du marché (la loi sur des sociétés, la loi sur des sociétés de personnes),
1373 sur son entrée sur le marché, sur les activités du marché et sur tous les
1374 autres aspects y sont détaillés. Mais dans les cas où l'entreprise
1375 rencontre les difficultés de gestion et quitte le marché l'influence de
1376 l'ancien système d'économie planifiée persiste. Notamment sous

1377 l'empire de l'ancienne loi de faillite, c'est le group de liquidation
1378 composé des fonctionnaires administratifs gouvernementaux qui se
1379 chargeaient des affaires de liquidation. En pratique pour trancher des
1380 problèmes sociaux (ex. la protection des intérêts des employés,
1381 l'assurance sociale, l'impôt) dont le gouvernement doit se charger,
1382 l'intérêt des créanciers et surtout celui des investisseurs (des
1383 établissements financiers) étaient souvent sacrifié.

1384 L'intervention des mandataires de faillite comme professionnel
1385 juridique peut mieux protéger l'intérêt des créanciers, en particulier
1386 des investisseurs étrangers. Selon une enquête organisée par Deloitte
1387 Touche Tohmatsu (Chine) et CPA Australia (Hong Kong Branch), près
1388 de 72% des dirigeants interviewés envisagent d'accroître leur
1389 investissement en Chine au cours des trois prochaines années dès la
1390 mise en œuvre de cette nouvelle loi. Et 480 dirigeants interviewés
1391 expriment une opinion optimiste sur la nouvelle loi de faillite

1392

1393 *II La nécessité de la pleine connaissance des droits de faillite*
1394 *étrangers pour l'investisseur chinois*

1395

1396 Avec le développement de la puissance économique de la Chine, il
1397 y a de plus en plus d'entreprises chinoises qui ont commencé à investir
1398 dans le marché de l'étranger, y compris le marché européen.

1399 Selon l'étude de la Société Accenture, environ 90% des plus
1400 grandes entreprises chinoises ont des filiales à l'étranger ou ont des
1401 participations dans des sociétés étrangères. Le chiffre d'affaire de 120
1402 affaires réalisé effectués entre janvier 2008 et juin 2010 dépasse 60
1403 milliards euros.¹⁰⁶

1404 Pourtant le commerce implique toujours le risque, surtout pour les
1405 débutants. En avril 2008 PING AN of CHINA, une société d'assurance,
1406 rachetait une entreprise belge pour 2,15 milliards euros. Un an plus
1407 tard, le déficit dépassait le capital investi. Selon la même étude de la
1408 Société Accenture, la perte de 60 milliards euros investi va au-delà de
1409 la moitié du capital. Dans ce contexte en tant que mesure préparatoire
1410 la connaissance des droits locaux de faillite est évidemment
1411 indispensable.

1412

106 La source :

http://tech.ifeng.com/it/detail_2011_01/06/4043549_0.shtml, consulté le 25 mars 2011. Selon la statistique de UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development), le chiffre de l'investissement venant des investisseurs en Chine est 52,15 milliards de dollars en 2008, ce chiffre a augmenté à 72,05 milliards de dollars en 2009. Dans les 10 années à venir l'investissement de la Chine aux Etats-Unis peut aller jusqu'à 2,000 milliards de dollars. Information disponible sur l'internet :

<http://column.cankaoxiaoxi.com/g/2012/0116/11015.shtml>, consultée le 20 janvier 2012.

1413 ***Sous- section II La contribution à la connaissance réciproque du***
1414 ***système d'administrateur judiciaire (mandataire de justice) français***
1415 ***et chinois***

1416

1417 Il existe des différences d'un système juridique à l'autre. Leurs
1418 règles juridiques et leurs solutions juridiques variaient souvent. Face
1419 aux divers systèmes juridiques positifs, il faut d'abord étudier
1420 respectivement leurs règles, leurs ressemblances et leurs différences,
1421 afin de mieux les connaître. Ainsi la comparaison juridique facilite le
1422 développement du droit national d'un pays. Nous constatons qu'il
1423 arrive fréquemment de tenter d'imiter un système juridique d'un autre
1424 pays ce qui dérive du désir de s'approprier les attributs d'autrui.

1425 Nous abordons d'abord l'intérêt de la présente étude à l'égard du
1426 droit chinois (I), et ensuite la nécessité de l'introduction du droit
1427 français en Chine (II).

1428

1429 ***I. L'utilité de la présente étude à l'égard du droit chinois***

1430

1431 L'existence d'un droit de l'entreprise en difficulté est un élément
1432 clé de tout le système juridique bien développé, fondé sur l'économie
1433 de marché. A la suite des promulgations et des modifications majeures

1434 des autres lois, indispensables pour le système économique juridique,
1435 telles que la loi sur des contrats de 1999, la loi sur des sociétés
1436 commerciales de 1993 (modifiée en 1999, 2004 et 2005), la loi sur les
1437 valeurs mobilières de 1998 (modifiée en 2004 et 2005), la loi anti-
1438 monopole de 2007 et la loi sur la propriété de 2007, la nouvelle loi
1439 chinoise sur les faillites d'entreprises du 27 août 2006, avait pour
1440 objectif d'éliminer l'un des derniers obstacles qui s'opposaient encore
1441 au développement du droit des affaires en Chine. Elle est finalement
1442 entrée en vigueur le premier juin 2007.

1443 Toutefois sachant que le régime 'administrateur de faillite' a été
1444 mise en place pour la première fois dans l'histoire du droit chinois vers
1445 1900s et que la nouvelle loi du 27 août 2006 rétablit ce régime après
1446 plus de 50 ans d'absence, nous pouvons imaginer les difficultés que les
1447 législateurs chinois rencontrent.

1448 En effet pour que la loi puisse être adoptée plus tôt possible, le
1449 texte de la nouvelle loi du 27 août 2006 ne consacre que **le cadre et les**
1450 **principes** de ce régime. Concernant certains points importants, comme
1451 **la nomination et la rémunération** des mandataires de justice etc., le
1452 législateur laisse faire la Cour suprême par le moyen de l'interprétation
1453 judiciaire, en utilisant son propre pouvoir normatif. L'amélioration et
1454 la complétion de la loi de faillite sont tellement importants et urgents
1455 qu'après la promulgation de la nouvelle loi de la faillite le comité de
1456 travaux juridiques de l'Assemblée nationale a exigé de la Cour

1457 suprême d'établir spécialement les interprétations judiciaires
1458 concernant la loi de faillite spécialement. C'est la première fois dans
1459 l'histoire de législation chinoise que le comité de travaux juridiques de
1460 l'Assemblée nationale intervient dans l'élaboration de l'interprétation
1461 judiciaire en envoyant une lettre officielle spéciale.

1462 Après avoir analysé ci- dessus l'état actuel de la recherche autour
1463 de l'administrateur de faillite en chine ci- dessus, nous observons que
1464 beaucoup de questions qui se posent en droit chinois à l'époque
1465 actuelle ont été déjà résolues en droit français. *Il est nécessaire*
1466 *d'apprendre les expériences de législation des pays développés et de*
1467 *respecter les mesures communes sur les faillites de la plupart des*
1468 *pays.*¹⁰⁷ Car nous croyons que l'étude du droit français correspondant
1469 présente indéniablement un grand intérêt, dans la mesure où ses
1470 mécanismes juridiques et les valeurs qu'il véhicule nous fournissent
1471 des points de repère utiles et nous permet d'ouvrir une nouvelle
1472 perspective pour le développement du système d'administrateur
1473 judiciaire en Chine.

107 Liming WANG, Qiye Pochan Falv Zhidu (Le régime du droit de la faillite d'entreprise), la huitième conférence du Comité permanent du dixième Assemblée populaire nationale du 4 juin 2004. L'adresse sur l'internet:

<http://www.chinalaw.gov.cn/article/ztl/fzjz/200408/20040800036587.shtml>, consulté le 16 juillet 2010.

1474 En ce qui concerne les moyens d'étude, nous pensons qu'une
 1475 bonne voie serait que si les juristes des autres pays dans lesquels le
 1476 droit de la faillite est suffisamment avancé acceptent de donner des
 1477 conseils et de faire des propositions des solutions susceptibles d'aider à
 1478 résoudre les problèmes apparus dans la théorie du droit chinois de la
 1479 faillite et dans sa pratique.

1480 ***II. La nécessité de l'introduction du droit français en Chine***

1481

1482 Le système du droit français est, en raison de son étendue et son
 1483 intensité, l'un des plus développés au monde.¹⁰⁸ Il avait
 1484 considérablement influencé la modernisation du droit chinois dans la
 1485 première moitié du XXe siècle. Dès 1880 est paru un ouvrage « le droit
 1486 français » rédigé en commun par des auteurs chinois et français
 1487 ensemble. Cet ouvrage consiste en 6 chapitres, dont le troisième
 1488 chapitre est le droit du commerce.¹⁰⁹

1489

108 En fait la traduction de France en chinois peut se comprendre littéralement comme 'pays d'état du droit'.

109 Jian WANG, Goutong Liangge Shijie de Falv Yiyi - Wanqing Xifangfa de Shuru yu Falv Xinci Chutan (La communication du sens juridique des deux mondes- l'étude préliminaire sur l'importation du droit occidental et sur de nouveaux mots juridiques), Librairie de l'Université de science politique et de droit de Chine, 2001, p.195.

1490 Les juristes français ont fait des contributions significatives pour
 1491 faciliter la propagation du droit français en Chine. Monsieur Jean
 1492 Escarra et Monsieur Georges Padoux étaient invités par le
 1493 gouvernement chinois en tant que conseiller juridique du
 1494 gouvernement central et du Ministère du Justice. Ils ont directement
 1495 participé à la rédaction des Codes chinois.¹¹⁰ Leurs homologues chinois
 1496 attachaient de l'importance à leurs avis.¹¹¹ Des juristes chinois formés
 1497 en France se sont à leurs côtés le plus souvent contentés de traduire le
 1498 modèle français.¹¹²

1499 Toutefois de nos jours, l'étude du droit français ne jouit pas de
 1500 l'attention qu'il mériterait. A propos du droit français des entreprises
 1501 en difficulté, non seulement il y a peu de connaissance en Chine, mais

110 Monsieur Georges Padoux est invité comme conseil juridique pour la rédaction du Code civil de 1929.

111 Georges Padoux, « Commentaire sur le projet de la loi sur la faillite », traduction en Chinois par Yunxie LUO dans Zhonghua Faxue Zazhi (Revue juridique de Chine), 1934, 5^e (11-12) ; auss Jean Escarra, « Les avis sur le projet de la loi sur la faillite », op.cit.

112 Madame Yuxiu ZHENG (郑毓秀), docteur en droit de l'université Paris, dont la thèse est soutenue en 1924 était la première présidente de la Cour de Shanghai et la vice présidente du Ministère de l'éducation. Monsieur Daoming WEI, docteur en droit de l'université Paris, dont la thèse est soutenue en 1926 était l'ambassadeur de Chine en France. Source : http://www.ce.cn/culture/people/201008/30/t20100830_21773983_1.shtml, consulté le 12 octobre 2010.

1502 de plus, les quelques références existantes sont très anciennes (elles
1503 portent grosso modo sur les normes français des années 1980).

1504 Si nous consultons les ouvrages par le mot clé ‘Pochan Fa’ (droit
1505 de faillite) sur le site chinois du libraire Amazon, nous pouvons trouver
1506 une vingtaine d’entrées sur les droits étrangers de la faillite.¹¹³ Parmi
1507 eux, il y a des traités sur le droit étranger de la faillite écrit par des
1508 juristes chinois,¹¹⁴ des traductions d’ouvrages des juristes étrangers,¹¹⁵
1509 même des ouvrages dans leur langue d’origine.¹¹⁶ Mais on ne trouve

113 La date de la dernière consultation 16 novembre 2011, l’adresse sur l’internet:

http://www.amazon.cn/gp/search?__mk_zh_CN=%E4%BA%9A%E9%A9%AC%E9%80%8A%E7%BD%91%E7%AB%99&url=search-alias%3Daps&field-keywords=%E7%A0%B4%E4%BA%A7%E6%B3%95&x=0&y=0&rd=1#/ref=sr_pg_1?rh=i%3Aaps%2Ck%3A%E7%A0%B4%E4%BA%A7%E6%B3%95&keywords=%E7%A0%B4%E4%BA%A7%E6%B3%95&ie=UTF8&qid=1326356713, le résultat total c’est 118 ouvrages.

114 Zongru Yi, Meiguo Pochanfa Anli Xuanping (Les commentaires des arrêts du droit américain de faillite), Libraire de l’Université de science économique et de commerce extérieur, Octobre 2006; Zhengyou YIN, Zhongmei Pochan Falv Zhidu Bijiao Yanjiu (L’étude comparée sur le système juridique de faillite chinois et américain), Law Press, Juin 2009.

115 A History of Bankruptcy Law America, l’auteur David A.Skeel.Jr, le traducteur Binghao ZHAO, Publishing House,China Legal 1 juin 2010; Bankruptcy Law America, l’auteur Epstein David G, le traducteur Changyin HAN, Libraire de l’Université de science politique et de droit de Chine, janvier 2003.

116 Basic Bankruptcy Law for Paralegals (7th Edition), David L. Buchbinder, ASPEN, December 2008; Casenote Legal Briefs: Bankruptcy,

1510 pas de traité sur le droit français de faillite. En effet concernant le droit
1511 français de faillite, on ne peut que trouver une traduction du texte
1512 français de 1985.¹¹⁷ Les réformes après cette date ne sont pas encore
1513 présentées.

1514 Faute de continuité dans la documentation du droit de la faillite
1515 français, les juristes chinois se trouvent dans l'incapacité d'évaluer
1516 avec précision comment le droit positif chinois a été influencé par le
1517 droit français. Ils ne peuvent pas non plus l'apprécier correctement
1518 sans la pleine connaissance actualisée du droit français et de sa
1519 pratique.

1520 Toutefois ainsi nous avons indiqué précédemment, la Nouvelle loi
1521 de 2006 telle qu'elle se présente à l'heure actuelle comporte certains
1522 articles trop généraux et trop simples (en particulier la partie « le
1523 régime 'd'administrateur de faillite' »). Il en résulte des imprécisions
1524 dans le texte de la loi. Par ailleurs certains autres articles ne sont pas
1525 très bien rédigés, ce qui rend cette loi difficile à appliquer. Ce constat
1526 étant fait, nous remarquons que pas mal des problèmes que la nouvelle
1527 loi de 2006 doit traiter, se sont posés également dans le droit français

Keyed to Warren and Bussel (8th Edition), Casenotes, ASPEN, Janvier 2010,
Ginsberg and Martin on Bankruptcy (5th Edition), Susan V. Kelley, Robert E.
Ginsberg, Robert D. Martin, ASPEN, Juin 2008.

117 Fei LI, Dangdai Waiguo Pochan Fa (Les droits contemporains de
faillite des pays étrangers), La librairie juridique de Chine, 1^é édition,
premier juillet 2006.

1528 de la faillite et ont été résolus depuis longtemps. Pour le
1529 développement du droit chinois de la faillite il faudra donc sans aucun
1530 doute renforcer l'étude du droit français.
1531

1 **Partie I La nature juridique de l'administrateur**
2 **judiciaire**

3

4

5

6 Avant l'analyse de l'institution d'une représentation professionnelle des
7 administrateurs judiciaires (Partie II), il faut procéder successivement à l'exposé
8 historique et à celui du droit positif de la nature juridique de l'administrateur
9 judiciaire en droit français et chinois (Partie I).

10

11

12 **TITRE I UN PROFESSIONNEL LIBERAL CONTROLE PAR LE**13 **POUVOIR PUBLIC**

14

15 Le statut juridique de l'administrateur judiciaire dans la procédure de faillite
 16 est une question fondamentale à la fois du point de vue théorique et pratique, car
 17 son statut juridique déterminera non seulement son comportement à l'égard des
 18 créanciers, du débiteur et des intervenants tiers, mais aussi ses droits, ses
 19 obligations et ses responsabilités.

20 Pourtant si la question du statut juridique de l'administrateur judiciaire suscite
 21 peu de controverses dans les pays de droit anglo-américain¹¹⁸, en revanche elle se
 22 pose en particulier dans les pays de droit continental.¹¹⁹ Nous considérons qu'il est
 23 pertinent de qualifier l'administrateur judiciaire d'organe de procédure et de le

118 En droit anglo-américain la compréhension sur le statut d'administrateur de faillite (trustee in bankruptcy) est basée la doctrine de fiducie. En ce qui concerne le statut de l'administrateur de faillite en droit anglais, LIU Weiguang, Research on the design of chinses insolvency administrtor système, Dalian Publishing House China, 2009, p. 14- p.18; à propos de l'administrateur de faillite en droit australien et en droit canadien, LIU Weiguang, Research on the design of chinses insolvency administrtor système, p. 52- p.54 ; quant au statut de l'administrateur en droit américain, YIN Zheng you, Zhongmei pochan falv zhidu bijiao yanjiu (L'étude comparée sur le système de faillite en droit chinois et en droit américain), Law Press China, 2009, p. 63- p.65, selon Monsieur YIN, le statut de l'administrateur de faillite est fixé directement par l'article 323 et 544. Cet article 323 confirme que l'administrateur de faillite est le représentant des biens de faillite (bankruptcy estate).

119 Weijian TANG, Pochan chengxu yu pochan lifa yanjiu (L'étude des procédures de faillite et de la législation de la faillite), La librairie du Tribunal populaire, avril 2001, p. 284.

24 classer dans la catégorie des professions libérales juridiques réglementées
25 (Chapitre I).

26 Sans l'institution d'une représentation de la profession d'administrateurs de
27 faillite, l'autonomie de cette profession ne pourra pas être assurée en Chine. Il faut
28 donc en instaurer une association professionnelle inspirée à partir du modèle
29 français (Chapitre II).

30

31 **Chapitre I L'ambiguïté du statut de l'administrateur judiciaire**

32

33 Il convient de se livrer à une double démarche: d'abord une analyse historique
34 de la nature juridique de l'administrateur de faillite (Section I), et ensuite une
35 analyse théorique (Section II).

36

37 **Section I Analyse historique de la nature juridique de l'administrateur de** 38 **faillite**

39

40 Nous traiterons successivement l'évolution de la profession d'administrateur
41 judiciaire en France (Sous – section I), et le développement de la profession
42 d'administrateur judiciaire en Chine (Sous - section II).

43

44 ***Sous - section I L'évolution de la profession d'administrateur judiciaire en***
 45 ***France***

46

47 Sous l'influence du droit romain et droit italien¹²⁰, l'ordonnance de 1673
 48 établit le principe des associations de créanciers représentés alors par un agent
 49 spécial, curateur ou syndic, chargé de la vérification des créances, de la liquidation
 50 des biens, de la répartition de l'actif.

51 Le Code de commerce de 1807 pour sa part fixait pour la première fois
 52 d'une manière précise les droits des syndics. Selon les dispositions du Code de
 53 commerce, toute personne pouvait être nommée syndic par le tribunal. Il distinguait
 54 trois sortes de personnages devant remplir ces fonctions durant les différentes étapes
 55 de la faillite : les « agents » nommés par le jugement déclaratif avaient pour mission
 56 de faire les actes les plus urgents, puis les syndics provisoires, nommés par le
 57 tribunal sur une liste dressée par l'assemblée des créanciers (cette liste comportait
 58 trois fois plus de noms par rapport au nombre de syndics que l'on estimait pouvoir
 59 nommer), avaient pour mission d'administrer le patrimoine du failli et de faire les
 60 actes permettant aux créanciers de se prononcer sur la solution de la procédure.

120 En droit romain la *missio in possessionem* peut s'organiser vis-à-vis du débiteur malheureux. Le débiteur était dessaisi de l'administration de ses biens. Les créanciers acquéraient un droit de surveillance et nommaient parmi eux un curateur chargé d'administrer le patrimoine. Puis, à l'issue d'un certain délai, les créanciers se faisaient autoriser à nommer parmi eux un magister chargé de vendre en bloc les biens de leur débiteur.

Sous la législation des républiques italiennes du Moyen Âge, dans certaines villes des créanciers étaient réunis en une masse ayant les mêmes intérêts. Les « députés » ou syndics étaient nommés par les créanciers. Ils faisaient l'inventaire des biens, dressaient le bilan, liquidaient le patrimoine et répartissaient l'actif.

61 Enfin, les syndics définitifs étaient nommés directement par les créanciers et étaient
62 chargés de liquider le patrimoine et de le répartir. Nous notons donc la distinction
63 entre les syndics provisoires et les syndics définitifs. Ainsi trouve-t-on l'origine de
64 la pratique qui subsistait encore sous le régime de la loi de 1967, lors de la
65 conversion du règlement judiciaire en liquidation de biens de « confirmer » le syndic
66 désigné.

67 Il convient toutefois d'indiquer que l'idée des rédacteurs du Code de 1807
68 était que les syndics devaient en principe être désignés parmi les créanciers. En
69 général, les affaires sont mieux conduites par ceux qu'elles concernent que par des
70 étrangers. Il fallait en tout cas éviter que ces fonctions ne fussent exercées par des
71 personnes en faisant profession. À cet effet, les auteurs du Code avaient suggéré
72 qu'une personne ne pourrait être nommée deux fois syndic dans la même année et ils
73 semblaient admettre que les fonctions de syndics fussent gratuites.

74 Le système n'a pas donné de bons résultats. Des critiques avaient déjà été
75 formulées à l'encontre des syndics. « Les syndics, choisis dans les premiers
76 moments de la faillite, quelquefois par des créanciers supposés, souvent par des
77 amis ou parents du failli, presque toujours par un petit nombre de créanciers présents
78 qu'on désintéressait aux dépens des absents, déguisaient les malversations du
79 failli, la vraie situation de la faillite, et forçaient les créanciers découragés à des
80 traités désastreux, dont les faits étaient d'ôter au banqueroutier la honte à ses
81 victimes des trois quarts de leur propriété et à laisser au débiteur les moyens
82 d'afficher un luxe insultant.»¹²¹

¹²¹ Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», LexisNexis, 2003, p. 3.

83 C'est pour des raisons que la loi de 1838 a supprimé les dispositions qui défendaient
84 de choisir deux fois pendant la même année comme syndic une personne qui n'était pas
85 créancière et qui paraissait n'admettre de salaire que pour les syndics non créanciers. Les
86 tribunaux pouvaient alors choisir librement les syndics soit parmi les créanciers soit en
87 dehors d'eux. Progressivement, les juridictions avaient été conduites à désigner toujours
88 les mêmes personnes qui n'étaient pas créancières.

89

90 La première liste des « liquidateurs » fût établie par le tribunal de commerce de
91 la Seine en 1858. Elle comprenait onze membres. L'assemblée générale du tribunal
92 de commerce de la Seine adoptait le 9 octobre 1884 un règlement concernant les
93 liquidateurs administrateurs qui fixait en dix-huit articles les obligations et la
94 discipline de ces mandataires. Une assemblée générale de ce même tribunal en date
95 du 29 décembre 1899 fixait à sept le nombre des administrateurs. À Paris, les
96 syndics formaient depuis 1876 une compagnie qui avait été constituée à partir du 17
97 janvier 1876. Tout syndic nommé et agréé par le tribunal faisait partie de plein droit
98 de la compagnie et se trouvait soumis à son règlement. Le tribunal ne désignait
99 comme syndic en remplacement de ceux qui se retiraient que les candidats présentés
100 par la chambre de discipline de la compagnie. Les syndics professionnels exerçant
101 leurs fonctions auprès du tribunal de commerce de la Seine étaient à la fin duX IXe
102 siècle au nombre de 25.¹²²

¹²² En 1967, il existait 300 syndics professionnels, mais également 250 avoués syndics, 100 agréés syndics, 70 huissiers syndics, 10 greffiers syndics. Dès cette époque, on considérait derechef que: « ... certains traitent trop peu d'affaires et ne maîtrisent pas suffisamment les mécanismes de la faillite qui sont complexes ». Au 31 décembre 1985, il existait 355 syndics faisant partie de l'Association nationale. Environ 40 d'entre eux

103 La désignation par la juridiction impliquait une certaine confiance, élément
 104 déterminant conduisant à la création d'une véritable profession libérale juridique. Le
 105 processus habituel de création et de développement d'une profession libérale est donc
 106 apparu au fil des années.¹²³

107 Fondé sur l'idée que « actuellement, le syndic représente des intérêts souvent
 108 contradictoires car il est chargé à la fois d'assister le débiteur en règlement judiciaire
 109 ou de se substituer à lui en cas de liquidation de biens et de représenter les
 110 créanciers. Il est également amené à exercer concomitamment des activités de
 111 gestionnaire et de liquidateur»,¹²⁴ la loi de 1985 énonce l'éclatement de la

exerçaient en même temps la profession d'expert-comptable et de commissaire aux comptes. En dehors des syndics exclusifs il existait environ 130 avocats syndic. La structure des études était extrêmement diverse. Une étude n'était pas viable s'il ne lui était pas attribué au moins 15 à 20 affaires par an. A partir de 20 à 25 affaires annuellement environ, il était possible de créer un secrétariat. La moyenne des études était de l'ordre de 50 affaires par an. H existait dans les grands centres de très fortes études. Auprès du tribunal de commerce de Paris, 19 syndics professionnels drainaient 40% des dépôts de bilan français, les plus importants compte tenu de la règle de la compétence du lieu du siège social. Il était attribué à chacune de ces études approximativement 150 à 200 affaires par an. Il existait 4 syndics à Lille, Bordeaux, Marseille, Lyon. Source : Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit., p.18.

¹²³ R. SAVATIER, L'origine et le développement du droit des professions libérales in Archives de philosophie du droit 1953-1954, p. 45 et s.

¹²⁴ L'exposé des motifs du projet sur les professions, n° 1579 ; du même encore, Le rapporteur de la commission des lois à l'Assemblée nationale précise encore que « force est de constater que la même personne est investie de tâches considérables mais dans le droit et la gestion, et que ces tâches sont contradictoires. Le syndic doit à la fois défendre les intérêts du débiteur et ceux des créanciers qui leur sont souvent opposés... », Rapp. MARCHAND : JO déb. Ass. nat. 1175, séance 5 ave 1984 ;

112 profession de syndic. Sont désormais instituées de deux professions exclusives:
 113 l'administrateur judiciaire et le mandataire judiciaire.

114

115 Après avoir examiné l'origine de (l'évolution de la professionnalisation de)
 116 l'administrateur judiciaire en France, nous le verrons dans le contexte chinois.

117

118 ***Sous - section II Le développement de la profession d'administrateur***
 119 ***judiciaire en Chine***

120

121 Si on remonte dans l'histoire du droit chinois de la faillite, l'organe
 122 'administrateur de faillite ' est apparu dans la loi sur la faillite de 1906 sous le nom
 123 de 'administrateur'. Le chapitre 2 de la loi sur la faillite de 1906 se concentre sur
 124 l'élection de l'administrateur. L'administrateur est choisi parmi les confrères, et
 125 ensuite désigné par la Chambre de Commerce (ou la guilde commerciale) dans les
 126 5 jours à partir de l'ouverture de la procédure.¹²⁵ La Chambre de Commerce peut
 127 déplacer l'administrateur si elle juge cela nécessaire.¹²⁶ La rémunération de
 128 l'administrateur est décidée par l'assemblée des créanciers.¹²⁷

129 Dans le projet de la loi sur la faillite de 1915, l'organe 'administrateur
 130 judiciaire' est consacré sous le terme de 'administrateur des biens de la faillite'

SOIMNE, L'éclatement de la profession de syndic administrateur judiciaire : Gaz.
 Pal. 1983, 2, doct. 380.

125 L'article 9 de la loi sur la faillite de 1906.

126 L'article 13 de la loi sur la faillite de 1906.

127 L'article 15 de la loi sur la faillite de 1906.

131 (Pochan Guancai Ren). L'administrateur est nommé par le tribunal compétent.¹²⁸
 132 Sa rémunération est elle aussi fixée par le tribunal compétent.¹²⁹ L'article 128
 133 dispose que l'administrateur doit apporter le soin d'un bon administrateur dans
 134 l'accomplissement de ses fonctions.

135

136 En ce qui concerne la loi sur la faillite de 1935, elle confirme le régime de
 137 l'organe d'administrateur de faillite. Les dispositions sur l'administrateur de
 138 faillite ne sont pas concentrées dans un chapitre spécial, mais se répartissaient dans
 139 les différents chapitres.

140 **1. La désignation de l'administrateur.** Lorsque le tribunal déclare la faillite,
 141 il doit nommer un administrateur de faillite.¹³⁰

142 Dans le même jugement de déclaration de faillite, le tribunal doit aussi publier
 143 le nom, prénom et adresse de l'administrateur de faillite, et le local où il s'occupe
 144 des affaires de faillite.¹³¹ A la suite de la déclaration de faillite, le failli perd le
 145 droit d'administration et de disposition sur les biens qui doivent rentrer dans la

128 L'article 70 du projet de la loi sur la faillite de 1915.

129 L'article 129 du projet de la loi sur la faillite de 1915.

130 L'article 64 de la loi sur la faillite de 1935: Lorsque le tribunal déclare la faillite, il doit nommer un administrateur de la faillite et régler les points suivants :1 Le délai imparti pour faire la déclaration des créances; mais ce délai doit être au minimum de 15 jours, au maximum de trois mois, à dater du jour de la déclaration de faillite; 2 La date de la première assemblée de créanciers ; mais cette date doit être fixée dans le mois qui suit le jour de la déclaration de faillite.

131 Le point 2 de l'article 65 de la loi sur la faillite de 1935.

146 masse active de la faillite.¹³² Le failli doit remettre à l'administrateur de la faillite
 147 l'ensemble des livres et documents se rapportant à ses biens, et l'ensemble des
 148 biens qui sont entre ses mains.¹³³

149 **Les débiteurs du failli** et les détenteurs des biens qui appartiennent à la masse
 150 active de la faillite, ne peuvent pas faire le paiement directement au failli, ni lui
 151 remettre ces biens, mais ils doivent les rendre sans retard à l'administrateur de la
 152 faillite, ou lui en donner avis.¹³⁴ **Les créanciers du failli** doivent, dans la limite de
 153 temps prescrite, s'adresser à l'administrateur de la faillite pour déclarer leurs
 154 créances; ceux qui ne les auront pas déclarées dans cette limite ne pourront pas se
 155 faire payer sur la masse active de la faillite.¹³⁵ Le failli doit aussi, sur la demande
 156 de l'administrateur de la faillite, lui fournir sans retard un mémoire explicatif de
 157 l'état de ses biens et la liste de ses créanciers et ses débiteurs et il est tenu de
 158 répondre aux questions de l'administrateur de la faillite ou d'un contrôleur, portant
 159 sur ses biens ou sur ses affaires.¹³⁶ Si nécessaire, l'administrateur de la faillite peut

132 L'article 75 de la loi sur la faillite de 1935 dispose que: 'A la suite de la déclaration de faillite, le failli perd le droit d'administration et de disposition sur les biens qui doivent rentrer dans la masse active de la faillite.'

133 La disposition de l'article 88 de la loi sur la faillite de 1935.

134 Le point 4 de l'article 65 de la loi sur la faillite de 1935.

135 Le point 5 de l'article 65 de la loi sur la faillite de 1935 dispose que : [L'avis que] les créanciers du failli doivent, dans la limite de temps prescrite, s'adresser à l'administrateur de la faillite pour déclarer leurs créances ; et que ceux qui ne les auront pas déclarées dans cette limite ne pourront se faire payer sur la masse active de la faillite.'

136 La disposition de l'article 87 et celle de l'article 89 de la loi sur la faillite de 1935.

160 demander au tribunal d'interroger le failli sur l'état de ses biens et de ses
161 affaires.¹³⁷

162 **2. La fonction de l'administrateur de la faillite.**

163 ● **A propos de la continuité des affaires en cours.** Selon l'article 91,
164 avant que ne se tienne la première assemblée des créanciers, l'administrateur de la
165 faillite peut continuer les affaires du failli dans les limites de ce qui est nécessaire
166 pour leur liquidation, sous l'autorisation du tribunal. Si le locataire est déclaré en
167 faillite, l'administrateur de la faillite peut mettre fin au contrat de bail à terme
168 fixe.¹³⁸

169 ● **A propos des marchandises en cours d'expédition.** L'article 111
170 autorise la revendication par le vendeur des marchandises vendues au failli en
171 cours de transport. Mais l'administrateur de la faillite peut demander la livraison de
172 l'objet contre paiement du prix complet.¹³⁹

173 ● **A propos des actes nuls** qui peuvent être désavantageux pour le
174 débiteur. Cette loi prévoit ces nullités aux articles 78 et 79 qui traitent de deux
175 sortes d'actes. **Dans la première** sorte l'administrateur de la faillite doit demander
176 au tribunal d'annuler les actes qui sont préjudiciables aux droits des créanciers et

137 La disposition de l'article 74 de la loi sur la faillite de 1935.

138 La disposition de l'article 77 de la loi sur la faillite de 1935.

139 La disposition de l'article 111 de la loi sur la faillite de 1935: dans le cas où le vendeur a déjà expédié l'objet d'une vente, et où l'acheteur ne l'a pas encore reçu; si cet acheteur n'a pas payé le prix complet et est déclaré en faillite, le vendeur peut résilier le contrat et reprendre l'objet. Toutefois, l'administrateur de la faillite peut demander la livraison de l'objet contre paiement du prix complet.

177 peuvent qui être annulés en vertu des dispositions du Code civil.¹⁴⁰ **Deuxièmement,**
 178 son article 79 énonce les actes annulables: la prestation de garantie pour une dette
 179 actuellement existante et le paiement d'une dette non encore échue.¹⁴¹

180 ● **A propos de l'établissement de la liste des créances et celle des**
 181 **actifs disponibles du débiteur.** L'administrateur de la faillite se charge de dresser
 182 un état des créances et un état des biens du failli.¹⁴²

183 ● **A propos de la distribution des actifs du débiteur entre les**
 184 **créanciers.** L'article 139 dispose qu'après la première assemblée de créanciers,
 185 lorsque les biens qui forment la masse active peuvent être répartis, l'administrateur
 186 de la faillite doit procéder immédiatement à une répartition égale entre les
 187 créanciers. Pour la répartition ci-dessus, l'administrateur de la faillite doit dresser
 188 un état de répartition, indiquant la proportion et le mode de la répartition. Aussitôt

140 La disposition de l'article 78 de la loi sur la faillite de 1935: Dans le cas où les actes à titre gratuit ou à titre onéreux faits avant la déclaration de faillite sont préjudiciables aux droits des créanciers et peuvent être annulés en vertu des dispositions du Code civil, l'administrateur de la faillite doit demander au tribunal de les annuler

141 La disposition de l'article 79 de la loi sur la faillite de 1935: L'administrateur de la faillite peut annuler les actes énoncés ci-dessous faits par le débiteur dans les six mois [précédant] la déclaration de faillite :

Prestation de garantie pour une dette actuellement existante, à moins que le débiteur n'eût déjà consenti à fournir une garantie pour cette dette six mois avant la déclaration de faillite;

Paiement d'une dette non encore échue.

142 La disposition de l'article 94 de la loi sur la faillite de 1935: Après l'expiration du terme fixé pour faire la déclaration de créance, l'administrateur de la faillite doit dresser immédiatement un état des créances, et dresser un état des biens du failli, où il portera ceux qu'il a déjà recueillis et ceux qui peuvent encore être recueillis.

L'état des créances et l'état des biens mentionnés au paragraphe précédent, doivent être conservés dans le local où [l'administrateur] s'occupe des affaires de la faillite, où l'on permettra aux intéressés de les consulter librement.

189 après l'achèvement de la dernière répartition, l'administrateur de la faillite doit
 190 présenter au tribunal un rapport sur la répartition.¹⁴³ Ayant reçu ce rapport, le
 191 tribunal doit rendre le jugement de clôture de la faillite.¹⁴⁴

192 Nous remarquons que les pouvoirs de l'administrateur de la faillite affirmés
 193 par la loi sur la faillite de 1935 sont très étendus. Il peut même demander au
 194 tribunal d'interdire l'application d'une résolution de l'assemblée des créanciers
 195 qu'il juge contraire aux intérêts des créanciers de la faillite.¹⁴⁵ Toutefois pour
 196 certains actes importants, il doit obtenir le consentement du contrôleur qui est
 197 nommé par l'assemblée des créanciers.¹⁴⁶

143 La disposition de l'article 145 de la loi sur la faillite de 1935.

144 La disposition de l'article 146 de la loi sur la faillite de 1935.

145 La disposition de l'article 124 de la loi sur la faillite de 1935:
 L'administrateur de la faillite peut annuler les actes faits par le débiteur et énoncés ci-dessus dans les six mois [précédant] la déclaration de faillite :

Prestation de garantie pour une dette actuellement existante, à moins que le débiteur n'eût déjà consenti à fournir une garantie pour cette dette six mois avant la déclaration de faillite;

Paiement d'une dette non encore échue.

146 La disposition de l'article 124 de la loi sur la faillite de 1935:
 L'administrateur de la faillite doit, pour faire les actes énumérés ci-dessous, obtenir le consentement du (ou des) contrôleur(s) :

1 — Cession de droits réels immobiliers ;

2 — Cession de droits [d'exploitation] de mines, de droits de pêche, de droits d'auteur, de brevets; "

3 — Cession de toutes les marchandises ou cession de l'entreprise;

4 — Emprunt;

5 — Cession de biens meubles [valant] 100 yuan ou plus quand [l'administrateur] ne continue pas l'entreprise du failli;

6 — Cession de créances et de titres négociables ;

7— Reprise d'argent, de titres négociables ou d'autres objets précieux, confiés spécialement [à quelqu'un d'autre];

198 3. La rémunération de l'administrateur de la faillite est fixée par le tribunal.¹⁴⁷

199 **4. La révocation de l'administrateur de la faillite.** Le tribunal peut, sur un
200 vote de l'assemblée des créanciers, ou à la requête d'un contrôleur, ou d'office,
201 révoquer l'administrateur de la faillite.¹⁴⁸

202 **5. La responsabilité de l'administrateur de la faillite.** L'administrateur de la
203 faillite est exposé à une responsabilité s'il commet une faute dans l'exercice de ses
204 fonctions. Il peut s'agit d'une responsabilité pénale, telle que prévue à
205 l'article 157.¹⁴⁹

206 En ce qui concerne le système du droit de la faillite fondé sur la base de la loi
207 de 1986, nous nous intéressons particulièrement à un organe de la procédure: **le**
208 **groupe de liquidation** qui est considéré comme étant à origine de la fonction
209 d'administrateur judiciaire dans la loi en vigueur sur la faillite de l'entreprise.

8 — Demande d'exécution de contrats synallagmatiques ;

9 — Transaction et arbitrage dans une contestation du failli en matière de biens;

10 — Renonciation de droit;

11 — Reconnaissance d'un droit de reprise, d'un privilège, de dettes [incomitant] à la masse active, et de frais mentionnés au numéro 1 de l'article 95;

12 — Reprise de l'objet d'un privilège;

13 — Introduction d'action au sujet de biens qu'il doit faire rentrer au bénéfice de la masse active de la faillite, ou poursuite de toutes autres procédures légales.

147 La disposition de l'article 84 de la loi sur la faillite de 1935.

148 La disposition de l'article 85 de la loi sur la faillite de 1935.

149 La disposition de l'article 157 de la loi sur la faillite de 1935: les assistants dans la surveillance d'une transaction, l'administrateur de la faillite, ou les contrôleurs, qui, pour des actes rentrant dans leurs fonctions, réclament, se font promettre ou acceptent des pots-de-vin ou tout autre avantage illégitime, sont passibles d'un emprisonnement à terme de trois ans au maximum; ils peuvent être condamnés simultanément à une amende de 3000 yuan au maximum.

210 Le groupe de liquidation est composé des représentants de l'ensemble des
211 administrations gouvernementales impliquées dans la vie de l'entreprise débitrice.
212 Il peut s'agir de l'administration de tutelle du débiteur, du service des finances, des
213 administrations pour l'industrie et le commerce, de la planification, de la
214 vérification des comptes, des impôts, des prix, du travail, des affaires du
215 personnel.¹⁵⁰ Le groupe de liquidation est chargé de préserver, d'inventorier, de
216 réévaluer, et de liquider les actifs de l'entreprise et de répartir les sommes entre les
217 créanciers.

218 Nous remarquons que dans le cadre juridique fondé sur la loi de la faillite de 1986,
219 le déroulement de la procédure se caractérise par un contrôle étroitement administratif.
220 Par exemple, elle prévoit que sans l'accord de l'administration, une entreprise d'Etat ne
221 peut pas déposer le bilan pour demander l'ouverture de la procédure de la faillite. Ainsi
222 le groupe de liquidation consistant en les membres des autorités gouvernementales est
223 entre les mains de l'administration centrale ou locale. Trop d'intervention des autorités
224 gouvernementales dans les procédures de la faillite et les autorités administratives y
225 jouent un rôle dominant. Par conséquent il y a très peu de place pour l'intervention de la
226 profession libérale.

227 Entre 1994 et 1998, les juridictions nationales ont reçu en tout 15479 cas de
228 faillites d'entreprise, parmi lesquelles 8578 cas concernaient des entreprises
229 d'état.¹⁵¹ Les recherches de la Banque mondiale montrent qu'en 1996 et 1997, il y
230 a eu 5640 cas de faillite. Parmi eux plus de la moitié étaient des entreprises

150 L'alinéa 2 de l'article 24 de l'article 9 de la loi de 1986.

151 CAO Shouye, juge de la Cour Supreme, Pochanfa de Shengming zaiyu shishi (La vie de la loi sur la faillite des entreprises est à la mise en oeuvre), disponible sur le site: <http://npc.people.com.cn/GB/14841/53042/4780223.html>, consulté le 18 octobre 2008.

231 d'état.¹⁵² A partir de 1998, à la veille de la publication de la nouvelle loi de 2006,
 232 chaque année environ 6000 ouvertures de procédures de faillite d'entreprise ont été
 233 déclenchées.¹⁵³

234 Quant à la loi de 2006, elle libéralise le régime de faillite de toutes les
 235 entreprises par rapport à l'ancienne législation. Comme nous l'avons indiqué ci-
 236 dessus, dans l'ancien régime de 1986 l'intervention administrative était tellement
 237 forte que certains juristes chinois considéraient que l'ancien régime des faillites
 238 n'était qu'une simple procédure administrative de fermeture des entreprises.¹⁵⁴ Le
 239 « groupe de liquidation » de la loi de 1986 était en pratique directement désigné
 240 par l'Etat parmi des membres de l'administration, alors que l'administrateur en
 241 charge de la gestion de l'entreprise pendant la procédure jouit d'une indépendance
 242 beaucoup plus grande.¹⁵⁵ Par ailleurs, l'ouverture des procédures de redressement
 243 judiciaire et de conciliation peut désormais être directement demandée par les
 244 créanciers ou le débiteur directement, et la liquidation d'une entreprise d'Etat peut
 245 intervenir sans l'aval de l'administration. Le déroulement des procédures n'est plus
 246 entre les mains des autorités administratives.

247

152 La Banque Mondiale, Bankruptcy of state enterprises in China (Version en chinois), Zhonguo Caizheng Jingji Chubanshe (Maison d'édition de Chine financière et économique P8), 2001, p.8.

153 En tout il y a eu 64311 cas de faillite de l'entreprise au cours de ce 10ans. Source : Le discours de M.Xi xiaoming (vice président de la Cour suprême) dans le forum sur le droit de la faillite, disponible sur le site : <http://live.jcrb.com/html/2008/242.htm>, consulté le 28 novembre 2008.

154 WANG Weiguo, op.cit.note18.

155 REBECCA PARRY, YONGQIAN XU (Sous direction), China's New Enterprise Bankruptcy Law: context, interpretation, and application, Ashgate Publishing Limited, 2009, p. 99.

248 **Section II Analyse sur la base du droit positif de la nature juridique de**
249 **l'administrateur judiciaire**

250

251 Nous procédons en premier lieu à une analyse théorique de la nature juridique
252 de l'administrateur de faillite (Sous-section I), ensuite l'analyse concernant la
253 disposition sur la nature juridique en droit positif (Sous- section II).

254

255

256 *Sous section I L'analyse théorique de la nature juridique de*
257 *l'administrateur judiciaire*

258

259

260 Le mandat de justice est considéré par les juristes français comme un **organe**
261 **de la procédure**. Dans la définition de ce qu'est un organe de la procédure, on
262 entend "une personne identifiée, désintéressée en ce qu'elle ne fait pas
263 personnellement partie au litige, en charge d'une mission concourant à l'exercice de
264 la justice et dotée à ce titre de prérogatives adéquates".¹⁵⁶ Selon certains juristes
265 français, *le mandataire de justice est investi d'une fonction d'expression des*

156 M.-A. Frison-Roche, Le contrôleur : LPA 14 juin 1995, n° spécial, p. 8, n°
10 ; aussi V. H. Croze, Les organes de la procédure : Mélanges Perrot, Dalloz 1995, p. 49,
spécialement n° 19.

266 *intérêts affectés par la défaillance de l'entreprise et plus spécialement de l'intérêt*
 267 *de l'entreprise s'agissant de l'administrateur judiciaire.*¹⁵⁷

268 La nature juridique de l'administrateur de faillite est également une question qui
 269 a suscité un vif débat en Chine.¹⁵⁸ Mais nous remarquons que disposant seulement
 270 d'une histoire trop limitée de l'étude sur le droit de la faillite, les juristes chinois ne
 271 développent pas des doctrines originales.¹⁵⁹ Globalement, un grand nombre de
 272 doctrines sur la nature juridique de l'administrateur de faillite ont été déjà
 273 introduites en Chine, qui n'ont pas fait l'unanimité des juristes chinois: certains
 274 juriste ont accepté quelque doctrine parmi elles, d'autres juristes en ont accepté
 275 quelques autres. Il nous semble nécessaire d'analyser quatre écoles qui définissent

157 P. Cagnoli, *Essai d'analyse processuelle du droit des entreprises en difficulté*, préface Th. Le Bars : LGDJ coll. bibl. dr. privé, 2002, Tome 368, spécialement p. 19, n° 26

158 En ce sens, V. CHAI Fabang, *Pochanfa jiaocheng* (Le manuel sur le droit de faillite), Law Presse, 1990, p.134 ; Weijian TANG, 'Lun Pochan Guanliren de Falv Diwei' (Traité sur le rôle juridique de l'administrateur judiciaire), in 'Fashang Yanjiu' (La recherche de droit et d'économie), 5^e volume 1994, p.145.

159 Les résultats de la recherche effectuée consistent principalement dans l'étude sur la transposition des doctrines à partir d'autres pays. WANG Xinxin, 'Pochan FA' (Droit de la faillite), La librairie de l'Université Renmin, 2^e édition, 2006, p.88 ; Weiguo WANG, 'Pochanfa Jingyao' (L'essentiel du droit de la faillite), La librairie juridique, 2007, p.39-p.43.

Les doctrines allemandes ci-dessous sont introduites: la doctrine d'agent du failli; la doctrine d'agent des créanciers; la doctrine de fonction; la doctrine d'organe. Voir TANG Weijian, 'Pochan Chengxu yu Pochan Lifa Yanjiu' (L'étude sur la procédure de faillite et sur la législation de faillite), La Maison d'édition du tribunal populaire, 2001, p. 284-p.294; aussi CHEN Rongzong, 'Pochan FA' (Le droit de faillite), La Maison d'édition Sanmin Taiwan 1986, p.162.

Les doctrines japonaises ci-dessous se présentent: la doctrine d'agent et la doctrine de fonction. Voir XIE Junlin, 'Zhongguo Pochan Falv Zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite)', *op.cit.*, p.259- p.267.

276 les principes concernant le statut juridique des administrateurs de faillite et qui
277 exercent une grande influence sur le droit chinois: la doctrine de l'agence la
278 doctrine de la fonction, la doctrine de l'agence des biens de l'entreprise faillite, et
279 la doctrine de la personne morale de gestion.

280

281 1. Doctrine de l'agence (Doctrine of agency)

282 Cette doctrine est la doctrine la plus ancienne sur le statut juridique de
283 l'administrateur de la faillite, selon laquelle la procédure de liquidation de faillite
284 fait partie de la procédure civile de paiement. Elle affirme aussi que
285 l'administrateur de faillite agit dans la procédure de faillite au nom des autres, et
286 que l'effet des ses actions est attribué à la partie représentée. La relation juridique
287 ici n'est pas différente de celle d'une relation d'agence civile en général. D'où il
288 s'en suit que l'administrateur de faillite relève sans aucun doute de la catégorie de
289 l'agence.

290 Dns le premier temps cette doctrine a été la plus populaire, et a été la doctrine
291 dominante dans certains pays de droit continental.¹⁶⁰ La raison en est très simple:
292 l'administrateur n'est pas partie prenante de l'acte et n'en subit pas les effets. Par
293 contre, les effets juridiques de tout acte de l'administrateur judiciaire se produisent
294 vis-à-vis des parties de la procédure de faillite (par exemple le débiteur ou les
295 créanciers), ce qui correspond exactement au mécanisme de la représentation: le
296 représentant agit pour le compte et au nom du représenté.

160 CHEN Zedong, Lun Pochan Guanlire de Falv Diwei (L'analyse sur le statut juridique de l'administrateur de faillite), dans 'Pochan Fa Luntan' (Le forum du droit de la faillite), 2^e volume , p.147.

297

298 2. Doctrine de la fonction (Doctrine of title)

299 Cette doctrine, qui diffère de la doctrine de l'agence, vient d'une jurisprudence
300 en date du 30 mars 1892 qui est recueillie dans la collection des arrêts civils du
301 Reichsgericht allemand. Dans cet arrêt il a été estimé que la procédure de faillite a
302 été une procédure civile d'exécution forcée pour les intérêts de tous les créanciers
303 et que l'administrateur judiciaire ne participait à la procédure de faillite ni au nom
304 du créancier, ni à celui du débiteur, mais sur la base de son propre titre de serviteur
305 public, dont la fonction est dirigée par le tribunal.¹⁶¹

306 Cette doctrine peut être subdivisée en le titre basé sur le droit public et le titre
307 basé sur le droit privé. Le premier estime que la fonction sur la gestion et
308 l'évolution des biens du débiteur de l'administrateur est similaire à celle d'un agent
309 public. Par conséquent son titre se définit sur la base du droit public.

310 La théorie du titre basé sur le droit privé estime que, bien que le titre de
311 l'administrateur judiciaire soit confié par l'Etat, l'administrateur n'agit pas au nom
312 de l'Etat, mais au nom du particulier. Cette théorie était jadis dominante au Japon
313 dans les milieux universitaires du droit de faillite.¹⁶²

314 Ses partisans considèrent que cette doctrine permet à l'administrateur de la
315 faillite d'avoir un statut juridique totalement neutre et qu'elle résout une question à

161 QI Shujie, Pochanfa Yanjiu (L'étude sur le droit de faillite), La librairie de l'Université Xiamen, 2004, Chapitre 9 : l'administrateur de faillite.

162 XIE Junlin, 'Zhongguo Pochan Falv Zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le droit chinois de la faillite)' , op.cit., 2005, p.263.

316 laquelle il est difficile de répondre: pour qui l'administrateur exerce-t-il ses
317 fonctions.¹⁶³

318

319 3. Doctrine de l'agence des biens de l'entreprise faillie (Doctrine of estate
320 agency)

321 Cette doctrine met le bien du failli dans la position de sujet, qui dans la pensée
322 traditionnelle est normalement considéré comme un objet dans les relations
323 juridiques de procédures collectives. Elle a été notamment préconisée par Monsieur
324 Botticher en 1964. D'après Monsieur Botticher, professeur de droit procédural civil
325 de l'université de Hambourg, les propriétés des actifs de l'entreprise faillie
326 deviennent des propriétés indépendantes pour l'acquittement des dettes dès la
327 déclaration de faillite. Ces propriétés sont personnalisées, et l'administrateur est
328 l'agent des biens personnalisés.

329 Les partisans de cette doctrine soutiennent que le droit japonais sur la faillite
330 et le droit allemand de l'insolvabilité ne reconnaissent pas explicitement le bien en
331 tant que sujet civil indépendant, mais certaines interprétations raisonnables en droit
332 de la faillite de ces deux pays ne peuvent être faites que par la reconnaissance du
333 bien comme sujet civil indépendant.¹⁶⁴ Ainsi dès lors que le bien est considéré sujet
334 civil indépendant, l'administrateur judiciaire est l'autorité représentative de ce
335 sujet.¹⁶⁵

336

163 LI Guoguang, 'Pochanfa Jiaocheng' (Manuel du droit de la faillite), La librairie du tribunal populaire, 2007, p.118.

164 Par exemple. L'article 47 de la loi japonaise sur les faillites prévoit le «droit de créance contre les biens ». L'article 56 prévoit « les intérêts partagés par les biens », et l'article 143 prévoit « la perte subie par les biens ».

165 LI Yongjun, Pochan Falv Zhidu (Le régime de faillite), Zhongguo Fazhi Chubanshe, 2000, P159; aussi TANG Weijian, Lun Pochan Guanliren (Traité de l'administrateur de faillite), in Zhongnan Zhengfa Xueyuan Xuebao (Revue de la faculté de droit et de politique de Chine Centre-Sud), 5^e 1994, p.47.

337 4. Doctrine de l'institution de gestion (Doctrine of the corporate
338 qualification of the administrative institution)

339 Selon cette doctrine, c'est la personnalité juridique de l'administrateur de
340 faillite qui doit être connue au lieu des biens du failli.

341 L'administrateur de faillite est **un objet juridique qui ne préexiste pas** dans
342 le monde naturel, et il doit littéralement être institué, c'est-à-dire que sa qualité
343 doit être solennellement attribuée, soit par jugement, soit par l'effet de la loi. En ce
344 qui concerne la notion de «administrateur de faillite», elle comprend à la fois une
345 institution et son exécutant. Quant à l'administrateur en tant qu'institution, sa
346 personnalité juridique doit être reconnue. À l'heure actuelle, cette doctrine reste la
347 doctrine la plus populaire chez les juristes japonais.¹⁶⁶

348

349 Il nous semble que les doctrines mentionnées ci-dessus ont apporté des
350 réponses à certaines questions pertinentes en matière de faillite et sont raisonnables
351 dans un certain sens. Néanmoins, chacune d'elles comporte une faiblesse majeure.

352 **L'opinion opposée à la doctrine de l'agence donne les arguments suivants:**

353 ● Premièrement, si l'administrateur de faillite est un agent, il ne peut
354 agir juridiquement qu'au nom de son mandant. Mais en réalité dans la pratique
355 judiciaire, il a une personnalité indépendante et peut faire des actes juridiques en

166 En ce qui concerne la doctrine d'institution de gestion, V. « Riben Pochan Fa » (《Le droit japonais de faillite》), traduction en Chinois par HE Qinhu, ZHOU Guiqiu, 'Zhongguo Fazhi Chubanshe' (Librairie de législation de Chine), p.156; aussi WANG Weiguo, 'Pochanfa Jingyao' (L'essentiel du droit de la faillite), op.cit., p.40.

356 son propre nom. Il côtoie le débiteur et le créancier dans l'instance; il ne les
357 remplace pas.

358 ● Deuxièmement, selon la théorie de l'agence, les actes de l'agent ne
359 doivent pas excéder sa compétence de son mandat. Si des actes au sein du mandat
360 sont accomplis par l'agent, leurs effets juridiques doivent être attribués au
361 mandant. Mais en effet, les lois sur la faillite de tous les pays permettent diverses
362 actions des administrateurs pour protéger soit les intérêts des créanciers ~~et~~ soit
363 ceux du débiteur ou bien ceux des salariés qui sont souvent dans des positions
364 opposées. La loi confère à l'administrateur des pouvoirs ou des attributions qui lui
365 sont propres et qui ne sont pas simplement délégués par une partie. Par conséquent,
366 *elle ne pourrait valoir que pour l'administrateur, en tant que représentant des*
367 *créanciers et liquidateur, mais il n'est pas certain que même ces organes puissent*
368 *être systématiquement réduits à la situation d'un simple mandataire de l'une ou de*
369 *l'autre partie.*¹⁶⁷

370 **A propos de la doctrine de fonction**, bien que l'administrateur soit nommé
371 par le tribunal, il n'est attaché pas au tribunal, et n'a pas non plus le titre de
372 fonctionnaire. Ses fonctions et responsabilités sont prévues par la loi de faillite au
373 lieu de la loi organique sur le tribunal.

374 Toutefois si nous devons affirmer notre position parmi ces doctrines, nous
375 pensons que la doctrine de fonction pourrait mieux correspondre au droit positif
376 chinois sur la faillite.

377

167 H. Croze, Les organes de la procédure : Mélanges Perrot, Dalloz 1995, p.54.

378

379 *Sous section II Analyse sur la nature juridique de l'administrateur*
 380 *judiciaire fondée sur la base du droit positif*

381

382 En droit positif français, le mandat de justice se distingue de la représentation
 383 légale ou conventionnelle, à défaut pour l'administrateur de tenir son pouvoir de la
 384 loi ou de la personne qu'il représente, mais seulement du juge.¹⁶⁸ Les
 385 administrateurs judiciaires sont légalement définis par l'article L.811-1 du Code de
 386 commerce comme "les mandataires, personnes physiques ou personnes morales,
 387 chargés par décision de justice d'administrer les biens d'autrui ou d'exercer les
 388 fonctions d'assistance ou de surveillance dans la gestion de ces biens".¹⁶⁹ Il en
 389 résulte que la notion est fonctionnelle et n'existe que par les services qu'elle rend.

390 L'administration des biens d'autrui par mandat de justice connaît des
 391 applications variées en droit privé français. On peut citer des exemples dans le
 392 domaine de la protection des incapables ou encore dans celui de l'entreprise et de
 393 l'économie. Après cette brève étude sur la définition de l'administrateur de faillite
 394 en droit français, nous analysons la disposition sur sa nature juridique en droit
 395 positif chinois.

168 Isabelle Perruchot, JurisClasseur Commercial > Fasc. 2225 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES. - Organes. - Administrateur judiciaire : statut.

169 Ce texte d'application générale inclut dans la profession tous les administrateurs judiciaires, qu'ils soient désignés en matière civile ou commerciale même si le mandat de justice confié aux administrateurs judiciaires se précise dans des dispositions spécifiques du droit des procédures collectives.

396 La nouvelle loi de 2006 ne définit pas l'administrateur. Dans les travaux
 397 préparatoires législatifs l'administrateur est compris comme 'une partie qui se
 398 charge de la gestion financière du débiteur et des autres missions dans la procédure
 399 de faillite d'entreprise'.¹⁷⁰ Certains juristes chinois soutiennent que la nouvelle loi
 400 adopte la doctrine d'agent des créanciers, parce que la nouvelle loi de 2006 prend
 401 beaucoup plus soin des intérêts des créanciers.¹⁷¹

402 Toutefois dans le cadre de la présente thèse cette thèse nous pensons que la
 403 nouvelle loi de 2006 adopte plutôt une doctrine proche de celle d'organe.

404 ● **Premièrement**, le régime chinois de faillite est depuis sa naissance
 405 fortement marqué par la domination du pouvoir public. L'article 24 de l'ancienne
 406 loi sur la faillite de 1986 disposait que le groupe de liquidation est responsable
 407 devant le tribunal et qu'il doit rapporter son travail au tribunal. La loi sur la
 408 procédure civile répète la même disposition dans son article 201. Nous notons que
 409 le législateur de la nouvelle loi de 2006 a fait des efforts pour écarter l'abus
 410 d'intervention de l'administration, surtout l'intervention du gouvernement local.
 411 La procédure de faillite est une procédure judiciaire de paiement sous la direction

170 JIA Zhijie, directeur adjoint du comité économique et financier de l'assemblée nationale, Guanyu ZhonghuaRenminGoonghe Guo Qiye Pochanfa Caoan de Shuoming (L'explication sur le projet de la loi sur la faillite d'entreprise de République populaire de Chine). Cet article indique 7 questions importantes : le domaine de l'application de la présente loi, la cause de faillite, l'administrateur, la procédure de redressement, la faillite d'entreprise d'état, la faillite des établissements financiers et la protection des intérêts des salariés.

171 Jianhua Xiao, Bankruptcy Administrator: Status, Powers and Duties, in Rebecca Parry P 100.

412 du tribunal compétent.¹⁷² Cependant la maîtrise de la procédure reste entre les
413 mains du pouvoir public.

414 Il est vrai que les créanciers ont gagné davantage d'autonomie dans la
415 procédure de faillite. Mais le contenu de cette autonomie vient des dispositions de
416 la nouvelle loi de 2006 et est limité par elles. La nouvelle loi de 2006 laisse peu de
417 marge pour le consensus.

418 ● **Deuxièmement**, il est vrai que la nouvelle loi fait beaucoup de progrès
419 relativement à la protection des intérêts des créanciers. Mais le législateur a
420 conscience que la procédure collective est une procédure de conflit des diverses
421 intérêts et qu'il faut maintenir l'équilibre entre eux. Nous ne pouvons donc pas
422 conclure que la réalisation prioritaire des créances est effectivement l'intention du
423 législateur.

424 Par contre, la protection des intérêts des salariés est un sujet majeur
425 envisagé pendant la création de la nouvelle loi de 2006. Ainsi, dans l'article sur
426 l'explication du projet de la nouvelle loi de 2006, la protection des intérêts des
427 salariés est nettement affirmée. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la
428 réalisation prioritaire des créances.¹⁷³

172 JIA Zhijie, Guanyu ZhonghuaRenminGuo Qiye Pochanfa Caoan Xiugai Qingkuang de Shuoming (L'explication sur les modifications du projet de la loi sur la faillite d'entreprise de République populaire de Chine), op.cit.

173 JIA Zhijie, Guanyu ZhonghuaRenminGoonghe Guo Qiye Pochanfa Caoan de Shuoming (L'explication sur le projet de la loi sur la faillite d'entreprise de République populaire de Chine), ibid.

429 ● **Troisièmement** si nous l'examinons à partir du texte de la loi de 2006,
430 surtout les articles 23, 25 et 61, 174 il nous semble que, ainsi que l'a indiqué

174 En cas d'ouverture d'une procédure collective, le tribunal nomme en même temps un administrateur. (L'article 13)

L'assemblée des créanciers exerce les fonctions de demander au tribunal la révocation de l'administrateur ; vérifier le frais et la rémunération de l'administrateur ; surveiller l'administrateur. (L'article 61)

La disposition de l'article 23 dispose :

L'administrateur exécute sa mission selon les dispositions de la loi précédente, il rapporte au tribunal et fait l'objet d'un contrôle par l'assemblée des créanciers et par le comité des créanciers.

L'administrateur doit être en présence de l'assemblée des créanciers, et rapporter à l'assemblée des créanciers ses actions et répondre aux questions.

La disposition de l'article 25 : Les fonctions d'administrateur sont les suivantes :

(1) Prendre en charge l'actif, le sceau, le livre des comptes et les documents du débiteur ;

(2) Enquêter sur la situation financière du débiteur et préparer un rapport sur cette situation ;

(3) Décider la gestion interne du débiteur ;

(4) Décider les dépenses quotidiennes et les autres dépenses nécessaires du débiteur ;

(5) Décider la continuation ou la cessation de l'activité avant la convocation de la première assemblée des créanciers ;

(6) Se charger de la gestion, et de l'éventuelle cession en faillite du débiteur ;

(7) Participer aux actions, aux arbitrages ou à toutes autres procédures juridiques en tant que représentant du débiteur ;

(8) Demander la réunion de l'assemblée des créanciers ;

(9) Assurer les autres missions que le tribunal lui confie.

431 Monsieur Croze : ‘En particulier, l'autonomie des pouvoirs des organes de la
432 procédure ressort nettement de l'article 49 de la loi du 25 janvier 1985, aux termes
433 duquel les actions en justice et les voies d'exécution, qui ont un autre objet que le
434 paiement d'une somme d'argent ou la résolution d'un contrat pour défaut de
435 paiement d'une somme d'argent, sont poursuivies «à l'encontre du débiteur, après
436 mise en cause de l'administrateur et du représentant des créanciers ou après une
437 reprise d'instance à leur initiative»; la mise en cause obligatoire de l'administrateur
438 peut à la rigueur s'expliquer par la représentation du débiteur, mais celle du
439 représentant des créanciers ne peut se fonder que sur le désir de maintenir la
440 cohérence de la procédure collective.’¹⁷⁵

441

442 La valeur d'une doctrine doit se mesurer à sa capacité à inspirer la pratique, et
443 plus précisément toute bonne doctrine sur le statut de l'administrateur judiciaire
444 devrait contribuer au bon fonctionnement du mécanisme procédural de faillite. De
445 plus, quand on transpose une doctrine étrangère il ne faut jamais oublier que c'est
446 la doctrine qui doit s'adapter à la réalité et non l'inverse. A notre avis, le succès de
447 la transposition d'une doctrine étrangère dépend de la rencontre de la profonde
448 connaissance de cette doctrine et du besoin domestique réel.

449 Nous percevons également que les juristes français relèvent l'ambiguïté du
450 statut de l'administrateur judiciaire, indiquant qu'il est à la frontière entre "*les*
451 *obligations afférentes au service public et les prérogatives d'une profession*

Dans le cas d'une disposition distincte prévue par la présente loi, la disposition spéciale s'applique.

175 H. Croze, Les organes de la procédure : Mélanges Perrot, Dalloz 1995, p. 51.

452 *libérale*".¹⁷⁶ Si nous disons que la profession libérale est reconnue depuis
453 longtemps en droit français, nous notons que la notion de profession libérale reste
454 toujours une question pas complètement tranchée en droit chinois et dans la société
455 chinoise depuis la fondation de la République Populaire de Chine. Ainsi nous nous
456 intéresserons à l'étude du statut de l'administrateur judiciaire sous l'angle de la
457 profession libérale (Section II).

458

459 **Chapitre II Un professionnel libéral réglementée reconnu par la** 460 **loi**

461

462 Nous abordons l'analyse du point de vue de professionnel 'libéral' (Section I),
463 ensuite nous le traitons de l'aspect de professionnel 'réglementé' (Section II).

464

465 **Section I Un professionnel libéral**

466

467 Nous voulons étudier cette question en droit français (Sous-section I), et puis
468 en droit chinois (Sous-section II).

469

470 ***Sous-section I. L'administrateur judiciaire, un personnel libéral restreint en*** 471 ***droit français.***

472

176 Rapport MONTEBOURG, Doc. AN, n° 2913, 2001, p.13.

473 Les professions libérales forment une catégorie socioprofessionnelle très vaste
 474 et très diversifiée.¹⁷⁷ C'est peut-être la raison pour laquelle même en droit français
 475 la profession libérale n'est pas définie juridiquement en tant que telle et de manière
 476 précise ni en droit français. Il est parfois difficile de savoir si une profession
 477 déterminée revêt ou non un caractère libéral. C'est le cas de l'administrateur
 478 judiciaire. Certains préconisent qu'il ne s'agit pas d'une profession libérale.¹⁷⁸
 479 D'après les autres, il est douteux d'affirmer que sans clientèle les professionnels ne
 480 sont pas des professionnels libéraux.¹⁷⁹

481 Il nous semble pertinent d'analyser l'administrateur judiciaire sous l'angle du
 482 caractère de la profession libérale (A), et aussi au regard du droit positif (B).

483

484 ***A. L'analyser sous l'angle du caractère de la profession libérale.***

485 De manière générale l'administrateur judiciaire constitue une profession
 486 libérale l'activité professionnelle indépendante: dans laquelle prédominent les
 487 prestations d'ordre intellectuel, et qui consiste à pratiquer une science, une

177 Les "officiers publics", également appelés "officiers ministériels" sont inclus.
 Professions libérales: définition et statut juridique, sur le site:
<http://www.lesechos.fr/patrimoine/fiches/professions-liberales.htm>, consulté le 8 juin
 2010.

178 Rapport MONTEBOURG, op.cit., p.13.

179 Plaquette de présentation des professions, diffusée par le CNAJMJ; Pierre- Michel
 Le Corre, op.cit., p.493 ; Isabelle Perruchot, JurisClasseur Commercial > Fasc. 2225 :
 SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES. - Organes. -
 Administrateur judiciaire:statut ; Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit.,
 p.209.

488 technique ou un art.¹⁸⁰ Nous pensons que le caractère de spécialisation et celui
 489 d'exercice libéral constituent les caractères principaux de la profession libérale.

490 **Concernant le caractère de spécialisation de l'administrateur judiciaire,**
 491 celui-ci ne pose pas de problème. En effet de l'apparition de l'administrateur
 492 judiciaire en France agissant comme profession libérale, peut remonter loin dans
 493 l'histoire.

494 Au XIXe siècle déjà, les syndicats de faillite étaient désignés par la justice et
 495 pour chaque faillite ils étaient toujours nommés par le tribunal de commerce. Ils
 496 étaient attachés à la personne. Leurs obligations des syndics ne pouvaient les
 497 conduire à la reconnaissance de la qualité de commerçant. La multiplicité des
 498 mandats définit par elle-même l'exercice de la profession libérale.¹⁸¹ Le rôle des
 499 personnes en charge de la faillite évolue progressivement. Avec la mutation de ses
 500 fonctions, on a assisté à la scission de la profession de syndic en deux professions
 501 distinctes et incompatibles mais complémentaires : les administrateurs judiciaires
 502 et les mandataires-liquidateurs (*L. n° 85-99, 25 janv. 1985*).¹⁸²

503

504 **A propos du caractère d'exercice libéral,** il est indiqué que *'désigné par le*
 505 *tribunal, le mandataire de justice ne possède pas de clientèle et n'a pas de libre*
 506 *choix en la matière; il ne fait, en effet, que recevoir et assumer des missions qu'un*

180 Professions libérales: définition et statut juridique, sur le site:
<http://www.lesechos.fr/patrimoine/fiches/professions-liberales.htm>, consulté le 8 juin
 2010.

181 Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit., p. 208.

182 Sur la genèse de la naissance de la profession, V. M. Olivier, « Le nouveau statut
 des administrateurs judiciaires et des mandataires liquidateurs », op.cit.

507 *tribunal veut bien lui confier.*¹⁸³ D'où, *'d'exercice libéral, la profession ne*
 508 *constitue pas à proprement parler une profession libérale puisqu'elle ne possède*
 509 *pas de clientèle.*¹⁸⁴ Parce que pour les certains juristes, l'existence d'une forme de
 510 « clientèle » est la condition première de la reconnaissance de toute profession
 511 indépendante sans laquelle elle ne peut exister. Par conséquent l'absence de son
 512 propre clientèle constitue un obstacle majeur pour que l'administrateur judiciaire
 513 puisse être identifié à une partie de la profession libérale.

514 Pourtant nous notons que l'affirmation que le mandataire de justice a des «
 515 clients » au sens large du terme représentés par les différentes juridictions qui leur
 516 font confiance.¹⁸⁵ De plus nous nous demandons si le critère de clientèle est décisif
 517 pour juger de ce qu'une profession est profession libérale ou pas ? **Nous pensons**
 518 **que** la clientèle est importante parce qu'avoir sa propre clientèle contribue à son
 519 exercice libéral. Mais il est inapproprié de remplacer du critère d'exercice libéral
 520 par celui de clientèle.

521 La signification de caractéristique d'exercice libéral implique tout d'abord
 522 l'indépendance par rapport au pouvoir public compétant. Il est vrai que
 523 l'administrateur judiciaire agit dans les procédures collectives sous le contrôle de la
 524 juridiction. Mais la profession d'administrateur judiciaire ne relève toutefois pas
 525 d'un service public de justice. Globalement il exerce librement sa profession, sans
 526 être soumis à l'autorité judiciaire. Le professionnel en cause ne peut pas non plus
 527 être attaché au service public. Il se distingue nettement du fonctionnaire. Sa

183 Rapport MONTEBOURG, op.cit., p.13.

184 Isabelle Perruchot, Fasc. 2225: SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES. - Organes. - Administrateur judiciaire : statut.

185 Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit., p.210.

528 fonction attribuée au cas par cas par les juridictions sans revêtir la moindre
 529 organisation hiérarchique ne dérive pas la pouvoir public. Du de même sa
 530 rémunération est assurée par l'entreprise dont il a la charge, pas par l'état. C'est
 531 pourquoi l'administrateur judiciaire est également considéré comme un genre des
 532 auxiliaires de la justice.¹⁸⁶

533

534 ***B. L'analyser sous l'angle du caractère de la profession libérale au regard du***
 535 ***droit positif.***

536 Pour savoir si telle ou telle catégorie de personnes exerce une profession
 537 libérale, les dispositions du droit positif sont des arguments indispensables. Selon
 538 le classement du Code de la Sécurité sociale, les administrateurs judiciaires font
 539 partie des professions libérales.¹⁸⁷

186 D'après Monsieur Serge Guinchard, l'administrateur judiciaire est auxiliaire du juge qui aide les magistrats et les juges à remplir leur mission. Serge Guinchard, « Institutions judiciaires », 10^e, p.890 ; Monsieur ROGER PERROT pense que les administrateurs judiciaires sont tout à la fois les auxiliaires du juge et les mandataires des parties. ROGER PERROT, « Institutions judiciaires », 14^e, p.329. Nous pensons qu'en tant qu'organe de la procédure, l'administrateur judiciaire apporte ses concours non seulement aux juges mais aussi aux parties.

187 La disposition de l'article R641-1 du code de la sécurité sociale (Version en vigueur au 20 novembre 2011): La Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales comprend dix sections professionnelles: 1° La section professionnelle des notaires; 2° La section professionnelle des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires réunissant: les avoués près les cours d'appel, les huissiers de justice, les personnes ayant la qualité de commissaire-priseur judiciaire ou de personne habilitée à diriger les ventes dans les conditions prévues à l'article L. 321-8 du code de commerce, les administrateurs judiciaires, les mandataires judiciaires, les greffiers des tribunaux de commerce, les arbitres près le tribunal de commerce; 3° La section professionnelle des médecins; 4° La section professionnelle des chirurgiens-dentistes et

540 Nous soutenons ainsi l'opinion que l'administrateur judiciaire fait une partie de
 541 la profession libérale, malgré avec certaines restrictions.¹⁸⁸

542 Après avoir traité la question sur l'administrateur judiciaire attaché ou pas à la
 543 profession libérale ou pas, nous voulons l'étudier dans le contexte chinois.

544

545 ***Sous-section II Professionnel libéral : De l'élimination à l'acceptation par***
 546 ***l'état en Chine***

547

548 Il nous semble pertinent d'aborder un bref rappel sur l'histoire de la profession
 549 libérale en Chine (A), et analyser le caractère de l'administrateur de faillite par
 550 rapport aux critères de la profession libérale (B).

551

552 ***A. Un bref rappel sur l'histoire de la profession libérale en Chine***

553

des sages-femmes; 5° La section professionnelle des pharmaciens ; 6° (Supprimé) ; 7° La section professionnelle des auxiliaires médicaux; 8° La section professionnelle des vétérinaires; 9° La section professionnelle des agents généraux d'assurance; 10° La section professionnelle des experts-comptables; 11° La section professionnelle des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils, artistes auteurs ne relevant pas de l'article L. 382-1, enseignants, professionnels du sport, du tourisme et des relations publiques, et de toute profession libérale non rattachée à une autre section.

188 Pae exemple l'administrateur judiciaire ne bénéficie pas d'un droit de présentation.

554 Comme il a été indiqué dans la partie précédente, tout en étant différente du
 555 Syndic de la tradition française, la profession d'administrateur judiciaire n'est pas
 556 issue de la tradition juridique chinoise. Le classement des professions du civil dans
 557 la Chine traditionnelle consiste en : SHI (l'intellectuel), NONG (l'agriculteur),
 558 GONG (l'ouvrier), SHNG (le commerçant),¹⁸⁹ et les autres professions sont
 559 reconnues avec l'évolution de ce classement.¹⁹⁰ Notons que si avec l'évolution de
 560 la société chinoise les quatre sortes professions indiquées ci-dessus sont
 561 considérées comme une pierre fondamentale de ce classement, les autres
 562 professions sont plus ou moins méprisées.¹⁹¹

563 La notion de la profession libérale a été introduite en Chine au début du 20^{ème}
 564 siècle. En ce qui concerne la profession d'administrateur de faillite, elle est
 565 consacrée dans le texte du projet de la loi sur la faillite de 1915 sous le terme de
 566 'administrateur des biens de la faillite'.

567 Étant donné des documentations spéciales sur la situation de l'administrateur
 568 judiciaire, nous continuons notre analyse par le biais de son constituant-
 569 l'avocat.un personnel libéral reconnu par le droit français.¹⁹²

189 Selon Monsieur GU Yanwu (1613—1682), ce classement des professions est posé par GUAN zhong (716 avant Jésus-Christ - 645 av JC), le premier ministre du royaume QI.

190Par exemple la notion de 'trois religions et neuf écoles', source: <http://zh.wikipedia.org/wiki/%E4%B8%89%E6%95%99%E4%B9%9D%E6%B5%81>, consulté le 16 juin 2011; aussi la notion de '27 professions', source :<http://news.sina.com/oth/chinesedaily/301-000-101-113/2009-01-10/05413551551.html>, consulté le 16 juin 2011.

191 GUAN Zhong, « Guanzi•Xiaokuang ».

192 En Chine la profession d'avocat (au sens de personnel libéral) est apparue dans le projet de la loi sur la procédure pénale de Qing de 1906. Sur l'étude de la profession

570 Avant l'établissement de la République de Chine en 1949, le nombre de
 571 membres du personnel libéral a augmenté à 5 millions.¹⁹³ On ne trouve pas de
 572 chiffre exact sur les administrateurs de faillite, mais on remarque en 1932 à
 573 Shanghai environ tous les 3100 personnes avaient un avocat¹⁹⁴, et il y avait 410
 574 avocats à Wuhan en 1947.¹⁹⁵

575 Après la fondation de la République populaire de Chine en 1949, les
 576 mouvements de transformation socialiste sont déclenchés. Considéré comme
 577 composante de la classe capitaliste la profession libérale est un objet visé. Elle
 578 disparaît dans son ensemble à la suite de sept mouvements successifs de
 579 transformation, et le personnel libéral devient fonctionnaire.¹⁹⁶

d'avocat: Ping SUN, *Le rôle de l'avocat dans la politique criminelle chinoise*, Thèse Paris 1 2004; Alison Conner: *Lawyers and the Legal Profession during the Republican Period*, in Katlynn Bernhardt and Philip Huang: *Civil Law in Qing and Republican China*, Stendfond University Press, 1994; Xiaoqun Xu: *Chinese Profession and the Republican State: The Rise of Professional Associations in Shanghai, 1912-1937*, Cambridge University Press, 2001; ZHANG Liyan, 'Minguo Shanghai lvshi yan jiu (1919-1936)' (L'étude sur l'avocat de la République de Chine), Thèse 2003, l'Université normale Huadong; Zhao Yongli, *A Study on Wuhan Lawyers Community in Modern China*, College of History and Culture, 2008.

193 CHEN liao, 'Ziyou Zhiyezhe Zai Zhongguo de Queqi Xiaomei he Xinsheng' (L'apparition, la disparition et la renaissance de la profession libérale en Chine), 'Pohai Zongheng' (Revue Bohai), 2001.1 pp. 6-8.

194 ZHANG Liyan, 'Minguo Shanghai lvshi yan jiu (1919-1936)' (L'étude sur l'avocat de la République de Chine), Thèse 2003, l'université normale Huadong ; Zhao Yongli, *A Study on Wuhan Lawyers Community in Modern China*, College of History and Culture, 2008, p.36.

195 Zhao Yongli, *A Study on Wuhan Lawyers Community in Modern China*, College of History and Culture, 2008, p.186.

196 CHEN liao, *Ziyou Zhiyezhe Zai Zhongguo de Queqi Xiaomei he Xinsheng* (L'apparition, la disparition et la renaissance de la profession libérale en Chine), op.cit.,

580 Durant les campagnes de réorganisation sociale, tels que celle de la
 581 rectification contre les déviations droitières et la Révolution culturelle, l'avocat a
 582 été visé coup sur coup. Beaucoup d'avocats ont été persécutés considéré comme
 583 droitier, et la profession d'avocat en tant que telle a été supprimée. En effet à la
 584 sortie de la Révolution culturelle, il n'y avait plus de ministère de la justice, ni de
 585 tribunal, ni de parquet.

586 A partir de 1978 les dirigeants chinois au pouvoir comprennent l'importance
 587 du droit pour éviter que le pays ne connaisse à nouveau une telle tragédie. Avec la
 588 restauration du système juridique, la profession d'avocat est rétablie par le
 589 Règlement provisoire sur les avocats du 26 août 1980. Selon ce règlement
 590 provisoire l'avocat est le travailleur juridique de l'Etat.¹⁹⁷ Cette définition de
 591 'travailleur juridique de l'Etat' devrait être étonnante. Cependant si on comprend
 592 que selon la théorie marxiste-léniniste, théorie officielle de la République populaire
 593 de Chine, le système judiciaire est considéré comme une partie de l'appareil de
 594 l'Etat et de la dictature du prolétariat et que la profession d'avocats en tant qu'une
 595 composante du système juridique a été considérée comme une institution judiciaire,
 596 cela nous semble moins étonnant. De plus le statut de fonctionnaire est une
 597 garantie politique promise par le Parti communiste, parce que outre le fait que
 598 beaucoup d'avocats avaient été censés défendre les criminels, contre-
 599 révolutionnaires, et droitier par suite des mouvements sociaux précédents, la
 600 profession d'avocat demeure sous-appréciée et à le haut risque politique. Le

p.7. L'auteur indique dans ce texte qu'en la province de Jiangsu où il y avait environ 60 millions habitants à cette époque, il restait encore un personnel libéral, XUE kegang. Monsieur XU est un traducteur connu. Monsieur XU est sollicité de travailler dans la section culturelle de l'administration, il a insisté pour refuser ces demandes.

197 La disposition de l'article 1 du règlement provisoire l'avocat du 26 août 1980.

601 gouvernement qui veut restaurer rapidement la profession d'avocat classe l'avocat
 602 dans la fonction publique pour rassurer le personnel concerné et pour l'attirer à
 603 s'engager dans cette profession.

604 Cependant cette notion correspond de moins en moins à l'état réel de la
 605 profession d'avocat au fur et à mesure du développement de l'économie chinoise
 606 et de l'approfondissement de la réforme, en particulier de l'apparition dès 1986 de
 607 plus en plus nombreux des cabinets d'avocat coopératifs et d'associés.¹⁹⁸ Pendant
 608 l'élaboration du projet de la loi sur les avocats, la question sur la nature de l'avocat
 609 s'est posée une fois de plus, et est devenue l'une des plus importantes.

610 Nous notons trois opinions concernant la nature de l'avocat.

611 ● **La première**, était de garder l'ancienne définition comme travailleur
 612 juridique de l'Etat. Les partisans de cette conception préconisaient encore
 613 l'aspect de la nature de politique (de classes) de l'avocat, en indiquant que les
 614 juges, les procureurs ainsi que les avocats devraient être tous travailleurs juridiques
 615 de l'Etat au service du système socialiste. Quant à leurs différences, il ne s'agissait
 616 que d'une répartition différente du travail.

617 ● **La deuxième**, consistait à introduire la définition occidentale comme
 618 une profession libérale pour marquer son indépendance, en soulignant que l'avocat
 619 a la liberté de recevoir le mandat du client et d'effectuer une diligence de travail
 620 individuel et de se faire payer en contrepartie des honoraires d'avocats;

621 ● **La troisième** était de le définir en tant que travailleur juridique au
 622 service de la société, dans le but d'en distinguer la profession d'avec la fonction des

198 CHEN Weidong, Zhongguo Lùshi Xue (Le droit de l'avocat chinois), Librairie de l'Université du peuple de Chine, 2000, p. 30.

623 juges et des procureurs. Selon eux, d'une part il n'était pas approprié de mettre tes
624 avocats dans les rangs des fonctionnaires, d'autre part la définition de la profession
625 libérale ne s'adaptait pas à la situation réelle en Chine. Ils craignent que le détour
626 ne fut trop brutal.¹⁹⁹

627 Finalement le législateur a retenu la troisième position. L'article 2 de la loi sur
628 les avocats de 1996 dispose que « l'avocat est un travailleur juridique ayant obtenu
629 le certificat d'exercice de la profession conformément à la loi et fournissant le
630 service juridique à la société ».

631 Par rapport à l'ancienne définition comme travailleur juridique de l'Etat, cette
632 nouvelle conception est appropriée, parce qu'elle fait la distinction entre l'avocat et
633 le fonctionnaire de l'Etat. Mais le caractère d'indépendance de l'avocat, une
634 marque majeure entre les avocats et ses voisins, les magistrats, est
635 intentionnellement ignorée.

636 Bien que tous les observateurs admettent qu'en réalité les avocats d'affaires
637 exercent leur fonction sans sentir la moindre pression de la part des autorités,²⁰⁰
638 nous pensons qu'il est nécessaire de reconnaître l'indépendance de l'avocat sur
639 (par la loi expressément) la loi.

640 L'attitude de l'état sur la notion de profession libérale ne cesse d'évoluer.
641 Nous continuons notre analyse : l'analyse du caractère de l'administrateur de
642 faillite par rapport aux critères de la profession libérale.

199 ZHANG Geng, Etudes du système d'avocat chinois (zhongguolù shizhi duyanjiu), Law presse, 1998, p.29.

200 Gilles Cuniberti, Grands systèmes de droit contemporains, L.G.D.J, 2011, 2^e édition, p.244.

643

644 *B. L'analyse du caractère de l'administrateur de faillite par rapport aux*
 645 *critères de la profession libérale.*

646

647 A l'heure actuelle, en ce qui concerne les caractères de la profession
 648 d'administrateur de faillite les juristes chinois dégagent certaines conclusions
 649 communes.²⁰¹ Ayant le caractère professionnel et indépendant, l'administrateur de
 650 faillite doit prendre la position impartiale de l'administrateur judiciaire dans la
 651 procédure de faillite. Il est pertinent de les traiter successivement en deux temps.

652 **Premièrement, le caractère professionnel (spécialisé) de l'administrateur**
 653 **judiciaire.** Nous remarquons que l'exécution des missions de l'administrateur
 654 judiciaire influence directement le déroulement de la procédure de faillite. Le bon
 655 déroulement de ce dernier dépend de la compétence et de l'efficacité de
 656 l'administrateur judiciaire dans son exercice. Les procédures collectives sont
 657 connues très techniques et complexes. Souvent peuvent se poser de nombreuses
 658 questions juridiques, financières ou comptables.

659 L'administrateur de la faillite doit donc être professionnel et spécialisé dans le
 660 domaine: il doit être bien versé dans la loi et surtout se familiariser avec les
 661 dispositions pertinentes du droit de la faillite; l'administrateur doit aussi être
 662 informé de la comptabilité d'entreprise, et capable de gérer des biens;

• 201 XIE Junlin, 'Pochan FaZhidu Zhuanlun' (Traité spécial sur le système du droit de faillite), La librairie du tribunal populaire, 2005, pp.276- 282 ; ZHOU Wei, 'Woguo Guanliren Zhidu Lifa Wanshan' (La perfection de la législation sur le système de l'administrateur), in Pochanfa Luntan (Fourmum du droit de faillite) 4^e Volume, juin 2010, pp.194-199.

663 troisièmement, il doit connaître bien les règles de transaction commerciale; enfin, il
664 doit avoir une expérience suffisante dans ce domaine. Sinon nous craignons que
665 l'administrateur judiciaire ne puisse pas être capable de contribuer à la réalisation
666 de l'objectif du système de droit de la faillite.

667 **Ensuite, la caractéristique impartiale de l'administrateur judiciaire dans**
668 **la procédure de faillite.** Le système de faillite moderne n'est plus un système
669 totalement à l'encontre du débiteur, mais il a des multiples orientations.²⁰² Il a
670 l'intention de protéger les intérêts du débiteur et de les fournir les opportunités
671 pour sa relance. Dans l'hypothèse où une entreprise tombe en faillite, ses employés
672 sont au premier rang des victimes. Les employés doivent aussi être protégés.
673 L'objectif du système de faillite est non seulement d'effectuer le règlement des
674 créanciers, de parvenir à une répartition équitable des biens du débiteur entre les
675 créanciers, mais aussi de protéger les droits et intérêts légitimes du débiteur, de
676 maintenir l'ordre de l'économie, et faciliter son développement. Par conséquent,
677 nous notons que les parties impliquées dans les procédures de faillite sont
678 multiples.

679 Il nous apparaît que l'administrateur de faillite affronte au moins sept
680 différents intérêts dans les procédures collectives. On peut citer comme exemple
681 les créanciers, l'entreprise en difficulté, le salarié de l'entreprise en difficulté, les
682 actionnaires de l'entreprise en difficulté, les dirigeants de l'entreprise en difficulté

202 En droit chinois, l'objectif est déclaré dans l'article 1 de la nouvelle loi de 2006: 'La présente loi a pour objectif d'encadrer les procédures, de résoudre la dette et la créance équitablement, d'effectuer le règlement des créanciers, de protéger les droits et intérêts légitimes des créanciers et du débiteur, de maintenir l'ordre de l'économie de marché socialiste, de développer la vie des affaires.'

683 et aussi l'ordre économique et social public. Considérant la subdivision au sein de
684 la chaque catégorie, la forme des intérêts devrait dépasser les 10 types.²⁰³
685 L'existence de la diversité des intérêts des différentes parties dans les procédures
686 collectives et sa complexité cause inévitablement des conflits d'intérêts, même les
687 intérêts des différents créanciers se heurtent souvent l'un contre l'autre.

688 En face des conflits d'intérêts des parties, l'administrateur judiciaire doit
689 intervenir dans la procédure collective de façon impartiale. Sans aucun doute, toute
690 action partielle ou trop favorable à l'une des parties susceptible de porter atteinte
691 aux intérêts légitimes des autres parties intéressées serait illégale. Sa position
692 impartiale implique aussi que l'intérêt propre de l'administrateur judiciaire ne doit
693 pas se mêler aux procédures collectives en cours.

694 Enfin, **le caractère d'indépendance de l'administrateur judiciaire.**
695 L'administrateur de faillite doit agir de manière indépendante vis-à-vis à la fois de
696 la juridiction et des personnes à qui ses services sont rendus. Il s'agit aussi de
697 prendre en charge ses propres obligations avec ses propres moyens.

698 Il en résulte qu'il n'y a pas de distinction majeure entre les caractères conclus
699 de l'administrateur de faillite en droit chinois et ceux de la profession libérale, bien
700 que les juristes chinois n'utilisent pas la notion de profession libérale dans leurs

203 DING Wenlian, 'Lun qiye pochan chengxuzhong de liyi pingheng' (Traité sur l'équilibre des intérêts dans la procédure de faillite d'entreprise), Thèse 2005, Dui wai jingmao daxue (L'université du commerce et économique internationale), pp.15- 18 ; aussi YANG Zhongxiao, 'Pochanfa Liyi Pingheng Yanjiu' (L'étude sur la question sur l'équilibre des intérêts dans la loi de faillite), l'Université de science politique et de droit de Chine Est, Thèse 2005, p.37.

701 articles.²⁰⁴ Cependant la notion de la profession libérale relève de l'inhérence
702 indépendante et professionnelle de ses personnels qui ont besoin d'être développés
703 et garantis en Chine. Il faut établir l'association professionnelle et l'autonomie de
704 la profession doit être respectée.

705

706 D'autre part nous notons que l'administrateur judiciaire est un professionnel
707 réglementé. Ainsi nous voulons approfondir notre étude sous cet angle.

708

709 **Section II Un professionnel réglementé**

710

711 Très différent des autres professions libérales, en droit français l'administrateur
712 judiciaire est soumis à un contrôle beaucoup plus strict que la plupart d'entre elles.

713 Il ne peut pas être pressenti par des clients privés. C'est en effet le tribunal qui
714 désigne l'administrateur pour chaque procédure. Ainsi, contrairement à l'avocat,
715 l'administrateur judiciaire ne peut pas céder son cabinet moyennant le droit de
716 présentation de son successeur.²⁰⁵

717 La raison pour laquelle la profession de l'administrateur judiciaire subit un
718 contrôle relativement sévère de la part de la juridiction est que :

204 Gilles Cuniberti, Grands systèmes, Grands systèmes de droit contemporains, op.cit., p.244.

205 Sur l'impossibilité de passer en charge le droit de présentation à la juridiction, V. CAA Marseille, 2 nov. 1999 : Rev. proc. coll. 2000, p. 213, n° 26, obs. B. Soinne.

719 ● d'une part les administrateurs judiciaires interviennent très souvent
 720 dans les moments les plus difficiles de la vie de l'entreprise. Se trouvant au
 721 carrefour d'intérêts économiques et sociaux, particuliers ou collectifs, leur rôle est
 722 extrêmement sensible dans les situations de conflits d'intérêts et ils assument des
 723 responsabilités importantes. Cette influence économique et sociale des procédures
 724 collectives aux conséquences parfois démesurées, et l'importance du rôle de
 725 l'administrateur judiciaire dans ces procédures impose de porter une attention toute
 726 particulière sur cette profession.

727 ● d'autre part les administrateurs judiciaires ne bénéficient pas toujours
 728 d'une image très favorable, en raison des conséquences démesurées d'éventuelles
 729 décisions erronées ou de possibles actions abusives. *«l'on voit des abus se produire
 730 dans la gestion des syndics, des liquidations traînent en longueur, contrairement
 731 aux prescriptions de la loi et ne donnent presque rien. On se méfie des syndics dans
 732 le commerce, on les regarde comme étant plutôt enclins à faire leurs propres
 733 affaires et à favoriser le débiteur qu'à faire celles des créanciers, en amenant, par
 734 leur bonne gestion, la faillite à produire des gros dividendes».*²⁰⁶

735 C'est pourquoi nous remarquons qu'en droit français la profession
 736 d'administrateur judiciaire est marquée par une réglementation renforcée.

737 Nous devons admettre que la liberté d'exercice de l'administrateur judiciaire
 738 n'exclut pas certaines contraintes. Toutefois cette réglementation renforcée ne doit

206 LAMAIGNÈRE, Des syndics de l'union, thèse Bordeaux 1910, p. 161. In. Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit., p. 17.

739 pas dénaturer la profession en tant que profession libérale, et le professionnel n'est
740 de toute façon pas mandataire de la juridiction.

741

742 Nous allons examiner la situation de l'administrateur judiciaire en Chine sous le
743 même angle.

744 Nous observons tout d'abord que les législateurs de la Nouvelle loi de 2006 ont
745 l'intention de veiller à ce que l'administrateur judiciaire puisse exécuter ses
746 missions de manière indépendante. La Nouvelle loi de 2006 porte sur les relations
747 entre l'administrateur judiciaire, l'assemblée des créanciers (et son comité) et le
748 tribunal. Conformément à ses dispositions sur leurs attributions, telles que les
749 articles 25, 26, l'administrateur judiciaire dispose d'attributions étendues. C'est-à-
750 dire que la fonction d'administrateur judiciaire est définie directement par la
751 législation.²⁰⁷ En tant qu'organe de la procédure de faillite, l'administrateur
752 judiciaire doit prendre les décisions en toute indépendance dans le cadre de sa
753 propre compétence légale.

754 **Mais nous devons reconnaître que cette intention du législateur n'est guère**
755 **facile à réaliser.** La difficulté majeure est due à la relation entre le tribunal et
756 l'administrateur judiciaire. Dans la Nouvelle loi de 2006, le tribunal préside la
757 procédure de faillite. Parmi ses diverses attributions, il se charge de la désignation
758 de l'administrateur judiciaire et de la détermination de la rémunération de ce

207 La disposition de l'article 23: l'administrateur exécute sa mission selon les dispositions de la loi précédente, il rapporte au tribunal et fait l'objet d'un contrôle par l'assemblée des créanciers et par le comité des créanciers.

759 dernier.²⁰⁸ Le tribunal se charge aussi de l'inscription sur la liste de l'administrateur
 760 judiciaire et de la sanction disciplinaire de ce dernier.²⁰⁹ De plus il y a une difficulté
 761 due à l'interprétation de l'article 23 qui dispose que l'administrateur judiciaire
 762 rapporte ses activités au tribunal. **En ce qui concerne la nature de ce rapport, est-**
 763 **ce juste une notification pour que le tribunal puisse connaître l'avancement des**
 764 **travaux de l'administrateur judiciaire ou bien ce rapport constitue-t-il une**
 765 **demande d'approbation du tribunal?** Dans le deuxième sens l'administrateur
 766 judiciaire ne pourrait agir qu'avec le consentement explicite ou implicite du tribunal.

767 Sans une explication claire de cette question, dans la pratique judiciaire actuelle,
 768 l'administrateur judiciaire demande souvent l'avis préalable avant de prendre
 769 presque toutes ses décisions de sorte que le tribunal compétent se trouverait
 770 encombré par ces genres des demandes.²¹⁰

771 Dans son article, M.LI nous donne deux exemples étonnants:

772 ● Le premier exemple porte sur une voiture du débiteur qui se trouve
 773 dans une autre province lointaine. L'administrateur judiciaire veut le vendre, et rend
 774 donc un rapport au tribunal pour demander le lieu de vente : vendre directement
 775 cette voiture dans la province où elle se trouve ou bien la vendre à Pékin après l'y
 776 avoir amenée au préalable ?

208 Voir la partie de la présente thèse sur la désignation et la rémunération de l'administrateur judiciaire.

209 Voir la partie sur la procédure de l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires en droit chinois.

210 Baogui LI, président de la 4^{ème} chambre civile du tribunal Chaoyang Pékin, 'Cuowei yu Huanyuan : Pochan Guanliren, Zhaiquanren Huiyi he Renmin Fayuan Jiaose Dingwei' (Le mauvais positionnement et son retour: la détermination du rôle de l'administrateur de faillite, de l'assemblée des créanciers et du tribunal populaire), in 'Pochanfa Luntan' (Le forum du droit de la faillite), 5^e Volume, La librairie juridique, 2010.

777 ● Dans le deuxième exemple, l'administrateur judiciaire se comporte de
778 manière passive et attend toujours la directive du tribunal. Dans une affaire de
779 faillite, le tribunal trouve que l'entreprise en faillite a depuis longtemps cessé son
780 activité. Mais l'administrateur judiciaire continue de payer le salaire aux salariés
781 conformément à la situation passée de l'entreprise au lieu de procéder au licenciement
782 qu'il aurait dû normalement faire. Face à la demande d'explication du tribunal, la
783 réponse de l'administrateur judiciaire est que le tribunal ne lui a rien notifié.

784 En conséquence il y a un haut risque pour que les attributions de
785 l'administrateur judiciaire soient transférées vers le tribunal. Nous craignons
786 également que l'administrateur judiciaire ne devienne un organe accessoire au lieu
787 d'être un organe auxiliaire, un simple organe d'exécution des décisions du tribunal
788 compétent.

789 Mis à part le défaut ou l'imprécision de la législation et le possible manque de
790 compétence de l'administrateur judiciaire, les raisons pour lesquelles la distorsion
791 de la relation entre le pouvoir judiciaire et l'administrateur judiciaire subsistent, se
792 trouvent aussi dans l'histoire. Ayant eu pendant trop longtemps le pouvoir de
793 contrôler et de réguler directement la vie des entreprises dès leur création jusqu'à
794 leur fermeture, le pouvoir public chinois ne s'est pas encore habitué à laisser un
795 espace de liberté d'action suffisant aux professions libérales. Une période de
796 transition semble inévitable. Est également importante la volonté persévérante
797 d'autonomie de l'administrateur judiciaire pour pouvoir exercer librement ses
798 propres fonctions et résister à l'ingérence.

799 Pour équilibrer la relation entre l'administrateur judiciaire et le tribunal, il faut
800 accorder plus d'importance à l'association professionnelle des administrateurs
801 judiciaires afin d'évoluer vers une plus grande autonomie de la profession.

802

803

804 **TITRE II LA MESURE INDISPENSABLE POUR RENFORCER**
805 **L'AUTONOMIE DE LA PROFESSION: L'ÉTABLISSEMENT DE**
806 **L'INSTITUTION DE REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE**

807

808 Nous allons examiner les raisons pour lesquelles l'association professionnelle
809 des administrateurs de faillite n'a pas été créée en Chine (I). Une telle organisation
810 est tout à fait nécessaire pour représenter la profession auprès des autorités. De
811 surcroît après avoir analysé les conditions favorables à l'établissement de
812 l'institution de représentation professionnelle des administrateurs de faillite, nous
813 étudierons le modèle français en tant que référence pour la Chine de l'institution de
814 représentation professionnelle des administrateurs de faillite (II).

815

816 **Chapitre I L'absence de l'institution de représentation professionnelle de**
817 **l'administrateur de faillite en Chine**

818

819 Nous remarquons que les autres professions juridiques telles que l'avocat ou le
820 notaire ont leurs propres associations.²¹¹ Toutefois en Chine, l'institution de la

211 Le site d'internet de l'association nationale des avocats de Chine: www.acla.org.cn/; le site d'internet de l'association des avocats de Pékin: <http://www.bmla.org.cn/index.htm>; le site d'internet de l'association des avocats de Shanghai: <http://www.lawyers.com.cn/>; le site d'internet de l'association nationale des

821 représentation professionnelle de l'administrateur de faillite n'existe actuellement
 822 pas encore en Chine. La raison la plus directe en est le fait que la profession
 823 d'administrateur de faillite est un métier tout à fait nouveau qui est compatible
 824 avec celui d'avocat et aussi avec celui d'expert comptable. Mais il y a également
 825 d'autres raisons plus profondes à cette absence.

826 Nous examinerons successivement les raisons pour lesquelles il n'existe pas
 827 d'association professionnelle d'administrateurs judiciaires en Chine (Section I) et
 828 la tendance actuelle favorisant l'autonomie de la profession (Section II).

829

830 ***Section I Les raisons défavorables à la présence de l'association***
 831 ***professionnelle de l'administrateur judiciaire en Chine.***

832

833 Nous analyserons successivement les raisons des difficultés pour la
 834 constitution de cette association professionnelle sous les aspects théorique et
 835 politique.

836 ***La raison théorique.*** Dans le contexte chinois l'association professionnelle est
 837 considérée faisant partie des organisations civiles²¹². Beaucoup d'auteurs pensent
 838 qu'elle fait aussi partie de la catégorie des organismes sociaux intermédiaires.

notaires de Chine (en anglais): <http://219.142.168.235/chinanotary/index.html>; le site
 d'internet de l'association des notaires de Shanghai: <http://www.shnotary.gov.cn/>.

212 Plus précisément, l'association professionnelle est considérée comme association
 d'intérêt collectif professionnel. Voir Keping YU, Zhengque Duidai Minjian Zuzhi (Traiter
 correctement l'organisation civile), disponible sur le site d'internet:

<http://cn.chinagate.cn/chinese/yt/41818.htm>, consulté le 22 mars 2011. Même auteur
 Democracy Is a Good Thing, disponible sur le site d'internet:

839 L'organisation civile est à la fois non-gouvernementale, indépendante et
840 volontaire.

841 ● **Premièrement**, elle ne représente pas la position du gouvernement ou
842 de l'État.

843 ● **En deuxième lieu** son indépendance. Elle doit avoir son propre
844 mécanisme d'organisation et de gestion, et sa propre source de revenus. Cette
845 organisation professionnelle devrait être dans une large mesure indépendante du
846 gouvernement sur le plan politique, dans son mode d'organisation et dans ses
847 sources de financement. Ceci est une condition pour son efficacité et sa crédibilité.

848 ● **Enfin**, l'adhésion à l'organisation civile n'est pas obligatoire. C'est
849 pourquoi elle est également appelée organisation «volontaire» de citoyens.

850 Il nous semble que la participation de l'organisation sociale, y compris de
851 l'organe de représentation professionnelle, dans la gestion des affaires sociales,
852 indépendamment du gouvernement ou en coopération avec lui contribue à la bonne
853 gouvernance. Inversement, le développement de l'organisation civile influence
854 l'évolution de la gouvernance du pays.

855 Néanmoins, si nous l'analysons dans l'optique du Marxisme-léninisme,
856 doctrine officielle du parti communiste chinois, ce n'est plus du tout le même cas.
857 Parce que selon le Marxisme-léninisme, la profession libérale est classée comme

<http://www.brookings.edu/press/Books/2008/democracyisagoodthing.aspx>, consulté le 22 mars 2011. Keping YU, professeur à l'université Pékin, vice-directeur du bureau de compilation et traduction du centre du parti communiste (Central Compilation & Translation Bureau, <http://www.cctb.net/>), est considéré comme le penseur officiel et un proche du président Jintao HU. La présentation sur Yu sur le site d'internet: <http://www.vub.ac.be/biccs/site/index.php?id=198>, consulté le 12 février 2012.

858 faisant partie intégrante de la classe bourgeoise. Théoriquement jugée comme
 859 corrompue, la classe bourgeoise doit être éliminée, ce que visaient les mesures
 860 prises en Chine avant 1978. Par conséquent, au sens du marxisme, l'organe de
 861 représentation de la profession libérale n'a pas de raison d'exister. Pour beaucoup
 862 de gens, toute organisation non-gouvernementale, y compris l'organe de
 863 représentation professionnelle serait dirigée contre le gouvernement.

864 *La raison politique.* Il est pertinent d'indiquer que quant à la notion
 865 d'organisme intermédiaire social, le mot 'intermédiaire' signale la mise en relation
 866 indirecte entre le pouvoir public et les individus, l'entreprise et le marché, d'une
 867 entreprise vis-à-vis d'une autre.²¹³ C'est-à-dire que le pouvoir doit déléguer
 868 certaines de ses fonctions à l'organisme intermédiaire social.

869 Néanmoins par rapport au rythme très rapide de la réforme économique
 870 globale, la réforme politique chinoise avance plutôt lentement. Parce que **d'une**
 871 **part** le gouvernement est devenu très prudent après l'échec du parti communiste en
 872 Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'est, et surtout après l'affaire de
 873 Tien-anmen du 4 juin 1989. **D'autre part** il est connu que les membres de la
 874 profession juridique ont souvent joué un rôle actif dans les mouvements sociaux de
 875 protestation. Ainsi par exemple l'une des toutes premières cellules du parti

213 Le sens de cette terminologie est disponible en anglais sur le site d'internet :
<http://gongjushu.cnki.net/refbook/basicsearch.aspx?kw=%E7%A4%BE%E4%BC%9A%E4%B8%AD%E4%BB%8B%E7%BB%84%E7%BB%87>, consulté le 22 mars 2010 ;
 différentes définitions de ce terme : aussi:
<http://define.cnki.net/WebForms/WebDefines.aspx?searchword=%E7%A4%BE%E4%BC%9A%E4%B8%AD%E4%BB%8B%E7%BB%84%E7%BB%87>, consulté le 22 mars 2010 ; aussi:
<http://www.hudong.com/wiki/%E7%A4%BE%E4%BC%9A%E4%B8%AD%E4%BB%8B%E6%9C%BA%E6%9E%84>, consulté le 22 mars 2010.

876 communiste chinois avait été établie en 1917 par deux avocats Biwu DONG²¹⁴ et
 877 Guoen ZHENG dans leur cabinet de la ville de Wuhan.²¹⁵ En conséquence, à la
 878 lumière de ces considérations influencées par le marxisme-léninisme, le
 879 gouvernement s'est davantage préoccupé de la continuation de sa gouvernance, que
 880 du rôle de l'association professionnelle, ou de l'autonomie de la profession
 881 juridique.

882

883 ***Section II – La tendance actuelle favorisant l'autonomie de la profession.***

884

885 Avant la réforme et l'ouverture en 1978, il n'y avait que très peu
 886 d'organisations sociales et de masse. Dans les années 1950, le nombre total des
 887 organisations sociales nationales était de 44. Dans les années 1960, ce chiffre
 888 n'était encore que de moins de 100.²¹⁶ En plus, bien que ces organisations, tels que
 889 les syndicats, les fédérations des femmes, aient été nominalement sociales et
 890 civiles, toutes ces organisations restaient en réalité rattachées au / et dépendantes
 891 du au parti ou du gouvernement. Dans le sens strict, elles étaient officialisées et
 892 considérées comme auxiliaires du pouvoir publique.

214 Biwu DONG, président de la Cour Suprême de Chine (1954—1959), vice président de Chine (1959-1975), est considéré comme l'un des fondateurs du parti communiste chinois.

215 ZhaoYongli, A Study on Wuhan Lawyers Community in Modern China, College of History and Culture HuaZhong Normal University, Mémoire 2008.

216 Keping YU, Zhengque Duidai Minjian Zuzhi (Traiter correctement l'organisation civile), disponible sur le site d'internet: <http://cn.chinagate.cn/chinese/yt/41818.htm>, consulté le 22 mars 2011.

893 Depuis 1978 les dirigeants chinois ont pris conscience de la nécessité de la
 894 réforme politique et de celle du mode d'administration.²¹⁷ À partir des années
 895 1980, le développement de l'organisation civile a fait beaucoup de progrès. Tout
 896 d'abord en 1989, le nombre des organisations civiles nationales a atteint 1600, et
 897 celui des organisations civiles locales est de plus de 200 000. En 1997 le nombre
 898 estimé des organisations civiles est de plus de 4 000 000. Parmi celles-ci 1848 sont
 899 des organisations civiles nationales, dont 29% sont des associations
 900 professionnelles. Ainsi l'autonomie des organisations sociales a été renforcée. Ce
 901 renforcement s'est également traduit dans les aspects des sources de revenu, de la
 902 gestion des affaires et du personnel de l'organisation civile.²¹⁸ Il en résulte que
 903 bien qu'en Chine le Marxisme-léninisme soit quand même resté la doctrine
 904 officiellement dominante, et que la notion de classe sociale y soit restée plus ou

217 En effet dans les années 1980 le projet selon lequel le parti doit se séparer du gouvernement et que le gouvernement ne peut pas intervenir dans tous les domaines a été sérieusement considéré. Le problème est qu'il n'y a pas eu un accord parmi les dirigeants.

Après la chute des régimes communistes dans le pays d'Europe d'Est et l'affaire de Tianmen du 4 juin 1989, la question de la réforme politique est devenue interdite ou tout au moins contre-indiquée pendant une certaine période. Nous notons toutefois que la question de l'approfondissement de la réforme économique et de l'élargissement de la réforme dans le domaine social et politique se pose de plus en plus souvent. Voir Editorial, Ningyao buwanmei Gaige, buyao bugaige de weiji (Plutôt une réforme imparfaite qu'une crise sans réforme), disponible sur le site d'internet: <http://opinion.people.com.cn/GB/40604/17192845.html>, consulté le 25 février 2012.

218 NI Jiandong, Zaiyi Jianshe Juyou Zhongguo Tesede Guanliren Hangye Xiehui,(Retraité de l'établissement de l'association professionnelle des administrateurs de faillite), in Pochanfa Luntan (Forum du droit de faillite) 4, juin 2010, pp.210-216. Keping YU, Zhengque Duidai Minjian Zuzhi (Traiter correctement l'organisation civile), disponible sur le site d'internet: <http://cn.chinagate.cn/chinese/yt/41818.htm>, consulté le 22 mars 2011.

905 moins sensible²¹⁹, les notions telles que la contradiction de classe, la lutte des
 906 classes, et la révolution ont en pratique été actuellement mises de côté, non
 907 seulement par la plupart des chercheurs mais aussi par l'autorité elle-même.²²⁰

908 Sans une institution d'une représentation professionnelle, l'administration de
 909 la profession d'administrateur de faillite reste en majeure partie entre les mains des
 910 autorités. Nous espérons que l'apparition d'une représentation professionnelle
 911 pourra s'imposer le plus tôt possible de sorte que la profession en arrive à acquérir
 912 sa propre indépendance.

219 C'est une raison pour laquelle l'étude sur la profession libérale n'est pas suffisante. Selon notre recherche jusqu'au mois d'octobre 2011, il n'y avait pas encore de thèse dont le titre comprenne le mot 'profession libérale' sur le site de China National Knowledge Infrastructure (CNKI): <http://www.global.cnki.net/grid20/index.htm>.

220 Le neuvième (1996-2000), le dixième (2001-2005), le onzième (2006-2010) et le douzième (2011-2015) plan quinquennal pour le développement économique et social national du gouvernement central indiquent le développement de l'organisation sociale (civile). Dans le douzième (2011-2015) plan le chapitre 39 est intitulé 'Le renforcement du développement de l'organisation sociale. La version en anglais du douzième (2011-2015) plan quinquennal pour le développement économique et social national disponible sur le site d'internet:

<http://www.amazon.cn/%E4%B8%AD%E5%8D%8E%E4%BA%BA%E6%B0%91%E5%85%B1%E5%92%8C%E5%9B%BD%E5%9B%BD%E6%B0%91%E7%BB%8F%E6%B5%8E%E5%92%8C%E7%A4%BE%E4%BC%9A%E5%8F%91%E5%B1%95%E7%AC%AC%E5%8D%81%E4%BA%8C%E4%B8%AA%E4%BA%94%E5%B9%B4%E8%A7%84%E5%88%92%E7%BA%B2%E8%A6%81/dp/B005CTZQAI>, consulté le 6 juillet 2011; Wen Jiabao, le Premier ministre chinois: l'expansion de la démocratie peut commencer au sein du Parti, Caixun, 15 septembre 2011, disponible sur le site d'internet:

<http://economy.caixun.com/content/20110915/CX01tq98.html>, consulté le 8 juillet 2011; aussi Emilie Frenkiel, Une démocratisation aux couleurs de la Chine ?, disponible sur le site d'internet: http://college-de-france.academia.edu/EmilieFrenkiel/Papers/1396017/Politique_etrangere_Frenkiel, consulté le 20 février 2012.

913 Afin de mieux pouvoir évaluer les problèmes liés à l’instauration d’une
914 représentation professionnelle pour cette profession nouvelle en Chine, nous
915 étudierons le modèle de l’association professionnelle de l’administrateur judiciaire
916 en France.

917

918 **Chapitre II Le modèle français de l’association professionnelle de** 919 **l’administrateur judiciaire**

920

921 En France la profession d’administrateur judiciaire est dotée d’une instance
922 représentative: le Conseil national des administrateurs judiciaires et des
923 mandataires judiciaires.

924 Le conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires
925 judiciaires (CNAJMJ), l’ancien conseil national des administrateurs judiciaires et
926 des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises, est
927 créé par la loi du 31 décembre 1990, dont le rôle a été accru par le décret no 98-
928 1232 du 29 décembre 1998, puis par la loi no 2003-7 du 3 janvier 2003. Le décret
929 n° 85-1389, en ses articles 54-1 à 54-15, dans la rédaction que lui a donnée le
930 décret n° 2004-518 du 10 juin 2004 (art. 48 à 59), fixe ses conditions de
931 fonctionnement et les modes d’élection de ses membres.²²¹

932 Il nous convient d’aborder sa composition (Section I) et son rôle (Section II).

933

221 GALL-HENG Evelyne, La représentation professionnelle des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires: ses missions et ses projets, Gaz. proc. coll 2005/1, p.11.

934

935 *Section I La composition du Conseil national des administrateurs judiciaires*
936 *et des mandataires judiciaires en France*

937

938 La composition du Conseil national des administrateurs judiciaires et des
939 mandataires judiciaires est énoncée à l'article R 814-5 du Code de commerce.²²²
940 Selon cet article, le Conseil national des administrateurs judiciaires et des
941 mandataires judiciaires est composé de seize membres, huit membres représentant
942 les administrateurs judiciaires et huit membres représentant les mandataires
943 judiciaires.

944 Les membres sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle
945 par deux collèges, l'un composé des personnes physiques inscrites sur la liste
946 nationale des administrateurs judiciaires, l'autre composé des personnes physiques
947 inscrites sur la liste nationale des mandataires judiciaires. Chaque collège élit huit
948 membres. Le vote a lieu sans panachage ni vote préférentiel. Les membres du
949 Conseil national sont élus pour une période de quatre ans, renouvelable une fois.
950 Ils ne sont rééligibles pour un mandat supplémentaire qu'après un intervalle de
951 quatre ans, après l'expiration, le cas échéant, de leur second mandat.

952 L'élection est organisée par le bureau du Conseil national.²²³ Il détermine les
953 modalités applicables, notamment celles du vote par correspondance, autres que

222 B. Soinne, Les dispositions nouvelles relatives au statut des mandataires de justice, Deuxième partie, article préc. Spécialement p. 2, n° 12

223 La composition du bureau du Conseil national est fixée par l'article R814-10 du Code de commerce: Les membres du Conseil national élisent en leur sein, de manière paritaire, un président, un vice-président et quatre membres, qui constituent le bureau.

954 celles prévues par le présent titre, selon des règles soumises à l'approbation du
955 Garde des Sceaux, ministre de la justice.²²⁴ Chaque déclaration de candidature
956 indique le titre de la liste présentée. Elle comporte les nom et prénoms du candidat,
957 son domicile professionnel, sa signature, la date à laquelle il a été inscrit sur la liste
958 nationale, ou, lorsqu'il s'agit d'un mandataire judiciaire, la liste régionale si son
959 inscription sur celle-ci est antérieure à l'établissement de la liste nationale.²²⁵

960 Si un membre du Conseil national vient à cesser ses fonctions avant
961 l'expiration de leur durée normale pour quelque cause que ce soit, il est pourvu à
962 son remplacement, dans les trois mois, par le premier candidat non élu de la liste.
963 S'il n'y a plus de candidat non élu sur la liste, il est procédé à une élection au
964 scrutin majoritaire uninominal à un tour par le collège auquel appartenait
965 l'intéressé. Dans tous les cas, les fonctions du nouveau membre expirent à la date à
966 laquelle auraient pris fin celles du membre qu'il remplace. Si la durée de son
967 mandat est inférieure à deux ans, l'intéressé est éligible pour une période de quatre
968 ans immédiatement renouvelable pour une durée égale.²²⁶

969

Le bureau est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour pour une période de deux ans.

En cas d'égalité des voix, le plus âgé des candidats est proclamé élu.

Le président et le vice-président appartiennent, en alternance, l'un à la profession des administrateurs judiciaires, l'autre à la profession des mandataires judiciaires.

Le président sortant n'est rééligible à cette fonction et à celle de vice-président qu'après un intervalle de quatre années au moins.

224 L'alinéa 1 de l'article R814-6 du Code de commerce.

225 L'alinéa 2 de l'article R814-6 du Code de commerce.

226 L'article R814-8 du Code de commerce.

970 ***Section II Le rôle du Conseil national des administrateurs judiciaires et des***
 971 ***mandataires judiciaires***

972

973 Outre la fonction d'assurer la défense des intérêts collectifs des deux
 974 professions qu'ils représentent et la représentation officielle et conjointe des
 975 administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires auprès des pouvoirs
 976 publics, le Conseil national a aussi reçu de l'État une mission d'ordre interne et de
 977 contrôle. Nous étudions sa fonction d'organisation de la formation professionnelle
 978 de ses membres et celle d'élaboration de règles professionnelles.²²⁷

979

980 ***La fonction d'élaboration de règles professionnelles.*** Le conseil national est
 981 chargé d'établir un ensemble de règles professionnelles dont le non-respect peut
 982 entraîner des poursuites disciplinaires.²²⁸ De telles règles visent des principes de
 983 déontologie applicables vis-à-vis des tribunaux, des débiteurs et des tiers.²²⁹ La

227 Pierre- Michel Le Corre, op.cit., p496; G. Bolard, La déontologie des mandataires de justice dans les procédures collectives : D. 1988, chron. p.261.

228 L'article R. 814-3 du Code de commerce.

229 La disposition de l'alinéa 3 de l'article R. 814-3 du Code de commerce: Ces règles prévoient notamment :

1° Les modalités d'organisation et de financement de la formation professionnelle ;

2° L'harmonisation des méthodes comptables utilisées par chaque professionnel, la tenue quotidienne obligatoire d'une comptabilité permettant de s'assurer de la représentation des fonds, effets, titres et autres valeurs appartenant à autrui, et de l'agrément des systèmes informatiques de tenue de la comptabilité ;

3° Les conditions de délégation de signature au sein de l'étude et de conservation des pièces justificatives ainsi que les autres mesures propres à assurer la sécurité dans la gestion des dossiers et la gestion des fonds de tiers ;

984 validité des règles professionnelles est soumise à l'approbation du ministre de la
985 Justice.

986 Le ministre de la justice, pour sa part, peut demander initialement au Conseil
987 national d'actualiser ou de réviser ces règles dans un délai qu'il lui impartit²³⁰,
988 comme ce qui a été fait à l'occasion de la loi de sauvegarde des entreprises. Une
989 telle modification permet d'adapter les règles professionnelles aux évolutions
990 législatives et jurisprudentielles. Si ces règles n'ont pas été actualisées ou révisées
991 par le Conseil national dans le délai imparti, elles le sont par le Garde des Sceaux,
992 ministre de la justice.²³¹

993

4° Les conditions dans lesquelles l'administrateur judiciaire ou le mandataire judiciaire fait connaître à l'autorité mandante les intérêts économiques et financiers qu'il détient, directement ou indirectement, et qui peuvent faire obstacle à l'attribution d'un mandat dans une affaire déterminée ;

5° Les modalités de présentation des demandes des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires aux fins d'arrêt de leurs émoluments ainsi que les autres mesures propres à permettre le contrôle du respect des règles relatives à leur tarif ;

6° L'harmonisation de la présentation de leur compte-rendu de fin de mission par les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires ;

7° Les conditions dans lesquelles les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires portent à la connaissance du Conseil national les informations économiques et sociales issues des procédures au titre desquelles ils interviennent ;

8° Les conditions dans lesquelles l'administrateur judiciaire ou le mandataire judiciaire qui demande son retrait de la liste ou qui cesse l'exercice individuel de sa profession organise le transfert des dossiers qui lui ont été confiés et des fonds qu'il détient.

Aussi V. Règles professionnelles prévues par l'article 54-1 [II] du décret du 27 décembre 1985 modifié : Rev. proc. coll. 2001, p.204

230 L'alinéa 2 de l'article R. 814-3 du Code de commerce.

231 L'alinéa 5 de l'article R. 814-3 du Code de commerce.

994 ***La mission d'assurer la formation professionnelle de ses membres.*** D'après
 995 l'article R. 814-4 du Code de commerce, le Conseil national des mandataire de
 996 justice constitue une commission de formation professionnelle spéciale pour
 997 l'exercice de ses attributions en matière de formation professionnelle. Plus
 998 précisément cette commission a pour mission d'assister le Conseil national dans
 999 l'organisation de l'enseignement professionnel en vue de la préparation à l'examen
 1000 d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire. Elle
 1001 met les candidats stagiaires en relation avec les professionnels, facilite la
 1002 réalisation des stages et en assure le suivi. Elle recommande notamment
 1003 l'affectation dans une étude des stagiaires qui n'ont pas trouvé de stage. Elle assiste
 1004 le Conseil national dans l'organisation de la formation continue des professionnels
 1005 en activité. Le Conseil national valide, après avis de la commission, les formations
 1006 autres que celles qu'il organise.²³²

1007 Cette commission est composée des membres suivants:

- 1008 • le président et le vice-président du Conseil national; un administrateur
 1009 judiciaire et un mandataire judiciaire désignés par le Conseil national;
- 1010 • un administrateur judiciaire et un mandataire judiciaire désignés par la caisse
 1011 de garantie;
- 1012 • un magistrat de l'ordre judiciaire désigné par le Garde des sceaux, ministre de
 1013 la justice;
- 1014 • un juge consulaire désigné par la conférence des juges consulaires de France;

232 L'alinéa 2 de l'article R. 814-4 du Code de commerce.

1015 •trois professeurs, maîtres de conférences ou chargés d'enseignement choisis
1016 par le Conseil national.²³³

1017 Enfin, nous notons aussi que le Conseil national est ainsi associé à la
1018 surveillance des administrateurs judiciaires inscrits.

1019 La réforme intervenue en 2003 a renforcé le **rôle de régulation** du Conseil
1020 national en mettant à sa charge une obligation de surveillance des administrateurs
1021 judiciaires inscrits et un contrôle du respect, par les membres de la profession, de
1022 leur obligation de suivre une formation continue. Il doit faire un rapport annuel au
1023 Garde des sceaux sur l'accomplissement de l'ensemble de ses missions.

1024

233 L'alinéa 1 de l'article L. 814-4 du Code de commerce.

1 **Partie II L'accès à la profession d'administrateur**
2 **judiciaire et son exercice**

3 Il sera étudié l'accès à la profession de mandataire judiciaire (I) avant
4 d'aborder l'exercice de la même profession (II).

5

6

7 **TITRE I L'ACCES AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR**8 **JUDICIAIRE**

9

10 Le principe est fixé selon lequel seuls les professionnels inscrits sur la liste
 11 nationale ont l'autorisation d'accéder aux fonctions d'administrateur judiciaire.
 12 Nous traiterons d'abord les **conditions** de fond de l'inscription sur la liste des
 13 administrateurs judiciaires(I), ensuite la **procédure** d'inscription sur la liste des
 14 administrateurs judiciaires (II).

15

16 **Chapitre I Les conditions d'accès aux fonctions d'administrateur**
 17 **judiciaire**

18

19 En droit français l'organisation de la profession d'administrateur judiciaire
 20 repose sur un monopole d'exercice seulement par les professionnels inscrits sur la
 21 liste nationale sous réserve des certaines exceptions certaines.²³⁴ C'est-à-dire que ce

234 La disposition de l'alinéa 1 et 2 de l'article L. 811-2 du Code de commerce:

Nul ne peut être désigné en justice pour exercer ces fonctions, sous réserve des dispositions particulières à certaines matières, notamment celles relatives aux mineurs et aux majeurs protégés, ou sous réserve des missions occasionnelles qui peuvent être confiées aux membres des professions judiciaires et juridiques en matière civile, s'il n'est inscrit sur la liste établie par une commission nationale instituée à cet effet.

Toutefois, le tribunal peut, après avis du procureur de la République, désigner comme administrateur judiciaire une personne physique justifiant d'une expérience ou d'une qualification particulière au regard de la nature de l'affaire et remplissant les conditions

22 sont les professionnels inscrits sur celle-ci qui ont le droit d'exercer les missions
23 confiées par la juridiction. Parallèlement en droit chinois, il existe aussi la même
24 exigence de l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires. Etant donné que
25 désigner en tant que administrateur judiciaire une personne inscrite sur la liste des
26 administrateurs judiciaires est reconnu comme un principe d'exercice de cette
27 profession, il est pertinent d'examiner les modalités d'inscription sur la liste des
28 administrateurs judiciaires.

29 Nous allons traiter d'abord les conditions de fond (Section I), et ensuite la
30 procédure d'inscription (Section II).

31

32 **Section I Les conditions de fond de l'inscription sur la liste des** 33 **administrateurs judiciaires**

34 Avant de traiter les conditions de fond de l'accès à la profession
35 d'administrateur judiciaire en **droit chinois** (Sous-section II), nous abordons
36 l'exigence des conditions de fond de l'inscription sur la liste **en droit français**
37 (Sous-section I).

38

39 *Sous-section I Les conditions de fond de l'inscription sur la liste* 40 *d'administrateur judiciaire en droit français*

41

42 Les intéressés doivent répondre à des conditions de fond, qui leur permettront
43 de mener à bien ces fonctions. Les conditions de fond de l'inscription sur la liste des

définies aux paragraphes 1° à 4° de l'article L. 811-5. Il motive spécialement sa décision au regard de cette expérience ou de cette qualification particulière.

44 administrateurs judiciaires tiennent à la nationalité (I), à la moralité (II) et à
 45 l'aptitude du candidat (III).

46 ***I. Condition de nationalité*** — Nul ne peut être inscrit sur la liste des
 47 administrateurs judiciaires ou sur la liste des mandataires judiciaires s'il n'est de
 48 nationalité française ou ressortissant d'un État membre de la Communauté
 49 européenne ou d'un État faisant partie de l'Accord sur l'Espace économique
 50 européen.²³⁵

51 ***II. Condition de moralité*** — L'intéressé doit n'avoir commis aucun fait
 52 contraire à l'honneur ou à la probité et ayant donné lieu à une condamnation pénale,
 53 ou à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, de
 54 révocation, de retrait d'agrément ou de retrait d'autorisation.²³⁶

55 Il ne doit pas non plus avoir été frappé d'aucune sanction professionnelle issue
 56 des législations sur les procédures collectives (faillite personnelle, interdiction,
 57 déchéance, banqueroute, etc.).²³⁷

58 ***III. En ce qui concerne des conditions d'aptitude***, l'intéressé doit avoir subi
 59 avec succès l'examen d'accès au stage professionnel, accompli ce stage et subi

235 La disposition de l'article L. 811-5, 1^o du Code de commerce.

236 La disposition de l'article L. 811-5, 3^o du Code de commerce.

237 La disposition de l'article L. 811-5, 4^o: N'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'une des mesures d'interdiction ou de déchéance prévues au chapitre V du titre II du livre VI du présent code, au titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, au titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

60 avec succès l'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire.²³⁸ Cet
 61 article indique les exigences directes et indirectes: conditions de stage (A), et de
 62 diplôme (B), d'examen professionnel (C).

63

64 **A. Condition de stage pour être admis à passer à l'examen d'aptitude à la**
 65 **profession d'administrateur judiciaire.** L'intéressé devra accomplir un stage de
 66 trois ans au moins et six ans au plus.²³⁹ Le stage consiste dans la pratique d'activités
 67 permettant d'acquérir une expérience suffisante dans le domaine professionnel des
 68 administrateurs judiciaires, en qualité de collaborateur d'un administrateur judiciaire
 69 et sous son contrôle direct.²⁴⁰

70 D'après l'alinéa trois de l'article R811-15 du Code de commerce, le stage peut
 71 être accompli pour une période n'excédant pas le tiers de sa durée auprès d'une
 72 personne exerçant une autre profession juridique réglementée ou auprès d'un expert-
 73 comptable ou d'un commissaire aux comptes dans les conditions prévues à l'article
 74 R. 811-16, ou dans les services juridiques ou financiers d'un établissement de crédit
 75 régi par le code monétaire et financier.

76 **La condition d'examen d'inscription au stage professionnel.**

77 Depuis la loi n° 2003-7 du 3 janvier 2003, l'accès au stage implique lui-même la
 78 réussite à un examen préalable. L'examen d'accès au stage est organisé par le
 79 Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires selon

238 La disposition de l'article L. 811-5, 5° du Code de commerce dispose que :
 Avoir subi avec succès l'examen d'accès au stage professionnel, accompli ce stage et subi
 avec succès l'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire.

239 La disposition de l'alinéa 1 de l'article R811-15 du Code de commerce.

240 La disposition de l'alinéa 2 de l'article R811-15 du Code de commerce.

80 un programme et des modalités fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la
81 justice.²⁴¹

82 Selon l'article R811-10 du Code de commerce, **le jury de l'examen d'accès au**
83 **stage** est composé ainsi qu'il suit :

84 1° Un magistrat de l'ordre judiciaire, président ;

85 2° Un magistrat de l'ordre judiciaire ;

86 3° Un professeur ou un maître de conférences de droit ;

87 4° Un professeur ou un maître de conférences de sciences économiques ou de
88 gestion ;

89 5° Deux administrateurs judiciaires.

90 En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

91 Le programme et les modalités de l'examen sont fixés par arrêté du Garde des
92 sceaux, ministre de la justice. Il comprend une épreuve écrite d'admissibilité et une
93 épreuve orale d'admission.²⁴² A part des épreuves à caractère théorique et pratique

241 La disposition de l'article R.811-10 du Code de commerce.

242 L'article A811-7 du Code de commerce dispose que les épreuves écrites d'admissibilité comprennent :

1° Une épreuve d'une durée de trois heures portant sur le droit national des entreprises en difficulté.

La note est affectée d'un coefficient 6.

2° Une épreuve d'une durée de trois heures consistant en la résolution d'un cas pratique de comptabilité correspondant au programme de l'épreuve du DPECF.

La note est affectée d'un coefficient 3.

3° Une épreuve d'une durée de deux heures portant sur le droit des contrats.

La note est affectée d'un coefficient 3.

4° Une épreuve d'une durée d'une heure trente portant sur la gestion financière et le contrôle de gestion correspondant au programme de l'épreuve du DECF.

La note est affectée d'un coefficient 3.

5° Une épreuve d'une durée d'une heure trente portant sur le droit social lié aux procédures collectives.

94 et un rapport de stage, l'examen peut comprendre des épreuves à option permettant,
 95 le cas échéant, d'obtenir un certificat de spécialisation. La liste des certificats de
 96 spécialisation est fixée par arrêté du Garde des sceaux, ministre de la justice.²⁴³

97 L'examen d'accès au stage professionnel d'administrateur judiciaire est organisé
 98 au moins une fois par an. Les dates et lieux des épreuves sont fixés par le Garde des
 99 sceaux, ministre de la justice, et publiés quatre mois avant la date de la première
 100 épreuve au Journal officiel de la République française.²⁴⁴

101 L'intéressé ne pourra tenter l'examen d'aptitude que trois fois.²⁴⁵

102

103 **B. Condition de diplômes prérequis pour être admis à passer l'examen**
 104 **d'aptitude à la profession d'administrateur judiciaire**

105

106 L'article L. 811-5 du Code de commerce dispose que 'Ne peuvent être admises à
 107 se présenter à l'examen d'accès au stage professionnel que les personnes titulaires
 108 des titres ou diplômes déterminés par décret.' L'article A. 811-2 du Code de
 109 commerce précise que, l'intéressé devra être titulaire de l'un des titres et diplômes
 110 suivants :

La note est affectée d'un coefficient 3.

6° Une épreuve d'une durée de deux heures constituée d'une note de synthèse portant sur le droit européen et international des entreprises en difficulté réalisée à partir des documents fournis aux candidats.

La note est affectée d'un coefficient 2.

7° Une épreuve d'une durée d'une heure trente portant sur le droit des sociétés et des groupements.

La note est affectée d'un coefficient 2.

243 La disposition de l'article R.811-23 du Code de commerce.

244 La disposition de l'article A. 811-3 du Code de commerce.

245 La disposition de l'article R811-10 du Code de commerce.

- 111 1° Maîtrise de sciences et techniques comptables et financières ;
- 112 2° Maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion ;
- 113 3° Maîtrise d'économie appliquée de l'université Paris-IX ;
- 114 4° Diplôme d'un institut d'études politiques ;
- 115 5° Maîtrise d'administration économique et sociale, mention administration et
116 gestion des entreprises ;
- 117 6° Titre d'ingénieur économiste délivré par le Conservatoire national des arts et
118 métiers.
- 119 5° Examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes ou diplôme
120 d'expertise comptable délivré par l'état;²⁴⁶
- 121 6° Diplôme d'études supérieures comptables et financières régi par le décret n°
122 88-80 du 22 janvier 1988 relatif au diplôme préparatoire aux études comptables et
123 financières, au diplôme d'études comptables et financières, au diplôme d'études
124 supérieures comptables et financières et abrogeant le décret n° 81-537 du 12 mai
125 1981 relatif au diplôme d'études comptables supérieures .
- 126 Les titulaires du diplôme d'études comptables supérieures régi
127 antérieurement par le décret n°81-537 du 12 mai 1981 relatif au diplôme d'études
128 comptables supérieures sont considérés pour l'application du présent chapitre
129 comme titulaires du diplôme d'études supérieures comptables et financières.²⁴⁷

246 La disposition de l'article L.811-5, 5°: Certificat d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes ou diplôme d'expertise comptable.

247 La disposition de l'article R811-8 du Code de commerce.

130 7° Diplôme d'études approfondies en droit ou en gestion des entreprises ;

131 8° Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit ou diplôme d'études
132 supérieures spécialisées en administration des entreprises (ancien certificat
133 d'aptitude à l'administration des entreprises).

134

135 **C. L'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire.**

136 Comme l'examen d'accès au stage professionnel d'administrateur judiciaire,
137 l'examen d'aptitude à la profession d'administrateur judiciaire est aussi organisé au
138 moins une fois par an.²⁴⁸

139 D'après l'article A.811-16, l'examen d'aptitude à la profession d'administrateur
140 judiciaire comprend des épreuves orales, une épreuve écrite et, si le candidat en fait
141 la demande, une épreuve écrite optionnelle, dont les sujets sont arrêtés et composés
142 par le jury.

143 ● **Les épreuves orales comprennent :**

144 1° Une épreuve d'une durée de trente minutes comportant un exposé de dix
145 minutes sur un sujet de culture économique et financière suivie d'une discussion
146 avec le jury.

147 Les candidats disposent d'une heure pour la préparation de cette épreuve.

148 La note est affectée d'un coefficient 3.

248 La disposition de l'article A.811-13 du Code de commerce.

149 2° Une interrogation d'une durée de vingt minutes portant sur la procédure
150 civile et le droit pénal des affaires.

151 La note est affectée d'un coefficient 3.

152 3° Une épreuve d'une durée de trente minutes de présentation et de discussion
153 avec le jury portant sur un mémoire de rapport de stage que le candidat a réalisé et
154 dont le sujet d'économie, de droit ou de gestion a été choisi par le candidat.

155 La note est affectée d'un coefficient 3.

156 4° Une interrogation d'une durée de vingt minutes portant sur le statut et la
157 déontologie de la profession d'administrateur judiciaire.

158 La note est affectée d'un coefficient 3.

159 5° Une interrogation d'une durée de quinze minutes portant sur le droit social et
160 le droit fiscal liés aux procédures collectives.

161 La note est affectée d'un coefficient 3.

162 6° Une interrogation d'une durée de vingt minutes portant sur la gestion d'un
163 cabinet d'administrateur judiciaire.

164 La note est affectée d'un coefficient 2.

165 7° Une interrogation d'une durée de quinze minutes portant sur l'application du
166 droit européen aux procédures collectives nationales.

167 La note est affectée d'un coefficient 1.²⁴⁹

249 La disposition de l'article A.811-17.

168

169 **En ce qui concerne l'épreuve écrite**, elle a pour objet le traitement d'un dossier
 170 portant sur l'une des missions susceptibles d'être confiées à un administrateur
 171 judiciaire, dans une durée de cinq heures.²⁵⁰

172 **A propos de l'épreuve écrite optionnelle**, il porte sur le droit des régimes
 173 matrimoniaux, la copropriété, les successions et le droit des associations. Sa durée
 174 est de quatre heures.²⁵¹

175 Après avoir traité les conditions de l'accès aux fonctions d'administrateur
 176 judiciaire français, nous abordons celles de son homologue chinois. Par la
 177 comparaison, il est plus facile pour nous de bien comprendre leurs particularités
 178 respectives.

179

180 *Sous-section II Les conditions de fond de l'inscription sur la liste*
 181 *d'administrateur judiciaire en droit chinois*

182

183 Il convient tout d'abord d'indiquer que la Nouvelle loi sur la faillite 2006 et
 184 ses interprétations judiciaires ne disposent que les conditions négatives de l'accès
 185 aux fonctions d'administrateur judiciaire. Il n'existe pas actuellement des
 186 conditions positives propres vis-à-vis de l'administrateur judiciaire. Mais sachant
 187 qu'en effet l'administrateur judiciaire physique doit revêtir soit la qualité d'avocat,

250 La disposition de l'article A.811-18. La note de l'épreuve écrite est affectée d'un coefficient 6.

251 La disposition de l'article A.811-19. La note est affectée d'un coefficient 3.

188 soit celle d'expert-comptable, il faut donc chercher les exigences posées à l'égard
189 de l'avocat ou/et de l'expert-comptable.

190 Avant d'analyser les conditions négatives de l'accès aux fonctions
191 d'administrateur judiciaire posées par la Nouvelle loi sur la faillite 2006 et ses
192 interprétations judiciaires (II), nous traitons d'abord les conditions positives à
193 l'égard de l'avocat (I).²⁵²

194

195 *I . Les conditions positives de l'inscription sur la liste en droit chinois*

196 Nous trouvons plusieurs normes juridiques relatives aux conditions
197 d'accès à la profession d'avocat en Chine.²⁵³ Parmi elles il existe notamment trois
198 normes importantes. Il s'agit d'une loi : la loi sur l'Avocat²⁵⁴, et de deux

252 La profession d'avocat et aussi celle de l'expert-comptable sont des professions reconnues comme pouvant donner accès aux fonctions d'administrateur judiciaire. La plupart des administrateurs judiciaires étaient des avocats ou des cabinets d'avocat. A titre d'exemple au premier décembre 2007, date à laquelle la liste des administrateurs judiciaires a été établie pour la première fois par la Haute Cour de Shanghai, il n'y avait que quatre cabinets d'experts-comptables parmi le total de vingt inscrits. (Source le site de la Haute Cour de Shanghai :

<http://www.hshfy.sh.cn/shfy/gweb/xxnr.jsp?pa=aaWQ9NzA2NjYmeGg9MQPdcssPdcssz>),

Nous constatons qu'aujourd'hui encore, la profession d'administrateur judiciaire se recrute majoritairement parmi les avocats. Par conséquent nous nous contenterons d'examiner les conditions positives d'accès pour les avocats dans la présente thèse.

253 Ces normes sont disponibles sur le site d'internet du Ministère de la Justice : http://www.moj.gov.cn/node_7337.htm, aussi http://www.moj.gov.cn/sfks/node_8014.htm, dernière consultation, le 28 juillet 2012.

254 La Loi sur l'Avocat du 15 mai 1996 a été votée par le Comité permanent de l'Assemblée nationale le 15 mai 1996, et a été modifiée deux fois le 29 décembre 2001 et le

199 réglementations ministérielles: les Mesures sur l'exécution du C.J.N d'essai du 31
 200 octobre 2001 adoptées conjointement par le Ministère de la Justice, la Cour
 201 Populaire Suprême et le Parquet Populaire Suprême,²⁵⁵ et les Mesures sur
 202 l'administration du Certificat d'Aptitude aux Fonctions Juridiques (C.A.F.J.) du 8
 203 juillet 2002 (n°74) par le Ministère de la Justice.²⁵⁶ Par conséquent, nous notons
 204 les conditons issues de la loi sur l'Avocat (A) et celles issues de la réglementation
 205 ministérielle (B).

206

207 **A. Les conditions issues de la loi sur l'Avocat.**

208 Bien évidemment, la norme principale est la Loi sur l'Avocat du 15 mai 1996.
 209 D'après l'article 5 de cette norme, pour devenir l'avocat, le candidat doit remplir les
 210 conditions suivantes:

211 (1) Respecter la Constitution de la République populaire de la Chine ;

28 octobre 2007. Elle remplace le règlement d'essai sur l'avocat du 26 août 1980 dont la disposition affirmait que les avocats chinois étaient des officiers publics. Ensuite, le régime applicable aux avocats en Chine a été transformé par le Ministère de la Justice en 1988, qui a décidé le rétablissement des cabinets d'avocats, à l'essai, sous forme coopérative. Elle a renforcé cette réforme en autorisant l'établissement des cabinets d'avocats sous forme coopérative, mais aussi sous forme associée. Cf. Ping SUN, LE ROLE DE L'AVOCAT DANS LA POLITIQUE CRIMINELLE CHINOISE, op.cit.

255 Cette norme a été remplacée par des Mesures sur l'exécution du C.J.N du 8 août 2008 adoptées conjointement par le Ministère de la Justice, la Cour Populaire Suprême et le Parquet Populaire Suprême.

256 Ces normes sont disponibles sur le site d'internet du Ministère de la Justice :

http://www.moj.gov.cn/node_7337.htm; également
http://www.moj.gov.cn/sfks/node_8014.htm, dernière consultation, le 28 juillet 2012.

- 212 (2) avoir passé le Concours Juridique National ;
- 213 (3) avoir fait un stage d'une année dans un cabinet d'avocats;
- 214 (4) Avoir de bonnes mœurs.

215

216 En tant que condition d'aptitude, il nous semble qu'il est pertinent d'étudier
 217 le Concours Juridique National à partir duquel le candidat ayant réussi peut
 218 demander le titre de Certificat d'aptitude à la profession juridique (C.A.P.J).²⁵⁷

219

220 En effet un examen spécial, l'examen national à la qualification d'avocat, est
 221 apparu en septembre 1986. Mais depuis l'année 2001 un concours national d'accès
 222 aux professions juridiques, le Concours Juridique National (C.J.N.), remplace
 223 l'ancien examen national à la qualification d'avocat.²⁵⁸ Les examens sont ~~tous~~ les
 224 deux organisés par le Ministère de la Justice.

257 En l'absence du C.A.P.J, il demeure une voie alternative pour obtenir le titre d'avocat. Selon l'article 8 de la loi sur l'avocat, peut être qualifié d'avocat après examen et vérification par les services administratifs de la justice du Conseil des affaires d'Etat pour les titulaires des diplômes des établissements d'enseignement supérieur en droit ayant au moins un diplôme de maîtrise (bac+4), et ayant effectué des travaux spécialisés pendant plus de 15 ans dans les domaines où le nombre des personnes du service juridique n'est pas suffisant, et possédant les titres ou distinctions de niveaux supérieurs dans leurs professions.

258 L'article 2 de la Notification du 15 juillet 2001, publiée conjointement par la Cour Populaire Suprême, le Parquet Populaire Suprême et le Ministère de la Justice.

225 Le C.J.N porte sur des matières que l'étudiant aura abordées pendant ses
226 études à l'université. Plus précisément cet examen comporte quatre épreuves écrites
227 dont la note de chaque épreuve est 150.²⁵⁹

228 ● **La connaissance générale.** Il s'agit de la pensée de l'état de droit
229 socialiste, de l'introduction du droit, de l'histoire du droit, du droit constitutionnel,
230 du droit économique, du droit international, du droit international privé, du droit
231 économique international, de la déontologie de la profession juridique et la
232 responsabilité professionnelle.

233 ● **Le système du droit pénal et du droit administratif.** Il s'agit de la
234 pensée de l'état de droit socialiste, du droit pénal, du droit de la procédure pénale,
235 du droit administratif, du droit de la procédure administrative.

236 ● **Le système du droit civil et du droit de commerce.** Il s'agit de la
237 pensée de l'état de droit socialiste, du droit civil, du droit de commerce, du droit de
238 la procédure civile (y compris le régime de l'arbitrage).

239 ● **Le cas pratique (y compris l'écrit juridique).** Il concerne la pensée
240 de l'état de droit socialiste, de l'introduction du droit, du droit constitutionnel, du
241 droit administratif, du droit de la procédure administrative, du droit pénal, du droit
242 de la procédure pénale, du droit civil, du droit de commerce, du droit de la
243 procédure civile.

259 Cf. La disposition de la notification du Ministère de la Justice du 5 juin 2012 (N°117) sur le Concours Juridique National 2012. Cette notification est disponible sur le site d'internet: http://www.moj.gov.cn/sfks/content/2012-06/05/content_3619604.htm, dernière consultation le 11 juillet 2012.

244 Le C.J.N, organisé par le Ministère de la Justice, se tiendra dans le troisième
 245 week-end de Septembre de chaque année. La durée des trois premières épreuves est
 246 de 180 minutes, et celle de la quatrième est de 240 minutes. A la demande des
 247 candidats ayant réussis le C.J.N, le ministrère de la Justice les revêt du Certificat
 248 d'Aptitude aux Fonctions Juridiques.²⁶⁰

249

250 **B. Les conditons issues de la réglementation ministérielle.**

251

252 A part les conditions posées par la loi sur l'Avocat, la réglementation
 253 ministérielle ajoute de sa part la condition de nationalité (I), et de diplôme (II).

254 **(I) La condition de nationalité chinoise.**

255 La disposition de la loi sur l'Avocat ne prévoit aucun contrôle de la nationalité
 256 du candidat, cependant l'article 15 des Mesures sur l'exécution du C.J.N du 31
 257 octobre 2001 précise que seuls les citoyens de la R. P. Chine peuvent demander la
 258 candidature de C. J.N. ²⁶¹ Les résidents de Hongkong, Macao et Taiwan peuvent
 259 demander la candidature en se référant à la même norme.²⁶² Cet article pose aussi la
 260 condition de diplôme par son alinéa 4.

260 La disposition de l'article 2 des Mesures administratives sur le Certificat d'Aptitude aux Fonctions Juridiques adoptées par le Ministère de la Justice le 3 juillet 2002 et entrées en vigueur le 8 juillet 2002.

261 Cette norme est remplacée par des Mesures sur l'exécution du C.J.N du 8 août 2008 adoptées conjointement par le Ministère de la Justice, la Cour Populaire Suprême et le Parqe Populaire Suprême.

262 La disposition de l'arrêté du 30 novembre 2003 du Ministère de la Justice (n° 90), et de l'arrêté du 28 mai 2008 du Ministère de la Justice (n° 110), disponibles sur le site d'internet : http://www.moj.gov.cn/sfks/node_8014.htm.

261 **(II) La condition de diplôme.**

262

263 Les candidats doivent soit avoir obtenu des diplômes des établissements
264 d'enseignement supérieur en droit, au minimum, dans une maîtrise (bac+4), soit
265 avoir obtenu des diplômes des établissements d'enseignement supérieur en d'autres
266 spécialités, au minimum, dans une maîtrise (bac+4), et en même temps disposer des
267 connaissances en droit. Exceptionnellement dans certaines provinces sous-
268 développées et régions moins développées où le personnel juridique est
269 extrêmement insuffisant, les candidats titulaires des diplômes des établissements
270 d'enseignement supérieur en droit, lesquels diplômes consistent dans un DEUG
271 maîtrise (bac+2) sont admis. La liste de ces provinces et régions sous-développées
272 est fixée et renouvelée par la notification relative au Concours Juridique National,
273 par le Ministère de la Justice. On peut citer comme exemple de la notification
274 susdite, la notification du 5 juin 2012 (N° 117).

275

276 ***II. Les conditions négatives de l'inscription sur la liste d'administrateur***
277 ***judiciaire en droit chinois***

278

279 Les conditions négatives énoncées par l'article 24 de la Nouvelle Loi sur le
280 faillite d'entreprise sont les suivantes :

281 1) Avoir été l'auteur de faits intentionnels ayant donné lieu à une condamnation.

282 2) Avoir été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction de révocation du
283 certificat d'aptitude à la profession.

284 3) Avoir des intérêts en rapport avec la faillite présente.

285 4) Toute autre circonstance jugée par le tribunal comme incompatible avec
286 l'exercice de la mission d'administrateur.

287

288 **Quant à la disposition 4 susdite, la Cour Suprême nous montre certains**
289 **cas précis :**

290 (1) Ayant subi une sanction administrative ou une sanction disciplinaire par
291 l'organe d'administration, par l'organisme de réglementation ou par l'organisme
292 disciplinaire professionnel pour faute intentionnelle ou grave pendant l'exécution de
293 sa mission, qui entraîne une incapacité de trois ans à partir du jour où il a reçu cette
294 sanction;

295 (2) S'il est soupçonné d'avoir commis une infraction et soumis à examen par le
296 service compétent et que l'enquête n'est pas achevée;

297 (3) Trois ans ne sont pas écoulés à partir du jour où il a été retiré de la liste
298 d'administrateur en raison de son exécution inappropriée de sa fonction ou du refus
299 de sa candidature par le Tribunal populaire;

300 (4) Il n'a pas les capacités professionnelles requises en tant qu'administrateur;

301 (5) Il ne peut pas assumer la responsabilité civile de façon indépendante.²⁶³

302

263 La disposition de l'article 9 de la disposition de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise.

303 Après avoir examiné ces conditions positives et négatives cumulatives, nous
304 pouvons **tirer la conclusion** que la demande d'accès à la profession d'avocat a été
305 élevée progressivement mais aussi remarquablement, surtout avec l'établissement du
306 C.J.N. Toutefois **par comparaison avec les dispositions correspondantes en droit**
307 **français**, nous trouvons les deux points suivants qui sont importants pour
308 perfectionner la condition d'accès à la profession:

309

310 ➤ **La mise en place de la condition de stage avant l'examen d'aptitude.**

311 En droit français, les candidats de l'examen d'aptitude à la profession
312 d'administrateur judiciaire doivent au préalable avoir effectué un stage d'une durée
313 de 3 ans au moins et 6 ans au plus. Par contre en droit chinois, quant aux candidats
314 du C.J.N, la demande de stage préalable ne se pose pas. Cela signifie que les
315 épreuves du C.J.N ne peuvent se concentrer en réalité que sur la théorie du droit.
316 Par ailleurs, on doute que la durée du stage de 1 an soit suffisante pour acquérir une
317 expérience significative pour agir correctement dans le cadre de ses activités
318 professionnelles.

319

320 ➤ **Davantage d'importance donnée à la condition de moralité.**

321 La distinction entre les conditions relatives à la déontologie apparaît plus
322 nettement lorsqu'on compare la condition de moralité en droit français et en droit
323 chinois :

324 Le droit chinois impose simplement que le candidat doit avoir de bonnes
325 mœurs.

326 Par contre en droit français se sont imposées l'honneur et la probité qui sont
 327 évidemment les exigences plus élevées qu'avoir de bonnes mœurs. De plus
 328 l'intéressé doit n'avoir plus été frappé d'aucune sanction professionnelle issue des
 329 législations sur les procédures collectives (faillite personnelle, interdiction,
 330 déchéance, banqueroute, etc.).²⁶⁴ **Nous pensons que les conditions susdites en**
 331 **droit chinois ne sont pas suffisantes, et qu'il faut les élever au niveau des**
 332 **exigences sur la condition de moralité et des mesures pour garantir sa**
 333 **réalisation qui existent en droit français.**

334

335 **Section II La procédure d'inscription sur la liste des administrateurs** 336 **judiciaires**

337 Nous allons successivement étudier la procédure d'inscription sur la liste des
 338 administrateurs judiciaires en droit français (Sous-section I) et en droit chinois
 339 (Sous-section II) l'une après l'autre.

340

341 *Sous-section I – La procédure d'inscription sur la liste des administrateurs* 342 *judiciaires en droit français*

343

344 Pour faciliter notre articulation, nous précisons la procédure d'inscription sur la
 345 liste des administrateurs judiciaires en droit français en trois étapes: la demande
 346 d'inscription (A), la décision de la Commission (B), et le recours contre la décision
 347 de la commission (C).

264 La disposition de l'article L. 811-5, 4° du Code de commerce.

348

349 **A. Demande d'inscription en droit français**

350

351 L'intéressé adresse sa demande d'inscription au secrétaire de la commission par
352 lettre recommandée avec AR. Les pièces justificatives varient selon la qualité du
353 candidat.

354 **Pour le candidat personne physique, les pièces justificatives sont suivantes**

355 :

356 1° Les documents établissant l'état civil et la nationalité du candidat ;

357 2° Une copie des titres et diplômes dont il entend se prévaloir ou à défaut une
358 attestation des autorités habilitées à les délivrer ;

359 3° Le cas échéant, l'attestation de réussite à l'examen d'aptitude.

360 Le candidat indique en outre ses activités professionnelles antérieures et le lieu
361 où il envisage d'établir son domicile professionnel.

362 Le dossier est complété par le commissaire du Gouvernement qui demande le
363 bulletin n°2 du casier judiciaire de l'intéressé et fait diligenter une enquête de
364 moralité.²⁶⁵

365 **Si la demande d'inscription émane d'une société civile professionnelle ou**
366 **d'une société d'exercice libéral**, elle doit être présentée au secrétaire de la
367 commission par lettre recommandée avec AR collectivement par les associés

265 La disposition de l'article R.811-31 du Code de commerce.

368 exerçant en son sein ou par le représentant légal de la société. Cette demande doit
369 être accompagnée des pièces suivantes sous peine d'irrecevabilité:

370 1° Un exemplaire des statuts de la société ;

371 2° Une copie de la décision d'inscription sur la liste nationale de chaque associé
372 exerçant en son sein ;

373 3° Une attestation du greffier du tribunal de commerce du lieu du siège social,
374 constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces nécessaires à
375 l'immatriculation ultérieure de la société au registre du commerce et des sociétés ;

376 4° La liste des associés exerçant la profession d'administrateur judiciaire ou de
377 mandataire judiciaire au sein de la société avec leurs nom, prénoms, domicile et,
378 dans le cas d'une demande d'inscription d'une société d'exercice libéral, de manière
379 distincte avec les mêmes mentions, celle des associés mentionnés au deuxième
380 alinéa de l'article 5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice
381 sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou
382 réglementaire ou dont le titre est protégé, avec leur profession, la part de capital
383 qu'ils détiennent et, s'il s'agit d'une personne morale, la raison ou dénomination
384 sociale et le siège social ;

385 5° Le cas échéant, un exemplaire de la délibération de l'assemblée des associés
386 habilitant le représentant légal à demander l'inscription.²⁶⁶

387 Lorsque le dossier est complet, le président de la commission désigne un
388 rapporteur parmi les membres titulaires ou suppléants de celle-ci.

266 La disposition de l'article R.811-33 du Code de commerce.

389

390 ***B. Décision de la Commission en droit français***

391

392 Avant de statuer, la commission demande l'**avis du Conseil national** par lettre
 393 recommandée avec demande d'avis de réception. Ce dernier dispose d'un délai d'un
 394 mois pour donner cet avis. La commission prend , après avoir entendu le
 395 commissaire du Gouvernement, une décision d'inscription ou de refus d'inscription.
 396 Elle peut également ordonner un complément d'information. La commission peut
 397 entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile. ²⁶⁷

398 À propos du jury, la Commission ne peut statuer en matière d'inscription qu'en
 399 présence du président et de cinq au moins de ses membres. Si l'un des membres ou
 400 le président a autorité sur le demandeur ou des liens de parenté ou d'alliance avec lui
 401 jusqu'au quatrième degré inclusivement, il doit s'abstenir de siéger. ²⁶⁸

402 Cet article prévoit également qu'aucun refus d'inscription ne peut être prononcé
 403 par la commission sans que l'intéressé ait été entendu ou appelé quinze jours au
 404 moins à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Toute
 405 décision de refus doit être motivée.

406 Toutes les catégories auxquelles appartiennent les membres de la commission
 407 ne sont pas nécessairement représentées lors de l'examen des candidatures. ²⁶⁹

267 La disposition de l'article R.811-31 du Code de commerce.

268 La disposition de l'article R.811-34 du Code de commerce.

269 Cass. 1re civ., 28 janv. 1992 : Bull. civ. 1992, I, n° 25; D. 1992, somm. p.375, obs. A. Honorat.

408 Par ailleurs la commission nationale d'inscription et de discipline des
409 administrateurs judiciaires peut refuser l'inscription de la société si sa création a
410 pour effet de limiter le choix des juridictions dans des conditions contraires à une
411 bonne administration de la justice.²⁷⁰

412 Il convient d'indiquer aussi que la commission agit non comme un organe
413 juridictionnel mais comme une commission administrative. Par conséquent, est
414 régulière la constatation du retrait de candidature par simple mention au procès-
415 verbal de séance.²⁷¹

416

417 *C. Recours contre la décision de la commission en droit français*

418

419 La décision de la commission est notifiée à l'intéressé, au président du Conseil
420 national, au Garde des sceaux, ministre de la justice, et au commissaire du
421 Gouvernement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
422 Lorsqu'une décision d'inscription est prise, une copie en est adressée au président de
423 la caisse de garantie.²⁷²

424 La lettre de notification fait mention, sous peine de nullité, du délai de recours
425 et des modalités suivant lesquelles ce recours peut être exercé. Le recours contre la
426 décision de la commission peut être porté devant la Cour d'appel de Paris, par
427 l'intéressé lui-même, par le Garde des sceaux, ministre de la Justice, par le

270 La disposition de l'article R.814-62 du Code de commerce.

271 Cass. 1re civ., 4 févr. 1997, n° 94-20 824.

272 La disposition de l'article R.811-35 du Code de commerce.

428 commissaire du Gouvernement et le président du conseil national dans un délai d'un
429 mois à compter de la date de réception de la lettre de notification.²⁷³

430 Il est formé soit par déclaration au secrétariat-greffe de la cour d'appel, soit par
431 lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au greffier en chef.
432 Ce dernier en avise, selon les cas, le Garde des sceaux, ministre de la justice, le
433 commissaire du Gouvernement ou le président du conseil national. Le recours est
434 instruit et jugé selon les règles applicables à la procédure sans représentation
435 obligatoire.²⁷⁴

436

437 ***Sous-section II La procédure d'inscription sur la liste des administrateurs***
438 ***judiciaires en droit chinois***

439

440 L'article 24 de la loi sur la faillite d'entreprise du 27 août 2006 (ci-après « la
441 Nouvelle Loi 2006 ») dispose que l'administrateur judiciaire personne morale peut
442 être choisi soit parmi les groupes de liquidation, soit parmi les organismes sociaux
443 intermédiaires tels que les cabinets d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou
444 les cabinets de liquidation de faillites, ou bien son choix peut se porter sur un
445 membre physique de ces organismes sociaux intermédiaires.²⁷⁵ D'après la

273 L'alinéa 1 de l'article R814-1 du Code de commerce.

274 L'alinéa 2 et 3 de l'article R814-1 du Code de commerce.

275 L'article 24 de la Nouvelle Loi 2006 : 'L'administrateur est désigné soit parmi le groupe de liquidation qui se compose des membres de l'administration du secteur de l'entreprise en faillite concernée, soit parmi les organismes sociaux intermédiaires tels que les cabinets d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou les cabinets de liquidation de faillite.'

446 disposition de l'alinéa 1 de son article 22, c'est le tribunal qui nomme
 447 l'administrateur. Le tribunal peut également, après avis des organismes sociaux
 448 intermédiaires ci-dessus, désigner comme administrateur un membre physique
 449 justifiant d'une bonne expérience et ayant obtenu le certificat d'aptitude à la
 450 profession, selon la situation du débiteur.²⁷⁶

451 Mais la Nouvelle Loi 2006 ne précise pas par elle-même comment le tribunal
 452 choisit l'administrateur. En effet le législateur de La Nouvelle Loi 2006 délègue au
 453 tribunal l'élaboration des règles de nomination et de rémunération de
 454 l'administrateur.²⁷⁷ Par conséquent la Cour Suprême a élaboré le 4 avril 2007
 455 « l'interprétation judiciaire de la Cour Populaire Suprême relative à la désignation
 456 de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise ». Le premier chapitre
 457 de cette interprétation judiciaire, intitulé 'l'établissement de la liste des
 458 administrateurs judiciaires', précise les modalités et la procédure d'inscription sur
 459 la liste des administrateurs judiciaires par 14 articles.

460 Conformément aux dispositions de cette interprétation, nous allons traiter
 461 successivement les trois étapes suivantes: Etape de la demande(A), Etape de la
 462 vérification (B), et Etape de la publication et de l'enregistrement.

463

464 **A. Etape de la demande**

465

466 Le tribunal compétent pour le choix des administrateurs judiciaires, doit au
 467 préalable afficher publiquement les documents nécessaires que les candidats

276 L'alinéa 2 de l'article 24 de la Nouvelle Loi 2006.

277 L'alinéa 3 de l'article 22 de la Nouvelle Loi 2006.

468 doivent lui soumettre.²⁷⁸ Nous pensons que cette notification publique signale par
469 elle-même le début de la procédure d'inscription.

470 Cette notification à l'égard de la préparation de la liste des administrateurs
471 judiciaires publiée par le tribunal contient les points suivants :

- 472 • les conditions de la demande;
- 473 • les dossiers nécessaires à la soumission;
- 474 • les critères et la procédure d'évaluation;
- 475 • les fonctionnements des administrateurs et leurs responsabilités juridiques;
- 476 • la date limite de soumission des documents de demande.

477 Donc dès que le tribunal publie cette notification, l'intéressé doit préparer les
478 dossiers concernés et les déposer avant la date limite. Nous précisons d'abord la
479 qualification du postulant (I), ensuite les documents justificatifs à l'appui de sa
480 demande (II).

481 *(I) La qualification du postulant*

482

483 On examine successivement l'organisme social intermédiaire candidat, ensuite
484 la personne physique candidate.

485 • **L'organisme social intermédiaire candidat.** L'article 3 de l'interprétation
486 judiciaire de la Cour populaire suprême relative à la désignation de

278 L'article 5 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.

487 l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise du 4 avril 2007 (ci-après
488 «L'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur
489 judiciaire ») dispose que l'organisme social intermédiaire concerné qui satisfait
490 aux conditions prévues par La Nouvelle Loi 2006 peut demander l'inscription sur
491 la liste de l'institution au titre d'administrateur judiciaire.

492 La difficulté apparaît sur la compréhension de la notion 'd'organisme social
493 intermédiaire concerné' dans le texte, parce que cette interprétation elle-même ne
494 le définit pas. On fait référence à l'article 24 de La Nouvelle Loi 2006,²⁷⁹ et à la
495 disposition de l'alinéa 1 de l'article 2 de l'interprétation judiciaire relative à la
496 désignation de l'administrateur judiciaire '*Cette liste sera établie en considérant*
497 *un certain nombre d'organismes sociaux intermédiaires tels que les cabinets*
498 *d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou les cabinets de liquidation de*
499 *faillite*'. Il en résulte que la notion d'organisme social intermédiaire doit
500 comprendre le cabinet d'avocats, le cabinet d'expertise comptable et le cabinet de
501 liquidation de faillite. Mais au-delà des trois types ci-dessus, est-ce que les autres
502 types d'organismes sociaux intermédiaires peuvent demander l'inscription sur la
503 liste ?

504 Pendant l'élaboration de La Nouvelle Loi 2006, il y a eu deux opinions
505 opposées. Certains pensent que les organismes qui peuvent demander l'inscription
506 sur la liste de l'institution au titre d'administrateur judiciaire sont non seulement
507 les trois organismes énumérés (le cabinet d'avocats, le cabinet d'expertise

279 L'article 24 de la Nouvelle Loi 2006 : L'administrateur est désigné soit parmi le groupe de liquidation qui se compose des membres de l'administration du secteur de l'entreprise en faillite concernée, soit parmi les organismes sociaux intermédiaires tels que les cabinets d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou les cabinets de liquidation de faillite.

508 comptable, le cabinet de liquidation de faillite), mais aussi les autres organismes
 509 sociaux intermédiaires. Surtout la société d'évaluation d'actifs et la société de
 510 gestion d'actifs financiers 280 sont proposées. Certains autres pensent qu'il faut
 511 délimiter la candidature strictement, et le postulant doit se limiter aux organismes
 512 sociaux intermédiaires énumérés. La Cour Suprême opte pour la deuxième
 513 opinion.²⁸¹

514 A côté de l'organisme social intermédiaire demandeur, il y a aussi le
 515 demandeur personne physique.

516 • **La personne physique candidat.** L'alinéa 2 de l'article 24 de La Nouvelle
 517 Loi 2006 fixe que *'le tribunal peut, après avis des organismes sociaux*
 518 *intermédiaires ci-dessus, désigner comme administrateur un membre physique*
 519 *justifiant d'une expérience et ayant obtenu le certificat d'aptitude à la profession*
 520 *selon la situation du débiteur.'*

280 En Chine la notion de société de gestion d'actifs financiers est définie par la réglementation du Conseil des Affaires d'Etat sur la Société de gestion des actifs financiers du 1 novembre 2000. Selon cette réglementation, les sociétés de gestion d'actifs financiers sont des institutions financières non bancaires. Issues des investissements de l'Etat et mises en place par la décision du Conseil des Affaires d'Etat, elles s'occupent de l'achat et de la gestion des prêts productifs des banques d'état. Il y a quatre sociétés de gestion d'actifs financiers : China Cinda Asset Management Corporation, China Orient Asset Management Corporation, China Huarong Asset Management Corporation, China Great Wall Asset Management Corporation.

281 La deuxième chambre civile de la Cour de Cassation, 'Zuigao renmin fayuan guanyu qiye pochanfa sifa jieshi de liji yu shiyong' (La compréhension et l'application de la Cour suprême sur la l'interprétation judiciaire relative à la loi sur la faillite d'entreprise), Renmin fayuan chubanshe (Maison d'édition du tribunal), mai 2007, p.46.

521 La Cour suprême retient presque la même position dans son interprétation
522 judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire. Son article 3
523 dispose que des personnes physiques ayant une connaissance dans les domaines
524 concernés et possédant la qualification professionnelle requise, peuvent demander
525 d'être inclus sur la liste des administrateurs judiciaires physiques, à condition
526 d'appartenir à un organisme social intermédiaire lui-même sélectionné sur la liste
527 des organismes sociaux intermédiaires agréés.

528 Cette disposition qui pose la condition sur l'appartenance et sur la capacité
529 professionnelle de la personne physique candidat reste à être expliquée. Tout
530 d'abord, le candidat personne physique doit faire partie d'un organisme social
531 intermédiaire lui-même sélectionné sur la liste des organismes sociaux
532 intermédiaires agréés. Le deuxième point concerne l'exigence de sa compétence
533 professionnelle. Il doit avoir une connaissance dans les domaines concernés et
534 surtout posséder la qualification professionnelle requise. La qualification
535 professionnelle requise doit s'entendre par le concours national juridique pour
536 l'avocat, le concours national d'expert comptable pour l'expert comptable.

537 Mais actuellement en Chine le système d'examen d'entrée professionnelle et
538 du certificat d'aptitude à la profession de maître de liquidation de faillite n'est pas
539 encore établi. Par conséquent si une personne physique qui travaille dans un
540 cabinet de liquidation de faillite et qui va demander son inscription sur la liste des
541 administrateurs judiciaires doit obtenir soit le titre d'aptitude à la profession
542 juridique soit celui d'expert comptable.

543 Néanmoins selon les lois concernées pour obtenir ces titres il faut que le
544 postulant travaille à plein temps dans un cabinet d'avocat ou dans un cabinet

545 d'expertise comptable. La personne physique qui travaille à plein temps dans un
546 cabinet de liquidation de faillite n'a pas la possibilité de travailler à plein temps à
547 la fois dans un cabinet d'avocat et dans un cabinet d'expertise comptable.

548 Il nous semble que le législateur rejette implicitement la demande
549 d'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires personnes physiques, le
550 postulant qui travaille dans le cabinet de liquidation de faillite. En conséquence, il
551 n'y a en réalité que l'avocat et l'expert comptable qui peuvent agir en tant
552 qu'administrateur judiciaire personne physique.

553

554 *(II) Les documents justificatifs pour la demande*

555

556 Les postulants doivent déposer leur demande d'inscription sur la liste des
557 administrateurs judiciaires avec des documents justificatifs nécessaires, qui varient
558 selon les catégories du postulant.

559 **Tout d'abord, concernant le cabinet d'avocats ou le cabinet d'expertise**
560 **comptable.** Considérant qu'il y a des dispositions spéciales sur l'examen d'entrée
561 professionnelle d'avocat et d'expert comptable et sur l'établissement d'un cabinet
562 d'avocat et d'un cabinet d'expertise comptable et que non seulement l'autorité
563 administrative compétente mais aussi l'association professionnelle contrôlent
564 l'exercice du cabinet d'avocats et du cabinet d'expertise comptable, ce qu'il faut
565 vérifier sont les pièces relatives à son expérience et à ses connaissances dans la
566 domaine des procédures collectives.

567 D'après l'article 6 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de
568 l'administrateur judiciaire, il convient de fournir :

569 (1) son certificat d'exercice, des documents d'approbation pour son
570 établissement ou son permis d'exploitation (sa licence);²⁸²

571 (2) le statut;

572 (3) la liste des noms des praticiens à temps plein dans ce cabinet d'avocats ou
573 dans ce cabinet d'expertise comptable, et des photocopies de leurs certificats
574 d'exercice;

575 (4) les dossiers de présentation, de ses résultats et performances passées;

576 (5) une attestation délivrée par (l'organisme disciplinaire professionnel)
577 garantissant l'authenticité des documents fournis par le cabinet d'avocats ou le
578 cabinet d'expertise comptable et attestant que ledit cabinet n'a jamais fait l'objet
579 d'aucune sanction administrative ou disciplinaire ;

580 (6) Tout autre document requis par le tribunal populaire.

581

582 **Deuxièmement** en ce qui concerne un cabinet de liquidation de faillite, il faut
583 être muni des documents suivants:

584 (1) son certificat d'exercice, des documents d'approbation pour son
585 établissement;

586 (2) le certificat d'aptitude à la profession juridique ou le certificat d'aptitude de
587 comptable agréé en tant que praticien à temps plein, ou l'attestation de son
588 expérience professionnelle en gestion;

282 Selon les différentes exigences, le cabinet d'avocat doit fournir des documents d'approbation pour son établissement, mais pour le cabinet d'expertise comptable c'est le permis d'exploitation qu'il doit fournir.

- 589 (3) les dossiers de présentation de ses performances;
- 590 (4) l'attestation qu'il est en mesure d'assumer la responsabilité civile de façon
591 indépendante;
- 592 (5) une attestation délivrée par l'organisme disciplinaire professionnel sur
593 l'authenticité des documents fournis ainsi qu'une attestation d'absence de toute
594 sanction administrative ou la sanction disciplinaire ; ou une déclaration équivalente
595 du demandeur;
- 596 (6) D'autres documents tels que requis par le tribunal populaire.

597 Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la situation du cabinet de liquidation
598 de faillite est beaucoup plus délicate. Par conséquent, nous doutons de la
599 compétence d'un cabinet de liquidation de faillite dont les membres n'ont ni
600 certificat professionnel, ni expérience professionnelle en gestion. Nous pensons
601 que pour éviter à un organisme non qualifié d'intervenir, il faut mettre l'accent sur
602 la vérification de la situation des membres de cet organisme des praticiens à plein
603 temps, de leur nombre, de leur capacité et de leur expérience dans le domaine
604 concernée.

605 En plus, d'après la modification en 2005 de la loi sur les sociétés le capital
606 social minimum a été abaissé à 30,000 yuans. Il en résulte que le capital social
607 n'est plus suffisant à lui tout seul pour assumer la totalité des dettes sociales. Par
608 conséquent, nous pensons qu'il est nécessaire que le postulant dépose tous les
609 documents qui pourraient prouver une valeur (c'est-à-dire une assise financière)
610 de la société suffisante pour engager sa responsabilité civile durant son exercice.

611

612 **Concernant la personne physique**, il lui revient de présenter:

613 (1) une photocopie de son certificat d'aptitude à la profession juridique ou de
614 son certificat d'aptitude de comptable agréé, ainsi que d'une certification sur le
615 nombre d'années de pratique;

616 (2) une lettre délivrée par l'organisme social intermédiaire dans lequel il
617 travaille, l'autorisant à agir au titre d'administrateur;

618 (3) les documents sur ces aptitudes professionnelles et ses activités passées
619 pertinentes pour la fonction sollicitée;

620 (4) un certificat d'assurance responsabilité civile valide pour l'année en cours;

621 (5) une attestation délivrée par l'organisme disciplinaire professionnel sur
622 l'authenticité des documents fournis ainsi qu'une attestation d'absence de sanction
623 administrative ou disciplinaire;

624 (6) Tout autre document requis par le tribunal populaire.

625 Sachant que le présupposé pour que la personne physique puisse demander
626 l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires, c'est que l'organisme
627 social intermédiaire auquel il est attaché doit lui-même être sélectionné sur la liste
628 des organismes sociaux intermédiaires agréés. De la sorte, nous pensons qu'au-delà
629 des documents énumérés, il faut confirmer la compétence de l'organisme social
630 intermédiaire auquel il est attaché.

631

632 **B. *Etape de la vérification***

633

634 Les affaires issues des procédures collectives sont une des cibles les plus
635 prioritaires pour des cabinets d'avocat, des cabinet d'expertise comptable qui vont
636 développer leurs activités dans ces domaines. Mais tous les postulants ne peuvent
637 pas être autorisés à y exercer. Il faut nécessairement établir un mécanisme objectif
638 d'évaluation pour choisir les meilleurs parmi les nombreux candidats.

639 L'organe qui se charge de vérifier les dossiers et de prendre la décision de
640 sélection joue un rôle essentiel pour garantir la concurrence loyale parmi des
641 postulants et prévenir l'abus de pouvoir du juge. C'est pourquoi nous étudions ici
642 le débat sur **le choix du jury** et ensuite **sur sa composition**.

643 Pendant la préparation de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de
644 l'administrateur judiciaire, il y avait deux propositions à propos de l'organe qui
645 s'occupe de l'édification de la liste des administrateurs judiciaires.

646 La première opinion estime qu'il faut chercher comme jury un organe
647 **permanent** au sein du tribunal compétent. Plus précisément la mission de la
648 préparation de la liste des administrateurs judiciaire peut être attribuée à l'organe
649 de technique judiciaire auxiliaire du tribunal compétent. Par contre, selon la
650 deuxième opinion l'organe de technique judiciaire auxiliaire ne peut pas assumer
651 seul le bon déroulement de cette mission et surtout, il faut éviter une concentration
652 excessive de pouvoir qui aurait un impact négatif à la cour à cet égard. Les
653 partisans de cette opinion proposent donc un comité **provisoire** et **spécial** dont les
654 membres auraient une origine plus diversifiée que ceux d'un organe permanent et
655 régulier.

656 Apparemment il semble raisonnable qu'un organe permanent agissant en tant
657 que jury puisse choisir les administrateurs judiciaires parmi les candidats. Mais

658 nous pensons qu'attribuer la fonction très spéciale de sélection des administrateurs
 659 judiciaires à l'organe de technique judiciaire auxiliaire, institution préexistante au
 660 sein du tribunal et chargée de multiples autres fonctions, c'est prendre le risque
 661 d'une compétence insuffisante.

662 Le doute sur la compétence de l'organe de technique judiciaire auxiliaire est
 663 amplement justifié si l'on considère la situation passée. L'actuel organe technique
 664 judiciaire auxiliaire a remplacé sur décision de l'Assemblée nationale populaire
 665 l'ancien bureau de technique judiciaire. Ce dernier avait cumulé des attributions
 666 dans des domaines peu encadrés par la loi, ce qui avait entraîné une concentration
 667 excessive de pouvoirs excessives et pas mal d'abus et avait finalement abouti à sa
 668 dissolution.

669 Depuis très longtemps le travail dans le domaine de l'expertise judiciaire est
 670 fortement critiqué, considéré comme producteur de désordre et d'injustice.²⁸³ Tout
 671 d'abord, il n'y a pas de dispositions législatives relatives à la définition du rôle de
 672 l'expert judiciaire ni d'exigence quant à sa qualification, pour le système de
 673 gestion, les procédures d'identification, les critères d'identification, etc.

674 En outre à côté de certains hôpitaux désignés, un certain nombre d'instituts de
 675 recherche et certaines universités peuvent également agir en tant qu'organismes
 676 d'expertise judiciaire. Ainsi le tribunal, le parquet et la police possèdent

283 HUO xiandan, chercheur attaché au bureau d'administration de l'expertise judiciaire du Ministère de la Justice, 'Sifa jianding zhidu gaige de luoji fansi' (Réflexion sur la réforme du mécanisme de l'expertise judiciaire), 'Falv kexue' (la Science du droit), n° 1, 2010, p.143; GUO hua, professeur de l'université politique et de droit de Chine, 'Lun sifa jianding fa de tixi jiegou yu kuangjia anpai' (Traité sur la structure ,les dispositifs principaux de la loi sur l'expertise judiciaire), in 'Fa xue' (La science de droit), n° 8, 2009, P65.

677 respectivement des organes d'expertise judiciaire en leur sein.²⁸⁴ Les différents
 678 organismes donnent souvent ses conclusions sur la même question, et ces
 679 conclusions d'experts différents sont souvent contradictoires.²⁸⁵

680 On peut citer comme exemple le bureau de technique judiciaire du tribunal
 681 intermédiaire de la ville LiaoCheng de la province Shandong. Ce bureau de
 682 technique judiciaire se composait de 8 techniciens. Chaque année sur plus 300
 683 affaires qui avaient eu besoin d'une enquête technique judiciaire, 70% étaient
 684 explorées par le bureau de technique judiciaire au sein du tribunal même si un
 685 hôpital, une université ou un organisme de recherche figuraient sur la liste du
 686 Ministère de la Justice des organismes autorisés pour faire enquête. Dans le cas
 687 d'enquêtes parallèles, les conclusions du Bureau de technique judiciaire prévalaient
 688 auprès du tribunal sur celles des autres organismes enquêteurs, en raison de la
 689 proximité professionnelle de ses membres et des juges du tribunal, ce qui faisait
 690 que les membres du Bureau technique bénéficiaient d'une plus grande confiance
 691 auprès des juges.²⁸⁶

692

284 Avant la réforme de 2005 du tribunal le bureau de technique judiciaire avait le pouvoir de faire lui-même une enquête technique judiciaire. Par contre l'organe de technique judiciaire auxiliaire qui lui a succédé après la réforme, n'a plus ce pouvoir.

285 LIU Chang-yuan, juge du tribunal Intermédiaire Yibin, province du Sichuan, Reflection about amendment of forensic technology assistant working management, THE JOURNAL OF LAW & MEDICINE 2006, 13(4)

ZHANG Chang-yin, expert du cabinet d'expertise judiciaire ChiZhou, province d'Anhui, On the Transfer of Functions for Forensic Science Departments in Courts CHINESE JOURNAL OF FORENSIC SCIENCES 2008, (5)

286 Zheng Wanhong, De l'expertise judiciaire à l'enquête et à l'examen de la preuve, site de la Gazette du Palais, disponible sur le site: <http://rmfyb.chinacourt.org/public/detail.php?id=132838>, consulté le 5 mai 2010.

693 Pour que nous puissions mieux comprendre la situation en ce moment, on peut
 694 citer l'affaire HUANG jing comme un exemple.²⁸⁷ HUANG jing est une jeune
 695 enseignante d'une école primaire de la ville Xiantan, province Hunan. Elle meurt
 696 pendant un rendez-vous avec son petit ami le 24 février 2003. Son petit ami est
 697 gardé à vue comme suspect mais libéré plus tard en l'absence de conclusion
 698 définitive sur la cause de la mort de HUANG. Pour déterminer la cause de la mort
 699 de HUANG, des organismes d'expertise judiciaire y compris certains des plus
 700 connus comme l'Université Zhejiang, l'Université Tongji, la China Medical
 701 University, le Centre d'expertise judiciaire de la Cour suprême, donnent 13
 702 conclusions, mais ces conclusions sont contradictoires. Le pire c'est que même le
 703 spécimen de dissection a été perdu.

704 En conséquence, le mécontentement populaire contre l'expertise judiciaire
 705 éclate. En effet à partir de la première session de la neuvième Assemblée populaire
 706 nationale, à chaque session la proposition sur le projet de la loi sur l'expertise
 707 judiciaire est posée. Notamment il y a notamment 266 députés qui présentent cette
 708 proposition durant la quatrième session (5 avril -15 avril 2001), et 234 députés qui
 709 la présentent durant la cinquième session (5 avril -15 avril 2002).²⁸⁸ Finalement en
 710 face de la pression sociale le comité permanent de l'Assemblée Nationale adoptait
 711 une décision sur l'expertise judiciaire le 28 février 2008. Dans cette décision
 712 menant la tendance de la professionnalisation de l'expert judiciaire, le législateur

287 Certain site pour HUANG jing qui existe jusqu'à nos jours: <http://huangjing.netor.com/>, aussi <http://jnhuangjing.netor.com/>, consulté le 16 mai 2010.

288 Source: HOU binzong, directeur de la commission interne et judiciaire de l'Assemblée populaire nationale, L'Explication du projet de la décision sur le problème de la gestion d'expertise judiciaire du comité permanent de l'Assemblée nationale. La neuvième Assemblée populaire nationale se compose de 2980 députés.

713 indique que l'autorité judiciaire ne peut pas elle-même établir l'organe d'expertise
714 judiciaire.²⁸⁹

715 Il est évident que la Cour Suprême n'a pas anticipé le changement qui est
716 arrivé plus tôt que prévu. 14 mois plus tard, elle publie sa notification
717 correspondant à la décision de la réforme concernant l'expertise judiciaire.

718 Si on analyse cette notification sur l'établissement de l'organe auxiliaire de
719 technique judiciaire des tribunaux du 25 septembre 2006, la Cour Suprême
720 s'exprime simplement sur deux points.

721 • Premièrement, la Cour Suprême établit un secteur de technique judiciaire au
722 sein du bureau d'administration de l'équipement judiciaire.

723 • Deuxièmement, la Cour Suprême proclame qu'il faut que la Haute Cour et le
724 tribunal intermédiaire établissent l'organe auxiliaire de technique judiciaire et que
725 le Tribunal de grande instance peut établir l'organe auxiliaire de technique
726 judiciaire si besoin est.

727 Sachant que cette notification consiste en 735 mots y compris le chapeau etc.,
728 on attend les nouveaux textes pour l'accomplissement de la réforme sur l'organe de
729 technique judiciaire et son amélioration.

730 La Cour Suprême adopte finalement la deuxième opinion, stipulant que lorsque
731 le tribunal populaire prépare les listes des administrateurs judiciaires il doit former
732 un comité spécial qui détermine les listes. Dans le contexte où la réforme sur

289 L'alinéa 2 de l'article 7 de la Décision sur l'expertise judiciaire du 28 février 2008 de l'Assemblée Nationale.

733 l'organe de technique judiciaire ne démarre pas avant longtemps, et où l'évolution
734 en est trop lente, nous favorisons également la deuxième proposition.

735

736 A la suite de l'analyse de la légitimité de la formation d'un comité spécial en
737 tant que jury, nous précisons sa composition.

738 L'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur
739 judiciaire dit seulement que le comité spécial se compose d'au moins 7
740 personnes.²⁹⁰ Heureusement nous trouvons un certain complément dans un avis de
741 la Cour Suprême du 12 avril 2007.²⁹¹ Dans cet avis, la Cour Suprême détermine
742 que les membres du comité d'évaluation qui préparent la liste des administrateurs
743 judiciaires doivent se composer de personnel issu de la chambre qui s'occupe de
744 l'affaire de faillite d'entreprise, celui de l'organe auxiliaire de technique judiciaire,
745 celui du comité judiciaire, celui de l'organe de surveillance. (Article 4)

746 En dépit de ce complément, nous devons indiquer l'insuffisance des
747 dispositions correspondantes. Nous espérons que la nouvelle disposition concernera
748 la composition et le fonctionnement du jury.

749

750 ***C. Etape de la publication et de l'enregistrement***

290 L'alinéa 1 de l'article 10 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.

291 Le titre complet de cet avis c'est l'avis sur plusieurs questions quant à l'application de la disposition de la Cour Populaire Suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise et de la disposition de la Cour Populaire Suprême relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise.

751

752 Une fois que le tribunal compétent achève la préparation des listes
 753 préliminaires des administrateurs, il doit en faire une notification publique par les
 754 médias influents au sein de sa juridiction. Et la durée de l'annonce est 10 jours.²⁹²
 755 Si le tribunal reçoit des plaintes ou des dénonciations dirigées contre le candidat, il
 756 doit procéder à un nouvel examen et à une nouvelle vérification portant sur tous
 757 les dossiers concernés. S'il estime que la réclamation est raisonnable, le candidat
 758 doit être retiré de la liste préliminaire des administrateurs judiciaires.²⁹³

759 Nous pensons que l'application du principe de transparence est indispensable
 760 et efficace pour assurer le bon déroulement de la fixation de la liste des
 761 administrateurs judiciaires. Par conséquent le contenu de la notification doit être
 762 détaillé.

763 Certes nous notons que toute notification n'est pas satisfaisante en pratique
 764 judiciaire. Le contenu de certains préliminaires est très simple. On peut citer la
 765 notification sur la liste préliminaire des administrateurs judiciaires publiée par la
 766 Haute Cour de la province de Sichua.²⁹⁴ Dans cette notification, après
 767 l'énumération du nom des candidats sélectionnés, la Haute Cour de la province de

292 L'alinéa 1 de l'article 11 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.

293 L'alinéa 2 de l'article 11 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire : Le tribunal populaire doit examiner l'objection formulée contre un candidat qui est inclus dans la liste préliminaire. Si la réclamation est raisonnable, le tribunal populaire doit supprimer ce candidat de la liste des administrateurs.

294 Cette notification est publiée le 16 juillet 2007 du Quotidien de Sichuan; on peut accéder sur internet aussi <http://sq.newssc.org/system/2007/07/16/010409648.shtml>, consulté le 6 juin 2010.

768 Sichuan a seulement laissé ses coordonnées pour y recueillir toute opposition
769 déposée, soulignant que l'opposition doit être signée avec le vrai nom de
770 l'opposant.

771 Et on note que la notification du tribunal intermédiaire de Hanjiang de la
772 province Hubei ²⁹⁵ et celle du tribunal intermédiaire Shaoyang de la province
773 Hunan²⁹⁶ sont presque dans le même cas. Par rapport aux notifications citées ci-
774 dessus, on remarque que le contenu de la même catégorie de notifications issues de
775 la Haute Cour de Beijing est plus riche. A notre avis, bien qu'il n'y ait pas
776 d'obligation de motiver, la présentation de son travail de sélection par le tribunal
777 lui-même est souhaitable et recommandable.

778 Après l'expiration de la période d'annonce, le tribunal compétent doit fixer les
779 listes des administrateurs et faire une notification publique dans les médias
780 nationaux influents et envoyer une copie pour enregistrement, de proche en proche
781 jusqu'à la Cour Populaire Suprême.²⁹⁷

782

295 La notification publique du tribunal intermédiaire de la ville Hanjiang de la province Hubei sur l'établissement du comité d'examen relative à la liste des administrateurs judiciaires au cas de faillite, disponible sur le site <http://qshyxh.com/listInfo.asp?ListID=131>, consulté le 20 juin 2010, consulté le 20 juin 2010.

296 La notification publique du tribunal intermédiaire du tribunal intermédiaire de la ville Shaoyang de la province Hunan sur l'établissement du comité d'examen relative à la liste des administrateurs judiciaires au cas de faillite, disponible sur le site <http://hi.baidu.com/pcqs/blog/item/5258b2cd0fe021530eb3456a.html>, consulté le 20 juin 2010.

297 La disposition de l'article 12 de l'interprétation judiciaire relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.

783 **Conclusion de la présente section**

784 **Nous voulons tout d'abord rappeler l'importance particulière de la**
785 **procédure d'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires en droit**
786 **chinois de la faillite.**

787 En réalité, d'une part la Cour Suprême se soucie d'éviter tout abus de pouvoir
788 de la part du tribunal, et d'autre part face à l'absence d'une professionnalisation
789 suffisante de l'organe professionnel participant dans les procédures collectives, elle
790 doute de sa compétence. Nous pensons qu'elle n'a pas tort.

791 Nous pouvons, à titre d'exemple, vérifier la situation actuelle des cabinets de
792 liquidation de faillite.

793 L'absence des dispositions spéciales visant les cabinets de liquidation de
794 faillite, entraîne actuellement l'apparition de différences significatives existant
795 entre les cabinets de liquidation de faillite.²⁹⁸ Nous préciserons successivement
796 l'aspect de leur structure et de leur personnel.

797 En ce qui concerne la forme, certains parmi eux sont un établissement public.
798 On peut se référer à l'exemple du Shanghai Liquidation Office. Le Shanghai
799 Liquidation Office qui a été autorisé par le Comité Municipal d'Organisation et par
800 la Commission Economique Municipale de Shanghai est sous la tutelle directe de
801 la Direction de la Commission Economique de Shanghai. Il est une personne

298 En fait dans la première liste des administrateurs judiciaires fixée par la Haute Cour de la province de Jilin, il n'y a aucun cabinet de liquidation de faillite. Mais dans celle fixée par la Haute Cour de la Ville Tianjin, la personne morale d'administrateur judiciaire est le cabinet de liquidation de faillite.

802 morale, disposant d'une autonomie financière.²⁹⁹ Toutefois certains parmi les
803 cabinets de liquidation sont établis selon la loi sur les sociétés, sous forme de
804 sociétés à responsabilité limitée. On peut citer Beijing Entreprise Liquidation Co.,
805 LTD comme exemple.³⁰⁰ Mais on peut aussi considérer le cabinet de liquidation
806 de faillite sous la forme d'un corps civil ou sous la forme d'un corps coopératif.

807 De la même façon les membres des cabinets de liquidation de faillite peuvent
808 être définis de plusieurs manières. Parmi eux, certains sont titulaires du certificat
809 d'aptitude à la profession juridique (CAPJ), certains sont les titulaires du certificat
810 d'aptitude de comptable agréé, certains sont d'anciens fonctionnaires, certains sont
811 des anciens cadres d'entreprise. En outre, il y a des membres qui n'ont ni certificat
812 professionnel, ni expérience professionnelle de gestion.

813 Ainsi on observe que certains cabinets de liquidation de faillite traitent de
814 nombreuses affaires de liquidation de faillite. On peut citer la Beijing Entreprise
815 Liquidation Co., LTD comme exemple. Cette entreprise de liquidation avait
816 conduit 172 affaires de liquidation de faillite avant la fin de l'année 2007,
817 concernant un actif total de 9,753 milliards de yuans. Et le Shanghai Liquidation
818 Office a traité 460 affaires de liquidation de faillite avant la fin de l'année 2007,
819 concernant un actif total de 16,5 milliards de yuans. Par contre la plupart des

299 La présentation sur Shanghai Liquidation Office, disponible sur son site: <http://www.shcc.gov.cn/introduce/qssw/1.htm>, consulté le 8 octobre 2009.

300 La présentation sur Beijing Entreprise Liquidation Co., LTD, disponible sur son site: <http://www.qiyeqs.com/linian.asp>, consulté le 12 octobre 2009 ; également Hangzhou Guoli Entreprise liquidation Co., LTD, sa présentation disponible sur son site : <http://www.hzqlqs.com/index.php>, consulté le 12 octobre 2009.

820 cabinets de liquidation de faillite n'ont jamais été invités.³⁰¹ Il en résulte que tous
821 ne sont pas capables d'agir en tant qu'administrateur judiciaire et qu'il faut établir
822 la liste des administrateurs judiciaires pour garantir la compétence des candidats.

823 Avec cet exemple nous pouvons comprendre plus aisément pourquoi la Cour
824 Suprême chinoise transpose dans son propre système de droit le régime de
825 l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaire et confirme le principe du
826 monopole d'exercice de la profession.³⁰² Nous pensons cette mesure absolument
827 nécessaire pour garantir la bonne application de La Nouvelle Loi 2006, et surtout
828 pour la mise en œuvre de la fonction d'administrateur judiciaire en la période
829 actuelle de démarrage du mécanisme de l'administrateur judiciaire en Chine.

830

831 **Ensuite, du fait que le régime chinois de l'inscription sur la liste des**
832 **administrateurs judiciaires et le principe du monopole d'exercice de la**
833 **profession sont fondés en s'inspirant des expériences législatives étrangères,**
834 **nous ne sommes pas étonnés de la similitude entre le régime chinois de**
835 **l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaire et celui en droit**
836 **français.**

301 La deuxième chambre civile de la Cour de Cassation, «Zuigao renmin fayuan guanyu qiye pochanfa sifa jieshi de liji yu shiyong (La compréhension et l'application de la Cour suprême sur la l'interprétation judiciaire relative à la loi sur la faillite d'entreprise)», Renmin fayuan chubanshe (Maison d'édition du tribunal) mai 2007, P 39.

302 Responsable de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation, réponse aux questions des journalistes, disponible sur le site China Internet Information Center : http://www.china.com.cn/policy/txt/2007-04/17/content_8126606.htm, consulté le 26 novembre 2008.

837 En comparaison, les dispositifs détaillés en droit français nous
838 impressionnent une fois de plus. Nous pensons que là aussi le droit chinois peut
839 s'inspirer des dispositions en droit français sur la création des procédures de
840 recours, sur l'insertion du représentant des administrateurs judiciaires dans la
841 composition du jury, sur l'instauration d'une liste nationale des
842 administrateurs judiciaires qui n'existe pas encore en Chine.

843

844 **Chapitre II La rémunération de l'administrateur judiciaire**

845

846 Une bonne rémunération est une condition indispensable pour l'existence d'une
847 profession libérale et pour son développement. Nous constatons qu'en effet la
848 tentative de la participation des professionnels dans les procédures collectives a été
849 lancée avant même l'entrée en vigueur de la Nouvelle Loi 2006. En 1999 un avocat et
850 un expert-comptable ont créé un cabinet de liquidation, le Cabinet d'affaires de
851 liquidation Dongting, dans la ville de Yueyang, de la province de Hunan. Dans les
852 cas des procès des liquidations d'entreprises, le tribunal désignait ce cabinet de
853 liquidation en tant que membre du groupe de liquidation. La participation du cabinet
854 de liquidation améliorerait considérablement l'efficacité de la liquidation de faillite et
855 soulageait beaucoup le travail des juges. La cour intermédiaire de la ville de
856 Yueyang est également saluée à plusieurs reprises par la Cour populaire suprême
857 pour son initiative de désignation du cabinet de liquidation en tant que membre du

858 groupe de liquidation. Mais faute de rémunération suffisante, le Cabinet d'affaire de
 859 liquidation Dongting s'est arrêté en 2001.³⁰³

860 Compte tenu de l'importance de la rémunération de l'administrateur judiciaire
 861 et de ce que les problèmes se posent dans le domaine de la rémunération, nous
 862 chercherons d'abord la détermination de la rémunération de l'administrateur
 863 judiciaire en droit français (Section I), ensuite la détermination de la rémunération
 864 de l'administrateur judiciaire en droit chinois (Section II).

865

866 **Section I La détermination de la rémunération de l'administrateur**
 867 **judiciaire en droit français**

868

869 En ce qui concerne la rémunération de l'administrateur judiciaire en droit
 870 français, nous constatons l'évolution majeure de ses modalités depuis les dernières
 871 années.

872 Selon le décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985, dans sa rédaction
 873 antérieure au décret du 23 décembre 2006,³⁰⁴ l'administrateur avait d'abord un droit
 874 fixe pour toute procédure de redressement judiciaire. Il avait ensuite un droit
 875 proportionnel calculé sur le montant du chiffre d'affaires réalisé pendant la période
 876 d'observation et pendant la période comprise entre le plan de cession et la signature
 877 des actes de cession, lorsque l'entreprise poursuivait son activité, dès lors que la

303 Ying ZHANG, 'Pochan Guanliren Zeren Zhidu Yanjiu' (La recherche sur la responsabilité de l'administrateur judiciaire), Mémoire, l'Université de science politique et de droit, 2005, p. 58.

304 Les règles spéciales relatives à la rémunération de l'administrateur judiciaire étaient posées par les articles 1 à 7.

878 gestion n'avait pas été confiée au locataire-gérant ou au repreneur. Il avait encore un
879 droit proportionnel calculé sur le prix de cession en cas de cession de l'entreprise.

880

881 Pour répondre à la nécessité de prendre en compte la nouvelle organisation des
882 procédures collectives, et notamment la nouvelle procédure de sauvegarde, les
883 articles 13 et 14 du décret n° 2006-1709 du 23 décembre 2006, apportant diverses
884 modifications importantes sur la rémunération des administrateurs judiciaires,
885 remplacent les anciennes dispositions du décret du 23 décembre 2006.

886 Dans le souci d'asseoir la rémunération sur les diligences accomplies et afin de
887 rémunérer toutes les missions, le décret du 23 décembre 2006, a prévu d'une
888 manière innovante, une rémunération de l'administrateur judiciaire pour les
889 diligences relatives au diagnostic de l'entreprise dans les procédures de sauvegarde
890 et de redressement. Les diligences de l'administrateur judiciaire lui donnent droit à
891 des émoluments tarifés fixés par des droits proportionnels détaillés par ses missions
892 ainsi que par les opérations réalisées.

893 Le nouveau barème repose sur de nouvelles règles telles que la prise en compte
894 de la taille de l'entreprise en fonction de son nombre de salariés et de son chiffre
895 d'affaires. Elle remplace le droit fixe, qui n'était spécialement attaché à aucune
896 mission, dans la législation précédente. En ce qui concerne le droit fixe qui existait
897 précédemment pour toute ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, il a
898 été supprimé.

899 Conformément aux règles juridiques sur le régime de l'administrateur
900 judiciaire, notamment celles issues de la réforme 2006, nous traiterons la

901 rémunération pour les missions de l'administrateur judiciaire (Sous-section I), et
902 ensuite celle pour les diligences de l'administrateur judiciaire (Sous-section II)

903

904 ***Sous-section I La rémunération pour les missions de l'administrateur***
905 ***judiciaire***

906

907 La rémunération est allouée à l'administrateur judiciaire selon ses missions dans
908 les procédures collectives. Un droit proportionnel calculé sur le chiffre d'affaires de
909 l'entreprise au titre de ses missions est attribué à l'administrateur judiciaire:

910 ● Lorsqu'il s'agit d'une mission d'assistance au débiteur au cours d'une
911 procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le droit proportionnel relatif
912 à cette mission est calculé sur le chiffre d'affaires fixé selon le barème suivant :

913 1° De 0 à 150 000 euros : 2 % ;

914 2° De 150 001 euros à 750 000 euros : 1 % ;

915 3° De 750 001 euros à 3 000 000 euros : 0,60 % ;

916 4° De 3 000 001 euros à 7 000 000 euros : 0,40 % ;

917 5° De 7 000 001 euros à 20 000 000 euros : 0,30 %.³⁰⁵

918 Au-delà de 20 000 000 euros, les dispositions de l'article R. 663-13 sont
919 applicables. Par conséquent elle doit être déterminée par le magistrat délégué de la
920 Cour d'appel.

921

305 La disposition de l'article R663-5 du Code de commerce.

922 ● Lorsqu'il s'agit d'une mission de surveillance au cours d'une procédure
 923 de sauvegarde, le droit proportionnel est celui prévu à l'article R. 663-5 diminué de
 924 25 %.³⁰⁶

925

926 ● Lorsqu'il s'agit d'une mission d'administration de l'entreprise au cours
 927 d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, le droit proportionnel
 928 est celui prévu à l'article R. 663-5 majoré de 50% sauf en cas d'assistance par un ou
 929 de plusieurs experts en application de l'article L. 631-12 du Code de commerce.³⁰⁷

930

931 ***Sous-section II La rémunération pour les diligences de l'administrateur***
 932 ***judiciaire***

933

934 La rémunération est également allouée à l'administrateur judiciaire pour les
 935 diligences relatives au diagnostic de l'entreprise dans les procédures de sauvegarde
 936 et de redressement (A), à l'élaboration du bilan et à la préparation du plan de
 937 sauvegarde ou de redressement judiciaire (B), au fonctionnement des comités de
 938 créanciers (C), à l'arrêté d'un plan de cession et au montant de l'augmentation des
 939 fonds propres (D).

940

941 **A. Droit proportionnel allouée à l'administrateur judiciaire pour les**
 942 **diligences relatives au diagnostic de l'entreprise dans les procédures de**

306 La disposition de l'article R663-6 du Code de commerce.

307 La disposition de l'article R663-7 du Code de commerce.

943 **sauvegarde et de redressement.** Il est fixé en fonction du nombre de salariés
 944 employés par le débiteur ou de son chiffre d'affaires, selon le barème suivant :

945 1° 10 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 0 et 5 ou que le
 946 chiffre d'affaires est compris entre 0 et 750 000 euros ;

947 2° 20 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 6 et 19 ou que le
 948 chiffre d'affaires est compris entre 750 001 euros et 3 000 000 euros ;

949 3° 40 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 20 et 49 ou que le
 950 chiffre d'affaires est compris entre 3 000 001 euros et 7 000 000 euros ;

951 4° 80 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 50 et 149 ou que le
 952 chiffre d'affaires est compris entre 7 000 001 euros et 20 000 000 euros;

953 5° 100 taux de base lorsque le nombre de salariés est supérieur à 150 ou que le
 954 chiffre d'affaires est supérieur à 20 000 000 euros.³⁰⁸

955 Les salariés à statut précaire sont pris en compte dans le calcul, ceux employés à
 956 temps partiel également, au prorata de leur temps de travail.³⁰⁹ Rappelons que les
 957 taux de base sont de 100 euros.³¹⁰ Si le débiteur relève de deux tranches différentes
 958 au titre du nombre de salariés ou au titre du montant du chiffre d'affaires, la tranche
 959 la plus élevée sera retenue. La rémunération est, quel que soit le nombre de salariés
 960 du débiteur et son chiffre d'affaires, égale à 80 taux de base lorsque le total du bilan

308 La disposition de l'article R663-4 du Code de commerce.

309 J. Deharveng, «Le tarif des mandataires de justice, organes des procédures collectives », JCP E 2007, 1688, p. 31 s., Sp. p. 33, n° 26.

310 Le III de l'article R663-3 du Code de commerce dispose que: Pour l'application des articles R. 663-4 et R. 663-9, la rémunération des administrateurs judiciaires est exprimée en taux de base dont le montant est fixé à 100 euros.

961 du débiteur est compris entre 3 650 000 euros et 10 000 000 euros et de 100 taux de
 962 base lorsqu'il est supérieur à 10 000 000 euros.³¹¹

963 Ce droit n'est pas conditionné par l'établissement d'un diagnostic sous forme
 964 d'un rapport écrit et distinct du bilan économique, social et environnemental.³¹²

965 **B. Droit proportionnel alloué à l'administrateur judiciaire pour les**
 966 **diligences relatives à l'élaboration du bilan et à la préparation du plan de**
 967 **sauvegarde ou de redressement judiciaire.** La rémunération pour l'élaboration du
 968 bilan économique, social et environnemental et l'assistance apportée au débiteur
 969 pour la préparation d'un plan de sauvegarde ou de redressement est fixée, en
 970 fonction du nombre de salariés employés par le débiteur ou de son chiffre d'affaires,
 971 selon le barème suivant :

972 1° 15 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 0 et 5 ou que le
 973 chiffre d'affaires est compris entre 0 et 750 000 euros ;

974 2° 20 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 6 et 19 ou que le
 975 chiffre d'affaires est compris entre 750 001 euros et 3 000 000 euros ;

976 3° 60 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 20 et 49 ou que le
 977 chiffre d'affaires est compris entre 3 000 001 euros et 7 000 000 euros ;

978 4° 100 taux de base lorsque le nombre de salariés est compris entre 50 et 149 ou que
 979 le chiffre d'affaires est compris entre 7 000 001 euros et 20 000 000 euros ;

980 5° 150 taux de base lorsque le nombre de salariés est supérieur à 150 ou que le
 981 chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 20 000 000 euros.³¹³

311 La disposition de l'article R663-4 du Code de commerce.

312 Com. 8 juin 2010, no09-14.301, Rev. proc. Coll. 2011, no2, obs. Lebel.

982 Rappelons que lorsque le débiteur relève de deux tranches de rémunération
 983 différentes au titre respectivement du nombre de salariés employés et du chiffre
 984 d'affaires, il y a lieu de se référer à la tranche la plus élevée. Cette rémunération est
 985 majorée de 50 % en cas d'arrêté du plan. D'après une jurisprudence de la Cour de
 986 cassation, elle ne subordonne pas l'octroi de la majoration de rémunération en cas
 987 d'arrêté du plan que le plan ait été établi et adopté à l'initiative de l'administrateur
 988 judiciaire. Même si un administrateur judiciaire critique le projet de plan proposé par
 989 le débiteur et même si lors du dépôt du plan, il a fait observer qu'un plan de
 990 continuation serait très difficile à respecter, il a le même droit.³¹⁴

991 **C. Droit proportionnel alloué à l'administrateur judiciaire pour le**
 992 **fonctionnement des comités de créanciers. Il est alloué un double droit**
 993 **proportionnel à l'administrateur judiciaire à ce titre.** Premièrement lorsque des
 994 comités de créanciers sont réunis, l'administrateur judiciaire perçoit un droit de 150
 995 euros par créancier membre d'un comité. Deuxièmement lorsque le plan a été arrêté
 996 conformément au projet adopté par les comités, un droit proportionnel fixé à 0,1 %
 997 du montant des créances prises en compte en application de l'article R. 626-58.³¹⁵

998 **D. Droit proportionnel alloué à l'administrateur judiciaire pour l'arrêté**
 999 **d'un plan de cession.** En cas d'arrêté d'un plan de cession au cours d'une procédure
 1000 de redressement ou de liquidation judiciaire, le droit proportionnel est calculé sur le
 1001 montant total hors taxe du prix de cession de l'ensemble des actifs compris dans le
 1002 plan, fixé selon le barème suivant :

1003 1° De 0 à 15 000 euros: 5 % ;

313 La disposition de l'article R663-9 du Code de commerce.

314 Com. 8 juin 2010, no09-14.301, Rev. proc. Coll. 2011, no2, obs. Lebel.

315 La disposition de l'article R663-10 du Code de commerce.

1004 2° De 15 001 à 50 000 euros: 4 % ;

1005 3° De 50 001 à 150 000 euros: 3 % ;

1006 4° De 150 001 à 300 000 euros: 1,5 % ;

1007 5° Au-delà de 300 000 euros : 1 %.³¹⁶

1008 **Droit proportionnel alloué à l'administrateur judiciaire pour**
 1009 **l'augmentation des fonds propres.** Ce droit proportionnel est calculé sur le
 1010 montant de l'augmentation des fonds propres prévue par un plan de sauvegarde ou
 1011 de redressement et fixé selon le barème prévu à l'article R. 663-11.³¹⁷

1012

1013 Après avoir étudié la détermination de la rémunération pour les diligences de
 1014 l'administrateur judiciaire en droit français, nous allons examiner celle en droit
 1015 chinois.

1016 **Section II La détermination de la rémunération de l'administrateur**
 1017 **judiciaire en droit chinois**

1018

1019 D'après notre analyse ci-dessus, on sait que presque tous les membres du
 1020 groupe de liquidation, l'organe qui gère la faillite des entreprises d'état, étaient par
 1021 le passé des fonctionnaires, conformément aux dispositions de la loi de 1986 sur la
 1022 faillite.³¹⁸ Leurs travaux en tant que membres du groupe de liquidation ne

316 La disposition de l'article R663-11 du Code de commerce.

317 La disposition de l'article R663-12 du Code de commerce.

318 L'administrateur judiciaire devient le principal acteur de la procédure de faillite dans la loi de 2006. Mais le groupe de liquidation existe dans le nouveau régime fondé sur

1023 donnaient donc pas lieu à une rémunération spécifique. Dès lors, il n’existait aucun
1024 rapport entre les travaux qu’ils effectuaient et leur rémunération.

1025 La loi de 2006 sur la faillite des entreprises affirme le droit à rémunération de
1026 l’administrateur judiciaire et délègue à la Cour Suprême le soin d’établir les règles
1027 concernant la détermination de la rémunération de l’administrateur judiciaire.³¹⁹
1028 Nous traiterons successivement les deux voies de détermination de la rémunération
1029 de l’administrateur judiciaire (Sous-section I) et la résolution à l’égard des dossiers
1030 impécunieux (Sous-section II).

1031

1032 *Sous-section II La rémunération pour les diligences de l’administrateur*
1033 *judiciaire*

1034

1035 Il y a deux voies différentes de détermination de la rémunération de
1036 l’administrateur judiciaire en droit chinois. L’interprétation judiciaire de 2007 sur
1037 la détermination de la rémunération des administrateurs judiciaires indique deux
1038 méthodes possibles pour la rémunération: soit fixer la rémunération par la
1039 juridiction compétente (I), soit la fixer compte tenu des propositions venant de
1040 l’administrateur judiciaire lui-même (II).

la base de la nouvelle loi de 2006. L’article 18 de l’Interprétation judiciaire de 2007 sur la désignation de l’administrateur judiciaire en cas de faillite d’entreprise précise 4 cas dans lesquels le tribunal peut désigner le groupe de liquidation comme l’administrateur. Dans la pratique le groupe de liquidation ne sera mis en œuvre que très rarement et seulement dans le cas de faillites d’entreprises d’état entraînant un problème social de grande extension que l’administration de tutelle juge trop important pour être géré par un seul administrateur judiciaire.

319 L’alinéa 2 de l’article 23 de loi de 2006 sur la faillite des entreprises.

1041

1042 *I. La rémunération de l'administrateur judiciaire fixée par la juridiction*
 1043 *compétente*

1044

1045 Quand l'administrateur judiciaire est choisi de manière aléatoire³²⁰, les
 1046 honoraires de l'administrateur judiciaire sont déterminés par application directe des
 1047 barèmes fixés par l'article 2 de l'Interprétation judiciaire de 2007 sur la
 1048 détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire.

1049 L'administrateur judiciaire a un droit proportionnel dégressif calculé sur la
 1050 valeur totale des actifs disponibles que le débiteur utilise pour acquitter les dettes.
 1051 Ce droit est fixé par application du barème suivant:

1052 (1) Si la valeur totale des actifs est inférieure ou égale à 1 million de yuans le
 1053 pourcentage est de 12% ou moins;

1054 (2) Pour la tranche de plus de 1 million de yuans jusqu'à 5 millions de yuans,
 1055 le pourcentage est de 10% ou moins;

1056 (3) Pour la tranche de plus de 5 millions de yuans jusqu'à 10 millions de
 1057 yuans, le pourcentage est de 8% ou moins;

1058 (4) Pour la tranche de plus de 10 millions de yuans jusqu'à 50 millions de
 1059 yuans, le pourcentage est de 6% ou moins;

320 L'article 20 de l'Interprétation judiciaire sur la désignation de l'administrateur judiciaire 2007 : 'Le tribunal populaire doit nommer en principe l'administrateur de façon publique et aléatoire à partir de la liste en vigueur; soit à tour de rôle, soit par tirage au sort, en utilisant des numéros de chance, ou de toute autre façon aléatoire.'

1060 (5) Pour la tranche de plus de 50 millions de yuans à 100 millions de yuans, le
1061 pourcentage est de 3% ou moins;

1062 (6) Pour la tranche de plus de 100 millions de yuans à 500 millions de yuans,
1063 le pourcentage est de 1% ou moins, et

1064 (7) Pour la tranche au-delà de 500 millions de yuans, le pourcentage est de
1065 0,5% ou moins.

1066 **En ce qui concerne ‘le prix des actifs disponibles que le débiteur utilise**
1067 **pour acquitter les dettes’,** il convient de préciser qu’il ne comprend pas la valeur
1068 des biens grevés de sûreté, c’est-à-dire que les pourcentages ci-dessus sont calculés
1069 seulement sur ceux non grevés de sûreté. Mais pour inciter l’administrateur
1070 judiciaire à accomplir ses missions de manière diligente, il a droit à rémunération
1071 auprès du créancier bénéficiaire d’une sûreté, au cas où il accomplit un travail utile
1072 à l’égard de l’entretien, de la réalisation et de la distribution du bien grevé de la
1073 garantie.

1074 Considérant que le même montant de la rémunération de l’administrateur
1075 judiciaire peut être considéré trop élevé dans une province mais trop bas dans une
1076 autre, à cause de la diversité du développement économique et social des
1077 différentes régions, la Haute Cour est autorisée en application de ces règles, si elle
1078 le juge nécessaire, à procéder à des ajustements sur les pourcentages des
1079 rémunérations de l’administrateur judiciaire en conformité avec la situation locale
1080 réelle dans l’intervalle flottant de 30% sur la base des pourcentages susmentionnés

1081 dans l'article 2. Les ajustements de la Haute Cour portent sur les taux (par exemple
1082 12%) pas sur le montant de la tranche (par exemple 100 millions).³²¹

1083

1084 ***II. La rémunération de l'administrateur judiciaire fixée selon la proposition***
1085 ***de l'administrateur judiciaire***

1086

1087 Au cas où l'administrateur judiciaire est nommé par voie de concurrence³²²,
1088 selon la disposition de l'Interprétation judiciaire de 2007 sur la désignation de
1089 l'administrateur judiciaire, sa rémunération est fixée en fonction du plan de
1090 rémunération proposé par les candidats: ' *Si le tribunal nomme l'administrateur*
1091 *judiciaire par voie de concours public, il peut déterminer le plan de rémunération*
1092 *de l'administrateur judiciaire selon les rémunérations proposées par les*
1093 *organismes sociaux intermédiaires*' (l'article 5). Les candidats peuvent proposer

321 Xiaoming XI (Sous direction), 'Zuigao Renmin Fayuan Guanyu Qiye Pochanfa Sifa Jieshi Lijie yu Shiyong' (La compréhension et l'application de l'interprétation judiciaire sur la loi sur la faillite d'entreprise de la Cour Suprême), Renmin Fayuan Chubanshe (La librairie de tribunal populaire), 2007, 1^e édition, p. 146. p.150.

322 L'article 20 de l'Interprétation judiciaire sur la désignation de l'administrateur judiciaire 2007: 'Dans le cas de faillite d'une banque commerciale, d'une société des valeurs mobilières, d'une société d'assurances ou de toute autre institution financière, ou dans le cas de faillite de toute autre entreprise ayant une influence nationale, ou dans le cas d'une faillite où la relation juridique est complexe, ou dans laquelle les propriétés du débiteur sont dispersées dans différents endroits, le tribunal populaire compétent pourra inviter des organismes sociaux intermédiaires, figurant sur les listes des administrateurs préparées par les tribunaux populaires des différents endroits, à participer à la compétition en faisant une annonce (notification publique). Le tribunal compétent nomme comme administrateur judiciaire un administrateur parmi les compétiteurs. Le nombre des organismes sociaux intermédiaires participant à la compétition doit être au minimum de 3.'

1094 leurs plans de rémunération librement, avec toutefois certaines réserves,
 1095 notamment le pourcentage de rémunération offert ne peut pas dépasser les limites
 1096 dictées par l'article 2 de l'Interprétation judiciaire sur la désignation de
 1097 l'administrateur judiciaire 2007. Dans ce cas, le pouvoir du tribunal est assez
 1098 limité. Il ne peut pas le modifier d'office.³²³

1099 Comme les législateurs français, les législateurs chinois montrent leur volonté
 1100 que 'Seul le travail accompli mérite salaire'.³²⁴ Mais il est évident que les règles
 1101 chinoises relatives à la rémunération de l'administrateur judiciaire sont assez
 1102 simples par rapport aux règles françaises sur le même sujet, qui stipulent un droit
 1103 de rémunération pour l'élaboration du diagnostic, un droit proportionnel calculé sur
 1104 le montant du chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'observation, un droit
 1105 sur le montant de l'augmentation des fonds propres, un droit sur le prix de cession
 1106 et un droit proportionnel au titre de l'élaboration du bilan économique, social,
 1107 etc.³²⁵

1108 Conscients de la difficulté de l'établissement et de l'application en Chine de
 1109 règles détaillées au même niveau comme celles existant en droit français, les
 1110 législateurs chinois ont adopté des règles plus simples et plus faciles à appliquer en
 1111 laissant leur perfectionnement s'opérer au fil du temps.³²⁶

323 La disposition de l'article 5 de l'Interprétation judiciaire sur la désignation de l'administrateur judiciaire 2007 en cas de faillite d'entreprise.

324 Interv. P. Clément, Sénat, séance 30 juin 2005, JO Sénat CR, 1er juillet. 2005, p. 4912.

325 L'article 1à 7 du décret n°85-1390 du 27 décembre 1985 fixant le tarif des administrateurs judiciaires en matière commerciale et des mandataires judiciaires.

326 Xiaoming XI (Sous direction), 'Zuigao Renmin Fayuan Guanyu Qiye Pochanfa Sifa Jieshi Lijie yu Shiyong' (La compréhension et l'application de

1112 Mais on doute que les présentes dispositions puissent réaliser la bonne volonté
1113 du législateur. On peut prendre comme exemple l'article 15 de l'Interprétation
1114 judiciaire sur la désignation de l'administrateur judiciaire 2007. Selon la
1115 disposition de l'article 19 de l'Interprétation judiciaire sur la désignation de
1116 l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise, le tribunal populaire peut
1117 nommer les membres du groupe de liquidation parmi des organismes sociaux
1118 intermédiaires inclus dans la liste des administrateurs. Prenant en compte le groupe
1119 de liquidation qui est composé conjointement par des fonctionnaires et des
1120 organismes sociaux intermédiaires, l'article 15 de l'Interprétation judiciaire sur la
1121 détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire confirme que les
1122 membres du groupe de liquidation qui sont envoyés par les ministères du
1123 gouvernement central ou par les départements des gouvernements locaux n'ont
1124 aucune rémunération pour leurs travaux. Mais les organismes sociaux
1125 intermédiaires ont droit à rémunération. Par contre, concernant la méthode de
1126 calcul de cette rémunération, elle dit simplement que celle-ci doit être déterminée
1127 conformément à leurs missions accomplies. Par conséquent, le juge n'a aucune
1128 norme précise à laquelle il puisse se référer.

1129 De plus nous constatons l'absence de dispositions concernant les dossiers
1130 impécunieux.

1131

1132 *Sous-section II La résolution à l'égard des dossiers impécunieux*

1133

l'interprétation judiciaire sur la loi sur la faillite d'entreprise de la Cour Suprême),
Renmin Fayuan Chubanshe (La librairie de tribunal populaire), 2007, 1^o édition, p. 146.

1134 Avant de chercher le dispositif en droit positif chinois sur les dossiers
1135 impécunieux(I) et les inspirations issues du droit français pour développer le
1136 traitement des dossiers impécunieux en droit chinois (II), nous abordons la nécessité
1137 spéciale de la continuation de la procédure de liquidation pour les dossiers
1138 impécunieux en Chine.

1139

1140 En réalité le cas est très fréquent où les actifs de l'entreprise en difficulté sont
1141 assez faibles voire inexistantes et ne permettent pas à l'administrateur judiciaire
1142 d'obtenir la rémunération qui lui est due en application des dispositions
1143 mentionnées ci-dessus.

1144 Mais il est néanmoins nécessaire que même dans ce cas les procédures
1145 collectives puissent continuer. Cette nécessité de la continuation résulte des buts
1146 multiples du droit des procédures collectives.

1147 L'objectif essentiel des procédures collectives vise, bien entendu, à effectuer le
1148 règlement des créanciers. Ainsi le législateur moderne a voulu faire des modes de
1149 traitement des entreprises en difficulté le moyen d'enrayer la disparition des
1150 emplois salariés.³²⁷ Il convient d'ajouter que le droit des procédures collectives a
1151 pour objectif de permettre la conservation ou le recommencement de l'affaire du
1152 débiteur qui n'est pas malhonnête, en payant ses créanciers.

1153 Au-delà de tous ces aspects indiqués, il peut maintenir l'ordre économique et
1154 préserver l'intérêt général par le biais notamment de la sanction des mauvais
1155 débiteurs défaillants (par exemple s'ils font des banqueroutes frauduleuses) et des

327 Michel Jeantin, Paul Le Cannu, *Entreprises en difficulté*, Editions Dalloz, 7^e, 2007, p1.

1156 dirigeants de sociétés qui abusent de la personnalité morale en causant la
1157 défaillance de ces sociétés. Ces comportements nuisent au crédit, qui comme le
1158 considère Madame Corinne Saint-Alary-Houin, est l'âme du commerce.³²⁸ C'est
1159 pourquoi l'exigence de moralité commerciale (the demands of commercial
1160 morality) est imposée par les établissements internationaux comme la Banque
1161 mondiale, l'Association internationale des régulateurs d'insolvabilité (The
1162 International Association of Insolvency Regulators).³²⁹

1163 En effet si des dossiers impécunieux ne peuvent pas être autorisés d'accéder
1164 aux procédures collectives faute de pouvoir rémunérer des liquidateurs judiciaires,
1165 le risque existe que certains débiteurs abusent de cette situation. Il est concevable
1166 que le débiteur répartisse ses actifs de mauvaise foi pour empêcher l'entrée dans
1167 des procédures collectives et échapper ainsi à sa responsabilité.

1168 Si nous témoignons que l'indulgence de la législation du droit des procédures
1169 de faillites conduira à un retour de la rigueur par le biais des décrets-lois du 8 août
1170 1935, à l'égard des dirigeants de sociétés qui abusent de la personnalité morale³³⁰
1171 et que le crédit commercial est assuré aujourd'hui en France par des mesures
1172 systématiques, en Chine qui se trouve dans une période précoce de développement
1173 de son système d'économie de marché, le problème du crédit commercial se pose
1174 d'une manière tellement grave que l'accent est mis dans les rapports annuels du

328 Corinne Saint-Alary-Houin, *Droit des entreprises en difficulté*, op. cit., p.8.

329 The World Bank, *Principles and Guidelines for Effective Insolvency and Creditor Rights Systems*, 2003, principe 6; IAIR Annual Reports, disponible sur l'Internet: http://www.insolvencyreg.org/sub_publications/index.htm#speeches, consulté le 20 avril 2011; Report of Review Committee on Insolvency Law and Practice, Cmnd 8558, 1982 ('Cork Report'), para 235.

330 Corinne Saint-Alary-Houin, *Droit des entreprises en difficulté*, op. cit., p.8.

1175 gouvernement central à partir de 2004 sur le renforcement de l'ordre du marché et
1176 du crédit.³³¹

1177 On peut citer certains chiffres pour le démontrer.

1178 • Le taux annuel de pertes pour cause de créances non honorées par rapport à la
1179 totalité des créances des entreprises chinoises atteint 1% à 2% par comparaison
1180 avec celui de 0,25 à 0,5% dans les pays d'économie de marché matures
1181 (remarquons toutefois qu'en 2005 le chiffre était de 5 à 10% et que les retards de
1182 paiements qui aux USA étaient en moyenne de 7 jours, étaient de 90 jours en Chine
1183 ce qui a justifié la prise de mesures par le législateur concernant le crédit
1184 commercial).³³² En Chine chaque année environ 400 millions des contrats sont
1185 signés et seule la moitié parmi eux est exécutée.

1186 • Selon la statistique du Ministère du Commerce publiée en 2011, des pertes
1187 économiques annuelles résultant de mauvais dossiers de crédit s'élèvent à 585,5
1188 milliards de yuans.³³³ Un grand nombre de sociétés sont fermées sans la procédure
1189 régulière de dissolution et en pratique, les créanciers ne peuvent pas retrouver leurs
1190 dirigeants.

331 Xiao ya, L'association de qualité du produit de Chine promeut la demande de qualification d'entreprise de crédit, disponible sur le site du Journal économique : http://luxury.ce.cn/html/2011/hyjd_0505/3623.html, consulté le 22 mai 2011.

332 Statistique disponible sur l'internet : <http://finance.people.com.cn/GB/1037/3785475.html>, consulté le 28 décembre 2010.

333 Qian weihua, le livre blanc sur la qualité et le crédit, Journal Jinghua, 11 avril ; disponible aussi sur l'Internet : <http://finance.ifeng.com/news/20110411/3845037.shtml>, consulté le 8 mai 2011; le même sujet, disponible sur l'internet : http://news.ifeng.com/mainland/detail_2011_05/04/6156880_0.shtml.

1191 D'où la nécessité spéciale de la continuation de la procédure de liquidation,
1192 même pour les dossiers impécunieux.

1193

1194 *Le dispositif en droit positif chinois sur les dossiers impécunieux*

1195

1196 **Il convient d'étudier le dispositif en droit positif chinois avant examiner**
1197 **les dispositions correspondantes en droit français.**

1198

1199 En droit positif chinois, les intéressés peuvent avancer les honoraires de
1200 l'administrateur judiciaire pour que la procédure collective puisse continuer (A).
1201 Quant à l'administrateur judiciaire, il ne peut pas sous peine de sanction sévère
1202 refuser sa nomination, ou démissionner face à des dossiers qui apparaissent dès le
1203 départ ou ultérieurement comme impécunieux (B).

1204

1205 *B. L'avance des honoraires de l'administrateur judiciaire par les*
1206 *intéressés.*

1207 Lorsque l'actif du débiteur n'est pas suffisant pour les dépenses de la
1208 procédure collective, l'administrateur demande au tribunal de mettre fin à la
1209 procédure collective. Le tribunal doit conclure la procédure collective dans les 15
1210 jours à partir du jour de réception de la demande, et en faire la publicité.³³⁴

1211 Mais pour solliciter la poursuite de la procédure collective, plusieurs
1212 propositions sont envisagées à propos des dossiers impécunieux au cours de la

334 L'alinéa 4 de l'article 43 de la loi de la faillite d'entreprise 2006.

1213 préparation par la Cour Populaire Suprême des dispositions relatives à la
1214 détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire, On peut citer
1215 comme exemple la création d'un organisme public en charge des dossiers
1216 impécunieux comme celui existant aux États-Unis, en Australie et en Angleterre.³³⁵
1217 Mais finalement seule la disposition sur l'avancement par les intéressés est
1218 adoptée.

1219 L'Interprétation judiciaire de la Cour Populaire Suprême relative à la
1220 détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire (Ci-après
1221 'L'Interprétation judiciaire sur la détermination de la rémunération de
1222 l'administrateur judiciaire') prévoit qu'au cas où les actifs disponibles du débiteur
1223 ne sont pas suffisants pour payer les rémunérations de l'administrateur judiciaire et
1224 les frais de l'administrateur judiciaire dans l'exercice de ses fonctions, la procédure
1225 collective peut continuer si les créanciers, l'administrateur du débiteur, les
1226 investisseurs du débiteur moral ou si les autres intéressés veulent avancer les
1227 honoraires et les frais précités.³³⁶

1228

1229 ***C. L'obligation de la continuation de sa tâche de l'administrateur***
1230 ***judiciaire face au dossier impécunieux.***

1231

335 Liu Weiguang, Research on the design of the Chinese insolvency administrator system, P99, Dalian Publishing House, 2009.

336 L'alinéa 2 de l'article 12 de l'Interprétation de la Cour Populaire Suprême relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise.

1232 L'administrateur judiciaire est obligé d'accomplir pleinement sa tâche même
1233 dans le cas des dossiers impécunieux. Il ne peut pas refuser sa nomination, ou
1234 démissionner en face des dossiers qui lui semblent impécunieux, faute de quoi le
1235 tribunal compétent peut, conformément à l'article 130 de la loi sur la faillite
1236 d'entreprise, décider de lui donner une sanction pécuniaire.

1237 • Si l'administrateur judiciaire est un organisme social intermédiaire, l'amende
1238 peut aller de 50.000 yuans à 200.000 yuans.

1239 • Si l'administrateur judiciaire est une personne physique, l'amende peut aller
1240 de 10.000 yuans à 50.000 yuans.³³⁷ Une sanction plus sévère serait que le tribunal
1241 populaire suspende sa qualification d'administrateur pour 1 à 3 ans, ou retire son
1242 nom de la liste des administrateurs judiciaires.³³⁸

1243 Nous pensons que face à ces sanctions sévères, l'administrateur judiciaire
1244 nommé n'osera pas défier ouvertement la décision de sa désignation par le tribunal.
1245 Mais si son activité ne peut pas être rémunérée, il y a évidemment le risque
1246 d'insuffisance de diligence. Les mesures prévues par les normes précitées pour
1247 traiter les dossiers impécunieux ne sont donc pas satisfaisantes.

1248

1249 Après avoir analysé le problème du dossier impécunieux en Chine, nous nous
1250 s'intéresserons à la façon dont la même question est traitée en France.

1251

337 L'alinéa 1 de l'article 39 de l'Interprétation de la Cour Populaire Suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise.

338 L'alinéa 2 de l'article 39 de l'Interprétation de la Cour Populaire Suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise.

1252 ***II. Les inspirations issues du droit français pour développer le traitement des***
 1253 ***dossiers impécunieux en droit chinois***

1254

1255 La question particulière des dossiers impécunieux apparaît également en
 1256 France. Suivant les régions et les juridictions, le nombre de dossiers impécunieux
 1257 varie fortement entre 10% et 40% ou même parfois 60%.³³⁹

1258 Pour remédier à la question des dossiers impécunieux, l' article L. 814-7 du
 1259 Code de commerce³⁴⁰ prévoit que lorsque la réalisation des actifs ne permet pas la
 1260 rémunération du représentant des créanciers ou du liquidateur, pour une somme au
 1261 moins égale à un seuil fixé par décret, une indemnisation sera allouée au
 1262 professionnel concerné.³⁴¹ Le décret du 10 juin 2004, en son article 99, qui
 1263 introduit dans le décret n° 85-1390 du 27 décembre 1985 un article 18-1, en précise

339 Pour les régions à prépondérance agricole, il y a un taux minimum. En revanche les juridictions de la région parisienne et celles situées sur la Côte d'Azur ils peuvent atteindre le taux le plus élevé. Michel Olivier, « Le nouveau statut des administrateurs judiciaires et mandataires-liquidateurs dans leurs fonctions dans les entreprises en difficulté », op.cit.

340 Cet article, issu de la loi du 3 janvier 2003, a été déplacé à l'article L. 663-3 du même code par la loi de sauvegarde des entreprises.

341 Par la définition, on entend que ce dispositif est réservé en France au liquidateur et au représentant des créanciers en France. La proposition de son extension aux administrateurs judiciaires a été refusée. Sur ce point voir Rapport Hyst, Séance du 19 décembre 2002. De plus il sera rare en pratique que le dispositif puisse bénéficier à un mandataire judiciaire, sauf en cas de conversion d'une sauvegarde ou d'un redressement judiciaire en liquidation judiciaire, lorsque le mandataire ne sera pas nommé liquidateur. Voir J.Deharveng, Le tarif des mandataires de justice, organes des procédures collectives, JCP E 2007. 1688, n° 150.

1264 le seuil : 1 500 euros, seuil qui a été conservé par le décret du 23 décembre 2006
1265 (D. 27 déc. 1985, art. 18-1, réd. D. 23 déc. 2006, art. 28).

1266 La procédure d'indemnisation du mandataire de justice pour son travail sur les
1267 dossiers qualifiés par le tribunal comme impécunieux est à présent établie pour en
1268 assurer le bon déroulement. Cette qualification, est lancée par le mandataire
1269 judiciaire ou par le liquidateur. Le tribunal compétent prend la décision sur
1270 proposition du juge-commissaire, au vu des justificatifs fournis par le
1271 professionnel.³⁴²

1272 Le juge-commissaire doit joindre à sa proposition mentionnant le montant des
1273 émoluments déjà perçus par le mandataire de justice, le compte-rendu de fin de
1274 mission du mandataire de justice pour que le tribunal puisse statuer correctement
1275 sur la demande d'indemnisation. Le versement est effectué par la Caisse des dépôts
1276 et consignations sur un compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire au vu d'un
1277 extrait de la décision du tribunal qui l'accorde. Le professionnel ayant transmis la
1278 décision constatant l'impécuniosité du dossier au service compétent situé au siège
1279 de la Caisse des dépôts et consignations fixe la somme précise à laquelle il a droit.

1280

1281 En comparant le droit et la pratique français et chinois sur le traitement du
1282 dossier impécunieux, il nous apparaît que le législateur chinois peut apprendre des
1283 dispositions françaises les modalités pour développer les dispositifs équivalents en
1284 droit national. Nous voulons montrer deux points remarquables en droit français
1285 comme exemple : la qualification de la nature juridique des sommes versées aux

342 La disposition du décret du 23 décembre 2006, d'origine de l'article 18-8 du décret du 27 décembre 1985.

1286 mandataires de justice (A), et le régime de la gestion administrative et
1287 financière(B).

1288

1289 *A. La qualification de la nature juridique des sommes versées aux*
1290 *mandataires de justice.*

1291

1292 Déterminer la nature juridique d'une question en cause est le fondement
1293 théorique pour comprendre et traiter cette question correctement. Des sommes
1294 versées aux mandataires de justice sont qualifiées comme indemnisation de service
1295 rendu pour les dossiers impécunieux.³⁴³ *Depuis la réforme de 1972 les auxiliaires*
1296 *chargés d'assister le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle perçoivent une*
1297 *indemnité. Celle-ci ne constitue cependant pas une rémunération mais seulement*
1298 *une contribution aux frais résultant du concours fourni.*³⁴⁴ D'où il nous semble
1299 que des sommes qui sont versées aux mandataires de justice relèvent de l'Aide
1300 juridictionnelle.

1301 En revanche bien qu'il y ait des articles traitant déjà spécialement la question
1302 du dossier impécunieux en Chine,³⁴⁵ aucun auteur n'a essayé d'analyser la nature
1303 des sommes versées aux mandataires de justice pour leur intervention dans le
1304 traitement du dossier impécunieux. En conséquence bien que certains juristes aient

343 M. Olivier, « Le nouveau statut des administrateurs judiciaires et des mandataires liquidateurs », op. cit., Pierre- Michel Le Corre, op.cit., p. 526 ;

344 Voir. JCP. Procédure civile, Aide juridique, Fasc. 122, n° 240s.

345 Lele XU, 'Woguo Pochan Guanliren Baochou Zhidu zhi Wanshan' (L'amélioration du régime de rémunération de l'administrateur de faillite en Chine), dans 'Le forum de droit de faillite' 4^e volume, pp. 199-207.

1305 fait la proposition de la création à l'avenir d'un fonds spécial,³⁴⁶ leurs propositions
1306 sont soit très vagues, soit inapplicables actuellement.

1307 Nous pensons que la création du fonds spécial est la meilleure solution. Parce
1308 que le système de l'aide juridictionnelle existe aussi en Chine. Avec le
1309 développement du droit, surtout depuis la restauration de la profession d'avocat, le
1310 Ministère de la Justice a présenté en 1994 un projet sur l'aide juridictionnelle. La
1311 loi sur la procédure pénale de 1996 et la loi sur l'avocat de 1996 fixent le cadre de
1312 l'aide juridictionnelle dans la procédure civile et pénale.³⁴⁷

1313 Par suite le centre d'aide juridictionnelle a été fondé en 1997.³⁴⁸ Le Conseil des
1314 affaires d'état a promulgué un décret relatif à l'aide juridictionnelle le 16 juillet
1315 2003.³⁴⁹ Le fonds d'aide juridictionnelle est a été créé en Chine en 1997. En 2010

346 Xiaoming XI (Sous direction), 'Zuigao Renmin Fayuan Guanyu Qiye Pochanfa Sifa Jieshi Lijie yu Shiyong' (La compréhension et l'application de l'interprétation judiciaire sur la loi sur la faillite d'entreprise de la Cour Suprême), Renmin Fayuan Chubanshe (La librairie de tribunal populaire), 2007, 1^e édition, p.175.

347 Ce sont l'article 34 de la loi sur la procédure pénale de 1996 et le chapitre 6 de la loi sur l'avocat de 1996. L'article 39 de la loi sur la protection des intérêts des du 29 août 1996 affirme la disposition spéciale pour l'aide juridictionnelle à l'égard des personnes âgées.

348 Le centre est attaché au ministère de Justice.

349 Liu Genju, certaines questions sur le système de l'aide juridictionnelle, Forum du droit et la science politique, janvier, 2001, également disponible sur le site: <http://laa.lawpku.org/flyzh/zhdgk.htm>, consulté le 10 octobre 2010. A fin de juin 2003, 2642 bureaux d'aide juridictionnelle sont construits qui ont pris en charge plus de 800 000 cas. Près de 970 000 personnes ont bénéficié de leurs aides. En 2010, le nombre des bureaux d'aide juridictionnelle augmente à 60828. Ils se chargeaient de 726763 affaires cette année, et 819953 personnes bénéficient du service d'aide juridictionnelle. Source: le site du Centre national d'aide juridictionnelle, disponible sur l'internet: http://www.chinalegalaid.gov.cn/China_legalaid/content/2011-02/11/content_2468336.htm?node=24962, consulté le 5 mai 2011.

1316 le fond d'aide juridictionnelle dispose de 1.0006 milliards de Yuans. Qualifié
 1317 comme un organisme non gouvernemental et non lucratif, il a ouvert d'ores et déjà
 1318 11 comptes spéciaux. Parmi eux, il y a :

- 1319 • le fonds d'aide juridictionnelle destiné aux travailleurs migrants,
- 1320 • celui destiné aux personnes handicapées,
- 1321 • celui destiné à la protection des droits des femmes et des intérêts de la
 1322 famille,
- 1323 • celui destiné aux mineurs,
- 1324 • celui destiné à la protection de l'environnement.³⁵⁰

1325 Par conséquent sur la base de la qualification des sommes versées aux
 1326 mandataires de justice comme l'Aide juridictionnelle, nous pouvons traiter la
 1327 possibilité de la création d'un nouveau compte spécial pour les dossiers
 1328 impécunieux.

1329

1330 B. *Le régime de la gestion administrative et financière*

1331

1332 Pour assurer le bon déroulement des procédures collectives, un organe en
 1333 charge de la gestion administrative, comptable et financière du fonds institué par
 1334 l'article L.663-3 du Code de commerce a été introduit.³⁵¹

350 Le site sur l'Internet du China Legal Aid Foundation (version en anglais):
<http://www.claf.com.cn/aboutus.asp?title=China%20Legal%20Aid%20Foundation>

351 Institution financière publique, la Caisse des dépôts et consignations gère des
 fonds privés protégés par la loi. Elle est chargée depuis 1985 de recevoir toutes les

1335 Instaurée en 1816, la Caisse des dépôts et consignations se charge dès sa
 1336 création des consignations et fonds de retraite des fonctionnaires. Elle s'occupe des
 1337 autres missions d'intérêt général qui lui sont confiées par l'Etat et les collectivités
 1338 locales. Dans le domaine des procédures collectives, la Caisse est chargée des
 1339 fonctions suivantes:

1340 • effectuer les opérations de prélèvements sur les intérêts servis sur le dépôt
 1341 mentionné à l'article L. 663-3,

1342 • verser au mandataire judiciaire ou au liquidateur les sommes qui leur sont
 1343 attribuées en application de l'article L.663-3,

1344 • gérer la trésorerie excédentaire du fonds,

1345 • assurer la surveillance de son équilibre financier,

1346 • tenir sa comptabilité, enfin rendre compte de sa gestion.³⁵²

1347 Aux termes de l'article R. 663-44, la Caisse des dépôts ouvre dans ses livres un
 1348 compte bancaire spécifique au nom du fonds. Parmi eux il y a le fonds de
 1349 financement des dossiers impécunieux (FFDI) qui assure un minimum
 1350 d'indemnisation pour récompenser l'accomplissement du travail du professionnel.
 1351 Selon un bilan établi au 19 novembre 2005, 112 dossiers bénéficient de ce fonds.³⁵³

sommes perçues par les mandataires de justice pour le compte de tiers dans le cadre de leurs mandats de justice. Voir IFPPC, Petit dictionnaire de l'entreprise en difficulté, P38, La documentation Française 2010.

352 La disposition de l'article R. 663-43 du Code de commerce.

353 Michel Olivier, «Le nouveau statut des administrateurs judiciaires et mandataires-liquidateurs dans leurs fonctions dans les entreprises en difficulté », op.cit., En tout 139 dossiers de demande d'indemnisation ont été présentés.

1352

1353 En Chine, la loi sur l'aide juridictionnelle est pour le moment en voie
 1354 d'élaboration. La résolution sur l'indemnisation du travail pour des dossiers
 1355 impécunieux est également en train d'être examinée. Dans ce contexte il est
 1356 évident que les expériences françaises sur la gestion administrative et financière du
 1357 fonds sont très précieuses pour la Chine.

1358 **Nous pensons que** le Conseil national du fonds de la sécurité sociale puisse
 1359 s'occuper à présent de la fonction de la gestion administrative, financière et
 1360 comptable du fonds destiné à la rémunération du dossier impécunieux comme c'est
 1361 le cas pour la Caisse des dépôts et consignations.³⁵⁴

1362 Ainsi nous notons que le comité d'administration du fonds destiné à la
 1363 rémunération du dossier impécunieux au sein de la Caisse des dépôts et
 1364 consignations est qualifié comme un organe administratif. Les intéressés des
 1365 décisions de ce comité peuvent demander le recours des juridictions
 1366 administratives. **Il nous semble que** la qualification de l'organe compétent et la
 1367 disponibilité des recours contre ses actes abusifs ont une signification majeure en
 1368 Chine qui est loin d'atteindre le but de l'état de droit.

354 Du fait que le montant des actifs de la sécurité sociale a dépassé 2 000 milliards de Yuans en 2009, un organisme spécial, le Conseil national du fonds de la sécurité sociale (SSF : the National Council for Social Security Fund) a été établi en 2000. Le site sur l'Internet du SSF (version anglais): http://www.ssf.gov.cn/Eng_Introduction/. La loi sur la sécurité sociale du 28 octobre 2010 est finalement entrée en vigueur le 1 juillet 2011.

1 **TITRE II L'EXERCICE DE LA PROFESSION**

2

3 Le présent titre consiste en les fonctions d'administrateur judiciaire (Chapitre I) et
4 la responsabilité de l'administrateur judiciaire en droit français et en droit chinois
5 (Chapitre II).

6

7

8 **Chapitre I Les fonctions d'administrateur judiciaire**

9

10 En tant qu'auxiliaire de l'activité économique désigné dans les procédures
11 collectives, l'administrateur judiciaire est investi d'une fonction d'expression de
12 l'intérêt de l'entreprise dans le processus de traitement des difficultés de cette
13 dernière.³⁵⁵ Il peut être appelé à intervenir dans tous les aspects de la procédure. En
14 droit chinois l'administrateur judiciaire peut gérer l'entreprise en difficulté pendant
15 la période d'observation. Il a le droit de prendre toute mesure nécessaire pour la
16 reconstitution ou la préservation des actifs du débiteur. Ainsi il peut procéder à des
17 actes comme les compromis ou les transactions. Nous remarquons également qu'en
18 droit français les fonctions de l'administrateur judiciaire restent assez étendues
19 malgré leur réduction par les récentes réformes.

20 Avant d'analyser les fonctions de l'administrateur judiciaire en droit français
21 (Section I) et celles en droit chinois (Section II), il convient d'indiquer qu'en droit
22 français une définition générale des missions confiées aux administrateurs
23 judiciaires sont prévues par l'article L 811-1 du Code de commerce. Les articles L
24 622-1 et suivants, L 626-24 et L 631-12 précisent ses missions dans les différents
25 cas. En droit chinois, les fonctions de l'administrateur judiciaire sont énumérées
26 généralement à l'article 25 de la nouvelle loi de 2006.

355 Isabelle Perruchot, *JurisClasseur Commercial* 9e volume > Fasc. 2226 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES. - Organes. - Administrateur judiciaire : fonctions, Introduction.

27

28 Section I Les fonctions de l'administrateur judiciaire en droit français

29

30 D'après l'article L 811-1 du Code de commerce français, les administrateurs
31 judiciaires sont mandataires chargés par décision de justice d'administrer des biens
32 d'autrui ou d'exercer des missions d'assistance ou bien de surveillance dans la
33 gestion de ces biens. Ses fonctions sont donc l'administration des biens d'autrui ou
34 des missions d'assistance ou bien la surveillance dans la gestion de ces biens. Elles
35 sont dévolues par la loi ou l'accomplissement de missions fixées par le tribunal, sont
36 nombreuses et vastes.

37 Les fonctions de l'administrateur judiciaire varient selon la procédure
38 appliquée. Nous traiterons les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la
39 procédure de sauvegarde (Section I), celles dans la procédure de redressement
40 judiciaire (Sous-section II), et celles dans la procédure de liquidation (Sous-section
41 III).

42

43 *Sous-section I Les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la procédure*
44 *de sauvegarde*

45

46 La nomination de l'administrateur judiciaire n'est pas de droit dans la
 47 procédure de sauvegarde.³⁵⁶ De plus nous notons tout d'abord que les fonctions de
 48 l'administrateur judiciaire en dans la procédure de sauvegarde sont réduites par le
 49 dispositif issu des réformes récentes (la loi du 26 juillet 2005, et l'ordonnance du 18
 50 décembre 2008).

51 Ayant l'objet de pour stimuler l'attractivité de la procédure de sauvegarde et
 52 inciter les débiteurs à recourir à la sauvegarde, des anciens textes marqués par le
 53 dessaisissement et par l'autorité de l'administrateur judiciaire sont modifiés. *La*
 54 *représentation et a fortiori le dessaisissement étant injustifiés tant que celui-ci est in*
 55 *bonis..... par des mesures encourageant l'implication du débiteur dans la*
 56 *conception et l'adoption du plan de sauvegarde, dont il doit être le maître d'œuvre,*
 57 *ainsi que par le renforcement du caractère probatoire du plan de sauvegarde,*
 58 *exempté désormais des mesures d'éviction frappant les dirigeants.....*³⁵⁷

356 Selon la disposition de l'article L621-4 du Code de commerce, lorsque la procédure est ouverte au bénéfice d'un débiteur dont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires hors taxes sont inférieurs à des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat.

357 Jean-Jacques FRAIMOUT, La réforme des plans de sauvegarde et de redressement, in *Revue des procédures collectives*, 2009. Toutefois certains auteurs pensent que la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 ne semble porter atteinte à l'omniprésence de l'administrateur dans la procédure que d'une manière théorique, en permettant au chef d'entreprise soumis à la procédure de sauvegarde de prendre en charge la réorganisation de l'entreprise. V. Isabelle Perruchot, *JurisClasseur Commercial* 9e volume > Fasc. 2226 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES. - Organes. - Administrateur judiciaire : fonctions, Introduction.

59 Dès lors, l'administrateur judiciaire, pourtant, lorsqu'il est désigné dans la
60 procédure de sauvegarde, est cantonné à une simple mission d'assistance et/ou de
61 surveillance du débiteur.³⁵⁸

62 Nous allons étudier ses fonctions concernant la conservation des droits de
63 l'entreprise contre ses débiteurs (I), et celles concernant la détermination du passif
64 de l'entreprise en difficulté (II).

65

66 *I Les fonctions de l'administrateur judiciaire concernant la conservation des*
67 *droits de l'entreprise contre ses débiteurs.*

68

69 Conformément à la disposition de l'article L622-4 du Code de commerce, dès
70 son entrée en fonction, l'administrateur est tenu de requérir du débiteur ou, selon le
71 cas, de faire lui-même tous actes nécessaires à la conservation des droits de
72 l'entreprise contre les débiteurs de celle-ci et à la préservation des capacités de
73 production. En particulier, l'administrateur a qualité pour inscrire au nom de

358 La disposition de l'article L622-1 du Code de commerce :

I.-L'administration de l'entreprise est assurée par son dirigeant.

II.-Lorsque le tribunal, en application des dispositions de l'article L. 621-4, désigne un ou plusieurs administrateurs, il les charge ensemble ou séparément de surveiller le débiteur dans sa gestion ou de l'assister pour tous les actes de gestion ou pour certains d'entre eux.

74 l'entreprise tous hypothèques, nantissements, gages ou privilèges que le débiteur
75 aurait négligé de prendre ou de renouveler.

76

77 ***II Les fonctions de l'administrateur judiciaire concernant la détermination du***
78 ***passif de l'entreprise en difficulté***

79

80 Selon l'article L. 622-6 du Code de commerce la liste des créanciers est établie
81 par le débiteur. Il remet la liste à l'administrateur et au mandataire judiciaire dans
82 les huit jours qui suivent le jugement d'ouverture.³⁵⁹

83 Dans le cas où des comptes annuels n'ont pas été établis ou mis à sa disposition,
84 l'administrateur, lorsqu'il en a été désigné, dresse à l'aide de tout document ou
85 renseignement disponible un état de la situation.³⁶⁰

86 L'administrateur judiciaire adresse un rapport au juge-commissaire et au
87 ministère public sur le déroulement de la procédure et la situation économique et
88 financière dans laquelle se trouve le débiteur dans un délai de deux mois après le
89 jugement d'ouverture.³⁶¹

90 S'il apparaît, après l'ouverture de la procédure, que le débiteur était déjà en
91 cessation des paiements au moment du prononcé du jugement, l'administrateur
92 judiciaire peut saisir le tribunal à le constater et la procédure de sauvegarde pourra

359 La disposition de l'article R 622-5 du Code de commerce.

360 La disposition de l'article R 622-3 du Code de commerce.

361 La disposition de l'article R 621- 20 du Code de commerce. Ce rapport est déposé au greffe.

93 être convertie en la procédure de redressement judiciaire.³⁶² En revanche, il peut
 94 demander le renouvellement une fois de la période d'observation dans le cas où il le
 95 juge nécessaire.³⁶³

96

97 *Sous-section II Les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la procédure*
 98 *de redressement judiciaire*

99

100 Dans la procédure de redressement judiciaire, l'administrateur judiciaire élabore
 101 le projet du plan de redressement.³⁶⁴ Dès l'ouverture de la procédure, les tiers sont
 102 admis à soumettre à l'administrateur des offres tendant au maintien de l'activité de
 103 l'entreprise, par une cession totale ou partielle de celle-ci.³⁶⁵

104 En exécution du plan de cession arrêté, l'administrateur judiciaire passe tous les
 105 actes nécessaires à la réalisation de la cession.³⁶⁶

106 **A propos du licenciement prévus dans le plan de redressement,** il se réalise
 107 sur simple notification de l'administrateur judiciaire dans le délai d'un mois après le

362 La disposition de l'article L 621-12 du Code de commerce.

363 La disposition de l'article L 621-3 du Code de commerce.

364 La disposition de l'article L631-19 du Code de commerce.

365 La disposition de l'article L 621-13 du Code de commerce.

366 La disposition de l'article L642-8 du Code de commerce.

108 jugement, sous réserve des droits de préavis prévus par la loi, les conventions ou
 109 accords collectifs du travail.³⁶⁷

110 **En ce qui concerne des licenciements pour motif économique présentent un**
 111 **caractère urgent, inévitable et indispensable pendant la période d'observation,**
 112 l'administrateur ne peut y procéder sur autorisation du juge-commissaire.
 113 Préalablement à la saisine du juge-commissaire, l'administrateur consulte le comité
 114 d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel dans les conditions prévues à
 115 l'article L. 321-9 du code du travail et informe l'autorité administrative compétente
 116 mentionnée à l'article L 321-8 du même code. Il joint, à l'appui de la demande qu'il
 117 adresse au juge-commissaire, l'avis recueilli et les justifications de ses diligences en
 118 vue de faciliter l'indemnisation et le reclassement des salariés.³⁶⁸

119 Par ailleurs dans la procédure de redressement judiciaire, pour reconstituer
 120 l'actif du débiteur l'administrateur judiciaire peut lancer l'action en nullité.³⁶⁹

121

122 ***Sous-section III Les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la***
 123 ***procédure de liquidation***

124

125 En principe le jugement qui prononce la liquidation met fin à la mission de
 126 l'administrateur judiciaire. Le liquidateur administre l'entreprise.³⁷⁰ Toutefois,

367 La disposition de l'article L631-19 du Code de commerce.

368 La disposition de l'article L631-17 du Code de commerce.

369 La disposition de l'article L632-4 du Code de commerce.

127 lorsque le nombre des salariés ou le chiffre d'affaires sont supérieurs ou égaux aux
128 seuils de vingt salariés et 3 000 000 euros ou, en cas de nécessité, le tribunal
129 désigne un administrateur judiciaire pour administrer l'entreprise. Dans ce cas,
130 l'administrateur exerce les prérogatives conférées au liquidateur par les articles L.
131 641-11-1 et L. 641-12.³⁷¹ Il prépare le plan de cession, passe les actes nécessaires à
132 sa réalisation. Il peut procéder aux licenciements dans les conditions prévues à
133 l'article L. 631-17.

134 Le maintien de l'activité peut exceptionnellement être autorisé en procédure de
135 liquidation judiciaire par le tribunal pour une durée maximale de trois mois, si la
136 cession totale ou partielle de l'entreprise est envisageable ou si l'intérêt public ou
137 celui des créanciers l'exige.³⁷² Dans ce cas, l'administration de l'entreprise est
138 assurée par l'administrateur judiciaire qui reste en fonction.

139

140 **Section II Les fonctions de l'administrateur judiciaire en droit chinois**

141

370 La disposition de l'alinéa 2 de l'article L641-10 du Code de commerce.

371 Les dispositions de l'article L641-11-1 et L. 641-12 du Code de commerce, V. Annexe 10.

372 La disposition de l'article L641-10 du Code de commerce.

142 En droit chinois les fonctions de l'administrateur judiciaire sont prévues
 143 notamment par l'article 25 de la nouvelle loi de la faillite 2006.³⁷³ Cet article qui est
 144 placé dans le chapitre 3 de la nouvelle loi de 2006 s'applique en théorie à toutes les
 145 trois procédures (la procédure de redressement, la procédure de liquidation et la
 146 procédure de conciliation) sauf dans le cas d'une disposition distincte prévue. Dans

373 La disposition de l'article 25 de la nouvelle loi de 2006: Les fonctions d'administrateur sont les suivantes :

- (1) Prendre en charge l'actif, le sceau, le livre des comptes et les documents du débiteur ;
- (2) Enquêter sur la situation financière du débiteur et préparer un rapport sur cette situation ;
- (3) Décider la gestion interne du débiteur ;
- (4) Décider les dépenses quotidiennes et les autres dépenses nécessaires du débiteur ;
- (5) Décider la continuation ou la cessation de l'activité avant la convocation de la première assemblée des créanciers ;
- (6) Se charger de la gestion, et de l'éventuelle cession en faillite du débiteur ;
- (7) Participer aux actions, aux arbitrages ou à toutes autres procédures juridiques en tant que représentant du débiteur ;
- (8) Demander la réunion de l'assemblée des créanciers ;
- (9) Assurer les autres missions que le tribunal lui confie.

Dans le cas d'une disposition distincte prévue par la présente loi, la disposition spéciale s'applique.

147 la présente étude nous ne traitons que ses fonctions dans les deux premières
148 procédures: la procédure de redressement et la procédure de liquidation.³⁷⁴

149 Nous allons préciser ses fonctions dans la procédure de redressement judiciaire
150 (Section I) avant d'analyser ses fonctions dans la procédure de liquidation
151 judiciaire (Section II).

152

153 *Sous-section I – Les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la*
154 *procédure de redressement judiciaire*

155

156 L'ouverture de la procédure de redressement judiciaire peut soit être demandée
157 dès la première requête, soit résulter de la conversion de la procédure de
158 liquidation judiciaire.³⁷⁵

159 La procédure de redressement judiciaire peut se diviser en deux phases: la
160 phase d'avant l'adoption du plan de redressement et la phase postérieure à celle-
161 ci. Nous traiterons ici la fonction de l'administrateur judiciaire pendant la période

374 Par sa définition en droit français on entend que l'administrateur judiciaire n'est présent que dans la procédure de sauvegarde, la procédure de redressement et la procédure de liquidation judiciaire. De même en droit chinois le chapitre 9 de la nouvelle loi de 2006 concernant la procédure de conciliation ne mentionne pas l'intervention de l'administrateur judiciaire.

375 L'article 70 de la nouvelle loi de 2006 : le débiteur ou le créancier peut demander l'ouverture d'un redressement judiciaire devant le tribunal selon les dispositions de la présente loi.

Le débiteur ou un de ses actionnaires détenant au moins 10% du capital social peut demander la conversion dès l'ouverture d'un redressement judiciaire dans le cas d'une procédure de liquidation judiciaire à la demande d'un créancier.

162 de l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire jusqu'à la présentation du
163 plan de redressement.

164 La présence de l'administrateur judiciaire pendant la période de l'ouverture de
165 la procédure de liquidation judiciaire jusqu'à la présentation du plan de
166 redressement est remarquable. Une fois nommé, l'administrateur judiciaire a le
167 droit de décider discrétionnairement de continuer ou non les contrats en cours.³⁷⁶
168 Le créancier dont la dette est antérieure au jugement d'ouverture peut demander à
169 l'administrateur judiciaire sa compensation.³⁷⁷

170 Dès l'ouverture de la procédure collective mettant fin au cours des intérêts et
171 entraînant la déchéance à terme des créances, toutes les créances, quelque soit leur
172 terme, doivent être déclarées auprès de l'administrateur judiciaire avec leurs
173 intérêts courus jusqu'au jour du jugement d'ouverture.³⁷⁸ Ce dernier a en charge de

376 L'article 18 de la nouvelle loi de 2006 : L'administrateur peut décider de résilier ou de continuer le contrat en cours conclu entre le débiteur et des cocontractants avant le jugement d'ouverture mais qui n'a encore été exécuté par aucune des parties. Le contrat est réputé résilié sans avertissement de l'administrateur après une mise en demeure d'un créancier adressée à l'administrateur et restée plus de 30 jours sans réponse ou dès 2 mois après le jugement d'ouverture.

Si l'administrateur exige la continuation du contrat, le cocontractant doit l'exécuter, mais le cocontractant peut demander à l'administrateur à fournir la sûreté. Le contrat est jugé résilié si l'administrateur ne fournit pas la sûreté.

377 La disposition de l'article 40 de la nouvelle loi de 2006.

378 L'article 46 de la nouvelle loi de 2006 : Les créances non échéantes sont considérées comme créances échéantes lorsque la demande de faillite est acceptée.

Les intérêts cessent de courir à compter du jugement d'ouverture de la procédure.

L'article 47 de la nouvelle loi de 2006 : Les créanciers peuvent déclarer au tribunal les créances jointes à certaines conditions ou dans certains délais, les créances en cours d'action et d'arbitrage.

174 préparer la liste des créances, mais aussi d'évaluer le montant des actifs du
175 débiteur soumis à la procédure collective.³⁷⁹

176 L'administrateur judiciaire prend également en charge l'actif, le sceau, le livre
177 des comptes et les documents du débiteur.³⁸⁰ Il convient d'indiquer que l'actif du
178 débiteur consiste non seulement dans les biens dont la propriété appartient au
179 débiteur, mais aussi dans les biens d'autrui qui sont en possession aux mains du
180 débiteur.

181 Il résulte de la disposition de l'alinéa 2 et de l'alinéa 5 de l'article 25 de la
182 nouvelle loi de 2006 que l'administrateur judiciaire a le droit de remettre en cause
183 des actes qui ont été accomplis par le débiteur mais qui semblent lui être
184 défavorables.

185 La nouvelle loi de 2006 met en place un système de nullités pour les actes qui
186 peuvent être désavantageux pour le débiteur. Son article 34 dispose que
187 l'administrateur judiciaire s'impose à reconstituer le patrimoine du débiteur par le
188 biais du système des nullités.³⁸¹ Nous notons trois types d'actions spécifiques en
189 droit positif chinois que l'administrateur judiciaire peut appliquer pour reconstituer
190 le patrimoine du débiteur.³⁸² Il s'agit du pouvoir de l'administrateur de demander

379 Sur l'établissement de la liste des créances, nous le verrons dans la procédure de liquidation judiciaire.

380 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 25 de la nouvelle loi de 2006.

381 L'article 34 de la nouvelle loi de 2006 : L'administrateur a le droit de récupérer les actifs du débiteur au moyen des actes prévus par les articles 31, 32 et 33.

382 Sur la comparaison des dispositions françaises et chinoises relatives à la nullité des actes, V. Annexe 11.

191 aux actionnaires de libérer le capital souscrit,³⁸³ ainsi que son pouvoir de récupérer
192 les biens détenus illégalement par les cadres dirigeants de la société.³⁸⁴

193

194 Après avoir analysé le cas dans lequel l'administrateur judiciaire **assure seul**
195 la gestion, nous étudierons celui dans lequel l'administrateur judiciaire **surveille le**
196 **débiteur** dans tout ou partie de ses actes.

197 Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, en principe dans la procédure de
198 redressement judiciaire le débiteur perd tout pouvoir de gestion au profit de
199 l'administrateur judiciaire. Mais il reste la possibilité que le débiteur se charge lui-
200 même de la continuation de l'entreprise et de la gestion de ses actifs. Le débiteur
201 faisant l'objet de cette procédure peut en effet demander au tribunal l'autorisation
202 de gérer lui-même son activité.

203 L'administrateur doit alors simplement surveiller le débiteur. Cette demande
204 du débiteur peut intervenir à tout moment entre le jugement d'ouverture et la fin de
205 la procédure de redressement

206 L'alinéa 1 de l'article 73 fixe que les fonctions de l'administrateur judiciaire
207 peuvent être exercées et assumés par le débiteur sous le contrôle de
208 l'administrateur. L'alinéa 2 de l'article 73 précise d'ailleurs l'hypothèse où le
209 pouvoir de gestion a été initialement confié à l'administrateur avant d'être mis à
210 nouveau entre les mains du débiteur. Tous les droits et obligations de

383 L'article 35 de la nouvelle loi de 2006: Dès l'ouverture de la procédure l'administrateur doit demander aux actionnaires de libérer l'intégralité du capital qu'ils ont souscrit, sans tenir compte du délai initialement prévu pour effectuer l'apport.

384 L'article 36 de la nouvelle loi de 2006: L'administrateur doit récupérer les biens de l'entreprise qui ont été soustraits par ses dirigeants à la suite de comportements abusifs.

211 l'administrateur doivent **alors être exercés et assumés par le débiteur sous le**
212 **contrôle de l'administrateur.**

213

214

215 *Sous-section II Les fonctions de l'administrateur judiciaire dans la procédure*
216 *de liquidation judiciaire*

217

218 Nous aborderons tout d'abord la fonction de l'administrateur judiciaire depuis
219 la période de l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire jusqu'à la
220 déclaration de l'état de banqueroute (Sous-section I), ensuite sa fonction à partir de
221 la déclaration de l'état de banqueroute jusqu'à fin de la procédure de liquidation
222 judiciaire. (Sous-section II)

223

224 *I Les fonctions de l'administrateur judiciaire pendant la période entre*
225 *l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire et la déclaration de l'état de*
226 *banqueroute*

227

228 Dans cette section, nous allons préciser successivement la fonction de
229 l'administrateur judiciaire depuis l'ouverture de la procédure de liquidation
230 judiciaire jusqu'à la convocation de la première assemblée des créanciers (A), et sa
231 fonction à partir de la convocation de la première assemblée des créanciers jusqu'à
232 la déclaration de l'état de banqueroute (B).

233

234 *A. La fonction de l'administrateur judiciaire depuis l'ouverture de la*
 235 *procédure de liquidation judiciaire jusqu'à la convocation de la première*
 236 *assemblée des créanciers*

237

238 Les deux fonctions essentielles de l'administrateur judiciaire pendant cette
 239 période consistent dans **la vérification des créances** et **la préparation de la liste**
 240 **des créances.**

241 **La vérification des créances.** Pour que les créanciers puissent exercer leur
 242 droit contre leur débiteur conformément aux dispositions de la loi de faillite des
 243 entreprises, ils doivent déclarer leurs créances auprès de l'administrateur dans le
 244 délai fixé par le tribunal.³⁸⁵ Il existe cependant, comme nous le verrons, une
 245 exception pour les créances salariales.

246 Selon l'article 49, quand le créancier déclare sa créance il doit préciser par
 247 écrit le montant de sa créance, les éventuelles sûretés réelles la garantissant et les
 248 preuves du droit de créance.

249 Si la créance est solidaire, cela doit être précisé. Après réception des
 250 documents de la déclaration, l'administrateur judiciaire doit les enregistrer et les
 251 vérifier, et puis **établir l'état des créances.**³⁸⁶

252 Ici nous devons nous demander quel est le genre de vérification fixée par
 253 l'article 57: l'administrateur judiciaire examine-t-il les des documents de la

385 C'est la disposition de l'alinéa 1 de l'article 48 de la nouvelle loi de 2006. Quant au délai, selon l'article 45 de la nouvelle loi de 2006 le tribunal détermine le délai de la déclaration des créances dès le jugement d'ouverture. Cette période ne peut pas être de moins de 30 jours, ni de plus de 3 mois à compter de la publication du jugement d'ouverture.

386 La disposition de l'article 57 de la nouvelle loi de 2006.

254 déclaration seulement formellement, ou bien procède-t-il à une vérification plus
255 substantielle?

256 Certains juristes chinois optent pour la première opinion, certains autres
257 pensent que la vérification de l'administrateur judiciaire doit être plus
258 substantielle.³⁸⁷

259 Il nous semble quant à nous qu'il agit d'une vérification substantielle. Le
260 problème est que la première assemblée des créanciers est convoquée par le
261 tribunal dans le délai de 15 jours suivant la fin de la période prévue pour la
262 déclaration des créances.³⁸⁸ En conséquence, même la tâche de réalisation de l'état
263 des créances est assez difficile pour l'administrateur judiciaire qui risque de
264 n'avoir que 15 jours pour la réaliser, sans parler de la vérification substantielle de
265 la déclaration des créances.³⁸⁹

266 **En ce qui concerne la créance salariale**, les salariés n'ont pas à déclarer leurs
267 créances salariales.³⁹⁰ L'administrateur doit au contraire préparer lui-même un état

387 LI yongxiang, DING wenlian (Sous dir), Pochan Chengxu Yunzuo Shiwu (L'opération pratique de la procédure de faillite), La librairie de droit, 2007, p. 237.

388 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 62 de la nouvelle loi de 2006.

389 Sur des cas spécifiques en cas de déclaration et de vérification de créances en droit et en pratique chinois. Voir Xiaowei ZHANG, Zhengyou YIN, 'Pochan Guanli Ren Gongzuo Guicheng' («Règles de travail des administrateurs de faillite»), La librairie de l'université de Renmin, 2008, p.107 ; Wang Dongming, « Xin Pochanfa Yinan Jiedu yu Shiwu Caozuo » (« Analyse sur la nouvelle loi de la faillite et sur le mode pratique d'opérer»), La librairie de droit, 2007, pp.65-66 ; Yongjun WANG, « Pochan FA » (« Droit de la faillite »), La maison d'édition de l'Université de sciences politiques et de droit, 2009, pp.127-157.

390 Sur la préparation de l'état de la créance salariale, voir Xiaowei ZHANG, Zhengyou YIN, 'Pochan Guanli Ren Gongzuo Guicheng' («Règles de travail des administrateurs de faillite»), La librairie de l'université de Renmin, 2008, pp119-137; LI

268 des créances salariales, qu'il publie ensuite. Les salariés ont cependant le droit de
 269 contester l'évaluation faite, directement auprès de l'administrateur ou en cas de
 270 refus en saisissant le tribunal.³⁹¹ *Ce mécanisme permet certainement de faciliter la*
 271 *procédure de déclaration des créances pour les salariés, mais il suppose pour*
 272 *fonctionner correctement que l'administrateur ait accès à des informations fiables*
 273 *concernant l'état des rémunérations versées.*³⁹²

274

275 *B. La fonction de l'administrateur judiciaire à partir de la convocation de la*
 276 *première assemblée des créanciers jusqu'à la déclaration de l'état de banqueroute.*

277

Zongsheng, « Pochan Anjian zai Zhigong Zhaiquan de Fanwei ji Jisuan Fangshi » («La portée et la méthode de calcul des créances des salariés dans le procès de la faillite»), in « Gongsifa Pochanfa Lvshi Shiwu » (« La pratique de l'avocat dans le droit des sociétés et de la faillite »), La librairie de droit , 2^e volume, 2007, p.275.

391 La disposition de l'alinéa 2 de l'article 48 de la nouvelle loi de 2006 : Les salaires, les subventions pour soins médicaux, d'invalidité, ou de confort et les fondamentaux d'assurance vieillesse, les fondamentaux médicaux qui doivent être transférés aux comptes personnels des salariés ainsi que les compensations pour les salariés prescrites par les lois ou par les règlements administratifs dues par le débiteur en défaut de paiement n'ont pas besoin d'être déclarés. L'administrateur doit élaborer une liste après enquête et en notifier le public. Les salariés qui contestent l'évaluation peuvent demander des corrections auprès de l'administrateur ; ils peuvent le convoquer devant le tribunal en cas de contestation.

392 Louis Oudot de Dainville, Le Nouveau Droit Chinois des Faillites, Mémoire de l'Université Panthéon-Assas Paris 2, sous la direction de Monsieur le Professeur Michel Germain, 2007, p.45.

278 Pendant cette période, l'administrateur judiciaire assiste à la convocation de la
 279 première assemblée des créanciers, et rapporte les documents à la première
 280 assemblée des créanciers.

281 Selon l'article 62 de la nouvelle loi de 2006, c'est le tribunal qui convoque la
 282 première assemblée des créanciers.³⁹³ L'administrateur judiciaire doit contribuer à
 283 la convocation de la première assemblée des créanciers. Il doit par exemple
 284 informer les créanciers connus de la convocation de l'assemblée des créanciers 15
 285 jours avant la date prévue.³⁹⁴

286 L'administrateur judiciaire lui-même se présente aux assemblées des créanciers
 287 et il doit rendre compte de ses actions et répondre aux questions de ladite
 288 assemblée.³⁹⁵ Plus précisément il doit au moins rendre les rapports et les
 289 documents suivants :

290 • le rapport sur l'état de l'actif du débiteur, le plan sur la gestion de
 291 l'entreprise³⁹⁶,

393 La disposition de l'article 62 de la nouvelle loi de 2006 :

La première assemblée des créanciers est convoquée par le tribunal dans un délai de 15 jours suivant la fin de la période prévue pour la déclaration des créances.

Les convocations ultérieures interviennent soit à la demande faite auprès du Président de l'assemblée des créanciers, par l'administrateur, le comité des créanciers, ou des créanciers détenant plus de 25% du montant total des créances, soit sur décision du tribunal lorsque celui-ci le juge nécessaire.

394 La disposition de l'article 63 de la nouvelle loi de 2006.

395 L'article 23 de la nouvelle loi de 2006 : L'administrateur exécute sa mission selon les dispositions de la loi précédente, il rapporte au tribunal et fait l'objet d'un contrôle par l'assemblée des créanciers et par le comité des créanciers.

L'administrateur doit être en présence de l'assemblée des créanciers, et rapporter à l'assemblée des créanciers ses actions et répondre aux questions.

396 La disposition de l'article 61 de la nouvelle loi de 2006.

- 292 • le rapport sur la décision avec des justifications de continuation ou de
 293 cessation de l'activité de l'entreprise,
- 294 • le plan de sa propre rémunération³⁹⁷,
- 295 • la liste des créances³⁹⁸.

296 Lorsque le débiteur et les créanciers s'accordent sur l'état des créances, le
 297 document doit être confirmé par le tribunal.³⁹⁹ Dans le cas contraire, le débiteur ou
 298 un créancier peuvent introduire une action devant le tribunal.⁴⁰⁰

299

300 *II Les fonctions de l'administrateur judiciaire à partir de la déclaration de*
 301 *l'état de faillite jusqu'à fin de la procédure de liquidation judiciaire*

302

303 Lorsque le tribunal déclare l'état de banqueroute, il doit en informer le
 304 débiteur et l'administrateur judiciaire dans les 5 jours, et les créanciers dans les 10
 305 jours.⁴⁰¹ Après avoir été informé, l'administrateur judiciaire commence
 306 l'élaboration et l'exécution d'un plan de cession des actifs, et l'élaboration et
 307 l'exécution d'un plan de distribution du prix de cession des actifs (A) avant de
 308 mettre fin à la procédure de liquidation. (B).

397 La disposition de l'alinéa 2 de l'article 6 de l'interprétation sur la rémunération: 'L'administrateur judiciaire doit rapporter le contenu du plan sur sa rémunération durant la première session de l'assemblée des créanciers.'

398 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 58 de la nouvelle loi de 2006.

399 La disposition de l'alinéa 2 de l'article 58 de la nouvelle loi de 2006.

400 La disposition de l'alinéa 3 de l'article 58 de la nouvelle loi de 2006.

401 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 107 de la nouvelle loi de 2006. Les opérations de liquidation après la déclaration de l'état de banqueroute sont prévues au chapitre 10 consistant en l'article 107 à l'article 124 de la nouvelle loi de 2006.

309

310 *A. La fonction de l'administrateur judiciaire sur l'élaboration et l'exécution*
 311 *d'un plan de cession des actifs, et l'élaboration et l'exécution d'un plan de*
 312 *distribution du prix de cession des actifs.*

313

314 L'administrateur judiciaire doit **d'abord** préparer un projet de plan de cession
 315 des actifs, et le soumettre à l'assemblée des créanciers.⁴⁰²

316 S'il n'est pas adopté par l'assemblée, la procédure prévue par l'alinéa 1 de
 317 l'article 65 s'applique et le tribunal décide seul.⁴⁰³

318 Après son adoption, le plan de cession est mis en oeuvre par l'administrateur
 319 judiciaire.⁴⁰⁴ Selon l'article 112 de la nouvelle loi de 2006, la cession des actifs est
 320 en principe réalisée par vente aux enchères⁴⁰⁵ sauf résolution contraire adoptée par
 321 l'assemblée des créanciers.⁴⁰⁶

402 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 111 de la nouvelle loi de 2006.

403 L'alinéa 1 de l'article 65 de la nouvelle loi de 2006 : Le tribunal a un pouvoir supplétif pour adopter la décision lorsque l'assemblée des créanciers ne parvient pas à adopter des résolutions sur les questions visées à l'article 65 alinéa 1 (8) et (9).

404 L'alinéa 2 de l'article 111 de la nouvelle loi de 2006 : L'administrateur convertit l'actif de banqueroute selon le projet de cessation d'actifs adopté par l'assemblée des créanciers ou selon le projet approuvé par le tribunal conformément à la procédure de l'article 65 alinéa 1.

405 La disposition de l'article 112 de la nouvelle loi de 2006. Sur le vente aux enchères, Voir Xiaowei ZHANG, Zhengyou YIN, 'Pochan Guanli Ren Gongzuo Guicheng' («Règles de travaux des administrateurs de faillite»), La librairie de l'université de Renmin, 2008, p156.

406 L'alinéa 2 de l'article 112 de la nouvelle loi de 2006 : Des actifs de l'entreprise en difficulté peuvent être vendus en totalité ou en partie par le biais de la conversion. Lorsque des actifs de l'entreprise en difficulté sont vendus par le biais de la conversion,

322

323 **Ensuite**, l'administrateur judiciaire doit préparer un projet du plan de
 324 distribution du prix de cession des actifs et doit le présenter à l'assemblée des
 325 créanciers.⁴⁰⁷ Les distributions sont en principe réalisées en argent.⁴⁰⁸

326 Le contenu de ce plan de distribution est détaillé à l'article 115 de la nouvelle
 327 loi de 2006. Il doit contenir les éléments suivants:

- 328 • les noms et domiciles des créanciers dans le plan de distribution des actifs;
- 329 • le montant pour chaque créancier dans le plan de distribution des actifs; le
 330 montant des actifs de banqueroute pour la distribution;
- 331 • l'ordre de préférence, la proportion et le montant de la distribution des actifs
 332 de banqueroute; les mesures à prendre pour la réalisation de la distribution des
 333 actifs de banqueroute.⁴⁰⁹

334 Si l'assemblée adopte ce plan, il doit encore être approuvé par le tribunal.⁴¹⁰

335 Au cas où le plan n'est pas adopté, la procédure prévue par l'alinéa 2 de
 336 l'article 65 s'applique. Nous notons qu'il peut y avoir une différence de la
 337 condition de détermination du plan de cession des actifs et du plan de distribution
 338 du prix de cession des actifs par le tribunal compétent. En cas de désaccords parmi

les actifs incorporels et autres actifs peuvent être vendus seuls. Son alinéa 3 dispose que les biens qui ne doivent pas être vendus aux enchères ou dont le transfert est limité selon les dispositions légales, doivent être traités par les méthodes prescrites par l'État.

407 La disposition de l'alinéa 2 de l'article 115 de la nouvelle loi de 2006.

408 La disposition de l'article 114 de la nouvelle loi de 2006 : la distribution d'actifs de banqueroute doit être réalisée en argent, sauf résolution contraire adoptée par l'assemblée des créanciers.

409 La disposition de l'alinéa 1 de l'article 115 de la nouvelle loi de 2006.

410 La disposition de l'alinéa 3 de l'article 115 de la nouvelle loi de 2006.

339 les créanciers au sein de l'assemblée des créanciers, le tribunal décide lui-même
 340 après échec de **la seconde délibération** de l'assemblée des créanciers.⁴¹¹

341 Ainsi, l'administrateur judiciaire assure l'exécution du plan de distribution du
 342 prix de cession des actifs. Lorsque l'administrateur judiciaire distribue les actifs du
 343 débiteur plusieurs fois selon le plan de distribution des actifs, il doit à chaque fois
 344 indiquer le montant de l'actif distribué et la part de la créance concernée.⁴¹²

345

346 *B. La cessation de la fonction de l'administrateur judiciaire à la fin de la*
 347 *procédure de liquidation judiciaire.*

348

349 L'administrateur judiciaire demande au tribunal de clore la procédure de
 350 liquidation judiciaire après la fin des opérations de distribution, ou dans
 351 l'hypothèse où il n'y a aucun actif à distribuer, ou encore si les actifs restant sont
 352 insuffisants pour payer les frais de procédure.⁴¹³ L'administrateur a 10 jours pour
 353 demander à l'autorité d'enregistrement de supprimer la société du registre des

411 La disposition de l'alinéa 2 de l'article 65 de la nouvelle loi de 2006.

412 La disposition de l'article 116 de la nouvelle loi de 2006.

413 L'article 120 de la nouvelle loi de 2006 dispose que : Lorsqu'il n'y a aucun actif du débiteur à distribuer, l'administrateur doit demander au tribunal de mettre fin à la procédure collective.

Après la fin des opérations de distribution, l'administrateur doit soumettre au tribunal un rapport sur la distribution des actifs de banqueroute et demander au tribunal de clore la procédure collective en temps opportun.

Le tribunal a 15 jours à partir du jour de réception de la demande de l'administrateur pour décider de conclure ou non la procédure collective. Il doit le publier en cas de clôture de la procédure collective.

354 sociétés à partir de la clôture de la procédure.⁴¹⁴ Selon la disposition de l'article
355 122, l'administrateur cesse ses fonctions au lendemain du jour de la dissolution de
356 l'entreprise sauf s'il y a des actions ou des arbitrages en cours.

357

358 **Conclusion du présent chapitre**

359

360 Les missions de l'administrateur judiciaire en droit chinois nous font penser à
361 celles de l'administrateur judiciaire en droit français.

362 Cependant les missions de l'administrateur judiciaire en droit chinois ne se
363 limitent pas à celles de l'administrateur judiciaire en droit français. On peut citer
364 comme exemple qu'en droit chinois l'administrateur judiciaire possède la faculté
365 de vérifier le passif du débiteur, de recevoir la déclaration de créances de la même
366 façon que le mandataire judiciaire en droit français.⁴¹⁵

414 L'article 121 de la nouvelle loi de 2006 dispose que : L'administrateur doit déposer le jugement de clôture de la procédure de liquidation judiciaire du tribunal au bureau du Registre des Entreprises où l'entreprise en faillite a déposé ses statuts pour dissolution, dans les 10 jours suivant le jour où la procédure a été conclue.

Après la fin des opérations de distribution, l'administrateur doit soumettre au tribunal un rapport sur la distribution des actifs de banqueroute et demander au tribunal de clore la procédure collective en temps opportun.

Le tribunal a 15 jours à partir du jour de réception de la demande de l'administrateur pour décider de conclure ou non la procédure collective. Il doit publier sa décision en cas de la clôture de la procédure collective.

415 L'article L. 622-20 et L. 624-1 et suivants du Code de commerce français.

367 Il procède aussi aux opérations de réalisation des actifs du débiteur qu'en droit
 368 français le liquidateur judiciaire exerce.⁴¹⁶ Il remplit également la mission
 369 d'établissement des créances salariales qu'exercent en droit français le représentant
 370 des salariés.⁴¹⁷ Il agit en tant que commissaire à l'exécution du plan si c'est
 371 nécessaire.⁴¹⁸

372 Ceci s'explique par ce qu'à la différence du droit positif français, la présente
 373 loi chinoise de 2006 ne consacre qu'un organe non juridictionnel- l'administrateur
 374 judiciaire. En conséquence, l'administrateur judiciaire chinois doit assumer
 375 certaines fonctions des autres organes précitées.

416 L'alinéa 1 de l'article 641-4 du Code de commerce français dispose que : 'Le liquidateur procède aux opérations de liquidation en même temps qu'à la vérification des créances. Il peut introduire ou poursuivre les actions qui relèvent de la compétence du mandataire judiciaire.'

417 L'alinéa 1 de L. 625-1 et suivants du Code de commerce français dispose que : 'Après vérification, le mandataire judiciaire établit, dans les délais prévus à l'article L. 143-11-7 du code du travail, les relevés des créances résultant d'un contrat de travail, le débiteur entendu ou dûment appelé. Les relevés des créances sont soumis au représentant des salariés dans les conditions prévues à l'article L. 625-2. Ils sont visés par le juge-commissaire, déposés au greffe du tribunal et font l'objet d'une mesure de publicité dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.' ; Ainsi l'article L625-2 : Les relevés des créances résultant des contrats de travail sont soumis pour vérification par le mandataire judiciaire au représentant des salariés mentionné à l'article L. 621-4. Le mandataire judiciaire doit lui communiquer tous documents et informations utiles. En cas de difficultés, le représentant des salariés peut s'adresser à l'administrateur et, le cas échéant, saisir le juge-commissaire. Il est tenu à l'obligation de discrétion mentionnée à l'article L. 432-7 du code du travail. Le temps passé à l'exercice de sa mission tel qu'il est fixé par le juge-commissaire est considéré de plein droit comme temps de travail et payé à l'échéance normale.

418 La disposition de l'article L. 626-25 du Code de commerce français est consacré au commissaire à l'exécution du plan.

376 En effet l'administrateur judiciaire de la procédure collective chinoise réunit
377 les fonctions d'administrateur judiciaire, de mandataire judiciaire, de représentant
378 des salariés, de liquidateur judiciaire et de commissaire à l'exécution du plan qui
379 existent en droit français des procédures collectives.

380

381 **A propos de la répartition des pouvoirs entre le dirigeant de l'entreprise et**
382 **le ou les administrateurs judiciaires en procédure collective.** Nous remarquons
383 qu'en droit chinois l'administrateur judiciaire se charge de la gestion de
384 l'entreprise en procédure collective dès le jugement d'ouverture. Au contraire en
385 droit positif français le principe concernant la répartition des pouvoirs entre le
386 dirigeant de l'entreprise et l'administrateur judiciaire, c'est l'administration de
387 l'entreprise par son dirigeant.⁴¹⁹

388 Mais si on fait une recherche plus profonde dans l'évolution du droit français
389 des procédures collectives, nous trouvons que la loi du 27 juillet 1967 a aussi établi
390 le principe que le débiteur est assisté d'un Syndic dès l'ouverture de la procédure
391 de règlement judiciaire, comme le principe prévu par l'article 25 de la nouvelle loi
392 chinoise de 2006.

419 L'alinéa 2 de l'article L631-12 du Code de commerce français : Ce dernier (l'administrateur) les charge ensemble ou séparément d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion ou certains d'entre eux, ou d'assurer seuls, entièrement ou en partie, l'administration de l'entreprise. Lorsque le ou les administrateurs sont chargés d'assurer seuls et entièrement l'administration de l'entreprise et que chacun des seuils mentionnés au quatrième alinéa de l'article L. 621-4 est atteint, le tribunal désigne un ou plusieurs experts aux fins de les assister dans leur mission de gestion. Dans les autres cas, il a la faculté de les désigner. Le président du tribunal arrête la rémunération de ces experts, mise à la charge de la procédure.

393 Néanmoins en application de la loi du 27 juillet 1967, le dirigeant d'entreprise
394 essayait d'éviter l'ouverture de la procédure pour ne pas être gêné par la présence
395 de ce syndic. Le résultat en était que la plupart du temps l'entreprise allait de plus
396 en plus mal et la conséquence, inévitable était que l'on arrivait, d'une manière ou
397 d'une autre à la liquidation. En conséquence pour renforcer l'attractivité de la
398 procédure collective la loi du 27 janvier 1985 avait cherché à laisser le dirigeant
399 continuer à administrer lui-même l'entreprise. C'est la raison pour laquelle le
400 principe de l'administration de l'entreprise par son dirigeant est consacré par la loi
401 française du 27 janvier 1985.

402 Nous nous demandons si le principe de l'administration de l'entreprise par
403 l'administrateur judiciaire prévu par la loi chinoise ne risquerait pas de causer le
404 même problème que ce qui avait eu lieu en France. En tout cas à notre avis la
405 souplesse de ce principe est raisonnable.

406

407 **Chapitre II La responsabilité de l'administrateur judiciaire en** 408 **droit français et en droit chinois**

409

410 Les administrateurs judiciaires engagent leurs responsabilités pour les fautes
411 accomplies dans l'exercice de leur fonction. Leurs responsabilités sont lourdes en
412 raison des conséquences importantes que leurs actions peuvent avoir dans les
413 domaines juridique, économique et social. Cette responsabilité peut d'abord être
414 civile (Section I). Il peut s'agir également d'une responsabilité pénale (Section II).

415

416 **Section I La responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en droit**
417 **français et en droit chinois**

418 Dans la présente section nous allons étudier respectivement la nature de la
419 responsabilité civile de l'administrateur judiciaire et son constitution en droit
420 français (Sous-section I) et en droit chinois (Sous section II).

421

422 *Sous- section I La responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en droit*
423 *français*

424

425 Nous voulons tout d'abord étudier la nature de la responsabilité civile des
426 administrateurs judiciaires en droit français (I), ensuite la constitution de la
427 responsabilité civile de l'administrateur judiciaire dans les situations concrètes qu'on
428 rencontre fréquemment dans la pratique judiciaire (II).

429

430 *I – La nature de la responsabilité civile des administrateurs judiciaires en*
431 *droit français*

432

433 Nous ne trouvons pas le texte législatif français qui prononce précisément la
434 nature de la responsabilité civile des administrateurs judiciaires. Toutefois l'article
435 L814-4 du Code de commerce relatif à l'assurance professionnelle, qui se rapporte à
436 la responsabilité des administrateurs judiciaires, indique "Cette assurance couvre
437 les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par les
438 administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires, du fait de leurs

439 négligences ou de leurs fautes ou de celles de leurs préposés, commises dans
440 l'exercice de leurs mandats.” Cette articulation nous rappelle la constitution de la
441 responsabilité délictuelle.

442 A part leur responsabilité civile délictuelle pour les fautes accomplies dans le
443 cadre de leur fonction, les administrateurs peuvent engager leur responsabilité
444 contractuelle lorsqu'ils prennent des engagements personnels.

445 A titre d'exemple, un cas a été posé à propos d'une lettre d'intention souscrite
446 par l'administrateur envers un banquier ayant consenti des concours à la société
447 débitrice pendant la période d'observation.⁴²⁰

448 Il en résulte que la responsabilité délictuelle est principalement reconnue
449 comme le fondement des actions en responsabilité civile des administrateurs
450 judiciaires en droit français. Mais la responsabilité contractuelle peut également être
451 engagée par les administrateurs judiciaires, bien que ce cas soit plus rare.⁴²¹

452 Lorsqu'elle a un caractère contractuel, la responsabilité civile de
453 l'administrateur judiciaire est soumise à l'article 1992 du Code civil. Lorsqu'elle a
454 un caractère délictuel, sa responsabilité est soumise aux articles 1382, 1383 et 1384
455 du Code civil.

420 Com. 12 juill. 2004, no02-16.034, NP.

421 SAINT-ALARY-HOUIN, Les professions d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires: des professions «à haut risque», in Mélanges en l'honneur d'Adrienne Honorat, Procédures collectives et droit des affaires. Morceaux choisis, 2000, éd. Frison-Roche, p.193; Y. Guyon, « Le nouveau régime de la responsabilité de l'administrateur judiciaire », Rev. proc. coll. 1988, doctr. 159; Pierre-Michel Le Corre, Droit et pratique des procédures collectives, Dalloz 5^e édition, 2011, op.cit., p.581.

456 Sachant que l'article 1382 précise trois éléments constitutifs: le dommage, le
457 fait générateur, et le lien de causalité, déterminer la responsabilité civile de
458 l'administrateur judiciaire, revient en fait à déterminer l'existence ou pas de ces
459 trois conditions.

460 Conformément à l'alinéa 1 de l'article 1384, « on n'est responsable non
461 seulement du dommage que l'on cause par son propre fait (1^e fait générateur), mais
462 encore de celui qui est causé par le personnel sous sa garde (2^e fait générateur) ou
463 des choses que l'on a sous sa garde (3^e fait générateur) ». Le dommage réparable
464 pour sa part doit être certain, direct et licite. En ce qui concerne la responsabilité du
465 fait de l'homme en **lui-même**, la théorie classique de la responsabilité estime qu'il
466 faut que ce fait **soit constitutif d'une faute**. Ainsi, l'administrateur judiciaire
467 répond de son fait, de son imprudence et de sa négligence, mais aussi des personnes
468 et des choses dont il a la charge.

469

470 *II- La constitution de la responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en* 471 *droit français*

472

473 L'administrateur judiciaire engagera sa responsabilité dans les diverses
474 hypothèses au cours des différentes phases de la procédure collective. Plus
475 particulièrement, l'étude de la jurisprudence récente révèle que sa responsabilité
476 personnelle est souvent recherchée en raison de l'inexécution des contrats conclus
477 postérieurement à l'ouverture de la procédure collective (A), de l'inexécution des
478 contrats conclus antérieurement à l'ouverture de la procédure collective (B), ainsi

479 que des fautes est fréquemment reprochées à propos des opérations de liquidation
480 (C).⁴²²

481

482 *A. La responsabilité de l'administrateur judiciaire en lien avec les*
483 *contrats conclus postérieurement à l'ouverture de la procédure collective*

484

485 La sauvegarde et le redressement judiciaire n'entraînent pas un arrêt de
486 l'activité. Est inversement posé le principe de la poursuite de l'activité par l'article
487 L622-9: «l'activité de l'entreprise est poursuivie pendant la période d'observation,
488 et cette poursuite de l'activité est faite sous réserve des articles L622-10 à L622-16
489 ». ⁴²³ Car il n'est pas possible de parvenir à une sauvegarde ou à un redressement si
490 l'activité de l'entreprise est arrêtée. Est indispensable à la continuité de nouveaux
491 contrats parmi lesquels les contrats qui permettent le financement de la poursuite de
492 l'exploitation de l'entreprise.

493 Nous notons qu'en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde,
494 l'administrateur judiciaire peut se voir confier soit une mission de surveillance, soit
495 une mission d'assistance; et qu'en cas d'ouverture d'une procédure de redressement

422 Hadi Slim, La responsabilité professionnelle des administrateurs et liquidateurs judiciaires: Analyse de 10 ans de jurisprudence, 2010, Litec, p.4 ; Pierre-Michel Le Corre, Droit et pratique des procédures collectives, Dalloz 5^e édition, 2011, op.cit., Chap.372.

⁴²³ En effet depuis la loi de sauvegarde des entreprises, la poursuite de l'activité en gestion directe est la seule possibilité, puisque la possibilité de la conclusion d'un contrat de location-gérance en période d'observation a été supprimée. V. Pierre-Michel Le Corre, Droit des entreprises en difficulté, Dalloz, 2^e Edition, 2006, p.54.

496 judiciaire, l'administrateur judiciaire peut se voir confier soit une mission
497 d'assistance, soit une mission d'administration.⁴²⁴

498 Conformément aux différents modes d'intervention de l'administrateur
499 judiciaire dans la continuation de l'entreprise au cours de la période d'observation,
500 nous traiterons la responsabilité de l'administrateur judiciaire en lien avec la
501 mission d'administration (I), et ensuite la responsabilité en lien avec sa mission
502 d'assistance (II).

503

504 ***(I) Responsabilité en lien avec la mission d'administration.***

505

506 Pendant cette période d'observation le débiteur peut être dessaisi au profit d'un
507 administrateur judiciaire, ce dernier ayant alors seul qualité pour le représenter.
508 L'accomplissement de cette mission exige de la part de l'administrateur judiciaire de
509 ne pas permettre au dirigeant de l'entreprise de continuer à mener ses affaires à sa
510 guise, mais d'exercer une surveillance attentive sur les actes et les comptes, de
511 manière à prévenir tout risque d'immixtion de ce dernier dans la gestion de
512 l'entreprise.

513 Dans cette hypothèse, le fait par le gérant d'une entreprise en redressement
514 judiciaire de continuer à diriger cette dernière sans tenir compte de son
515 dessaisissement **suffit à établir un manquement de l'administrateur** dans
516 l'exercice de sa mission, justifiant la condamnation de la responsabilité *in solidum*
517 *de ce dirigeant* en même temps que celle de l'administrateur vis-à-vis des créanciers
518 induits en erreur.

⁴²⁴ Pierre-Michel Le Corre, Droit des entreprises en difficulté, *ibid.*, p.55.

519

520 **CA Paris, 3e ch. B, 25 juin 1999 : Juris-Data n° 1999-023707 (Confirmation de TGI**
 521 **Paris, Ve ch., 1re sect, 1er juill. 1998)**

522 *Sur la responsabilité de M. X :*

523 *Considérant que le jugement du Tribunal de commerce de Versailles du 21 novembre 1996*
 524 *qui a ouvert la procédure de redressement judiciaire - régime simplifié - à l'égard de HRS a*
 525 *désigné M^e X en qualité d'administrateur judiciaire et lui a donné mission, notamment, de «*
 526 *représenter la débitrice dans tous ses actes de gestion et « de disposition » ;*

527 *Que l'énoncé de cette mission, éclairé par les dispositions de l'article 141 de la loi du 25*
 528 *janvier 1985, a eu pour conséquence le dessaisissement de la société débitrice, l'administrateur*
 529 *judiciaire ayant seul qualité pour la représenter ;*

530 *Considérant que l'accomplissement d'une telle mission exige, de la part du mandataire*
 531 *judiciaire qui en est investi, non pas de laisser le gérant continuer de mener ses affaires à sa*
 532 *guise, mais d'exercer une surveillance attentive des actes et des comptes de nature à prévenir*
 533 *notamment tout risque d'immixtion dans la gestion de l'entreprise du dirigeant que le tribunal a*
 534 *spécialement jugé opportun d'écarter;*

535 *Considérant que M. X ne peut dès lors être admis à invoquer son ignorance de l'opération*
 536 *qui est à l'origine du dommage dont M. Lombion demande réparation, fût-ce en faisant allusion*
 537 *à des manœuvres frauduleuses ou concertées dont il ne rapporte pas la preuve et qu'il ne définit*
 538 *d'ailleurs même pas ;*

539 *Considérant en effet qu'il est établi par les pièces versées au débat que M. P. a été en*
 540 *relation suivie avec M. Lombion ; que c'est ainsi qu'il a été l'intermédiaire entre ce dernier et*
 541 *l'entreprise PARIS BAT qui a établi le devis initial ; qu'il a signé le 3 février 1997 pour le compte de*
 542 *HRS l'engagement d'exécuter les travaux; qu'il est intervenu dans l'intérêt de son client auprès de*
 543 *l'A.N.A.H. en vue de faciliter l'attribution d'une subvention , qu'il s'est retourné vers PARIS BAT*
 544 *pour obtenir une modification du devis initial tenant compte des exigences de l'A.N.A.H. ; que son*
 545 *nom figure comme gérant sur la facture intermédiaire de 150 000 F établie le 4 février 1997 ;*
 546 *qu'il a endossé les deux chèques d'acompte remis par M. Lombion ; qu'il a signé, le 15 février*
 547 *1997, le bordereau de remise de ces chèques à la banque où M. X avait fait ouvrir un compte*
 548 *intitulé « HABITAT RENOVE SERVICE RED J » ; qu'il a enfin lui même tenu informé M. Lombion de*
 549 *l'évolution des conditions prévues pour l'exécution des travaux par un message du 3 avril 1997*
 550 *sur lequel sa signature figure à trois reprises ;*

551 *Considérant que l'accumulation de ces actes effectués par M. P. seul démontre qu'il a, sous*
 552 *l'administration théorique de M. X, continué à mener son entreprise sans apparemment sentir*
 553 *d'aucune manière les effets de son dessaisissement ; que cette circonstance suffit à caractériser*
 554 *un manquement de M. X dans l'exercice de sa mission telle que précédemment rappelée ; que*
 555 *cette faute de surveillance est en rapport de causalité avec le dommage subi par M. Lombion*
 556 *puisque, sans elle, celui-ci ne serait pas survenu ;*

557 *Sur la responsabilité de M. P. :*

558 *Considérant que la faute de M. X n'est pas de nature à exonérer M. P. de sa responsabilité*
 559 *envers M. Lombion ;*

560 *Considérant que M. P., dessaisi de tout pouvoir d'engager la SARL HRS, par l'effet du*
 561 *jugement qui a désigné un administrateur judiciaire investi d'une mission de représentation,*

562 *devait s'interdire tout acte créateur d'obligation à la charge de la société ; qu'il devait*
 563 *pareillement renoncer à se présenter aux cocontractants de la société comme le représentant*
 564 *légal de HRS.*

565 *Qu'en menant personnellement la négociation avec M. Lombion et les autres partenaires de*
 566 *l'opération, il a manifestement abusé du laxisme de l'administrateur judiciaire et trompé M.*
 567 *Lombion, lequel n'avait aucune raison de soupçonner la pérennité de HRS parce que les devis*
 568 *avaient été établis par PARIS BAT,*

569 *Considérant que le comportement fautif a concouru au préjudice subi par M. Lombion ;*

570 *Considérant que la faute de M. X. et celle de M. P. ont chacune concouru à l'entier*
 571 *dommage subi par M. Lombion ; qu'ils doivent en conséquence être tenus in solidum à*
 572 *l'obligation de le réparer.*

573

574 ***(II) Responsabilité en lien avec la mission d'assistance***

575

576 Mais, c'est lorsque le débiteur n'est pas dessaisi, mais simplement assisté par
 577 l'administrateur judiciaire, que les occasions pour ce dernier de voir sa
 578 responsabilité mise en cause sont les plus nombreuses.

579 Ainsi en est-il si, par son silence prolongé à la suite de la mise en demeure
 580 d'opter, il laisse un contrat vital pour l'entreprise se résilier de plein droit (Com. 9
 581 juin 1998, no 95-12.841, Bull. civ. IV, n°185). En sens inverse, sa responsabilité
 582 pourra être recherchée s'il opte pour la continuation d'un contrat en cours, sans
 583 s'assurer de la contre-prestation (Versailles, 28 mai 1998, Dalloz Affaires 1998.
 584 1589, obs. A. Lienhard ; Com. 6 juill. 1999, no 96-16.524); sa responsabilité
 585 s'apprécie à la date à laquelle il décide de poursuivre le contrat (Com. 14 oct. 2008,
 586 no 07-16.109, Gaz. Pal. 21-22 janv. 2009, p. 30, note C. Bidan).

587 Dans un autre cas il s'agit de l'information incorrecte fournie par
 588 l'administrateur judiciaire au tribunal. Engageant sa responsabilité vis-à-vis des
 589 fournisseurs d'une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective,
 590 l'administrateur judiciaire ne s'était pas contenté d'inviter ces derniers à traiter avec

591 l'entreprise, mais s'était également abstenu d'informer correctement le tribunal de sa
 592 situation très compromise et avait même amené ce dernier à arrêter un plan de
 593 redressement sans avoir vérifié la valeur des garanties offertes et s'être
 594 suffisamment renseigné sur la personnalité du repreneur qui s'était révélé être un
 595 escroc.

596 **Cass. com., 11 mai 1999: Juris-Data n° 1999-002025 (Rejet du pourvoi c/ CA Bourges,**
 597 **20 déc. 1995)**

598 *Attendu, selon l'arrêt attaqué (Bourges, 20 décembre 1995), qu'à la suite de la mise*
 599 *en redressement judiciaire de la société Bourbonnaise des viandes et dérivés, le 2 mai*
 600 *1989, quatre offres de reprise ont été soumises à M. X, nommé administrateur, qui a opté*
 601 *pour celle faite par une personne se présentant comme étant M. Glinksberg, industriel*
 602 *belge, qui, en contrepartie de la cession du capital, avait proposé l'apurement total du*
 603 *passif en dix ans, la reprise de tous les salariés et un apport de 12 000 000 francs ;*
 604 *qu'ensuite, le repreneur pressenti a modifié la garantie offerte qu'il a ramenée à un apport*
 605 *de 3 000 000 francs, le reste étant étalé sur neuf mois avec une caution bancaire, cette*
 606 *dernière garantie étant elle-même remplacée ultérieurement par la remise en garantie de*
 607 *titres sur des sociétés américaines ; que le Tribunal a arrêté le plan de redressement, le 17*
 608 *octobre 1989, en exécution duquel les actions ont été cédées et le repreneur désigné aux*
 609 *fonctions de président du conseil d'administration ; que, dès le lendemain de l'adoption du*
 610 *plan, une lettre signée par le dirigeant de la société, par le repreneur et par*
 611 *l'administrateur nommé commissaire à l'exécution du plan invitait les fournisseurs à*
 612 *continuer à traiter avec l'entreprise ; que la troisième échéance correspondant à*
 613 *l'augmentation du capital prévue dans le plan de redressement n'ayant pas été payée, le*
 614 *commissaire à l'exécution du plan a avisé le Tribunal, qui a prononcé la résolution du plan*
 615 *et ouvert une nouvelle procédure de redressement judiciaire, le 7 février 1990, puis a*
 616 *prononcé sa liquidation judiciaire, le 21 février 1990 ; qu'une information a été ouverte qui*
 617 *a révélé que la personne qui prétendait être M. Glinksberg n'était autre qu'un escroc, M.*
 618 *Prince, qui a été condamné, ainsi que ses complices, par arrêt d'une cour d'appel du 3*
 619 *février 1994 ; que les fournisseurs qui avaient continué à livrer des fournitures après*
 620 *l'adoption du plan de redressement de la société ont mis en cause la responsabilité de M.*
 621 *X, pris en sa qualité d'administrateur ; que le tribunal de grande instance a condamné*
 622 *l'administrateur à réparer le préjudice causé à vingt-neuf fournisseurs en leur versant*
 623 *diverses sommes représentant au total un montant de 18 559 544 francs plus les intérêts*
 624 *au taux légal à compter du 29 mars 1991 ;*

625 *Sur le moyen unique, pris en trois premières branches :*

626 *Attendu que l'administrateur fait grief à l'arrêt d'avoir confirmé le jugement, alors,*
 627 *selon le pourvoi, d'une part, qu'il résultait de ses conclusions que le Tribunal avait été tenu*
 628 *informé du fait que la poursuite de l'activité de la société générerait des pertes, qu'il avait*
 629 *désigné un expert-comptable chargé de suivre ce dossier et que de nombreux rapports*
 630 *avaient été adressés au Tribunal ; que la cour d'appel a entaché sa décision d'un défaut de*
 631 *réponse à conclusions, en violation de l'article 455 du nouveau Code de procédure civile ;*
 632 *alors, d'autre part, qu'il résultait des motifs mêmes de l'arrêt que, suite à la modification*
 633 *des propositions du repreneur, l'administrateur avait informé le Tribunal de la situation,*
 634 *lequel a proposé le séquestre des titres américains offerts en garantie; que la cour d'appel*

635 a entaché sa décision d'une contradiction de motifs, en violation de l'article 455 du
 636 nouveau Code de procédure civile ; et alors, enfin, que l'administrateur faisait valoir, dans
 637 son assignation en intervention du 10 avril 1995, qu'il ressortait du procès-verbal
 638 d'audition du président du tribunal de commerce devant le juge d'instruction que le
 639 président s'était adressé au procureur de la République pour qu'il fasse faire une enquête
 640 par les Renseignements généraux concernant le repreneur et que les renseignements
 641 obtenus par cet organisme étaient bons et conformes à ceux qu'il avait obtenus lui-même ;
 642 que, dès lors, les moyens d'investigation les plus poussés avaient été mis en œuvre pour
 643 vérifier la solvabilité du repreneur ; qu'en ne prenant pas en compte cette information de
 644 laquelle il résultait qu'une enquête plus approfondie aurait conduit à la même conclusion,
 645 la cour d'appel a entaché sa décision d'un défaut de réponse à conclusions, en violation de
 646 l'article 455 du nouveau Code de procédure civile ;

647 Mais attendu, d'une part, que l'arrêt retient que l'administrateur s'est abstenu
 648 d'informer le tribunal de commerce de la situation très compromise de la société, bien qu'il
 649 ait eu connaissance, par l'expert-comptable de la société, de l'aggravation rapide de la
 650 perte d'exploitation ; qu'ainsi, la cour d'appel a répondu aux conclusions invoquées ;

651 Attendu, d'autre part, que la cour d'appel ne s'est pas contredite en énonçant, d'un
 652 côté, qu'aucune pièce n'a été versée aux débats établissant qu'entre le 31 août 1989, date
 653 de l'assemblée générale au cours de laquelle le repreneur a modifié son offre initiale, et le
 654 17 octobre 1989, l'administrateur a procédé à des diligences pour s'assurer du sérieux de
 655 l'offre ou a rédigé un nouveau rapport à l'intention du Tribunal, qui est resté saisi de son
 656 avis favorable contenu au rapport du 22 août 1989 et, de l'autre, que l'administrateur,
 657 constatant la disparition de la seule sûreté offerte par le repreneur qu'il avait lui-même
 658 exigée dans son rapport du 22 août 1989, s'est borné à inviter le Tribunal à prendre
 659 d'autres garanties qui se sont limitées au séquestre de titres de sociétés américaines ;

660 Attendu, enfin, que la cour d'appel n'était pas tenue de se prononcer sur l'enquête
 661 effectuée par les Renseignements généraux à la demande du procureur de la République
 662 dont l'administrateur a fait état, dans son assignation en intervention forcée, pour mettre
 663 en cause la responsabilité du procureur de la République et des services de police puisque
 664 l'appel en intervention forcée a été déclaré irrecevable ;

665 D'où il suit que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches ;

666 Et sur le moyen unique, pris en ses deux dernières branches :

667 Attendu que l'administrateur fait encore le même reproche à l'arrêt, alors, selon le
 668 pourvoi, d'une part, qu'en retenant la responsabilité de l'administrateur sans caractériser
 669 le lien de causalité entre l'adoption du plan du repreneur sous l'identité de M. Glinksberg
 670 et l'escroquerie subséquente de ce dernier qui n'en découlait pas nécessairement, la cour
 671 d'appel a violé les articles 1382 et 1383 du Code civil ; et alors, d'autre part, qu'en
 672 retenant la responsabilité de l'administrateur alors que l'adoption du plan de
 673 redressement confiant les responsabilités de direction de la société à M. Glinksberg
 674 relevait de la seule compétence du tribunal de commerce, la cour d'appel a violé l'article
 675 61 de la loi du 25 janvier 1985 ;

676 Mais attendu que la compétence exercée par le Tribunal qui arrête le plan de
 677 redressement ne dégage pas l'administrateur de la responsabilité qu'il encourt sur le
 678 fondement de l'article 1382 du Code civil ; que l'arrêt retient que l'administrateur n'a pas
 679 correctement informé le Tribunal, qu'il a proposé un plan de redressement sans s'être
 680 suffisamment renseigné sur la personnalité du repreneur et avoir vérifié la valeur des
 681 garanties offertes, qu'il a invité les fournisseurs à continuer à traiter avec la société, que

682 *ces fautes sont à l'origine de l'adoption du plan de redressement par le Tribunal et du*
683 *préjudice subi par les fournisseurs amenés à traiter en confiance avec une personne qui*
684 *n'aurait pas dû être placée à la tête de la société, tandis que, loin de commencer*
685 *loyalement avec les fournisseurs, elle avait pour seule idée de les gruger ; qu'en l'état de*
686 *ces constatations et appréciations, qui ont permis de caractériser les négligences et*
687 *imprudences commises par l'administrateur et leur lien de causalité avec le préjudice à*
688 *réparer, la cour d'appel a légalement justifié sa décision ; que le moyen n'est fondé en*
689 *aucune de ses branches ;*

690 *Par ces motifs :*

691 *Rejette le pourvoi*

692

693

694 ***B. La responsabilité de l'administrateur judiciaire en lien avec les contrats***
695 ***conclus antérieurement à l'ouverture de la procédure collective***

696

697 La poursuite de l'activité n'est pas concevable sans la continuation des contrats
698 ou de certains contrats que cette entreprise avait conclus. De la sorte, l'article L.
699 622-13 du Code de commerce, permet à l'administrateur d'exiger la poursuite des
700 liens contractuels en fournissant la prestation promise au cocontractant du débiteur.

701 Ainsi l'administrateur judiciaire pourra engager sa responsabilité à propos de la
702 décision de continuer ou non un contrat en cours. En effet, lorsque l'administrateur
703 judiciaire ne prend pas parti sur la question de la poursuite d'un contrat, le débiteur
704 mis en redressement judiciaire peut lui reprocher le fait qu'il n'ait pas sollicité la
705 poursuite de ce contrat. A ainsi été rejeté le pourvoi formé contre un arrêt d'appel
706 qui, pour engager la responsabilité d'un administrateur judiciaire ayant omis de
707 prendre parti quant à la continuation d'un contrat de concession exclusive, a relevé
708 que ce dernier, lorsqu'il avait reçu la mise en demeure, ne s'était entouré d'aucun
709 avis, n'avait pas demandé une prolongation des délais impartis, n'avait pas mené une
710 véritable étude sur la réponse à fournir et avait laissé s'éteindre les effets du contrat

711 qui revêtait pour l'entreprise une importance primordiale, puisqu'il lui permettait de
712 vendre en exclusivité un produit recherché.

713

714 **Cass. com., 9 juin 1998 : Juris-Data n° 1998-002640 (Cassation de CA Papeete, 1^{ème}**
715 **ch. civ., 1^{re} déc. 1994)**

716 Attendu, selon l'arrêt confirmatif attaqué, que M. Delhoste a été mis en
717 redressement judiciaire, suivant le régime de ta procédure simplifiée, avec M. X comme
718 administrateur, celui-ci ayant reçu mission, dans un premier temps, d'assister le débiteur,
719 puis, le 30 octobre 1987, de le représenter; que M. X a laissé sans réponse les mises en
720 demeure que lui avaient adressées, en novembre 1987, les sociétés Atal et Ordo pour
721 prendre parti sur la poursuite des contrats de concession exclusive consentis à M.
722 Delhoste; que celui-ci, faisant reproche à l'administrateur judiciaire de n'avoir pas sollicité
723 la poursuite de ces contrats, l'a assigné, après son remplacement par un autre
724 administrateur et l'adoption du plan de continuation de l'entreprise, en paiement de
725 dommages-intérêts ;

726 *Sur le moyen unique du pourvoi de M. X, pris en sessept branches :*

727 Attendu que M. X fait grief à l'arrêt d'avoir retenu sa faute et de l'avoir condamné au
728 paiement de la somme de 8 292 000 francs pacifiques, alors, selon le pourvoi, d'une part,
729 que c'est à la date de la mise en demeure adressée à l'administrateur selon tes
730 dispositions de l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985, qu'il importe de se placer pour
731 apprécier d'éventuels manquements de l'administrateur ; qu'à cet égard, M. X faisait
732 valoir dans ses écritures, que par courrier des 5 et 10 novembre 1987, les sociétés Atal et
733 Ordo dénonçaient les contrats de concession dont il s'agit par application de l'article 37
734 de la loi du 25 janvier 1985 ; que cette dénonciation du contrat, qui n'était que le
735 corollaire de la mise en demeure précitée, d'avoir à régler le solde restant dû avec
736 notification d'une clause de réserve de propriété, était immédiatement répercutée sur le
737 débiteur qui ne réagissait pas; qu'au regard de l'importance du passif (170 000 000 de
738 francs CPF), et des difficultés de trésorerie (la Banque Socredo venant, par ailleurs, de
739 dénoncer la convention de compte courant la liant à M. Delhoste), l'administrateur
740 décidait de ne pas poursuivre les contrats de concession Atal et Ordo ; que cette situation
741 était exposée au tribunal de commerce le 8 janvier 1988, en présence de M. Delhoste et
742 n'appela aucune contestation, tant le choix opéré s'imposait à tous avec la force de
743 l'évidence étant observé qu'il était encore souligné que la cour d'appel ne saurait suivre le
744 Tribunal dans une analyse, qui n'a pas suffisamment tenu compte de la situation
745 particulièrement désastreuse de l'entreprise au moment où l'administrateur a dû se
746 déterminer, s'agissant de la résiliation des contrats d'exclusivité, l'appelant faisant encore
747 valoir que « pour juger de la responsabilité de M. X, il importe de se replacer au moment
748 où il a dû prendre ses décisions, et non pas plusieurs mois ou plusieurs années après,
749 alors que la situation a évolué en fonction de facteurs que M. X ne pouvait pas
750 appréhender » ; qu'en ne répondant pas de façon pertinente à ce moyen fondé sur des
751 allégations assorties de preuves, la cour d'appel a méconnu les exigences de l'article 455
752 du nouveau Code de procédure civile ; alors, d'autre part, qu'en ne s'expliquant pas sur
753 ces faits régulièrement entrés dans le débat, faits relatés au précédent élément de moyen
754 et de nature à avoir une incidence directe sur la solution du litige, la cour d'appel n'a pas
755 justifié légalement sa décision, au regard de l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985 ; alors,
756 en outre, et en toute hypothèse, qu'il était encore soutenu que la situation de M.

757 Delhoste avait été modifiée postérieurement à la résiliation des contrats d'exclusivité, en
 758 l'état de la décision de l'administrateur de ne pas les voir se poursuivre, et ce à la suite
 759 d'événements totalement imprévisibles au moment de la décision dudit administrateur, à
 760 savoir le revirement spectaculaire de la banque Indo Suez, qui accepta un plan de huit
 761 années sans intérêts ; qu'en ne s'expliquant pas davantage sur ce moyen, la cour d'appel a
 762 derechef méconnu les exigences de l'article 455 du nouveau Code de procédure civile ;
 763 alors, au surplus, qu'en ne tenant pas compte de ces données de fait régulièrement
 764 entrées dans le débat, données évoquées au précédent élément de moyen, la cour
 765 d'appel n'a pas justifié son arrêt au regard des dispositions de l'article 37 de la loi du 25
 766 janvier 1985 ; alors, de surcroît, qu'il était soutenu qu'en toute hypothèse, les contrats
 767 d'exclusivité venaient rapidement à échéance, et que les fournisseurs n'avaient aucune
 768 intention de renouveler lesdits contrats à leurs échéances, après avoir fait jouer la clause
 769 de réserve de propriété et avoir dénoncé le contrat peu de temps avant, de sorte que les
 770 mises en demeure adressées à l'administrateur d'avoir à se prononcer sur la poursuite des
 771 *contrats en cours en date du 5 novembre 1987, pour la société Atal et du 10 novembre*
 772 *1987 pour Ordo, étaient sans incidence, même dans l'hypothèse où l'administrateur aurait*
 773 *opté pour leur continuation, si l'on tient compte du délai imparti audit administrateur pour*
 774 *se prononcer, puisque les contrats expiraient quelques semaines après et, de toute façon,*
 775 *n'auraient pas été renouvelés par les cocontractants, en l'état de la situation de M.*
 776 *Delhoste au moment des faits, c'est-à-dire à la fin de l'année 1987 ; qu'en ne répondant*
 777 *pas davantage à ce moyen, de nature à avoir une incidence sur la solution du litige, la cour*
 778 *d'appel n'a pas satisfait aux exigences de l'article 455 du nouveau Code de procédure civile*
 779 *; alors, encore, qu'en ne s'expliquant pas sur des données de fait régulièrement entrées*
 780 *dans le débat, données évoquées au précédent élément de moyen, la cour d'appel n'a pas*
 781 *justifié légalement son arrêt, au regard de l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985 ; et*
 782 *alors, enfin, et en toute hypothèse, qu'il est acquis en l'état du droit positif, que si un*
 783 *administrateur décide en application des dispositions de l'article 37 de la loi du 25 janvier*
 784 *1985, de poursuivre tel ou tel contrat en cours, il a l'obligation de fournir la prestation*
 785 *promise au cocontractant du débiteur, sauf à engager sa responsabilité personnelle, de*
 786 *sorte que seule une faute qualifiée de l'administrateur, qui n'a pas entendu user de la*
 787 *faculté que lui réserve l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985, est de nature à engager sa*
 788 *responsabilité, étant observé que cette faute doit être appréciée en l'état de la situation*
 789 *de la personne juridique ou physique, frappée par la procédure collective au jour de la*
 790 *mise en demeure de l'article 37 ; qu'en statuant à partir de motifs inopérants pour retenir*
 791 *un manquement, cependant que l'administrateur usait de pouvoirs que lui confère la loi,*
 792 *ensemble en ne tenant pas compte du contexte au jour de la mise en demeure, M.*
 793 *Delhoste étant dans une situation financière catastrophique, au moment où*
 794 *l'administrateur décida de ne pas continuer les contrats en cause en cours, certains*
 795 *créanciers importants, qui avaient provoqué la procédure collective n'ayant*
 796 *qu'ultérieurement accepté d'abandonner leur créance, la cour d'appel n'a pas justifié*
 797 *légalement son arrêt, au regard des dispositions de l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985*
 798 ;

799 *Mais attendu, en premier lieu, que la cour d'appel a relevé, en se plaçant au temps de*
 800 *la mise en demeure, que l'administrateur judiciaire ne s'était entouré d'aucun avis, qu'il*
 801 *n'avait pas demandé une prolongation des délais impartis, qu'il n'avait pas mené une*
 802 *véritable étude sur la réponse à fournir et qu'il avait laissé s'éteindre les effets du contrat*
 803 *conclu avec la société Atal qui revêtait pour l'entreprise une importance primordiale,*
 804 *puisqu'elle lui permettait de vendre en exclusivité un produit recherché; qu'elle a ainsi*
 805 *répondu aux conclusions de l'administrateur et caractérisé le manquement de celui-ci à*
 806 *son obligation de moyens;*

807 *Attendu, en second lieu, que la cour d'appel a relevé, par motifs adoptés, que la*
 808 *société Atal n'avait à aucun moment remis en cause l'existence du contrat en cours, ni fait*
 809 *état du terme contractuel expirant à la fin de l'année 1987, qu'elle avait, au contraire,*
 810 *confirmé les liens contractuels, en adressant à l'administrateur, le 5 novembre 1987, la*
 811 *mise en demeure d'avoir à poursuivre leurs accords, et que la société Ordo avait maintenu*
 812 *à M. Delhoste l'exclusivité de sa marque ; qu'en l'état de ces constatations, la cour d'appel*
 813 *a légalement justifié sa décision ;*

814 *D'où il suit que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches ;*

815 *(...)*

816 *Par ces motifs :*

817 *Casse.*

818

819 ***C. La responsabilité de l'administrateur judiciaire en lien avec les opérations***

820 ***de liquidation***

821

822 Le principe du dessaisissement du débiteur se pose au cas des opérations de
 823 liquidation par l'article L641-9 "le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation
 824 judiciaire emporte de plein droit à partir de sa date, dessaisissement pour le débiteur
 825 de l'administration et de la disposition de ses biens". C'est-à-dire que dès qu'il y a
 826 un jugement d'ouverture de la procédure de la liquidation judiciaire, le débiteur est
 827 immédiatement dessaisi de l'administration de ses biens. Il est représenté par le
 828 liquidateur qui est souvent nommé par le tribunal parmi les administrateurs judiciaires.

829 L'examen de la jurisprudence montre que la responsabilité des liquidateurs est
 830 surtout mise en cause au cours de cette phase à propos de la déclaration des créances,
 831 de la réalisation de l'actif et de la répartition du produit de l'actif.⁴²⁵

425 Hadi Slim, La responsabilité professionnelle des administrateurs et liquidateurs judiciaires: Analyse de 10 ans de jurisprudence, op.cit., p.16.

832 On prend les cas sur la réalisation de l'actif comme exemple. La responsabilité
833 de l'administrateur judiciaire sera retenue lorsqu'il n'informe pas, en vue de
834 l'accomplissement de sa mission légale de passer tous les actes nécessaires à la
835 réalisation de la cession des actifs, le futur repreneur de la situation de l'exploitation
836 au regard de la législation pertinente. Il doit indiquer aux repreneurs potentiels
837 l'irrégularité de la situation de l'entreprise conformément à la législation sur les
838 installations classées pour la protection de l'environnement.⁴²⁶

839 Parallèlement afin de mener à bien les opérations tendant à la réalisation de
840 l'actif, il incombe au liquidateur de prendre dès le départ les mesures nécessaires
841 pour s'assurer du dessaisissement du débiteur. Dans le cas contraire, sa
842 responsabilité peut être engagée avec celle du débiteur.

843 La cour d'appel de Paris a condamné *in solidum* un liquidateur et un dirigeant de
844 société mise en liquidation judiciaire à indemniser les locataires de cette dernière
845 qui ont été amenés à régler deux fois les loyers. Dans cette affaire, le liquidateur
846 avait mis trois ans pour découvrir l'existence du bail et du compte bancaire de la
847 société. Le dirigeant, de son côté, avait continué à faire fonctionner le compte de la
848 société en débit et en crédit alors qu'il n'avait plus aucune qualité pour le faire et
849 que la société n'avait plus le droit de procéder à des paiements et avait omis, afin de
850 pouvoir commettre ces violations, de prévenir la banque de la procédure collective.

851

852 **CA Paris, 15e ch. A, 19 juin 2001 : Juris-Data, n° 2001-157354 (Infirmer de TGI**
853 **Paris, 4^e ch., 17 mars 1999)**

854 Considérant qu'il est constant que la SCI Les tourelles du Douhet a fait l'objet d'une
855 procédure de redressement, puis de liquidation judiciaire par jugements du Tribunal de
856 Grande Instance de Rochefort des 22 mai et 11 décembre 1991, Maître Muriel X étant
857 nommée représentant des créanciers puis mandataire liquidateur ; que le 8 septembre
858 1994, Maître X a fait délivrer à Monsieur et Madame Leroux, locataires de la SCI, un

426 Cass.com., 30 nov. 2010, no 09-71.954, Gautier / Sté NAC.

859 commandement de payer les loyers, que ceux-ci avaient continué à payer par chèques à
860 l'ordre de la SCI ; qu'elle prétend que ce n'est que le 20 juin 1994 qu'elle a eu
861 connaissance du bail commercial ; mais qu'elle avait l'obligation dès l'ouverture de la
862 procédure de faire l'inventaire des éléments d'actif ; qu'en l'espèce, il ne s'agissait pas
863 seulement du ou des immeubles mais du compte créancier et du bail litigieux qui rendait
864 la société créditrice des loyers ; qu'elle avait aussi l'obligation d'identifier le ou les
865 comptes bancaires pour connaître la situation active et passive de la société et de
866 prévenir le ou les banquiers teneurs de comptes pour veiller à ce que les dispositions de la
867 loi du 25 janvier 1985, notamment son article 33, soient respectées, et de faire en sorte,
868 dans l'intérêt des créanciers, que les débiteurs de la société en liquidation lui paient leurs
869 dettes ; que le fait qu'un immeuble soit loué est une situation banale ; qu'il est fréquent
870 que les loyers soient la seule ressource d'un SCI ; que la recherche de l'existence de baux
871 est pour le liquidateur d'une SCI, propriétaire d'immeuble, un acte élémentaire ; que
872 toute société a au moins un compte en banque ; qu'il apparaît qu'en l'espèce il n'y en
873 avait qu'un seul ; que le mandataire prétend que Monsieur Gilmont lui avait « caché »
874 l'existence du bail entre la SCI et les époux Leroux et du compte à la BNP, mais qu'elle
875 devait l'interroger sur ces points et procéder à toutes vérifications utiles ; qu'elle ne
876 pouvait croire que la SCI n'ait pas de compte en banque ; qu'elle devait requérir du gérant
877 la remise des documents comptables ; que Monsieur Gilmont déclare sans être contredit
878 d'une manière précise sur ce point qu'il lui a remis les documents comptables lors de
879 l'ouverture de la liquidation et que l'existence du seul compte bancaire de la SCI figure en
880 clair dans la comptabilité ; que le fait que Maître X ait mis trois ans pour s'apercevoir de
881 l'existence du bail et du compte en banque est inexplicable autrement que par sa
882 négligence ;

883 Considérant qu'en revanche, la Cour ne peut constater de faute de la BNP; qu'elle se
884 bornait à tenir le compte de la SCI ; qu'elle n'a apparemment été informée, pendant plus
885 de 3 ans, de l'ouverture de la procédure collective, ni par Maître X ni par Monsieur
886 Gilmont ; qu'elle n'était pas obligée de suivre le BODACC au jour le jour ; que rien ne
887 démontre qu'elle connaissait ou qu'elle aurait dû connaître l'existence de la procédure
888 collective; qu'elle ne pouvait présumer que le gérant de la SCI commettrait des violations
889 aussi graves de la loi et qu'un mandataire liquidateur serait aussi négligent;

890 Considérant que le moyen tiré de l'article 1241 du Code civil n'est pas pertinent en
891 l'espèce ; que Monsieur et Madame Leroux ont payé les loyers pendant la période
892 litigieuse par chèque à l'ordre de la SCI Les tourelles du Douhet ; que bien qu'étant en
893 liquidation judiciaire, sa personnalité morale subsistait pour les besoins de la liquidation,
894 même si son représentant légal avait changé, étant le mandataire liquidateur et non plus
895 le gérant ; que c'est la SCI, même représentée par son mandataire liquidateur, qui
896 demeurait créancière et qu'elle n'était pas « incapable » de recevoir paiement ; qu'au
897 surplus même s'il en était autrement, cela n'empêchait pas Monsieur et Madame Leroux
898 d'agir, comme ils le font, à rencontre du gérant et du mandataire liquidateur
899 personnellement en réparation de leurs fautes leur ayant causé préjudice ; que rien ne
900 démontre que Monsieur et Madame Leroux savaient ou auraient dû savoir quelles étaient
901 les conséquences précises de la situation de la SCI ni qu'ils aient commis quelque faute
902 que ce soit ayant contribué à la réalisation de leur préjudice ; que simples débiteurs, ils se
903 sont contentés de continuer à payer normalement à leur créancier ; qu'ils n'avaient pas à
904 contacter le mandataire liquidateur ni à surveiller le compte de la SCI auquel ils n'avaient
905 d'ailleurs pas accès ;

906 Considérant qu'il est prouvé par des photocopies de chèques et relevés de comptes
907 tant de Monsieur et Madame Leroux que de la SCI, et qu'il n'est d'ailleurs pas contesté de

908 manière précise et circonstanciée et donc sérieuse que pendant la période litigieuse, soit
 909 entre le jugement déclaratif et le commandement de payer de Maître X, Monsieur et
 910 Madame LEROUX ont payé à titre de loyers la somme objet du commandement de payer
 911 puis ont à nouveau, pour conserver leur droit, suite à ce commandement, payé à Maître X,
 912 pour la même cause, 194 486,62 F ; que l'acquiescement au jugement les ayant
 913 condamnés au profit de la liquidation de la SCI n'interdit pas l'action à l'encontre de tiers
 914 sur le fondement de l'article 1382 du Code civil ; qu'il n'y aurait pas eu double paiement si
 915 la loi sur les procédures collectives avait été respectée et notamment si la BNP avait été
 916 informée soit par Monsieur Gilmont soit par Maître X de l'existence de la procédure
 917 collective ; que les loyers auraient alors été payés selon la procédure habituelle sur un
 918 compte spécial ; que le mandataire liquidateur aurait eu connaissance des paiements ; que
 919 le montant des loyers payés serait resté au compte contrôlé par le mandataire liquidateur
 920 alors que du fait de son fonctionnement illégal, notamment des débits opérés par le
 921 gérant, le solde créditeur n'était plus que de 5 160 F au 31 août 1994; que le lien de
 922 causalité entre les fautes de Maître X et de Monsieur Gilmont et le préjudice de Monsieur
 923 et Madame LEROUX est ainsi établi sans qu'il y ait lieu de démontrer que les paiements
 924 illégaux en débit du compte de la SCI correspondaient à des détournements de Monsieur
 925 Gilmont pour son profit personnel ; que tant Maître X que Monsieur Gilmont ayant
 926 concouru par leur faute au préjudice, chacun en doit l'entière réparation ; qu'il est peu
 927 sérieux de la part de Maître X de prétendre que le préjudice a disparu du fait que
 928 Monsieur et Madame Leroux disposent d'une créance contre Monsieur Gilmont en raison
 929 du jugement entrepris ;

930

931 *Sous section II –La responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en droit*
 932 *chinois*

933

934 Comme nous l'avons analysé ci-dessus, l'ancien organe 'Groupe de faillite' est
 935 de nature incertaine. Par conséquent la poursuite de sa responsabilité civile, sans
 936 parler de la responsabilité personnelle de ses membres est vraiment difficile. En
 937 effet après recherche extensive nous n'avons trouvé aucun cas correspondant.⁴²⁷ En

427 Ce qu'on peut trouver c'est une interprétation judiciaire de la Cour Suprême, 'Fa [2004] N°5 La réponse sur la détermination de la compétence de la juridiction à l'égard de l'action en responsabilité contractuelle ou délictuelle du group de faillite en lien avec l'exécution de sa fonction du 17 juin 2004' qui est adoptée le 17 juin 2004, entrée en vigueur le 28 juin 2004. Cette interprétation judiciaire concernant la détermination de la compétence de la juridiction à l'égard de l'action en responsabilité contractuelle ou délictuelle du group

938 revanche nous notons un malentendu majeur sur la nature de la responsabilité civile
 939 des professions libérales.

940 Nous traiterons d'abord cette notion erronée de la responsabilité civile des
 941 professions libérales en droit chinois(I), ensuite la constitution de la responsabilité
 942 civile de l'administrateur judiciaire en droit chinois (II).

943

944 *I – Un malentendu sur la notion de la responsabilité civile des professions*
 945 *libérales en droit chinois*

946

947 Il existe plusieurs doctrines sur la notion de la responsabilité civile des
 948 professions libérales en Chine.⁴²⁸ Parmi elles, les trois doctrines les plus importantes
 949 sont celles qui pensent respectivement que la responsabilité civile des professions
 950 libérales est délictuelle, contractuelle ou professionnelle (d'expert). Ici ce qui nous

de faillite en lien avec l'exécution de sa fonction nous permet d'envisager l'existence (même très peu) de l'action en responsabilité contre le group de faillite dans la pratique judiciaire.

⁴²⁸ Yongjun LI, «Pochan Falv Zhidu» (Le système du droit de la faillite), la librairie juridique, 2000, p.161; Jinan CHEN, «Pochanfa Lun» (Traité du droit de la faillite), la librairie de Sanmin, 2004, p.130; Fangzhi KE, «Gongsifa Lun» (Traité du droit des sociétés), la librairie de l'Université de droit et de science politique de Chine, 2004, p.249; Tiantao SHI, «Gongsifa Lun» (Traité du droit des sociétés), la librairie juridique, 2006, p.374- p.394. Certains autres considèrent qu'il faut poursuivre la responsabilité civile des administrateurs judiciaires en appliquant la théorie de fiducie; Zhiqiang LI, « «Pochan Guanliren Minshi Zerenlun » (Essai sur la responsabilité civile de l'administrateur de faillite), thèse soutenue 2008 de l'Université de science politique et de droit, p.42-p.52. Certains estiment qu'elle est une responsabilité quasi-contractuelle, certains autres soutiennent qu'elle est une responsabilité mixte, certains autres enfin considèrent qu'il faut poursuivre la responsabilité civile des administrateurs judiciaires en conformité avec la théorie de fiducie.

951 frappe le plus est que nous notons que certains juristes chinois considèrent qu'elle
 952 est une responsabilité professionnelle, un type de responsabilité en quelque sorte
 953 parallèle à la responsabilité contractuelle et délictuelle. Ainsi, une recherche sur la
 954 doctrine de la responsabilité professionnelle (d'expert) nous semble nécessaire,
 955 notamment après avoir vu qu'un auteur cite le droit français en tant qu'exemple qui
 956 a reconnu cette théorie. *'En droit français le régime de la responsabilité*
 957 *s'appliquant pour la mise en œuvre de la responsabilité civile des avocats n'est ni*
 958 *la responsabilité délictuelle, ni la responsabilité contractuelle, mais un troisième*
 959 *type de la responsabilité civile: la responsabilité d'expert'*⁴²⁹

960

961 **Nous pensons** qu'il devrait y avoir un malentendu sur la compréhension de la
 962 responsabilité professionnelle (d'expert) par suite **de la mauvaise traduction entre**
 963 **des mots** qui ont un sens proche et de la compréhension incorrecte du droit étranger.

964 Pour bien analyser ces notions, c'est-à-dire cerner ce malentendu, il convient
 965 de remonter à l'époque de l'apparition de la notion de responsabilité professionnelle
 966 (responsabilité d'expert) en Chine.

967 En 1995, le professeur Huixing LIANG a traduit plusieurs articles dans
 968 l'ouvrage « La responsabilité civile des experts » de l'Association des spécialistes
 969 japonais.⁴³⁰ Par la suite, l'utilisation de 'la responsabilité d'expert' pour engager

429 Limei ZHAO, 'Lun Lvshi Zhuanjia Zeren de Xingzhi yu Tedian' (Traité de la nature et du caractère de la responsabilité d'expert de l'avocat), disponible sur l'internet : <http://www.shveritas.com/ldlaw/point/show.asp?newsid=273>, consulté le 18 mai 2011.

430 Les articles des juristes japonais traduits par Huxiang LIANG: 'Traité de la responsabilité civile de l'expert- les conseils sur son cadre théorique', 'La responsabilité civile de l'expert en droit allemand', 'La constitution de la responsabilité d'expert et sa

970 (poursuivre, encadrer, délimiter) la responsabilité professionnelle est acceptée par
 971 beaucoup de juristes chinois. Comme dans l'ouvrage sur la responsabilité civile du
 972 professeur Xinbao ZHANG, la responsabilité de l'avocat, de l'expert-comptable
 973 sont analysées dans le chapitre 'La responsabilité d'expert'.⁴³¹ Nous pouvons aussi
 974 citer, à titre d'exemple, l'ouvrage du professeur Jiemin QU 'Traité sur la
 975 responsabilité civile des experts'.⁴³²

976 Les points essentiels communs que nous trouvons dans ces articles sur la
 977 responsabilité civile des professionnels (des experts) sont les suivants:

978 ● D'abord en ce qui concerne la notion d'Expert', elle se comprend
 979 comme « la personne ayant une connaissance ou possédant une technique spéciale;
 980 et ayant eu son titre délivré par l'état; et offrant le service public par l'utilisation de
 981 ses capacités spéciales ». ⁴³³

démonstration', etc., in 'Minshangfa Luncong' (Collection du traité de droit civil et commercial), 5^e Volume, Law presse, 1996.

431 Xinbao ZHANG, « Zhongguo Qinquan Xingwei Fa » (Le droit des actes délictuels de Chine), 2^e, la librairie de la science sociale de Chine, 1998.

432 Jiemin QU , 'Zhuanjia Minsshi Zeren Lun' (Traité sur la responsabilité civile des experts), La librairie de Hunan, 1^e, 1998.

433 Xinbao ZHANG, 'Zhongguo Minfadian Qinquan Xingweifabian Caogao Jianyigao Liyou Gaishuo' (Les raisons générales sur la proposition du projet du Chapitre Actions Délictuelles du Code civil de Chine), in Jiming YI (sous dir), 'Sifa' (Droit prive), 1^e Volume de la 2^{ème} série, la librairie de l'université Pékin 2002; également disponible sur l'internet :

<http://www.civillaw.com.cn/article/default.asp?id=11017>, consulté le 19 juillet 2010.

982 ● Ensuite, ‘l’obligation de grande diligence’ est une des notions utilisées
 983 les plus souvent à propos de l’obligation du professionnel (expert).⁴³⁴

984 ● Troisièmement, la responsabilité des professions libérales se fonde sur
 985 sa faute professionnelle, et la présomption de la faute de l’administrateur judiciaire
 986 s’appliquera dans l’action en responsabilité contre ce dernier. C’est-à-dire que
 987 l’administrateur judiciaire a la charge de l’obligation de preuve dans le procès lancé
 988 contre lui.⁴³⁵

989

990 Il est pertinent de traiter ces points un par un. Nous examinerons les deux
 991 premiers points maintenant, en mettant le 3^e point dans la partie suivante sur les ses
 992 éléments constitutifs de la responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en
 993 droit chinois.

994 ● D’abord nous trouvons que les auteurs japonais dont les articles sont
 995 introduits par Monsieur Huixing LIANG, ont admis en se référant eux-mêmes à la
 996 conception allemande, que leurs soi-disant «experts» exercent une profession qui
 997 équivaut à toute autre **profession libérale** (tels que médecins, avocats, notaires,

434 Yan LIU, ‘Zhuanjia Zeren Ruogan Jiben Gainian Zhiyi’ (Certains concepts de base en doute sur la responsabilité de l’expert), Revue de droit comparé, 2005, n°5, p. 26; également disponible sur l’internet : http://article.chinalawinfo.com/Article_Detail.asp?ArticleID=31173#m3, consulté le 27 décembre 2011.

435 Limei ZHAO, ‘ Lun Lvshi Zhuanjia Zeren de Xingzhi yu Tedian’ (Traité de la nature et du caractère de la responsabilité d’expert de l’avocat), op.cit.

998 experts- comptables, architectes, etc.).⁴³⁶ Toutefois, la différence de sens du mot
 999 ‘professionnel’ et de celui d’ ‘expert’ dans sa langue d’origine est ignorée lors de sa
 1000 traduction et de la présentation en Chine.

1001 En effet l’expert peut être défini comme une personne qui, en raison de ses
 1002 compétences techniques est sollicitée pour donner un avis éclairé sur des faits dont
 1003 l’appréciation nécessite des connaissances particulières. L’expertise est dite
 1004 judiciaire lorsque c’est une juridiction qui confie à un expert le soin de la renseigner
 1005 à propos d’une situation de fait, posant des questions techniques auxquelles le juge
 1006 ne peut répondre seul. Par conséquent la notion de ‘expert’ et celle de ‘profession
 1007 libérale’ ne peuvent se substituer que dans certains cas, mais pas toujours.

1008

1009 ● Deuxièmement, il nous semble que les juristes japonais eux-mêmes se
 1010 trompent à propos du critère de l’obligation du professionnel. A titre d’exemple, le
 1011 professeur 能见善久 indique la nature professionnelle de la profession libérale et
 1012 aussi la confiance du client conduisent à ‘l’obligation de grande diligence’ du
 1013 professionnel.⁴³⁷ Nonobstant cela selon l’analyse très convaincante de la professeur
 1014 Yan LIU, la théorie du professeur 能见善久 se réfère principalement au *common law*,

436 浦川道太郎 ‘La responsabilité civile de l’expert en droit allemand’, op.cit., p.534-
 p.535.

437 能见善久 , ‘Traité de la responsabilité civile de l’expertles conseils sur son cadre
 théorique, op.cit., p.504-p.506.

1015 surtout de l'ouvrage 'Profession Negligence'.⁴³⁸ Pourtant la notion 'd'obligation de
 1016 grande diligence' du professionnel' ne peut pas être trouvée dans cet ouvrage. Par
 1017 contre dans un autre ouvrage des mêmes auteurs, le critère qui se pose c'est celui de
 1018 "prudence raisonnable" (a reasonably competent practioner).⁴³⁹

1019 ● Troisièmement, d'après notre étude le principe de la responsabilité
 1020 civile de l'expert en droit français était depuis longtemps hors de cause. En France
 1021 elle est admise depuis un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation,
 1022 prononcé en 1914. Elle est soumise aux articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil
 1023 concernant la matière civile. Bien qu'il existait la tendance de professionnalisation
 1024 de la responsabilité - *'Il est devenu classique que le législateur et les tribunaux*
 1025 *prennent en considération la qualité de professionnel pour alourdir les conditions*
 1026 *de la responsabilité de telle ou telle profession'*,⁴⁴⁰ la responsabilité professionnelle
 1027 (l'expert) n'est pas par elle-même d'un type unique, tout en étant de nature
 1028 délictuelle ou contractuelle.

438 Rupert M. Jackson, John L. Powell, John L. Powell (LL.B.), Mark R. N. Cannon, Jackson and Powell on Professional Negligence, Sweet & Maxwell, 2000.

439 John L. Powell, Foreword of Professional Negligence and Insurance Law, an Industry Report, prep. by Neil F. Jones & Co. and edited by Jeffrey C. Brown, London: Lloyd's of London Press Ltd, 1991, cite par Yan LIU, dans son article 'Zhuanjia Zeren ruogan Jiben Gainian Zhiyi'(La mise en cause des certaines notions essentielles de "la responsabilité d'expert"), 'Bijiaofa Yanjiu'(La Revue de droit comparé),2005, n° 5, également disponible sur l'internet : http://article.chinalawinfo.com/Article_Detail.asp?ArticleID=31173#m3 , consulté le 17 avril 2011.

440 G. Ripert, Ébauche d'un droit civil professionnel in Études de droit civil à la mémoire de H. Capitant : Dalloz 1939, p. 678.

1029

1030 **Le traitement différent face au conflit positif entre la responsabilité**
 1031 **contractuelle et la responsabilité délictuelle en droit français et en droit chinois.**

1032 Si l'on admet l'existence du conflit positif entre la responsabilité contractuelle et
 1033 délictuelle dans le domaine de la responsabilité civile des administrateurs
 1034 judiciaires, il est nécessaire d'analyser successivement la solution juridique en droit
 1035 français et en droit chinois.

1036 •En droit français, ce problème d'option a suscité une vive polémique
 1037 doctrinale, certains estimant que la victime peut agir par toutes les voies de droit qui
 1038 lui sont offertes, d'autres soutenant que l'on ne saurait de la sorte éluder les règles
 1039 de la responsabilité contractuelle. Il n'a y pas de disposition directe sur le conflit
 1040 positif entre la responsabilité contractuelle et délictuelle. Néanmoins la
 1041 jurisprudence a consacré la dernière des opinions mentionnées ci-dessus en
 1042 décidant, depuis un arrêt du 11 janvier 1922 que la victime n'a pas le choix, que la
 1043 responsabilité délictuelle ne peut s'appliquer en cas de faute commise dans
 1044 l'exécution d'une obligation contractuelle.⁴⁴¹

1045 •En droit chinois, l'article 122 de la loi sur les contrats répond à cette
 1046 question.⁴⁴² D'après la disposition de cet article, dans le cas d'un conflit positif de

441 H.Capitant, F. Terré/ Y. Lequette, Les Grands Arrêts de la jurisprudence civile, Tome 2, 12^e édition, Dalloz, 2008, p. 279- p. 285.

442 La disposition de l'article 122 de la loi sur les contrats dispose que 'Lorsque l'inexécution d'une partie d'un contrat apporte le préjudice personnel ou patrimonial au cocontractant, le victime a le droit de choisir la mise en cause de la responsabilité contractuelle de la partie qui n'exécute pas proprement son obligation

1047 responsabilité contractuelle et délictuelle dans les procédures collectives la victime
 1048 pourrait opter entre l'action en responsabilité délictuelle et celle en responsabilité
 1049 contractuelle contre l'administrateur judiciaire.

1050

1051 ***II La constitution de la responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en***
 1052 ***droit chinois***

1053

1054 La Nouvelle loi 2006 établit la responsabilité de l'administrateur judiciaire. En
 1055 conformité avec son article 130, l'administrateur engage sa responsabilité s'il
 1056 n'exécute pas correctement l'ensemble de ses fonctions.⁴⁴³ Toutefois cette loi ne
 1057 précise pas cette responsabilité. Il nous semble pertinent d'examiner la nature de la
 1058 responsabilité civile de l'administrateur judiciaire (A), et ses éléments constitutifs (B).

1059

1060 ***A La nature de la responsabilité civile de l'administrateur judiciaire en droit***
 1061 ***chinois***

1062

selon la présente loi ou la responsabilité délictuelle de ce dernier conformément à d'autres dispositions légales et demander des dommages-intérêts.'

443 La disposition 130 de l'article 130 de la Nouvelle loi 2006 dispose que 'Lorsque l'administrateur n'exécute pas l'ensemble de ces fonctions avec diligence, responsabilité, sincérité et honnêteté, le tribunal peut le condamner à une amende ; lorsque son action cause du dommage au créancier, au débiteur ou au tiers, il engage la responsabilité de dommages-intérêts.'

1063 En ce qui concerne la nature de la responsabilité civile des administrateurs
1064 judiciaires, une interprétation judiciaire de la Cour Suprême nous suggère une
1065 certaine piste bien que ni la Nouvelle loi 2006, ni la loi sur les actes délictuels (the
1066 tort law) du 26 décembre 2009 ne la précisent.

1067 Dans cette interprétation judiciaire de la Cour Suprême **du 17 juin 2004** que
1068 nous avons citée ci-dessus, **la réponse sur la détermination de la compétence de**
1069 **la juridiction à l'égard de l'action en responsabilité contractuelle ou délictuelle**
1070 **du groupe de faillite en lien avec l'exécution de sa fonction**, révèle directement,
1071 par son titre, l'attitude de l'autorité judiciaire sur ce point. Il est raisonnable de
1072 croire qu'elle estime que la nature de la responsabilité civile de l'administrateur
1073 judiciaire est délictuelle (ou contractuelle), mais pas d'un troisième type.

1074 **Nous pensons** qu'en tant qu'auxiliaire de justice désigné par une juridiction,
1075 donc sans la nécessité de la présence du lien contractuel, la responsabilité civile de
1076 l'administrateur judiciaire en droit chinois, comme celle en droit français, est
1077 principalement de nature délictuelle. Toutefois, elle pourra parfois être aussi de
1078 nature contractuelle.

1079

1080 ***B. Les éléments constitutifs de la responsabilité civile de***
1081 ***l'administrateur judiciaire en droit chinois***

1082

1083 En ce qui concerne la constitution de la responsabilité délictuelle de
1084 l'administrateur judiciaire, nous pensons qu'elle est soumise au droit commun. Il
1085 s'agit donc d'un dommage, d'un fait générateur et d'un lien de causalité entre ce fait
1086 et le dommage. Il n'y a aucun doute que la constitution de la responsabilité

1087 délictuelle de l'administrateur judiciaire se fonde sur la faute de l'administrateur
1088 judiciaire déroulant l'exercice de son fonction. Mais la question sur la charge de la
1089 preuve de l'acte fautif de l'administrateur judiciaire se pose.

1090

1091 **Faute d'avoir trouvé dans les revues chinoises de droit, les documents**
1092 **appropriés, nous nous référons, comme d'habitude, au droit français.**

1093 Le principe que la faute de l'administrateur judiciaire doit être prouvée par le
1094 demandeur est soutenu non seulement par les juristes français, mais aussi par la
1095 jurisprudence.

1096 D'abord on peut citer, à titre d'exemple, l'opinion de M. Guyon qui estime que
1097 'Il (l'administrateur judiciaire) est un professionnel rémunéré. Sa responsabilité est
1098 appréciée avec une particulière sévérité. Mais sa faute **doit être prouvée par le**
1099 **demandeur** car l'administrateur, en raison de la complexité de la faute se fait «in
1100 abstracto », par référence au comportement d'un auxiliaire de justice consciencieux,
1101 diligent et actif.'⁴⁴⁴

1102 Ensuite, la nécessité d'apporter la preuve d'une faute par la partie qui lance
1103 l'action en responsabilité délictuelle contre l'administrateur judiciaire est aussi posée
1104 par la jurisprudence.

1105

1106 **CA Paris, 5^e ch. A, 19 mai 1999: Juris-Data n° 1999-023113 (Réformation de**
1107 **TGI Nanterre, 1^{ère} ch., 23 nov. 1994**

1108 Considérant que par le jugement du 27 avril 1992 le Tribunal de Commerce de Pontoise a

444 Y. Guyon, « Le nouveau régime de la responsabilité de l'administrateur judiciaire », op.cit., p.159.

1109 prononcé la mise en redressement judiciaire (procédure simplifiée) de la société Media
1110 Distribution et désigné Maître X en qualité d'administrateur ; que la période d'enquête a été
1111 prorogée au 27 juin 1992 et la poursuite de l'activité décidée, par deux jugements successifs des
1112 26 juin et 16 octobre 1992, jusqu'au 27 novembre 1992, date du prononcé de la liquidation
1113 judiciaire de la société ;

1114 Considérant que Monsieur Denis, faisant état de commandes de prestations passées entre
1115 le 13 mai et le 1^{er} juillet 1992 ayant donné lieu à des factures établies entre le 18 mai et le 12
1116 octobre 1992 pour un montant total de 313 042,33 francs dont il n'a pu obtenir le paiement,
1117 poursuit la condamnation personnelle de Monsieur X, auquel il reproche de ne pas s'être
1118 acquitté de l'obligation de moyens qui était à sa charge dans le cadre de sa mission d'assistance
1119 du débiteur dans ses actes de gestion, en négligeant de procéder aux investigations nécessaires
1120 à la rédaction du rapport prévu à la fin de chaque période de poursuite d'activité, ce qui lui
1121 aurait permis de constater que les factures des fournisseurs demeuraient impayées et de
1122 provoquer avant le 27 juin 1992 la mise en liquidation judiciaire de la société Media Distribution
1123 sans aggraver le passif à l'égard des créanciers bénéficiaires de l'article 40 de la loi du 25 janvier
1124 1985 ;

1125 Considérant que l'action de Monsieur Denis a pour fondement l'article 1382 du Code
1126 Civil ; que conformément aux principes généraux de la responsabilité civile, la partie qui l'exerce
1127 doit rapporter la triple preuve d'une faute caractérisée, d'un préjudice et d'un lien de causalité ;

1128 Que c'est dès lors à juste titre que Monsieur X fait grief au Tribunal d'avoir renversé la
1129 charge de la preuve en énonçant qu'il lui incombait de rapporter la preuve de ce qu'il avait
1130 exercé un quelconque contrôle sur la société débitrice, et que faute de rapporter la preuve de
1131 l'exécution de ses obligations il engageait donc sa responsabilité ;

1132 Considérant, s'agissant des factures litigieuses, qu'elles sont relatives à des commandes de
1133 fournitures ou prestations destinées à l'activité professionnelle de Media Distribution, qui
1134 constituent des actes de gestion courante valablement accomplis par le débiteur seul ;

1135 Considérant que Monsieur Denis ne peut reprocher à Monsieur X de n'avoir pas provoqué
1136 la mise en liquidation de son administrée avant le 27 juin 1992 pour factures impayées alors
1137 qu'il n'a pas estimé utile de subordonner l'exécution de ses prestations au visa de
1138 l'administrateur, qui aurait alors eu nécessairement connaissance de ces factures, pas plus qu'il
1139 ne lui a alors adressé de réclamation, la Cour observant que le seul fait de n'avoir pas réglé des
1140 factures des 18 mai, 25 mai et 15 juin 1992 pour un total de 100 000 francs environ ne conduit
1141 pas nécessairement une société, dont le chiffre d'affaires et le potentiel économique sont

1142 importants à la liquidation ;

1143 Qu'il ne peut pas non plus prétendre avoir subi un préjudice du fait que Monsieur X n'a pas
1144 immédiatement provoqué la liquidation de Media Distribution au vu des comptes présentés par
1145 cette dernière en octobre 1992, qui faisaient apparaître de graves anomalies, la faute
1146 éventuellement commise par l'administrateur à cette époque étant dénuée de tout lien de
1147 causalité avec le préjudice dont il demande réparation, constitué dès avant cette date ;

1148 Qu'enfin Monsieur Denis ne peut invoquer le fait que « Maître X semblait cautionner la
1149 pérennité de la société Media Distribution en signant une partie des chèques adressés aux
1150 fournisseurs » alors que le seul chèque qu'il verse aux débats, daté du 22 septembre 1992 et sur
1151 lequel figurent deux signatures dont l'une peut être celle de Monsieur X, n'a plus tout au plus le
1152 conforter dans sa croyance à un crédit de l'entreprise qu'à compter de cette date ce qui est sans
1153 incidence sur l'exécution des travaux, objet de commandes dont la dernière en date, du 1^{er}
1154 juillet 1992, a été facturée quelques jours plus tard ;

1155 Considérant que Monsieur Denis, qui ne rapporte pas la preuve qui lui incombe, doit être
1156 débouté de ses demandes ;

1157 (...)

1158 Nous somme d'accord sur ce que le fondement de la responsabilité de
1159 l'administrateur judiciaire se fonde sur les fautes accomplies dans l'exercice de leur
1160 fonction. Mais il nous semble qu'il est trop sévère d'exiger du demandeur de
1161 prouver la faute de l'administrateur judiciaire pour les intéressées. Nous considérons
1162 qu'il convient d'appliquer le principe de présomption de faute dans le cas de
1163 l'action en responsabilité contre l'administrateur judiciaire. C'est-à-dire qu'il
1164 appartient à l'administrateur judiciaire de justifier que l'exécution incorrecte ou
1165 l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, et encore
1166 qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1167

1168 Avant de terminer la présente section, nous voulons indiquer qu'à part la
1169 charge de la preuve, certaines autres règles essentielles dans le régime de la

1170 responsabilité civile de l'administrateur judiciaire, telle que les conditions de
 1171 présomptions de responsabilité, la portée des dommages-intérêts, ne sont pas encore
 1172 clarifiées en droit chinois. **Nous espérons que la Cour Suprême peut les**
 1173 **concrétiser par son interprétation ou son arrêt de référence le plus tôt possible.**

1174

1175

1176 **Section II La responsabilité pénale de l'administrateur judiciaire**

1177

1178 Nous envisageons d'étudier successivement les textes répressifs français
 1179 concernant l'administrateur judiciaire (Sous-section I) et les dispositions sur sa
 1180 responsabilité pénale en droit chinois (Sous- section II).

1181

1182 *Sous- section I Les textes répressifs français concernant l'administrateur* 1183 *judiciaire*

1184

1185 Les sanctions pénales sont prévues dans la section II du chapitre IV du titre V
 1186 du code de commerce.⁴⁴⁵ Les infractions visant directement les administrateurs
 1187 judiciaires sont disposées par l'article L654-12.

1188 Cet article dispose que:

1189 'I. - Est puni des peines prévues par l'article 314-2 du code pénal le fait, pour
 1190 tout administrateur, mandataire judiciaire, liquidateur ou commissaire à l'exécution

445 Cette section consistant en 7 articles (art. L. 654-8 à L. 654-14) se divise en deux sections : Section 1 : De la banqueroute et Section 2 : Des autres infractions.

1191 du plan: 1° De porter volontairement atteinte aux intérêts des créanciers ou du
 1192 débiteur soit en utilisant à son profit des sommes perçues dans l'accomplissement de
 1193 sa mission, soit en se faisant attribuer des avantages qu'il savait n'être pas dus; 2°
 1194 De faire, dans son intérêt, des pouvoirs dont il dispose, un usage qu'il savait
 1195 contraire aux intérêts des créanciers ou du débiteur.

1196 II. - Est puni des mêmes peines le fait, pour tout administrateur, mandataire
 1197 judiciaire, liquidateur, commissaire à l'exécution du plan ou toute autre personne, à
 1198 l'exception des représentants des salariés, de se rendre acquéreur pour son compte,
 1199 directement ou indirectement, de biens du débiteur ou de les utiliser à son profit,
 1200 ayant participé à un titre quelconque à la procédure. La juridiction saisie prononce
 1201 la nullité de l'acquisition et statue sur les dommages et intérêts qui seraient
 1202 demandés.'

1203 Nous allons analyser ces dispositions dans une double perspective.
 1204 Premièrement nous notons que conformément l'alinéa 1 de l'article L. 626-12 du
 1205 Code de commerce, parmi les faits constitutifs de l'infraction, il y a **celui de porter**
 1206 **volontairement atteinte aux intérêts des créanciers ou du débiteur**, par deux
 1207 types d'agissements. **La première série d'agissements tient à l'utilisation à son**
 1208 **profit des sommes perçues dans l'accomplissement de sa mission.** Il s'agit là de
 1209 réprimer les détournements de fonds.⁴⁴⁶ Cette disposition permet de réprimer les
 1210 prélèvements effectués par le mandataire de justice sur les comptes gérés par

446 Le détournement, c'est le fait pour un détenteur précaire de ne pas restituer le bien qui lui avait été confié, élément de l'abus de confiance (C pén., a 314-1); le détournement de fonds est le fait qui tombe sous le coup de plusieurs incriminations, de faire obstacle, en abusant de la confiance dont on a bénéficié, aux droits d'autrui sur une chose ou sur des fonds ou même de s'approprier ceux-ci. Référence Gérard Cornu, Vocabulaire juridique, puf, 9e édition 2011, p.339.

1211 l'étude, sans ordonnance de taxe préalable, pour ses besoins personnels ou pour
 1212 ceux de son étude.⁴⁴⁷ Cette disposition permet aussi de viser la contravention, par le
 1213 mandataire, à l'obligation de consignation à la Caisse des dépôts et consignations
 1214 des fonds reçus, dont il ferait un usage personnel.⁴⁴⁸ Cet usage personnel ne justifie
 1215 pas la rémunération des comptes bancaires sur lesquels l'argent est placé à des
 1216 conditions de prêt très avantageuses octroyés par le banquier à l'entreprise en
 1217 souffrance.⁴⁴⁹

1218 La seconde sorte d'agissements réside dans le fait de se faire attribuer des
 1219 sommes qu'il savait ne pas être dues. Cette incrimination peut permettre de lutter
 1220 contre le non-respect du barème par le professionnel ou encore contre la
 1221 corruption.⁴⁵⁰

1222 **Deuxièmement il s'agit de sanctionner le mandataire de justice qui, dans**
 1223 **son intérêt, et en connaissance de cause, fait de ses pouvoirs un usage contraire**
 1224 **aux intérêts du débiteur ou des créanciers.** C'est le cas de l'administrateur au
 1225 redressement judiciaire qui laisse sciemment s'éteindre la créance de la société qu'il
 1226 assiste sur le dirigeant social, son intérêt personnel étant caractérisé par le dessein
 1227 de prendre le contrôle de la société en accord avec ce dernier.⁴⁵¹ **L'essentiel réside**
 1228 toutefois dans le fait de sanctionner le mandataire, généralement l'administrateur

447 Crim. 12 déc. 2007, n° 07-80.886, Bull, crim., n° 307, n° 7076.

448 Crim. 5 juill. 1993, n° 92-82.799, Bull, crim., n° 239.

449 Crim. 6 oct. 2004, n° 86-94.662, NP, sur pourvoi contre CA Lyon, 7e ch. A, 17 mars 2004, cité in B. Soinne, « Les dispositions nouvelles relatives au statut des mandataires de justice (accès et exercice des professions, tarification et exécution de certaines tâches par des tiers) », Rev. proc. coll. 2005/1, p. 1 s., sp. p.8, note 35.

450 Pierre- Michel Le Corre, op.cit., p.2269.

451 Cass. crim. 19 juin 1997, no 96-83.274, Bull. crim. no 250, Rev. sociétés 1998. 384, note B. Bouloc.

1229 judiciaire, qui impose au débiteur qu'il assiste ou représente, le service
 1230 d'intervenants extérieurs payés par le débiteur, et qui accomplissent une partie des
 1231 tâches lui incombant.⁴⁵² Les poursuites les plus fréquentes intéressent les «
 1232 sapiteurs »⁴⁵³.

1233 L'alinéa 2 de l'article L. 626-12 du Code de commerce envisage deux types de
 1234 délit. Il s'agit d'abord de punir les acquisitions, par ces personnes, de biens du
 1235 débiteur. L'interdiction concerne donc les créances détenues par le débiteur ainsi
 1236 que les parts ou actions de sociétés qu'il détient.⁴⁵⁴ L'acquisition en qualité
 1237 d'intermédiaire, par exemple celle faite par un agent immobilier, est possible, seule
 1238 étant interdite l'acquisition pour son compte.⁴⁵⁵ Il s'agit ensuite de réprimer
 1239 l'utilisation des biens du débiteur faite par ces personnes, à leur profit. Ainsi
 1240 l'infraction a-t-elle été constituée lorsqu'un liquidateur a fait réaliser des travaux à
 1241 son domicile par le débiteur sans porter en compte cette créance à l'actif de la
 1242 liquidation judiciaire et en s'abstenant de la recouvrer. Ils ont en commun de ne pas
 1243 exiger de la part du prévenu un dol spécial. Peu importe donc que l'intéressé ait
 1244 voulu nuire aux créanciers ou au débiteur.⁴⁵⁶

1245 Les peines maximales prévues par l'article 654-12 sont un emprisonnement de
 1246 sept ans et une amende de 750 000 euros.⁴⁵⁷ Il est nécessaire d'indiquer que la

452 D. 2001, AJ 3198, obs. A. Lienhard.

453 V. B. Soinne, obs. sous diverses décisions, Rev. proc. coll. 2000, 71, n°3.

454 Crim. 19 juin 1997, n° 96-83.274, Bull, crim., n°250.

455 Pierre-Michel Le Corre, Droit et pratique des procédures collectives, Dalloz
 5^e édition, 2011, p.2271.

456 Crim. 23 mai 1995, n° 94-81.673, Bull, crim., n° 189; Rev. proc. coll. 1996,
 240, obs. B. Soinne.

457 Selon l'article L654-12 du Code de commerce, ce fait est puni des peines prévues
 par l'article 314-2 du code pénal. **L'article 314-2** du code pénal : Les peines sont portées à

1247 juridiction saisie de l'instance pénale est aussi compétente pour prononcer la nullité
 1248 de l'acquisition de biens du débiteur et pour statuer sur les dommages et intérêts qui
 1249 seraient demandés. Il s'agit d'une nullité absolue, pouvant être sollicitée par tout
 1250 intéressé, dans le délai de l'action pénale.

1251 Après avoir examiné la sanction pénale de l'administrateur judiciaire en droit
 1252 français, nous la traitons dans le contexte du droit chinois.

1253

1254 ***Sous section II – Les dispositions sur sa responsabilité pénale en droit chinois***

1255

1256 Peu de recherches ont été faites sur les infractions de faillite, on ne peut même
 1257 pas trouver une seule thèse traitant spécifiquement de ce sujet dans le site de
 1258 CNKI.⁴⁵⁸ Par contre les infractions de la personne participant aux procédures
 1259 collectives sont largement documentées. En effet parmi les moyens par lesquels le
 1260 débiteur se soustrait de mauvaise foi au paiement de sa dette, la faillite frauduleuse
 1261 est la plus remarquable. Chaque année le Trésor Public et la banque doivent prendre

sept ans d'emprisonnement et à 750000 euros d'amende lorsque l'abus de confiance est réalisé: 1° Par une personne qui fait appel au public afin d'obtenir la remise de fonds ou de valeurs soit pour son propre compte, soit comme dirigeant ou préposé de droit ou de fait d'une entreprise industrielle ou commerciale; 2° Par toute autre personne qui, de manière habituelle, se livre ou prête son concours, même à titre accessoire, à des opérations portant sur les biens des tiers pour le compte desquels elle recouvre des fonds ou des valeurs; 3° Au préjudice d'une association qui fait appel au public en vue de la collecte de fonds à des fins d'entraide humanitaire ou sociale; 4° Au préjudice d'une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur.

458 CNKI (China National Knowledge Infrastructure), l'adresse du site (en anglais) : <http://eng.cnki.net/Grid2008/>, la date de la dernière consultation : 16 mai 2012.

1262 en charge plus de cent millions d'euros de pertes.⁴⁵⁹ Comme exemple on cite
 1263 ICBC.⁴⁶⁰ En 1995 et 1996, ICBC se chargeait d'un déficit dont la somme s'élevait à
 1264 plus de 23,88 milliards d'euros à cause principalement de la faillite frauduleuse.⁴⁶¹

1265 La faillite frauduleuse était tellement grave que la Cour Suprême devait la
 1266 traiter spécialement et publier deux interprétations judiciaires pour lutter contre elle:

1267 • l'interprétation judiciaire intitulée 'Les dispositions relatives aux processus de
 1268 la faillite d'entreprise' du 30 juillet 2002 et

1269 • celle intitulée 'La notification urgente sur la prévention de la soustraction de la
 1270 dette dans le processus de la faillite et celle de la transformation de la forme
 1271 juridique de l'entreprise' du 10 août 2002.⁴⁶²

459 Zheng LI, 《Jia pochan meinian gei guojia zaocheng shushiyiyuan sunshi》 (Faux faillites causent plusieurs milliards Yuans de perte) , Chine Fiscalité Nouvelles, 1 novembre 2004.

460 ICBC (Industrial and Commercial Bank of China Limited), est la première banque au monde en termes de bénéfices, capitalisation boursière et dépôts de clients actuellement, qui vient d'ouvrir sa première agence à Paris en 2011. Le site de son agence à Paris de ICBC (en français) : <http://www.icbc.com.cn/icbc/%E6%B5%B7%E5%A4%96%E5%88%86%E8%A1%8C/%E5%B7%B4%E9%BB%8E%E7%BD%91%E7%AB%99/fr/default.htm>, consulté le 18 mars 2012.

461 La commission de recherche sur le problème de faillite d'entreprises de ICBC (Industrial and Commercial Bank of China Limited), 《Guanyu qiye pochan wenti de diaocha baogao》 (Le rapport de recherche sur le problème de faillite d'entreprises) , 《Jingji yanjiu》 (Recherche économique), 4^e,1997,p.15.

462 L'article 12 des dispositions relatives aux processus de la faillite d'entreprise du 30 juillet 2002 stipule que : le tribunal n'accepte pas la demande de faillite posée par le débiteur, ayant agi par dissimulation et transfert de son actif, dans le but de se soustraire à

1272

1273 Nous examinons d'abord l'évolution générale de la législation chinoise sur la
1274 sanction pénale des infractions concernant la faillite (I), et ensuite nous traitons
1275 certaines peines spéciales que l'administrateur judiciaire peut encourir (II).

1276

1277 *I – L'évolution sur la sanction pénale des infractions concernant la faillite*

1278

1279 Nous remarquons que la première disposition de la sanction pénale des
1280 infractions concernant la faillite apparaît dans la loi sur la faillite de 1905. Son
1281 article 53 prévoit l'infraction de faillite frauduleuse. Les dispositions pénales de la
1282 loi sur la faillite de 1935 sont établies dans le chapitre 4 de cette loi.⁴⁶³

1283

1284 Par contre après l'instauration de la République de Chine en 1949, les textes de
1285 la sanction pénale des infractions concernant la faillite ont disparu pendant assez
1286 longtemps). Dans l'ancienne loi sur le droit pénal du 6 juillet 1979, il n'y a pas eu
1287 de disposition directe concernant les infractions relatives à la faillite. Quant à la loi
1288 d'essai sur la faillite d'entreprise du 2 décembre 1986 elle dispose que 'les
1289 responsabilités pénales engagent le représentant légal de l'entreprise faillie et les
1290 responsables directs qui, dans les 6 mois précédant le jugement d'ouverture jusqu'au
1291 jour de la déclaration de faillite, ont commis l'un des actes tels que la dissimulation
d'actifs, le transfert d'actifs à titre gratuit, la distribution illégale d'actifs.'⁴⁶⁴

ses dettes. Son article 14 proclame qu'après avoir accepté la demande de faillite, le tribunal doit la rejeter par ordonnance s'il trouve qu'une importante partie d'actif du débiteur a disparu sans une explication raisonnable.

463 Le chapitre 4 (l'article 152 à l'article 159) s'intitule 'Dispositions pénales'.

464 La disposition de l'article 41,42 de la loi sur la faillite de 1986.

1292 Toutefois cette loi ne mentionne pas les peines précises à appliquer. S'agissant
 1293 de la loi sur le droit pénal du 14 mars 1997, remplaçant l'ancienne loi de 1979, elle
 1294 ne concerne par son article 16 que l'infraction d'atteinte à la liquidation
 1295 judiciaire ⁴⁶⁵ dans sa troisième section intitulée 'les infractions d'atteinte à l'ordre
 1296 d'administration de l'entreprise et de la société' du troisième chapitre 'les
 1297 infractions d'atteinte à l'ordre économique socialiste'. D'après l'article 162 de la loi
 1298 sur le droit pénal de 1997, les dirigeants directement responsables et les autres
 1299 personnes responsables qui, pendant le déroulement de la procédure de liquidation
 1300 judiciaire, ont porté atteinte aux intérêts des créanciers ou à d'autres acteurs, soit en
 1301 détournant ou en dissimulant l'actif, soit en exploitant une liste des biens fictive ou
 1302 une comptabilité fictive, soit en distribuant les biens avant de rembourser les dettes,
 1303 sont passibles selon la gravité de l'infraction, soit d'une détention judiciaire de 1 à 6
 1304 mois⁴⁶⁶, soit d'un emprisonnement maximum de cinq ans, et simultanément (ou non,
 1305 selon les cas) d'une amende de 20000 yuan au minimum 200000 au maximum. ⁴⁶⁷

465 Il faut noter qu'en droit pénal chinois, la loi ne détermine qu'une infraction pénale, en utilisant le terme de « Zui ». Il n'existe pas les deux espèces d'infraction, que sont, distinctement, le crime et le délit, que détermine la loi pénale française. On peut le traduire en français par le terme « crime », mais certains « Zui » en droit chinois peuvent être, par leur nature, assimilés à des délits en droit français.

466 Selon l'article 42 de la loi chinoise sur le droit pénal la durée de la détention criminelle est de 1 mois à 6 mois; son article 45 dispose que la durée de l'emprisonnement à temps est de 6 mois à 15 ans sauf les cas prévus par les articles 50, 69.

Cela est différent de l'échelle des peines en droit pénal français. En droit français les peines de réclusion et de détention sont les plus graves, en revanche l'emprisonnement varie selon les délits, de 6 mois à 10 ans. (art.131-1, art. 131-3, art. 131-4, C. Pén.)

467 L'article 6 du règlement publié conjointement par le Parquet Suprême et le Ministère de la Sécurité Publique du 18 avril 2010, entré en vigueur le 18 avril 2010 stipule

1306 Quant à la Nouvelle Loi de 2006, elle proclame ‘ lorsqu’une infraction pénale
 1307 est commise en contravention avec les dispositions de la présente loi, la
 1308 responsabilité pénale doit être poursuivie.’⁴⁶⁸ Mais elle ne développe pas non plus
 1309 les dispositions sur la sanction pénale.

1310 A la veille de la publication de la nouvelle loi sur la faillite d’entreprise de
 1311 2006, la faillite frauduleuse est finalement introduite dans la loi pénale par le
 1312 sixième amendement de la loi pénale du 29 juin 2006. Selon l’article 6 de cet
 1313 amendement, est ajoutée une disposition, comme l’alinéa 2 de l’article 162⁴⁶⁹, que
 1314 ‘les dirigeants directement responsables et les autres personnes responsables, qui ont
 1315 procédé à une faillite frauduleuse et porté gravement atteinte aux intérêts des
 1316 créanciers ou aux autres acteurs, soit en détournant ou en dissimulant l’actif, soit en
 1317 augmentant frauduleusement le passif du débiteur, soit en commettant d’autres actes
 1318 irréguliers, sont punis d’une détention de un à six mois ou (selon la gravité de
 1319 l’infraction), d’un emprisonnement maximum de cinq ans; ils peuvent être
 1320 condamnés simultanément ou individuellement à une amende de 20000 yuan au
 1321 minimum et de 200000 au maximum.’

1322 En ce qui concerne l’application de ces textes répressifs, les crimes et délits
 1323 ayant lieu autour de la faillite sont principalement sanctionnés en pratique

que le fait causant un préjudice économique direct dont le montant est supérieur à 100 000 Yuans doit être poursuivi.

468 La disposition de l’article 131 de la Nouvelle Loi de 2006.

469 La présente infraction est dénommée l’infraction de faillite frauduleuse par l’interprétation judiciaire no (2007) 16, adoptée le 27 août 2007 par la Cour Suprême, le 7 septembre 2007 par le Parquet Suprême, entrée en vigueur le 6 novembre 2007.

1324 judiciaire au titre des infractions de corruption⁴⁷⁰, de concussion⁴⁷¹, de détournement
1325 de fonds publics⁴⁷².

1326 Car comme nous l'avons expliqué ci-dessus, pendant longtemps seules les
1327 entreprises d'état ont préoccupé le législateur. De plus, sachant que les dirigeants
1328 des entreprises d'état sont classés comme fonctionnaires⁴⁷³ et que les membres du
1329 groupe de liquidation sont principalement des fonctionnaires⁴⁷⁴ venant des
1330 différents secteurs de l'administration tels que le secteur fiscal, celui du travail,
1331 celui de la sécurité sociale, cette situation n'est pas difficile à comprendre.

1332 • C'est le cas d'un arrêt rendu par le tribunal d'arrondissement Haitai de la Ville
1333 Hanzhong de la province Shanxi. L'accusé, M. Jingshan LI, vice-directeur du
1334 groupe de liquidation de l'entreprise électrique Haizhong, a reçu 8000 euros, en
1335 augmentant frauduleusement le passif et en tenant une comptabilité fictive.⁴⁷⁵ Il est
1336 jugé pour avoir commis le crime de concussion et a été puni d'un emprisonnement
1337 de quatre ans.

470 L'infraction de corruption est prévue par les articles 385,386, 388 de la loi sur le droit pénal de 1997.

471 L'infraction de concussion est prévue par l'article 383 de la loi sur le droit pénal de 1997.

472 L'infraction de détournement du fonds publique est prévue par l'article 384 de la loi sur le droit pénal de 1997.

473 L'article 93 de la loi sur le droit pénal de 1997.

474 Certes nous remarquons qu'en pratique les professionnels tels que l'avocat, le comptable etc, sont invités à participer au groupe de liquidation, mais de toute façon ce sont les fonctionnaires qui dominent au sein du groupe de liquidation. Cf. L'exemple du cabinet de liquidation Dongting dans la partie sur la rémunération.

475 Source: Hanping Bai, Tanzhan Pochan Qingsuan kuan (La somme de liquidation judiciaire est prise illégalement), http://legal.gmw.cn/2011-11/17/content_2990430.htm, consulté 12 avril 2012.

1338 • C'est aussi le cas de M Jiansheng HU. En tant que directeur du groupe de
 1339 liquidation de la Société Mingyou (1999), de la société Jilaikang (1999), de la
 1340 société de production de métal (2000), il s'est approprié et a détourné les actifs des
 1341 sociétés en liquidation judiciaire. Il est jugé coupable de l'infraction de corruption,
 1342 de concussion et de détournement par le tribunal de la Ville Anji de la province
 1343 Zhejiang. Ses peines sont de treize ans et demi d'emprisonnement et d'une amende
 1344 de 4000 euros.⁴⁷⁶

1345 • Dans une autre affaire, M Jiansheng HU est condamné à dix-huit ans
 1346 d'emprisonnement et à une amende de 200 000 yuans pour avoir commis des actes
 1347 de concussion qui touchaient 8 950 000 Yuans et détourné la somme de fonds
 1348 publiques de 13 300 000 Yuans.⁴⁷⁷

1349 **Nous estimons que** les membres du groupe de liquidation peuvent toujours être
 1350 poursuivis de la même façon qu'avant l'entrée en vigueur de la Nouvelle Loi de
 1351 2006, pour avoir commis les infractions de corruption, de concussion, de
 1352 détournement de fonds publics mais ce n'est plus le cas pour la sanction pénale de
 1353 l'administrateur judiciaire dont le statut est celui d'un professionnel libéral, pour
 1354 lequel il faut envisager la sanction pénale sous un autre angle.

476 Li ZHANG, Erqing Gongsi Pochanzuzhang Sanzui Shean Baiwang (Le somme impliquée des trois affaires du directeur du groupe de liquidation de la deuxième société d'industrie légère est un million yuans.), <http://old.chinacourt.org/html/article/200508/18/174075.shtml>, consulté 12 avril 2012. Ces trois sociétés ont fait partie de la deuxième société d'industrie légère de la Ville Anji. M Jiansheng HU est le directeur de ce dernier.

477 Zhijian CHEN, Yiwei Tanguanmeng de Pomie (l'évanouissement du rêve d'un fonctionnaire corrompu), <http://opinion.people.com.cn/GB/6064205.html>, consulté 12 avril 2012.

1355

1356 ***II – Les infractions concernant l’administrateur judiciaire***

1357

1358 Nous allons étudier successivement les peines prévues par les articles 163, 271,
 1359 272 encore en droit pénal positif chinois que l’administrateur judiciaire peut
 1360 encourir.

1361 L’alinéa 1 de l’article 163 fixe l’infraction de corruption passive du non-
 1362 fonctionnaire.⁴⁷⁸ Conformément à cet article, les personnes d’une société, d’une
 1363 entreprise qui sollicitent ou de l’argent, sans y avoir droit, ou des biens d’autrui et
 1364 cherchent des avantages pour autrui en faisant usage des avantages de leur fonction
 1365 sont passibles de cinq ans d’emprisonnement au maximum, si la valeur du bien qui
 1366 leur a été confié ne représente pas une somme trop importante; de cinq ans
 1367 d’emprisonnement au minimum et simultanément de la confiscation de leurs biens
 1368 personnels, si cette somme est « *assez importante* ». La notion de ‘somme assez
 1369 importante ’ est trop vague et suscite des interrogations. Le Parquet Suprême précise
 1370 dans une de ses interprétations judiciaires que la somme « *assez importante* » est
 1371 supérieure à 5000 Yuans.⁴⁷⁹

1372 L’article 271 mentionne l’infraction de « détournement de biens dans l’exercice
 1373 de sa fonction » par les personnes d’une entreprise qui détournent les fonds de leur

478 Cette infraction qui était dénommée comme ‘corruption passive de la personne de la société, de l’entreprise’, est désignée comme l’infraction de corruption passive de non fonctionnaire par l’interprétation judiciaire (2007) no 16, adoptée le 27 aout 2007 par la Cour Suprême, le 7 septembre 2007 par le Parquet Suprême, entrée en vigueur le 6 novembre 2007.

479 La disposition de l’article 1 de l’interprétation judiciaire No2 du 1999, adoptée le 16 septembre 1999.

1374 établissement en profitant de leur position. Son alinéa 1 dispose que les personnes
 1375 d'une société, d'une entreprise ou d'un autre établissement qui s'approprient
 1376 illégalement les biens de leur établissement en utilisant les avantages de leur
 1377 fonction sont passibles de cinq ans d'emprisonnement au maximum si la valeur du
 1378 bien qui leur est donné est « assez importante »; de cinq ans d'emprisonnement au
 1379 minimum et simultanément de la confiscation des biens personnels, si cette somme
 1380 est « *importante* ».

1381 La notion de « *somme assez importante* » pour la constitution de la présente
 1382 infraction varie de 5000 à 10 000 Yuans selon les provinces.⁴⁸⁰ Considérant
 1383 l'importante disparité entre les différentes provinces, **il nous semble que fixer un**
 1384 **intervalle de référence** est plus raisonnable que de donner directement un simple
 1385 chiffre.

1386 L'article 272 stipule que: 'Le travailleur d'une société, d'une entreprise ou
 1387 d'autres établissements, qui détourne les fonds de son établissement, en profitant de
 1388 sa position, est puni de trois ans d'emprisonnement au maximum si le détournement
 1389 dont la somme est « assez importante » et qu'elle est utilisée pour son usage
 1390 personnel ou pour la prêter à autrui, et que la durée de cette utilisation est supérieure
 1391 à trois mois; il est également puni de trois ans d'emprisonnement si le détournement
 1392 dont la somme est assez importante et qu'elle est destinée à des activités lucratives;
 1393 il est également puni de trois ans d'emprisonnement si le détournement est destiné à
 1394 des activités illégales; est puni de trois à dix ans d'emprisonnement si soit le
 1395 détournement dont la somme est « *importante* », soit si la somme détournée est
 1396 « *assez importante* » et qu'elle n'est pas restituée. '

480 L'article 84 du règlement publié conjointement par le Parquet Suprême et le Ministère de la Sécurité Publique du 7 mai 2010.

1397 A propos de la notion de « *somme importante* », les interprétations judiciaires
 1398 définissent un intervalle de dix milles Yuans à trente milles Yuans.⁴⁸¹ Les Hautes
 1399 Cours de chaque province fixent le chiffre à l'intérieur de cet intervalle selon le
 1400 niveau de développement économique local. Par ailleurs selon un règlement publié
 1401 conjointement par le Parquet Suprême et le Ministère de la Sécurité Publique, le fait
 1402 que détourner le bien de son établissement dont le montant est supérieur à
 1403 l'intervalle de 5 000 à 20 000 Yuans pour les activités illégales est le point de départ
 1404 passible de poursuites judiciaires.⁴⁸²

1405 L'administrateur judiciaire peut également commettre l'infraction de
 1406 **corruption active**. Dans la loi chinoise du droit pénal, l'infraction de corruption
 1407 active est prévue par les articles 164, 389, 390, 391.⁴⁸³ Selon la disposition de
 1408 l'alinéa de l'article 164, est puni de trois ans d'emprisonnement au maximum le fait,
 1409 par quiconque, de donner des biens ou de l'argent dont le montant est assez grand à
 1410 un travailleur d'une société, d'une entreprise, d'un autre établissement pour obtenir
 1411 des avantages indus; la peine est de trois à dix ans d'emprisonnement et
 1412 conjointement d'une amende si le montant donné est grand. La notion 'somme

481 L'article 3 de l'interprétation judiciaire de la Cour Suprême, no 231995, adoptée le 25 décembre 1996.

482 L'article 85 du règlement publié conjointement par le Parquet Suprême et le Ministère de la Sécurité Publique du 7 mai 2010.

483 Le droit pénal chinois précise l'infraction de corruption passive en trois catégories selon la qualité des personnes corrompues : les fonctionnaires (les articles 389, 390), les personnes considérés comme fonctionnaires (l'article 391), les travailleurs d'une société, d'une entreprise ou d'autre établissement (l'article 164).

1413 importante' est de plus de dix milles Yuans si le corrompu est un personne
1414 physique, de deux cents milles Yuans si le corrompu est une personne morale.⁴⁸⁴

1415

1416 En outre conformément à la théorie de la complicité,⁴⁸⁵ encourent les mêmes
1417 peines les complices de l'infraction. L'administrateur judiciaire est ainsi susceptible
1418 d'être poursuivi au titre de la complicité d'infraction telle que celle d'atteinte à la
1419 liquidation judiciaire.

1420 **Nous concluons de notre étude** que face aux problèmes posés au législateur
1421 dès l'instauration du régime de faillite, la législation chinoise a réagi même si les
1422 mesures prises initialement se sont révélées insuffisantes et susceptibles d'être
1423 perfectionnées.

1424 **Il nous semble pertinent de suggérer deux propositions :**

1425 • **Premièrement**, nous remarquons qu'il n'existe pas un article spécial visant les
1426 activités de l'administrateur judiciaire. Bien qu'il soit possible de lutter contres les
1427 agissements mentionnés en utilisant les précédentes dispositions, nous pensons qu'il
1428 faut redéfinir spécialement l'infraction pour préciser et simplifier la mise en œuvre
1429 de la sanction pénale spécifique à l'administrateur judiciaire.

484 La disposition de l'article 5,6 de l'interprétation judiciaire No2 du 1999, adoptée le 16 septembre 1999.

485 La complicité est prévue par la troisième section du deuxième chapitre dans le premier titre dans la loi chinoise sur le droit pénal. Les dispositions correspondantes en droit pénal français : Article 121-6 'Sera puni comme auteur le complice de l'infraction, au sens de l'article 121-7.' Article 121-7 ' Est complice d'un crime ou d'un délit la personne qui sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation. Est également complice la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué à une infraction ou donné des instructions pour la commettre.'

1430 •**Le deuxième point** concerne la technique de législation. Nous remarquons
 1431 qu'en droit français les dispositions pénales sont prévues dans le Code commercial
 1432 et aussi dans le Code pénal. Par contre le législateur chinois a coutume de consacrer
 1433 exclusivement toutes les sanctions pénales dans la loi sur le droit pénal. Il convient
 1434 d'indiquer que le régime d'analogie est supprimé jusqu'à l'entrée en vigueur de la
 1435 loi sur le droit pénal de 1997.⁴⁸⁶ L'idée que toutes les sanctions pénales sont
 1436 exclusivement prévues dans la loi sur le droit pénal contribue à approfondir le
 1437 principe de légalité⁴⁸⁷ et à renforcer l'autorité du droit pénal. C'est pourquoi nous
 1438 sommes en faveur de l'idée d'unifier les dispositions répressives dans la loi pénale.

1439 D'autre part, on se demande si ces dispositions peuvent aussi être ajoutées dans
 1440 la loi sur la faillite en tant qu'une composante du chapitre onze (dispositions sur la
 1441 responsabilité légale), comme ce qui est fait en droit français. Nous considérons
 1442 que cette mesure peut rendre la loi sur le droit de la faillite plus complète et faciliter
 1443 l'application des ces dispositions.

486 Dans l'ancienne loi sur le droit pénal de 1979, il existait le régime d'analogie. Son article 79 dispose que 'Les infractions qui ne sont pas prévues explicitement peuvent être sanctionnées par référence à la disposition de l'infraction la plus proche à sous condition de l'approbation de la Cour Suprême'.

487 Le droit pénal vise à non seulement **la sanction des crimes**, mais aussi **la protection du droit de l'homme**.

Pour réaliser ce but, le principe de légalité est indispensable. Le principe de légalité est prévu par l'article 3 dans la loi chinoise sur le droit pénal. Il est prévu par l'article 111-3 dans le Code pénal Français : 'Nul ne peut être puni pour un crime ou pour un délit dont les éléments ne sont pas définis par la loi, ou pour une contravention dont les éléments ne sont pas définis par le règlement. Nul ne peut être puni d'une peine qui n'est pas prévue par la loi, si l'infraction est un crime ou un délit, ou par le règlement, si l'infraction est une contravention.'

1

Conclusion

2 Notre étude sur les administrateurs judiciaires dans les procédures
3 collectives chinoises et françaises nous a permis de faire connaître une
4 profession libérale judiciaire et de montrer son rôle important non
5 seulement dans le domaine juridique, mais aussi dans l'activité
6 économique en général. Nous voudrions terminer cette recherche en
7 considérant, d'une part, le profil juridique actuel de l'administrateur
8 judiciaire et, d'autre part, les perspectives de cette profession.

9

10 I. LE PROFIL JURIDIQUE ACTUEL DANS LES 11 PROCEDURES COLLECTIVES CHINOISES ET 12 FRANÇAISES

13

14 Nous allons d'abord essayer d'arriver à une conclusion sur la nature
15 juridique de l'administrateur judiciaire d'après les dispositions du droit
16 français et chinois (A), et ensuite de qualifier son inhérence sociale.
17 (B).

18

19 **A. La nature juridique de l'administrateur**
20 **judiciaire.**

21 Comme nous avons indiqué, celle-ci a fait l'objet de nombreuses
22 analyses en droit français ainsi qu'en droit chinois: certains juristes
23 pensent que l'intervention de l'administrateur judiciaire se fonde sur
24 l'idée de mandat, et qu'elle est donc de nature contractuelle. D'autres
25 considèrent l'administrateur judiciaire comme un organe institutionnel,
26 ce qui confère à son activité une nature différente.

27 Il nous semble que la notion d'organe institutionnel s'adapte mieux
28 aux règles légales.

29 En ce qui concerne l'idée contractuelle, il est clair qu'en droit
30 français des procédures collectives le représentant des créanciers est le
31 mandataire judiciaire, pas l'administrateur judiciaire. La proposition qui
32 consiste à définir l'administrateur judiciaire comme représentant des
33 créanciers a été posée en Chine lors de la préparation du projet de la
34 Nouvelle loi 2006. Mais cette proposition a finalement été refusée par les
35 législateurs. L'administrateur judiciaire n'est pas non plus seulement le
36 représentant de l'entreprise en difficulté. L'administrateur est dit
37 judiciaire lorsqu'il est nommé par le tribunal compétent. Néanmoins nous
38 constatons qu'à part les missions confiées par le tribunal, l'administrateur
39 judiciaire a ses propres fonctions légales. D'où il résulte qu'il diffère du
40 mandataire de juridiction. À nos yeux l'idée contractuelle n'est utilisable

41 pour qualifier la relation juridique entre l'administrateur judiciaire et les
42 intéressés que dans certains cas spécifiques.

43

44 **B. La classification de la profession**
45 **d'administrateur judiciaire.**

46

47 **En ce qui concerne la classification de la profession**
48 **d'administrateur judiciaire**, ce type de profession est déjà apparu en
49 France avec les syndics professionnels exerçant leurs fonctions auprès du
50 tribunal de commerce à la fin duX IXe siècle, ainsi que nous l'avons déjà
51 remarqué. En effet la loi de 1838 a supprimé les dispositions du Code de
52 1807 qui fixaient que les syndics devaient être en principe désignés
53 parmi les créanciers et qu'une personne ne pourrait être nommée syndic
54 deux fois dans la même année si elle n'était pas créancière. Les tribunaux
55 pouvaient alors choisir librement les syndics soit parmi les créanciers
56 soit en dehors d'eux. La désignation par la juridiction impliquait une
57 certaine confiance, élément déterminant conduisant à l'apparition d'une
58 profession libérale juridique. Le processus habituel de création et de
59 développement d'une profession libérale est donc apparu au fil des
60 années. À nos yeux, il n'y a aucun doute qu'en France l'administrateur
61 judiciaire exerce ses activités dans le cadre d'une profession libérale.

62

63 **A propos de la classification de la profession d'administrateur**
64 **judiciaire en Chine**, la Nouvelle loi 2006 et deux interprétations
65 judiciaires de la Cour Suprême concernant la désignation et la
66 rémunération de l'administrateur judiciaire ont établi le nouveau statut de
67 l'administrateur judiciaire par rapport à l'ancien Groupe de liquidation
68 dont les membres étaient des fonctionnaires désignés. Aux termes des
69 normes précédentes relatives aux modalités d'accès aux fonctions
70 d'administrateur judiciaire, à sa fonction, à sa rémunération, et à sa
71 responsabilité tous éléments que nous avons analysés ci-dessus nous
72 arrivons théoriquement la même conclusion, qu'en Chine l'administrateur
73 judiciaire fait partie du professionnel libéral juridique.

74 Il convient de faire deux remarques:

75 **•La première remarque est la constatation que l'administrateur**
76 **judiciaire est soumis au contrôle permanent de l'autorité judiciaire**
77 **durant toute sa carrière professionnelle.** Par rapport à la situation du
78 Groupe de liquidation dans l'ancienne loi de faillite, sur lequel pesait
79 l'intervention directe et souvent arbitraire du pouvoir administratif, la
80 situation de l'administrateur judiciaire s'est beaucoup améliorée.
81 Nonobstant cet état de faits nous notons avec regret que l'autorité
82 judiciaire assume actuellement des missions telles que l'inscription sur la
83 liste professionnelle des administrateurs judiciaires dont nous pensons
84 qu'elles sont hors des fonctions de juridiction du tribunal.

85 Étant conscients que la création de la profession d'administrateur
86 judiciaire est assez récente et qu'il faut du temps pour qu'elle soit

87 capable d'acquérir une l'autonomie significative, nous estimons que
88 certaines missions comme l'élaboration de la liste professionnelle des
89 administrateurs judiciaires peuvent être confiées au tribunal. Mais nous
90 considérons que ce ne sont là que des mesures transitoires. Au fur et à
91 mesure de la professionnalisation du métier d'administrateur judiciaire,
92 l'autonomie de cette profession devra être reconnue. C'est la raison pour
93 laquelle nous soulignons la nécessité de la création de l'association
94 professionnelle des administrateurs judiciaires, en espérant que cette
95 dernière pourra se charger des missions internes de la profession telles
96 que la sanction disciplinaire, afin qu'elle puisse ainsi défendre l'intérêt
97 commun de tous ses professionnels en tant qu'institution représentative
98 de la profession.

99

100 •**Deuxièmement**, en dégagant ses caractères prévus par les
101 dispositions de la Nouvelle loi 2006 et des deux interprétations
102 judiciaires, nous arrivons également la conclusion qu'en Chine
103 l'administrateur judiciaire fait théoriquement partie du professionnel
104 libéral juridique. Cependant le mot 'profession libérale' n'est pas
105 directement utilisé. En quelque sorte, cette notion reste politiquement
106 sensible en Chine contemporaine. Nous rappelons que cette notion
107 nécessite maintenant une nouvelle évaluation en conformité avec le
108 changement social chinois.

109 Nous observons que M. Keping YU propose 'la démocratie
110 incrémentale' (Incremental Democracy) pour renforcer le droit des

111 citoyens et réaliser la gouvernance démocratique en Chine. Selon lui,
 112 avancer continuellement vers la démocratie est le chemin irréversible du
 113 développement politique de la Chine. Le Parti et le gouvernement devrait
 114 promouvoir efficacement le développement de la société civile, élargir
 115 la possibilité des organisations sociales d'intervenir dans les services
 116 publics, et encourager la participation politique étatique et locale des
 117 citoyens.⁴⁸⁸

118 **Nous pensons que cela amènera une révolution sans la violence si**
 119 **cette proposition s'applique pleinement.** Comme action préliminaire, la
 120 notion de 'profession libérale' devrait être reconnue en tant que partie
 121 importante et indispensable pour le développement social du pays.

122

123 **II. LES PERSPECTIVES DE LA PROFESSION** 124 **D'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE EN FRANCE ET EN** 125 **CHINE**

126

127 L'évolution du droit, y compris de la profession d'administrateur
 128 judiciaire ne peut être détachée de l'histoire, de la tradition, et de la
 129 culture du pays. 'Insolvency systems profoundly reflect the legal,

488 Keping YE , 'Zengliang Minzhu yu Zhengzhi Gaige' (la démocratie
 incrémentale), disponible sur le site de
 l'internet:<http://magazine.caijing.com.cn/2012-06-11/111886710.html>, consulté
 le 12 juin 2012.

130 historical, political, and cultural context of the countries that have
131 developed them. Around the world, people are less forgiving about debt
132 forgiveness than they are in the United States. In some parts of the world,
133 not paying debts is the ultimate disgrace. In other parts of the world,
134 there simply is no personal bankruptcy system and little in the way of
135 business reorganization either.’

136 En même temps, face à la mondialisation l'évolution de la profession
137 d'administrateur judiciaire ne pourra sans doute plus se réaliser
138 effectivement et durablement dans un contexte uniquement national.

139 Nous allons aborder la réforme de la profession d'administrateur
140 judiciaire en France(A), ensuite nous analyserons la transposition du droit
141 étranger en Chine(B).

142

143 **A. La réforme de la profession d'administrateur** 144 **judiciaire en France**

145

146 Sous l'angle du droit comparé, nous notons que toutes les
147 législations nationales des membres de l'Union Européenne
148 admettent admettent sous différentes appellations certains agents pour

149 gérer les faillites des professionnels, ayant des rôles qui se rapprochent
150 de ceux des administrateurs et mandataires en droit français.⁴⁸⁹

151 Des mots différents révèlent la diversité de leurs statuts. Mais la
152 tendance au rapprochement du statut de ces praticiens est évidente sous
153 l'effet de la réglementation européenne. Le Règlement, communautaire du 29
154 mai 2000 a adopté pour cet organe un terme générique : le « syndic »
155 (liquidator, dans la version anglaise), qu'il définit comme suit : « toute
156 personne ou tout organe dont la fonction est d'administrer ou de liquider les
157 biens dont le débiteur est dessaisi ou de surveiller la gestion de ses
158 affaires». ⁴⁹⁰

159 Pour que la profession d'administrateur judiciaire puisse mieux répondre
160 au besoin et au changement économique, social et à la modernisation, les
161 législateurs français ont proposé des réformes. Nous pouvons citer, à titre
162 d'exemple, le rapport Hiest sur le projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du
163 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires
164 judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise
165 de 2002, le rapport MONTEBOURG sur l'activité et le fonctionnement des
166 tribunaux de commerce de 1998, et le rapport Darrois sur les professions du

489 En Belgique, on les appelle « curateurs des faillites », en Allemagne et en Autriche, « Konkursverwalter », en Italie « Curatori ». Aux États-Unis, il s'agit de « trustees in Bankruptcy ». V. Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», op.cit., p.64.

490 Règl. CE n° 1346/2000 du 29 mai 2000, art. 2b

167 droit de 2009.⁴⁹¹

168

169 Ayant pour objet d'accélérer la modernisation des administrateurs et
170 mandataires judiciaires et de rendre plus transparentes leurs modalités
171 d'exercice et de contrôle, la commission Darrois a posé les recommandations
172 suivantes :

173 ● **Encourager la mutualisation des moyens.** Il est difficile pour
174 les administrateurs judiciaires exerçant leur métier de façon artisanale de
175 fournir leurs services satisfaisants en face des sociétés administrées qui sont
176 souvent de taille significative. *'Afin de renforcer l'efficacité de leurs*
177 *interventions, les administrateurs judiciaires devraient se regrouper,*
178 *pour proposer à leurs administrés un service plus efficace, disposer*
179 *d'équipes plus nombreuses et expérimentées et offrir un meilleur*
180 *accueil.*⁴⁹²

491 Rapport Hyst 2002, disponible sur le site d'internet:
<http://www.senat.fr/rap/101-180/101-180.html>, consulté le 22 mai 2010; Rapport sur
les professions du droit, Mars 2009, la Commission Darrois sur la profession du droit
2009, disponible sur le site d'internet: <http://www.commission-darrois.justice.gouv.fr>,
consulté le 15 septembre 2010; Rapport MONTEBOURG sur l'activité et le
fonctionnement des tribunaux de commerce de 1998, disponible sur le site d'internet:
<http://www.assemblee-nationale.fr/11/dossiers/Tribunaux-de-commerce.asp>, consulté
le 9 mai 2009.

492 Rapport sur les professions du droit, Mars 2009, la Commission Darrois sur
la profession du droit 2009, *ibid.*, p.58.

181 ● **Permettre au CNAJMJ** (Conseil National des administrateurs
182 judiciaires et mandataires judiciaires) **de se constituer partie civile dans les**
183 **affaires pénales mettant en cause les membres de ces professions.**

184 ● **Intégrer un avocat, magistrat ou expert-comptable dans les**
185 **équipes chargées du contrôle des administrateurs et mandataires**
186 **judiciaires pour renforcer ce contrôle.** Le Conseil National des
187 administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires (CNAJMJ), qui se
188 charge d'assurer la défense des intérêts collectifs de ces professions et de
189 veiller au respect de leurs obligations par les mandataires de justice, est
190 également habilité à exercer sur l'activité des professionnels un contrôle
191 régulier, et un contrôle occasionnel. Étant donné que certains contrôles, et
192 particulièrement les contrôles réguliers, n'ont pas permis de découvrir des
193 irrégularités graves, même lorsqu'il est apparu, par la suite, qu'elles se
194 répétaient, la Commission également juge opportun de **modifier la**
195 **composition de l'équipe qui procède au contrôle et d'y ajouter un**
196 **quatrième membre**, expert-comptable, avocat ou magistrat, de manière à
197 atténuer l'influence des professionnels.⁴⁹³

198

493 Selon la disposition actuelle de l'article R. 814-45 du Code de commerce, le contrôle est effectué par trois contrôleurs : deux administrateurs judiciaires ou mandataires judiciaires figurant sur la liste prévue à l'article R. 814-44 et n'exerçant pas leur activité dans le même ressort de cour d'appel que le professionnel contrôlé et un commissaire aux comptes.

199 **B. Vers une profession plus spécialisée et plus**
200 **autonome: Réflexions sur la transposition du droit**
201 **étranger en Chine**

202

203 **Nous notons que la diffusion du droit occidental a été**
204 **particulièrement difficile.** Au Japon, pays voisin de la Chine, où la
205 situation à l'époque était similaire à celle qui existait en Chine, les
206 problèmes se sont aussi posés lors de la pénétration du droit occidental.
207 Le projet du premier Code civil japonais proposé par Monsieur le
208 professeur Boissonade de Fontarabie Gustave-Emile (1825—1910) a
209 causé un vif débat. Mais dans l'ensemble, le concept juridique occidental
210 s'est installé assez rapidement dans le domaine législatif, judiciaire et de
211 l'éducation juridique. Un système juridique moderne s'est établi dans un
212 court laps de temps de seulement 10 ans (1889-1899).⁴⁹⁴

213 Au contraire, le même processus de diffusion des conceptions
214 juridiques occidentales et de leur assimilation en Chine n'a pas encore
215 réussi jusqu'à ce jour. Cette mission inaccomplie est un caractère
216 majeur du droit chinois, que les juristes chinois ne devraient pas
217 ignorer.

218 Cependant bien que les lois inspirées des législations étrangères qui
219 ne pouvaient pas bien fonctionner comme prévu par leurs législateurs et

494 Qinhua HE, 'Xifang Faxueguan Zai Jintai Zhongguo de Chuanbo' (La diffusion du concept juridique occidental en Chine), « Revue de droit », 2004, n° 12, p.3.

220 qui n'ont eu qu'une influence très limitée dans la vie des Chinois,⁴⁹⁵
221 elles ont ouvert la Chine aux conceptions et au mode de vie des
222 étrangers. Certains principes « occidentaux », telles que la 'Démocratie',
223 la 'Science', ont été introduits pour la première fois en Chine grâce à
224 elles, et n'ont plus été remis en cause par la suite. Nous considérons que
225 les concepts tels que la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit, la
226 protection du droit de l'homme, et la solidarité ont une valeur
227 universelle. Elles sont le patrimoine commun de l'esprit humain.

228

229 Au cours de notre recherche sur la présente thèse, il nous est apparu
230 que bien que les systèmes occidentaux aient largement inspiré le
231 législateur chinois comme étant bien adaptés à l'économie de marché, et
232 malgré sa volonté de les appliquer en Chine, leur mise en œuvre effective
233 s'est heurtée d'une part à des difficultés spécifiques, dues à l'immense
234 nombre de personnes concernées par ces réformes, ainsi qu'à la grande
235 disparité de conditions sociales entre les différentes provinces, avec des
236 conséquences sociales difficiles à prévoir dès la moindre modification du
237 statu-quo existant, d'autre part à l'incompatibilité du régime politique,
238 juridique qui demeuraient intactes sur le fond malgré l'établissement de
239 l'économie de marché.⁴⁹⁶

495 Elles ont souvent dû être abandonnées elles-mêmes. Tel est le cas de la loi chinoise sur la faillite de 1906 qui a été abrogée un an après sa publication.

496 La nécessité de réforme politique et juridique est devenue un consensus social de la grande majorité des Chinois. Le gouvernement

240 Affronter ces difficultés et les problèmes graves qui en découlent et
 241 qui s'accumulent au fil du temps devient une tâche indispensable et
 242 continuer de laisser dormir ces questions n'est plus possible. Il faut
 243 lancer une réforme politique, juridique profonde avant qu'une crise
 244 majeure nouvelle ne rompe brutalement la progression de la Chine et ne
 245 la plonge à nouveau dans un grand désordre.

246 ➤ Des mouvements sociaux de masse, tels que la pétition, la
 247 réunion, la manifestation, la grève, se multiplient considérablement. De
 248 1993 à 2003, leur nombre a augmenté de 10 000 à 60 000. Le nombre des
 249 participants était 3,07 millions en 2003 par rapport à 730 000 en 1993.⁴⁹⁷

chinois a publié pour la première fois le Livre blanc sur la réforme juridique le 9 octobre 2012 dans lequel plus de 30% concerne la protection du droit d'homme. Ce livre blanc est disponible sur le site de l'internet:

<http://www.chinacourt.org/article/detail/2012/10/id/605432.shtml> , consulté le

10 octobre 2012. Ainsi la ville de Pékin va établir un système caractérisé par la séparation du pouvoir de décision, d'exécution, et de surveillance d'ici à

2017. Yuhua YANG, 'Beijinig Jiang Wunian tuichu Sanquan Xiangdui Fenli'

(La ville de Pékin va établir la séparation relative des trois pouvoirs dans 5 ans),

<http://www.chinanews.com/gn/2011/11-26/3488080.shtml>, consulté le 26

novembre 2011. Également Shengjun WANG, le président de la Cours suprême, estime qu'il faut approfondir la réforme juridique doit. Source:

http://www.zaobao.com/zg/zg120312_005_2.shtml, consulté le 25 mars 2012.

⁴⁹⁷ Debao YU, 'Dangqian Quntixing Shijian de Tedian he Yuanyi' (Les caractères et les raisons du mouvement social de masse à l'heure actuelle'), disponible sur le site de l'internet :

250 En 2009 le nombre des mouvements sociaux de masse, dont les
 251 participants ont souvent dépassé les mille personnes, a dépassé 90 000.⁴⁹⁸

252 Les trois facteurs qui causent le plus souvent les mouvements
 253 sociaux de masse sont la tendance accélérée de bipolarisation de la
 254 société en riches et pauvres, ce qui provoque une grave dérive de 'la
 255 prospérité commune'- l'objet original de la réforme; l'expropriation des
 256 terres et l'indemnisation au fur et à mesure de l'urbanisation massive, et
 257 la corruption.⁴⁹⁹ Tous les trois problèmes ne peuvent pas être tranchés sans
 258 une réforme plus profonde et complète.

259 ➤ Craignant que l'instabilité de la politique de l'état ne porte
 260 atteinte à leur propriété, environ 70% des entrepreneurs privés chinois,
 261 selon plusieurs sondages indépendants, ont exprimé l'intention d'émigrer
 262 à l'étranger. 'Leur confiance (des entrepreneurs privés) dans le
 263 développement futur de l'économie chinoise semble devenir de plus en
 264 plus réduite, compte tenu de l'important développement des entreprises

theory.people.com.cn/GB/49154/49156/4511453.html, consulté le 21 juin 2009.

⁴⁹⁸ Jianrong YU, 'Quntixing Shijian Zhengjie Zaiyu Guanmin Maodun'(Le point crucial du mouvement sociale de masse réside à la contradiction entre le gouvernement et les citoyens), disponible sur le site de l'internet :

<http://www.china.com.cn/book/zhuanti/qkjc/txt/2010->

[01/13/content_19228539.htm](http://www.china.com.cn/book/zhuanti/qkjc/txt/2010-01/13/content_19228539.htm), consulté le 15 juin 2010.

⁴⁹⁹ Aini MI, 'Weilai Shinian Quntixing Shijian shi Shehui Wending Zuida Weixie' (Le mouvement social de masse est la plus grande menace à la stabilité sociale au cours des 10 prochaines années), disponible sur le site de l'internet: <http://gb.cri.cn/27824/2010/01/25/110s2740792.htm>, consulté le 15 juin 2010.

265 privées, et des conditions incertaines pour l'investissement du capital
 266 privé.⁵⁰⁰

267

268 **Parmi les différents modes du droit qui pourront être une**
 269 **référence pour la réforme, nous pensons que le droit français est une**
 270 **référence particulièrement importante à l'égard du droit chinois,**
 271 **parce que nous apprécions sa philosophie du droit.**

272 En France, le droit jouit d'un véritable culte, considérant qu'il libère
 273 l'individu, et que sa règle est faite pour protéger son épanouissement,
 274 instaurer un équilibre, assurer une répartition équitable des moyens et des
 275 richesses. 'Notre pays se caractérise par cette conviction parce que les
 276 missions du droit ne sont pas nécessairement celles du marché, cette
 277 conception traditionnelle est éloignée de l'idée de <Legal Business> ou

⁵⁰⁰ Banque de Chine et Institut de recherché Huyun, Private Banking White
 Paper 2011, disponible sur le site d'internet (version anglaise) :

<http://www.hurun.net/usen/Default.aspx>, consulté le 15 février 2012, dans ce
 rapport les raisons pour lesquelles les entrepreneurs sondés, tous ayant plus de 6
 millions euros de richesse privée. Mis à part le risque juridique il y a aussi la
 charge fiscale lourde, l'éducation des enfants, les conditions médicales, la
 sécurité alimentaire, la qualité de l'environnement; Sha XIAO, des entrepreneurs
 privés n'ont pas la confiance en l'avenir, disponible sur le site d'internet:
<http://news.sina.com.cn/c/sd/2012-10-25/095925436329.shtml>, consulté le 25
 octobre 2012.

278 de marché de droit. Pour nous, le droit n'est pas un simple produit
279 commercial, banal et interchangeable.⁵⁰¹

280

281 **Nous pensons également pour notre part qu'il ne faut pas**
282 **soumettre le service du droit par lequel la justice se réalise, au marché**
283 **commercial.** Notamment après avoir témoigné l'échec de la réforme dans
284 le domaine des soins médicaux. La réforme médicale est lancée en Chine
285 depuis 1980, il y avait une tendance à la marchandisation des produits et
286 des services médicaux en considérant que le domaine des soins de santé
287 fait également partie du marché et qu'il faut encourager des établissements
288 médicaux à poursuivre le profit. Dans certaines régions les hôpitaux
289 publics non profitables sont vendus. En 2003 dans la ville de Suqian
290 plus de 100 hôpitaux publics ont été mis aux enchères. En conséquence les
291 dépenses médicales de la population sont devenues plus lourde. Il est
292 arrivé que des hôpitaux refusent le traitement aux personnes qui n'avaient
293 pas des moyens suffisants et qu'ils en excluent leurs patients
294 insolubles.⁵⁰² Le nouveau projet de la réforme médicale de 2009 fait un bon
295 revirement, soulignant le caractère de 'service public' des soins médicaux et
296 des établissements médicaux publics. Une de ses missions principales sur la
297 mise en place un système d'assurance médicale de base progresse

⁵⁰¹ Rapport sur les professions du droit, ob.cit., p.7.

⁵⁰² Source: 'Zhongguo Sanshinian Yigai Licheng' (30 ans de processus de réforme du système de soins de santé de la Chine), disponible sur le site de l'internet: <http://finance.ifeng.com/news/hgjj/20090319/459315.shtml>, consulté le 10 août 2010.

298 remarquablement. La couverture médicale de base du pays est passée de 30% à
 299 95% à la fin de 2011.⁵⁰³

300 **Un autre exemple** que nous voulons utiliser comme juste dans le
 301 cadre du sujet de notre recherche: le statut de l'administrateur judiciaire.
 302 Nous observons que la notion de 'droit occidental' est utilisable dans le
 303 domaine du grand système du droit et du droit comparé. Mais lorsque
 304 nous commençons une étude concrète, cette notion semble trop vague.
 305 En ce qui concerne le statut de l'administrateur judiciaire, la disposition
 306 légale des membres pays de l'Union européenne varie d'un pays à l'autre.

307 La procédure anglaise, ayant fondé le droit de la faillite sur le
 308 remboursement des créanciers, laisse le plus grand pouvoir aux
 309 créanciers et réduit le rôle de la juridiction à une simple surveillance. Il
 310 n'est pas concevable pour elle d'attribuer aux organes de la procédure la
 311 qualité de «collaborateurs du service public de la justice ». Le service de
 312 la justice n'est pas vraiment concerné puisque les décisions sont prises
 313 par des particuliers, et que les intérêts des créanciers de l'entreprise

⁵⁰³ En effet le débat sur l'orientation de la réforme médicale continue toujours. En 2007 6 projets se sont posés. Nous avons des raisons de croire que Monsieur Zhu CHEN, le Ministre de santé (2007.6 -), docteur en médecine de l'Université Paris 7, s'est beaucoup inspiré de la philosophie de la médecine français au moment de choisir les projets.

Documents sur la réforme médicale en Chine, disponible sur le site d'internet:

http://www.chinahealthreform.org/http://fangtan.china.com.cn/zgsyg/node_7146530.htm;

<http://www.chinahealthreform.org/http://finance.ifeng.com/topic/xylgg/>;

http://fangtan.china.com.cn/zgsyg/node_7146530.htm.

314 insolvable sont la première préoccupation. Pour nous non seulement cette
315 conception n'est pas satisfaisante, mais de surcroît elle ne correspond pas
316 aux conditions chinoises.

317 Néanmoins la loi française de 1985, qui reste aujourd'hui la base du
318 cadre légal du droit de faillite, elle a été établie à un moment où
319 l'économie et la politique française se situaient dans un axe évolutif à mi-
320 chemin d'une économie libérale et d'une économie planifiée. Ce contexte
321 de législation ressemble plus ou moins à la situation en Chine à laquelle
322 le droit de la faillite chinois doit répondre. L'objet d'assurer la survie de
323 l'entreprise, de protéger les intérêts des salariés posé par le droit français
324 est également considéré important par les législateurs chinois.

325 Sans qu'il y ait besoin de pousser plus avant l'analyse des systèmes
326 du droit de la faillite chinois et français, les deux systèmes nous
327 apparaissent assez semblables sur pas mal de points. Beaucoup de
328 questions que les législateurs chinois rencontrent sont les mêmes qui se
329 sont posées en droit français et ont été d'ores et déjà résolues par les
330 législateurs français. Si nous examinons attentivement l'évolution du
331 droit de la faillite en France, il est certain que nous trouvons des
332 expériences importantes de ses réussites et de ses échecs applicables au
333 développement du droit de la faillite chinois.

334

335 Nous voulons pour le moment finir notre étude en ajoutant un dernier
336 point de vue. Nous estimons que les réformes politiques ainsi que
337 juridiques trop directement inspirées des législations étrangères et ne

338 tenant pas suffisamment compte des conditions propres au pays,
339 notamment en Chine où la tradition est particulièrement forte,
340 n'arriveront jamais à une réussite.

341

342 Les juristes chinois doivent étudier d'une part les expériences
343 étrangères, d'autre part la situation de la société chinoise, ses besoins, les
344 éléments constructifs de l'ancien droit chinois. La Chine étant devenue la
345 deuxième économie mondiale en termes de P.I.B, nous espérons que le
346 droit chinois puisse d'abord rattraper la distance avec les droits plus
347 avancés, ensuite qu'il puisse donner sa propre contribution au droit qui
348 fait partie de la propriété commune humaine.

349

350

Bibliographie

Ouvrages, thèses, rapports, manuels, encyclopédies, mémoires français :

C. Dupouy, Le droit des faillites en France avant le Code de commerce, LGDJ, Paris, 1960;

Corinne Saint-Alary-Houin, Droit des entreprises en difficulté, Montchrestien, 7^e, 2011;

Daniel DESURVIRE, histoire de la banqueroute et faillite contemporaine, l'harmattan, 1992 ;

Pierre-Michel Le Corre, Droit et pratique des procédures collectives, Dalloz 5^e édition, 2011;

Jean ESCARRA, LE DROIT CHINOIS, 1936. Librairie du recueil Sirey, Paris, 1936 ;

Jean ESCARRA, «L'avis sur le plan de la loi sur la faillite », publié par le Ministère de la Justice du gouvernement national ;

Bernard Soinne, «Les mandataires de justice», LexisNexis, 2003 ;

P. Cagnoli, Essai d'analyse processuelle du droit des entreprises en difficulté, LGDJ, 2002;

Mélanges en l'honneur de Roger Perrot, Dalloz 1996 ;

Gilles Cuniberti, Grands systèmes de droit contemporains, L.G.D.J, 2011, 2^e édition ;

Michel Jeantin, Paul Le Cannu, Entreprises en difficulté, Editions Dalloz, 7e, 2007 ;

Ping SUN, Le rôle de l'avocat dans la politique criminelle chinoise, Thèse Paris I 2004;

Louis Oudot de Dainville, Le Nouveau Droit Chinois des Faillites, Mémoire de l'Université Panthéon-Assas Paris 2, sous la direction de Monsieur le Professeur Michel Germain, 2007 ;

Mélanges en l'honneur d'Adrienne Honorat, Procédures collectives et droit des affaires, 2000, éd. Frison-Roche ;

Hadi Slim, La responsabilité professionnelle des administrateurs et liquidateurs judiciaires: Analyse de 10 ans de jurisprudence, 2010, Litec;

Rossi P., *Du contrôle des mandataires de justice dans les procédures collectives*, th. Lille 2001;

H.Capitant, F. Terré/ Y. Lequette, Les Grands Arrêts de la jurisprudence civile, Tome 2, 12^e édition, Dalloz, 2008 ;

Rapport Hyest 2002 sur le projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, disponible sur le site d'internet: <http://www.senat.fr/rap/101-180/101-180.html>, consulté le 22 mai 2010;

Rapport sur les professions du droit, Mars 2009, la Commission Darrois sur la profession du droit 2009, disponible sur le site d'internet: <http://www.commission-darrois.justice.gouv.fr>, consulté le 15 septembre 2010;

Rapport MONTEBOURG sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce de 1998, disponible sur le site d'internet: <http://www.assemblee-nationale.fr/11/dossiers/Tribunaux-de-commerce.asp>, consulté le 9 mai 2009.

Rapport Jean Courtière sur la réforme des professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises, disponible sur le site d'internet: <http://www.etudes.ccip.fr/rapport/253>, consulté le 2 février 2010.

Y. Guyon, « Le nouveau régime de la responsabilité de l'administrateur judiciaire » ;

Articles français

Menjuq Michel, Les apports du règlement du 29 mai 2000 concernant le rôle des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises dans les procédures communautaires d'insolvabilité, Petites affiches, n° 248, 12 décembre 2003;

M. Olivier, « Le nouveau statut des administrateurs judiciaires et mandataires-liquidateurs et leurs fonctions dans les entreprises en difficulté », La Gazette du Palais, 1985, tome 1, Doctrine ;

M. Olivier, Nouvelles mesures de renforcement du contrôle administratif et financier des administrateurs judiciaires et des mandataires de justice à la liquidation des entreprises, Gazette du Palais, 8 avril 1999;

André M., « Quelle réglementation pour l'activité des professionnels du traitement des entreprises en difficulté ? Le point de vue national - L'expérience française », in « Le traitement des difficultés des entreprises dans le marché unique européen ». Coll. Bruxelles 10 nov. 2005, LPA 19 oct. 2006;

Aubert F., « La responsabilité civile professionnelle des mandataires de justice dans les procédures de redressement et de liquidation judiciaires », Rapp. C. cass. 2003;

Froehlich Ph., « La réforme du statut des mandataires et administrateurs judiciaires », Lamy dr. comm., Bull. n° 152, févr. 2003;

Lucas F.-X., « Analyse de la loi du 3 janvier 2003 réformant le statut des administrateurs et mandataires judiciaires », Dr. et patr. 2003, n° 117;

J. Deharveng, «Le tarif des mandataires de justice, organes des procédures collectives», JCP E 2007, 1688, p. 31 s., Sp. n° 26 ;

Gall-Heng E., « La clarification des missions ou la reconnaissance des métiers », LPA 17 févr. 2006, n° 35;

Ravalec Jean-Paul, Les administrateurs judiciaires près les tribunaux de commerce, Dalloz, 1972;

G. Ripert, Ébauche d'un droit civil professionnel in Études de droit civil à la mémoire de H. Capitant : Dalloz 1939 ;

R. SAVATIER, L'origine et le développement du droit des professions libérales in Archives de philosophie du droit 1953-1954 ;

M.-A. Frison-Roche, Le contrôleur : LPA 14 juin 1995, n° spécial, p. 8, n° 10 ;

Jean-Jacques FRAIMOUT, La réforme des plans de sauvegarde et de redressement, in Revue des procédures collectives, 2009 ;

B. Soinne, Les dispositions nouvelles relatives au statut des mandataires de justice, Deuxième partie, article préc. Spécialement n° 12 ;

G. Bolard, La déontologie des mandataires de justice dans les procédures collectives : D. 1988, chron ;

Y. Guyon, « Le nouveau régime de la responsabilité de l'administrateur judiciaire », Rev. proc. coll. 1988, doctr. 159;

D. Desurvire, « Banqueroute et faillite. De l'Antiquité à la France contemporaine », LPA 1991, n° 104 ;

R. Houin. « La réforme de la faillite et de la liquidation judiciaire », RTD com. 1955; D. 1956 ;

Jean ESCARRA, « La codification contemporaine du droit privé chinois », extrait du Bulletin de la Société de Législation comparée, 1930 ;

Antoine Kernen, shenyang: des entreprises d'état, acteurs de la transition chinoise, ceria (centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur l'Asie) N°5, Série rouge, Octobre 1997 ;

Corine Eyraud, L'entreprise d'Etat chinoise. De « l'institution sociale totale » vers l'entité économique, disponibles sur le site d'internet :

<http://www.cefc.com.hk/pccpa.php?lg=fr&aid=804>, consulté le 8 janvier 2011 ;

Yujun FEN, L'histoire et la perspective de la transposition du droit étranger en Chine, disponibles sur le site d'internet :

http://d.wanfangdata.com.cn/periodical_gsshkx200803027.aspx; consulté le 12 octobre 2010 ;

Georges PADOUX, « Commentaire sur le projet de la loi sur la faillite », traduction en Chinois par Yunxie LUO dans Zhonghua Faxue Zazhi (Revue juridique de Chine), 1934, 5^e (11-12) ;

Ouvrages, thèses, rapports chinois

Jian WANG, Goutong Liangge Shijie de Falv Yiyi- Wanqing Xifangfa de Shuru yu Falv Xinci Chutan, Librairie de l'Université de science politique et de droit de Chine, 2001 ;

Siyuan CAO, « Pochan Fengyun », Central Compilation and Translation Press, 1996;

Guilian LI, Jiaben SHEN Zhuan (Biographie de SHEN Jiaben), Nanjing daxue chubanshe (La librairie de l'Université Nanjing), 1 Mars 2005;

Liuyu CHEN, Jiaben SHEN Zhuan (Biographie de SHEN Jiaben), Zhejiang Chubanshe (La Maison d'édition Zhejiang), 1 avril 2006;

Shoupeng ZHU, « Guangxu Chao Donghu Lu » (Les archives DONGHUA du règne d'Empereur Quangxu), Zhonghua Shuju (La librairie de Chine), 1958, 5^e volume ;

Jian PU, Zhong Guo Fazhi Shi (L'histoire du droit chinois), Guangming Ribao Chubanshe (La librairie du quotidien Guangming), 1999 ;

Wen CHENG ,« Falv Caoan huibian » (Le répertoire des projets des lois) ,
Chubanshe Taiwan (La librairie de Chengwen Taiwan), 1973, 2^e volume ;

Jjiaju WANG, Pochafan (le droit sur la faillite), Manuel de 1934 de la faculté de
Zhaoyang ;

Ruao MEI, « MEI Ruao Wenji » (« La collection d'ouvrages juridique de Ruao
MEI », Zhongguo Zhengfa Daxue Chubanshe (L'édition de l'université de science
politique et de droit); 1^e, 2007 ;

Junlin XIE, 'Zhongguo pochan falv zhidu Zhuanlun' (Traité spécial sue le droit
chinois de la faillite), Renmin Fayuan Chubanshe (La librairie de tribunal populaire),
2005 ;

La Banque Mondiale, Bankruptcy of state enterprises in China (Version en
chinois), Zhongguo Caizheng Jingji Chubanshe (Maison d'édition de Chine financière
et économique), 2001 ;

Xinxin WANG, 'Pochanfa touxi (L'analyse de la loi sur la faillite)', La 8^e
conférence du droit économique et financier de la Faculté de droit de l'Université de
peuple de Chine, le 31 octobre 2006, Pékin ;

Xiaoping DENG, 'L'anthologie de DENG Xiaoping', La librairie de peuple,
premier volume, 1993 ;

Qufei WANG, « Pochan Fa Gailun » (Manuel du droit de la faillite), Shanghai Faxue Bianyishe (La Maison d'édition juridique Shanghai), 1930 ;

Gai YI
(Traité de la professionnalisation des travaux de liquidation de faillite de notre pays),
La Référence de la recherche économique, 34^e 1995 ;

, Shilun V

Zongru YI,, Meiguo Pochanfa Anli Xuanping (Les commentaires des arrêts du droit américain de faillite), Librairie de l'Université de science économique et de commerce extérieur, Octobre 2006;

Zhengyou YIN, Zhongmei Pochan Falv Zhidu Bijiao Yanjiu (L'étude comparée sur le système juridique de faillite chinois et américain), Law Press, Juin 2009 ;

Fei LI, Dangdai Waiguo Pochan Fa (Les droits contemporains de faillite des pays étrangers), La librairie juridique de Chine, 1^é édition, premier juillet 2006 ;

Weijian TANG, Pochan chengxu yu pochan lifa yanjiu (L'étude des procédures de faillite et de la législation de la faillite), La librairie du Tribunal populaire, avril 2001 ;

Fabang V. CHAI, Pochanfa jiaocheng (Le manuel sur le droit de faillite), Law Presse, 1990 ;

Shujie QI, Pochanfa Yanjiu (L'étude sur le droit de faillite), La lib
l'Université Xiamen, 2004 ;

Guoguang LI, 'Pochanfa Jiaocheng' (Manuel du droit de la faillite), La librairie du tribunal populaire, 2007 ;

LI Yongjun, Pochan Falv Zhidu (Le régime de faillite), Zhongguo Fazhi Chubanshe, 2000 (Librairie de législation de Chine);

Weijian TANG, Lun Pochan Guanliren (Traité de l'administrateur de faillite), in Zhongnan Zhengfa Xueyuan Xuebao (Revue de la faculté de droit et de politique de Chine Centre-Sud), 5^e 1994 ;

« Riben Pochan Fa » (~~Le droit japonais de faillite~~ , 《La loi japonaise de faillite》)
HE Qinhua, ZHOU Guiqiu, 'Zhongguo Fazhi Chubanshe' (Librairie de législation de Chine) ;

Liao CHEN, 'Ziyou Zhiyezhe Zai Zhongguo de Queqi Xiaomei he Xinsheng' (L'apparition, la disparition et la renaissance de la profession libérale en Chine), 'Pohai Zongheng' (Revue Bohai), 2001.1 ;

Liyan ZHANG, 'Minguo Shanghai lvshi yan jiu (1919-1936)' (L'étude sur l'avocat de la République de Chine), Thèse 2003, l'université normale Huadong ;

Weidong CHEN, Zhongguo Lushi Xue (Le droit de l'avocat chinois), Librairie de l'Université du peuple de Chine, 2000 ;

Geng ZHANG, Etudes du système d'avocat chinois (zhongguolù shizhi duyanjiu), Law presse, 1998 ;

Wenlian DING, 'Lun qiye pochan chengxuzhong de liyi pingheng' (Traité sur l'équilibre des intérêts dans la procédure de faillite d'entreprise), Thèse 2005, Dui wai jingmao daxue (L'université du commerce et économique internationale) ;

Zhongxiao YANG, 'Pochanfa Liyi Pingheng Yanjiu' (L'étude sur la question sur l'équilibre des intérêts dans la loi de faillite), l'Université de science politique et de droit de Chine Est, Thèse 2005 ;

Ying ZHANG, 'Pochan Guanliren Zeren Zhidu Yanjiu' (La recherche sur la responsabilité de l'administrateur judiciaire), Mémoire, l'Université de science politique et de droit de Chine, 2005 ;

Xiaoming XI (Sous direction), 'Zuigao Renmin Fayuan Guanyu Qiye Pochanfa Sifa Jieshi Lijie yu Shiyong' 2007, 1^e édition ;

Yongxiang LI, Wenlian DING (Sous dir), Pochan Chengxu Yunzuo Shiwu (L'opération pratique de la procédure de faillite), La librairie de droit, 2007 ;

Jinan CHEN, «Pochanfa Lun» (Traité du droit de la faillite), la librairie de Sanmin, 2004 ;

Fangzhi KE, «Gongsifa Lun» (Traité du droit des sociétés), la librairie de l'Université de droit et de science politique de Chine, 2004 ;

Tiantao SHI, «Gongsifa Lun» (Traité du droit des sociétés), la librairie juridique, 2006 ;

Zhiqiang LI, « «Pochan Guanliren Minshi Zerenlun » (Essai sur la responsabilité civile de l'administrateur de faillite), thèse soutenue 2008 de l'Université de science politique et de droit ;

Xinbao ZHANG, « Zhongguo Qinquan Xingwei Fa » (Le droit des actes délictuels de Chine), 2^e, la librairie de la science sociale de Chine, 1998 ;

Jiemin QU

, 'Zhuanji

experts), La librairie de Hunan, 1^e, 1998 ;

Huxiang LIANG, 'Minshangfa Luncong' (Collection du traité de droit civil et commercial), 5^e Volume, Law presse, 1996 ;

Le Livre blanc sur la réforme juridique du 9 octobre 2012, disponible sur le site de l'internet: <http://www.chinacourt.org/article/detail/2012/10/id/605432.shtml> , consulté le 10 octobre 2012.

Banque de Chine et Institut de recherché Hurun, Private Banking White Paper 2011, disponible sur le site d'internet (version anglaise) : <http://www.hurun.net/usen/Default.aspx>, consulté le 15 février 2012;

Articles chinois

ZhongxiYu YU, 'Pochan' Yici Zhi Yuan Liukao, Revue académique de l'Université de science fiscale, de science politique et de droit de centre-sud de Chine, 4^e, 2007 ;

Xiulan YAO, « Jindai Zhongguo Pochan Lifa Tanxi », in « Dangdai Faxue », n°5 2003;

Dechuan CAO, «Pochanfa Zhong Ri bijiao Fenxi » (Analyse comparative du droit de la faillite entre la Chine et le Japon), Bohai Économique Outlook, n°5 1999 ;

Baogui LI, 'Cuowei yu Huanyuan : Pochan Guanliren, Zhaiquanren Huiyi he Renmin Fayuan Jiaose Dingwei' (Le mauvais positionnement et son retour: la détermination du rôle de l'administrateur de faillite, de l'assemblée des créanciers et du tribunal populaire), in 'Pochanfa Luntan' (Le forum du droit de la faillite), 5^e Volume, La librairie juridique, 2010 ;

Zedong CHEN, Lun Pochan Guanliren de Falv Diwei (L'analyse sur le statut juridique de l'administrateur de faillite), dans 'Pochan Fa Luntan' (Le forum du droit de la faillite), 2^e volume ;

Lele XU, 'Woguo Pochan Guanliren Baochou Zhidu zhi Wanshan' (L'amélioration du régime de rémunération de l'administrateur de faillite en Chine), dans 'Le forum de droit de faillite' 4^e volume ;

Zheng LI, 《Jia pochán meinian gei guojia zaocheng shushiyiyuan sunshi》 (Faux faillites causent plusieurs milliards Yuans de perte) ,Chine Fiscalité Nouvelles, 1 novembre 2004 ;

Xiuqing LI, « Minguo Shiqing Yizhi Waiguo Shangshi Lifa Lunlve », (« Traité de la transposition du droit commercial étranger pendant la période du gouvernement national »), in « Faxue Luntan » (« Forum juridique »), n° 2 2002 ;

Xiaomei WANG, « Falv Yizhi yu Bentu Wenhua de Ronghe-1930Niandai Nanjing Guomin Zhengfu Pochanfa Kaocha » (« La transposition juridique et la cohérence avec la culture locale – l'étude sur la loi de la faillite de 1930s du gouvernement Nankin »), in « Revue Hebei », n° 3 2007 ;

Ru'ao MEI, « Le Théorie et l'Analyse du projet de loi sur la faillite », Revue du droit chinois, 1917, Vol.2, n°3 ;

Qinhua HE, LI Xiuqing, Le droit étranger et le droit chinois - La réflexion sur la transposition du droit étranger en Chine au 20e siècle, La Presse de l'université sciences de science politique et de droit, 2002 ;

Na MENG, « Zhongguo jiang dui zuihou yipi 2000 jia guoqi shishi zhengcixing pochan » (« La Chine va appliquer la faillite directive (en dehors de la loi sur la faillite) à la dernière des 2000 entreprises d'état »), disponible sur le site: http://news.xinhuanet.com/newscenter/2004-06/21/content_1538045.htm, consulté le 18 novembre 2008. ;

Liang GAO, La réflexion et la commémoration: trois décennies de la réforme et la politique d'ouverture, disponible sur le site: <http://www.wyzxsx.com/Article/Class16/200801/30322.html>, consulté le 16 janvier 2011 ;

Jiaofeng QIN, Le progrès de la réforme de société anonyme de l'entreprise d'état, disponible sur le site: http://news.xinhuanet.com/banyt/2007-08/24/content_6597351.htm, consulté le 16 avril 2009 ;

HU jian, ‘Qiyepochanfa : yiqie ganggang kaishi (La loi sur la faillite : tous ne fait que commencer)’, disponible sur le site:

<http://www.chinacourt.org/html/article/200608/28/215233.shtml>, consulté le 3 mars 2009 ;

Hailin ZOU, ‘Pochanfa shinian (Dix ans de l’élaboration de la loi sur la faillite)’, disponible sur le site: <http://www.iolaw.org.cn/shownews.asp?id=5792>, consulté le 26 mars 2008 ;

Liming WANG, Qiyepochan Falv Zhidu (Le régime du droit de la faillite d’entreprise), la huitième conférence du Comité permanent du dixième Assemblée populaire nationale du 4 juin 2004, disponible sur le site: <http://www.chinalaw.gov.cn/article/ztzl/fzjz/200408/20040800036587.shtml>, consulté le 16 juillet 2010 ;

Daoming WEI, docteur en droit de l’université Paris, dont la thèse est soutenue en 1926 était l’ambassadeur de Chine en France, disponible sur le site: http://www.ce.cn/culture/people/201008/30/t20100830_21773983_1.shtml, consulté le 12 octobre 2010 ;

Shouye CAO, juge de la Cour Supreme, Pochanfa de Shengming zaiyu shishi (La vie de la loi sur la faillite des entreprises est à la mise en oeuvre), disponible sur le site: <http://npc.people.com.cn/GB/14841/53042/4780223.html>, consulté le 18 octobre 2008 ;

Limei ZHAO, ‘Lun Lvshi Zhuanjia Zeren de Xingzhi yu Tedian’ (Traité de la nature et du caractère de la responsabilité d’expert de l’avocat), disponible sur le site:

<http://www.shveritas.com/ldlaw/point/show.asp?newsid=273>, consulté le 18 mai 2011 ;

Xinbao ZHANG, 'Zhongguo Minfadian Qinquan Xingweifabian Caogao Jianyigao Liyou Gaishuo'(Les raisons générales sur la proposition du projet du Chapitre Actions Délictuelles du Code civil de Chine), in Jiming YI (sous dir), 'Sifa' (Droit prive), 1^e Volume de la 2^{ème} série, la librairie de l'université Pékin 2002;

Yan LIU, 'Zhuanjia Zeren Ruogan Jiben Gainian Zhiyi' (Certains concepts de base en doute sur la responsabilité de l'expert), Revue de droit comparé, 2005, n°5;

JIA Zhijie, directeur adjoint du comité économique et financier de l'assemblée nationale, Guanyu ZhonghuaRenminGoonghe Guo Qiye Pochanfa Caoan de Shuoming (L'explication sur le projet de la loi sur la faillite d'entreprise de République populaire de Chine);

Debao YU, 'Dangqian Quntixing Shijian de Tedian he Yuanyi' (Les caractères et les raisons du mouvement social de masse à l'heure actuelle'), disponible sur le site de l'internet : theory.people.com.cn/GB/49154/49156/4511453.html, consulté le 21 juin 2009;

Qinhua HE, 'Xifang Faxueguan Zai Jintai Zhongguo de Chuanbo' (La diffusion du concept juridique occidental en Chine), « Revue de droit», 2004, no 12, p.3;

Jianrong YU, 'Quntixing Shijian Zhengjie Zaiyu Guanmin Maodun'(Le point crucial du mouvement sociale de masse réside à la contradiction entre le gouvernement et les citoyens), disponible sur le site de l'internet : http://www.china.com.cn/book/zhuanti/qkjc/txt/2010-01/13/content_19228539.htm, consulté le 15 juin 2010;

Sha XIAO, des entrepreneurs privés n'ont pas la confiance en l'avenir, disponible sur le site d'internet: <http://news.sina.com.cn/c/sd/2012-10-25/095925436329.shtml>, consulté le 25 octobre 2012;

Keping YE , 'Zengliang Minzhu yu Zhengzhi Gaige'(la démocratie incrémentale), disponible sur le site de l'internet:<http://magazine.caijing.com.cn/2012-06-11/111886710.html>, consulté le 12 juin 2012.

Aini MI, 'Weilai Shinian Quntixing Shijian shi Shehui Wending Zuida Weixie' (Le mouvement social de masse est la plus grande menace à la stabilité sociale au cours des 10 prochaines années), disponible sur le site de l'internet: <http://gb.cri.cn/27824/2010/01/25/110s2740792.htm>, consulté le 15 juin 2010.

Documents anglais

REBECCA PARR, YONGQIAN XU (Sous direction), China's New Enterprise Bankruptcy Law: context, interpretation, and application; Ashgate Publishing Limited, 2009 ;

Runliang LI, '1998 Gongye qiye jingying zhuangkuang fenxi yu zhanwang, in China industrial economy, n°3;

Basic Bankruptcy Law for Paralegals (7th Edition), David L. Buchbinder, ASPEN, December 2008;

Casnote Legal Briefs: Bankruptcy, Keyed to Warren and Bussel (8th Edition), Casenotes, ASPEN, Janvier 2010;

Ginsberg and Martin on Bankruptcy (5th Edition), Susan V. Kelley, Robert E. Ginsberg, Robert D. Martin, ASPEN, Juin 2008;

Jianhua Xiao, Bankruptcy Administrator: Status, Powers and Duties, in Rebecca Parry China's New Enterprise Bankruptcy Law: context, interpretation, and application ; Ashgate Publishing Limited, 2009 ;

Martin, Nathalie, The Role of History and Culture in Developing Bankruptcy and Insolvency Systems: The Perils of Legal Transplantation (2005). Boston College International and Comparative Law Review, Vol. 28, No. 2, 2005, available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1444531>;

Nathalie Martin, Common-Law Bankruptcy Systems: Similarities and Differences, 11 Am. Bankr. Inst. L. Rev. 367, 403–10 (2003);

Feng Chen, Chinese Bankruptcy Law: Milestones and Challenges, 31 St. Mary's L.J. 49, 60 (1999);

Douglas G. Boshkoff & Yongxin Song, China's New Bankruptcy Law: A Translation and Introduction, 61 Am. Bankr. L.J. 359, 359–60 (2001);

Xianchu Zhang & Charles D. Booth, Chinese Bankruptcy Law in an Emerging Market Economy: The Shenzhen Experience, 15 Colum. J. Asian L. 1, 12 (2001);

Liu Weiguang, Research on the design of the Chinese insolvency administrator system, Dalian Publishing House, 2009;

Rupert M. Jackson, John L. Powell, John L. Powell (LL.B.), Mark R. N. Cannon, Jackson and Powell on Professional Negligence, Sweet & Maxwell, 2000;

John L. Powell, Foreword of Professional Negligence and Insurance Law, an Industry Report, prep. by Neil F. Jones & Co. and edited by Jeffrey C. Brown, London: Lloyd's of London Press Ltd, 1991;

Shuguan LI, 'Bankruptcy Law in China: Lessons of the Past Twelve Years', http://www.leggicinesi.it/dottrina/LiShuguang_Bankruptcy.pdf, consulté le 28 Mai 2009;

Yongqing Ren, A Comparative Study of the Corporate Bankruptcy Reorganization Law of the U.S. and China, thèse soutenue en 2011, University of Groninge, Hollande.

Table des annexes

<i>Annexe 1 La loi de faillite d'entreprise de 2006</i>	344
Annexe 2 La loi de faillite d'entreprise de 2006 de Chine (En anglais et en chinois)	381
<i>Annexe 3 La disposition de la Cour populaire suprême de Chine relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise</i>	453
<i>Annexe 4 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise (En anglais et en chinois)</i>	460
<i>Annexe 5 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise</i>	474
<i>Annexe 6 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise (En anglais et en chinois)</i>	490
<i>Annexe 7 La loi sur la faillite de 1935 (en Français et en Chinois)</i>	515
Annexe 8 Provisions of the Supreme People's Court on Several Issues concerning the Application of the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China	550
Annexe 9 Schedule Comparing Key Aspects of U.S. Chapter 11, UK Administration and Chinese Bankruptcy Law	557
Annexe 10 Les dispositions de l'article L641-11-1 et L. 641-12 du Code de commerce	566

Annexe 11 Les articles français et chinois concernant la nullité des actes 569

Annexe 1

Annexe 1 La loi de faillite d'entreprise de 2006

(Traduit en français par Lin CHONG, corrigé par Monsieur Alexandre FLEXOR)

(Adoptée le 27 août 2006; promulgation par l'ordre du président N^o54, entrée en vigueur à partir du 1 juin 2007)

Chapitre 1 Dispositions générales

Chapitre 2 La demande et la saisine

Section 1 La demande

Section 2 La saisine du tribunal

Chapitre 3 L'administrateur

Chapitre 4. Les actifs du débiteur

Chapitre 5 Les charges de la procédure collective et des dettes engagées dans l'intérêt commun

Chapitre 6 La déclaration des créanciers

Chapitre 7 L'assemblée des créanciers

Chapitre 8 Le redressement

Section 1 La demande de redressement et la période du redressement

Section 2 L'élaboration et l'adoption du plan de redressement

Section 3 L'exécution du plan de redressement

Chapitre 9 La procédure de conciliation

Chapitre 10 La procédure de liquidation

Section 1 La déclaration de banqueroute

Section 2 La réalisation et la distribution

Section 3 La clôture de procédure de liquidation

Chapitre 11 La responsabilité légale

Chapitre 12 Les dispositions supplémentaires

Chapitre 1 Dispositions générales

Art 1. La présente loi a pour objectif d'encadrer les procédures, de résoudre la dette et la créance équitablement, d'effectuer le règlement des créanciers, de protéger les droits et intérêts légitimes des créanciers et du débiteur, de maintenir l'ordre de l'économie de marché socialiste, de développer la vie des affaires.

Art 2. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à l'entreprise ayant une personnalité morale qui ne peut pas payer les dettes échues, et dont l'actif est insuffisant pour payer l'ensemble des ses dettes.

La présente loi s'applique également à l'entreprise à personnalité morale qui est manifestement insolvable, pour le règlement des créanciers (l'apurement du passif).

Les entreprises se trouvant dans la situation de l'alinéa 1 ou perdant manifestement toute la capacité d'arrangement (solvabilité) peuvent faire l'objet d'une procédure de redressement.

Art 3. La juridiction compétente pour une procédure collective est celle du lieu de résidence du débiteur.

Art 4. Les dispositions de la loi de procédure civile s'appliquent aux procédures collectives en l'absence des dispositions de la présente loi.

Art 5. La procédure de faillite ouverte en Chine a vocation à produire ses effets sur les biens du débiteur situés à l'étranger.

Le tribunal saisi doit examiner le jugement des tribunaux étrangers qui concerne les biens du débiteur qui se trouvent en Chine selon les traités internationaux que la Chine a signés ou selon le principe de réciprocité, et l'effet du jugement des tribunaux étrangers est reconnu à condition que ce jugement ne contrevienne pas aux principes élémentaires du droit chinois, qu'il ne porte pas atteinte à la souveraineté de la Chine, à la sécurité du pays et à son intérêt général, et qu'il ne lèse pas l'intérêt légal des créanciers qui se trouvent en Chine.

Art 6. Le tribunal doit protéger le droit et l'intérêt légal des salariés de l'entreprise et poursuivre des dirigeants de l'entreprise pour leur responsabilité des dirigeants de l'entreprise selon la loi.

Chapitre 2 La demande et la saisine

Section 1 La demande

Art 7 Le débiteur qui se trouve dans le cas décrit dans l'article 2 peut demander l'ouverture de la procédure de redressement, de conciliation, et de liquidation de faillite (liquidation judiciaire)

Le créancier peut demander l'ouverture de la procédure de redressement, de liquidation judiciaire au cas où le débiteur ne peut pas payer les dettes échues.

La personne en charge de la responsabilité de la liquidation doit demander au tribunal l'ouverture d'une procédure de liquidation lorsque l'entreprise est dissoute mais n'est pas encore liquidée ou n'a pas encore été totalement liquidée, si ses actifs ne suffisent pas pour acquitter ses dettes.

Art 8 La personne qui demande la faillite doit apporter les preuves nécessaires et en faire la demande écrite.

La demande écrite doit contenir les points suivants :

- (1) La circonstance de base du demandeur et du demandé ;
- (2) L'objectif de la demande ;
- (3) Le fait et le motif de la demande ;
- (4) Toute autre circonstance jugée par le tribunal comme nécessaire.

Lorsque la demande est formulée par le débiteur, celui-ci doit aussi apporter au tribunal le rapport sur sa situation financière, la liste complète des ses dettes, la liste complète des créanciers, le rapport comptable, le plan de règlement des salaires, le rapport sur les salaires et le frais de sécurité sociale.

Art 9 Le demandeur peut retirer sa demande avant le jugement d'ouverture.

Section 2 La saisine du tribunal

Art 10. Au cas où le créancier demande l'ouverture d'une procédure collective, le tribunal doit la notifier au débiteur dans les 5 jours à partir du jour de réception de la demande. Le débiteur peut le contester dans les 7 jours. Le tribunal peut rejeter la requête ou ouvrir la procédure collective dans 10 jours à compter de l'expiration du délai de 7 jours.

Sauf le cas précédant, le tribunal doit ouvrir ou rejeter la demande d'une procédure collective dans les 15 jours.

Une extension de 15 jours est possible à condition d'obtenir l'accord de l'échelon juridictionnel supérieur.

Art 11 Lorsqu'il décide d'ouvrir la procédure collective, le tribunal doit notifier sa décision au demandeur dans les 5 jours.

Lorsque le demandeur est le créancier, le tribunal doit notifier sa décision au débiteur, et celui-ci doit fournir dans les 15 jours les documents comptables, la liste des créanciers, la liste des dettes, le rapport comptable, le rapport sur la situation des salaires et les frais de sécurité sociale.

Art 12 En cas de rejet, le tribunal notifie sa décision et les motifs au demandeur dans les 5 jours. Si le demandeur conteste cette décision, il peut faire appel devant l'échelon juridictionnel supérieur dans un délai de 10 jours à compter du jour où le tribunal lui livre la notification.

Après le jugement d'ouverture, et jusqu'à la déclaration de l'état de banqueroute, le tribunal peut rejeter la requête s'il s'avère après investigation que le débiteur ne se trouve pas dans une des situations visées au alinéa 2 de la présente loi. Le demandeur peut formuler un appel contre cette décision devant l'échelon juridictionnel supérieur dans les 10 jours à partir de sa réception.

Art 13. En cas d'ouverture d'une procédure collective, le tribunal nomme en même temps un administrateur.

Art 14. Le tribunal doit notifier sa décision aux créanciers connus dans les 25 jours à partir du jugement d'ouverture. Le jugement d'ouverture fait office de publicité.

La notification et l'avis au public doivent contenir les points suivants :

- Le nom du demandeur et du débiteur.
- La date du jugement d'ouverture

- La date limite, le lieu de la déclaration des créances et les points à observer.
- Le nom de l'administrateur et l'adresse où il se charge des affaires

La demande adressée aux débiteurs du débiteur de payer leurs dettes à l'administrateur et aux détenteurs de biens du débiteur de les rendre à l'administrateur.

La date et le lieu de la première assemblée des créanciers ;

Tous les autres points jugés nécessaires par le tribunal.

Art 15 Les personnes salariées par le débiteur ont les obligations suivantes, dès que le jugement d'ouverture est signifié et jusqu'à sa clôture.

(1) L'obligation de prendre soin des biens, des tampons, et des documents comptables qui sont en sa leur possession et sous leur gestion ;

(2) l'obligation de travailler conformément à la demande du tribunal et de l'administrateur, et de répondre à ses questions honnêtement ;

(3) de se présenter à l'assemblée des créanciers et de répondre à ses questions honnêtement ;

(4) de ne pas quitter leur domicile sans l'autorisation du tribunal ;

(5) de ne pas accepter un autre poste d'encadrement dans une entreprise tierce .

Les personnes concernées dans l'aliéna 1, doivent se faire connaître au représentant légal de l'entreprise, ainsi que sur décision du tribunal, aux autres personnes ayant des fonctions d'encadrement.

Art 16 Le paiement des dettes individuelles effectué dès l'acceptation de la demande de faillite par le tribunal (le jugement d'ouverture) est nul.

Art 17 Après le jugement d'ouverture, les débiteurs du débiteur en procédure collective ne peuvent acquitter leurs dettes qu'auprès de l'administrateur, et les détenteurs des biens du débiteur en procédure collective ne peuvent les rendre qu'à l'administrateur.

Les débiteurs ou les détenteurs qui contreviennent à la disposition précédente et causent les dommages aux créanciers doivent être condamnés à payer une seconde fois.

Art 18 L'administrateur peut décider de résilier ou de continuer le contrat en cours conclu entre le débiteur et des cocontractants avant le jugement d'ouverture mais qui n'a pas encore été exécuté par aucune des parties. Le contrat est réputé résilié sans avertissement de l'administrateur après une mise en demeure d'un créancier adressée à l'administrateur et restée plus de 30 jours sans réponse ou dès 2 mois après le jugement d'ouverture.

Si l'administrateur exige la continuation du contrat, le cocontractant doit l'exécuter, mais le cocontractant peut demander à l'administrateur à fournir la sûreté. Le contrat est jugé résilié si l'administrateur ne fournit pas la sûreté.

Art 19 Les voies d'exécution doivent être suspendues , les mesures de préservation doivent être libérées , à partir du moment où le tribunal accepte la demande de faillite.

Art 20 Toutes actions civiles et procédures d'arbitrage engagées à l'encontre du débiteur avant l'ouverture de la procédure mais non encore conclues doivent être suspendues à partir du moment où le tribunal accepte la demande de faillite; elles continuent dès que l'administrateur prend en charge la gestion de l'entreprise.

Art 21 Après l'ouverture de la procédure, le tribunal compétent pour l'action en justice contre le débiteur est celui de la procédure collective.

Chapitre 3 L'administrateur

Art 22 Le tribunal nomme l'administrateur.

L'assemblée des créanciers peut demander au tribunal la révocation de l'administrateur, lorsque ce dernier a violé une des obligations lui incombant ou lorsqu'elle le pense incapable d'exécuter sa mission.

La Cour suprême établit des règles de la nomination et de la rémunération de l'administrateur.

Art 23 L'administrateur exécute sa mission selon les dispositions de la loi précédente, il rapporte au tribunal et fait l'objet d'un contrôle par l'assemblée des créanciers et par le comité des créanciers.

L'administrateur doit être en présence de l'assemblée des créanciers, et rapporter à l'assemblée des créanciers ses actions et répondre aux questions.

Art 24 L'administrateur est désigné soit parmi le groupe de liquidation qui se compose des membres de l'administration du secteur de l'entreprise en faillite concernée, soit parmi les sociétés telles que les cabinets d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou les sociétés de liquidateurs.

Le tribunal peut, après avis des sociétés ci-dessus, désigner comme administrateur un membre physique justifiant d'une expérience et obtenant le certificat d'aptitude à la profession selon la situation du débiteur.

Nul ne peut pas être désigné comme administrateur s'il présente les caractéristiques suivantes:

- Avoir été l'auteur de faits intentionnels ayant donné lieu à une condamnation pénale.
- Avoir été l'auteur de faits ayant donné lieu à une sanction de révocation du certificat d'aptitude à la profession.
- Avoir des intérêts en rapport avec la faillite présente.
- Toute autre circonstance jugée par le tribunal comme incompatible avec l'exercice de la mission d'administrateur.

L'administrateur physique doit souscrire une assurance 'responsabilité professionnelle'.

Art 25 Les fonctions d'administrateur sont les suivantes :

(1) Prendre en charge l'actif, le sceau, le livre des comptes et les documents du débiteur ;

(2) Enquêter sur la situation financière du débiteur et préparer un rapport sur cette situation ;

(3) Décider la gestion interne du débiteur ;

(4) Décider les dépenses quotidiennes et les autres dépenses nécessaires du débiteur ;

(5) Décider la continuation ou la cessation de l'activité avant la convocation de la première assemblée des créanciers ;

(6) Se charger de la gestion, et de l'éventuelle cession en faillite du débiteur ;

(7) Participer aux actions, aux arbitrages ou à toutes autres procédures juridiques en tant que représentant du débiteur ;

(8) Demander la réunion de l'assemblée des créanciers ;

(9) Assurer les autres missions que le tribunal lui confie.

Dans le cas d'une disposition distincte prévue par la présente loi, la disposition spéciale s'applique.

Art 26 La décision de l'administrateur concernant la continuation ou la cessation de l'activité du débiteur ou concernant l'un des actes prévus par l'article 69 avant la convocation de la première assemblée des créanciers doit être approuvée par le tribunal.

Art 27 L'administrateur doit exécuter l'ensemble de ces fonctions avec diligence, responsabilité, sincérité et honnêteté.

Art 28 L'administrateur peut employer les salariés nécessaires à cette tâche sous réserve d'accord du tribunal.

La juridiction fixe la rémunération des administrateurs. L'assemblée des créanciers peut faire valoir son désaccord devant le tribunal si cette rémunération lui semble inappropriée.

Art 29 L'administrateur ne peut pas démissionner de ses fonctions sans une raison légitime. La démission de l'administrateur doit être approuvée par le tribunal.

Chapitre 4. Les actifs du débiteur

Art 30 Les actifs du débiteur consistent dans l'ensemble des biens lui appartenant à la date du jugement d'ouverture et dans ceux obtenus pendant la période du déroulement de la procédure collective.

Art 31 L'administrateur peut demander la nullité des actes suivants commis par le débiteur dans l'année qui précède le jugement d'ouverture concernant l'actif du débiteur.

- Des actes à titre gratuit translatifs de propriété.
- Des actes à titre onéreux lésionnaires pour le débiteur, en cas de déséquilibre notable entre les prestations réciproques des parties.
- Toute hypothèque et tout nantissement pour des dettes sans la garantie.

- Tout paiement des dettes non échues.
- La renonciation à la créance.

Art 32 L'administrateur peut demander au tribunal d'annuler le paiement individuel intervenu (accompli) dans les 6 mois précédant le jugement d'ouverture si le débiteur tombe dans les conditions visées à l'alinéa 1 de l'article 2, sauf si ce paiement a été profitable au patrimoine du débiteur.

Art 33 Les actions suivantes concernant l'actif du débiteur sont nulles:

(1) les actes du débiteur ayant cherché à dissimuler ou transférer des biens pour échapper à des dettes ;

(2) Les actes fabriquant ou admettant les dettes artificielles.

Art 34 L'administrateur a le droit de récupérer les actifs du débiteur au moyen des actes prévus par l'article 31, l'article 32 et l'article 33.

Art 35 Dès l'ouverture de la procédure l'administrateur doit demander aux actionnaires de libérer l'intégralité du capital qu'ils ont souscrit, sans tenir compte du délai initialement prévu pour effectuer l'apport.

Art 36 L'administrateur doit récupérer les biens de l'entreprise qui ont été soustraits par ses dirigeants à la suite de comportements abusifs.

Art 37 L'administrateur peut, après le jugement d'ouverture, rembourser des dettes ou accorder des sûretés en échange du retour des biens qui avaient été remis en garantie au créancier.

Dans le cas prévu par l'alinéa 1, la valeur de la sûreté se limite au prix actuel de marché du bien de la garantie, quand la valeur du bien de la garantie est inférieure à la valeur de la dette.

Art 38 Le propriétaire des biens détenus par le débiteur peut en obtenir la restitution après le jugement d'ouverture, sauf s'il en est autrement disposé par la présente loi. La revendication est adressée à l'administrateur.

Art 39 Le vendeur peut revendiquer les marchandises de vente au débiteur qui sont en cours de transport à condition qu'elles n'aient été ni délivrées ni payées intégralement par le débiteur au moment du jugement d'ouverture. Mais l'administrateur peut payer le prix en totalité et demander au cocontractant de les transférer.

Art 40 Le créancier dont la dette est antérieure au jugement d'ouverture peut demander à l'administrateur sa compensation. Mais aucune compensation ne peut être accordée dans les circonstances suivantes :

(1) Le débiteur du débiteur en procédure collective obtient une créance auprès de l'un des créanciers après le jugement d'ouverture ;

(2) Un des créanciers s'endette auprès du débiteur qui fait l'objet de la procédure collective, en pleine connaissance de la cessation des paiements du débiteur ou de la demande en faillite; Sauf si la dette de ce créancier résulte de la disposition de la loi ou si elle a été constituée 1 an précédant la demande d'ouverture de la procédure collective.

(3) Le débiteur du débiteur en procédure collective devient un de ses créanciers en pleine connaissance de la cessation des paiements de celui-ci ou du fait de la demande en faillite à son encontre; sauf si la créance résulte de la disposition de la loi ou si elle a été constituée 1 an précédant la demande d'ouverture de la procédure collective.

Section 5 Les charges de la procédure collective et des dettes engagées dans l'intérêt commun

Art 41. Les dépenses suivantes qui se produisent à partir du moment où le tribunal accepte la demande sont des dépenses de la procédure collective :

(1) Frais de justice ;

(2) Dépenses de l'administration, de la conversion et la distribution des biens du débiteur ;

(3) Dépenses pour l'administrateur d'exécution de ses fonctions, pour sa rémunération et les dépenses pour le recrutement des employés.

Art 42 Les dettes suivantes qui se produisent à partir du moment où le tribunal accepte la demande sont des dettes pour l'intérêt commun :

(1) La dette engagée pour l'exécution du contrat en cours à la demande de l'administrateur ou du débiteur ;

(2) Les salaires dus en raison du travail fourni pour la continuation des activités de l'entreprise ; (3) ---(5)

Art 43 Les dépenses de la procédure collective et les dettes pour l'intérêt commun sont acquittées sur l'actif du débiteur.

Lorsque l'actif du débiteur n'est pas suffisant pour les dépenses de la procédure collective et pour les dettes pour l'intérêt commun, les dépenses de la procédure collective doivent être payées en priorité.

Lorsque l'actif du débiteur n'est pas suffisant pour les dépenses judiciaires de la procédure collective ou les dettes pour l'intérêt commun, l'acquittement s'effectue en proportion.

Lorsque l'actif du débiteur n'est pas suffisant pour les dépenses de la procédure collective, l'administrateur demande au tribunal de mettre fin à la procédure collective. Le tribunal doit conclure la procédure collective dans les 15 jours à partir du jour de réception de la demande, et doit en faire la publicité.

Chapitre 6 La déclaration des créanciers

Art 44 Un créancier qui bénéficie du droit de créance contre son débiteur lorsque le tribunal accepte la demande de faillite exerce son droit, conformément aux dispositions de la loi présente.

Art 45 Le tribunal détermine le délai de la déclaration des créances dès le jugement d'ouverture. Cette période ne peut pas être de moins de 30 jours, ni de plus de 3 mois à compter de la publication du jugement d'ouverture.

Art 46 Les créances non échéantes sont considérées comme créances échéantes lorsque la demande de faillite est acceptée.

Les intérêts cessent de courir à compter du jugement d'ouverture de la procédure.

Art 47 Les créanciers peuvent déclarer au tribunal les créances jointes à certaines conditions ou dans certains délais et les créances en cours de l'action et d'arbitrage.

Art 48 Les créanciers doivent déclarer leurs créances auprès de l'administrateur dans le délai fixé par le tribunal.

Les salaires, les subventions pour soins médicaux, d'invalidité, ou de confort et les fondamentaux d'assurance vieillesse, les fondamentaux médicaux qui doivent être transférés aux comptes personnels des salariés ainsi que les compensations pour les salariés prescrites par les lois ou par les règlements administratifs dues par le débiteur en défaut de paiement, n'ont pas besoin d'être déclarés. L'administrateur doit élaborer une liste après enquête et en notifier le public. Les salariés qui contestent l'évaluation peuvent demander des corrections auprès de l'administrateur ; ils peuvent le convoquer devant le tribunal en cas de contestation.

Art 49 En cas de déclaration, le créancier doit préciser par écrit le montant de sa créance, les éventuelles sûretés réelles les garantissant, et les preuves du droit de créance. La créance solidaire doit être précisée.

Art 50 Les créanciers solidaires peuvent choisir l'un d'entre eux de déclarer leurs droits de créance ou déclarer leurs créances conjointement.

Art 56. Les créanciers peuvent déclarer leurs créances après l'expiration de la limite fixée, et avant la distribution finale des actifs du débiteur en banqueroute ; toutefois le créancier n'a aucun droit sur les distributions déjà effectuées. Il doit supporter tous les coûts engagés pour la vérification et la confirmation de ses créances déclarées tardivement.

Le créancier, qui n'a pas déclaré ses créances en conformité avec les dispositions de la présente loi, ne peut pas exercer ses droits en application des procédures la présente loi.

Art 57 Après réception des documents de la déclaration, l'administrateur doit enregistrer et vérifier, et puis établir l'état des créances.

L'intéressé peut consulter l'état des créanciers et les documents de demande conservés par l'administrateur.

Art 58 L'état des créances établi selon l'art 57 peut être vérifié par la première assemblée des créanciers.

Le tribunal confirme l'état des créances en cas d'absence de contestation du débiteur et du créancier.

Le débiteur et le créancier qui contestent l'état des créances peuvent saisir le tribunal qui a accepté la demande de faillite

Chapitre 7 L'assemblée des créanciers

Section 1 Les dispositions générales

Art 59 Les créanciers qui ont déclaré leurs créances conformément à la loi sont membres de l'assemblée des créanciers, ils peuvent assister à l'assemblée et y jouir de leur droit de vote.

Les créanciers dont la créance n'a pas été confirmée par le tribunal ne peuvent pas bénéficier du droit de vote à moins que le tribunal estime provisoirement leur créance pour les faire bénéficier du droit de vote.

Les créanciers garantis par une sûreté réelle qui ne renoncent pas à leur droit d'être payés en priorité n'ont pas le droit de vote concernant les résolutions prises en application des points 7 à 10 de l'article 61.

Un créancier peut déléguer à un représentant la présence de l'assemblée des créanciers et l'exercice du droit de vote.

L'assemblée des créanciers doit être assistée par les salariés de la société en faillite et par les représentants du syndicat qui expriment leurs opinions.

Art 60 Parmi les membres bénéficiant d'un droit de vote, le tribunal désigne le Président de l'assemblée des créanciers.

Art 61 L'assemblée des créanciers exerce les fonctions suivantes :

(1) Vérifier des créances ;

(2) Demander au tribunal la révocation de l'administrateur ;
vérifier le frais et la rémunération de l'administrateur ;

(3) Surveiller l'administrateur ;

(4) Nommer et révoquer les membres du comité des créanciers ;

(5) Décider la continuation ou la cessation de l'activité ;

(6) Adopter les plans de redressement ;

(7) Adopter les accords de conciliation ;

(8) Adopter les plans de gestion ;

(9) Adopter les plans de cession des actifs du débiteur ;

(10) Adopter les plans de distribution des actifs du débiteur ;

(11) Les autres compétences peuvent lui être attribuées par le tribunal

L'assemblée des créanciers doit établir le procès-verbal pour les résolutions.

Art 62 La première assemblée des créanciers est convoquée par le tribunal dans un délai de 15 jours suivant la fin de la période prévue pour la déclaration des créances.

Les convocations ultérieures interviennent soit à la demande faite, auprès du Président de l'assemblée des créanciers, par l'administrateur, le comité des créanciers, ou des créanciers détenant plus de 25% du montant total des créances, soit sur décision du tribunal lorsque celui-ci le juge nécessaire.

Art 63 L'administrateur doit informer les créanciers connus de la convocation de l'assemblée des créanciers 15 jours avant la date prévue.

Art. 64 Les décisions de l'assemblée des créanciers sont adoptées par 50% des droits de vote en présence et 50% du montant des créances autres que celles garanties par une sûreté réelle, sauf les cas prévus ;

Au cas où les créanciers considèrent que la résolution adoptée par l'assemblée des créanciers viole la disposition légale, ils disposent d'un délai de 15 jours pour demander au tribunal d'annuler une résolution et la refaire.

La résolution de l'assemblée des créanciers lie tous les créanciers.

Article 65 Le tribunal a un pouvoir supplétif pour adopter la décision lorsque l'assemblée des créanciers ne parvient pas à adopter des résolutions sur les questions visées à l'article 65 alinéa 1 (8) et (9).

Le tribunal supplée à l'assemblée des créanciers à l'issue du second vote infructueux concernant la question visée à l'article 61 alinéa 1 (10) .

Le tribunal peut annoncer les décisions prescrites dans les alinéas précédents à l'assemblée des créanciers ou notifier les créanciers séparément.

Article 66 Les créanciers qui contestent la décision du tribunal rendue selon art 65 aliéna 1, et les créanciers dont le montant représente plus de 50% du montant des créances autres que celles garanties par une sûreté réelle et qui contestent la décision du tribunal rendue selon art 65 aliéna 2 peuvent demander au tribunal la révision dans les 15 jours à partir du jour de l'annonce ou du jour de la réception de la décision. La décision ne s'arrête pas pendant la période de révision.

Section 2 Le comité des créanciers

Art 67 L'assemblée des créanciers peut décider de créer le comité des créanciers. Le comité des créanciers doit comprendre des représentants des créanciers résultant d'un vote de l'assemblée des créanciers et d'un représentant des salariés ou du syndicat. Ce comité ne peut pas excéder 9 membres.

Le tribunal confirme par écrit la nomination des membres du Comité des créanciers.

Art 68 Le comité des créanciers exerce les fonctions suivantes:

- (1) Surveiller la gestion et la cessation des actifs du débiteur;
- (2) Surveiller la distribution des actifs du débiteur;
- (3) Demander au Président de l'assemblée des créanciers de convoquer cette assemblée;
- (4) Les autres pouvoirs attribués par l'assemblée des créanciers;

Lorsque le comité des créanciers exerce ses fonctions, il peut demander à l'administrateur, et au personnel du débiteur de donner une explication sur toute entrant question dans le champ de ses fonctions ou de fournir des documents pertinents.

Au cas où l'administrateur, le personnel du débiteur violent la disposition de la loi présente et refusent la surveillance, le comité des créanciers peut demander une injonction au tribunal ; le tribunal doit juger dans les 5 jours.

Art 69 L'administrateur est tenu de rapporter rapidement au comité la réalisation des actes suivants :

- (1) Transfert du droit d'immeuble tels que les terres et les maisons ;
- (2) Transfert des droits de propriété tels que le droit à l'exploitation des mines, et de propriété intellectuelle ;
- (3) Transfert de tous les stocks ou des activités de l'entreprise ;
- (4) Emprunts ;
- (5) Actes de sûreté ;
- (6) Transfert des droits d'obligation et des valeurs mobilières ;
- (7) Exécution du contrat en cours ;
- (8) Renonciation au droit ;
- (9) Retrait des biens grevés par sûreté ;
- (10) Toute autre action concernant les biens du débiteur qui a un impact substantiel sur son intérêt.

En l'absence du comité des créanciers, lorsque l'administrateur exerce les actes prévus dans l'alinéa précédent, il doit établir un rapport au tribunal.

Chapitre 8 Le redressement

Section 1 La demande de redressement et la période de redressement

Art 70 Le débiteur ou le créancier peut demander l'ouverture d'un redressement judiciaire devant le tribunal selon les dispositions de la présente loi.

Le débiteur ou un de ses actionnaires détenant au moins 10% du capital social peut demander la conversion de l'ouverture d'un redressement judiciaire dans le cas d'une procédure de liquidation judiciaire à la demande d'un créancier.

Art 71 Lorsque le tribunal estime, après examen, que la demande de redressement est conforme aux dispositions de la présente loi, il doit décider l'ouverture du redressement et le publier (notification au public).

Art 72 La période de redressement s'étend du jugement d'ouverture de la procédure de redressement jusqu'à sa conclusion.

Art 73 Le débiteur peut demander au tribunal l'autorisation de gérer lui-même son activité et son bien sous la surveillance de l'administrateur dans la procédure de redressement.

L'affaire et le bien du débiteur qui ont été préalablement confiés à l'administrateur doivent être remis à nouveau entre les mains du débiteur, tous les droits et fonctions de l'administrateur prévus par la présente loi doivent être exercés par le débiteur.

Art 74 L'administrateur qui se charge de la gestion des biens et des affaires du débiteur peut employer le personnel du débiteur pour prendre soin des affaires.

Art 75 Pendant toute la période de redressement, les créanciers garantis par une sûreté réelle suspendent leurs droits.

Dans le cas d'éventuels dommages ou d'une importante dépréciation de la valeur des garanties, qui suffit pour risquer le droit du garanti, ce dernier peut demander l'autorisation du tribunal de reprendre ses droits.

Les prêts d'argent accordés pour la continuation de l'entreprise, au débiteur ou à l'administrateur pendant la période de redressement peuvent se faire octroyer une garantie.

Art 76 Lorsque le débiteur est légalement en possession d'un bien d'autrui, la revendication du propriétaire pendant la période de redressement doit satisfaire aux conditions spécifiées auparavant.

Art 77 Les actionnaires du débiteur ne peuvent pas demander le versement de dividendes pendant la période de redressement.

L'administrateur, les membres du conseil de surveillance et le cadre supérieur du débiteur ne peuvent pas céder leurs droits sociaux sans l'autorisation du tribunal pendant la période de redressement.

Art 78 Le tribunal doit conclure la procédure de redressement et déclarer l'état de banqueroute du débiteur à la demande de l'administrateur ou de la personne intéressée si les situations qui la justifient surviennent pendant la période de redressement:

(1) La situation économique du débiteur continue à se détériorer sans grande chance d'être redressée ;

(2) Le débiteur a réduit frauduleusement la valeur de ses actifs ou a agi d'une manière manifestement défavorable à ses créanciers ;

(3) Le débiteur fait obstruction à l'administrateur dans l'exercice de sa mission.

Section 2 L'élaboration et l'adoption du plan du redressement

Art 79 Le débiteur ou l'administrateur doit présenter le projet de plan de redressement simultanément au tribunal et à l'assemblée des créanciers dans un délai de 6 mois à compter du jour où le tribunal a ouvert la procédure de redressement judiciaire.

Le tribunal doit conclure la procédure de redressement et déclarer l'état de banqueroute du débiteur au cas où le débiteur ou l'administrateur ne présentent pas le projet de plan de redressement dans le délai limite.

Un délai supplémentaire de 3 mois peut être accordé par le tribunal à la demande du débiteur ou de l'administrateur lorsque le délai prévu par l'alinéa 1 expire et qu'il y a une raison légitime.

Art 80 Le projet est préparé par le débiteur lorsque c'est lui qui gère la société.

Le projet est préparé par l'administrateur lorsqu'il gère la société.

Art 81 Le projet de plan du redressement doit contenir les éléments suivants :

- (1) Le plan de gestion du débiteur ;
- (2) La classification des créanciers ;
- (3) Le plan de modification (ajustement) des créanciers ;
- (4) Le plan de paiement ;
- (5) La date limite pour l'exécution du plan ;
- (6) La date limite pour la surveillance de l'exécution du plan (La date limite pour le contrôle de l'administrateur sur cette exécution);
- (7) Tout autre plan favorable au redressement du débiteur.

Art 82 Toutes les catégories de créanciers se prononcent sur le projet du plan de redressement dans le cadre de l'assemblée des créanciers. Selon la classification suivante, chacun de ces groupes vote pour adopter ou non le plan.

(1) Les créances garanties par une sûreté réelle ;

(2) Le salaire, les subventions pour les soins médicaux, d'invalidité, de confort en défaut de paiement par le débiteur et les fondamentaux de l'assurance vieillesse, les fondamentaux médicaux qui doivent être transférés aux comptes personnels des salariés et les compensations pour les salariés, prescrites par les lois et règlements administratifs.

(3) Les créances fiscales ;

(4) Les créances ordinaires.

Le tribunal peut créer un sous-groupe de petite créance à l'intérieur du groupe de créance ordinaire, qui vote sur le projet de plan de redressement au cas où cela il nécessaire.

Art 83 Les autres créances sociales ne peuvent pas faire l'objet d'une réduction, et leurs créanciers ne peuvent pas voter sur le projet de plan de redressement.

Art 84 Le tribunal doit convoquer l'assemblée des créanciers pour voter, dans un délai de 30 jours après qu'il a reçu le projet de plan de redressement.

Le projet de plan de redressement est adopté par le groupe à la condition que la résolution recueille la majorité des droits de vote en présence et les 2/3 du montant total des créances du groupe.

Le débiteur ou l'administrateur doit donner une explication sur le projet de plan de redressement et répondre aux questions pendant l'assemblée des créanciers.

Art 85 Le représentant des actionnaires du débiteur peut être en présence de l'assemblée des créanciers et se prononcer sur le projet de plan de redressement.

Lorsque le projet de plan de redressement prévoit la modification des droits des actionnaires, un groupe réunissant les actionnaires de la société doit être mis en place pour voter sur de telles questions.

Art 86 Le plan est adopté si l'ensemble des groupes l'a adopté.

Le débiteur ou l'administrateur saisissent le tribunal dans les 10 jours après l'adoption du plan par les créanciers. Ce dernier examine le projet et doit approuver le plan, mettre fin à la période de redressement et notifier publiquement dans les 30 jours à partir de la réception de la demande s'il est conforme aux dispositions de la présente loi.

Art 87 Le débiteur ou l'administrateur peut organiser une nouvelle négociation avec certains groupes qui rejettent le projet de redressement, suivie d'un second vote au sein de ces groupes. Cette renégociation ne doit pas porter préjudice aux autres groupes ayant déjà adopté le plan.

En cas de refus des créanciers concernés de voter une seconde fois ou s'ils rejettent à nouveau le plan, le débiteur ou l'administrateur peut saisir le tribunal si le projet de plan remplit les conditions suivantes :

Lorsque ces conditions sont remplies, le tribunal doit approuver le projet de plan de redressement, conclure la période de redressement dans un délai de 30 jours et le notifier publiquement.

Art 88 Le tribunal doit conclure la procédure de redressement et déclarer l'état de banqueroute du débiteur lorsqu'aucun plan de redressement n'a été adopté, ou qu'aucun plan n'est approuvé selon la disposition de l'article 87 ou que le plan adopté n'est pas approuvé par le tribunal.

Section 3 L'exécution du plan du redressement

Art 89 Le débiteur se charge de l'exécution du plan de redressement.

Une fois le plan de redressement approuvé par le tribunal, l'affaire et le bien du débiteur, initialement confiés à l'administrateur, doivent à nouveau être remis entre les mains du débiteur.

Art 90 L'administrateur se charge de surveiller l'exécution du plan de redressement pendant la période de surveillance prévue dans le plan à partir jour où le plan de redressement est approuvé par le tribunal.

Pendant la période de surveillance de l'exécution du plan, le débiteur doit rapporter à l'administrateur la réalisation du plan de redressement et son état financier.

Art 91 L'administrateur doit soumettre au tribunal un rapport de surveillance à la fin de la période de surveillance. La fonction de surveillance se termine dès le jour où le report de surveillance est remis.

Toute personne intéressée par le plan de redressement peut consulter le rapport de surveillance soumis par l'administrateur au tribunal.

Le tribunal peut prolonger la période de surveillance du plan de redressement à la demande de l'administrateur.

Art 92 Le plan approuvé par le tribunal lie le débiteur et l'ensemble de ses créanciers.

Les créanciers qui n'ont pas déclaré leur créance selon les dispositions de la présente loi ne peuvent pas demander leurs droits pendant l'exécution du plan de redressement ; ils peuvent redemander leurs droits après l'exécution du plan de redressement d'après les conditions *de même nature de créance*.

Le droit des créanciers envers les garants du débiteur et envers les autres débiteurs solidaires n'est pas touché par le plan de redressement.

Art 93 Lorsque le débiteur n'exécute pas le plan ou échoue dans l'exécution du plan, l'administrateur ou toute personne intéressée peut saisir le tribunal pour mettre fin à l'exécution du plan et pour déclarer l'état de banqueroute du débiteur.

Lorsque le tribunal met fin à l'exécution du plan de redressement, l'engagement de modification de la créance du créancier établi dans le plan n'est plus valable. Les paiements déjà réalisés restent valables, la partie de la créance qui n'a pas été remboursée est considérée comme créance de faillite.

Le créancier prévu par alinéa 2 ne peut continuer de recevoir le paiement qu'au cas où les créanciers du même ordre ont été remboursés dans la même proportion.

Au cas prévu par alinéa 1, la garantie pour la mise en œuvre d'un plan de redressement reste valable.

Art 94 Le débiteur n'est plus tenu de s'acquitter des créances qui sont libérées conformément au plan de redressement dès la conclusion de l'exécution du plan de redressement.

Chapitre 9 La procédure de conciliation

Art 95 Le débiteur peut demander au tribunal l'ouverture de la procédure de conciliation soit dès la requête initiale, soit après le jugement d'ouverture mais avant la déclaration de l'état de banqueroute.

Le débiteur doit présenter le projet d'accord de conciliation lorsqu'il demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Art 96 Après l'examen de la demande de conciliation, s'il considère que la demande de conciliation est conforme aux dispositions de la loi présente, le tribunal doit décider l'ouverture de la procédure de conciliation, la notifier au public et convoquer l'assemblée des créanciers pour discuter le projet d'accord de conciliation.

Les créanciers garantis par une sûreté réelle peuvent exercer leurs droits dès le jugement d'ouverture de la procédure de conciliation.

Art 97 L'accord de conciliation est adopté par l'assemblée des créanciers à la double condition que la moitié des créanciers en présence vote en sa faveur, et qu'ils représentent les 2/3 des créances non garanties par une sûreté réelle.

Art 98 L'accord de conciliation adopté par l'assemblée des créanciers doit être approuvé par le tribunal, et ce dernier met fin à la procédure de conciliation, et la notifie au public. L'administrateur doit rendre au débiteur ses actifs, son pouvoir de gestion et soumet au tribunal un rapport d'exécution de fonction.

Art 99 Le tribunal met fin à la procédure de conciliation et déclare l'état de banqueroute si aucun projet d'accord n'est adopté par l'assemblée des créanciers, ou si le projet d'accord adopté n'est pas approuvé par le tribunal.

Art 100 L'accord approuvé par le tribunal lie le débiteur et les « créanciers de la conciliation ».

Les « créanciers de la conciliation » ne comprennent que les créanciers autres que ceux garantis par une sûreté réelle.

Les créanciers de la conciliation qui n'auraient pas déclaré leur créance ne peuvent pas se faire payer pendant toute l'exécution de l'accord de conciliation ; ils retrouvent après l'exécution de l'accord un droit de se faire payer dans les mêmes conditions que celles prévues par l'accord de conciliation.

Art 101 Le droit des créanciers de la conciliation vis-à-vis de garants du débiteur et de débiteurs solidaires n'est pas touché par l'effet de l'accord de conciliation.

Art 102 Le débiteur doit s'acquitter des dettes selon les conditions prévues par l'accord de conciliation.

Art 103 Le tribunal doit annuler l'accord et déclarer l'état de banqueroute du débiteur s'il est obtenu frauduleusement ou par des actions illégales.

Dans le cas prévu par l'alinéa 1, les paiements effectués dans le cadre de l'exécution du plan de conciliation ne sont pas remis en cause, à condition qu'ils n'excèdent pas la proportion que les autres créanciers ont reçue.

Art 104 Le tribunal doit mettre fin à la procédure d'exécution de l'accord de conciliation et déclarer l'état de banqueroute du débiteur lorsque ce dernier ne peut pas exécuter ou n'exécute pas l'accord de conciliation.

Lorsque le tribunal met fin à la mise en œuvre de l'accord de conciliation, l'engagement de la modification de la créance fait par le créancier n'est plus valable. Les paiements effectués en raison de l'exécution du plan de conciliation restent valables, la partie de la créance qui n'a pas été remboursée est considérée comme créance de faillite.

Les créanciers prévus dans alinéa précédent ne peuvent continuer d'obtenir le paiement de leurs créances que dans la même proportion que les autres créanciers l'ont déjà obtenu.

Dans le cas prévu par alinéa 1, la garantie pour la mise en œuvre d'un plan de redressement reste valable.

Art 105 Lorsque le débiteur et l'ensemble de ses créanciers adoptent par eux-mêmes un accord sur le règlement des dettes et des créances après l'ouverture de la procédure collective, ils peuvent demander au tribunal d'approuver leur accord et de terminer la procédure collective.

Art 106 Le débiteur n'est plus tenu de s'acquitter des créances qui sont libérées conformément à l'accord de conciliation dès la conclusion de l'exécution de l'accord de conciliation.

Chapitre 10

Section 1 La déclaration de l'état de banqueroute

Art 107 Lorsque le tribunal déclare l'état de banqueroute du débiteur selon la disposition de la loi présente, il doit en informer le débiteur et

l'administrateur dans les 5 jours, en informer les créanciers connus dans les 10 jours, et le publier.

Lorsque l'état de faillite du débiteur est déclaré, le débiteur est désigné comme personne en banqueroute et les actifs du débiteur sont désignés comme actifs de banqueroute. La créance contre le débiteur lorsque le tribunal accepte la demande de faillite est la créance de banqueroute.

Art 108 Avant la déclaration de l'état de banqueroute, lorsqu'une des conditions suivantes est remplie, le tribunal doit mettre fin à la procédure collective et le publier :

(1) Un tiers fournit des garanties suffisantes ou paye toutes les dettes dues par le débiteur,

(2) Le débiteur paye toutes ses dettes dues.

Art 109 Les créanciers bénéficiaires d'une sûreté réelle ont le droit de priorité sur des biens du débiteur qui sont grevés par ladite sûreté.

Art 110 Lorsque le créancier prévu dans l'article 109 n'est pas payé totalement après l'exercice du droit de priorité, le reste de sa créance est traitée comme créance ordinaire ; dans le cas de la renonciation au droit de priorité, elle est traitée comme une créance ordinaire.

Section 2 La réalisation et la distribution

Art 111 L'administrateur doit préparer un projet de plan de cession des actifs en temps opportun et le soumettre à l'assemblée des créanciers.

L'administrateur convertit l'actif de banqueroute selon le projet de réalisation d'actifs adopté par l'assemblée des créanciers ou selon le projet approuvé par le tribunal conformément à la procédure de l'article 65 alinéa 1.

Art 112 La cession des actifs de l'entreprise en difficulté doit être réalisée par la vente aux enchères sauf résolution contraire adoptée par l'assemblée des créanciers.

Des actifs de l'entreprise en difficulté peuvent être vendus en totalité ou en partie par le biais de la conversion. Lorsque des actifs de l'entreprise en difficulté sont vendus par le biais de la conversion, les actifs incorporels et autres actifs peuvent être vendus seuls.

Les biens qui ne doivent pas être vendus aux enchères ou dont le transfert est limité selon les dispositions légales, doivent être traités par les méthodes prescrites par l'État.

Art 113 Les actifs de banqueroute, après paiement des charges de la procédure collective et de la dette pour l'intérêt commun en priorité, doivent être distribués aux créanciers selon leur rang suivant:

(1) Le salaire, les subventions pour les soins médicaux, d'invalidité, de confort en défaut de paiement par le débiteur et les fondamentaux de l'assurance vieillesse, les fondamentaux médicaux qui doivent être transférés au compte personnel des salariés et les compensations pour les salariés prescrites par les lois et règlements administratifs.

(2) Les dépenses de sécurité sociale autres que celles prescrites par le point précédent en défaut de paiement et les impôts dus.

(3) Les créances ordinaires.

En cas d'insuffisance d'actifs, les créanciers sont payés en proportion de leur créance au sein du même rang.

Les salaires des administrateurs, des membres du conseil de surveillance et des cadres supérieurs de l'entreprise en faillite sont calculés à la moyenne des salaires versés à l'ensemble des salariés.

Art 114 La distribution d'actifs de banqueroute doit être réalisée en argent, sauf résolution contraire adoptée par l'assemblée des créanciers.

Art 115 L'administrateur doit préparer le projet du plan de distribution des actifs en temps opportun et le soumettre à l'assemblée des créanciers.

Le projet du plan de distribution des actifs doit contenir les éléments suivants :

(1) Les noms et domiciles des créanciers dans le plan de distribution des actifs;

(2) Le montant pour chaque créancier dans le plan de distribution des actifs;

(3) Le montant des actifs de banqueroute pour la distribution ;

(4) L'ordre de préférence, la proportion et le montant de la distribution des actifs de banqueroute;

Les mesures pour la réalisation de la distribution des actifs de banqueroute.

Le plan de distribution d'actif adopté par l'assemblée des créanciers, doit être soumis par l'administrateur au tribunal pour approbation.

Art 116 L'administrateur se charge d'exécuter le plan de distribution approuvé par le tribunal.

Lorsque l'administrateur distribue les actifs du débiteur plusieurs fois selon le plan de distribution d'actif, il doit chaque fois indiquer le montant de l'actif distribué et la part de la créance concernée. Lorsque l'administrateur exécute la dernière distribution, il doit aussi l'indiquer selon les points prévus par l'article 117 alinéa 2 de la présente loi.

Art 117 Quant à la créance avec condition suspensive ou avec condition résolutoire, l'administrateur doit prélever à l'avance la part réservée à cette créance.

La part que l'administrateur conserve selon l'alinéa 1 doit être distribuée aux autres créanciers soit si la condition suspensive ne se produit pas, soit si la condition résolutoire est remplie avant le jour de la dernière publicité de distribution ; elle doit être distribuée au créancier soit si la

condition suspensive se produit soit si la condition résolutoire n'est pas remplie avant le jour de la dernière publicité de distribution.

Art 118 L'administrateur doit conserver la part de distribution qui n'a pas été perçue par les créanciers. Le créancier qui n'a pas reçu sa part dans les 2 mois à partir du jour de la dernière publicité de distribution est censé renoncer à la créance, et l'administrateur ou le tribunal doit distribuer sa part aux autres créanciers.

Art 119 En cas de distribution des actifs de banqueroute , l'administrateur doit prélever la part de distribution pour la créance en cours d'action et d'arbitrage. Le tribunal doit distribuer la part conservée aux autres créanciers si elle n'a pas été reçue dans les 2 ans à compter du jour où la procédure de faillite est conclue.

Section 3 La clôture de la procédure de liquidation

Art 120 Lorsqu'il n'y a aucun actif du débiteur à distribuer, l'administrateur doit demander au tribunal de mettre fin à la procédure collective.

Après la fin des opérations de distribution, l'administrateur doit soumettre au tribunal un rapport sur la distribution des actifs de banqueroute et demander au tribunal de clore la procédure collective en temps opportun.

Le tribunal a 15 jours à partir du jour de réception de la demande de l'administrateur pour décider de conclure ou non la procédure collective. Il doit publier sa décision en cas de clôture de la procédure collective.

Art 121 L'administrateur doit déposer le jugement de clôture de la procédure de liquidation judiciaire du tribunal au bureau du registre original de la personne en faillite pour dissolution dans les 10 jours suivant le jour où la procédure est conclue.

Art 122 L'administrateur cesse ses fonctions au lendemain du jour de la dissolution de l'entreprise. Sauf s'il y a des actions ou des arbitrages en cours.

Art 123 Dans les 2 ans à partir du jour de la clôture de la procédure collective en application de l'article 43 alinéa 4 ou de l'article 120 de la loi présente, les créanciers peuvent demander au tribunal de compléter les opérations de liquidation selon le plan de distribution de l'actif du débiteur si une des conditions suivantes est remplie :

(1) Lorsque des actifs du débiteur qui doivent être récupérés sont découverts selon l'article 31, l'article 32, l'article 33, l'article 36 ;

(2) Lorsque des autres actifs du débiteur à distribuer sont découverts.

Dans les cas précédents la distribution ne continue pas si le prix de ces actifs n'est pas suffisant pour couvrir les frais de distribution. Le tribunal l'attribue au Trésor public.

Art 124 Les garants du débiteur et les autres débiteurs solidaires continuent de s'engager pour la créance qui n'a pas été remboursée dans la procédure collective après sa clôture.

Chapitre 11 La responsabilité légale

Art 125 Les administrateurs, les membres du conseil de surveillance et les cadres supérieurs, qui ont causé la faillite de leur société en violant leurs obligations de sincérité, d'honnêteté, de diligence et de responsabilité, engagent leur responsabilité civile.

Au cas prévu dans l'alinéa 1, les personnes concernées sont interdites d'exercer toute fonction d'administrateurs, de membres du conseil de surveillance et de cadres supérieurs dans toute société pendant les 3 années suivantes.

Art 126 Le personnel du débiteur qui a l'obligation d'assister à l'assemblée des créanciers mais qui refuse sans raison valable d'y assister après convocation du tribunal peuvent se voir contraints par le tribunal et être condamnés à une amende. Le personnel du débiteur qui viole des obligations prévues par la présente loi et qui n'expose ou ne répond pas ou donne une fausse exposition ou une fausse réponse à l'assemblée des créanciers peut être condamné à une amende par le tribunal.

Art 127 Lorsque le débiteur refuse de fournir ou fournit des faux documents sur la situation financière, sur la situation de paiement et d'assurance sociale des employés, sur la liste des créances, la liste de des dettes, le rapport comptable en contravention à la présente loi, le tribunal peut condamner l'employé directement responsable à une amende.

Lorsque la situation de l'état financier est indéterminable à cause soit du refus de transférer les biens, le tampon et les documents qui doivent être remis à l'administrateur par le débiteur, soit à cause de la contrefaçon ou de la destruction des documents financiers pertinents par le débiteur, le tribunal peut condamner l'employé directement responsable à une amende.

Art 128 Lorsque le débiteur nuit à l'intérêt de ses créanciers, en ayant commis les actes prévus par l'article 31, 32 ou 33, le représentant légal du débiteur et l'employé directement responsable engagent la responsabilité de dommages-intérêts.

Art 129 Lorsque le personnel du débiteur quitte son domicile sans autorisation en contradiction avec les dispositions de la présente loi, le tribunal peut l'avertir ou lui infliger la détention et le condamner à une amende simultanément.

Art 130 Lorsque l'administrateur n'exécute pas l'ensemble de ces fonctions avec diligence, responsabilité, sincérité et honnêteté, le tribunal peut le condamner à une amende ; lorsque son action cause du dommage au créancier, au débiteur ou au tiers, il engage la responsabilité de dommages-intérêts.

Art 131 Lorsqu'une infraction pénale est commise en contravention avec les dispositions de la présente loi , la responsabilité pénale doit être poursuivie.

Chapitre 12 Les dispositions supplémentaires

Art 132 D'après l'application de la présente loi, les salaires, les subventions pour les soins médicaux, d'invalidité, de confort en défaut de paiement par le débiteur et les fondamentaux de l'assurance vieillesse, les fondamentaux médicaux qui doivent être transférés au compte personnel des salariés et les compensations pour les salariés prescrites par les lois et les règlements administratifs dues antérieurement au jour de la promulgation de la présente loi, priment sur le droit des créanciers bénéficiaires d'une sûreté réelle sur le prix de cession des biens grevés par la sûreté.

Art 133 Avant l'entrée de la présente loi en vigueur, tout cas particulier de la faillite d'une entreprise d'État dans la durée et le champ prévu par le Conseil d'Etat doit être traité en fonction de la disposition pertinente du Conseil d'Etat.

Art 134 Lorsque l'établissement financier tel que la banque commerciale, la société de valeurs mobilières (les sociétés boursières) ou d'assurance est dans l'une des circonstances prévues par l'article 2 de la présente loi, l'autorité de surveillance financière du Conseil des Affaires d'État demande au tribunal l'ouverture de la procédure de redressement ou de la procédure de liquidation de cet établissement financier. Lorsque l'autorité de surveillance financière du Conseil d'Etat adopte, conformément à la loi, des mesures telles que la prise en charge et la garde d'un des établissements financiers présentant des grands risques de gestion, elle peut demander au tribunal de suspendre les procédures de l'action civile ou de l'exécution, dans lequel ladite institution financière est le défendeur.

L'autorité de surveillance financière du Conseil des Affaires d'Etat peut élaborer le règlement d'application de la procédure collective selon les dispositions de la présente loi et des autres lois concernées

Art 135 La liquidation des organisations autres que l'entreprise morale prévue par les autres lois qui relèvent de la liquidation de la faillite, se réfère aux procédures prévues par la présente loi.

Art 136 La présente loi entre en vigueur à compter du 1 Juin 2007. La loi de faillite des entreprises (Essai) est supprimée en même temps.

Annexe 2 La loi de faillite d'entreprise de 2006 de Chine (En anglais et en chinois)

(Source: Chinalawinfo Co., Ltd. Peking University Center for Legal Information, disponible sur le site d'internet: http://www.pkulaw.cn/cluster_call_form.aspx)

【Statute Title】

Law of the People's Republic of China on Enterprise Bankruptcy [Effective]

【法规标题】 中华人民共和国企业破产法 [现行有效]

Promulgation date: 08-27-2006

Effective date: 06-01-2007

Department: Standing Committee of the National People's Congress

Subject: Enterprises

发布日期： 2006-08-27

生效日期： 2007-06-01

发布部门： 全国人大常委会

类别： 企业

Order of the President of the People's Republic of China (No. 54)

The Law of the People's Republic of China on Enterprise Bankruptcy, which was adopted at the 23rd meeting of the Standing Committee of the 10th National People's Congress of the People's Republic of China on August 27, 2006, is hereby promulgated and shall come into force as of June 1, 2007.

President of the People's Republic of China Hu Jintao

August 27, 2006

Law of the People's Republic of China on Enterprise Bankruptcy

(Adopted at the 23rd meeting of the Standing Committee of the 10th National People's Congress of the People's Republic of China on August 27, 2006)

Table of Contents

Chapter I General Provisions

Chapter II Application and Acceptance

Section I Application

Section II Acceptance

Chapter III Administrator

Chapter IV Debtors' Assets

Chapter V Bankruptcy Expenses and Community Liabilities

Chapter VI Declaration of the Creditor's Right

Chapter VII The Creditors' Meeting

Section I General Provisions

Section II The Creditors' Committee

Chapter VIII Revival

Section I Application for and Period of Revival

Section II Formulation and Approval of a Revival Plan

Section III Implementation of a Revival Plan

Chapter IX Compromise

Chapter X Bankrupt Liquidation

Section I Bankrupt Declaration

Section II Conversion and Distribution

Section III Conclusion of the Procedures for Bankruptcy

Chapter XI Legal Liabilities

Chapter XII Supplementary Provisions

中华人民共和国主席令

(第 54 号)

《中华人民共和国企业破产法》已由中华人民共和国第十届全国人民代表大会常务委员会第二十三次会议于 2006 年 8 月 27 日通过，现予公布，自 2007 年 6 月 1 日起施行。

中华人民共和国主席 胡锦涛

2006 年 8 月 27 日 □□□

中华人民共和国企业破产法

(2006 年 8 月 27 日第十届全国人民代表大会常务委员会第二十三次会议通过)

目 录

第一章 总则

第二章 申请和受理

第一节 申请

第二节 受理

第三章 管理人

第四章 债务人财产

第五章 破产费用和共益债务

第六章 债权申报

第七章 债权人会议

第一节 一般规定

第二节 债权人委员会

第八章 重整

第一节 重整申请和重整期间

第二节 重整计划的制定和批准

第三节 重整计划的执行

第九章 和解

第十章 破产清算

第一节 破产宣告

第二节 变价和分配

第三节 破产程序的终结

第十一章 法律责任

第十二章 附则

Chapter I General Provisions

第一章 总则

Article 1 The present Law is formulated for purposes of regulating the procedures for enterprise bankruptcy, fairly settling the credits and debts, safeguarding the legitimate rights and interests of creditors and debtors, and maintaining the market order of the socialist economy.

第一条 为规范企业破产程序，公平清理债权债务，保护债权人和债务人的合法权益，维护社会主义市场经济秩序，制定本法。

Article 2 Where an enterprise legal person fails to clear off its debt as due, and if its assets are not enough to pay off all the debts or if it is obviously incapable of clearing off its debts, its liabilities shall be liquidated according to the provisions of the present Law. Where an enterprise legal person is under the aforesaid circumstance or if it is obviously likely that it is unable to pay off its debts, it may be subject to revival according to the provisions of the present Law.

第二条 企业法人不能清偿到期债务，并且资产不足以清偿全部债务或者明显缺乏清偿能力的，依照本法规定清理债务。

企业法人有前款规定情形，或者有明显丧失清偿能力可能的，可以依照本法规定进行重整。

Article 3 A bankruptcy case shall be governed by the people's court where the relevant debtor is domiciled.

第三条 破产案件由债务人住所地人民法院管辖。

Article 4 The procedures for hearing a bankruptcy case shall, in the absence of relevant provisions in the present Law, be governed by the relevant provisions of [the Civil Litigation Law](#).

第四条 破产案件审理程序，本法没有规定的，适用民事诉讼法的有关规定。

Article 5 The procedures for bankruptcy which have been initiated according to the present Law shall have binding force over the assets of the relevant debtor beyond the territory of the People's Republic of China.

Where any legally effective judgment or ruling made by a foreign court involves any debtor's assets within the territory of the People's Republic of China and if the debtor applies with or requests the people's court to confirm or enforce it, the people's court shall, according to the relevant international treaties that China has concluded or acceded to or according to the principles of reciprocity, conduct an examination thereon and, when believing that it does not violate the basic principles of the laws of the People's Republic of China, does not damage the sovereignty, safety or social public interests of the state, does not damage the legitimate rights and interests of the debtors within the territory of the People's Republic of China, grant confirmation and permission for enforcement.

第五条 依照本法开始的破产程序，对债务人在中华人民共和国领域外的财产发生效力。

对外国法院作出的发生法律效力破产案件的判决、裁定，涉及债务人在中华人民共和国领域内的财产，申请或者请求人民法院承认和执行的，人民法院依照中华人民共和国缔结或者参加的国际条约，或者按照互惠原则进行审查，认为不违反中华人民共和国法律的基本原则，不损害国家主权、安全和社会公共利益，不损害中华人民共和国领域内债权人的合法权益的，裁定承认和执行。

Article 6 In the hearing of a bankruptcy case, the people's court shall guarantee the legitimate rights and interests of the employers in the insolvent enterprise and subject its managers to legal liabilities.

第六条 人民法院审理破产案件，应当依法保障企业职工的合法权益，依法追究破产企业经营管理人员的法律责任。

Chapter II Application and Acceptance

第二章 申请和受理

Section I Application

第一节 申请

Article 7 Where a debtor is under the circumstance as prescribed by Article 2 of the present Law, it may file an application with the people's court for revival, compromise or bankrupt liquidation.

Where the debtor fails to pay off its due debts, it may file an application with the people's court for revival or bankrupt liquidation.

Where an enterprise legal person has been dissolved without any liquidation or without completing the liquidation and if the relevant assets are not enough to clear off the debts, the person liable for liquidation shall apply with the people's court for bankrupt liquidation.

第七条 债务人有本法第二条规定的情形，可以向人民法院提出重整、和解或者破产清算申请。

债务人不能清偿到期债务，债权人可以向人民法院提出对债务人进行重整或者破产清算的申请。

企业法人已解散但未清算或者未清算完毕，资产不足以清偿债务的，依法负有清算

责任的人应当向人民法院申请破产清算。

Article 8 To apply for bankruptcy, an Application for Bankruptcy and the related evidences shall be submitted to the people's court:

The following matters shall be indicated in the Application for Bankruptcy:

- (1) Basic introduction to the applicant and respondent;
- (2) Purpose of application;
- (3) Facts and ground of the application; and
- (4) Any other matter that the people's court deems necessary to be indicated.

Where a debtor files an application, it shall submit the statements on financial status, a checklist of debts, a checklist of the credit right, the relevant financial statements, a reserve plan for employee arrangement as well as the payment documents of wages and social insurance premiums.

第八条 向人民法院提出破产申请，应当提交破产申请书和有关证据。

破产申请书应当载明下列事项：

- (一) 申请人、被申请人的基本情况；
- (二) 申请目的；
- (三) 申请的事实和理由；
- (四) 人民法院认为应当载明的其他事项。

债务人提出申请的，还应当向人民法院提交财产状况说明、债务清册、债权清册、有关财务会计报告、职工安置预案以及职工工资的支付和社会保险费用的缴纳情况。

Article 9 Before the people's court accepts an application for bankruptcy, the applicant may request for withdrawing its application.

第九条 人民法院受理破产申请前，申请人可以请求撤回申请。

Section II Acceptance

第二节 受理

Article 10 Where a creditor files an application for bankruptcy, the people's court shall, within 5 days as of the day when the application is received, inform the related debtor. Where a debtor has any different opinion to an application, it shall put forward its demurral to the people's court within 7 days as of the day when a notice is received from the people's court. The people's court shall decide whether or not to accept the case within 10 days as of expiration of the term for filing a demurral.

Except for the circumstance as prescribed in the preceding paragraph, the people's court shall decide whether or not to accept an application for bankruptcy within 15 days as of the day when the application is received.

Under any special circumstance where the term for accepting a case as prescribed in the preceding two paragraphs is required to be extended, it may be extended for another 15 days upon the approval of the people's court at a higher level.

第十条 债权人提出破产申请的，人民法院应当自收到申请之日起五日内通知债务人。债务人对申请有异议的，应当自收到人民法院的通知之日起七日内向人民法院提出。人民法院应当自异议期满之日起十日内裁定是否受理。

除前款规定的情形外，人民法院应当自收到破产申请之日起十五日内裁定是否受理。

有特殊情况需要延长前两款规定的裁定受理期限的，经上一级人民法院批准，可以延长十五日。

Article 11 Where the people's court accepts an application for bankruptcy, it shall serve it on the relevant applicant within 5 days as of the day when the decision is made.

Where a creditor files an application, the people's court shall serve it on the relevant debtor within 5 days as of the day when a decision is made. The relevant debtor shall, within 15 days as of the day when a decision is served, submit to the people's court its statements on financial status, a checklist of debts, a checklist of the creditor's right, the relevant financial statements as well as the payment documents of wages and social insurance premiums.

第十一条 人民法院受理破产申请的，应当自裁定作出之日起五日内送达申请人。

债权人提出申请的，人民法院应当自裁定作出之日起五日内送达债务人。债务人应当自裁定送达之日起十五日内，向人民法院提交财产状况说明、债务清册、债权清册、有关财务会计报告以及职工工资的支付和社会保险费用的缴纳情况。

Article 12 Where the people's court decides not to accept an application for bankruptcy, it shall serve its decision on the applicant within 5 days as of the day when the decision is made. Where an applicant is dissatisfied with the decision, it may, within 10 days as of the day when the decision is served, file an appeal with the people's court at the next higher level.

During the period from when the people's court accepts an application for bankruptcy to when a bankruptcy is announced, where it is found that the relevant debtor is not under the circumstance as prescribed by Article 2 of the present Law, its application may be rejected. Where an applicant is dissatisfied with a decision, it may, within 10 days as of the day when the decision is served on, file an appeal with the people's court at the next higher level.

第十二条 人民法院裁定不受理破产申请的，应当自裁定作出之日起五日内送达申请人并说明理由。申请人对裁定不服的，可以自裁定送达之日起十日内向上一级人

民法院提起上诉。

人民法院受理破产申请后至破产宣告前，经审查发现债务人不符合本法第二条规定情形的，可以裁定驳回申请。申请人对裁定不服的，可以自裁定送达之日起十日内向上一级人民法院提起上诉。

Article 13 Where the people's court accepts an application for bankruptcy, it shall designate a bankruptcy administrator in the meanwhile.

第十三条 人民法院裁定受理破产申请的，应当同时指定管理人。

Article 14 The people's court shall, within 25 days as of the day when it decides to accept an application for bankruptcy, notify the relevant creditors and announce its decision as well.

The following matters shall be indicated in the aforesaid notice and announcement:

- (1) Name of the applicant and respondent;
- (2) The time when the people's court accepts the application for bankruptcy;
- (3) Term, address and points of attention in the declaration of the creditor's right;
- (4) Name of the bankruptcy administrator as well as the address where it undertakes its business;
- (5) Requirements that the debtors or asset holders of the debtor shall clear off the debts or deliver the assets;
- (6) The time and place where the first creditors' meeting is held; and
- (7) Any other matter that the people's court deems necessary to be notified and announced.

第十四条 人民法院应当自裁定受理破产申请之日起二十五日内通知已知债权人，并予以公告。

通知和公告应当载明下列事项：

- (一) 申请人、被申请人的名称或者姓名；
- (二) 人民法院受理破产申请的时间；
- (三) 申报债权的期限、地点和注意事项；
- (四) 管理人的名称或者姓名及其处理事务的地址；
- (五) 债务人的债务人或者财产持有人应当向管理人清偿债务或者交付财产的要求；
- (六) 第一次债权人会议召开的的时间和地点；
- (七) 人民法院认为应当通知和公告的其他事项。

Article 15 During the period from the day when the people's court decides to accept an application for bankruptcy to the day when the procedures for bankruptcy are concluded, the relevant personnel of the debtor shall bear the following obligations:

- (1) Properly preserving the assets, seals and account books as well as documents under its occupation and management;
- (2) Working according to the requirements of the people's court and bankruptcy administrator and answering their inquiries in a faithful manner;
- (3) Attending the creditor's meeting and answering the creditors' inquiries;
- (4) Not leaving its domicile in the absence of permission of the people's court; and
- (5) Not assuming any post of director, supervisor or senior manager in any other enterprise.

The term "relevant personnel" as mentioned in the preceding paragraph are the legal representatives of an enterprise, which may, upon approval of the people's court, include the financial managers and other operators of the enterprise.

第十五条 自人民法院受理破产申请的裁定送达债务人之日起至破产程序终结之日，债务人的有关人员承担下列义务：

- (一) 妥善保管其占有和管理的财产、印章和账簿、文书等资料；

- (二) 根据人民法院、管理人的要求进行工作，并如实回答询问；
- (三) 列席债权人会议并如实回答债权人的询问；
- (四) 未经人民法院许可，不得离开住所地；
- (五) 不得新任其他企业的董事、监事、高级管理人员。

前款所称有关人员，是指企业的法定代表人；经人民法院决定，可以包括企业的财务管理人员和其他经营管理人员。)

Article 16 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the repayment of debts made by a debtor to individual creditors shall be invalidated.

第十六条 人民法院受理破产申请后，债务人对个别债权人的债务清偿无效。

Article 17 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the debtors or asset holders of the debtor shall pay off the debts or deliver the relevant assets to the bankruptcy administrator.

Where any debtor or asset holder purposely violates the provisions of the preceding paragraph by paying off its debts or delivering the assets to the debtor and thus incurs losses to the relevant creditors, its obligation of paying off the debts or delivering the assets shall not be exempted.

第十七条 人民法院受理破产申请后，债务人的债务人或者财产持有人应当向管理人清偿债务或者交付财产。

债务人的债务人或者财产持有人故意违反前款规定向债务人清偿债务或者交付财产，使债权人受到损失的，不免除其清偿债务或者交付财产的义务。

Article 18 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the relevant bankruptcy administrator shall decide to rescind or continue to perform a contract that has been established before acceptance yet has not been fully performed by both parties concerned and notify the opposite party concerned of its decision. Where the bankruptcy administrator fails to inform the opposite party concerned within 2 months as of the day of acceptance or to make any reply to an urge made by the opposite party concerned, it shall be deemed as rescission of the contract.

Where the bankruptcy administrator decides to continue a contract, the opposite party concerned shall continue the performance of the contract yet has the right to request the administrator to provide guaranty. Where the administrator does not provide any guaranty, it shall be deemed as rescission of the contract.

第十八条 人民法院受理破产申请后，管理人对破产申请受理前成立而债务人和对方当事人均未履行完毕的合同有权决定解除或者继续履行，并通知对方当事人。管理人自破产申请受理之日起二个月内未通知对方当事人，或者自收到对方当事人催告之日起三十日内未答复的，视为解除合同。

管理人决定继续履行合同的，对方当事人应当履行；但是，对方当事人有权要求管理人提供担保。管理人不提供担保的，视为解除合同。

Article 19 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the relevant measures for preserving the debtor's assets shall be released and the procedures for execution shall be suspended.

第十九条 人民法院受理破产申请后，有关债务人财产的保全措施应当解除，执行程序应当中止。

Article 20 After the people's court accepts an application for bankruptcy, any civil action or arbitration involving the relevant debtor that is in the process of trial shall be suspended. The action or arbitration can be resumed after a bankruptcy administrator takes over the debtor's assets.

第二十条 人民法院受理破产申请后，已经开始而尚未终结的有关债务人的民事诉讼或者仲裁应当中止；在管理人接管债务人的财产后，该诉讼或者仲裁继续进行。

Article 21 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the relevant debtor's civil action shall be filed with the very people's court only.

第二十一条 人民法院受理破产申请后，有关债务人的民事诉讼，只能向受理破产申请的人民法院提起。

Chapter III Bankruptcy Administrator

第三章 管理人

Article 22 A bankruptcy administrator shall be designated by the people's court. Where it is decided at the creditors' meeting that a bankruptcy administrator fails to perform or fulfill its duties and functions in a lawful and impartially manner, the creditors may apply with the people's court for alteration.

The measures for designating bankruptcy administrators and deciding the remunerations of bankruptcy administrators shall be made by the Supreme People's Court.

第二十二条 管理人由人民法院指定。

债权人会议认为管理人不能依法、公正执行职务或者有其他不能胜任职务情形的，可以申请人民法院予以更换。

指定管理人和确定管理人报酬的办法，由最高人民法院规定。

Article 23 A bankruptcy administrator shall, according to the provisions of the present Law, perform its functions and duties, report its work to the people's court and accept the supervision of the creditors' meeting and the creditors' committee.
A bankruptcy administrator shall attend the creditors' meeting, report the performance of its duties and functions and answer the relevant inquiries.

第二十三条 管理人依照本法规定执行职务，向人民法院报告工作，并接受债权人会议和债权人委员会的监督。

管理人应当列席债权人会议，向债权人会议报告职务执行情况，并回答询问。

Article 24 The post of bankruptcy administrator may be assumed by a liquidation group comprised of the relevant departments and organs or by such social intermediary agencies as a law firm, an accounting firm, a bankruptcy liquidation firm that have been established according to law.

The people's court may, according to the real status of a debtor and upon consulting the opinions of the relevant social intermediary agencies, designate the relevant personnel who have a good command of specialties and have obtained the practice qualification for bankruptcy administrators.

Under any of the following circumstances, one shall not assume the post of bankruptcy administrator:

- (1) Having been given a criminal punishment for deliberate crime;
- (2) Having been deprive of the relevant practice qualification certificate of related specialty;
- (3) Having any interest relation to the case; or
- (4) Being under any other circumstance where the people's court deems it improper to act as

a bankruptcy administrator.

Where an individual assumes the post of bankruptcy administrator, he shall purchase the responsibility insurance.

第二十四条 管理人可以由有关部门、机构的人员组成的清算组或者依法设立的律师事务所、会计师事务所、破产清算事务所等社会中介机构担任。

人民法院根据债务人的实际情况，可以在征询有关社会中介机构的意见后，指定该机构具备相关专业知识和取得执业资格的人员担任管理人。

有下列情形之一的，不得担任管理人：

- (一) 因故意犯罪受过刑事处罚；
- (二) 曾被吊销相关专业执业证书；
- (三) 与本案有利害关系；
- (四) 人民法院认为不宜担任管理人的其他情形。

个人担任管理人的，应当参加执业责任保险。

Article 25 A bankruptcy administrator shall perform the following functions and duties:

- (1) Taking over the assets, seals as well as the account books and documents of the debtor;
- (2) Investigating into the financial status of the debtor and formulating the financial statements;
- (3) Deciding the internal management of the debtor;
- (4) Deciding the daily expenditure and other necessary expenditures of the debtor;
- (5) Deciding, before the first creditors' meeting is held, to continue or suspend the debtor's business;
- (6) Managing and disposing of the debtors' assets;
- (7) Participating actions, arbitrations or any other legal procedures on behalf of the debtor;
- (8) Proposing to hold creditors' meetings; and
- (9) Performing any other functions and duties that the people's court believes it should

perform.

In the case of any separate provision on the bankruptcy administrator's functions and duties in the present Law, it shall prevail.

第二十五条 管理人履行下列职责：

- (一) 接管债务人的财产、印章和账簿、文书等资料；
- (二) 调查债务人财产状况，制作财产状况报告；
- (三) 决定债务人的内部管理事务；
- (四) 决定债务人的日常开支和其他必要开支；
- (五) 在第一次债权人会议召开之前，决定继续或者停止债务人的营业；
- (六) 管理和处分债务人的财产；
- (七) 代表债务人参加诉讼、仲裁或者其他法律程序；
- (八) 提议召开债权人会议；
- (九) 人民法院认为管理人应当履行的其他职责。

本法对管理人的职责另有规定的，适用其规定。

Article 26 Before the first creditors' meeting is held, if a bankruptcy administrator decides to continue or suspend the business operation of a debtor or has any of the acts as prescribed by the provisions of Article 69 of the present Law, it shall be subject to the approval of the people's court.

第二十六条 在第一次债权人会议召开之前，管理人决定继续或者停止债务人的营业或者有本法第六十九条规定行为之一的，应当经人民法院许可。

Article 27 A bankruptcy administrator shall be diligent and dutiful, and shall faithfully perform its duties as well.

第二十七条 管理人应当勤勉尽责，忠实执行职务。

Article 28 A bankruptcy administrator may, upon approval of the people's court, employ the relevant work staff as necessary.

The remunerations of a bankruptcy administrator shall be decided by the people's court. In case the creditors' meeting □as any different opinion to the remuneration of a bankruptcy administrator, it has the right to file demurral with the people's court.

第二十八条 管理人经人民法院许可，可以聘用必要的工作人员。

管理人的报酬由人民法院确定。债权人会议对管理人的报酬有异议的，有权向人民法院提出。

Article 29 A bankruptcy administrator shall not quit its post without any justifiable reason. The resignation of a bankruptcy administrator shall be subject to the approval of the people's court.

第二十九条 管理人没有正当理由不得辞去职务。管理人辞去职务应当经人民法院许可。

Chapter IV A Debtor's Assets

第四章 债务人财产

Article 30 A debtor's assets refer to all the assets that belong to a debtor when an application for bankruptcy is accepted, as well as the assets as obtained by the debtor during the period from when an application for bankruptcy is accepted to when the procedures for bankruptcy are concluded.

第三十条 破产申请受理时属于债务人的全部财产，以及破产申请受理后至破产程序终结前债务人取得的财产，为债务人财产。

Article 31 Within 1 year before the people's court accepts an application for bankruptcy, a bankruptcy administrator has the right to plead the court to revoke any act relating to the debtor's assets:

- (1) Transferring the assets free of charge;
- (2) Trading at an obviously unreasonable price;
- (3) Providing asset guaranty to those debts without any asset guaranty;
- (4) Paying off the undue debts in advance; or
- (5) Giving up the creditor's right.

第三十一条 人民法院受理破产申请前一年内，涉及债务人财产的下列行为，管理人有权请求人民法院予以撤销：

- (一) 无偿转让财产的；
- (二) 以明显不合理的价格进行交易的；
- (三) 对没有财产担保的债务提供财产担保的；
- (四) 对未到期的债务提前清偿的；
- (五) 放弃债权的。

Article 32 Within 6 months before the people's court accepts an application for

bankruptcy, if a debtor is under any circumstance as prescribed by paragraph 1, Article 2 of the present Law where it makes repayment to individual creditors, its bankruptcy administrator has the right to plead the people's court to revoke it, except where individual repayment may do good to the debtors' assets.

第三十二条 人民法院受理破产申请前六个月内，债务人有本法第二条第一款规定的情形，仍对个别债权人进行清偿的，管理人有权请求人民法院予以撤销。但是，个别清偿使债务人财产受益的除外。

Article 33 Any of the following acts involving the debtor's assets shall be deemed as invalid:

- (1) Concealing or transferring the assets in order to avoid the debt; or
- (2) Fabricating any debt or acknowledging any unreal debt.

第三十三条 涉及债务人财产的下列行为无效：

- (一) 为逃避债务而隐匿、转移财产的；
- (二) 虚构债务或者承认不真实的债务的。

Article 34 As to any asset of a debtor as obtained under any circumstance as prescribed by Article 31, 32 or 33 of the present Law, the relevant bankruptcy administrator has the right to recover it.

第三十四条 因本法第三十一条、第三十二条或者第三十三条规定的行为而取得的债务人的财产，管理人有权追回。

Article 35 After the people's court accepts an application for bankruptcy, where any capital contributor of a debtor fails to fulfill its obligation of capital contribution, the relevant bankruptcy administrator shall require the capital contributor to make full contribution of the capital it has subscribed to, irrespective of the term for capital contribution.

第三十五条 人民法院受理破产申请后，债务人的出资人尚未完全履行出资义务的，管理人应当要求该出资人缴纳所认缴的出资，而不受出资期限的限制。

Article 36 Where any director, supervisor or senior manager takes advantage of his power to obtain any abnormal income from his enterprise or embezzles any enterprise asset, the relevant bankruptcy administrator shall recover it.

第三十六条 债务人的董事、监事和高级管理人员利用职权从企业获取的非正常收入和侵占的企业财产，管理人应当追回。

Article 37 After the people's court accepts an application for bankruptcy, the bankruptcy administrator may take back its pledge or lien by means of paying off its debts or providing a guaranty that can be accepted by the relevant creditor. As to the payment of debts or substitutive guaranty, where the value of the pledge or lien is lower than that of the amount of the creditor's right, a bottom line shall be set on the contemporary market value of the pledge or lien.

第三十七条 人民法院受理破产申请后，管理人可以通过清偿债务或者提供为债权人接受的担保，取回质物、留置物。

前款规定的债务清偿或者替代担保，在质物或者留置物的价值低于被担保的债权额

时，以该质物或者留置物当时的市场价值为限。

Article 38 After the people's court accepts an application for bankruptcy, where what the relevant debtor occupies are not its own assets, the owner of the assets may take the assets back through the bankruptcy administrator, unless it is separately prescribed by the present Law.

第三十八条 人民法院受理破产申请后，债务人占有的不属于债务人的财产，该财产的权利人可以通过管理人取回。但是，本法另有规定的除外。

Article 39 After the people's court accepts an application for bankruptcy, if the seller has sent the subject matter to the debtor of the buyer and the latter has not yet received the goods and paid off the price, the seller may take back the goods on the way. However, the relevant bankruptcy administrator may pay off the price and request the seller to deliver the subject matter.

第三十九条 人民法院受理破产申请时，出卖人已将买卖标的物向作为买受人的债务人发运，债务人尚未收到且未付清全部价款的，出卖人可以取回在运途中的标的物。但是，管理人可以支付全部价款，请求出卖人交付标的物。

Article 40 Where a creditor is indebted with its debtor before an application for bankruptcy is accepted, it may claim for offset against the bankruptcy administrator. However, under any of the following circumstances, the relevant debts shall not be offset:
 (1) Where a debtor of the debtor obtains the creditor's right of any other party against the debtor after the application for bankruptcy is accepted;
 (2) Where a creditor learns that a debtor is incapable of paying off its due debts is in the

process of applying for bankruptcy and if it is indebted with the debtor; with the exception, however, that the creditor assumes its liabilities according to the provisions of law or for any reason as incurred 1 year before the application for bankruptcy is filed;

(3) Where a debtor of the debtor learns that the debtor is incapable of paying off its debt or is in the process of applying for bankruptcy, and therefore obtains the creditor's right from the debtor, except where the debtor's debtor obtains the creditor's right according to law or for any reason as incurred 1 year before the application for bankruptcy.

第四十条 债权人在破产申请受理前对债务人负有债务的，可以向管理人主张抵销。但是，有下列情形之一的，不得抵销：

(一) 债务人的债务人在破产申请受理后取得他人对债务人的债权的；

(二) 债权人已知债务人有不能清偿到期债务或者破产申请的事实，对债务人负担债务的；但是，债权人因为法律规定或者有破产申请一年前所发生的原因而负担债务的除外；

(三) 债务人的债务人已知债务人有不能清偿到期债务或者破产申请的事实，对债务人取得债权的；但是，债务人的债务人因为法律规定或者有破产申请一年前所发生的原因而取得债权的除外。

Chapter V Bankrupt Expenses and Community Liabilities

第五章 破产费用和共益债务

Article 41 The following expenses that occur after the people's court accepts an application for bankruptcy are bankrupt expenses:

(1) Costs of action on bankruptcy cases;

(2) Expenses for the administration, conversion and distribution of the debtor's assets; and

(3)Expenses for the bankruptcy administrator's performance of its functions and duties, for its remunerations and expenses for the recruitment of employees.

第四十一条 人民法院受理破产申请后发生的下列费用，为破产费用：

- (一) 破产案件的诉讼费用；
- (二) 管理、变价和分配债务人财产的费用；
- (三) 管理人执行职务的费用、报酬和聘用工作人员的费用。

Article 42 The following liabilities that occur after the people's court accepts an application for bankruptcy are community liabilities:

- (1)The liabilities as generated from a contract, the performance of which both parties concerned fail to fulfill upon the request of performance raised by the bankruptcy administrator or debtor against the opposite party;
- (2)The liabilities as generated from the negotiorum gestio of the debtor's assets;
- (3)The liabilities as generated from the ill-gotten gains;
- (4)The labor cost for the continuance of business operations, social insurance premiums as well as other liabilities as incurred therefrom;
- (5)The liabilities as generated from the damage that occurs in the performance of functions and duties by a bankruptcy administrator or other relevant personnel; and
- (6)The liabilities as generated from any damage due to the debtor's assets.

第四十二条 人民法院受理破产申请后发生的下列债务，为共益债务：

- (一) 因管理人或者债务人请求对方当事人履行双方均未履行完毕的合同所产生的债务；
- (二) 债务人财产受无因管理所产生的债务；
- (三) 因债务人不当得利所产生的债务；
- (四) 为债务人继续营业而应支付的劳动报酬和社会保险费用以及由此产生的其他

债务；

(五) 管理人或者相关人员执行职务致人损害所产生的债务；

(六) 债务人财产致人损害所产生的债务。

Article 43 The bankrupt expenses and community liabilities shall be cleared off through the debtor's assets at any time.

Where the debtor's assets are not enough to clear off all the bankrupt expenses and community liabilities, the bankrupt expenses shall be paid off in priority.

Where the debtor's assets are not enough to clear off the bankrupt expenses or community liabilities, the liquidation shall be conducted pro rata.

Where the debtor's assets are not enough to clear off the bankrupt expenses, the relevant bankruptcy administrator shall apply with the people's court for concluding the procedures for bankruptcy. The people's court shall, with 15 days as of the day when an application is received, decide whether to conclude the procedures for bankruptcy and announce its decision as well.

第四十三条 破产费用和共益债务由债务人财产随时清偿。

债务人财产不足以清偿所有破产费用和共益债务的，先行清偿破产费用。

债务人财产不足以清偿所有破产费用或者共益债务的，按照比例清偿。

债务人财产不足以清偿破产费用的，管理人应当提请人民法院终结破产程序。人民法院应当自收到请求之日起十五日内裁定终结破产程序，并予以公告。

Chapter VI Declaration of the Creditor's Right

第六章 债权申报

Article 44 A creditor that enjoys the creditor's right against its debtor when the people's court accepts an application for bankruptcy may exercise its right according to the procedures as prescribed herein.

第四十四条 人民法院受理破产申请时对债务人享有债权的债权人，依照本法规定的程序行使权利。

Article 45 The people's court shall, after accepting an application for bankruptcy, decide the term for a creditor to its creditor's right. The term for declaration of the creditor's right shall be calculated as of the day when the people's court announces its acceptance of an application for bankruptcy within a range of no less than 30 days and no more than 3 months.

第四十五条 人民法院受理破产申请后，应当确定债权人申报债权的期限。债权申报期限自人民法院发布受理破产申请公告之日起计算，最短不得少于三十日，最长不得超过三个月。

Article 46 Any undue creditor's right shall be deemed as due when the relevant application for bankruptcy is accepted. The calculation of the interest of any creditor's right shall be stopped when the relevant application for bankruptcy is accepted.

第四十六条 未到期的债权，在破产申请受理时视为到期。
附利息的债权自破产申请受理时起停止计息。

Article 47 As to any creditor's right attached with certain conditions or time limit or

any creditor's right that fails to be settled through an action or arbitration, the relevant creditor may file it with the people's court.

第四十七条 附条件、附期限的债权和诉讼、仲裁未决的债权，债权人可以申报。

Article 48 A debtor shall, within the term for declaration of the creditor's right as decided by the people's court, its creditor's right. The wages, subsidies for medical treatment and disability, comfort and compensatory funds as defaulted by a debtor, the fundamental old-age insurance premiums, fundamental medical insurance premiums that shall have been transferred into the employees' personal accounts as well as the compensation for the employees as prescribed by the relevant laws and administrative regulations are not required to be declared, for which the relevant bankruptcy administrator shall produce a corresponding checklist upon investigation and make an announcement as well. Where any employee has any different opinion to the relevant checklist, he may request the bankruptcy administrator to make correction. Where a bankruptcy administrator fails to correct it, the relevant employee may file an action with the people's court.

第四十八条 债权人应当在人民法院确定的债权申报期限内向管理人申报债权。

债务人所欠职工的工资和医疗、伤残补助、抚恤费用，所欠的应当划入职工个人账户的基本养老保险、基本医疗保险费用，以及法律、行政法规规定应当支付给职工的补偿金，不必申报，由管理人调查后列出清单并予以公示。职工对清单记载有异议的，可以要求管理人更正；管理人不予更正的，职工可以向人民法院提起诉讼。

Article 49 Where a creditor asserts its creditor's right, it shall make a written statement on the

amount of the creditor's right and on whether there is any property guaranty and submit the relevant evidences as well. In the case of any joint and several creditor's right, an explanation shall be given.

第四十九条 债权人申报债权时，应当书面说明债权的数额和有无财产担保，并提交有关证据。申报的债权是连带债权的，应当说明。

Article 50 The joint and several creditors may choose one from among them to their creditor's right or may jointly the creditor's right together.

第五十条 连带债权人可以由其中一人代表全体连带债权人申报债权，也可以共同申报债权。

Article 51 Where the guarantor of a debtor or any other related joint and several debtor has cleared off the liabilities on behalf of the debtor, it may its creditor's right on the basis of its right to recourse against the debtor.
Where the guarantor of a debtor or any other related joint and several debtor has not yet paid off the debts on behalf of the debtor, it may claim its creditor's right on the basis of its future right to recourse against the debtor, unless the creditors have d all the creditor's right against the relevant bankruptcy administrator.

第五十一条 债务人的保证人或者其他连带债务人已经代替债务人清偿债务的，以其对债务人的求偿权申报债权。

债务人的保证人或者其他连带债务人尚未代替债务人清偿债务的，以其对债务人的将来求偿权申报债权。但是，债权人已经向管理人申报全部债权的除外。

Article 52 Where several joint and several debtors are ruled to be governed by the procedures as prescribed in the present Law, the creditors thereof have the right to their creditors' rights as a whole in each bankruptcy case respectively.

第五十二条 连带债务人人数人被裁定适用本法规定的程序的，其债权人有权就全部债权分别在各破产案件中申报债权。

Article 53 Where a bankruptcy administrator or creditor rescinds a contract according to the provisions of the present Law, the opposite party concerned may its creditor's right on the basis of the right to compensation for the damage as generated therefrom.

第五十三条 管理人或者债务人依照本法规定解除合同的，对方当事人以因合同解除所产生的损害赔偿请求权申报债权。

Article 54 Where a debtor is the entrusting party of an entrustment contract which has been ruled to be governed by the procedures as prescribed in the present Law and if the entrusted party has no knowledge of the aforesaid facts and continues to deal with the entrusted business, the entrusted party may its creditor's right on the basis of the right of claim as generated therefrom.

第五十四条 债务人是委托合同的委托人，被裁定适用本法规定的程序，受托人不知该事实，继续处理委托事务的，受托人以由此产生的请求权申报债权。

Article 55 Where a debtor is a producer of instruments which have been ruled to be governed by the procedures as prescribed in the present Law and if the relevant payer of the instruments continues its payment or acceptance, the payer may its creditor's right on the

basis of the right of claim as generated therefrom.

第五十五条 债务人是票据的出票人，被裁定适用本法规定的程序，该票据的付款人继续付款或者承兑的，付款人以由此产生的请求权申报债权。

Article 56 Within the term for declaration of the creditor's right as decided by the people's court, where a creditor fails to claim its creditor's right, it may make up its declaration before the final distribution of insolvent assets. However, if the relevant distribution has already been conducted, no more declaration may be made. The expenses for examining and confirming the supplementary declaration of the creditor's right shall be borne by the party who has applied for supplementary declaration. Where a creditor fails to its creditor's right according to the provisions of the present Law, it may not exercise the relevant right according to the procedures prescribed in the present Law.

第五十六条 在人民法院确定的债权申报期限内，债权人未申报债权的，可以在破产财产最后分配前补充申报；但是，此前已进行的分配，不再对其补充分配。为审查和确认补充申报债权的费用，由补充申报人承担。

债权人未依照本法规定申报债权的，不得依照本法规定的程序行使权利。

Article 57 Where a bankruptcy administrator receives the declaration materials of the creditor's right, it shall register them into a book, conduct an examination on the d creditor's right and formulate a form of the creditor's right as well. The form of the creditor's right and the declaration materials of the creditor's right shall be kept by the relevant bankruptcy administrator for reference by the interested parties.

第五十七条 管理人收到债权申报材料后，应当登记造册，对申报的债权进行

审查，并编制债权表。

债权表和债权申报材料由管理人保存，供利害关系人查阅。

Article 58 A form of the creditor's right as formulated according to the provisions of Article 57 of the present Law shall be submitted to the first creditors' meeting for examination.

Where the relevant debtors and creditors have no different opinion to the form of the creditors' right, it shall be ruled by the people's court.

Where any debtor or creditor has any different opinion to a form of the creditors' right, it may file an action with the people's court that has accepted the application for bankruptcy.

第五十八条 依照本法第五十七条规定编制的债权表，应当提交第一次债权人会议核查。

债务人、债权人对债权表记载的债权无异议的，由人民法院裁定确认。

债务人、债权人对债权表记载的债权有异议的，可以向受理破产申请的人民法院提起诉讼。

Chapter VII The Creditors' Meeting

第七章 债权人会议

Section I General Provisions

第一节 一般规定

Article 59 A creditor declaring its creditor's right according to law is a member of the creditors' meeting that has the right to attend the creditors' meeting and enjoy the right to vote.

Any creditor whose creditor's right has not yet been decided is not entitled to exercise any right to vote unless the people's court can temporarily decide the amount of the creditor's right for the sake of exercising the right to vote.

Any creditor that has the right to guaranty on the particular assets of its debtor and that has not given up the priority right to be repaid may not enjoy the right to vote for any matter as prescribed in Item (7) or (10), paragraph 1 of Article 61 of the present Law.

A creditor may entrust its agent to attend the creditors' meeting and exercise the right to vote. Where an agent attends the creditors' meeting, it shall submit a Power of Attorney with the people's court or the chairman of the creditors' meeting.

A creditors' meeting shall be attended by the employees of the relevant debtor as well as the representatives of its work union, who may therefore air their views on the relevant issues.

第五十九条 依法申报债权的债权人为债权人会议的成员，有权参加债权人会议，享有表决权。

债权尚未确定的债权人，除人民法院能够为其行使表决权而临时确定债权额的外，不得行使表决权。

对债务人的特定财产享有担保权的债权人，未放弃优先受偿权利的，对于本法第六十一条第一款第七项、第十项规定的事项不享有表决权。

债权人可以委托代理人出席债权人会议，行使表决权。代理人出席债权人会议，应当向人民法院或者债权人会议主席提交债权人的授权委托书。

债权人会议应当有债务人的职工和工会的代表参加，对有关事项发表意见。

Article 60 There shall be a chairman of the creditors' meeting, who shall be designated by the people's court from among the creditors with the right to vote.

The chairman of the creditors' meeting shall preside over the creditors' meeting.

第六十条 债权人会议设主席一人，由人民法院从有表决权的债权人中指定。

债权人会议主席主持债权人会议。

Article 61 The creditors' meeting shall exercise the following functions and duties:

- (1) Examining the creditor's right;
- (2) Applying with the people's court for alteration of the bankruptcy administrators and examining the expenses and remunerations of the bankruptcy administrator;
- (3) Supervising the bankruptcy administrator;
- (4) Selecting and altering the members of the creditors' meeting;
- (5) Deciding to continue or stop the debtor's business operations;
- (6) Deciding whether to adopt a revival plan;
- (7) Deciding whether to adopt a compromise;
- (8) Deciding whether to adopt a management plan of the debtor's assets;
- (9) Deciding whether to adopt a conversion plan of the insolvent assets;
- (10) Deciding whether to adopt a distribution plan of the insolvent assets; and
- (11) Exercising any other functions and powers that the people's court deems the creditors' meeting shall exercise.

Meeting minutes shall be made for the resolutions made for the matters deliberated at the creditors' meeting.

第六十一条 债权人会议行使下列职权：

- (一) 核查债权；
- (二) 申请人民法院更换管理人，审查管理人的费用和报酬；
- (三) 监督管理人；
- (四) 选任和更换债权人委员会成员；
- (五) 决定继续或者停止债务人的营业；

- (六) 通过重整计划；
- (七) 通过和解协议；
- (八) 通过债务人财产的管理方案；
- (九) 通过破产财产的变价方案；
- (十) 通过破产财产的分配方案；
- (十一) 人民法院认为应当由债权人会议行使的其他职权。

债权人会议应当对所议事项的决议作成会议记录。

Article 62 The first creditors' meeting shall be held by the people's court within 15 days as of expiration of the term for declaration of creditor's right.

Subsequent creditors' meetings may be held when the people's court deems it necessary or where the bankruptcy administrator, the creditors' committee, or any creditor representing 1/4 or more of the total creditor's right proposes the chairman of the creditors' meeting to hold one.

第六十二条 第一次债权人会议由人民法院召集，自债权申报期限届满之日起十五日内召开。

以后的债权人会议，在人民法院认为必要时，或者管理人、债权人委员会、占债权总额四分之一以上的债权人向债权人会议主席提议时召开。

Article 63 Where a creditors' meeting is held, the relevant bankruptcy administrator shall notify the already-known creditors 15 days before.

第六十三条 召开债权人会议，管理人应当提前十五日通知已知的债权人。

Article 64 A resolution of the creditors' meeting may be adopted only upon the consent of 1/2 or more of the creditors that attend the meeting and have the right to vote, representing 1/2 or more of the aggregate amount of the creditors' right free from property guaranty, unless it is separately prescribed by this Law.

Where any creditor believes that any resolution of the creditors' meeting has violated any law or damaged its interest, it may, within 15 days as of the day when the creditors' meeting makes a resolution, plead the people's court to revoke the resolution and order the creditors' meeting to re-make a resolution according to law.

A resolution as adopted at the creditors' meeting shall be binding on all creditors.

第六十四条 债权人会议的决议，由出席会议的有表决权的债权人过半数通过，并且其所代表的债权额占无财产担保债权总额的二分之一以上。但是，本法另有规定的除外。

债权人认为债权人会议的决议违反法律规定，损害其利益的，可以自债权人会议作出决议之日起十五日内，请求人民法院裁定撤销该决议，责令债权人会议依法重新作出决议。

债权人会议的决议，对于全体债权人均有约束力。

Article 65 Any matter as prescribed in items (8) and (9), paragraph 1, Article 61 of the present Law that has not been adopted at the creditors' meeting shall be ruled by the people's court.

Any matter as prescribed in item (10), paragraph 1, Article 61 of the present Law that has not been adopted after a second voting at the creditors' meeting shall be ruled by the people's court.

As to the ruling as prescribed in the preceding paragraph, the people's court may announce it at the creditors' meeting or separately notify the relevant creditors.

第六十五条 本法第六十一条第一款第八项、第九项所列事项，经债权人会议表决未通过的，由人民法院裁定。

本法第六十一条第一款第十项所列事项，经债权人会议二次表决仍未通过的，由人民法院裁定。

对前两款规定的裁定，人民法院可以在债权人会议上宣布或者另行通知债权人。

Article 66 Where a creditor is dissatisfied with any ruling made by the people's court according to paragraph 1, Article 65 of the present Law, or where a creditor representing 1/2 or more of the aggregate creditor's right free from property guaranty is dissatisfied with any ruling made by the people's court according to paragraph 2, Article 65 of the present Law, it may apply with the very people's court for review within 15 days as of the day when the ruling is announced or when the relevant notice is received. The execution of the ruling shall not be stopped in the duration of review.

第六十六条 债权人对人民法院依照本法第六十五条第一款作出的裁定不服的，债权额占无财产担保债权总额二分之一以上的债权人对人民法院依照本法第六十五条第二款作出的裁定不服的，可以自裁定宣布之日或者收到通知之日起十五日内向该人民法院申请复议。复议期间不停止裁定的执行。

Section II The Creditors' Committee

第二节 债权人委员会

Article 67 The creditors' meeting may decide to establish the creditors' committee,

which shall comprise of the creditor representatives as selected at the creditors' meeting as well as a employee representative of the relevant debtor or a representative of the work union. The members of the creditors' committee shall be no more than 9 persons. The members of the creditors' committee shall be confirmed by the people's court in written form.

第六十七条 债权人会议可以决定设立债权人委员会。债权人委员会由债权人会议选任的债权人代表和一名债务人的职工代表或者工会代表组成。债权人委员会成员不得超过九人。

债权人委员会成员应当经人民法院书面决定认可。

Article 68 The creditors' committee shall perform the following functions and duties:
(1)Supervising the management and disposal of the debtor's assets;
(2)Supervising the distribution of the insolvent assets;
(3)Proposing to hold a creditors' meeting; and
(4)Performing the other functions and duties as entrusted at the creditors' meeting.
Where the creditors' committee performs its functions and duties, it has the right to require the relevant bankruptcy administrator and debtor to give an explanation on any matter within the scope of its functions and duties or provide the relevant documents.
Where the relevant personnel of a bankruptcy administrator or debtor refuse to accept the supervision in violation of the provisions of the present Law, the creditors' committee has the right to plead the court to make a decision on supervision, and the latter shall make a decision thereon within 5 days.

第六十八条 债权人委员会行使下列职权：

- (一) 监督债务人财产的管理和处分；
- (二) 监督破产财产分配；
- (三) 提议召开债权人会议；

(四) 债权人会议委托的其他职权。

债权人委员会执行职务时，有权要求管理人、债务人的有关人员对其职权范围内的事务作出说明或者提供有关文件。

管理人、债务人的有关人员违反本法规定拒绝接受监督的，债权人委员会有权就监督事项请求人民法院作出决定；人民法院应当在五日内作出决定。

Article 69 Where a bankruptcy administrator conducts any of the following acts, it shall report it to the creditors' committee in a timely manner.

- (1) Transfer of the right and interests of such realties as land and houses;
- (2) Transfer of such property rights as the right to mine exploitation, mining right and intellectual property right;
- (3) Transfer of all the inventory or business operation;
- (4) Loans;
- (5) Setting of property guaranty;
- (6) Transfer of the creditors' right and securities;
- (7) Performance of any contract that has not been fully performed by the debtor and the opposite party concerned;
- (8) Waiver of the right;
- (9) Withdrawal of the pledge; and
- (10) Any other property disposal that has an important impact on the creditor's interest.

In the case of no such creditors' committee, a bankruptcy administrator shall, when implementing the aforesaid provisions, report it to the people's court in a timely manner.

第六十九条 管理人实施下列行为，应当及时报告债权人委员会：

- (一) 涉及土地、房屋等不动产权益的转让；
- (二) 探矿权、采矿权、知识产权等财产权的转让；
- (三) 全部库存或者营业的转让；

- (四) 借款；
- (五) 设定财产担保；
- (六) 债权和有价值证券的转让；
- (七) 履行债务人和对方当事人均未履行完毕的合同；
- (八) 放弃权利；
- (九) 担保物的取回；
- (十) 对债权人利益有重大影响的其他财产处分行为。

未设立债权人委员会的，管理人实施前款规定的行为应当及时报告人民法院。

Chapter VIII Revival

第八章 重整

Section I Application for and Period of Revival

第一节 重整申请和重整期间

Article 70 A debtor or creditor may, according to the provisions of the present Law, apply directly with the people's court for revival against the debtor. Where any creditor applies for bankrupt liquidation against its debtor, after the people's court accepts the application for bankruptcy and before the debtor is announced bankrupt, the debtor or its capital contributor whose capital contribution makes up 1/10 or more of the debtor's registered capital may apply with the people's court for revival.

第七十条 债务人或者债权人可以依照本法规定，直接向人民法院申请对债务人进行重整。

债权人申请对债务人进行破产清算的，在人民法院受理破产申请后、宣告债务人破产前，债务人或者出资额占债务人注册资本十分之一以上的出资人，可以向人民法院申请重整。

Article 71 Where the people's court deems, upon examination, that an application for revival complies with the provisions of the present Law, it shall order the debtor to be revived and announce its decision as well.

第七十一条 人民法院经审查认为重整申请符合本法规定的，应当裁定债务人重整，并予以公告。

Article 72 The period of revival lasts from the day when the people's court rules that a debtor shall conduct revival to the day when the procedures for revival are terminated.

第七十二条 自人民法院裁定债务人重整之日起至重整程序终止，为重整期间。

Article 73 In the duration of revival, a debtor may, upon filing an application and obtaining an approval from the people's court, manage its assets and business operation under the supervision of its bankruptcy administrator. Under the circumstance as prescribed in the preceding paragraph, a bankruptcy administrator that has taken over the assets and business operation shall deliver the assets and business operation to the debtor according to the provisions of the present Law, and the bankruptcy

administrator's functions and duties as prescribed herein shall be exercised by the debtor.

第七十三条 在重整期间，经债务人申请，人民法院批准，债务人可以在管理人的监督下自行管理财产和营业事务。

有前款规定情形的，依照本法规定已接管债务人财产和营业事务的管理人应当向债务人移交财产和营业事务，本法规定的管理人的职权由债务人行使。

Article 74 A bankruptcy administrator that takes charge of assets and business operations may employ the business managers of the debtor to take care of the business operations.

第七十四条 管理人负责管理财产和营业事务的，可以聘任债务人的经营管理人员负责营业事务。

Article 75 In the duration of revival, the right to guaranty on the particular assets of a debtor shall be suspended. However, in the case of possible damage or significant depreciation of value, which may injure the guarantor's right, the guarantor may apply with the people's court for recovering the right to guaranty.

In the period of revival, a debtor or bankruptcy administrator that borrows money for business carry-on may set a guaranty on the loan.

第七十五条 在重整期间，对债务人的特定财产享有的担保权暂停行使。但是，担保物有损坏或者价值明显减少的可能，足以危害担保权人权利的，担保权人可以向人民法院请求恢复行使担保权。

在重整期间，债务人或者管理人为继续营业而借款的，可以为该借款设定担保。

Article 76 Where a debtor legally occupies any other's property and if the owner of the property right requests to take back the property, it shall meet the requirements as stipulated in advance.

第七十六条 债务人合法占有的他人财产，该财产的权利人在重整期间要求取回的，应当符合事先约定的条件。

Article 77 During the period of revival, no capital contributor of a debtor may request for distribution of any investment proceeds.

During the period of revival, no director, supervisor or senior manager of a debtor may transfer the equity it has held to a third party, unless the people's court approves it.

第七十七条 在重整期间，债务人的出资人不得请求投资收益分配。

在重整期间，债务人的董事、监事、高级管理人员不得向第三人转让其持有的债务人的股权。但是，经人民法院同意的除外。

Article 78 In the duration of revival, under any of the following circumstances, the people's court shall, upon the request of a bankruptcy administrator or any interested party, rule to terminate the procedures for revival and announce the relevant debtor bankrupt:

- (1) Where the business operation or financial status of a debtor goes worse off and cannot be remedied in any way;
- (2) Where a debtor has any act of cheating or maliciously deducting its assets or has any act obviously against its creditors; or
- (3) Where the act of a debtor makes its bankruptcy administrator unable to perform its duties and functions.

第七十八条 在重整期间，有下列情形之一的，经管理人或者利害关系人请

求，人民法院应当裁定终止重整程序，并宣告债务人破产：

- (一) 债务人的经营状况和财产状况继续恶化，缺乏挽救的可能性；
- (二) 债务人有欺诈、恶意减少债务人财产或者其他显著不利于债权人的行为；
- (三) 由于债务人的行为致使管理人无法执行职务。

Section II Formulation and Approval of a Revival Plan

第二节 重整计划的制定和批准

Article 79 A debtor or bankruptcy administrator may, within 6 months as of the day when the people's court approves its revival, submit a draft of the revival plan to the people's court and the creditors' meeting.

Where the term as prescribed in the preceding paragraph expires, the people's court may, upon request of any debtor or the bankruptcy administrator, and on a justifiable ground, rule an extension of 3 months.

Where a debtor or bankruptcy administrator fails to submit a draft of the revival plan according to the schedule, the people's court shall rule to terminate the procedures for revival and announce the debtor bankrupt.

第七十九条 债务人或者管理人应当自人民法院裁定债务人重整之日起六个月内，同时向人民法院和债权人会议提交重整计划草案。

前款规定的期限届满，经债务人或者管理人请求，有正当理由的，人民法院可以裁定延期三个月。

债务人或者管理人未按期提出重整计划草案的，人民法院应当裁定终止重整程序，并宣告债务人破产。

Article 80 Where a debtor manages its own assets and business operations, it shall formulate a draft of revival plan.

Where a bankruptcy administrator takes charge of the assets and business operations of a debtor, it shall formulate a draft of revival plan.

第八十条 债务人自行管理财产和营业事务的，由债务人制作重整计划草案。

管理人负责管理财产和营业事务的，由管理人制作重整计划草案。

Article 81 A draft of revival plan shall include the following contents:

- (1)A business plan of a debtor;
- (2)Classification of the creditor's right;
- (3)An adjustment plan of the creditor's right;
- (4)A repayment plan of the creditor's right;
- (5)Term for implementing the revival plan;
- (6)Term for supervising the performance of the revival plan; and
- (7)Any other plan conducive to the debtor's revival.

第八十一条 重整计划草案应当包括下列内容：

- (一) 债务人的经营方案；
- (二) 债权分类；
- (三) 债权调整方案；
- (四) 债权受偿方案；
- (五) 重整计划的执行期限；
- (六) 重整计划执行的监督期限；
- (七) 有利于债务人重整的其他方案。

Article 82 Where the relevant creditors who have the following creditor's rights attend the creditor's meeting to discuss a draft of revival plan, they shall be grouped according to the following creditor's rights so as to vote a draft of revival plan:

- (1)The creditor's right with guaranty on the debtor's particular assets;
- (2)The wages, subsidies for medical treatment and disability and comfort and compensatory funds as defaulted by the debtor, the fundamental old-age insurance premiums, fundamental medical insurance premiums that shall have been transferred into the individual accounts of employers as well as the compensation for the employees as prescribed by the relevant laws and administrative regulations;
- (3)The taxes as defaulted by the debtor; and
- (4)The common creditor's right.

The people's court shall, when it so requires, decide to set a group of the small-amount creditor's right in the group of the common creditor's right so as to vote a draft of revival plan.

第八十二条 下列各类债权的债权人参加讨论重整计划草案的债权人会议，依照下列债权分类，分组对重整计划草案进行表决：

- (一) 对债务人的特定财产享有担保权的债权；
- (二) 债务人所欠职工的工资和医疗、伤残补助、抚恤费用，所欠的应当划入职工个人账户的基本养老保险、基本医疗保险费用，以及法律、行政法规规定应当支付给职工的补偿金；
- (三) 债务人所欠税款；
- (四) 普通债权。

人民法院在必要时可以决定在普通债权组中设小额债权组对重整计划草案进行表决。

Article 83 A revival plan shall not cover any stipulation on the exemption of the social insurance premium as defaulted by a debtor other than what is prescribed in item (2), paragraph 1, Article 82 of the present Law. The creditor of social insurance premiums shall not attend the voting of a draft of revival plan.

第八十三条 重整计划不得规定减免债务人欠缴的本法第八十二条第一款第二项规定以外的社会保险费用；该项费用的债权人不参加重整计划草案的表决。

Article 84 The people's court shall, within 30 days as of the day when a draft of revival plan is received, hold a creditor's meeting so as to vote the draft.

Where 1/2 or more of the creditors in a same voting group at the creditors' meeting agree to a draft of revival plan, representing 2/3 or more of the total amount of the creditor's right, it shall be deemed as an adoption of the draft of revival plan.

The relevant creditors or bankruptcy administrator shall give an explanation to the draft of the revival plan and answer the relevant inquiries at the creditors' meeting.

第八十四条 人民法院应当自收到重整计划草案之日起三十日内召开债权人会议，对重整计划草案进行表决。

出席会议的同一表决组的债权人过半数同意重整计划草案，并且其所代表的债权额占该组债权总额的三分之二以上的，即为该组通过重整计划草案。

债务人或者管理人应当向债权人会议就重整计划草案作出说明，并回答询问。

Article 85 The representatives of capital contributors of a debtor may attend the creditor's meeting to discuss a draft of revival plan.

Where a draft of revival plan involves the adjustment of the right and interest of capital contributors, a group of capital contributors shall be formed to vote this issue.

第八十五条 债务人的出资人代表可以列席讨论重整计划草案的债权人会议。
重整计划草案涉及出资人权益调整事项的，应当设出资人组，对该事项进行表决。

Article 86 Where all the voting groups agree to a draft of revival plan, it shall be deemed that the plan is adopted.

Within 10 days as of the day when a revival plan is adopted, a creditor or bankruptcy administrator shall file an application with the people's court for approving the revival plan. Where the people's court deems, upon examination, that the application complies with the present Law, it shall, within 30 days as of the day when the application is received, grant an approval, terminate the relevant procedures for revival and announce it as well.

第八十六条 各表决组均通过重整计划草案时，重整计划即为通过。

自重整计划通过之日起十日内，债务人或者管理人应当向人民法院提出批准重整计划的申请。人民法院经审查认为符合本法规定的，应当自收到申请之日起三十日内裁定批准，终止重整程序，并予以公告。

Article 87 Where some voting groups do not agree to a draft of revival plan, the relevant debtor or bankruptcy administrator may negotiate with the aforesaid voting groups. The latter may vote for one more times upon negotiation. The result of negotiation shall not damage the interest of any other voting group.

Where a voting group that does not agree to a draft of revival plan refuses to re-vote or disagrees with the draft of revival plan upon re-voting yet if the draft of revival plan meets the following requirements, the relevant debtor or bankruptcy administrator may apply with the people's court for approving the draft of revival plan.

(1)Where, according to a draft of revival plan, the creditor's right as prescribed in item (1), paragraph 1, Article 82 of the present Law shall be cleared off by means of the particular assets and the losses as incurred from postponed payment shall be compensated for in a fair

manner, given that the right to guaranty has not been materially damaged, or the relevant voting groups have adopted the draft of revival plan;

(2)Where, according to the draft of revival plan, the creditor's right as prescribed in items (2) and (3) of paragraph 1, Article 82 of the present Law shall be cleared off, or the relevant voting groups have adopted the draft of revival plan;

(3)Where, according to the draft of revival plan, the repayment proportion of the common creditor's right shall not be any lower than that as set in the procedures for bankrupt liquidation when the draft of revival plan is submitted for approval, or the relevant contributor group has adopted the draft of revival plan;

(4)Where the draft of revival plan can bring a fair and justifiable adjustment to the rights and interests of capital contributors, or the contributor group has adopted the draft of revival plan;

(5)Where the draft of revival plan treats the members of a same voting group fairly and the liquidation order of the creditor's right does not violate the provisions of Article 113 of the present Law;

(6)Where the debtor's business plan is feasible.

Where the people's court deems that the draft of revival plan complies with the provisions of the preceding paragraph, it shall, within 30 days as of the day when an application is received, approve it, terminate the procedures for revival and announce it.

第八十七条 部分表决组未通过重整计划草案的，债务人或者管理人可以同未通过重整计划草案的表决组协商。该表决组可以在协商后再表决一次。双方协商的结果不得损害其他表决组的利益。

未通过重整计划草案的表决组拒绝再次表决或者再次表决仍未通过重整计划草案，但重整计划草案符合下列条件的，债务人或者管理人可以申请人民法院批准重整计划草案：

(一) 按照重整计划草案，本法第八十二条第一款第一项所列债权就该特定财产将获得全额清偿，其因延期清偿所受的损失将得到公平补偿，并且其担保权未受到实质性损害，或者该表决组已经通过重整计划草案；

(二) 按照重整计划草案，本法第八十二条第一款第二项、第三项所列债权将获得全额清偿，或者相应表决组已经通过重整计划草案；

(三) 按照重整计划草案，普通债权所获得的清偿比例，不低于其在重整计划草案被提请批准时依照破产清算程序所能获得的清偿比例，或者该表决组已经通过重整计划草案；

(四) 重整计划草案对出资人权益的调整公平、公正，或者出资人组已经通过重整计划草案；

(五) 重整计划草案公平对待同一表决组的成员，并且所规定的债权清偿顺序不违反本法第一百一十三条的规定；

(六) 债务人的经营方案具有可行性。

人民法院经审查认为重整计划草案符合前款规定的，应当自收到申请之日起三十日内裁定批准，终止重整程序，并予以公告。

Article 88 Where a draft of revival plan fails to be adopted and fails to be approved according to the provisions of Article 87 of the present Law, or where an adopted draft of revival plan fails to be approved, the people's court shall rule to terminate the procedures for revival and announce the debtor bankrupt.

第八十八条 重整计划草案未获得通过且未依照本法第八十七条的规定获得批准，或者已通过的重整计划未获得批准的，人民法院应当裁定终止重整程序，并宣告债务人破产。

Section III Implementation of a Revival Plan

第三节 重整计划的执行

Article 89 A revival plan shall be implemented under the debtor's charge. Where the people's court decides to approve a revival plan, the bankruptcy administrator that has taken over the assets and business operation shall transfer the assets and business operation to the debtor.

第八十九条 重整计划由债务人负责执行。

人民法院裁定批准重整计划后，已接管财产和营业事务的管理人应当向债务人移交财产和营业事务。

Article 90 As of the day when the people's court decides to approve a revival plan and within the term for supervision as prescribed by the revival plan, the relevant bankruptcy administrator shall supervise the implementation thereof. Within the term for supervision, a debtor shall report the implementation of its revival plan as well as its financial status to the relevant bankruptcy administrator.

第九十条 自人民法院裁定批准重整计划之日起，在重整计划规定的监督期内，由管理人监督重整计划的执行。

在监督期内，债务人应当向管理人报告重整计划执行情况和债务人财务状况。

Article 91 Upon expiration of the term for supervision, a bankruptcy administrator shall submit a supervision report to the people's court. As of the day when a supervision report is submitted, a bankruptcy administrator's functions and duties shall be terminated. Where a bankruptcy administrator submits a supervision report with the people's court, any interested party to the revival plan has the right to consult therewith.

Upon application by a bankruptcy administrator, the people's court may decide to extend the term for supervision over the implementation of a revival plan.

第九十一条 监督期届满时，管理人应当向人民法院提交监督报告。自监督报告提交之日起，管理人的监督职责终止。

管理人向人民法院提交的监督报告，重整计划的利害关系人有权查阅。

经管理人申请，人民法院可以裁定延长重整计划执行的监督期限。

Article 92 A revival plan as approved by the people's court has binding force on the debtor and all the creditors.

Where a creditor fails to its creditor's right according to the provisions of the present law, it shall not exercise any right when a revival plan is implemented. When the implementation of a revival plan is concluded, the relevant creditor may exercise its right according to the requirements for liquidation of identical creditor's right as prescribed in the revival plan. The right of a creditor against the guarantor of its debtor as well as all the joint and several debtors shall not be affected by a revival plan.

第九十二条 经人民法院裁定批准的重整计划，对债务人和全体债权人均有约束力。

债权人未依照本法规定申报债权的，在重整计划执行期间不得行使权利；在重整计划执行完毕后，可以按照重整计划规定的同类债权的清偿条件行使权利。

债权人对债务人的保证人和其他连带债务人所享有的权利，不受重整计划的影响。

Article 93 Where a debtor fails to or refuses to implement a revival plan, the people's court may, upon request of the relevant bankruptcy administrator or interested party, terminate the implementation of the revival plan and announce the debtor bankrupt.

Where the people's court decides to terminate the implementation of a revival plan, the commitment of the relevant creditor on the adjustment of the creditor's right in the revival plan shall be invalidated. The liquidation for the relevant creditor when the revival plan is implemented remains effective and the creditor's right that has not been repaid shall be regarded as the credit of bankruptcy.

The creditor as prescribed in the preceding paragraph may, only when the other creditors in the sequential order of the liquidation are repaid at a same proportion, continue to join the distribution.

Under any circumstance as prescribed in paragraph 1 of this Article, any guaranty set for the implementation of a revival plan shall continue to be effective.

第九十三条 债务人不能执行或者不执行重整计划的，人民法院经管理人或者利害关系人请求，应当裁定终止重整计划的执行，并宣告债务人破产。

人民法院裁定终止重整计划执行的，债权人在重整计划中作出的债权调整的承诺失去效力。债权人因执行重整计划所受的清偿仍然有效，债权未受清偿的部分作为破产债权。

前款规定的债权人，只有在其他同顺位债权人同自己所受的清偿达到同一比例时，才能继续接受分配。

有本条第一款规定情形的，为重整计划的执行提供的担保继续有效。

Article 94 As to the liabilities that is exempted according to a revival plan, the relevant debtor is not required to make repayment therefor upon conclusion of the revival plan.

第九十四条 按照重整计划减免的债务，自重整计划执行完毕时起，债务人不再承担清偿责任。

Chapter IX Compromise

第九章 和解

Article 95 A debtor may, according to the provisions of the present Law, apply for compromise with the people's court; or may, after the people's court accepts its application for bankruptcy and before it is announced bankrupt, apply with the people's court for compromise.

Where the debtor applies for reconciliation, it shall put forwards a draft of the conciliation agreement.

第九十五条 债务人可以依照本法规定，直接向人民法院申请和解；也可以在人民法院受理破产申请后、宣告债务人破产前，向人民法院申请和解。

债务人申请和解，应当提出和解协议草案。

Article 96 Where the people's court deems upon examination that an application for compromise complies with the provisions of the present Law, it shall rule on a compromise, announce it and hold a creditors' meeting so as to discuss the draft of a composition deed. A holder of the right to guaranty on the debtor's particular assets may exercise its right as of the day when the people's court rules on a compromise.

第九十六条 人民法院经审查认为和解申请符合本法规定的，应当裁定和解，予以公告，并召集债权人会议讨论和解协议草案。

对债务人的特定财产享有担保权的权利人，自人民法院裁定和解之日起可以行使权利。

Article 97 The adoption of a resolution of a composition deed at the creditors' meeting shall be based on the consent of 1/2 or more of the creditors with the right to vote who attend the meeting, representing 2/3 or more of the total credit amount free from property guaranty.

第九十七条 债权人会议通过和解协议的决议，由出席会议的有表决权的债权人过半数同意，并且其所代表的债权额占无财产担保债权总额的三分之二以上。

Article 98 Where a composition deed is adopted at the creditors' meeting, the people's court shall decide whether to confirm it, terminate the procedures for compromise and announce it. The relevant bankruptcy administrator shall transfer the assets and business operation to the debtor and submit a report on the performance of its functions and duties to the people's court.

第九十八条 债权人会议通过和解协议的，由人民法院裁定认可，终止和解程序，并予以公告。管理人应当向债务人移交财产和营业事务，并向人民法院提交执行职务的报告。

Article 99 Where the draft of a composition deed fails to be adopted at the creditors' meeting or a composition deed that has been adopted at the creditors' meeting fails to be confirmed by the people's court, the people's court shall rule to terminate the procedures for compromise and announce the debtor bankrupt.

第九十九条 和解协议草案经债权人会议表决未获得通过，或者已经债权人会议通过的和解协议未获得人民法院认可的，人民法院应当裁定终止和解程序，并宣告债务人破产。

Article 100 A composition deed that has been confirmed by the people's court shall have a binding force on the debtor and all the creditors in the composition.

The term "creditor in the composition" refers to a party that enjoys the creditor's right free from property guaranty against its debtor when the people's court accepts the relevant application for bankruptcy.

Where any creditor in the composition fails to its creditor's right according to the provisions of the present Law, it may not exercise its right during the period when the composition deed is conducted. After the implementation of a composition deed is concluded, it may exercise its right according to the requirements for repayment as prescribed by the composition deed.

第一百条 经人民法院裁定认可的和解协议，对债务人和全体和解债权人均有约束力。

和解债权人是指人民法院受理破产申请时对债务人享有无财产担保债权的人。

和解债权人未依照本法规定申报债权的，在和解协议执行期间不得行使权利；在和解协议执行完毕后，可以按照和解协议规定的清偿条件行使权利。

Article 101 The right as enjoyed by the creditor in the composition against the guarantor of its debtor and other joint and several debtors shall not be affected by any composition deed.

第一百零一条 和解债权人对债务人的保证人和其他连带债务人所享有的权利，不受和解协议的影响。

Article 102 A debtor shall pay off its debts according to the conditions as prescribed in the relevant composition deed.

第一百零二条 债务人应当按照和解协议规定的条件清偿债务。

Article 103 As to any composition deed that is established by fraud or based on any illegal act of a debtor, the people's court shall rule it as ineffective and announce the debtor bankrupt.

Under any of the aforesaid circumstances, the repayment that a creditor in the composition gets when the composition deed is performed shall not be returned at the same proportion as the other creditors.

第一百零三条 因债务人的欺诈或者其他违法行为而成立的和解协议，人民法院应当裁定无效，并宣告债务人破产。

有前款规定情形的，和解债权人因执行和解协议所受的清偿，在其他债权人所受清偿同等比例的范围内，不予返还。

Article 104 Where a debtor is unable or fails to implement a composition deed, the people's court shall, upon request of the creditor in the composition, rule to terminate the implementation of the composition deed, and announce the debtor bankrupt.

Where the people's court terminates the implementation of a composition deed, the commitment as made by the creditor in the composition on the adjustment of the creditor's right shall be invalidated. The repayment made to the creditor in the composition when the composition deed is implemented shall still be effective and the creditor's right in the composition that has not been repaid shall be the credit of bankruptcy.

The creditor as prescribed in the preceding paragraph may, only when sharing the repayment at a same proportion as the other creditors, continue to join the distribution.

Under the circumstance as prescribed in paragraph 1 of this Article, the guaranty set on the implementation of a composition deed shall remain effective.

第一百零四条 债务人不能执行或者不执行和解协议的，人民法院经和解债权人请求，应当裁定终止和解协议的执行，并宣告债务人破产。

人民法院裁定终止和解协议执行的，和解债权人在和解协议中作出的债权调整的承诺失去效力。和解债权人因执行和解协议所受的清偿仍然有效，和解债权未受清偿的部分作为破产债权。

前款规定的债权人，只有在其他债权人同自己所受的清偿达到同一比例时，才能继续接受分配。

有本条第一款规定情形的，为和解协议的执行提供的担保继续有效。

Article 105 After the people's court accepts an application for bankruptcy, if the relevant debtor and all the creditors conclude an agreement on settlement of credits and debts by themselves, they may request the court to confirm it and terminate the procedures for bankruptcy.

第一百零五条 人民法院受理破产申请后，债务人与全体债权人就债权债务的处理自行达成协议的，可以请求人民法院裁定认可，并终结破产程序。

Article 106 As to the liabilities that has been exempted according to a composition deed, the relevant debtor may, as of the day when the composition deed is concluded, not bear the liabilities of compensation.

第一百零六条 按照和解协议减免的债务，自和解协议执行完毕时起，债务人不再承担清偿责任。

Chapter X Bankrupt Liquidation

第十章 破产清算

Section I Announcement of Bankruptcy

第一节 破产宣告

Article 107 Where the people's court announces a debtor bankrupt according to the provisions of the present Law, it shall, within 5 days as of the day when the decision is made, serve it on the relevant debtor and bankruptcy administrator, and shall, within 10 days as of the day when the decision is made, notify the already-known creditors and announce it as well.

Where a debtor is announced bankrupt, the debtor is named as the bankrupt and the debtor's assets are taken as the insolvent assets. The creditor's right against the debtor when the people's court accepts an application for bankruptcy is the credit of bankruptcy.

第一百零七条 人民法院依照本法规定宣告债务人破产的，应当自裁定作出之日起五日内送达债务人和管理人，自裁定作出之日起十日内通知已知债权人，并予以公告。

债务人被宣告破产后，债务人称为破产人，债务人财产称为破产财产，人民法院受理破产申请时对债务人享有的债权称为破产债权。

Article 108 Before any bankruptcy is announced, under any of the following circumstances, the people's court shall decide to terminate the procedures for bankruptcy and announce it as well:

(1)Where a third party provides any full-amount guaranty to or pays off all the debts as due for the debtor; or

(2)Where the debtor has paid off all the due debts.

第一百零八条 破产宣告前，有下列情形之一的，人民法院应当裁定终结破产程序，并予以公告：

(一)第三人为债务人提供足额担保或者为债务人清偿全部到期债务的；

(二)债务人已清偿全部到期债务的。

Article 109 An owner of the right to guaranty on the particular assets of the bankrupt may enjoy the priority right to be repaid by means of the particular assets.

第一百零九条 对破产人的特定财产享有担保权的权利人，对该特定财产享有优先受偿的权利。

Article 110 Where a creditor that enjoys the right as prescribed in the provisions of Article 109 of the present Law exercises the priority right to be repaid, the un-repaid creditor's right shall be the common creditor's right. Where the priority right to be repaid is given up, the creditor's right shall be taken as the common creditor's right.

第一百一十条 享有本法第一百零九条规定权利的债权人行使优先受偿权利未能完全受偿的，其未受偿的债权作为普通债权；放弃优先受偿权利的，其债权作为普通债权。

Section II Conversion and Distribution

第二节 变价和分配

Article 111 A bankruptcy administrator shall draft a conversion plan of insolvent assets and submit it to the creditor's meeting for discussion.

A bankruptcy administrator shall, according to the conversion plan of insolvent assets that has been adopted at the creditor's meeting or that has been confirmed by the people's court according to the provisions of paragraph 1, Article 65 of the present Law, sell the insolvent assets by means of conversion at a proper time.

第一百一十一条 管理人应当及时拟订破产财产变价方案，提交债权人会议讨论。

管理人应当按照债权人会议通过的或者人民法院依照本法第六十五条第一款规定裁定的破产财产变价方案，适时变价出售破产财产。

Article 112 A sale of insolvent assets by means of conversion shall be conducted through auction, unless there is any other resolution at the creditor's meeting.

An insolvent enterprise may be wholly or partially sold by means of conversion. Where an enterprise is sold by means of conversion, the intangible assets and other assets thereof may be solely sold by means of conversion.

As to the assets that shall not be auctioned or whose transfer is restricted, it shall be handled through the method as prescribed by the state.

第一百一十二条 变价出售破产财产应当通过拍卖进行。但是，债权人会议另有决议的除外。

破产企业可以全部或者部分变价出售。企业变价出售时，可以将其中的无形资产和其他财产单独变价出售。

按照国家规定不能拍卖或者限制转让的财产，应当按照国家规定的方式处理。

Article 113 The insolvent assets shall, after the costs for bankruptcy proceedings and community liabilities are repaid in priority, be liquidated according to the following sequence:

- (1)The wages and subsidies for medial treatment and disability, comfort and compensatory expenses as defaulted by the bankrupt, the fundamental old-age insurance premiums, fundamental medical insurance premiums that shall have been transferred to the employees' personal account as well as the compensation for employees as prescribed by the relevant laws and administrative regulations;
- (2)The social insurance premiums and tax fees as defaulted by the bankrupt other than those as prescribed by the aforesaid provisions; and
- (3)The common credit of bankruptcy.

Where the insolvent assets are not enough to satisfy the requirements for liquidation in a same sequence, it shall be distributed according to the proportion.

The wages of the directors, supervisors as well as senior managers of an insolvent enterprise shall be calculated in light of the average wage of employees.

第一百一十三条 破产财产在优先清偿破产费用和共益债务后，依照下列顺序清偿：

(一) 破产人所欠职工的工资和医疗、伤残补助、抚恤费用，所欠的应当划入职工个人账户的基本养老保险、基本医疗保险费用，以及法律、行政法规规定应当支付给职工的补偿金；

(二) 破产人欠缴的除前项规定以外的社会保险费用和破产人所欠税款；

(三) 普通破产债权。

破产财产不足以清偿同一顺序的清偿要求的，按照比例分配。

破产企业的董事、监事和高级管理人员的工资按照该企业职工的平均工资计算。

Article 114 The insolvent assets shall be subject to monetary distribution, unless it is separately decided at the creditors' meeting.

第一百一十四条 破产财产的分配应当以货币分配方式进行。但是，债权人会议另有决议的除外。

Article 115 A bankruptcy administrator shall formulate a distribution plan of insolvent assets in a timely manner, and submit it to the creditor's meeting for discussion:

A distribution plan of insolvent assets shall indicate the following matters:

- (1) Names and domiciles of the creditors that attend the distribution of insolvent assets;
- (2) The amount of the creditor's right that is involved in the distribution of insolvent assets;
- (3) The amount of insolvent assets as ready for distribution;
- (4) The sequence, proportion and amount of insolvent assets subject to distribution; and
- (5) The measures for distributing insolvent assets.

After a distribution plan of insolvent assets is adopted at the creditors' meeting, the relevant bankruptcy administrator shall submit the plan to the people's court for confirmation.

第一百一十五条 管理人应当及时拟订破产财产分配方案，提交债权人会议讨论。

破产财产分配方案应当载明下列事项：

- (一) 参加破产财产分配的债权人名称或者姓名、住所；
- (二) 参加破产财产分配的债权额；
- (三) 可供分配的破产财产数额；
- (四) 破产财产分配的顺序、比例及数额；
- (五) 实施破产财产分配的方法。

债权人会议通过破产财产分配方案后，由管理人将该方案提请人民法院裁定认可。

Article 116 A distribution plan of insolvent assets shall, upon confirmation of the people's court, be used by the relevant bankruptcy administrator. Where a bankruptcy administrator implements a distribution in installments according to a distribution plan of insolvent assets, it shall announce the amount of assets and the creditor's right in the distribution. Where a bankruptcy administrator implements a conclusive distribution in a lump sum, it shall be indicated in the announcement, wherein the matters as prescribed in paragraph 2, Article 117 of the present Law shall be indicated as well.

第一百一十六条 破产财产分配方案经人民法院裁定认可后，由管理人执行。

管理人按照破产财产分配方案实施多次分配的，应当公告本次分配的财产额和债权额。管理人实施最后分配的，应当在公告中指明，并载明本法第一百一十七条第二款规定的事项。

Article 117 As to any creditor's right subject to the requirement for effectiveness or rescission, a bankruptcy administrator shall preserve the distribution share in advance. As to the distribution share as preserved by the bankruptcy administrator in advance in the preceding paragraph, on the announcement day of the conclusive distribution, where the requirement for effectiveness is not satisfied or the requirement for rescission is satisfied, it shall be distributed to the other creditors; on the announcement day of the conclusive distribution, where the requirement for effectiveness is satisfied or the requirement for rescission is not satisfied, it shall be delivered to the creditors.

第一百一十七条 对于附生效条件或者解除条件的债权，管理人应当将其分配额提存。

管理人依照前款规定提存的分配额，在最后分配公告日，生效条件未成就或者解除

条件成就的，应当分配给其他债权人；在最后分配公告日，生效条件成就或者解除条件未成就的，应当交付给债权人。

Article 118 The distribution shares of the insolvent assets that have not been collected by creditors shall be preserved by the relevant bankruptcy administrator in advance. Where a creditor fails to collect its share within 2 months as of the last day of distribution announcement, it shall be deemed as a waiver of the right to collect the distribution share. The bankruptcy administrator or the people's court shall distribute the preserved distribution share to other creditors.

第一百一十八条 债权人未受领的破产财产分配额，管理人应当提存。债权人自最后分配公告之日起满二个月仍不领取的，视为放弃受领分配的权利，管理人或者人民法院应当将提存的分配额分配给其他债权人。

Article 119 Where the insolvent assets are distributed, as to any creditor's right that has not been settled by action or arbitration, a bankruptcy administrator shall preserve the distribution share in advance. Where any distribution share fails to be collected within 2 years as of the day when the procedures for bankruptcy are concluded, the people's court shall distribute the preserved distribution share to other creditors.

第一百一十九条 破产财产分配时，对于诉讼或者仲裁未决的债权，管理人应当将其分配额提存。自破产程序终结之日起满二年仍不能受领分配的，人民法院应当将提存的分配额分配给其他债权人。

Section III Conclusion of the Procedures for Bankruptcy

第三节 破产程序的终结

Article 120 In the case of no asset for the bankrupt to distribute, the relevant bankruptcy administrator shall request the people's court to terminate the procedures for bankruptcy. A bankruptcy administrator shall, upon conclusion of a conclusive distribution, report to the people's court a report on the distribution of insolvent assets in a timely manner and request the people's court to terminate the procedures for bankruptcy. The people's court shall, within 15 days as of the day when a request of a bankruptcy administrator to conclude the procedures for bankruptcy is received, make a decision on whether to conclude the procedures. Any decision on concluding the procedures shall be announced.

第一百二十条 破产人无财产可供分配的，管理人应当请求人民法院裁定终结破产程序。

管理人在最后分配完结后，应当及时向人民法院提交破产财产分配报告，并提请人民法院裁定终结破产程序。

人民法院应当自收到管理人终结破产程序的请求之日起十五日内作出是否终结破产程序的裁定。裁定终结的，应当予以公告。

Article 121 A bankruptcy administrator shall, within 10 days as of the day when the procedures for bankruptcy are concluded, handle the formalities for write-off in the organ as originally in charge of the registration of the bankrupt upon the strength of the decision of the people's court on concluding the procedures for bankruptcy.

第一百二十一条 管理人应当自破产程序终结之日起十日内，持人民法院终结破产程序的裁定，向破产人的原登记机关办理注销登记。

Article 122 A bankruptcy administrator shall terminate the performance of its functions and duties on the following day after it completes the formalities for the registration of write-off, unless the relevant action or arbitration has not been concluded.

第一百二十二条 管理人于办理注销登记完毕的次日终止执行职务。但是，存在诉讼或者仲裁未决情况的除外。

Article 123 Within 2 years as of the day when the procedures for bankruptcy are concluded according to the provisions of paragraph 4, Article 43 or Article 120 of the present Law, under any of the following circumstances, a creditor may request the people's court to make an additional distribution according to the distribution plan of insolvent assets: (1) Where the relevant assets shall be recovered according to the provisions of Article 31, 32, 33 or 36 of the present Law; and (2) Where the bankrupt has any other asset that shall have been distributed. Under any of the following circumstances as prescribed in the preceding paragraph, yet where the amount of assets are not enough to meet the expenses for distribution, no additional distribution may be held and the relevant assets shall be turned over by the people's court into the state treasury.

第一百二十三条 自破产程序依照本法第四十三条第四款或者第一百二十条的规定终结之日起二年内，有下列情形之一的，债权人可以请求人民法院按照破产财产分配方案进行追加分配：

(一) 发现有依照本法第三十一条、第三十二条、第三十三条、第三十六条规定应当追回的财产的；

(二) 发现破产人有应当供分配的其他财产的。

有前款规定情形，但财产数量不足以支付分配费用的，不再进行追加分配，由人民

法院将其上交国库。

Article 124 The guarantor and other joint and several debtors of the bankrupt shall, upon conclusion of the procedures for bankruptcy, bear the joint and several liabilities of repayment of the creditor's right that has not been repaid according to the procedures for bankrupt liquidation and according to law.

第一百二十四条 破产人的保证人和其他连带债务人，在破产程序终结后，对债权人依照破产清算程序未受清偿的债权，依法继续承担清偿责任。

Chapter XI Legal Liabilities

第十一章 法律责任

Article 125 Where a director, supervisor or senior manager violates his obligations of being honest and diligent and thus leads to enterprise bankruptcy, he shall be subject to the relevant civil liabilities according to law.

No person under any circumstance as prescribed in the preceding paragraph may, within 3 years as of the day when the procedures for bankruptcy are concluded, assume the post of director, supervisor or senior manager of any enterprise.

第一百二十五条 企业董事、监事或者高级管理人员违反忠实义务、勤勉义务，致使所在企业破产的，依法承担民事责任。

有前款规定情形的人员，自破产程序终结之日起三年内不得担任任何企业的董事、监事、高级管理人员。

Article 126 For any staff member of a debtor who is obligated to attend the creditor's meeting yet fails to do so upon summon of the people's court without any justifiable reason, the people's court may summon him by force and impose upon him a fine according to law. Where any staff member of a debtor violates the provisions of the present Law by refusing to illustrate or answer, or producing any false statement or answer, the people's court may impose upon him a fine according to law.

第一百二十六条 有义务列席债权人会议的债务人的有关人员，经人民法院传唤，无正当理由拒不列席债权人会议的，人民法院可以拘传，并依法处以罚款。债务人的有关人员违反本法规定，拒不陈述、回答，或者作虚假陈述、回答的，人民法院可以依法处以罚款。

Article 127 Where a debtor violates the provisions of the present Law by refusing to submit any required material to the people's court or submit thereto any fraud statement on financial status, checklist of debts, checklist of the creditor's right, financial statement or payment statement of its employees' wages or social insurance premiums, the people's court may impose a fine upon the directly liable person according to law. Where any debtor violates the provisions of the present Law by refusing to transfer its assets, seals or such materials as book accounts and documents, or fabricating or destroying the relevant materials of financial evidences, thereby making its financial status ambiguous, the people's court may impose a fine upon the directly liable person according to law.

第一百二十七条 债务人违反本法规定，拒不向人民法院提交或者提交不真实的财产状况说明、债务清册、债权清册、有关财务会计报告以及职工工资支付情况和社会保险费用的缴纳情况的，人民法院可以对直接责任人员依法处以罚款。

债务人违反本法规定，拒不向管理人移交财产、印章和账簿、文书等资料的，或者

伪造、销毁有关财产证据材料而使财产状况不明的，人民法院可以对直接责任人员依法处以罚款。

Article 128 Where a debtor has any act as prescribed in Article 31, 32 or 33 by damaging the interest of its creditors, the legal representative of the debtor or any other directly liable person shall be subject to the liabilities of compensation according to law.

第一百二十八条 债务人有本法第三十一条、第三十二条、第三十三条规定的行为，损害债权人利益的，债务人的法定代表人和其他直接责任人员依法承担赔偿责任。

Article 129 Where any staff member of a debtor violates the provisions of the present Law by unlawfully leaving his domicile, the people's court can give an admonition or detainment, and may impose a fine upon him concurrently according to law.

第一百二十九条 债务人的有关人员违反本法规定，擅自离开住所地的，人民法院可以予以训诫、拘留，可以依法并处罚款。

Article 130 Where a bankruptcy administrator fails to perform its functions and duties in a diligent and faithful manner according to the provisions of the present Law, the people's court can impose upon it a fine according to law. Where any loss is incurred to a creditor, a debtor or a third party, the bankruptcy administrator shall be subject to the liabilities of compensation according to law.

第一百三十条 管理人未依照本法规定勤勉尽责，忠实执行职务的，人民法院

可以依法处以罚款；给债权人、债务人或者第三人造成损失的，依法承担赔偿责任。

Article 131 Any entity that violates the provisions of the present Law and thus constitutes a crime shall be subject to criminal liabilities according to law.

第一百三十一条 违反本法规定，构成犯罪的，依法追究刑事责任。

Chapter XII Supplementary Provisions

第十二章 附则

Article 132 After the present Law is implemented, as to the defaulted wages and subsidies for medical treatment and disability, comfort and compensatory expenses, the fundamental old-age insurance premiums and fundamental medical insurance premiums that shall have transferred into the individual accounts of employees as well as the compensation for the employees as prescribed by the relevant laws and administrative regulations, where the assets are not enough for repayment upon liquidation according to the provisions of Article 113 of the present Law, the particular assets as prescribed in Article 109 of the present Law shall be liquidated prior to the repayment for the owner of the right to guaranty on the particular assets.

第一百三十二条 本法施行后，破产人在本法公布之日前所欠职工的工资和医疗、伤残补助、抚恤费用，所欠的应当划入职工个人账户的基本养老保险、基本医疗保险费用，以及法律、行政法规规定应当支付给职工的补偿金，依照本法第一百一十三条的规定清偿后不足以清偿的部分，以本法第一百零九条规定的特定财产优先于对该特定

财产享有担保权的权利人受偿。

Article 133 Any special matter in the bankruptcy of a state-owned enterprise within the term and scope as prescribed by the State Council before the present Law comes into force shall be handled according to the relevant provision of the State Council.

第一百三十三条 在本法施行前国务院规定的期限和范围内的国有企业实施破产的特殊事宜，按照国务院有关规定办理。

Article 134 Where such financial institutions as a commercial bank, securities company or insurance company is under any of the following circumstances as prescribed in Article 2 of the present Law, the financial supervision organ under the State Council shall file an application with the people's court for revival or bankruptcy liquidation of the financial institution. Where the financial supervision organ under the State Council adopts, according to law, such measures as take-over and custody to a financial institutions carrying major business risks, it may apply with the people's court for suspending the procedures for civil action or execution, wherein the said financial institution is the defendant or party against whom a judgment or order is being uted.

Where a financial institution is under bankruptcy, the State Council may, according to the present Law and other relevant laws, formulate the corresponding measures for implementation.

第一百三十四条 商业银行、证券公司、保险公司等金融机构有本法第二条规定情形的，国务院金融监督管理机构可以向人民法院提出对该金融机构进行重整或者破产清算的申请。国务院金融监督管理机构依法对出现重大经营风险的金融机构采取接管、托管等措施的，可以向人民法院申请中止以该金融机构为被告或者被执行人的民事诉讼程序或者执行程序。

金融机构实施破产的，国务院可以依据本法和其他有关法律的规定制定实施办法。

Article 135 The liquidation of the organizations other than enterprise legal persons as prescribed by law, which falls within the category of bankrupt liquidation, shall be governed by the procedures as prescribed by the present Law.

第一百三十五条 其他法律规定企业法人以外的组织的清算，属于破产清算的，参照适用本法规定的程序。

Article 136 The present Law shall come into force as of June 1, 2007. [The Law of the People's Republic of China on Enterprise Bankruptcy \(for Trial Implementation\)](#) shall be simultaneously abolished.

第一百三十六条 本法自 2007 年 6 月 1 日起施行，《[中华人民共和国企业破产法（试行）](#)》同时废止。

Annexe 3 La disposition de la Cour populaire suprême de Chine relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise

(Traduit en français par Lin CHONG, corrigé par Monsieur Alexandre FLEXOR)

(Fa Shi〔2007〕9 , Adoptée le 4 avril 2007 ; entrée en vigueur à partir du 1 juin 2007)

Annnonce de la Cour populaire suprême de la République Populaire de Chine.

La présente disposition a pour objectif de juger les affaires de faillite d'entreprise de manière équitable et efficiente, d'encadrer le travail des tribunaux sur la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire. Ces dispositions sont formulées conformément à la loi sur la faillite d'entreprise de la République Populaire de Chine.

Article 1 L'administrateur judiciaire qui exerce les fonctions définies dans l'article 25 de la loi sur la faillite a le droit d'obtenir les rémunérations correspondantes.

La rémunération de l'administrateur judiciaire doit, en vertu de ces dispositions, être déterminée par le tribunal populaire chargé de l'affaire de faillite de l'entreprise.

Article 2 Le tribunal populaire doit déterminer les rémunérations de l'administrateur judiciaire, selon la valeur totale des actifs disponibles que le débiteur utilise pour acquitter les dettes, sur la base des limites de taux suivants:

(1) Si la valeur totale ne dépasse pas 1 million de yuans (y compris ce chiffre), le taux est de 12% ou moins;

(2) Pour la partie de plus de 1 million de yuans jusqu'à 5 millions de yuans, le taux est de 10% ou moins;

(3) Pour la partie de plus de 5 millions de yuans jusqu'à 10 millions de yuans, le taux est de 8% ou moins;

(4) Pour la partie de plus de 10 millions de yuans jusqu'à 50 millions de yuans, le taux est de 6% ou moins;

(5) Pour la partie de plus de 50 millions de yuans à 100 millions de yuans, le taux est de 3% ou moins;

(6) Pour la partie de plus de 100 millions de yuans à 500 millions de yuans, le taux est de 1% ou moins, et

(7) Pour la partie de plus de 500 millions de yuans, le taux est de 0,5% ou moins.

La valeur des biens grevés de sûreté ne doit pas être incluse dans la valeur totale indiquée dans le paragraphe précédent.

Si la Haute Cour le juge nécessaire, elle peut, dans l'intervalle flottant de 30% sur la base des taux susmentionnés, poser des limites aux taux sur les rémunérations de l'administrateur judiciaire en conformité avec la situation locale réelle. Elle doit en faire une notification publique par les médias influents au sein de sa juridiction, et envoyer une copie pour enregistrement à la Cour Populaire Suprême.

Article 3 Le tribunal compétent peut, selon les circonstances réelles de l'affaire de faillite, déterminer le paiement des rémunérations de l'administrateur judiciaire par échelonnement ou en une fois à la fin de la procédure collective.

Article 4 Après que le tribunal populaire accepte la demande d'ouverture de la faillite d'entreprise, il doit pronostiquer la valeur des actifs disponibles du débiteur et la charge de travail de l'administrateur judiciaire afin de déterminer

un plan préliminaire sur les rémunérations de l'administrateur judiciaire. Ce plan préliminaire sur les rémunérations doit inclure les taux de rémunération de l'administrateur judiciaire ainsi que la date du paiement.

Article 5 Si le tribunal nomme l'administrateur judiciaire par voie de concours public, il peut déterminer le plan de rémunération de l'administrateur judiciaire selon les rémunérations proposées par les organismes sociaux intermédiaires, mais le taux de rémunération ne doit pas contrevenir aux limites fixées par l'article 2 de la présente disposition.

Le plan de rémunération précité ne doit pas être modifié sauf en cas d'opposition valable déposée par l'assemblée des créanciers

Article 6 Le Tribunal populaire doit, par l'écrit, informer l'administrateur judiciaire du plan de rémunération dans les 3 jours à compter du jour de la détermination du plan.

L'administrateur judiciaire doit rapporter le contenu du plan de sa rémunération durant la première session de l'assemblée des créanciers.

Article 7 Si administrateur judiciaire et l'assemblée des créanciers ne trouvent pas d'accord sur le plan de rémunération de l'administrateur judiciaire, ils peuvent négocier cette rémunération. Si les deux parties concluent un accord sur la modification du contenu du plan de rémunération de l'administrateur judiciaire, l'administrateur judiciaire doit déposer par écrit sa demande motivée, en y attachant la résolution d'accord correspondante de l'assemblée des créanciers.

Si le tribunal estime après examen que le demande et les motifs précités ne sont pas contraires aux dispositions impératives des lois ou des règlements administratifs, ni qu'ils portent atteinte aux intérêts légitimes des tiers, il doit

ajuster le plan de rémunération de l'administrateur judiciaire en fonction de l'accord entre l'administrateur judiciaire et l'assemblée des créanciers.

Article 8 Après que le tribunal a établi le plan de rémunération de l'administrateur judiciaire, il peut l'ajuster conformément à la situation réelle de l'affaire de faillite et de la performance de l'administrateur judiciaire.

Le tribunal populaire doit, dans les 3 jours à partir du jour où il ajuste le plan de rémunération de l'administrateur judiciaire, informer par écrit l'administrateur judiciaire de sa décision. L'administrateur judiciaire doit, dans les 3 jours à partir du jour où il reçoit cette décision, la rapporter au comité des créanciers ou au président de l'assemblée des créanciers.

Article 9 Lorsque le Tribunal populaire procède à la détermination ou à l'ajustement du plan de rémunération de l'administrateur judiciaire, il doit prendre en considération les éléments suivants:

- (1) La complexité de l'affaire de la faillite;
- (2) La diligence de l'administrateur judiciaire;
- (3) Les apports (ou la contribution) effectivement réalisés par l'administrateur judiciaire pour le redressement et pour la conciliation;
- (4) Les risques et les responsabilités assumées par l'administrateur judiciaire;
- (5) Le revenu disponible des habitants et le niveau des prix de l'endroit où se trouve le débiteur et
- (6) D'autres éléments qui peuvent affecter la rémunération de l'administrateur judiciaire.

Article 10 La rémunération de l'administrateur judiciaire définitivement déterminée et son exécution doivent être incluses dans le plan de distribution des actifs. Dans la procédure de réconciliation et la procédure de redressement,

le plan de la rémunération de l'administrateur judiciaire doit être inclus dans le projet du plan de redressement ou dans le projet des accords de conciliation.

Article 11 L'administrateur judiciaire doit déposer auprès du tribunal une demande écrite pour percevoir ses honoraires. La demande écrite doit contenir les éléments suivants:

- (1) Les informations sur les actifs disponibles du débiteur à partir desquels la rémunération de l'administrateur sera payée ;
- (2) Le terme du versement, ainsi que le montant de la rémunération;
- (3) Le rapport sur l'exécution de ses fonctions.

Le tribunal compétent doit fixer le montant de la rémunération de l'administrateur judiciaire dans les 10 jours après réception de la demande précitée.

L'article 12 Les honoraires de l'administrateur judiciaire doivent être réglés en priorité sur les actifs du débiteur.

Si les actifs disponibles du débiteur ne sont pas suffisants pour payer les rémunérations de l'administrateur judiciaire et les frais de l'administrateur judiciaire pour l'exercice de ses fonctions, l'administrateur judiciaire doit déposer auprès du tribunal une demande de fermeture de la procédure. Toutefois la procédure peut continuer si les créanciers, l'administrateur du débiteur, les investisseurs du débiteur moral ou les autres intéressés veulent avancer les honoraires et les frais précités.

Les avances précitées peuvent être remboursées à tout moment au titre de frais de faillite.

Article 13 L'administrateur judiciaire a le droit de rémunération supérieurs auprès du créancier bénéficiaire d'une sûreté, s'il accomplit le

travail utile à l'égard de l'entretien, de réalisation et de distribution du bien grevé de la garantie. Au cas où l'administrateur judiciaire et le créancier bénéficiaire d'une sûreté ne sont pas d'accord sur le montant de cette rémunération, le tribunal détermine le montant en référence de la méthode stipulée par l'article 2 de la présente disposition. Le taux de rémunération fixée par le tribunal ne doit pas dépasser de 10% des limites fixées dans l'article 2.

Article 14 Le cabinet d'avocats ou le cabinet d'experts comptables se charge lui-même des dépenses de tout autre organisme social intermédiaire ou du personnel qu'il engage pour assister dans l'exécution de ses fonctions si ce dernier a le même domaine de spécialité.

Le cabinet de liquidation de faillite se charge lui-même des dépenses de tout autre organisme social intermédiaire ou du personnel qu'il engage pour assister dans l'exécution de ses fonctions.

Article 15 Parmi les membres du groupe de liquidation, ceux qui sont envoyés par les ministères du gouvernement central ou les départements des gouvernements locaux n'ont aucune rémunération pour leurs travaux. Les rémunérations d'autres personnes morales ou du personnel physique peuvent être déterminées conformément à la nature des missions accomplies.

Article 16 En cas de changement des administrateurs judiciaires, le tribunal compétent doit déterminer respectivement les rémunérations des administrateurs judiciaires. La rémunération totale ne doit pas dépasser la limite indiquée à l'article 2 de la présente disposition.

Article 17 Si l'assemblée des créanciers conteste la rémunération de l'administrateur judiciaire, elle peut déposer auprès du tribunal compétent une demande écrite avec les motifs et toutes les précisions. La contestation écrite doit être accompagnée par la résolution correspondante de l'assemblée des créanciers.

Article 18 Le tribunal populaire doit, dans les 3 jours suivant la réception de la contestation de l'assemblée des créanciers, informer l'administrateur judiciaire. L'administrateur judiciaire doit rendre une explication écrite dans les 3 jours à compte du jour où il a reçu cette notification.

Si le tribunal le juge nécessaire, il peut tenir une audience afin d'entendre les opinions des parties concernées.

Le tribunal populaire doit, dans les 10 jours suivant la réception de la contestation de l'assemblée des créanciers, rendre sa décision sur cette contestation et en informer l'administrateur judiciaire, l'assemblée des créanciers ou le président du comité des créanciers.

Annexe 4 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la détermination de la rémunération de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise (En anglais et en chinois)

(Source: Chinalawinfo Co., Ltd. Peking University Center for Legal Information, disponible sur le site d'internet: http://www.pkulaw.cn/cluster_call_form.aspx)

【Statute Title】 Provisions of the Supreme People's Court on Determination of the Administrator's Remunerations[现行有效]

【法规标题】 最高人民法院关于审理企业破产案件确定管理人报酬的规定 [Effective]

Promulgation date: 04-12-2007

生效日期： 2007-06-01

Effective date: 06-01-2007

发布日期： 2007-04-12

Department: Supreme People's Court 发布部门： 最高人民法院

Subject: Enterprises

类别： 企业

Announcement of the Supreme People's Court of the People's Republic of China

The Provisions of the Supreme People's Court on Determining the Administrator's Remunerations during the Trial of Enterprise Bankruptcy Cases, which were adopted at the 1422nd meeting of the Judicial Committee of the Supreme People's Court on April 4, 2007, are hereby promulgated and shall come into force as of June 1, 2007.

April 12, 2007

Provisions of the Supreme People's Court on Determination of the Administrator's Remunerations

(Adopted at the 1422nd meeting of the Judicial Committee of the Supreme People's Court on April 4, 2007 Judicial Interpretation No.9 [2007] of the Supreme People's Court)

For the purposes of impartially and efficiently trying the enterprise bankruptcy cases and regulating the determination of the administrator's remuneration by the people's courts, these Provisions are formulated in accordance with the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China.

中华人民共和国最高人民法院公告

《最高人民法院关于审理企业破产案件确定管理人报酬的规定》已于 2007 年 4 月 4 日由最高人民法院审判委员会第 1422 次会议通过，现予公布，自 2007 年 6 月 1 日起施行。

二〇〇七年四月十二日

最高人民法院关于审理企业破产案件确定管理人报酬的规定

(法释〔2007〕9号)

为公正、高效审理企业破产案件，规范人民法院确定管理人报酬工作，根据《中华人民共和国企业破产法》的规定，制定本规定。

Article 1 An administrator who performs the duties as mentioned in Article 25 of the Enterprise Bankruptcy Law has the right to obtain the corresponding remunerations.

The administrator's remunerations shall, under these Provisions, be determined by the people's court trying the enterprise bankruptcy case.

第一条 管理人履行企业破产法第二十五条规定的职责，有权获得相应报酬。

管理人报酬由审理企业破产案件的人民法院依据本规定确定。

Article 2 The people's court shall, according to total value of properties which the debtor uses to clear off the debts, determine the administrator's remunerations on the basis of the following rate limits:

(1) If the aforesaid total value is or does not exceed 1 million yuan, the rate shall be 12% or less;

(2) For the portion in excess of 1 million yuan up to 5 million yuan, the rate shall be 10% or less;

(3) For the portion in excess of 5 million yuan up to 10 million yuan, the rate shall be 8% or less;

(4) For the portion in excess of 10 million yuan up to 50 million yuan, the rate shall be 6% or less;

(5) For the portion in excess of 50 million yuan up to 100 million yuan, the rate shall be 3%;

(6) For the portion in excess of 100 million yuan up to 500 million yuan, the rate shall be 1%; and

(7) For the portion in excess of 500 million yuan, the rate shall be 0.5% or less.

The value of collateral which the guarantor has the priority to be repaid shall not be included in the total value of properties as mentioned in the preceding paragraph.

If the Supreme People's Court deems it necessary, it may, within the floating range of 30% on the basis of the aforesaid rates, formulate the rate limits on the administrator's remunerations which are commensurate with the local actual situation, make an announcement through the local influential media and simultaneously report it to the Supreme People's Court for records.

第二条 人民法院应根据债务人最终清偿的财产价值总额，在以下比例限制范围内分段确定管理人报酬：

(一) 不超过一百万元(含本数,下同)的,在12%以下确定；

(二) 超过一百万元至五百万元的部分,在10%以下确定；

(三) 超过五百万元至一千万元的部分,在8%以下确定；

(四) 超过一千万元至五千万的部分,在6%以下确定；

(五) 超过五千万至一亿元的部分,在3%以下确定；

(六) 超过一亿元至五亿元的部分,在1%以下确定；

(七) 超过五亿元的部分,在0.5%以下确定。

担保权人优先受偿的担保物价值，不计入前款规定的财产价值总额。

高级人民法院认为有必要的，可以参照上述比例在 30%的浮动范围内制定符合当地实际情况的管理人报酬比例限制范围，并通过当地有影响的媒体公告，同时报最高人民法院备案。

Article 3 The people's court may, according to the actual circumstance of a bankruptcy case, determine whether the administrator should charge the remunerations by installments or in a lump sum at long last.

第三条 人民法院可以根据破产案件的实际情况，确定管理人分期或者最后一次性收取报酬。

Article 4 After the people's court accepts an enterprise bankruptcy application, it shall estimate the value of the debtors' properties available to clear off the debts and the administrator's workload so as to determine a preliminary plan on the administrator's remunerations. The preliminary plan on the administrator's remunerations shall include the administrator's remuneration rates as well as when to charge the remunerations.

第四条 人民法院受理企业破产申请后，应当对债务人可供清偿的财产价值和管理人的工作量作出预测，初步确定管理人报酬方案。管理人报酬方案应当包括管理人报酬比例和收取时间。

Article 5 If the people's court appoints an administrator by way of public competition, it may determine the administrator's remuneration plan according to the prices quoted by social intermediary agencies, but the remuneration rates shall not go beyond the range of rate limits as prescribed in Article 2 of these Provisions.

Ordinarily, the aforesaid remuneration plan shall not be adjusted unless an objection stands at the creditors' meeting.

第五条 人民法院采取公开竞争方式指定管理人的，可以根据社会中介机构提出的报价确定管理人报酬方案，但报酬比例不得超出本规定第二条规定的限制范围。

上述报酬方案一般不予调整，但债权人会议异议成立的除外。

Article 6 The people's court shall, within 3 days as of the date of determination of the administrator's remuneration plan, give a written notice to the administrator.

The administrator shall report the contents of the administrator's remuneration plan at the first meeting of creditors.

第六条 人民法院应当自确定管理人报酬方案之日起三日内，书面通知管理人。

管理人应当在第一次债权人会议上报告管理人报酬方案内容。

Article 7 If administrator and the creditors' meeting have different opinions on the administrator's remuneration plan, a negotiation may be arranged. If both parties agree on the contents of the administrator's remuneration plan upon negotiation, the administrator shall file with the people's court concrete requests and grounds in writing, together with the resolution of the corresponding creditors' meeting.

If the people's court considers upon examination that the aforesaid requests and grounds are not contrary to the mandatory provisions of any law or administrative regulation, nor will they impair the legitimate rights and interests

of others, it shall adjust the administrator's remuneration plan according to the negotiation result of both parties.

第七条 管理人、债权人会议对管理人报酬方案有意见的，可以进行协商。双方就调整管理人报酬方案内容协商一致的，管理人应向人民法院书面提出具体的请求和理由，并附相应的债权人会议决议。

人民法院经审查认为上述请求和理由不违反法律和行政法规强制性规定，且不损害他人合法权益的，应当按照双方协商的结果调整管理人报酬方案。

Article 8 After the people's court determines the administrator's remuneration plan, it may make adjustments according to the actual situation of the bankruptcy case and the administrator's performance of duties.

The people's court shall, within 3 days after it adjusts the administrator's remuneration plan, give a written notice to the administrator. The administrator shall, within 3 days from the day when he (it) receives the said notice, report to the creditors' committee or to the chairman of the creditors' meeting the contents of the administrator's remuneration plan as adjusted.

第八条 人民法院确定管理人报酬方案后，可以根据破产案件和管理人履行职责的实际情况进行调整。

人民法院应当自调整管理人报酬方案之日起三日内，书面通知管理人。管理人应当自收到上述通知之日起三日内，向债权人委员会或者债权人会议主席报告管理人报酬方案调整内容。

Article 9 When the people's court determines or adjusts the administrator's remuneration plan, it shall take into consideration the following factors:

- (1)The complexity of the bankruptcy case;
- (2)The diligence of the administrator;
- (3)The capital contributions actually made by the administrator to the revival and compromise work;
- (4)The risks born and the responsibilities shouldered by the administrator;
- (5)The residents' disposable income and the price level of the place where the debtor is located; and
- (6)Other information which may affect the administrator's remuneration.

第九条 人民法院确定或者调整管理人报酬方案时，应当考虑以下因素：

- (一)破产案件的复杂性；
- (二)管理人的勤勉程度；
- (三)管理人为重整、和解工作做出的实际贡献；
- (四)管理人承担的风险和责任；
- (五)债务人住所地居民可支配收入及物价水平；
- (六)其他影响管理人报酬的情况。

Article 10 The administrator's remuneration determined at long last and the collection thereof shall be included in the plan on the distribution of bankruptcy properties. During the process of compromise or revival, the administrator's

remuneration plan shall be included in the draft of composition deed or draft of revival plan.

第十条 最终确定的管理人报酬及收取情况，应列入破产财产分配方案。在和解、重整程序中，管理人报酬方案内容应列入和解协议草案或重整计划草案。

Article 11 To charge the remuneration, the administrator shall file with the people's court a written application, which shall include the following contents:

(1)The information about the debtor's properties available to pay the remuneration;

(2)The time to apply for charging the remuneration, as well as the amount of the remuneration; and

(3)The information about the administrator's performance of its duties.

The people's court shall, within 10 days after it receives the aforesaid application, determine the amount of remunerations to be paid to the administrator.

第十一条 管理人收取报酬，应当向人民法院提出书面申请。申请书应当包括以下内容：

(一) 可供支付报酬的债务人财产情况；

(二) 申请收取报酬的时间和数额；

(三) 管理人履行职责的情况。

人民法院应当自收到上述申请书之日起十日内，确定支付管理人的报酬数额。

Article 12 The administrator's remunerations shall be paid, inter alia, out of the debtor's properties.

If the debtor's properties are not sufficient to pay the administrator's remunerations and the expenses of the administrator for performing his (its) duties, the administrator may file with the people's court for terminating the bankruptcy procedures, but if the creditor, administrator, capital contributor of the debtor or any other party in interest is willing to make advance payments for the aforesaid remunerations and expenses, the bankruptcy procedure may continue.

The aforesaid advance payments as the bankruptcy expenses may be refunded to the advance payer from the debtor's properties.

第十二条 管理人报酬从债务人财产中优先支付。

债务人财产不足以支付管理人报酬和管理人执行职务费用的，管理人应当提请人民法院终结破产程序。但债权人、管理人、债务人的出资人或者其他利害关系人愿意垫付上述报酬和费用的，破产程序可以继续进行的。

上述垫付款项作为破产费用从债务人财产中向垫付人随时清偿。

Article 13 If the administrator makes reasonable efforts in respect of maintenance, cashing and delivery of the collateral, he (it) has the right to charge the guarantor a proper remuneration. If the administrator and the guarantor do not agree on the amount of the aforesaid remuneration, the people's court shall determine it through the method set forth in Article 2 of these Provisions, but the rates of remuneration shall not exceed 10% of the limits as set forth in this Article.

第十三条 管理人对担保物的维护、变现、交付等管理工作付出合理劳动的，有权向担保权人收取适当的报酬。管理人与担保权人就上述报酬数额不能协商一致的，人民法院应当参照本规定第二条规定的方法确定，但报酬比例不得超出该条规定限制范围的 10%。

Article 14 If a law firm or accounting firm hires any other social intermediary agency or personnel of the same industry to help the administrator to perform his (its) duties, the necessary expenses shall be paid out of his (its) remunerations.

If a bankruptcy liquidation firm hires any other social intermediary agency or personnel to help the administrator to perform his (its) duties, the necessary expenses shall be paid out of his (its) remunerations.

第十四条 律师事务所、会计师事务所通过聘请本专业的其他社会中介机构或者人员协助履行管理人职责的，所需费用从其报酬中支付。

破产清算事务所通过聘请其他社会中介机构或者人员协助履行管理人职责的，所需费用从其报酬中支付。

Article 15 Among the members of the liquidation group, those assigned by the relevant government departments shall charge any remuneration for participation in the relevant work. The remunerations of institutions or personnel shall be determined according to duties they perform.

第十五条 清算组中有关政府部门派出的工作人员参与工作的不收取报酬。其他机构或人员的报酬根据其履行职责的情况确定。

Article 16 If the administrator is changed, the people's court shall determine the remunerations to both administrators, respectively. The rates of total remunerations shall not exceed the rate limit set forth in Article 2 of these Provisions.

第十六条 管理人发生更换的，人民法院应当分别确定更换前后的管理人报酬。其报酬比例总和不得超出本规定第二条规定的限制范围。

Article 17 If the creditors' meeting makes any objection to the administrator's remunerations, it shall file written requests and grounds with the people's court, together with the resolution of the corresponding creditors' meeting.

第十七条 债权人会议对管理人报酬有异议的，应当向人民法院书面提出具体的请求和理由。异议书应当附有相应的债权人会议决议。

Article 18 The people's court shall, within 3 days after it receives the objection of the creditors' meeting, give a notice to the administrator. The administrator shall make a written explanation within 3 days after it receives a notice.

If the people's court deems it necessary, it may hold a hearing so as to hear the opinions of the parties concerned.

The people's court shall, within 10 days after it receives the objection of the creditors' meeting, notify the administrator, the creditor's meeting or the chairman thereof of whether to adjust the administrator's remunerations.

第十八条 人民法院应当自收到债权人会议异议书之日起三日内通知管理人。管理人应当自收到通知之日起三日内作出书面说明。

人民法院认为有必要的，可以举行听证会，听取当事人意见。

人民法院应当自收到债权人会议异议书之日起十日内，就是否调整管理人报酬问题书面通知管理人、债权人委员会或者债权人会议主席。

Annexe 5 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise

(Traduit en français par Lin CHONG, corrigé par Monsieur Alexandre FLEXOR)

(Fa Shi [2007] 8 , Adoptée le 4 avril 2007 ; entrée en vigueur à partir du 1 juin 2007)

Annonce de la Cour populaire suprême de la République populaire de Chine.

La présente disposition a pour objectif de juger les affaires de faillite d'entreprise de manière équitable et impartiale, d'assurer le bon déroulement du procès et de promouvoir le développement et l'amélioration du système d'administrateur judiciaire. Ces dispositions sont formulées conformément à la loi sur la faillite d'entreprise de la République Populaire de Chine.

I . L'établissement de la liste d'administrateurs judiciaires

Art 1. Les tribunaux doivent nommer l'administrateur judiciaire dans l'instruction d'une affaire de faillite d'entreprise. Sauf circonstances prévues par la loi sur la faillite d'entreprise et par la présente disposition, l'administrateur judiciaire doit être choisi sur la liste des administrateurs judiciaires.

Art 2. Les Hautes cours, décident d'établir elles-mêmes la liste des administrateurs judiciaires ou de la faire établir par les Tribunaux populaires intermédiaires de leur juridiction. Cette liste sera établie en considérant un certain nombre d'organismes sociaux intermédiaires tels que les cabinets d'avocats, les cabinets d'experts comptables, ou les cabinets de liquidation de faillite, en fonction du nombre de praticiens disponibles dédiés à plein temps, ainsi que du nombre des faillites d'entreprises dans leur juridiction.

Le tribunal doit préparer une liste d'administrateurs judiciaires personnes physiques, et par ailleurs une liste d'administrateurs judiciaires personnes morales à partir des organismes sociaux intermédiaires (tels que ceux définis au paragraphe précédent). La liste des administrateurs judiciaires, préparée par une Haute Cour provinciale, est divisée en sections correspondant au ressort de chaque cour intermédiaire.

Art 3 L'organisme social intermédiaire concerné qui satisfait aux conditions prévues par la loi sur la faillite des entreprises et la personne physique concernée ayant des connaissances dans les domaines spécifiques et des qualifications professionnelles, peuvent demander leur inscription sur la liste de l'institution au titre d'administrateur judiciaire. Des personnes physiques ayant une connaissance dans les domaines concernés et possédant la qualification professionnelle requise, peuvent demander d'être inclus sur la liste des administrateurs judiciaires physiques, à condition d'appartenir à un organisme social intermédiaire lui-même sélectionné sur la liste des organismes sociaux intermédiaires agréés.

Art 4. L'intéressé (physique ou moral) dépose sa demande d'inscription sur la liste des administrateurs auprès du tribunal où se trouve son siège. Le tribunal prend la décision d'inscription sur la liste ou de refus de cette inscription.

Le tribunal populaire compétent ne doit pas accepter une demande non-locale, à moins que l'intéressé relevant d'une autre juridiction non-locale ait établi une branche ou succursale dans sa juridiction.

Art 5. Le Tribunal populaire doit, à travers des médias les plus influents au sein de sa juridiction, faire une notification publique au sujet des questions pertinentes à la préparation de la liste des administrateurs judiciaires. La notification publique doit contenir les points suivants :

- (1) les conditions de la demande;
- (2) les dossiers nécessaires à la soumission;
- (3) les critères et la procédure d'évaluation ;
- (4) les fonctionnements des administrateurs et leurs responsabilités juridiques;
- (5) la date limite de soumission des documents de demande ;
- (6) d'autres questions sur lesquelles le tribunal populaire juge nécessaire de faire une notification.

Art 6. Lorsqu'un cabinet d'avocats ou un cabinet d'expertise comptable demande son inscription sur la liste des administrateurs, il doit fournir les documents suivants :

- (1) son certificat d'exercice, des documents d'approbation pour son établissement ou son permis d'exploitation (sa licence);
- (2) le statut;
- (3) la liste des noms des praticiens à temps plein dans ce cabinet d'avocats ou ce cabinet d'expertise comptable, et des photocopies de leurs certificats d'exercice;
- (4) les dossiers de présentation, de ses résultats et performances passées;

(5) une attestation délivrée par (l'organisme disciplinaire professionnel) garantissant l'authenticité des documents fournis par le cabinet d'avocats ou le cabinet d'expertise comptable et attestant que ledit cabinet n'a jamais fait l'objet d'aucune sanction administrative ou disciplinaire ;

(6) Tout autre document requis par le Tribunal populaire.

Article 7 Lorsqu'un cabinet de liquidation de faillite demande son inscription sur la liste des administrateurs, il doit fournir les documents suivants :

(1) son certificat d'exercice, des documents d'approbation pour son établissement;

(2) le certificat d'aptitude à la profession juridique ou le certificat d'aptitude de comptable agréé en tant que praticien à temps plein, ou l'attestation de son expérience professionnelle en gestion ;

(3) les dossiers de la présentation de ses performances;

(4) l'attestation qu'il est en mesure d'assumer la responsabilité civile de façon indépendante;

(5) une attestation délivrée par l'organisme disciplinaire professionnel sur l'authenticité des documents fournis ainsi qu'une attestation d'absence de toute sanction administrative ou disciplinaire ; ou une déclaration équivalente du demandeur;

(6) D'autres documents tels que requis par le tribunal populaire.

Article 8 Lorsqu'une personne physique présente une demande pour être inclus dans la liste d'administrateur judiciaire, il doit fournir:

(1) une photocopie de son certificat d'aptitude à la profession juridique ou le certificat d'aptitude de comptable agréé, ainsi que d'une certification sur le nombre d'années de pratique;

(2) une lettre délivrée par l'organisme social intermédiaire dans lequel il travaille, l'autorisant à agir au titre d'administrateur;

(3) les documents sur ses aptitudes professionnelles et ses activités passées pertinentes pour la fonction sollicitée;

(4) un certificat d'assurance responsabilité civile valide pour l'année en cours;

(5) une attestation délivrée par l'organisme disciplinaire professionnel attestant l'authenticité des documents fournis ainsi qu'une attestation d'absence de sanction administrative ou disciplinaire ;

(6) Tous autres documents requis par le Tribunal populaire.

Article 9 Lorsqu'un organisme social intermédiaire ou une personne physique se trouve dans l'une des circonstances ci-après, le tribunal populaire peut appliquer le point (4) de l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi sur la faillite des entreprises:

(1) Une sanction administrative ou une sanction disciplinaire par l'organe d'administration, par l'organisme de réglementation ou par l'organisme disciplinaire professionnel pour faute intentionnelle ou grave pendant l'exécution de sa mission entraîne une incapacité de trois ans à partir du jour où il a reçu cette sanction;

(2) S'il est soupçonné d'avoir commis une infraction et soumis à examen par le service compétent ;

(3) Trois ans ne sont pas caduques à partir du jour où il a été retiré de la liste des administrateurs en raison de son exécution inapproprié de sa fonction ou du refus de sa candidature par le tribunal populaire;

(4) Il n'a pas les capacités professionnelles requises en tant qu'administrateur;

(5) Il ne peut pas assumer la responsabilité civile de façon indépendante;

(6) Autres circonstances dans lesquelles le Tribunal populaire considère que son exercice des fonctions peut être affecté.

(5) il ne peut assumer sa responsabilité civile ;

Article 10 Lorsque le Tribunal populaire prépare les listes des administrateurs judiciaires il doit former un comité spécial qui détermine les listes. Le comité spécial se compose d'au moins 7 personnes.

Le Tribunal populaire doit établir les critères de sélection, en fonction des situations effectives des organismes sociaux intermédiaires et de leurs praticiens dans sa juridiction, en tenant compte de leurs performances, de leurs capacités et de leur niveau professionnel, de la taille des organismes sociaux intermédiaires, de leur expérience dans le traitement des affaires de faillite d'entreprise et d'autres facteurs. Le jury détermine la note définitive d'un demandeur sur la base de toutes ces appréciations concrètes.

Le tribunal populaire doit élaborer les listes préliminaires des administrateurs en fonction des conclusions du comité spécial.

Article 11 Le tribunal populaire doit faire une notification publique des listes préliminaires des administrateurs par les médias influents au sein de sa juridiction. La durée de l'annonce doit être de 10 jours.

Le tribunal populaire doit examiner l'objection formulée contre un candidat qui est inclus dans la liste préliminaire. Si la réclamation est raisonnable, le tribunal populaire doit supprimer ce candidat de la liste des administrateurs.

Article 12 Après l'expiration de la période d'annonce, le tribunal populaire doit fixer les listes des administrateurs et faire une notification publique dans les médias nationaux influents et envoyer une copie pour enregistrement, de proche en proche jusqu'à la Cour Populaire Suprême.

Article 13 Le tribunal populaire peut, selon les circonstances réelles de sa compétence, élaborer les listes des administrateurs, lot par lot.

Tous les documents relatifs à la préparation des listes des administrateurs doivent être mis dans les archives pour consultation.

Article 14 Le tribunal populaire peut modifier la liste des administrateurs en temps voulu, en fonction du nombre des cas de faillite d'entreprise, de la qualité des prestations des administrateurs judiciaires dans l'exercice de leur fonction, des changements de la qualification des administrateurs judiciaires ainsi que d'autres facteurs. Les organismes sociaux intermédiaires et les personnes physiques qui sont nouvellement inclus dans les liste des administrateurs judiciaires doivent se conformer aux procédures prescrites dans ces dispositions.

Si le tribunal populaire estime qu'un organisme social intermédiaire ou qu'un individu se trouve dans l'une des situations telles que décrites dans le troisième alinéa de l'article 24 de la loi de faillite d'entreprise, il doit être radié de la liste des administrateurs.

II. La désignation de l'administrateur

Article 15 Le tribunal populaire désigne principalement l'un des administrateurs judiciaires inscrits sur la liste locale des administrateurs judiciaires.

Dans le cas de la faillite d'une banque commerciale, d'une société de valeurs mobilières, d'une société d'assurances ou de toute autre institution financière, ou dans le cas de la faillite de toute autre entreprise ayant une influence nationale, ou dans un cas de faillite dans lequel la relation juridique est complexe, ou dans un cas de faillite dans lequel les propriétés du débiteur sont dispersées dans différents endroits, le tribunal compétent peut nommer un administrateur judiciaire sur la liste des administrateurs préparée par la Haute Cour ou dans celle établie par le tribunal populaire des autres lieux.

Article 16 Le tribunal populaire compétent en principe désigne un organisme social intermédiaire inscrit dans la liste des administrateurs judiciaires pour agir en tant qu'administrateur judiciaire.

Article 17 Pour un cas de faillite d'entreprise dans lequel les faits sont clairs, les relations juridiques de crédits et de dettes sont simples et les propriétés du débiteur sont relativement centralisées, le tribunal populaire peut nommer une personne physique sur la liste des administrateurs judiciaires en tant qu'administrateur.

Article 18 Le tribunal populaire peut nommer un groupe de liquidation en tant qu'administrateur, si la faillite d'entreprise se produit dans l'une des circonstances suivantes:

(1) si avant d'être saisi de la demande de faillite, le groupe de liquidation a été formé en vertu de dispositions pertinentes, et que le tribunal populaire juge que la formation est conforme à l'article 19 de la présente disposition;

(2) s'il estime que ce cas est tel que décrit dans l'article 133 de la loi de faillite d'entreprise;

(3) si Le droit applicable prévoit qu'un groupe de liquidation doit être formé quand une entreprise fait faillite, ou

(4) en toutes autres circonstances dans lesquelles le tribunal populaire estime qu'il peut nommer le groupe de liquidation en tant qu'administrateur.

Article 19 Si le groupe de liquidation agit en tant qu'administrateur judiciaire, le tribunal populaire peut nommer les membres du groupe de liquidation parmi les fonctionnaires du secteur économique concerné, parmi des organismes sociaux intermédiaires inclus dans la liste des administrateurs ainsi que parmi des sociétés financières de gestion d'actifs. La Banque populaire de Chine (la Banque centrale de Chine) et l'autorité financière peuvent affecter des personnes pour participer au groupe de liquidation en vertu des lois pertinentes et des règlements administratifs.

Article 20 Le tribunal populaire doit nommer en principe l'administrateur de façon publique et aléatoire à partir de la liste en vigueur; soit à tour de rôle, soit

par tirage au sort, en utilisant des numéros de chance, ou de toute autre façon aléatoire.

Article 21 Dans le cas de faillite d'une banque commerciale, d'une société des valeurs mobilières, d'une société d'assurances ou de toute autre institution financière, ou dans le cas de faillite de toute autre entreprise ayant l'influence nationale, ou dans le cas d'une faillite où la relation juridique est complexe, ou dans laquelle les propriétés du débiteur sont dispersées dans différents endroits, le tribunal populaire compétent pourra inviter des organismes sociaux intermédiaires, figurant sur les listes des administrateurs préparées par les tribunaux populaires des différents endroits, à participer à la compétition en faisant une annonce (notification publique). Le tribunal compétent nomme comme administrateur judiciaire un administrateur parmi les compétiteurs. Le nombre des organismes sociaux intermédiaires participant à la compétition doit être au minimum 3.

Pour nommer un administrateur judiciaire par voie de concurrence, le tribunal populaire doit former un comité spécial d'examen.

Le comité spécial d'examen doit, à la lumière des caractéristiques de l'affaire, tenir compte globalement du niveau professionnel de l'organisme social intermédiaire candidat, de son expérience, de sa taille et des devis préliminaires qu'il établit, puis le comité spécial doit choisir comme administrateur judiciaire le meilleur parmi les organismes sociaux intermédiaires participant à la compétition.

L'organisme social intermédiaire nommé administrateur, doit être consenti par la moitié ou plus des membres du comité d'examen.

Pour nommer un administrateur par voie de concours le tribunal populaire doit en plus déterminer un ou deux organismes sociaux intermédiaires en tant que suppléants, afin de pouvoir répondre le cas échéant, à la nécessité de changer d'administrateur judiciaire.

Article 22 En cas de faillite d'une banque commerciale, d'une société de valeurs mobilières, d'une société d'assurances ou de toute autre institution financière qui a été soumise à une procédure administrative de redressement ou de la liquidation, le tribunal populaire compétent peut nommer un administrateur judiciaire conformément à l'article 18 (1) de ces dispositions; ainsi il peut nommer

l'un des organismes sociaux inclus dans la liste des administrateurs recommandés par l'autorité financière.

Article 23 Lorsqu'un organisme social intermédiaire ou un membre du groupe de liquidation se trouve dans l'une des situations mentionnées ci-après, et que la bonne exécution de leurs fonctions d'administrateur judiciaire peut en être affectée, le tribunal compétent peut considérer qu'il existe une relation d'intérêt comme le prescrit (3) du troisième alinéa de l'article 24 de la loi de faillite d'entreprise:

(1) s'il existe un droit de créance en cours ou une non-exécution d'une dette entre l'administrateur et le débiteur ou un créancier;

(2) si au cours des trois années précédant la saisine du tribunal populaire en vue de l'ouverture d'une procédure de faillite, le candidat a déjà fourni au débiteur des services sur une période relativement longue;

(3) s'il est un actionnaire contrôlant ou un contrôleur réel du débiteur ou d'un créancier au moment de la saisine du tribunal populaire, ou s'il a été un actionnaire contrôlant ou un contrôleur réel du débiteur ou d'un créancier au cours des trois années précédentes;

(4) si actuellement il agit au titre de conseiller financier ou de conseiller juridique du débiteur ou d'un créancier, ou s'il a agi comme conseiller financier ou conseiller juridique du débiteur ou d'un créancier au cours des trois années précédant la saisine du tribunal populaire ;

(5) En toutes autres circonstances dans lesquelles le tribunal populaire estime que la bonne exécution de leurs fonctions d'administrateur judiciaire peut être affectée.

Article 24 Lorsque la personne nommée en tant que membre du groupe de liquidation, ou la personne nommée à un organisme social intermédiaire, ou une personne physique administrateur judiciaire se trouve dans une des situations définies ci-après, et que la bonne exécution de ses fonctions d'administrateur judiciaire peut en être affectée, le tribunal compétent peut considérer qu'il existe

une relation d'intérêt comme le définit le (3) du troisième alinéa de l'article 24 de la loi de faillite d'entreprise

Etre dans la situation prévue à l'article 23 de ces dispositions;

(2) être membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou cadre supérieur du débiteur ou d'un créancier au moment ou la saisine du tribunal populaire, ou avoir déjà été membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou cadre supérieur du débiteur ou d'un créancier au cours des trois ans précédant avant que le tribunal populaire accepte la demande de faillite, au cours des trois années précédant la saisine du tribunal populaire ;

(3) s'il est le conjoint, parent par la filiation, collatéral au troisième degré, alliés en ligne directe et au premier degré de tout actionnaire contrôlant, du membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou du cadre supérieur du débiteur ou un créancier :

(4) en toutes autres circonstances dans lesquelles le tribunal populaire estime que la bonne exécution de ses fonctions de l'administrateur judiciaire peut être affectée.

Article 25 Pendant le déroulement de la procédure de nomination d'un administrateur judiciaire, si un organisme social intermédiaire ou l'administrateur judiciaire physique trouve qu'il a un conflit d'intérêt dans ce cas, il doit, de sa propre initiative, demander lui-même d'être disqualifié et rapporter une explication écrite au tribunal populaire. Si le tribunal populaire estime que l'organisme social intermédiaire ou l'administrateur judiciaire physique a un intérêt dans l'affaire en traitement, il ne doit pas nommer celui-ci en tant qu'administrateur judiciaire pour ce cas.

Article 26 Si un organisme social intermédiaire ou l'administrateur judiciaire physique est impliqué dans un différend important de la dette ou est sujet d'enquête par les services compétents en raison de toute violation, le tribunal populaire ne doit pas nommer celui-ci en tant qu'administrateur judiciaire pour ce cas.

Article 27 Pour nommer un administrateur, le tribunal populaire doit prendre une décision écrite et la signifier à l'administrateur judiciaire nommé, à la

requérante de l'affaire de faillite, au débiteur, ainsi que l'organe d'enregistrement de l'entreprise du débiteur. La décision écrite doit être notifiée au public, avec le jugement d'ouverture du procès de faillite.

La décision écrite doit être notifiée au public avec le jugement d'ouverture.

Article 28 Sans raison valable, l'administrateur judiciaire ne peut pas refuser sa nomination par le tribunal populaire.

Une fois nommé, l'administrateur judiciaire ne peut pas, sous quelque forme, que ce soit, transférer tout ou une partie de ses fonctions à tout autre organisme social intermédiaire ou à un autre administrateur judiciaire physique.

Article 29 L'administrateur judiciaire peut, selon la décision écrite de la nomination de l'administrateur judiciaire émise par le tribunal compétent, faire un sceau d'administrateur judiciaire et commencer à l'utiliser après avoir présenté un spécimen joint au tribunal populaire pour les enregistrements.

Le sceau de l'administrateur judiciaire ne peut être utilisé que dans l'affaire de faillite concernée. Après que l'administrateur judiciaire met fin à son fonctions conformément à l'article 122 de la loi sur la faillite d'entreprise, il doit remettre le sceau de l'administrateur à l'organe de sécurité publique pour le détruire et de présenter un certificat de destruction au tribunal populaire.

Article 30 Le tribunal populaire compétent doit mettre les documents qui ont été établis pendant le processus de nomination d'un administrateur judiciaire dans les fichiers du dossier de faillite de l'entreprise. L'assemblée des créanciers ou le comité des créanciers ont le pouvoir de les consulter.

III. Remplacement des administrateurs

Article 31 Si l'assemblée des créanciers demande de changer d'administrateur judiciaire en vertu de l'alinéa 2 de l'article 22 de la loi sur la faillite d'entreprise, il doit prendre une résolution et déposer une demande écrite au tribunal populaire.

Une fois que le tribunal populaire a reçu une demande de l'assemblée des créanciers, il notifie à l'administrateur qu'il doit donner une explication écrite dans les 2 jours.

Article 32 Si le tribunal populaire estime que les motifs de la demande ne résistent pas à l'examen, il doit, dans les 10 jours après avoir reçu une explication écrite du demandeur, décider de rejeter la demande.

Article 32 Si le tribunal populaire estime que les motifs de la demande ne sont pas valables, il doit, dans les 10 jours après avoir reçu une explication écrite du demandeur, décider de rejeter la demande. Il doit prendre sa décision de rejet au plus tard 10 jours après réception de la demande écrite.

Si le tribunal populaire estime que les motifs de la demande de changer d'administrateur judiciaire sont valables, il doit, dans les 10 jours après avoir reçu une explication écrite du demandeur, décider de changer l'administrateur judiciaire.

Si le tribunal populaire estime que les motifs de demande de changer l'administrateur judiciaire sont valables, il doit, 10 jours après avoir reçu l'explication écrite du demandeur, décider de changer l'administrateur judiciaire.

Article 33 Si un organisme social intermédiaire en tant qu'administrateur est dans l'une des situations suivantes, le tribunal populaire peut décider de le remplacer d'office ou à la demande de l'assemblée des créanciers:

- (1) Sa licence d'exercice ou de permis d'exploitation est révoquée ou annulée;
- (2) Il est dissous, fait faillite ou perd la capacité à engager sa responsabilité civile;
- (3) Il a un intérêt dans cette affaire;

(4) Quand il exerce ses fonctions, il lèse les intérêts des créanciers intentionnellement ou par faute grave ;

(5) Il est dans l'une des situations telles que décrites à l'article 26 des présentes dispositions.

Les membres du groupe de liquidation sont régis par analogie avec l'alinéa précédent.

Article 34 Si une personne physique en tant qu'administrateur judiciaire est dans l'une des situations suivantes, le tribunal populaire peut décider de le remplacer d'office ou à la demande de l'assemblée des créanciers:

(1) Sa licence d'exercice est révoquée ou annulée;

(2) Il a un conflit d'intérêt dans cette affaire;

(3) Quand il exerce ses fonctions, il lèse les intérêts des créanciers intentionnellement ou par faute grave ;

(4) Il a disparu, est décédé ou a perdu la capacité civile;

(5) Il est incapable d'exercer ses fonctions en raison d'un problème de santé;

(6) Son assurance de responsabilité professionnelle devient invalide ;

(7) Il est dans l'une des situations visées à l'article 26 de ces dispositions.

Toute personne sélectionnée par les membres du groupe de liquidation ou par l'organisme social intermédiaire est régie par analogie avec les dispositions de l'alinéa précédent.

Article 35 Si un administrateur judiciaire demande sa démission sans aucune raison valable, cette demande doit être refusée par le tribunal populaire. Les raisons justifiables doivent être déterminées par référence à la condition prévue par l'article 33 et 34 des présentes dispositions.

Article 36 Lorsqu'un administrateur judiciaire insiste pour sa démission et ne continue plus d'exercer ses fonctions après que sa demande de démission a été

refusée par le tribunal populaire, le tribunal populaire doit décider de changer l'administrateur judiciaire.

Article 37 Si le tribunal populaire décide de changer l'administrateur judiciaire, l'ancien administrateur judiciaire doit, dès le lendemain après avoir reçu notification de la décision, transférer tous les documents, les actifs, les affaires commerciales et le sceau d'administrateur au nouvel administrateur judiciaire, sous la supervision du tribunal populaire et doit donner un rapport écrit sur l'état d'avancement des travaux au nouvel administrateur judiciaire. Si l'ancien administrateur n'exerce pas ces fonctions, le nouvel administrateur peut directement prendre en charge les affaires concernées.

Avant la fin de la procédure de faillite, l'ancien administrateur judiciaire doit, à tout moment, répondre aux interrogations faites par le nouvel administrateur, l'assemblée des créanciers et le tribunal populaire au sujet de son exercice des fonctions.

Article 38 Si le tribunal populaire décide de changer d'administrateur, il doit signifier la décision à l'ancien administrateur judiciaire, le nouvel administrateur judiciaire, le requérant de la faillite, le débiteur et l'autorité d'enregistrement d'entreprise du débiteur, et faire une notification publique.

Article 39 Si un administrateur judiciaire insiste pour sa démission et ne continue pas d'exercer ses fonctions après que sa demande de démission a été refusée par le tribunal populaire, ou si l'ancien administrateur refuse de transférer les affaires concernées au nouvel administrateur après que le tribunal populaire décide de changer d'administrateur judiciaire, le tribunal populaire peut, conformément à l'article 130 de la loi sur la faillite d'entreprise et les circonstances concrètes, décider de donner une sanction pécuniaire à l'administrateur. Si l'administrateur judiciaire est un organisme social intermédiaire, l'amende peut être

50 000 yuans à 200 000 yuans. Si l'administrateur judiciaire est une personne physique, l'amende peut être 10.000 yuans à 50 000 yuans.

Si l'administrateur judiciaire commet un des actes mentionnés dans l'alinéa précédent ou refuse la nomination du tribunal populaire sans la raison justifiable, le tribunal populaire en charge d'établir la liste d'administrateur judiciaire peut décider de suspendre sa qualification pour agir en tant qu'administrateur pour 1 à 3 ans, ou retirer son nom de la liste des administrateurs judiciaires.

Article 40 La sanction pécuniaire fait l'objet d'un recours. Le tribunal populaire de l'échelon supérieur doit, dans les 5 jours après avoir reçu la demande de réexamen, prendre la décision et en informer le tribunal populaire inférieur et la partie concernée.

Annexe 6 La disposition de la Cour populaire suprême relative à la désignation de l'administrateur judiciaire en cas de faillite d'entreprise (En anglais et en chinois)

(Source: Chinalawinfo Co.,Ltd. Peking University Center for Legal Information, disponible sur le site d'internet: http://www.pkulaw.cn/cluster_call_form.aspx)

【 Statute Title 】 Provisions of the Supreme People's Court on Designating the Administrator during the Trial of Enterprise Bankruptcy Cases[现行有效]

【法规标题】 最高人民法院关于审理企业破产案件指定管理人的规定 [Effective]

Promulgation date: 04-12-2007

Effective date: 06-01-2007

Department: Supreme People's Court

Subject: Enterprises

发布日期： 2007-04-12

生效日期： 2007-06-01

发布部门： 最高人民法院

类别： 企业

Announcement of the Supreme People's Court of the People's Republic of China Provisions of the Supreme People's Court on the Designation of Administrators during the Trial of Enterprise Bankruptcy Cases, which were adopted at the 1422nd judicial meeting of the Supreme People's Court on April 4, 2007, are hereby promulgated and shall come into force as of June 1, 2007.

April 12, 2007

Provisions of the Supreme People's Court on Designating the Administrator during the Trial of Enterprise Bankruptcy Cases

(Adopted at the 1422nd judicial meeting of the Supreme People's Court on April 4, 2007

Judicial Interpretation No. 8 [2007])

For the purposes of fairly and impartially hearing enterprise bankruptcy cases, ensuring the trial of bankruptcy tasks be carried out smoothly and promoting the improvement and development of the system of administrators, these Provisions are formulated in accordance with [the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China](#).

中华人民共和国最高人民法院公告

《最高人民法院关于审理企业破产案件指定管理人的规定》已于 2007 年 4 月 4 日由最高人民法院审判委员会第 1422 次会议通过，现予公布，自 2007 年 6 月 1 日起施行。

二〇〇七年四月十二日

最高人民法院关于审理企业破产案件指定管理人的规定
(法释〔2007〕8号)

为公平、公正审理企业破产案件，保证破产审判工作依法顺利进行，促进管理人制度的完善和发展，根据《[中华人民共和国企业破产法](#)》的规定，制定本规定。

I. Preparation of a Roster of Administrators

一、管理人名册的编制

Article 1 The people's court shall designate an administrator in the trial of an enterprise bankruptcy case. Unless it is otherwise provided for in [the Enterprise Bankruptcy Law](#) or in these Provisions, the administrator shall be designated out of the roster of administrators.

第一条 人民法院审理企业破产案件应当指定管理人。除[企业破产法](#)和本规定另有规定外，管理人应当从管理人名册中指定。

Article 2 A higher people's court shall, according to the number of law firms, accounting firms, bankruptcy liquidation firms and other social intermediary agencies, number of full-time practitioners, and number of enterprise bankruptcy cases within its jurisdiction, decide to prepare a roster of administrator by itself or by the intermediary people's court within its jurisdiction. A people's court shall prepare a roster of social intermediary agencies as administrators and a roster of individuals as administrators, respectively. In the roster of administrators prepared by a higher people's court which is not in a municipality directly under the Central Government, it shall indicate the intermediate people's court within whose jurisdiction each social intermediary institution or individual is.

第二条 高级人民法院应当根据本辖区律师事务所、会计师事务所、破产清算事务所等社会中介机构及专职从业人员数量和企业破产案件数量，确定由本院或者所辖中级人民法院编制管理人名册。

人民法院应当分别编制社会中介机构管理人名册和个人管理人名册。由直辖市以外的高级人民法院编制的管理人名册中，应当注明社会中介机构和个人所属中级人民法院辖区。

Article 3 Any social intermediary institution which satisfies the conditions as prescribed in [the Enterprise Bankruptcy Law](#) and has practitioners with professional knowledge and practicing qualifications may apply for being included in the roster of administrators. In those social intermediary agencies which have been included in the roster of institutions as administrators, the persons with relevant professional knowledge and practicing qualifications may apply for being included in the roster of individuals as administrators.

第三条 符合[企业破产法](#)规定条件的社会中介机构及其具备相关专业知识和取得执业资格的人员，均可申请编入管理人名册。已被编入机构管理人名册的社会中介机

构中，具备相关专业知识和取得执业资格的人员，可以申请编入个人管理人名册。

Article 4 Where a social intermediary agency or individual intends to be included in the roster of administrators, it (he) shall file an application to local people's court preparing the roster of administrators. The said people's court shall examine the application and make a decision.

The people's court shall not accept any non-local application, unless such application is filed by the branch established within its jurisdiction by a non-local social intermediary agency.

第四条 社会中介机构及个人申请编入管理人名册的，应当向所在地区编制管理人名册的人民法院提出，由该人民法院予以审定。

人民法院不受理异地申请，但异地社会中介机构在本辖区内设立的分支机构提出申请的除外。

Article 5 The people's court shall, through the most influential media within its jurisdiction, make an announcement about the matters relevant to the preparation of roster of administrators, stating:

- (1)the requirements for applicant administrators;
- (2)the materials required for submission;
- (3)the evaluation criterions and procedures;
- (4)the administrators' duties and the corresponding legal liabilities;
- (5)the deadline for submission of application materials; and
- (6)other matters about which the people's court deems necessary to make an announcement.

第五条 人民法院应当通过本辖区有影响的媒体就编制管理人名册的有关事项进行公告。公告应当包括以下内容：

- (一) 管理人申报条件；
- (二) 应当提交的材料；
- (三) 评定标准、程序；
- (四) 管理人的职责以及相应的法律责任；
- (五) 提交申报材料的截止时间；
- (六) 人民法院认为应当公告的其他事项。

Article 6 Where a law firm or accounting firm applies for being included in the roster of administrators, it shall submit:

- (1)its practicing certificate, establishment documents upon approval or business license;
- (2)articles of association;
- (3)name list of full-time practitioners in this law firm or accounting firm, and photocopies of their practicing certificates;
- (4)materials for its businesses and performances;
- (5)certification issued by the industrial self-disciplinary organization for the genuineness of the materials provided by this law firm or accounting firm as well as for the information about whether or not it has been given any administrative punishment or disciplinary sanction; and
- (6)Other materials as required by the people's court.

第六条 律师事务所、会计师事务所申请编入管理人名册的，应当提供下列材料：

- (一) 执业证书、依法批准设立文件或者营业执照；
- (二) 章程；
- (三) 本单位专职从业人员名单及其执业资格证书复印件；
- (四) 业务和业绩材料；

(五) 行业自律组织对所提供材料真实性以及有无被行政处罚或者纪律处分情况的证明；

(六) 人民法院要求的其他材料。

Article 7 Where a bankruptcy liquidation firm applies for being included in the roster of administrators, it shall provide:

(1)its business license or establishment documents upon approval;

(2)the qualification certificates of law or of certified public accounts or certifications for business management experience of its full-time employees;

(3)materials for its businesses and performances;

(4)certification materials for being able to undertake the civil liabilities independently;

(5)certification issued by the industrial self-disciplinary organization for the genuineness of the materials provided by this bankruptcy liquidation firm as well as for the information about whether or not it has been given any administrative punishment or disciplinary sanction; and

(6)other materials as required by the people's court.

第七条 破产清算事务所申请编入管理人名册的，应当提供以下材料：

(一) 营业执照或者依法批准设立的文件；

(二) 本单位专职从业人员的法律或者注册会计师资格证书，或者经营管理经历的证明材料；

(三) 业务和业绩材料；

(四) 能够独立承担民事责任的证明材料；

(五) 行业自律组织对所提供材料真实性以及有无被行政处罚或者纪律处分情况的证明，或者申请人就上述情况所作的真实性声明；

(六) 人民法院要求的其他材料。

Article 8 Where an individual applies for being included in the roster of administrators, he shall provide:

- (1) a photocopy of his practicing certificate as a lawyer or certified public accountant, as well as a certification for the number of years of practice;
- (2) a letter issued by the social intermediary agency in which he works on permitting him to act as an administrator;
- (3) materials for professional aptitudes and relevant performances;
- (4) a certificate for his practicing liability insurance;
- (5) a certification issued by the industrial self-disciplinary organization for the genuineness of the materials provided by him as well as for the information about whether or not he has been given any administrative punishment or disciplinary sanction; and
- (6) Other materials as required by the people's court.

第八条 个人申请编入管理人名册的，应当提供下列材料：

- (一) 律师或者注册会计师执业证书复印件以及执业年限证明；
- (二) 所在社会中介机构同意其担任管理人的函件；
- (三) 业务专长及相关业绩材料；
- (四) 执业责任保险证明；
- (五) 行业自律组织对所提供材料真实性以及有无被行政处罚或者纪律处分情况的证明；
- (六) 人民法院要求的其他材料。

Article 9 Where a social intermediary agency or individual is under any of the following circumstances, the people's court may apply Item (4) of Paragraph 3 of [Article 24](#)

of [the Enterprise Bankruptcy Law](#) to it:

- (1) Three years have not lapsed from the day when it (he) was given an administrative punishment or disciplinary sanction by the administrative organ, regulatory institution or industrial self-disciplinary organization due to its (his) willful or serious fault during the business operations;
- (2) It (He) is investigated by the relevant department for being suspected of any violation;
- (3) Three years have not lapsed from the day when it (he) was removed from the roster of administrators due to its (his) improper performance of its (his) duties or refusal to accept the appointment of the people's court;
- (4) It (He) lacks the professional capabilities required for an administrator;
- (5) It (He) lacks civil capacity; or
- (6) Other circumstances under which the people's court thinks that its (his) performance of the administrator's duties may be affected.

第九条 社会中介机构及个人具有下列情形之一的，人民法院可以适用[企业破产法第二十四条](#)第三款第四项的规定：

- (一) 因执业、经营中故意或者重大过失行为，受到行政机关、监管机构或者行业自律组织行政处罚或者纪律处分之日起未逾三年；
- (二) 因涉嫌违法行为正被相关部门调查；
- (三) 因不适当履行职务或者拒绝接受人民法院指定等原因，被人民法院从管理人名册除名之日起未逾三年；
- (四) 缺乏担任管理人所应具备的专业能力；
- (五) 缺乏承担民事责任的能力；
- (六) 人民法院认为可能影响履行管理人职责的其他情形。

Article 10 The people's court preparing the rosters of administrators shall form a special reviewing committee to decide the name list of social intermediary agencies and

individuals to be included in the rosters of administrators. The reviewing committee shall consist of at least 7 persons.

The people's court shall, according to the actual circumstances of the social intermediary agencies and of the individuals in the social intermediary agencies within its jurisdiction and by taking into consideration their practicing performances, abilities and professional level, scale of social intermediary agencies, experience of handling enterprise bankruptcy cases and other factors, set forth the standards for the review of administrators. The reviewing committee shall determine the comprehensive scores of an applicant on the basis of the concrete circumstance thereof.

The people's court shall, according to the review result of the reviewing committee, determine the preliminary rosters of administrators.

第十条 编制管理人名册的人民法院应当组成专门的评审委员会，决定编入管理人名册的社会中介机构和个人名单。评审委员会成员应不少于七人。

人民法院应当根据本辖区社会中介机构以及社会中介机构中个人的实际情况，结合其执业业绩、能力、专业水准、社会中介机构的规模、办理企业破产案件的经验等因素制定管理人评定标准，由评审委员会根据申报人的具体情况评定其综合分数。

人民法院根据评审委员会评审结果，确定管理人初审名册。

Article 11 The people's court shall make an announcement of the preliminary rosters of administrators through the influential media within its jurisdiction. The duration of announcement shall be 10 days.

The people's court shall examine the objection made by any social intermediary agency or individual who is included in the preliminary roster, If the objection stands and if it is really improper for the applicant to act as an administrator, the people's court shall delete the said social intermediary institution or individual from the roster of administrators.

第十一条 人民法院应当将管理人初审名册通过本辖区有影响的媒体进行公

示，公示期为十日。

对于针对编入初审名册的社会中介机构和个人提出的异议，人民法院应当进行审查。异议成立、申请人确不宜担任管理人的，人民法院应将该社会中介机构或者个人从管理人初审名册中删除。

Article 12 After the expiration of the announcement period, the people's court shall examine and determine the rosters of administrators and make an announcement through the national influential media and send a copy, level by level, to the Supreme People's Court for records.

第十二条 公示期满后，人民法院应审定管理人名册，并通过全国有影响的媒体公布，同时逐级报最高人民法院备案。

Article 13 The people's court may, according to the actual circumstances within its jurisdiction, determine, batch by batch, the social intermediary agencies and individuals to be included in the rosters of administrators.
All materials relating to the preparation of rosters of administrators shall be put into the archives for consultation.

第十三条 人民法院可以根据本辖区的实际情况，分批确定编入管理人名册的社会中介机构及个人。

编制管理人名册的全部资料应当建立档案备查。

Article 14 The people's court may, according to the acceptance of enterprise bankruptcy cases, the administrators' performance of their duties, changes of administrators'

qualifications as well as other factors, timely adjust the roster of administrators. The social intermediary agencies and individuals who are newly included in the roster of administrators shall comply with the procedures as prescribed in these Provisions. If the people's court finds any social intermediary agency or individual is under any of circumstances as described in the third paragraph of [Article 24](#) of [the Enterprise Bankruptcy Law](#), it (he) shall be removed from the roster of administrators.

第十四条 人民法院可以根据企业破产案件受理情况、管理人履行职务以及管理人资格变化等因素，对管理人名册适时进行调整。新编入管理人名册的社会中介机构和个人应当按照本规定的程序办理。

人民法院发现社会中介机构或者个人有[企业破产法第二十四条](#)第三款规定情形的，应当将其从管理人名册中除名。

II. Appointment of Administrators

二、管理人的指定

Article 15 When the people's court accepting an enterprise bankruptcy case appoints an administrator, generally it shall appoint one out of the roster of local administrators. For a case of bankruptcy of a commercial bank, securities company, insurance company or any other financial institution, or case of bankruptcy of any other enterprise of national influence, the legal relationship is complex and the debtor's properties are dispersed in different places, the people's court may appoint an administrator from the administrators of other regions stated in the roster of administrators prepared by the local higher peoples' court or from those in the roster of administrators prepared by the people's court of the other places.

第十五条 受理企业破产案件的人民法院指定管理人，一般应从本地管理人名册中指定。

对于商业银行、证券公司、保险公司等金融机构以及在全国范围内有重大影响、法律关系复杂、债务人财产分散的企业破产案件，人民法院可以从所在地区高级人民法院编制的管理人名册列明的其他地区管理人或者异地人民法院编制的管理人名册中指定管理人。

Article 16 The people's court accepting an enterprise bankruptcy case shall generally appoint a social intermediary institution out of the roster administrators to act as the administrator.

第十六条 受理企业破产案件的人民法院，一般应指定管理人名册中的社会中介机构担任管理人。

Article 17 For an enterprise bankruptcy case in which the facts are clear, the relationships of credits and debts are simple and the debtor's properties are relatively centralized, the people's court may appoint an individual from the roster of administrator as the administrator.

第十七条 对于事实清楚、债权债务关系简单、债务人财产相对集中的企业破产案件，人民法院可以指定管理人名册中的个人为管理人。

Article 18 Where an enterprise bankruptcy case is under any of the following circumstances, the people's court may appoint the liquidation group as the administrator:

- (1) Before it accepts the bankruptcy application, a liquidation group has been formed under relevant provisions, and the people's court deems it conform to the provision of Article 19 of these Provisions;
- (2) It hears a case as described in [Article 133](#) of [the Enterprise Bankruptcy Law](#);
- (3) The relevant law provides that a liquidation group shall be formed when an enterprise goes bankrupt; or
- (4) Other circumstances under which the people's court considers that it may appoint the liquidation group as the administrator.

第十八条 企业破产案件有下列情形之一的，人民法院可以指定清算组为管理人：

(一) 破产申请受理前，根据有关规定已经成立清算组，人民法院认为符合本规定第十九条的规定；

(二) 审理[企业破产法第一百三十三条](#)规定的案件；

(三) 有关法律规定企业破产时成立清算组；

(四) 人民法院认为可以指定清算组为管理人的其他情形。

Article 19 If the liquidation group acts as the administrator, the people's court may appoint the members of the liquidation group from the relevant departments of the government, from the social intermediary agencies included in the roster of administrators as well as from financial asset management companies, and the people's bank and the financial regulatory institution may assign persons to participate in the liquidation group under relevant laws and administrative regulations.

第十九条 清算组为管理人的，人民法院可以从政府有关部门、编入管理人名册的社会中介机构、金融资产管理公司中指定清算组成员，人民银行及金融监督管理机构可以按照有关法律和行政法规的规定派人参加清算组。

Article 20 Generally, the people's court shall publicly appoint administrators from the roster of administrators by random means such as taking turns, casting lots and using lucky numbers.

第二十条 人民法院一般应当按照管理人名册所列名单采取轮候、抽签、摇号等随机方式公开指定管理人。

Article 21 For a case of bankruptcy of a commercial bank, securities company, insurance company or any other financial institution, or case of bankruptcy of any other enterprise of national influence, the legal relationship is complex and the debtor's properties are dispersed in different places, the people's court may, by making an announcement, invite the social intermediary agencies, which are included in the roster of administrators prepared by the people's courts at different places, to participate in the competition, and appoint an administrator out of the social intermediary agencies participating in the competition. There shall be at least 3 social intermediary agencies participating in the competition.

To appoint an administrator by way of competition, the people's court shall form a special reviewing committee.

The reviewing committee shall, in light of the features of the case, comprehensively take into consideration of the professional level, experience, scale and preliminary quote of the social intermediary agencies, choose the best one out of the social intermediary institutions participating in the competition and appoint it the administrator. The social intermediary agency appointed as the administrator shall be consented to by half or more of the members of the reviewing committee.

To appoint an administrator by way of competition, the people's court shall determine one or two social intermediary agencies as candidates so as to meet the need to change the administrator.

第二十一条 对于商业银行、证券公司、保险公司等金融机构或者在全国范围

有重大影响、法律关系复杂、债务人财产分散的企业破产案件，人民法院可以采取公告的方式，邀请编入各地人民法院管理人名册中的社会中介机构参与竞争，从参与竞争的社会中介机构中指定管理人。参与竞争的社会中介机构不得少于三家。

采取竞争方式指定管理人的，人民法院应当组成专门的评审委员会。

评审委员会应当结合案件的特点，综合考量社会中介机构的专业水准、经验、机构规模、初步报价等因素，从参与竞争的社会中介机构中择优指定管理人。被指定为管理人的社会中介机构应经评审委员会成员二分之一以上通过。

采取竞争方式指定管理人的，人民法院应当确定一至两名备选社会中介机构，作为需要更换管理人时的接替人选。

Article 22 For a case of bankruptcy of a commercial bank, securities company, insurance company or any other financial institution which has been subject to administrative check or liquidation, the people's court may appoint an administrator in accordance with Article 18 (1) of these Provisions, and may appoint one out of the social intermediary agencies included in the roster of administrators as recommended by the financial regulatory institution.

第二十二条 对于经过行政清理、清算的商业银行、证券公司、保险公司等金融机构的破产案件，人民法院除可以按照本规定第十八条第一项的规定指定管理人外，也可以在金融监督管理机构推荐的已编入管理人名册的社会中介机构中指定管理人。

Article 23 Where a social intermediary agency or a member of the liquidation group is under any of the following circumstances, if the faithful performance of the administrator's duties may be affected, it may be determined that there is an interest relationship as

prescribed in Item (3) of the third paragraph of [Article 24](#) of [the Enterprise Bankruptcy Law](#):

- (1) There is any unsettled credit-debt relationship between it (him) and the debtor or any creditor;
- (2) During the three years before the people's court accepts the bankruptcy application, it (he) has ever provided relatively fixed intermediary services for the debtor;
- (3) It (he) is a controlling shareholder or actual controller of the debtor or any creditor at present, or it (he) has ever been a controlling shareholder or actual controller of the debtor or any creditor during the three years before the people's court accepts the bankruptcy application;
- (4) Now it (he) is acting as the financial consultant or legal consultant of the debtor or of any creditor, or it (he) has ever acted as the financial consultant or legal consultant of the debtor or of any creditor during the three years before the people's court accepts the bankruptcy application; or (5) Other circumstances under which the people's court deems that its (his) faithful performance of the administrative duties may be affected.

第二十三条 社会中介机构、清算组成员有下列情形之一，可能影响其忠实履行管理人职责的，人民法院可以认定为[企业破产法](#)第[第二十四条](#)第三款第三项规定的利害关系：

- (一) 与债务人、债权人有未了结的债权债务关系；
- (二) 在人民法院受理破产申请前三年内，曾为债务人提供相对固定的中介服务；
- (三) 现在是或者在人民法院受理破产申请前三年内曾经是债务人、债权人的控股股东或者实际控制人；
- (四) 现在担任或者在人民法院受理破产申请前三年内曾经担任债务人、债权人的财务顾问、法律顾问；
- (五) 人民法院认为可能影响其忠实履行管理人职责的其他情形。

Article 24 Where a person appointed as a member of the liquidation group, or person

appointed to a social intermediary agency, or an individual which is the administrator is under any of the following circumstances, if the faithful performance of the administrator's duties may be affected, it may be determined that there is an interest relationship as prescribed in Item (3) of the third paragraph of [Article 24](#) of [the Enterprise Bankruptcy Law](#):

(1) Being under the circumstance as described in Article 23 of these Provisions;

(2) He is a director, supervisor or senior manager of the debtor or any creditor at present, or he has ever been a director, supervisor or senior manager of the debtor or any creditor during the three years before the people's court accepts the bankruptcy application;

(3) He is the spouse, lineal descent, collateral relative by blood within 3 generations of any controlling shareholder, director, supervisor or senior manager of the debtor or any creditor, or there is an affinity between him and any controlling shareholder, director, supervisor or senior manager of the debtor or any creditor; or

(4) Other circumstances under which the people's court deems that its (his) faithful performance of the administrative duties may be affected.

第二十四条 清算组成员的派出人员、社会中介机构的派出人员、个人管理人有下列情形之一，可能影响其忠实履行管理人职责的，可以认定为[企业破产法第二十四条第三款第三项规定的利害关系](#)：

(一) 具有本规定第二十三条规定情形；

(二) 现在担任或者在人民法院受理破产申请前三年内曾经担任债务人、债权人的董事、监事、高级管理人员；

(三) 与债权人或者债务人的控股股东、董事、监事、高级管理人员存在夫妻、直系血亲、三代以内旁系血亲或者近姻亲关系；

(四) 人民法院认为可能影响其公正履行管理人职责的其他情形。

Article 25 After entering into the procedure for appointing an administrator, if a social intermediary agency or individual finds that it (he) has any interest in this case, it shall, on

its (his) own initiative, apply for disqualifying itself or himself and submit a written explanation to the people's court. If the people's court considers that the social intermediary institution or individual has any interest in this case, it shall not appoint it (him) as the administrator for this case.

第二十五条 在进入指定管理人程序后，社会中介机构或者个人发现与本案有利害关系的，应主动申请回避并向人民法院书面说明情况。人民法院认为社会中介机构或者个人与本案有利害关系的，不应指定该社会中介机构或者个人为本案管理人。

Article 26 Where a social intermediary agency or individual is involved in any major debt dispute or is being investigated by the relevant departments due to any violation, the people's court shall not appoint it (him) as the administrator for this case.

第二十六条 社会中介机构或者个人有重大债务纠纷或者因涉嫌违法行为正被相关部门调查的，人民法院不应指定该社会中介机构或者个人为本案管理人。

Article 27 To appoint an administrator, the people's court shall make a decision and serve it on the social intermediary agency or individual appointed as the administrator, on the bankruptcy applicant, debtor, as well as the enterprise registration organ of the debtor. The decision shall be announced together with the civil ruling on acceptance of the bankruptcy application.

第二十七条 人民法院指定管理人应当制作决定书，并向被指定为管理人的社会中介机构或者个人、破产申请人、债务人、债务人的企业登记机关送达。决定书应与受理破产申请的民事裁定书一并公告。

Article 28 Without any justifiable reason, no administrator may refuse the appointment of the people's court.

Once appointed, no administrator may, in any form, transfer all or part of its duties to any other social intermediary agency or individual.

第二十八条 管理人无正当理由，不得拒绝人民法院的指定。

管理人一经指定，不得以任何形式将管理人应当履行的职责全部或者部分转给其他社会中介机构或者个人。

Article 29 An administrator may, upon the strength of the administrator decision, make an administrator's seal, and may start to use it after submitting a seal specimen to the people's court for records.

The administrator's seal can only be used in the bankruptcy related affairs. After the administrator terminates its (his) duties in accordance with [Article 122 of the Enterprise Bankruptcy Law](#), it shall submit the administrator's seal to the public security organ for destroying it and submit a certificate of destroying to the people's court.

第二十九条 管理人凭指定管理人决定书按照国家有关规定刻制管理人印章，并交人民法院封样备案后启用。

管理人印章只能用于所涉破产事务。管理人根据[企业破产法第一百二十二条](#)规定终止执行职务后，应当将管理人印章交公安机关销毁，并将销毁的证明送交人民法院。

Article 30 The people's court accepting an enterprise bankruptcy case shall put the materials which are formed during the process of appointing an administrator into the files of the enterprise bankruptcy case. The meeting of creditors or the creditors' committee has the power to consult the said materials.

第三十条 受理企业破产案件的人民法院应当将指定管理人过程中形成的材料存入企业破产案件卷宗，债权人会议或者债权人委员会有权查阅。

III. Change of Administrators

三、管理人的更换

Article 31 If the meeting of creditors applies for changing the administrator under the second paragraph of [Article 22](#) of [the Enterprise Bankruptcy Law](#), it shall make a resolution and file a written application to the people's court.

After the people's court receives an application of the meeting of creditors, it shall notify the administrator that it shall make a written explanation within 2 days.

第三十一条 债权人会议根据[企业破产法第二十二](#)条第二款的规定申请更换管理人的，应由债权人会议作出决议并向人民法院提出书面申请。

人民法院在收到债权人会议的申请后，应当通知管理人在两日内作出书面说明。

Article 32 If the people's court deems that the grounds for application do not stand, it shall, within 10 days after it receives a written explanation of the applicant, decide to dismiss the application.

If the people's court believes that the grounds for applying for changing the administrator stand, it shall, within 10 days after it receives a written explanation of the applicant, decide to change the administrator.

第三十二条 人民法院认为申请理由不成立的，应当自收到管理人书面说明之

日起十日内作出驳回申请的决定。

人民法院认为申请更换管理人的理由成立的，应当自收到管理人书面说明之日起十日内作出更换管理人的决定。

Article 33 Where a social intermediary agency as an administrator is under any of the following circumstances, the people's court may decide to replace it by a new one upon application of the meeting of creditors or according to its discretion:

- (1) Its practicing license or business license is revoked or cancelled;
- (2) It is dissolved, goes bankrupt or loses the capability to bear the practicing liability risks;
- (3) It has any interest in this case;
- (4) When it performs its duties, it damages the creditors' interests due to its willful or serious fault; or
- (5) It is under any of the circumstances as described in Article 26 of these Provisions.

The members of the liquidation group shall be governed by analogy with the provisions of the preceding paragraph.

第三十三条 社会中介机构管理人有下列情形之一的，人民法院可以根据债权人会议的申请或者依职权迳行决定更换管理人：

- (一) 执业许可证或者营业执照被吊销或者注销；
- (二) 出现解散、破产事由或者丧失承担执业责任风险的能力；
- (三) 与本案有利害关系；
- (四) 履行职务时，因故意或者重大过失导致债权人利益受到损害；
- (五) 有本规定第二十六条规定的情形。

清算组成员参照适用前款规定。

Article 34 Where an individual as an administrator is under any of the following circumstance is under any of the following circumstance, the people's court may decide to replace him by a new one upon application of the meeting of creditors or according to its powers:

- (1) His practicing license or business license is revoked or cancelled;
- (2) He has any interest in this case;
- (3) When he performs his duties, he damages the creditors' interests due to its willful or serious fault;
- (4) He is of unknown whereabouts, is deceased or loses the civil capacity;
- (5) He is unable to perform his duties for health reason;
- (6) His practicing liability insurance becomes invalid; or
- (7) He is under any of the circumstances as mentioned in Article 26 of these Provisions.

Any person designated from members of the liquidation group or any person designated from employees of a social intermediary institution shall be governed by analogy with the provisions of the preceding paragraph.

第三十四条 个人管理人有下列情形之一的，人民法院可以根据债权人会议的申请或者依职权迳行决定更换管理人：

- (一) 执业资格被取消、吊销；
- (二) 与本案有利害关系；
- (三) 履行职务时，因故意或者重大过失导致债权人利益受到损害；
- (四) 失踪、死亡或者丧失民事行为能力；
- (五) 因健康原因无法履行职务；
- (六) 执业责任保险失效；
- (七) 有本规定第二十六条规定的情形。

清算组成员的派出人员、社会中介机构的派出人员参照适用前款规定。

Article 35 If an administrator applies for resigning without any justifiable reason, such application shall be disapproved by the people's court. The justifiable reasons shall be determined by reference to the circumstances as described in Articles 33 and 34 of these Provisions.

第三十五条 管理人无正当理由申请辞去职务的，人民法院不予许可。正当理由的认定，可参照适用本规定第三十三条、第三十四条规定的情形。

Article 36 If an administrator still insists on resigning and will not perform the administrator's duties any longer after his resignation application is disapproved by the people's court, the people's court shall decide to change the administrator.

第三十六条 人民法院对管理人申请辞去职务未予许可，管理人仍坚持辞去职务并不再履行管理人职责的，人民法院应当决定更换管理人。

Article 37 If the people's court decides to change the administrator, the former administrator shall, from the next day after it receives a decision, transfer all materials, properties business affairs and the administrator's seal to the new administrator under the supervision of the people's court and shall timely give the administrator a written report about the progress of the work. If the former administrator is unable to perform the said duties, the new administrator may directly take over the relevant affairs. Prior to the end of the bankruptcy procedure, the former administrator shall, at any time, accept the inquiries made the new administrator, meeting of creditors and the people's court regarding its (his) performance of the administrator's duties.

第三十七条 人民法院决定更换管理人的，原管理人应当自收到决定书之次日起，在人民法院监督下向新任管理人移交全部资料、财产、营业事务及管理人印章，并

及时向新任管理人书面说明工作进展情况。原管理人不能履行上述职责的，新任管理人可以直接接管相关事务。

在破产程序终结前，原管理人应当随时接受新任管理人、债权人会议、人民法院关于其履行管理人职责情况的询问。

Article 38 If the people's court decides to change the administrator, it shall serve the decision on the former administrator, new administrator, bankruptcy applicant, debtor and the enterprise registration organ of the debtor, and make an announcement.

第三十八条 人民法院决定更换管理人的，应将决定书送达原管理人、新任管理人、破产申请人、债务人以及债务人的企业登记机关，并予公告。

Article 39 If an administrator still insists on resigning and will not perform the administrator's duties any longer after his resignation application is disapproved by the people's court, or if the former administrator refuses to transfer the relevant affairs to the new administrator after the people's court decides to change the administrator, the people's court shall, according to [Article 130 of the Enterprise Bankruptcy Law](#) and the concrete circumstances, decide to give a pecuniary penalty to the administrator. If the administrator is a social intermediary agency, it may fine it 50, 000 yuan up to 200, 000 yuan. If the administrator is an individual, it may fine him 10,000 yuan up to 50, 000 yuan. If the administrator commits either of the acts as mentioned in the preceding paragraph or refuses the appointment of the people's court, the people's court preparing the roster of administrators may decide to suspend its qualifications for acting as an administrator for 1 up to 3 years, or remove its (his) name from the roster of administrators.

第三十九条 管理人申请辞去职务未获人民法院许可，但仍坚持辞职并不再履

行管理人职责，或者人民法院决定更换管理人后，原管理人拒不向新任管理人移交相关事务，人民法院可以根据企业破产法第一百三十条的规定和具体情况，决定对管理人罚款。对社会中介机构为管理人的罚款 5 万元至 20 万元人民币，对个人为管理人的罚款 1 万元至 5 万元人民币。

管理人有前款规定行为或者无正当理由拒绝人民法院指定的，编制管理人名册的人民法院可以决定停止其担任管理人一年至三年，或者将其从管理人名册中除名。

Article 40 If the administrator refuses to accept any decision of pecuniary penalty, it may file with the people's court at the next higher level for reconsideration. The people's court at the next higher level shall, within 5 days after it receives a reconsideration application, notify the inferior people's court and the party concerned of the reconsideration result.

第四十条 管理人不服罚款决定的，可以向上一级人民法院申请复议，上级人民法院应在收到复议申请后五日内作出决定，并将复议结果通知下级人民法院和当事人。

Annexe 7 La loi sur la faillite de 1935 (en Français et en Chinois)

1935 年破产法

二十四年七月十七日公布

第一章总则 第一条 债务人不能清偿债务者，依本法所规定和解或 破产程序清偿其债务。

债务人停止支付者，推定其为不能清偿。

第二条 一和解及破产事件，专属债务人或破产人住所地之地方法院管辖，主营业所在外国者，专属其在中国之 主营业所所在地之地方法院管辖。

不能依前项规定定管辖法院者，由债务人或破产人 主要财产所在地之地方法院管辖。

第三条 一本法关于和解之债务人或破产人应付义务及应受处罚之规定，于左列各款之人亦适用之。

一 无限公司或两合公司执行业务之股东。

二 股份有限公司之董事。

三 股份两合公司执行业务之股东。

四 其他法人之董事，或与董事地位相等之人。

五 债务人或破产人之法定代理人，经理人人或清算人。

六遗产受破产宣告时之继承人,遗产管理人或遗嘱执行人。

第四条一和解在外国成立,或破产在外国宣告者,对于债务人或破产人在中国之财产不生效力。

第五条一关于和解或破产之程序,除本法有规定外,准用民事诉讼法之规定。

Loi sur la faillite

(promulguée le 17 juillet de la 24e année — 1935)

CHAPITRE I _ DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1 — Si un débiteur est insolvable, on réglera ses dettes suivant la procédure de transaction ou celle de faillite, prévues par la présente loi.

Un débiteur qui cesse ses paiements est présumé insolvable.

Art. 2—Les affaires de transaction ou de faillite sont de la compétence exclusive de la Cour locale du lieu du domicile du débiteur ou du failli ; si le débiteur ou le failli a un établissement commercial, elles sont de la compétence excusive de la Cour locale du lieu où se trouve son principal établissement commercial ; si le principal établissement commercial se trouve à l'étranger, elles sont de la compétence exclusive de la Cour locale du lieu où se trouve son principal établissement commercial en Chine.

S'il n'est pas possible de déterminer le tribunal compétent en se guidant sur les dispositions du paragraphe précédent, la Cour locale du lieu où se trouveront les principaux biens du débiteur ou du failli, sera compétente.

Art. 3_ Les dispositions de la présente loi relatives aux obligations auxquelles sont soumis un débiteur qui fait une transaction, ou un failli, et aux pénalités dont ils sont passibles, s'appliquent également aux personnes énumérées dans chacun des numéros ci-dessous :

- 1 — Les associés qui gèrent les affaires d'une société illimitée (:société en nom collectif) ou d'une société mixte (: société en commandite simple);
- 2 — Les administrateurs de sociétés limitées par actions (: sociétés anonymes);
- 3 — Les associés qui gèrent les affaires d'une société mixte par actions (: société en commandite par actions)
- 4 — Les administrateurs d'autres personnes juridiques, ou les personnes qui y occupent une position correspondante à celle d'administrateur;
- 5 — Les représentants légaux, gérants ou liquidateurs du débiteur ou du failli ;
- 6 — Lorsque la faillite a été prononcée contre une succession, les héritiers, les administrateurs de la succession, ou les exécuteurs testamentaires.

Art. 4~Si une transaction a été conclue à l'étranger, ou si la faillite a été prononcée à l'étranger, ces actes sont sans effet vis à vis des biens du débiteur ou du failli, qui se trouvent en Chine.

Art. 5 — Pour la procédure à suivre en matière de transaction ou de faillite, on se réglera, sauf disposition [différente] de la présente loi, sur les dispositions du Code de procédure civile.

第二章和解

第一节法院之和解 第六条-•债务人不能清偿债务者，在有破产申请前，得向法院申请和解。

已依第四十一条向商会请求和解，而和解不成立者，不得为前项之申请。

第七条—债务人申请和解时，应提出财产状况说明书，及其债权人债务人清册，并附具所拟与债权人和解之方案，及提供履行其所拟清偿办法之担保。

第八条—法院认为必要时，得传唤申请人，令其对于前条所规定之事项补充陈述，并

得随时令其提出关系文件，或为其他必要之调查。

第九条—法院对于和解申请之许可或驳回，应自收到申请之日起七日内，以裁定为之。

前项裁定，不得抗告。

第十条—和解之申请，遇有左列情形之一时，应驳回之。

一申请不合第七条之规定，经限期令其补正而不补正者。

二申请人曾因和解或破产，依本法之规定而受有期徒刑之宣告者。

三申请人曾经法院认可和解或调协，而未能履行其条件者。

Section I — De la transaction [arrangée par] le tribunal

Art. 6—Un débiteur qui est insolvable, peut, tant qu'il n'y a pas eu de demande de faillite, s'adresser au tribunal pour demander une transaction.

S'il a déjà adressé à la Chambre de commerce la demande de transaction prévue à l'article 41, et si cette transaction n'a pas abouti, il ne peut plus présenter la requête prévue au paragraphe précédent.

Art. 7—Lorsqu'un débiteur demande une transaction, il doit présenter un mémoire explicatif de l'état de ses biens et la liste de ses créanciers et débiteurs; il y ajoutera le projet de transaction avec ses créanciers qu'il propose, et il fournira une garantie de l'exécution des modalités de paiement qu'il propose.

Art. 8—Lorsque le tribunal le juge nécessaire, il peut citer le requérant à comparaître et lui ordonner de fournir des précisions sur les points prévus à l'article précédent; il peut aussi, en tout temps, lui ordonner de produire les pièces ayant rapport [à la transaction] ou faire les autres enquêtes nécessaires.

Art. 9—Le tribunal doit, dans les sept jours suivant celui où il a reçu la requête, statuer

par ordonnance sur l'acceptation ou le rejet de la demande de transaction.

L'opposition n'est pas permise contre l'ordonnance prévue au paragraphe précédent.

Art. 10—S'il se présente l'un des cas énoncés ci-dessous, la demande de transaction doit être rejetée :

1 — Si la requête n'est pas dans les formes prescrites par l'article 7, et si le requérant, ayant reçu l'ordre de suppléer au défaut dans un délai donné, ne l'a pas fait;

2 — Si une peine d'emprisonnement à terme a été prononcée contre le requérant en vertu des dispositions de la présente loi, pour motif de transaction ou de faillite ;

3 — Si le requérant a déjà fait homologuer par le tribunal une transaction ou un concordat, et s'il n'a pas pu en remplir les conditions ;

三 申报债权之期间，及债权人会议期日。

前项第三项申报债权之期间，应自许可和解申请之日起，为十日以上二个月以下。但申请人如有支店或代办商在远隔之地者，得酌量延长之，债权人会议期日，应在申报债权期间届满后七日以外一个月以内

四 申请人经法院传唤，无正当理由而不到场，或到场而不为真实之陈述，或拒绝提出关系文件者。

第十一条 和解申请经许可后，法院应指定推事一人为监督人，并选任会计师或当地商会所推举之人员或其他适当之人一人或二人，为监督辅助人。

法院认为必要时，得命监督辅助人提供相当之担保。

监督辅助人之报酬，由法院定之，有优先受清偿之权。

第十二条-法院许可和解申请后，应即将左列事项公告之。

一 许可和解申请之要旨。

二 监督人之姓名，监督辅助人之姓名，住址，及进行和解之地点。

对于已知之债权人及申请人，应另以通知书记明第一项各款所列事项送达之。

对于已知之债权人，应将申请人所提出和解方案之缮本，一并送达之。

四— Si le requérant cité à comparaître par le tribunal a fait défaut sans motif légitime, ou s'il a comparu mais n'a pas fait une déposition véridique, ou a refusé de produire les pièces ayant trait à l'affaire.

Art. 11—Après qu'une demande de transaction a été acceptée, le tribunal doit désigner un juge comme surveillant, et choisir une ou deux personnes [prises parmi] les experts-comptables, ou parmi les officiers⁵⁰⁴ nommés [à cet effet] par la Chambre de commerce locale, ou parmi d'autres personnes honorables, pour être ses assistants dans la surveillance.

Lorsque le tribunal le juge nécessaire, il peut ordonner aux personnes qui assistent [le juge] dans la surveillance de fournir une garantie convenable.

La rémunération des assistants dans la surveillance est fixée par le tribunal ; ils ont le droit d'être payés par priorité [avant les autres créanciers].

Art. 12~Après avoir accepté une demande de transaction, le tribunal doit publier aussitôt les points suivants :

1 — Le sommaire [de la décision] acceptant la demande de transaction ;

2 — Les nom et prénom du surveillant; les nom, prénom et adresse de ses assistants; et l'endroit où doit se passer [la procédure] de transaction ;

504 Nous employons le terme officiers de préférence a fonctionnaires ou à employés, parce que ces personnes désignées par la Chambre de commerce ne sont pas des fonctionnaires publics, et que la position qu'elles occupent est supérieure à celle de simples employés.

3 — Le délai imparti aux créanciers pour se faire connaître, et la date de rassemblée des créanciers.

Le délai imparti aux créanciers pour se faire connaître, prévu au numéro 3 du paragraphe précédent, doit être au minimum de dix jours, et au maximum de deux mois, à dater du jour où la demande de transaction a été acceptée ; mais, si le requérant a une succursale ou un représentant de commerce dans un endroit éloigné, [la Cour] peut prolonger ce délai en tenant compte de la situation. La date de rassemblée des créanciers doit être fixée sept jours au moins après l'expiration du délai imparti aux créanciers pour se faire connaître, et pas plus d'un mois après cette expiration.

Vis à vis des créanciers qui sont connus et du requérant, [le tribunal] doit, indépendamment [de rannonce publique indiquée plus haut], faire signifier un avis écrit indiquant les points mentionnés aux divers numéros du paragraphe 1.

Vis à vis des créanciers qui sont connus, [le tribunal] doit faire signifier en même temps une copie du plan de transaction présenté par le requérant.

第十三条—前条公告，应黏贴于法院牌示处，并登载于公报及新闻纸，如该法院管辖区域内无公报新闻纸者，应并黏贴于商会或其他相当之处所。

第十四条-在和解程序进行中,债务人继续其业务。但应受监督人及监督辅助人之监督。

与债务人业务有关之一切簿册，文件及财产，监督人及监督辅助人得加以检查。

债务人对于监督人及监督辅助人关于其业务之询问，有答复之义务。

第十五条—债务人申请和解后，其无偿行为，不生效力。

配偶间，直系亲属间或同居亲属或家属间所成立之有偿行为/及债务人以低于市价一半之价格而处分其财产之行为，均视为无偿行为。

第十六条—债务人申请和解后，其有偿行为逾越通常管理行为或通常营业之范围

者，对于债权人不生效力。

第十七条-和解申请经许可后，对于债务人不得开始或继续民事执行程序，但有担保或有优先权之债权人，不在此限。

Art. 13— L’annonce publique prévue à l’article précédent doit être affichée au panneau des affiches du tribunal, et être insérée dans les gazettes officielles et les journaux; s’il n'existe pas de gazette ni de journal dans le ressort du tribunal en question, l’annonce devra être affichée simultanément à la chambre de commerce ou dans un autre local approprié.

Art. 14—Pendant que la procédure de transaction est en cours, le débiteur continue ses affaires ; mais il est soumis à la surveillance du [juge] surveillant et de ses assistants.

Le [juge] surveillant et ses assistants peuvent procéder à l’inspection de l’ensemble des livres de comptes, documents et biens, ayant rapport aux affaires du débiteur.

Le débiteur a l’obligation de répondre aux questions que lui posent le [juge] surveillant et ses assistants au sujet de ses affaires.

Art. 15—Après que le débiteur a demandé la transaction, ses actes à titre gratuit sont nuls.

Les actes à titre onéreux passés entre conjoints, entre consanguins en ligne directe, ou entre parents cohabitant, ou entre membres de la même maison, ainsi que les actes de disposition de ses biens faits par le débiteur à un prix inférieur à la moitié du cours du marché, sont tous censés des actes à titre gratuit.

Art. 16—Après que le débiteur a demandé la transaction, ses actes à titre onéreux qui dépassent les actes d’administration ordinaire, ou les limites des affaires ordinaires, ne produisent pas d’effet à rencontre de ses créanciers.

Art. 17—Après que la demande de transaction a été acceptée, on ne peut commencer ni poursuivre la procédure d’exécution civile à rencontre du débiteur ; mais cette restriction ne s’applique pas [si le créancier qui demande l’exécution] à une créance garantie ou jouissant d’un droit de priorité.

第十八条一监督辅助人之职务如左：

一监督债务人业务之管理，并制止债务人有损债权人利益之行为。

二保管债务人之流动资产及其业务上之收入。但管理业务及债务人维持家庭生活所必需之费用，不在此限。

三完成债权人清册。

四调查债务人之业务，财产及其价格。

监督辅助人执行前项职务，应受监督人之指挥。

第十九条一债务人有左列情事之一者，监督人应即报告法院。

一隐匿簿册、文件或财产，或虚报债务。

二拒绝答复监督人或监督辅助人之询问，或为虚伪之陈述。

三不受监督人或监督辅助人之制止，于业务之管理，有损债权人利益之行为。

第二十条一法院接到前条报告后，应即传讯债务人，如债务人无正当理由不到场，或关于其行为不能说明正当理由时，法院应即宣告债务人破产。

第二十一条一法院应以左列文书之原本或缮本，备利害关系人阅览或抄录。

一关于申请和解之文件及和解方案。

二债务人之财产状况说明书，及其债权人债务人清册。

三关于申报债权之文书及债权表。

Art. 18—Les fonctions de ceux qui assistent dans la surveillance sont les suivantes :

1 — Surveiller l'administration des affaires par le débiteur, et empêcher les actes du débiteur qui seraient préjudiciables aux intérêts des créanciers ;

2 Avoir la garde du fonds de roulement du débiteur et des rentrées qui lui viennent au cours des affaires ; mais les frais nécessaires pour l'administration des affaires et pour l'entretien du ménage du débiteur ne sont pas soumis à cette restriction

3 Compléter la liste des créanciers ;

4 Examiner les affaires du débiteur, son actif et la valeur de celui-ci.

Ceux qui assistent dans la surveillance sont soumis, dans l'accomplissement des fonctions énumérées au paragraphe précédent, à la direction du [juge] surveillant.

Art. 19—Si le débiteur se trouve dans l'un des cas ci-dessous énoncés, le [juge] surveillant doit aussitôt en faire rapport au tribunal :

1 — S'il cache des livres de comptes, des documents ou des éléments d'actif, ou s'il fait une fausse déclaration de dette;

2 _ S'il refuse de répondre aux questions du [juge] surveillant ou de ses assistants, ou fait des déclarations mensongères ;

3 —Si, malgré l'interdiction du [juge] surveillant ou de ses assistants, il fait dans l'administration de ses affaires des actes préjudiciables aux intérêts de ses créanciers.

Art. 20 — Après avoir reçu le rapport prévu à l'article précédent, le tribunal doit aussitôt convoquer le débiteur pour l'interroger : si ce dernier fait défaut sans motif légitime, ou s'il ne peut justifier d'un motif légitime pour les actes qui lui sont reprochés, le tribunal doit prononcer immédiatement la faillite du débiteur.

Art. 21—Le tribunal doit mettre les documents énumérés ci-dessous, en original ou en copie, à la disposition des intéressés, pour qu'ils en prennent connaissance ou en prennent copie :

第二十二條—債權人會議，以監督人為主席。

监督辅助人列席债权人会议。

第二十三条-债权人会议，债权人得委托代理人出席。

第二十四条—债务人应出席债权人会议，并答复监督人，监督辅助人或债权人之询问。

债务人经通知后，无正当理由而不出席债权人会议时，主席应解散债权人会议，并向法院报告，由法院宣告债务人破产。

第二十五条—债权人会议时，监督人或监督辅助人应依据调查结果，报告债务人财产业务之状况，并陈述对于债务人所提出和解方案之意见。

关于和解条件，应由债权人与债务人自由磋商，主席应力谋双方之妥协。

第二十六条-债权人会议时，对于债权人所主张之权利或数额，债务人或其他债权人得提出驳议。

对于前项争议，主席应即为裁定。

第二十七条—债权人会议为和解之决议时，应有出席债权人过半数之同意，而其所代表之债权额并应占无担保总债权额四分之三以上。

1 — Les pièces relatives à la demande de transaction et le projet de transaction ;

2 — Le mémoire explicatif de l'état des biens du débiteur et la liste de ses créanciers et de ses débiteurs ;

3 — Les documents relatifs aux déclarations de créance et le tableau d'ensemble des créances.

Art. 22—L'assemblée des créanciers est présidée par le [juge] surveillant.

Les personnes qui assistent dans la surveillance doivent être présentes à l'assemblée des créanciers.

Art. 23—Un créancier peut déléguer un représentant pour assister à l'assemblée des créanciers [à sa place].

Art. 24~Le débiteur doit assister à l'assemblée des créanciers et répondre aux questions du [juge] surveillant, de ses assistants, ou des créanciers.

Lorsque le débiteur, après avoir reçu un avis [de convocation], ne se présente pas à l'assemblée des créanciers sans motif légitime [d'excuse], le président doit renvoyer l'assemblée des créanciers et faire rapport du fait au tribunal : celui-ci prononcera la faillite du débiteur.

Art. 25——Lors de l'assemblée des créanciers, le [juge] surveillant ou ses assistants doivent, d'après le résultat de leurs investigations, faire un rapport sur l'état des biens et des affaires du débiteur, et exposer leur avis sur le projet de transaction proposé par le débiteur.

En ce qui regarde les conditions de la transaction, les créanciers doivent les discuter librement avec le débiteur ; le président doit s'efforcer d'amener les deux parties à un arrangement.

Art. 26—Lors de l'assemblée des créanciers, le débiteur ou les autres créanciers peuvent présenter des observations contre le droit auquel prétend un créancier, ou contre le montant [pour lequel il l'a déclaré].

Le président doit rendre sur le champ une ordonnance pour statuer sur la contestation prévue au paragraphe précédent.

Art. 27—Lorsque l'assemblée des créanciers prend la résolution [d'accepter] la transaction, [cette résolution] doit être acceptée par la majorité des créanciers présents, et le chiffre des créances représentées [par ceux qui acceptent la transaction] doit être au minimum les trois quarts du chiffre total des créances non garanties.

第二十八条一和解经债权人会议否决时，主席应即宣告和解程序终结，并报告法院。

第二十九条一和解经债权人会议可决时，主席应即呈报法院，由法院为认可与否之裁定。

前项裁定应公告之，无须送达。

第三十条-债权人对于主席依第二十六条所为之裁定，或对于债权人会议所通过之和解决议有不服时，应自裁定或决议之日起十日内，向法院提出异议。

第三十一条一法院对于前条异议为裁定前，得传唤债权人及债务人为必要之讯问，并得命监督人，监督辅助人到场陈述意见。

第三十二条-法院如认为债权人会议可决之和解条件公允，提供之担保相当者，应以裁定认可和解。

第三十三条一法院因债权人之异议，认为应增加债务人之负担时，经债务人之同意，应将所增负担列入于认可和解裁定书内。如债务人不同意时，法院应不认可和解。

第三十四条一对于认可和解之裁定，得为抗告。但以曾向法院提出异议或被拒绝参加和解之债权人为限。

前项裁定，虽经抗告，仍有执行效力。

对于不认可和解之裁定，不得抗告。

对于抗告法院之裁定，不得再抗告。

Art. 28—Lorsque la transaction est rejetée par l'assemblée des créanciers, le président doit immédiatement prononcer la clôture de la procédure de transaction et faire rapport du fait au tribunal.

Art. 29—Lorsque la transaction est votée par l’assemblée des créanciers, le président doit immédiatement la soumettre au tribunal, qui rendra une ordonnance d’homologation ou de refus d’homologation.

L’ordonnance ci-dessus doit être publiée ; il n’y a pas besoin de la signifier.

Art. 30—Lorsqu’un créancier refuse d’accepter l’ordonnance rendue par le président en vertu de l’article 26 , ou la transaction votée par l’assemblée des créanciers, il doit présenter des objections au tribunal dans les dix jours qui suivent celui de l’ordonnance ou du vote.

Art. 31—Le tribunal peut, avant de statuer par ordonnance sur les objections prévues à l’article précédent, convoquer le créancier et le débiteur pour leur poser les questions nécessaires; il peut également ordonner au [juge] surveillant [et] à ses assistants d’être présents et de déclarer leur avis.

Art. 32~~Si le tribunal estime que les conditions de la transaction votée par l’assemblée des créanciers sont équitables [et] que la garantie fournie est convenable, il doit homologuer la transaction par ordonnance.

Art. 33—Lorsque le tribunal estime, à la suite des objections présentées par un créancier, que les charges imposées au débiteur [par la transaction] doivent être augmentées, il doit, [si] le débiteur y a donné son consentement, insérer dans le texte de l’ordonnance d’homologation de la transaction les charges additionnelles [imposées au débiteur]; si ce dernier n’est pas consentant, le tribunal doit s’abstenir d’homologuer la transaction.

Art. 34~On peut faire opposition contre une ordonnance d’homologation de transaction ; mais ce droit n’appartient qu’aux créanciers qui ont déjà présenté des objections au tribunal, ou auxquels il a été refusé de prendre part à la transaction.

L’ordonnance prévue au paragraphe précédent a force exécutoire, nonobstant l’opposition qui a été introduite.

On ne peut faire opposition contre une ordonnance de refus d’homologation.

On ne peut faire de seconde opposition contre l’ordonnance du tribunal saisi de la [première] opposition.

第三十五条-法院驳回和解之申请或不认可和解时，应依职权宣告债务人破产。

第三十六条 一经认可之和解，除本法另有规定外，对于一切债权人其债权在和解申请许可前成立者，均有效力。

第三十七条 和解不影响有担保或有优先权之债权人之权利。但经该债权人同意者，不在此限。

第三十八条 债权人对于债务人之保证人及其他共同债务人所有之权利，不因和解而受影响。

第三十九条 债务人对债权人允许和解方案所未规定之额外利益者。其允许不生效力。

第四十条 在法院认可和解后，债务人尚未完全履行和解条件而受破产宣告时，债权人依和解条件已受清偿者，关于其在和解前原有债权之未清偿部分，仍加入破产程序。但于破产财团应加算其已受清偿部分，以定其应受分配额。

前项债权人，应待其他债权人所受之分配与自己已受清偿之程度成同一比例后，始得再受分配。

Art. 35_ Lorsque le tribunal rejette une demande de transaction ou refuse d'homologuer une transaction, il doit prononcer d'office la faillite du débiteur.

Art. 36_ Sauf disposition différente de la présente loi, une transaction homologuée produit ses effets à l'égard de tous les créanciers dont la créance existait avant que la demande de transaction n'eût été acceptée.

Art. 37—La transaction n'affecte pas les droits des créanciers qui ont une garantie, ou un droit de priorité ; à moins que ces créanciers n'y aient donné leur consentement.

Art. 38—Les droits des créanciers à l'encontre des garants du débiteur ou des autres co-débiteurs, ne sont pas affectés par la transaction.

Art. 39—Si le débiteur consent à un créancier des avantages en dehors du chiffre fixé par le projet de transaction, cette concession est nulle.

Art. 40—Lorsqu’après homologation de la transaction par le tribunal, la faillite a été prononcée contre le débiteur pour n’avoir pas exécuté entièrement les conditions prévues par la transaction, les créanciers qui ont reçu le paiement conformément aux conditions prévues par la transaction, sont encore inclus dans la procédure de faillite pour la partie non-payée de la créance qu’ils avaient originairement avant la transaction; mais, pour déterminer le dividende auquel ils ont droit, on doit faire entrer dans la masse active de la faillite la partie de leur créance dont ils ont déjà reçu le paiement.

Les créanciers visés au paragraphe précédent doivent attendre jusqu’à ce que le dividende reçu par les autres créanciers atteigne la même proportion [de leur créance] que le paiement qu’ils ont reçu eux-mêmes, avant de pouvoir recevoir un nouveau dividende.

Section II — De la transaction [arrangée par] la Chambre de commerce

Art. 41—Un commerçant qui est insolvable peut, avant qu’il n’y ait eu une demande de faillite, s’adresser à la Chambre de commerce locale pour demander une transaction ; toutefois, cette demande n’est permise que s’il n’y a pas eu demande de transaction adressée au tribunal.

第二节 商会之和解

第四十一条—商人不能清偿债务者，在有破产申请前，得向当地商会请求和解。但以未经向法院申请和解者为限。

第四十二条-商会应就债务人簿册或以其他方法查明一切债权人，使其参加和解并出席债权人会议。

第四十三条-商会得委派商会会员，会计师或其他专门人员，检查债务人之财产及簿册，监督债务人业务之管理，并制止债务人有损债权人利益之行为。

第四十四条—商会接到和解请求后，应从速召集债权人会议，自接到和解请求之日

起，至迟不得逾二个月。

第四十五条—债权人会议得推举代表一人至三人，会同商会所委派人员，检查债务人之财产及簿册。

第四十六条—债务人有第十九条各项所列情事之一者，商会得终止和解。

第四十七条—和解经债权人会议可决时，应订立书面契约，并由商会主席署名，加盖商会印记。

第四十八条—债权人会议得推举代表一人至三人，监督和解条件之执行。

第四十九条—第七条，第十条，第十五条至第十七条，第二十一条，第二十三条至第二十五条，第二十七条，第三十六条至第四十条，关于法院和解之规定，于商会之和解准用之。

Art. 42—La Chambre de commerce doit s’informer exactement de tous les créanciers, d’après les livres de comptes du débiteur, ou de toute autre manière, afin que ceux-ci participent à la transaction et assistent à l’assemblée des créanciers.

Art. 43—La Chambre de commerce peut déléguer des officiers de la Chambre de commerce, des experts-comptables ou d’autres spécialistes, pour faire enquête sur les biens et les livres de comptes du débiteur, pour surveiller l’administration des affaires du débiteur, et pour empêcher les actes du débiteur qui seraient préjudiciables aux intérêts de ses créanciers.

Art. 44—Après que la Chambre de commerce a reçu une demande de transaction, elle doit convoquer au plus tôt une assemblée de créanciers :[la date de cette assemblée] ne peut être, au plus tard, plus de deux mois après le jour où la demande de transaction a été reçue.

Art. 45—L’assemblée des créanciers peut nommer de un à trois fondés de pouvoirs, pour faire enquête, de concert avec les officiers délégués par la Chambre de commerce, sur les biens et les livres de comptes du débiteur.

Art. 46—Si le débiteur se trouve dans l’un des cas prévus aux divers numéros de l’article

19 , la Chambre de commerce peut mettre fin à la transaction.

Art. 47_ Lorsque'une transaction a été votée par l'assemblée des créanciers, il faut en dresser contrat par écrit, sur lequel le président de la Chambre de commerce mettra sa signature et apposera le sceau de la Chambre de commerce.

Art. 48_ L'assemblée des créanciers peut nommer de un à trois fondés de pouvoirs, pour surveiller l'exécution des conditions de la transaction.

Art. 49_ Les dispositions des articles 7, 10, 15 à 17 , 21, 23 à 25, 27, 36 à 40 , relatives à la transaction [arrangée par] le tribunal, s'appliquent [également] à la transaction [arrangée par] la Chambre de commerce.

Section III — De l'annulation de la transaction et des concessions transactionnelles

Art. 50—Un créancier qui, lors de l'assemblée des créanciers, n'a pas agréé les conditions de la transaction, ou qui n'était pas présent à l'assemblée lors du vote de la transaction et n'y avait pas délégué de représentant, et qui peut prouver que la transaction favorise indûment les intérêts des autres créanciers, en sorte que ses propres droits en subissent un dommage, peut, dans les dix jours à dater du jour de l'homologation de la transaction par le tribunal, ou de celui où le président de la Chambre de commerce a apposé sa signature sur le contrat de transaction, demander au tribunal l'annulation de la transaction.

第三节和解及和解让步之撤销

第五十条_ 债权人于债权人会议时不赞同和解之条件，或于决议和解时未曾出席亦未委托代理人出席，而能证明和解偏重其他债权人之利益致有损本人之权利者，得自法院认可和解或商会主席签署和解契约之日起十日内，申请法院撤销和解。

第五十二条_ 自法院认可和解或商会主席签署和解契约之日起一年内，如债权人证明债务人有虚报债务，隐匿财产，或对于债权人中一人或数人允许额外利益之情事者，法院因债权人之申请，得撤销和解。

第五十二条_债务人不履行和解条件时，经债权人过半数而其所代表之债权额占无担保总债权额三分二以上者之申请，法院应撤销和解。

依和解已受全部清偿之债权人，不算入前项申请之人数。

第一项总债权额之计算，应将已受清偿之债权额扣除之。

第五十三条_法院撤销和解或驳回和解撤销之申请，以裁定为之。

对于撤销和解之裁定，不得抗告。

对于驳回和解撤销申请之裁定，得为抗告。

第五十四条-法院撤销和解时，应依职权宣告债务人破产。

第五十五条一法院撤销经其认可之和解而宣告债务人破产时，以前之和解程序,得作为破产程序之一部。

第五十六条-债务人不依和解条件为清偿者，其未受清偿之债权人得撤销和解所定之让步。

前项债权人，就其因和解让步之撤销而回复之债权额，非于债务人对于其他债权人完全履行和解条件后，不得行使其权利。

Art. 51_Dans l'année qui suit le jour de l'homologation de la transaction par le tribunal, ou celui où le président de la Chambre de commerce a apposé sa signature sur le contrat de transaction, si un créancier prouve que le débiteur a fait une fausse déclaration de dettes, a dissimulé [une partie de] son actif, ou a consenti à un ou plusieurs des créanciers des avantages en dehors du chiffre [fixé par le projet de transaction], le tribunal peut, à la requête du créancier, annuler la transaction.

Art. 52_Lorsque le débiteur n'exécute pas les conditions de la transaction, le tribunal

peut, à la requête de la majorité des créanciers, représentant un chiffre de créances qui forme au moins les deux tiers du chiffre total des créances non garanties, annuler la transaction.

Les créanciers qui ont déjà reçu intégralement le paiement prévu dans la transaction, n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du nombre de personnes [qui doivent faire] la requête prévue au paragraphe précédent.

Dans le calcul du chiffre total des créances dont il est question au paragraphe 1, il faut défalquer le chiffre des créances déjà payées.

Art. 53_ Pour annuler une transaction, ou pour rejeter une demande d'annulation de transaction, le tribunal doit procéder par ordonnance.

L'opposition n'est pas permise contre une ordonnance d'annulation de transaction.

L'opposition est permise contre une ordonnance rejetant une demande d'annulation de transaction.

Art. 54_ Lorsque le tribunal annule une transaction, il doit prononcer d'office la faillite du débiteur.

Art. 55_ Lorsque le tribunal annule une transaction qu'il avait homologuée et prononce la faillite du débiteur, il peut faire de la procédure antérieure de transaction une partie de la procédure de faillite.

Art. 56—Si le débiteur ne fait pas le paiement conformément aux conditions prévues par la transaction, les créanciers qui n'ont pas reçu le paiement peuvent révoquer les concessions qui avaient été réglées dans la transaction.

Les créanciers visés au paragraphe précédent ne peuvent exercer leurs droits pour le montant de leur créance qui revit à la suite de la révocation des concessions transactionnelles, qu'après que le débiteur aura exécuté intégralement, à l'égard des autres créanciers, les conditions de la transaction.

第三章 破产

第一节 破产之宣告及效力

第五十七条_破产对债务人不能清偿债务者宣告之。

第五十八条-破产，除另有规定外，得因债权人或债务人之 申请宣告之。

前项申请，纵在和解程序中亦得为之。但法院认为 有和解之可能者，得驳回之。

第五十九条_遗产不敷清偿被继承人债务，而有左列情形之 一者，亦得宣告破产。

一 无继承人时。

二 继承人为限定继承或继承人全体抛弃继承时。

三 未抛弃继承之继承人全体有破产之原因时。

前项破产申请，继承人，遗产管理人及遗嘱执行人 亦得为之。

第六十条_在民事诉讼程序或民事执行程序进行中，法院查悉债务人不能清偿债务时，得依职权宣告债务人破产。

第六十一条_债权人申请宣告破产时，应于申请书叙明其债权之性质，数额及债务人不能清偿其债务之事实。

第六十二条_债务人申请宣告破产时，应附具财产状况说明书及其债权人债务人清册。

第六十三条_法院对于破产之申请，应自收到申请之日起七日内，以裁定宣告破产或驳回破产之申请。

在裁定前，法院得依职权为必要之调查，并传讯债务人，债权人及其他关系人。

第一项期间届满，调查不能完竣时，得为七日以内 之展期。

第六十四条_法院为破产宣告时，应选任破产管理人，并决 定左列事项。

— 申报债权之期间。但其期间须在破产宣告之日起十五日以上三个月以下。

二 第一次债权人会议期日。但其期日须在破产宣告之日起一个月以内。

第六十五条-法院为破产宣告时，应公告左列事项。

一 破产裁定之主文，及其宣告之年月日。

二 破产管理人之姓名,住址及处理破产事务之地址。

三 前条所定之期间及期日。

四 破产人之债务人及属于破产财团之财产持有人，对于破产人不得为清偿或交付其财产，并应即交还或通知破产管理人。

五 破产人之债务人，应于规定期限内向破产管理人申报其债权。其不依限申报者,不得就破产财团受清偿。

对于已知之债权人，债务人及财产持有人，仍应将前项所列各事项以通知书送达之。

第一项公告,准用第十三条之规定。

Section I — De la déclaration de faillite et de ses effets

Art. 57 _La faillite est prononcée contre un débiteur qui est insolvable.

Art. 58 _Sauf disposition [légale] différente, la faillite peut être prononcée à la requête des créanciers ou du débiteur.

Il est permis de présenter la requête prévue au paragraphe précédent, même au cours de la procédure de transaction ; mais, si le tribunal estime qu'il y a possibilité de transaction, il peut rejeter la requête.

Art. 59 _Si les biens d'une succession sont insuffisants pour payer les dettes du défunt, et si l'on se trouve dans l'un des cas énoncés ci-dessous, [le tribunal] peut également prononcer la faillite :

1 Quand il n'y a pas d'héritier;

2 Quand les héritiers ont réclamé le bénéfice de la succession limitée (: bénéfice d'inventaire), ou quand tous les héritiers ont renoncé à la succession ;

3 Quand tous les héritiers qui n'ont pas renoncé à la succession doivent être mis en faillite pour cause [d'incapacité à payer les dettes de la succession].

[Dans le cas prévu] au paragraphe précédent, la demande de faillite peut être faite aussi par les héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire.

Art. 60 _Lorsqu'au cours d'un procès civil, ou d'une procédure d'exécution en matière civile, le tribunal se rend compte que le débiteur est insolvable, il peut prononcer d'office la faillite du débiteur.

Art. 61 _Lorsque c'est un créancier qui demande la déclaration de faillite, il doit exposer dans sa demande écrite la nature et le montant de sa créance, et le fait que le débiteur est insolvable.

Art. 62 _Lorsque c'est le débiteur qui demande la déclaration de faillite, il doit joindre en annexe [à sa demande] un mémoire explicatif sur l'état de ses biens et la liste de ses créanciers et de ses débiteurs.

Art. 63_ Le tribunal saisi d'une demande de faillite, doit, dans les sept jours suivant celui où il a reçu la requête, statuer par ordonnance, soit pour prononcer la faillite, soit pour rejeter la demande de faillite.

Avant de rendre son ordonnance, le tribunal peut, d'office, faire les enquêtes nécessaires et convoquer le débiteur, les créanciers ou tout autre intéressé pour les interroger.

A l'expiration du délai prévu au paragraphe 1, lorsqu'il n'a pas été possible de compléter les enquêtes, [le tribunal] peut proroger [le délai] pour une durée n'excédant pas sept jours.

Art. 64 _Lorsque le tribunal déclare la faillite, il doit nommer un administrateur de la faillite et régler les points suivants :

1 Le délai imparti pour faire la déclaration des créances; mais ce délai doit être au minimum de 15 jours, au maximum de trois mois, à dater du jour de la déclaration de faillite;

2 La date de la première assemblée de créanciers ; mais cette date doit être fixée dans le mois qui suit le jour de la déclaration de faillite.

Art. 65 — Lorsque le tribunal déclare la faillite, il doit publier les points suivants :

1 Le dispositif de l'ordonnance de faillite, et la date à laquelle elle a été prononcée ;

2 Les nom, prénom et adresse de l'administrateur de la faillite, et le local où il s'occupe des affaires de la faillite ;

3 Le délai et la date prescrits par l'article précédent ;

4 [L'avis que] les débiteurs du failli et les détenteurs des biens qui rentrent dans la masse active de la faillite, ne peuvent pas faire le paiement au failli, ni lui remettre ces biens, et qu'ils doivent sans retard les rendre à l'administrateur de la faillite, ou lui en donner avis ;

5 [L'avis que] les créanciers du failli doivent, dans la limite de temps prescrite, s'adresser à l'administrateur de la faillite pour déclarer leurs créances ; et que ceux qui ne les auront pas déclarées dans cette limite ne pourront se faire payer sur la masse active de la faillite.

Il faut, de plus, signifier par avis écrit les divers points énumérés au paragraphe précédent aux créanciers, débiteurs et détenteurs des biens, qui sont connus.

Les dispositions de l'article 30 sont applicables à l'annonce publique prévue au paragraphe 1 [du présent article].

第六十六条-法院为破产宣告时，就破产人或破产财团有关之登记，应即通知该登记所，嘱托为破产之登记。

第六十七条-法院于破产宣告后，认为必要时，得嘱托邮局或电报局将寄与破产人之邮件电报送交破产管理人。

第六十八条-法院书记官，于破产宣告后，应即于破产人关于财产之账簿记明截止账

目，签名盖章，并作成节略记录账簿之状祝。

第六十九条—破产人非经法院之许可，不得离开其住居地。

第七十条-法院认为必要时，得传唤或拘提破产人。

前项传唤或拘提，准用刑事诉讼法关于传唤或拘提之规定。

第七十一条-破产人有逃亡或隐匿毁弃其财产之虞时，法院得签发押票将破产人羁押。

羁押期间不得超过一个月。但经破产管理人提出正当理由时，法院得准予展期，每次展期以一个月为限。

第七十二条-有破产申请时，虽在破产宣告前，法院得因债权人之申请或依职权拘提或羁押债务人，或命为必要之保全处分。

第七十三条-羁押之原因不存在时，应即撤销羁押。

Art. 66 — Lorsque le tribunal déclare la faillite, il doit immédiatement envoyer au bureau d'enregistrement compétent un avis concernant les enregistrements qui se rapportent au failli ou à la masse active de la faillite, lui donnant commission d'effectuer l'enregistrement de faillite.

Art. 67 — Lorsque le tribunal en reconnaît la nécessité après la déclaration de faillite, il peut donner commission au bureau de poste, ou à celui du télégraphe, de remettre à l'administrateur de la faillite la correspondance et les télégrammes adressés au failli.

Art. 68 — Après la déclaration de faillite, le greffier du tribunal doit immédiatement faire les écritures de clôture sur les livres de comptes du failli ayant trait à ses biens, signer et apposer le cachet; il doit également rédiger un précis indiquant la situation [d'après] les livres de comptes.

Art. 69 - Le failli ne peut changer de demeure sans l'autorisation du tribunal.

Art. 70-Lorsque le tribunal l'estime nécessaire, il peut citer le failli à comparaître ou le mettre en état d'arrestation.

Pour la citation à comparaître ou l'arrestation prévue au paragraphe précédent, on applique les dispositions du Code de procédure pénale relatives à la citation à comparaître ou à l'arrestation.

Art. 71 — Lorsqu' [il y a lieu de] craindre que le failli ne s'enfuie ou ne cache ou détruise son actif, le tribunal peut lancer un mandat d'arrêt pour mettre le failli en détention préventive.

La durée de la détention préventive ne peut dépasser un mois; mais, lorsque l'administrateur de la faillite a fait valoir de bonnes raisons, le tribunal peut accorder une prorogation : chaque prorogation ne peut dépasser un mois.

Art. 72 — Lorsqu'il y a demande de faillite, le tribunal peut, même avant qu'elle n'ait été prononcée, sur la requête des créanciers ou d'office, arrêter le débiteur ou le détenir préventivement, ou ordonner les mesures conservatoires nécessaires.

Art. 73 — Lorsque la cause de la détention préventive a disparu, [le tribunal] doit révoquer immédiatement [l'ordre de] détention préventive.

第七十四条—法院得依职权或因破产管理人或债权人之申请，传唤破产人之亲属或其他关系人，查询破产人之财产及业务状况。

第七十五条—破产人因破产之宣告，对于应属破产财团之财产，丧失其管理及处分权。

第七十六条-破产人之债务人，于破产宣告后不知其事实而为清偿者，得以之对抗破产债权人。如知其事实而为清偿者仅得以破产财团所受之利益为限，对抗破产债权人。

第七十七条—承租人受破产宣告时，虽其租赁契约定有期限。破产管理人得终止契约。

第七十八条-债务人在破产宣告前所为之无偿或有偿行为，有损害于债权人之权利，依民法之规定得撤销者，破产管理人应申请法院撤销之。

第七十九条-债务人在破产宣告六个月内所为之左列行为，破产管理人得撤销之。

一对于现有债务提供担保。但债务人对于该项债务已于破产宣告六个月前承诺提供担保者，不在此限。

二对于未到期之债务为清偿。

第八十条一前二条之撤销权，对于转得人于转得时知其有得撤销之原因者。亦得行使之。

第八十一条- 第七十八条及第七十九条所定之撤销权，自破产宣告之日起二年间不行使而消灭。

Art. 74- Le tribunal peut, d'office ou sur la requête de l'administrateur de la faillite ou des créanciers, citer à comparaître les membres de la famille du failli, ou toute autre personne ayant rapport [avec lui], pour les interroger sur l'état des biens et des affaires du failli.

Art. 75—A la suite de la déclaration de faillite, le failli perd le droit d'administration et de disposition sur les biens qui doivent rentrer dans la masse active de la faillite.

Art. 76-Les débiteurs du failli, qui, après la déclaration de faillite, ont fait un paiement sans avoir connaissance du fait de la faillite, peuvent opposer ce paiement aux créanciers de la faillite; s'ils ont fait le paiement en ayant connaissance du fait de la faillite, ils ne peuvent l'opposer aux créanciers de la faillite que dans la mesure où la masse active de la faillite en a bénéficié.

Art. 77- Lorsqu'un locataire est déclaré en faillite, même si son contrat de bail est à terme fixe, l'administrateur de la faillite peut mettre fin au contrat.

Art. 78- Dans le cas où les actes à titre gratuit ou à titre onéreux faits avant la déclaration

de faillite sont préjudiciables aux droits des créanciers et peuvent être annulés en vertu des dispositions du Code civil, l'administrateur de la faillite doit demander au tribunal de les annuler.

Art. 79- L'administrateur de la faillite peut annuler les actes ci-dessous énoncés faits par le débiteur dans les six mois [précédant] la déclaration de faillite :

1- Prestation de garantie pour une dette actuellement existante, à moins que le débiteur n'eût déjà consenti à fournir une garantie pour cette dette six mois avant la déclaration de faillite ;

2- Paiement d'une dette non encore échue.

Art. 80- Le droit d'annulation prévu aux deux articles précédents peut être exercé également à l'égard [d'un tiers auquel les biens] auraient été transférés, s'il savait au moment du transfert qu'il existait une cause permettant l'annulation.

Art. 81- Le droit d'annulation établi par les articles 78 et 79 est éteint s'il n'est pas exercé dans les deux ans qui suivent la date de la déclaration de faillite.

第二节 破产财团之构成及管理

第八十二条-左列财产为破产财团。

一破产宣告时属于破产人之一切财产，及将来行使之财产请求权。

二破产宣告后，破产终结前，破产人所取得之财产。

专属于破产人本身之权利及禁止扣押之财产，不属于破产财团。

第八十三条- 破产管理人，应就会计师或其他适于管理该破产财团之人中选任之。

前项破产管理人，债权人会议得就债权人中另为选任。

破产管理人受法院之监督，必要时，法院并得命其提供相当之担保。

第八十四条-破产管理人之报酬，由法院定之。

第八十五条-法院因债权人会议之决议或监查人之申请或依职权，得撤换破产管理人。

第八十六条-破产管理人应以善良管理人之注意，执行其职务。

第八十七条-破产人经破产管理人之请求，应即提出财产状况说明书及其债权人债务人清册。

前项说明书，应开列破产人一切财产之性质及所在地。

CHAPITRE III — DE LA FAILLITE

Section II — De la composition et de l'administration de la masse active de la faillite

Art. 82 - Les biens énumérés ci-dessous constituent la masse active de la faillite :

1- L'ensemble des biens appartenant au failli lors de la déclaration de faillite , et les droits de réclamation en matière de biens qui, [bien que lui étant déjà acquis, ne peuvent] être exercés [que] dans la suite ;

2- Les biens acquis par le failli après la déclaration de faillite et avant la clôture de la faillite.

Les droits qui appartiennent exclusivement à la personne du failli, et les biens qui sont insaisissables, ne rentrent pas dans la masse active de la faillite.

Art. 83—L'administrateur de la faillite doit être choisi parmi les experts- comptables, ou les autres personnes capables d'administrer cette masse active de la faillite.

[En dehors de] l'administrateur de la faillite mentionné au paragraphe précédent (: qui est nommé par le tribunal), l'assemblée des créanciers peut en choisir d'autres pris parmi les créanciers.

L'administrateur de la faillite est soumis à la surveillance du tribunal ; en cas de

nécessité, le tribunal peut lui ordonner de fournir une garantie convenable.

Art. 84- La rémunération de l'administrateur de la faillite est fixée par le tribunal.

Art. 85- Le tribunal peut, sur un vote de l'assemblée des créanciers, ou à la requête d'un contrôleur, ou d'office, révoquer l'administrateur de la faillite.

Art. 86- L'administrateur de la faillite doit apporter dans l'accomplissement de ses fonctions le soin d'un bon administrateur.

Art. 87- Le failli doit, sur la demande de l'administrateur de la faillite, lui fournir sans retard un mémoire explicatif de l'état de ses biens et la liste de ses créanciers et de ses débiteurs.

Le mémoire explicatif mentionné ci-dessus doit faire connaître la nature de tous les biens du failli et l'endroit où ils se trouvent.

第八十八条-破产人应将其财产有关之一切簿册文件，及其所管有之一切财产，移交破产管理人。但禁止扣押之财产,不在此限。

第八十九条-破产人对于破产管理人或监察人，关于其财产 及业务之询问，有答复之义务。

第九十条-破产人之权利于破产财团者，破产管理人应为必要之保全行为。

第九十一条-破产管理人于第一次债权人会议前，经法院之许可，得于清理之必要范围内，继续破产人之营业。

第九十二条-破产管理人为左列行为时，应得监查人之同意。

一 不动产物权之让与。

二 矿业权，渔业权,著作权，专利权之让与。

三 存货全部或营业之让与。

四 借款。

五 非继续破产人之营业，而为一百圆以上动产之让与。

六 债权及有价证券之让与。

七 专托之货币，有价证券及其他贵重物品之取回。

八 双务契约之履行请求。

九 关于破产人财产上争议之和解及仲裁。

十 权利之抛弃。

十一 取回权，别除权，财团债务及第九十五条第一款费用之承认。

十二 别除权标的物之收回。

十三 关于应行收归破产财团之财产提起诉讼或进行其他法律程序。

Art. 88 - Le failli doit remettre à l'administrateur de la faillite l'ensemble des livres et documents se rapportant à ses biens, et l'ensemble des biens qui sont entre ses mains ; à moins qu'il ne s'agisse de biens insaisissables.

Art. 89 - Le failli est tenu de répondre aux questions de l'administrateur de la faillite ou d'un contrôleur, portant sur ses biens ou sur ses affaires.

Art. 90 - Pour les droits du failli qui rentrent dans la masse active de la faillite, l'administrateur de la faillite doit faire les actes conservatoires nécessaires.

Art. 91 - Avant que ne se tienne la première assemblée des créanciers, l'administrateur de la faillite peut, s'il y a été autorisé par le tribunal, continuer les affaires du failli dans les limites de ce qui est nécessaire pour leur liquidation.

Art. 92 - L'administrateur de la faillite doit, pour faire les actes énumérés ci-dessous, obtenir le consentement du (ou des) contrôleur (s) :

- 1 - Cession de droits réels immobiliers ;
- 2 - Cession de droits [d'exploitation] de mines, de droits de pêche, de droits d'auteur, de brevets;
- 3 - Cession de toutes les marchandises ou cession de l'entreprise;
- 4 - Emprunt ;
- 5 - Cession de biens meubles [valant] 100 yuan ou au dessus, quand [l'administrateur] ne continue pas l'entreprise du failli ;
- 6 - Cession de créances et de titres négociables ;
- 7- Reprise d'argent, de titres négociables ou d'autres objets précieux, confiés spécialement [à quelqu'un d'autre];
- 8 - Demande d'exécution de contrats synallagmatiques ;
- 9 - Transaction et arbitrage dans une contestation du failli en matière de biens ;
- 10 - Renonciation de droit;
- 11 – Reconnaissance d'un droit de reprise, d'un privilège, de dettes [incombant] à la masse active, et des frais mentionnés au numéro 1 de l'article 95;
- 12 — Reprise de l'objet d'un privilège ;
- 13 — Introduction d'action au sujet de biens qq'il doit faire rentrer au bénéfice de la masse active de la faillite, ou poursuite de toutes autres procédures légales.

第九十三条-法人破产时，破产管理人应不问其社员或股东出资期限，而令其缴纳所认之出资。

第九十四条-破产管理人于申报债权期限届满后，应即编造债权表，并将已收集及可收集之破产人资产，编造资产表。

前项债权表及资产表，应存置于处理破产事务之处所，任利害关系人自由阅览。

第九十五条-左列各项为财团费用。

一因破产财团之管理，变价及分配所生之费用。

二因破产债权人共同利益所需审判上之费用。

三破产管理人之报酬。

破产人及其家属之必要生活费及丧葬费，视为财团费用。

第九十六条-左列各项为财团债务。

一破产管理人关于破产财团所为行为而生之债务。

二破产管理人为破产财团请求履行双务契约所生之债务，或因破产宣告后应履行双务契约而生之债务。

三为破产财团无因管理所生之债务。

四因破产财团不当得利所生之债务。

Art. 93-Lorsqu'une personne juridique est en faillite, l'administrateur de la faillite doit ordonner aux membres ou aux associés de cette personne juridique de verser l'apport qu'ils avaient souscrit, quel que soit le terme [qui avait été fixé primitivement] pour verser cet apport.

Art.94-Après l'expiration du terme fixé pour faire la déclaration de créance, l'administrateur de la faillite doit dresser immédiatement un état des créances, et dresser un état des biens du failli, où il portera ceux qu'il a déjà recueillis et ceux qui peuvent être recueillis.

L'état des créances et l'état des biens mentionnés au paragraphe précédent, doivent être

conservés dans le local où [l'administrateur] s'occupe des affaires de la faillite, où l'on permettra aux intéressés de les consulter librement.

Art. 95- Les frais ci-dessous énumérés incombent à la masse active :

- 1- Les frais occasionnés par l'administration, la vente et la répartition de la masse active ;
- 2- Les frais de justice nécessaires dans l'intérêt commun des créanciers de la faillite ;
- 3- La rémunération de l'administrateur de la faillite.

Les frais nécessaires d'entretien du failli et des membres de sa maison, ainsi que, [éventuellement], les frais de funérailles, sont censés incomber à la masse active.

Art. 96- Les dettes ci-dessous énumérées incombent à la masse active :

- 1 — Les dettes nées des actes faits par l'administrateur de la faillite relativement à la masse active de la faillite ;
- 2 — Les dettes nées d'une demande d'exécution de contrat synallagmatique faite par l'administrateur de la faillite au compte de la masse active de la faillite ; ou les dettes nées de l'obligation d'exécution de contrats synallagmatiques postérieurement à la déclaration de faillite ;
- 3 — Les dettes nées au compte de la masse active de la faillite, pour une autre cause que l'administration;
- 4 — Les dettes nées d'un enrichissement indû de la masse active de la faillite.

第九十七条-财团费用及财团债务，应先于破产债权，随时由破产财团清偿之。

第三节 破产债权

第九十八条— 对于破产人之债权在破产宣告前成立者，为破产债权。但有别除权者，不在此限。

第九十九条— 破产债权，非依破产程序，不得行使。

第一百条—附期限之破产债权未到期者，于破产宣告时视为已到期。

第一百零一条—破产宣告后始到期之债权无利息者，其债权额应扣除自破产宣告时起至到期时止之法定利息。

第一百零二条—附条件之债权，得以其全额为破产债权。

第一百零三条—左列各项债权，不得为破产债权。

一破产宣告后之利息。

二参加破产程序所支出之费用。

三因破产宣告后之不履行所生之损害赔偿及违约金。

四罚金，罚款及追征金。

第一百零四条—数人就同一给付各负全部履行之责任者，其全体或其中数人受破产宣告时，债权人得就其债权之总额，对各破产财团行使其权利。

第一百零五条—数人就同一给付各负全部履行责任者，其中一人或数人受破产宣告时，其他共同债务人，得以将来求偿权之总额为破产债权而行使其权利。但债权人已以其债权总额为破产债权行使权利者，不在此限。

CHAPITRE III — DE LA FAILLITE

Art. 97—Les frais incombant à la masse active, et les dettes de la masse active, ont la priorité sur les créances de la faillite ; elles sont payables en tout temps au moyen de la masse active.

Section III —Des créances de la faillite (: masse passive)

Art. 98—Les créances sur le failli dont l'existence est antérieure à la déclaration de faillite, constituent les créances de la faillite; à moins qu' il ne s'agisse de créances privilégiées.

Art. 99—Les créances de la faillite ne peuvent être exercées que conformément à la procédure de faillite.

Art. 100—Les créances de la faillite, qui étaient à terme et non encore échues, sont censées échues au moment de la déclaration de faillite.

Art. 101—Si une créance qui ne doit venir à terme qu'après la déclaration de faillite, n'est pas productive d' intérêts, il faut déduire du montant de cette créance les intérêts légaux entre le moment de la déclaration de faillite et l'échéance.

Art. 102—Une créance assortie d'une condition peut figurer dans la masse passive pour la totalité de son montant.

Art. 103—Les créances énumérées par les divers numéros ci-dessous ne peuvent figurer dans la masse passive:

- 1 — Les intérêts qui courent après la déclaration de faillite;
- 2 — Les débours [des créanciers] pour prendre part à la procédure de faillite ;
- 3 — Les dommages-intérêts et la pénalité pour inexécution postérieure à la déclaration de faillite;
- 4 — Les amendes pénales et civiles et les impôts à recouvrer.

Art. 104—Dans le cas où plusieurs personnes sont tenues, chacune de son côté, d'effectuer intégralement une seule et même prestation; lorsque toutes ces personnes ou plusieurs d'entre elles ont été déclarées en faillite, le créancier peut exercer son droit pour le montant total de sa créance à l'encontre de la masse active de chacune des faillites.

Art. 105—Dans le cas où plusieurs personnes sont tenues, chacune de son côté, d'effectuer intégralement une seule et même prestation ; lorsqu'une ou plusieurs d'entre elles

ont été déclarées en faillite, les autres débiteurs en commun peuvent faire figurer à la masse passive le montant total de leur droit de réclamation futur [contre le ou les faillis, résultant de ce qu'eux-mêmes devront effectuer la prestation] et faire valoir leur droit [comme créanciers de la faillite]; à moins que le créancier [auquel est dûe la prestation] n'ait déjà fait figurer le montant total de sa créance dans la masse passive et fait valoir son [propre] droit [pour ce montant].

第一百零六条—对于法人债务应负无限责任之人受破产宣告时，法人之债权人，得以其债权之总额为破产债权而行使其权利。

第一百零七条—汇票发票人或背书人受破产宣告，而付款人或预备付款人不知其事实为承兑或付款者，其因此所生之债权，得为破产债权而行使其权利。

前项规定，于支票及其他以给付金钱或其他对象为标的之有价证券准用之。

第一百零八条—在破产宣告前，对于债务人之财产有质权，抵押权或留置权者，就其财产有别除权。

有别除权之债权人，不依破产程序而行使其权利。

第一百零九条—有别除权之债权人，得以行使别除权后未能受清偿之债权为破产债权而行使其权利。

第一百一十条—不属于破产人之财产，其权利人得不依破产程序，由破产管理人取回之。

第一百一十一条—出卖人已将买卖标的物发送，买受人尚未收到，亦未付清全价而受破产宣告者，出卖人得解除契约并取回其标的物。但破产管理人得清偿全价而请求标的物之交付。

Art. 106—Lorsqu'une personne qui est tenue d'une responsabilité illimitée pour les dettes d'une personne juridique, est déclarée en faillite, les créanciers de la personne juridique peuvent faire figurer à la masse passive le montant total de leurs créances et exercer leur droit [pour ce montant].

Art. 107—Dans le cas où l'émetteur ou l'endosseur d'une lettre de change a été déclaré en faillite, et où le tiré ou le besoin, ignorant ce fait, ont accepté ou payé la lettre de change, ils peuvent faire figurer la créance qu'ils ont acquis de ce fait dans la masse passive et exercer leurs droits [à titre de créanciers de la faillite]

Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables aux chèques et aux autres titres négociables ayant pour objet la prestation de numéraire ou d'autres choses.

Art. 108—Celui qui, avant la déclaration de faillite, avait un droit de gage, d'hypothèque ou de rétention sur un bien du débiteur, possède un privilège sur ce bien.

Les créanciers privilégiés ne suivent pas la procédure de faillite pour exercer leurs droits.

Art. 109— Un créancier privilégié peut faire figurer dans la masse passive de la faillite une créance dont, après avoir exercé son privilège, il n'a pu recevoir le paiement, et exercer son droit [à titre de créancier de la faillite].

Art. 110— L'ayant-droit à un bien qui n'appartient pas au failli, peut le reprendre de l'administrateur de la faillite, sans suivre la procédure de faillite.

Art. 111—Dans le cas où le vendeur a déjà expédié l'objet d'une vente, et où l'acheteur ne l'a pas encore reçu; si cet acheteur n'a pas payé le prix complet et est déclaré en faillite, le vendeur peut résilier le contrat et reprendre l'objet. Toutefois, l'administrateur de la faillite peut demander la livraison de l'objet en payant le prix complet.

第一百一十二条-对于破产财团之财产有优先权之债权，先于他债权而受清偿，优先权之债权有同顺位者，各按其债权额之比例而受清偿。

第一百一十三条-破产债权人于破产宣告时，对于破产人负有债务者，无论给付种类是否相同，得不依破产程序而为抵销。

破产债权人之债权为附期限或附解除条件者，均得为抵销。

第一百一十四条-有左列各项情形之一时，不得为抵销。

一 破产债权人，在破产宣告后，对于破产财团负债务者。

二 破产人之债务人，在破产宣告后对于破产人取得债权或取得他人之破产债权人者。

三 破产人之债务人，已知其停止支付或申请破产后而取得债权人者。但其取得系基于法定原因或基于其知悉以前所生之原因者，不在此限。

第一百一十五条-遗产受破产宣告时，纵继承人就其继承未为限定之承认者，继承人之债权人对之不得行使其权利。

第四节 债权人会议

第一百一十六条-法院因破产管理人或监查人之申请，或依职权，召集债权人会议。

第一百一十七条-债权人会议，应由法院指派推事一人为主席。

CHAPITRE III — DE LA FAILLITE

Art. 112—Les créances sur la masse active de la faillite qui jouissent d'un droit de priorité, sont payées avant les autres créances ; si les créances qui jouissent d'un droit de priorité viennent en même rang, chacune est payée proportionnellement à son montant.

Art. 113—Si les créanciers de la faillite étaient débiteurs du failli au moment de la déclaration de faillite, que la nature des prestations fût ou non la même, ils peuvent opérer la compensation sans suivre la procédure de faillite.

[Même] si les créances des créanciers de la faillite étaient assorties d'un terme ou d'une condition résolutoire, ils peuvent dans tous les cas opérer la compensation.

Art. 114—Dans chacun des cas ci-dessous énumérés, la compensation n'est pas permise :

1 — Dans le cas d'une dette contractée par un créancier de la faillite vis-à-vis de la masse active de la faillite postérieurement à la déclaration de faillite ;

2 — Dans le cas où un créancier du failli a acquis [sa] créance sur le failli, ou a acquis la créance d'une autre personne sur la faillite, postérieurement à la déclaration de faillite ;

3 — Dans le cas où le créancier du failli a acquis sa créance alors qu'il savait déjà que ce dernier était en état de cessation de paiements, ou qu'une demande de faillite avait été faite; à moins que cette acquisition ne se fonde sur une cause prévue par la loi, ou ne se fonde sur une cause qui avait pris naissance avant qu'il n'eût connaissance [de la cessation de paiements ou de la demande de faillite].

Art. 115—Lors d'une déclaration de faillite prononcée contre une succession, même si les héritiers n'avaient pas accepté la succession sous bénéfice d'inventaire, les créanciers [personnels] des héritiers ne peuvent exercer leurs droits sur [l'actif de] cette succession.

Section IV — Des assemblées de créanciers

Art. 116—Le tribunal convoque l'assemblée des créanciers à la requête de l'administrateur de la faillite ou des contrôleurs, ou d'office.

Art. 117—[Lors d']une assemblée de créanciers, le tribunal doit désigner un juge comme président.

第一百一十八条—法院应预定债权人会议期日及其应议事项 公告之。

第一百一十九条—破产管理人于债权人会议时，应提示第九 十四条所定之债权表及资产表，并报告破产事务之进行 状况。如破产人拟有调协方案者，亦应提示之。

第一百二十条—债权人会议得议决左列事项。

—选任蓝查人一人或数人，代表债权人监督破产程序 之进行。

二破产财团之管理方法。

三破产人营业之继续或停止。

第一百二十一条-监查人得随时向破产管理人要求关于破产财团之报告，并得随时调查破产财团之状况。

第一百二十二条-破产人应出席债权人会议，并答复主席，破产管理人，监查人或债权人之询问。

第一百二十三条-债权人会议之决议，除本法另有规定外，应有出席破产债权人过半数，而其所代表之债权额超过总债权额之半数者之同意。

第一百二十四条-债权人会议之决议，与破产债权人之利益相反者，法院得依破产管理人，监查人或不同意之破产债权人之申请，禁止决议之执行。

前项申请，应自决议之日起五日内为之。

第一百二十五条—对于破产债权之加入或其数额有异议者，

Art. 118~Le tribunal doit fixer à l'avance la date de l'assemblée àei créanciers et -son ordre du jour, et en informer le public.

Art. 119~Lors de l'assemblée des créanciers, radministrateur de h faillite doit présenter à l'assemblée l'état des créances et rétat dei biens prévus à l'article 94, et lui faire rapport sur la marche de h faillite ; si le failli propose un projet de concordat, [radministrateur] doit également le présenter à l'assemblée.

Art. 120~L'assemblée des créanciers a le droit de voter des résolutions sur les points suivants :

1 — Nomination d'un ou plusieurs contrôleurs, qui seront les fondés de pouvoirs

des créanciers pour surveiller la marche de la procédure de faillite ;

2 — Méthodes d'administration de la masse active de la faillite;

3 — Continuation ou interruption de l'entreprise du failli.

Art. 121—Les contrôleurs peuvent en tout temps demander à l'administrateur de la faillite de leur faire rapport sur la masse active de la faillite ; ils peuvent également en tout temps inspecter l'état de la masse active de la faillite.

Art. 122 — Le failli doit assister à l'assemblée des créanciers et répondre aux questions qui lui seront posées par le président, l'administrateur de la faillite, les contrôleurs ou les créanciers.

Art. 123—Sauf disposition différente de la présente loi, les résolutions de l'assemblée des créanciers doivent être acceptées par la majorité des créanciers présents, représentant plus de la moitié du chiffre total des créances.

Art. 124 — Si une résolution de l'assemblée des créanciers est contraire aux intérêts des créanciers de la faillite, le tribunal peut, sur la requête de l'administrateur de la faillite, d'un contrôleur, ou d'un créancier de la faillite qui n'y a pas consenti, interdire de la mettre à exécution.

La requête prévue au paragraphe précédent doit être adressée dans les cinq jours qui suivent celui où la résolution a été prise.

Art. 125—Celui qui fait objection à ce qu'[une créance] figure dans la masse passive, ou au montant pour lequel cette créance [a été déclarée], doit présenter cette objection avant la clôture de la première assemblée des créanciers; mais, s'il n'a eu connaissance de la cause [sur laquelle se fonde] son objection que plus tard, cette restriction ne s'applique pas.

Il est statué par ordonnance du tribunal sur la contestation prévue au paragraphe précédent.

一百二十六条 关于破产债权之加入及其数额之争议，经法院裁定后，破产管理人应改编债权表，提出于债权人会议。

一百二十七条 第二十三条之规定，于本节债权人会议准用之。

一百二十八条 第八十四条及第八十六条之规定，于监查人准用之。

第五节 调协

一百二十九条 破产人于破产财团分配未认可前，得提出调协计划。

第一百三十条 调协计划应载明左列事项。

一 清偿之成数。

二 清偿之期限。

三 有可供之担保者，其担保。

第一百三十一条 破产人有左列情形之一者，不得提出调协计划。

一 所在不明者。

二 欺诈破产尚在诉讼进行中者。

三 因诈欺和解或诈欺破产受有罪之判决者。

第一百三十二条 调协计划，应送交破产管理人审查，由破产管理人提出债权人会议。

第一百三十三条 关于调协之应否认可，破产管理人，监查人，债权人及破产人，均得向法院陈述意见，或就调协之决议提出异议。

Art. 126—Après que le tribunal a statué par ordonnance sur une contestation relative à l'admission [d'une créance] dans la masse passive, ou au montant de cette créance, l'administrateur de la faillite doit présenter à l'assemblée des créanciers un état des créances modifié [en conséquence].

Art. 127—Les dispositions de l'article 23 sont applicables aux assemblées de créanciers prévues par la présente section.

Art. 128—Les dispositions des articles 84 et 86 sont applicables aux contrôleurs.

Section V — Du concordat

Art. 129—Tant que la répartition de la masse active de la faillite n'a pas été homologuée [par le tribunal], le failli peut présenter un plan de concordat.

Art. 130—Le plan de concordat doit faire connaître les points suivants :

- 1 Le pourcentage [des créances qu'il s'engage] à payer ;
- 2 Le terme auquel il paiera ;
- 3 S'il est en mesure de fournir une garantie, quelle est cette garantie?

Art. 131 Un failli qui se trouve dans l'un des cas ci-dessous énoncés, n'est pas admis à présenter un plan de concordat :

- 1 Si l'endroit où il se trouve est inconnu ;
- 2 Si des poursuites pour faillite frauduleuse sont encore en cours [contre lui];
- 3 Si un jugement de condamnation a été rendu contre lui pour cause de transaction

frauduleuse ou de faillite frauduleuse.

Art. 132—Le plan de concordat doit être remis pour examen à l'administrateur de la faillite; celui-ci le présentera à l'assemblée des créanciers.

Art. 133 L'administrateur de la faillite, les contrôleurs, les créanciers et le failli, peuvent tous exposer au tribunal leur avis pour ou contre l'homologation du concordat, ou présenter des objections au sujet de la résolution [de l'assemblée des créanciers] ayant trait au concordat.

—一百三十四条 法院对于前条异议为裁定前，应传唤破产管理人，监查人，债权人及破产人为必要之讯问，债权人会议之主席，亦应到场陈述意见。

—一百三十五条 法院如认为债权人会议可决之调协条件公允，应以裁定认可调协。

—一百三十六条 调协经法院认可后，对于一切破产债权人均有效力。

—一百三十七条 第二十五条，第二十七条，第二十九条，第三十三条，第三十四条，第三十八条，第三十九条，第五十一条至第五十三条，及第五十六条，关于和解之规定，于调协准用之。

第六节 破产财团之分配及破产之终结

—一百三十八条 破产财团之财产有变价之必要者应依拍卖方法为之。但债权人会议另有决议指示者，不在此限。

—一百三十九条 在第一次债权人会议后，破产财团之财产可分配时，破产管理人应即平均分配于债权人。

前项分配，破产管理人应作成分配表，记载分配之比例及方法。

分配表应经法院之认可并公告之。

对于分配表有异议者，应自公告之日起十五日内，向法院提出之。

Art. 134 Avant de statuer par ordonnance sur les objections dont il est question à l'article précédent, le tribunal doit convoquer l'administrateur de la faillite, les contrôleurs, les créanciers et le failli, pour leur poser les interrogations nécessaires; [le juge] qui a présidé l'assemblée des créanciers doit aussi être présent et exposer son avis.

Art. 135 — Si le tribunal juge équitables les conditions du concordat voté par l'assemblée des créanciers, il doit homologuer ce concordat par ordonnance.

Art. 136 Après qu'un concordat a été homologué par le tribunal, il produit ses effets à l'égard de l'ensemble des créanciers de la faillite.

Art. 137 Les dispositions des articles 25, 27 , 29, 33, 34, 38 , 39, 51 à 53, et 56, relatives à la transaction, sont également applicables au concordat.

Section VI — De la répartition de la masse active de la faillite et de la clôture de la faillite

Art. 138 S'il y a nécessité de vendre les biens qui forment la masse active de la faillite, il faudra y procéder par voie de vente aux enchères; à moins que l'assemblée des créanciers n'ait passé une résolution donnant d'autres instructions.

Art. 139 Après la première assemblée de créanciers, lorsque les biens qui forment la masse active peuvent être répartis, l'administrateur de la faillite doit procéder immédiatement à une répartition égale entre les créanciers.

Pour la répartition ci-dessus, l'administrateur de la faillite doit dresser un état de répartition, indiquant la proportion et le mode de la répartition.

L'état de répartition doit être publié après homologation par le tribunal.

Celui qui a des objections contre l'état de répartition, doit les présenter au tribunal dans les quinze jours qui suivent celui de sa publication.

第一百四十条 附解除条件债权受分配时，应提供相当之担保，无担保者，应提存其分配额。

第一百四十一条 附停止条件债权之分配额，应提存之。

第一百四十二条 附停止条件之债权或将来行使之请求权，如最后分配表公告后十五日内，尚不能行使者，不得加入分配。

第一百四十三条 附解除条件债权之条件，在最后分配表公告后十五日内尚未成就时，其已提供担保者免除担保责任，退还其担保品。

第一百四十四条 关于破产债权有异议或涉讼致分配有稽延之虞时，破产管理人得按照分配比例提存相当金额，而将所余财产分配于其他债权人。

第一百四十五条 破产管理人于最后分配完结时，应即向法院提出关于分配之报告。

第一百四十六条 法院接到前条报告后，应即为破产终结之裁定。

对于前项裁定，不得抗告。

第一百四十七条 破产财团于最后分配表公告后，复有可分配之财产时，破产管理人经法院之许可，应为追加分配。但其财产于破产终结之裁定公告之日起三年后始发现者，不得分配。

Art. 140 Lorsqu'une créance assortie d'une condition résolutoire est incluse dans la répartition, [le créancier] doit fournir une garantie convenable; s'il n'y a pas de garantie, le montant [auquel ce créancier a droit] dans la répartition doit être consigné.

Art. 141 La somme [qui revient] dans la répartition à une créance assortie d'une condition suspensive, doit être consignée.

Art. 142 [Dans le cas d'] une créance assortie d' une condition suspensive, ou d'un droit de réclamation [qui ne pourra] être exercé [que] plus tard, si [ces droits] ne peuvent pas encore être exercés dans les quinze jours qui suivent la publication du dernier état de répartition, ils ne peuvent être inclus dans la répartition.

Art. 143 [Dans le cas d'] une créance assortie d'une condition résolutoire, lorsque, dans les quinze jours qui suivent la publication du dernier état de répartition, la condition ne s'est pas encore réalisée, celui qui a fourni une garantie est dégagé de sa responsabilité de garantie ; la chose donnée en garantie [doit] lui être restituée.

Art. 144 Lorsqu'il y a des objections qui ont été présentées, ou des procès qui ont été engagés au sujet des créances de la faillite, en sorte qu'on [peut] craindre un retard dans la répartition, l'administrateur de la faillite peut consigner une somme convenable proportionnelle au dividende réparti [aux autres créanciers qui n'ont pas soulevé de contestation], et répartir le reste de l'actif aux autres créanciers.

Art. 145 Aussitôt après l'achèvement de la dernière répartition, l'administrateur de la faillite doit présenter au tribunal un rapport sur la répartition.

Art. 146 Aussitôt après avoir reçu le rapport prévu à l'article précédent, le tribunal doit rendre une ordonnance de clôture de faillite.

L'opposition n'est pas permise contre l'ordonnance ci-dessus.

Art. 147 Lorsqu'après la publication du dernier état de répartition, il rentre dans la masse active des biens susceptibles d'être répartis, l'administrateur de la faillite doit, après homologation par le tribunal, procéder à une répartition supplémentaire; mais, si l'on ne découvre ces biens qu'après trois ans, à dater du jour où l'ordonnance de clôture de faillite a été publiée, on ne peut plus faire de répartition.

第一百四十八条 破产宣告后，如破产财团之财产不敷清偿财团费用及财团债务时，法院因破产管理人之申请，应以裁定宣告破产终止。

第一百四十九条 破产债权人依调协或破产程序已受清偿者。其债权未能受清偿之部分，请求权视为消灭。但破产人因犯诈欺破产罪而受刑之宣告者，不在此限。

第七节复权

第一百五十条 破产人依清偿或其他方法解免其全部债务时，得向法院为复权之申请。

破产人不能依前项规定解免其全部债务，而未依第一百五十四条或第一百五十五条之规定受刑之宣告者，得于破产终结三年后或于调协履行后，向法院为复权之申请。

第一百五十一条 破产人经法院许可复权后，如发现有依第一百五十四条所规定应受处罚之行为者，法院于为刑之宣告时，应依职权撤销复权之裁定。

Art. 148 Si, après la déclaration de faillite, les biens qui forment la masse active de la faillite ne suffisent pas à payer les frais incombant à la masse active et les dettes grevant la masse active, le tribunal doit, sur requête de l'administrateur de la faillite, prononcer par ordonnance l'interruption de la faillite.

Art. 149 Si les créanciers de la faillite ont été payés conformément à la procédure de concordat ou à celle de faillite, leur droit de réclamation pour la partie de leurs créances dont il ne leur a pas été possible de recevoir le paiement, est censé éteint ; à moins qu'une pénalité ait été prononcée contre le failli pour délit de faillite frauduleuse.

Section VII — De la réhabilitation

Art. 150 Lorsqu'un failli a acquitté intégralement ses dettes, par paiement ou de toute autre manière, il peut adresser au tribunal une demande de réhabilitation.

Un failli qui ne peut pas acquitter intégralement ses dettes de la manière prévue au paragraphe précédent, mais contre lequel n'ont pas été prononcées les pénalités prévues par les articles 154 ou 155, peut, trois ans après la clôture de la faillite, ou après l'exécution du

con- concordat, adresser au tribunal une demande de réhabilitation.

Art. 151 Si l'on découvre, après que le tribunal a homologué la réhabilitation du failli, que celui-ci avait commis un acte qui le rend passible des pénalités prévues par les dispositions de l'article 154, le tribunal doit, lorsqu'il prononce la sentence pénale, annuler d'office l'ordonnance de réhabilitation.

第四章罚则

第一百五十二条一破产人拒绝提出第八十七条所规定之说明书或清册，或故意于说明书内不开列其财产之全部，或拒绝将第八十八条所规定之财产或簿册文件移交破产管理人者，处一年以下有期徒刑。

第一百五十三条 依第七十四条，第八十九条及第一百二十二条之规定有说明或答复义务之人，无故不为说明或答复，或为虚伪之陈述者，处一年以下有期徒刑，拘役或五百圆以下之罚金。

第一百五十四条 破产人在破产宣告前一年内，或在破产程序中，以损害债权人为目的而有左列行为之一者，为诈欺破产罪，处五年以下有期徒刑。

一 隱匿或毀弃其财产成为其他不利于债权人之处分者。

二 捏造债务或承认不真实之债务者。

三 毀弃或捏造账簿或其他会计文件之全部或一部，致其财产之状况不真确者。

第一百五十五条 债务人申请和解经许可后，以损害债权人之目的而有前条所列各款行为之一者，为诈欺和解罪，处五年以下有期徒刑。

第一百五十六条 破产人在破产宣告前一年内，有左列行为之一者,处一年以下有期徒

刑。

一浪费，赌博或其他投机行为，致财产显然减少或负过重之债务者。

二以拖延受破产之宣告为目的，以不利益之条件，负担债务或购入货物或处分之者。

三明知已有破产原因之事实，非基于本人之义务，而以特别利于债权人中之一人或数人为目的，提供担保或消灭债务者。

第一百五十七条 和解之监督辅助人，破产管理人或监查人，对于其职务上之行为，要求期约或收受贿赂或其他不正利益者，处三年以下有期徒刑，得并科三千圆以下罚金。

第一百五十八条 债权人或其代理人，关于债权人会议决议之表决，要求期约或收受贿赂或其他不正利益者，处三年以下有期徒刑，得并科三千圆以下罚金。

第一百五十九条 行求期约或交付前二条所规定之贿赂或不正利益者，处三年以下有期徒刑，得并科三千圆以下罚金。

CHAPITRE IV — DISPOSITIONS PENALES

Art. 152 Le failli qui refuse de présenter le mémoire explicatif ou la liste prescrits par l'article 87, ou qui, intentionnellement, n'énumère pas la totalité de ses biens dans le mémoire explicatif, ou qui refuse de remettre à l'administrateur de la faillite les biens, ou les livres et documents, dont la remise est prescrite par l'article 88, est passible d'un emprisonnement à terme d'un an au maximum.

Art. 153 La personne qui, en vertu des dispositions des articles 74, 89 ou 122, a l'obligation de fournir des explications ou de répondre, et sans [juste] motif ne le fait pas, ou fait un exposé mensonger, est passible d'un emprisonnement à terme d'un an au maximum, de la détention ou d'une amende de 500 yuan au maximum.

Art. 154 Le failli qui, dans l'année qui a précédé la déclaration de faillite ou au cours de la procédure de faillite, a commis l'un des actes ci-dessous énoncés, dans le but de causer préjudice à ses créanciers, est coupable de faillite frauduleuse : il est passible d'un emprisonnement à terme de cinq ans au maximum :

1 — S'il a caché ou détruit ses biens, ou fait quelque autre [acte de] disposition désavantageux à ses créanciers ;

2 — S'il a inventé de fausses dettes ou reconnu des dettes qui n'étaient pas véritables ;

3 — S'il a détruit ou falsifié, en tout ou en partie, ses livres de comptés ou d'autres pièces comptables, en sorte que l'état de ses biens ne puisse [être connu] avec exactitude.

Art. 155 Le débiteur qui, après que sa demande de transaction a été accordée, commet, dans le but de causer préjudice à ses créanciers, l'un des actes énoncés aux divers numéros de l'article précédent, est coupable de transaction frauduleuse: il est passible d'un emprisonnement à terme de cinq ans au maximum.

Art. 156 Le failli qui, dans l'année qui a précédé la déclaration de faillite, a commis l'un des actes ci-dessous énoncés, est passible d'un emprisonnement à terme d'un an au maximum :

1—La prodigalité, le jeu, ou tout autre acte du même genre, qui a causé une réduction manifeste de ses biens ou lui a fait contracter des dettes excessives ;

2— Le fait d'avoir contracté des dettes, ou acheté des marchandises, ou disposé des marchandises qui lui appartenaient, à des conditions désavantageuses, dans le but de retarder la déclaration de faillite contre lui;

3— Le fait d'avoir, sachant qu'il existait des faits qui étaient une cause [suffisante] de mise en faillite, et dans le but d'avantager spécialement un ou plusieurs des créanciers, fourni une garantie ou [consenti] à l'extinction d'une dette, sans qu'il y fût personnellement obligé.

Art. 157 Les assistants dans la surveillance d'une transaction, l'administrateur de la faillite, ou les contrôleurs, qui, pour des actes rentrant dans leurs fonctions, réclament, se font promettre ou acceptent des pots-de-vin ou tout autre avantage illégitime, sont passibles d'un emprisonnement à terme de trois ans au maximum; ils peuvent être condamnés simultanément

à une amende de 3000 yuan au maximum.

Art. 158 Un créancier, ou son représentant, qui à propos du vote d'une résolution de l'assemblée des créanciers, réclament, se font promettre ou acceptent des pots-de-vin ou tout autre avantage illégitime, sont passibles d'un emprisonnement à terme de trois ans au maximum; ils peuvent être condamnés simultanément à une amende de 3000 yuan au maximum.

Art. 159 Celui qui, sur la demande qui lui en est faite, stipule ou remet les pots-de-vin ou autres avantages illégitimes visés par les dispositions des deux articles précédents, est passible d'un emprisonnement, à terme de trois ans au maximum; il peut être condamné simultanément à une amende de 3000 yuan au maximum.

破产法施行法

二十四年七月十八日公布

第一条—破产法施行前不能清偿债务之事件，已由法院或商会开始处理者，视其进行程度依破产法所定之程序终结之，其已进行之部分，不失效力。

第二条—依破产程序所为之羁押，除破产法已有规定外，准用刑事诉讼法之规定。

第三条—破产法第一百四十九条之规定，于不能清偿债务之事件，在破产法施行前已处理完结者，不适用之。

第四条—破产法施行前受破产宣告者，得依破产法第三章第七节之规定为复权之申请。

第五条—商人债务清理暂行条例，自破产法施行之日失其效力。

第六条—本法自破产法施行之日施行。

国民政府令

破产法，定自二十四年十月一日施行。此令。

二十四年七月十九日

Loi d'application de la loi sur la faillite

(promulguée le 18 juillet de la 24^e année —1935)

Art. 1 Les affaires d'insolvabilité antérieures à l'entrée en vigueur de la loi sur la faillite, dont les tribunaux ou les chambres de commerce avaient déjà commencé à s'occuper [avant cette entrée en vigueur], seront terminées suivant la procédure fixée par la loi sur la faillite, d'après leur état d'avancement [au moment de l'entrée en vigueur]; la partie [de la procédure] qui a eu lieu précédemment ne devient pas caduque.

Art. 2 Sauf disposition [particulière] de la loi sur la faillite, on applique à la détention préventive dans la procédure de faillite les dispositions du Code de procédure pénale [en la matière].

Art. 3 Les dispositions de l'article 149 de la loi sur la faillite ne sont pas applicables aux affaires d'insolvabilité dont le règlement a été terminé avant l'entrée en vigueur de la loi sur la faillite.

Art. 4 Une personne qui a été déclarée en faillite avant l'entrée en vigueur de la loi sur la faillite, peut faire une demande de réhabilitation en conformité avec les dispositions de la section VII du chapitre III de la loi sur la faillite.

Art. 5 Le Règlement provisoire sur la liquidation des dettes des commerçants est abrogé à dater du jour de l'entrée en vigueur de la loi sur la faillite.

Art. 6 La présente loi entre en vigueur à dater du jour de l'entrée en vigueur de la loi sur la faillite.

Ordre du Gouvernement National

Il est fixé que la loi sur la faillite entrera en vigueur à dater du premier octobre de la 24e année (1935) : ceci est un ordre.

Le 19 juillet de la 24e année.

Annexe 8 Provisions (I) of the Supreme People's Court on Several Issues concerning the Application of the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China [Effective]

最高人民法院关于适用《中华人民共和国企业破产法》若干问题的规定(一) [现行有效]

Promulgation date: 08-29-2011

Effective date: 09-26-2011

Department: Supreme People's Court

Subject: Enterprises

发布日期： 2011-08-29

生效日期： 2011-09-26

发布部门： 最高人民法院

类别： 企业

Announcement of the Supreme People's Court of the People's Republic of China
The Provisions (I) of the Supreme People's Court on Several Issues concerning the
Application of the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China, as adopted
at the 1527th session of the Judicial Committee of the Supreme People's Court on August
29, 2011, are hereby issued and shall come into force on September 26, 2011.
September 9, 2011
Provisions (I) of the Supreme People's Court on Several Issues concerning the Application
of the Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China
(Interpretation No. 22 [2011] of the Supreme People's Court)
To correctly apply the [Enterprise Bankruptcy Law of the People's Republic of China](#), in
light of judicial practice, the following Provisions are made on the application of law by the
people's courts during acceptance of enterprise bankruptcy cases.

中华人民共和国最高人民法院公告

《最高人民法院关于适用〈中华人民共和国企业破产法〉若干问题的规定（一）》

已于 2011 年 8 月 29 日由最高人民法院审判委员会第 1527 次会议通过，现予公布，自 2011 年 9 月 26 日起施行。

二〇一一年九月九日

最高人民法院关于适用《中华人民共和国企业破产法》若干问题的规定（一）
（法释〔2011〕22号）

为正确适用《[中华人民共和国企业破产法](#)》，结合审判实践，就人民法院依法受理企业破产案件适用法律问题作出如下规定。

Article 1 Where a debtor is unable to repay a due debt and falls under any of the following circumstances, the people's court shall determine that the debtor has a cause of bankruptcy:

1. It has insufficient assets for repaying all its debts; or
2. It is apparently insolvent. Where the relevant party argues that the debtor has no cause of bankruptcy because the person severally and jointly liable for the debts of the debtor has not lost solvency, the people's court shall not support such an argument.

第一条 债务人不能清偿到期债务并且具有下列情形之一的，人民法院应当认定其具备破产原因：

（一）资产不足以清偿全部债务；

（二）明显缺乏清偿能力。相关当事人以对债务人的债务负有连带责任的人未丧失清偿能力为由，主张债务人不具备破产原因的，人民法院应不予支持。

Article 2 Where all of the following conditions are met, the people's court shall determine that a debtor is unable to repay a due debt:

1. The debt relationship has been legally established;
2. The time limit for repayment of the debt has expired; and
3. The debtor has not fully repaid the debt.

第二条 下列情形同时存在的，人民法院应当认定债务人不能清偿到期债务：

- (一) 债权债务关系依法成立；
- (二) 债务履行期限已经届满；
- (三) 债务人未完全清偿债务。

Article 3 Where a debtor's balance sheet or audit report, asset appraisal report and any other such document shows that its total assets are insufficient for repayment of its total debts, the people's court shall determine that the debtor has insufficient assets for repaying all its debts, unless there is sufficient contrary evidence that the debtor has assets for repaying all its debts.

第三条 债务人的资产负债表，或者审计报告、资产评估报告等显示其全部资产不足以偿付全部负债的，人民法院应当认定债务人资产不足以清偿全部债务，但有相反证据足以证明债务人资产能够偿付全部负债的除外。

Article 4 Where a debtor falls under any of the following circumstances, the people's court shall determine that the debtor is apparently insolvent, though the value of its ledger assets is greater more than that of its debts:

1. It is unable to repay a debt for serious lack of funds, impossibility to realize its assets or any other reason;
2. It is unable to repay a debt because the whereabouts of its legal representative is unknown

- and there is no other person in charge of asset management;
3. It is unable to repay a debt even after enforcement by the people's court;
 4. It is unable to repay a debt because it has suffered losses for a long time and has difficulty in making up losses; or
 5. any other circumstance which leads to the debtor's insolvency.

第四条 债务人账面资产虽大于负债，但存在下列情形之一的，人民法院应当认定其明显缺乏清偿能力：

- (一) 因资金严重不足或者财产不能变现等原因，无法清偿债务；
- (二) 法定代表人下落不明且无其他人员负责管理财产，无法清偿债务；
- (三) 经人民法院强制执行，无法清偿债务；
- (四) 长期亏损且经营扭亏困难，无法清偿债务；
- (五) 导致债务人丧失清偿能力的其他情形。

Article 5 Where an enterprise which is a legal person has been dissolved but has not been liquidated or has not completed liquidation within a reasonable time limit, if a creditor applies for the bankruptcy liquidation of the enterprise as a debtor, the people's court shall accept the application unless the debtor adduces evidence that it has no cause of bankruptcy within the statutory time limit for objection.

第五条 企业法人已解散但未清算或者未在合理期限内清算完毕，债权人申请债务人破产清算的，除债务人在法定异议期限内举证证明其未出现破产原因外，人民法院应当受理。

Article 6 A creditor applying for the bankruptcy of a debtor shall submit evidence on

the debtor's inability to repay a due debt. Where the debtor fails to raise an objection to the creditor's application to the people's court within the statutory time limit or the objection raised by the debtor is incorrect, the people's court shall rule to accept the bankruptcy application according to law. The people's court shall, after accepting the bankruptcy application, order the debtor to provide a statement on its asset status, a checklist of debts, a checklist of creditor's rights, a financial and accounting report and other relevant materials according to law, and if the debtor refuses to do so, the people's court may take such compulsory measures as a fine against the directly liable persons of the debtor.

第六条 债权人申请债务人破产的，应当提交债务人不能清偿到期债务的有关证据。债务人对债权人的申请未在法定期限内向人民法院提出异议，或者异议不成立的，人民法院应当依法裁定受理破产申请。受理破产申请后，人民法院应当责令债务人依法提交其财产状况说明、债务清册、债权清册、财务会计报告等有关材料，债务人拒不提交的，人民法院可以对债务人的直接责任人员采取罚款等强制措施。

Article 7 The people's court shall, after receiving a bankruptcy application, issue to the applicant a written certificate of receipt of application and attached evidence. The people's court shall, after receiving a bankruptcy application, timely examine the eligibility of the applicant, the eligibility of the debtor, the cause of bankruptcy and the related materials and evidence, and render a ruling on whether to accept the application in accordance with [Article 10](#) of the [Enterprise Bankruptcy Law](#). If the people's court deems that the applicant shall supplement or correct the relevant materials, it shall notify the applicant within five days after receiving the bankruptcy application. The period for a party to supplement or correct the relevant materials is not counted in the period prescribed in [Article 10](#) of the [Enterprise Bankruptcy Law](#).

第七条 人民法院收到破产申请时，应当向申请人出具收到申请及所附证据的书面凭证。人民法院收到破产申请后应当及时对申请人的主体资格、债务人的主体资格和

破产原因，以及有关材料和证据等进行审查，并依据[企业破产法第十条](#)的规定作出是否受理的裁定。人民法院认为申请人应当补充、补正相关材料的，应当自收到破产申请之日起五日内告知申请人。当事人补充、补正相关材料的期间不计入[企业破产法第十条](#)规定的期限。

Article 8 The litigation costs for a bankruptcy case shall be allotted from the debtor's assets in accordance with [Article 43](#) of the [Enterprise Bankruptcy Law](#). Where the relevant party raises an objection to the bankruptcy application for the applicant's failure to prepay the litigation costs, the people's court shall not support such an objection.

第八条 破产案件的诉讼费用，应根据[企业破产法第四十三条](#)的规定，从债务人财产中拨付。相关当事人以申请人未预先交纳诉讼费用为由，对破产申请提出异议的，人民法院不予支持。

Article 9 Where the applicant files a bankruptcy application with the people's court but the people's court fails to receive the application or fails to execute Article 7 of these Provisions, the applicant may file a bankruptcy application with the people's court at the next higher level. The people's court at the next higher level shall, after receiving the bankruptcy application, order the people's court at the lower level to examine the application according to law and timely render a ruling on whether to accept the application; and if the court at the lower level still fails to render a ruling on whether to accept the application, the court at the next higher level may directly render a ruling on it. If the people's court at the next higher level rules to accept the bankruptcy application, it may, at the same time, order the people's court at the lower level to try this case.

第九条 申请人向人民法院提出破产申请，人民法院未接收其申请，或者未按本

规定第七条执行的，申请人可以向上一级人民法院提出破产申请。上一级人民法院接到破产申请后，应当责令下级法院依法审查并及时作出是否受理的裁定；下级法院仍不作出是否受理裁定的，上一级人民法院可以径行作出裁定。上一级人民法院裁定受理破产申请的，可以同时指令下级人民法院审理该案件。

Annexe 9 Schedule Comparing Key Aspects of U.S. Chapter 11, UK Administration and Chinese Bankruptcy Law

ITEM	CHAPTER 11	U.K. ADMINISTRAT ION	CHINESE BANKRUPTCY
<i>Applicable Law</i>	<i>U.S. Bankruptcy Code</i>	<i>Insolvency Act 1986</i>	<i>China's Enterprise Bankruptcy Law of 2006</i>
<i>Applicable supervisory court</i>	<i>U.S. Bankruptcy Court</i>	<i>High Court of England & Wales</i>	<i>The People's Court in the debtor's domicile</i>
<i>Purpose</i>	<i>Reorganization-</i>	<i>Rescue, or achieving a better result for creditors than if the</i>	<i>Reorganizat</i>

<p><i>Purpose</i></p>	<p><i>requirement of insolvency (cash flow test only for involuntary petitions instituted by creditors)</i></p>	<p><i>Company were immediately wound up, or realising property to make a distribution to secured or preferential creditors (in that order)- requirement for insolvency (cash flow or balance sheet).</i></p>	<p><i>ion, conciliation or liquidation, with a requirement for insolvency (cash flow and balance sheet for voluntary proceedings and cash flow only for involuntary proceedings).</i></p>
<p><i>Commencement</i></p>	<p><i>Court petition by debtor or three creditors holding noncontingent, undisputed claims aggregating at least \$12,300 more than the value of any collateral.</i></p>	<p><i>Court petition by debtor, debtor's directors or creditors, or out-of-court appointment by debtor or its directors, or the holder of a qualifying floating charge.</i></p>	<p><i>Court application by debtor or creditor.</i></p>
<p><i>Moratorium</i></p>			<p><i>Yes, limited - once the application for bankruptcy is</i></p>

<p><i>Moratorium</i></p>	<p><i>Yes, extensive - upon filing of petition. Applies unless leave of court is given. In some cases, can be extended to actions against third parties if necessary to protect debtor.</i></p>	<p><i>Yes, extensive - from date application to court is made or when notice of intention of appointment of administrator is filed with the court or where no notice is necessary from the time the relevant forms are filed with the court. Applies unless leave of court is given.</i></p>	<p><i>accepted by the court, any litigation or arbitration involving the debtor is suspended but can be resumed once the administrator is designated. Also, a 15-day window period between time of filing petition and grant of bankruptcy during which creditor may foreclose against its collateral.</i></p>
<p><i>Control of procedure</i></p>	<p><i>Debtor remains in possession unless a trustee is</i></p>	<p><i>Registered insolvency practitioner (administrator) who is usually an accountant is an "officer of the court" and has duties to the court</i></p>	<p><i>Debtor in possession and/or court-designated administrator may manage the affairs of the debtor. The creditors'</i></p>

<p><i>Control of procedure</i></p>	<p><i>appointed by the court for cause, including fraud, dishonesty, incompetence or gross misconduct. Examiner may also be appointed to investigate debtor's affairs.</i></p>	<p><i>and the creditors. Management of debtor transfers to the administrator. Director's powers are suspended. Administrator may delegate powers back to directors and management as appropriate. The administrator is appointed by the petitioning party.</i></p>	<p><i>committee can be actively involved in the management of the debtor's affairs.</i></p>
<p><i>Secured Creditors</i></p>	<p><i>Entitled to adequate protection (e.g., cash payment for loss in value, replacement lien).</i></p>	<p><i>Have first priority protection and the right to enforce their security and appoint an administrator before other creditors.</i></p>	<p><i>General provision permitting adequate protection. What constitutes 'adequate protection' is unknown.</i></p>
<p><i>Claim priorities</i></p>	<p><i>Secured, bankruptcy expenses, priority</i></p>	<p><i>Secured, expenses, preference claims,</i></p>	<p><i>Secured, bankruptcy expenses,</i></p>

	<i>claims (e.g., taxes), unsecured claims.</i>	<i>unsecured claims.</i>	<i>priority claims, unsecured claims.</i>
<i>Creditors' Committee</i>	<i>Yes. As soon as practicable after commencement of Chapter 11, the U.S. Trustee appoints a creditors' committee usually made up of the seven largest unsecured creditors willing to serve.</i>	<i>Optional, to be decided by the creditors' meeting at the first meeting of creditors (maximum 10 weeks after appointment) the administrator may appoint a creditors committee-membership optional.</i>	<i>May be established at the creditors meeting. Will include creditor and employee representatives. A maximum of nine persons.</i>
<i>Proposal to creditors</i>	<i>Only the debtor may propose a reorganization plan for the first 120 days after petition, which exclusivity may be extended up to 18 months after the petition date. After this period the creditors' committee</i>	<i>Within 8 weeks of commencement of administrator's appointment (or longer period as court may specify), the administrator must send his proposals for achieving the purposes of the</i>	<i>Only debtor or bankruptcy administrator may propose a re-organisation plan with a six-month exclusivity period, which may be extended for</i>

	<p><i>or an individual creditor may propose a plan. Debtor also has 180 days to obtain acceptances of the plan from impaired creditors and shareholders which period may be extended to 20 months after the petition date. A court approved disclosure statement must precede the solicitation of votes on the plan. Applies to all claims and equity interests.</i></p>	<p><i>administration to the creditors and within 10 weeks of commencement of appointment present these proposals to the creditors' meeting. Meeting may accept, reject or accept with modifications the proposals.</i></p>	<p><i>three months. Four classes of creditors are entitled to vote on the plan: secured creditors, workers' compensation claimants, tax claimants and other general unsecured creditors.</i></p>
<p><i>Method of exit from process</i></p>	<p><i>The objective in a reorganization case is the confirmation of the plan. A plan is the master document that provide for the recoveries by all interest holders and creditors, and the transactions through which the debtor will</i></p>	<p><i>The administrator may propose a company voluntary arrangement (CVA) which will act as a contractual variation of a creditors' claims against the company, or a scheme of</i></p>	<p><i>A plan provides for the recoveries by all interest holders and creditors, and the transactions through which the debtor will carry out its plan. A plan confirmed by</i></p>

	<p><i>carry out its plan. A plan confirmed by the court is binding on the debtor, all interest holders and creditors (even dissenting ones), except in rare cases, certain debts cannot be discharged by a debtor.</i></p>	<p><i>arrangement which is a court sanctioned arrangement between a company and its creditors (or any class of them) or its debtors. A distribution may also be made within the administration.</i></p>	<p><i>the court is binding on the debtor, the creditors and the interest holders. The administrator is authorized to supervise the implementation of the plan, and reports to the court.</i></p>
<p><i>Voting requirements for approval of plan</i></p>	<p><i>A majority in number and two-thirds in value for each affected class. Cramdown of rejecting classes allowed subject to certain standards.</i></p>	<p><i>For a CVA, 75% in value of those creditors present and voting at meeting. For a scheme, a majority in number and two-thirds in value for each affected class. Cram-downs apply.</i></p>	<p><i>A majority in number and two-thirds in value for each affected class present at the creditors' meeting for plan voting. All classes must approve for a plan to be effective, but cram down applies subject to specified factors similar to those under Chapter 11.</i></p>

<p>Expenses</p>	<p><i>Paid from bankruptcy estate, subject to strict court supervision. Expenses have priority.</i></p>	<p><i>Costs of the administration are paid after fixed charges but before all other claims. Priority of payments within this category is set down in law. The remuneration of the actual administrator is toward the bottom end of this list.</i></p>	<p><i>Paid from bankruptcy estate. Administrator's expenses subject to creditors' committee review and court approval. Bankruptcy expenses are paid in first and second priority.</i></p>
<p><i>Recognition of Foreign Proceeding</i></p>	<p><i>Centralizes the process of recognition of foreign proceedings (both main and non-main proceedings) in the bankruptcy courts. Upon recognition of the foreign proceeding, several provisions of the Bankruptcy Code automatically apply with respect to the debtor and all of its</i></p>	<p><i>Regimes apply to recognize foreign proceedings depending on the location and type of proceeding. The EC Regulation on Insolvency Proceedings applies to European proceedings, section 426 of the Insolvency Act applies to Commonwealth</i></p>	<p><i>Under limited circumstances permitting recognition of foreign orders and judgments based upon principle of comity or international convention. Details on implementation of such</i></p>

	<p><i>property within the territorial jurisdiction of the United States, including the "adequate protection" of a secured creditor's interest in property of the debtor, the automatic stay, and the right of the foreign representative to use or sell the debtor's property and adequate protection of the interests of secured creditors. Additional assistance may also be granted.</i></p>	<p><i>proceedings, and the CrossBorder Insolvency Regulations 2006 (implementing the UNCITRAL Model Law, as Chapter 15 of the Bankruptcy Code does in the U.S.), recognizes proceedings and grants relief depending on whether the proceedings are foreign "main" or "nonmain". Court discretion generally applies.</i></p>	<p><i>provision need to be developed.</i></p>
--	---	---	---

Annexe 10

Les dispositions de l'article L641-11-1 et L. 641-12 du Code de commerce

I. - Nonobstant toute disposition légale ou toute clause contractuelle, aucune indivisibilité, résiliation ou résolution d'un contrat en cours ne peut résulter du seul fait de l'ouverture ou du prononcé d'une liquidation judiciaire.

Le cocontractant doit remplir ses obligations malgré le défaut d'exécution par le débiteur d'engagements antérieurs au jugement d'ouverture. Le défaut d'exécution de ces engagements n'ouvre droit au profit des créanciers qu'à déclaration au passif.

II. - Le liquidateur a seul la faculté d'exiger l'exécution des contrats en cours en fournissant la prestation promise au cocontractant du débiteur.

Lorsque la prestation porte sur le paiement d'une somme d'argent, celui-ci doit se faire au comptant, sauf pour le liquidateur à obtenir l'acceptation, par le cocontractant du débiteur, de délais de paiement. Au vu des documents prévisionnels dont il dispose, le liquidateur s'assure, au moment où il demande l'exécution, qu'il disposera des fonds nécessaires à cet effet. S'il s'agit d'un contrat à exécution ou paiement échelonnés dans le temps, le liquidateur y met fin s'il lui apparaît qu'il ne disposera pas des fonds nécessaires pour remplir les obligations du terme suivant.

III. - Le contrat en cours est résilié de plein droit :

1° Après une mise en demeure de prendre parti sur la poursuite du contrat adressée par le cocontractant au liquidateur et restée plus d'un mois sans réponse. Avant l'expiration de ce délai, le juge-commissaire peut impartir au liquidateur un délai plus court ou lui accorder une prolongation, qui ne peut excéder deux mois, pour se prononcer ;

2° A défaut de paiement dans les conditions définies au II et d'accord du cocontractant pour poursuivre les relations contractuelles ;

3° Lorsque la prestation du débiteur porte sur le paiement d'une somme d'argent, au jour où le cocontractant est informé de la décision du liquidateur de ne pas poursuivre le contrat.

IV. - A la demande du liquidateur, lorsque la prestation du débiteur ne porte pas sur le paiement d'une somme d'argent, la résiliation est prononcée par le juge-commissaire si elle est nécessaire aux opérations de liquidation et ne porte pas une atteinte excessive aux intérêts du cocontractant.

V. - Si le liquidateur n'use pas de la faculté de poursuivre le contrat ou y met fin dans les conditions du II ou encore si la résiliation du contrat est prononcée en application du IV, l'inexécution peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du cocontractant, dont le montant doit être déclaré au passif. Le cocontractant peut néanmoins différer la restitution des sommes versées en excédent par le débiteur en exécution du contrat jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les dommages et intérêts.

VI. - Les dispositions du présent article ne concernent pas les contrats de travail. Elles sont également inapplicables au contrat de fiducie et à la convention en exécution de laquelle le débiteur constituant conserve l'usage ou la jouissance de biens ou droits transférés dans un patrimoine fiduciaire.

Article L641-12

Sans préjudice de l'application du I et du II de l'article L. 641-11-1, la résiliation du bail des immeubles utilisés pour l'activité de l'entreprise intervient dans les conditions suivantes :

1° Au jour où le bailleur est informé de la décision du liquidateur de ne pas continuer le bail ;

2° Lorsque le bailleur demande la résiliation judiciaire ou fait constater la résiliation de plein droit du bail pour des causes antérieures au jugement de liquidation judiciaire ou, lorsque ce dernier a été prononcé après une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, au jugement d'ouverture de la procédure qui l'a précédée. Il doit, s'il ne l'a déjà fait, introduire sa demande dans les trois mois de la publication du jugement de liquidation judiciaire ;

3° Le bailleur peut également demander la résiliation judiciaire ou faire constater la résiliation de plein droit du bail pour défaut de paiement des loyers et charges afférents à une occupation postérieure au jugement de liquidation judiciaire, dans les conditions prévues aux troisième à cinquième alinéas de l'article L. 622-14.

Le liquidateur peut céder le bail dans les conditions prévues au contrat conclu avec le bailleur avec tous les droits et obligations qui s'y rattachent. En ce cas, toute clause imposant au cédant des dispositions solidaires avec le cessionnaire est réputée non écrite.

Le privilège du bailleur est déterminé conformément aux trois premiers alinéas de l'article L.622-16.

Annexe 11

Les articles français et chinois concernant la nullité des actes

Les textes français qui prévoient ces nullités sont des articles L632-1 à L632-4 du Code de commerce. *Article L632-1*: I.-Sont nuls, lorsqu'ils sont intervenus depuis la date de cessation des paiements, les actes suivants : 1° Tous les actes à titre gratuit translatifs de propriété mobilière ou immobilière; 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie; 3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement; 4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires; 5° Tout dépôt et toute consignation de sommes effectués en application de l'article 2075-1 du code civil (1), à défaut d'une décision de justice ayant acquis force de chose jugée; 6° Toute hypothèque conventionnelle, toute hypothèque judiciaire ainsi que l'hypothèque légale des époux et tout droit de nantissement ou de gage constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées; 7° Toute mesure conservatoire, à moins que l'inscription ou l'acte de saisie ne soit antérieur à la date de cessation de paiement ; 8° Toute autorisation et levée d'options définies aux articles L. 225-177 et suivants du présent code; 9° Tout transfert de biens ou de droits dans un patrimoine fiduciaire, à moins que ce transfert ne soit intervenu à titre de garantie d'une dette concomitamment contractée; 10° Tout avenant à un contrat de fiducie affectant des droits ou biens déjà transférés dans un patrimoine fiduciaire à la garantie de dettes contractées antérieurement à cet avenant; 11° Lorsque le débiteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, toute affectation ou modification dans l'affectation d'un bien, sous réserve du versement des revenus mentionnés à l'article L. 526-18, dont il est résulté un appauvrissement du patrimoine visé par la procédure au bénéfice d'un autre patrimoine de cet entrepreneur.

II.-Le tribunal peut, en outre, annuler les actes à titre gratuit visés au 1° du I faits dans les six mois précédant la date de cessation des paiements.

Article L632-2: Les paiements pour dettes échues effectués à compter de la date de cessation des paiements et les actes à titre onéreux accomplis à compter de cette même date peuvent être annulés si ceux qui ont traité avec le débiteur ont eu connaissance de la cessation des paiements.

Tout avis à tiers détenteur, toute saisie attribution ou toute opposition peut également être annulé lorsqu'il a été délivré ou pratiqué par un créancier à compter de la date de cessation des paiements et en connaissance de celle-ci.

Article L632-3: Les dispositions des articles L. 632-1 et L. 632-2 ne portent pas atteinte à la validité du paiement d'une lettre de change, d'un billet à ordre ou d'un chèque.

Toutefois, l'administrateur ou le mandataire judiciaire peut exercer une action en rapport contre le tireur de la lettre de change ou, dans le cas de tirage pour compte, contre le donneur d'ordre, ainsi que contre le bénéficiaire d'un chèque et le premier endosseur d'un billet à ordre, s'il est établi qu'ils avaient connaissance de la cessation des paiements.

Article L632-4: L'action en nullité est exercée par l'administrateur, le mandataire judiciaire, le commissaire à l'exécution du plan ou le ministère public. Elle a pour effet de reconstituer l'actif du débiteur.

Les textes chinois correspondants sont l'article 31 et l'article 32 de la nouvelle loi de 2006. **L'article 31:** L'administrateur peut demander la nullité des actes suivants commis par le débiteur dans l'année qui précède le jugement d'ouverture concernant l'actif du débiteur.

- 1) des actes à titre gratuit translatifs de propriété.
- 2) Des actes à titre onéreux lésionnaires pour le débiteur, en cas de déséquilibres notables entre les prestations réciproques des parties.
- 3) Toute hypothèque et tout nantissement pour des dettes sans la garantie.
- 4) Tout paiement des dettes non échues.
- 5) La renonciation à la créance.

L'article 32: L'administrateur peut demander au tribunal d'annuler le paiement individuel effectué dans les 6 mois précédant le jugement d'ouverture si le débiteur tombe dans les conditions visées à l'alinéa 1 de l'article 2, sauf si ce paiement a été profitable au patrimoine du débiteur.

D'ailleurs l'article 33 dispose les actes nuls de plein droit même passés avant la période suspecte. **L'article 33:** Les actions suivantes concernant l'actif du débiteur sont

nulles: (1) les actes du débiteur ayant cherché à dissimuler ou transférer des biens pour échapper à des dettes ; (2) Les actes fabriquant ou admettant les dettes artificielles.

Table des matières

<i>Introduction</i>	10
Section I L'évolution du droit de la faillite.....	12
Sous – section I L'évolution du droit français de la faillite	13
Sous - section II L'histoire du droit chinois sur la faillite	20
§ I – La conception traditionnelle chinoise du droit.....	21
§ II – Aperçu historique du droit chinois sur la faillite	25
A. L'apparition de la loi spéciale sur la faillite	25
(I) L'adoption de la première loi chinoise sur la faillite de 1906.....	25
(II) Le développement du droit de la faillite pendant la période de la République Populaire de Chine (1912-1949).....	30
(A) – Le projet de la loi sur la faillite de 1915	31
(B)- La publication de la loi sur la faillite de 1935.....	34
B. Le détour du droit de la faillite après l'établissement de la République Populaire de Chine	36
(I) la loi sur la faillite de 1986	37
(A) L'instauration du système du droit de la faillite fondé sur la base du droit de 1986	40
(B) L'application du système du droit de la faillite fondé sur la base du droit de 1986.....	48
(II) L'établissement du droit de la faillite des entreprises de 2006	54
(A) Les circonstances de l'élaboration de la nouvelle loi de 2006.....	56
(B) La publication de la nouvelle loi	69

Section II–L'état actuel de la recherche autour de l'administrateur de faillite dans la loi sur la faillite de 2006.....	77
Section III - L'intérêt de la présente étude.....	87
Sous section I Le perfectionnement du droit contribue à l'échange économique.....	88
I. L'utilisation du perfectionnement du droit de faillite est favorable pour la protection des intérêts des créanciers et des investisseurs	88
II La nécessité de la pleine connaissance des droits de faillite étrangers pour l'investisseur chinois	89
Sous- section II La contribution à la connaissance réciproque du système d'administrateur judiciaire (mandataire de justice) français et chinois.....	91
I. L'utilité de la présente étude à l'égard du droit chinois.....	91
II. La nécessité de l'introduction du droit français en Chine	94
<i>Partie I La nature juridique de l'administrateur judiciaire.....</i>	99
Titre I Un professionnel libéral contrôlé par le pouvoir public.....	100
Chapitre I L'ambiguïté du statut de l'administrateur judiciaire	101
Section I –Analyse historique de la nature juridique de l'administrateur de faillite.....	101
Sous - section I L'évolution de la profession d'administrateur judiciaire en France	102
Sous - section II Le développement de la profession d'administrateur judiciaire en Chine.....	106
Section II Analyse sur la base du droit positif de la nature juridique de l'administrateur judiciaire	115
Sous section I L'analyse théorique de la nature juridique de l'administrateur judiciaire	115
Sous section II – Analyse sur la nature juridique de l'administrateur judiciaire fondée sur la base du droit positif	122
Chapitre II – Un professionnel libéral réglementée reconnu par la loi	127
Section I Un professionnel libéral.....	127
Sous-section I. L'administrateur judiciaire, un personnel libéral restreint en droit français....	127
A. L'analyser sous l'angle du caractère de la profession libérale.	128

B. L'analyser sous l'angle du caractère de la profession libérale au regard du droit positif.	131
Sous-section II – Professionnel libéral : De l'élimination à l'acceptation par l'état en Chine.	132
A. Un bref rappel sur l'histoire de la profession libérale en Chine	132
B. L'analyse du caractère de l'administrateur de faillite par rapport aux critères de la profession libérale.	138
Section II Un professionnel réglementé.	141
Titre II – La mesure indispensable pour renforcer l'autonomie de la profession: l'établissement de l'institution de représentation professionnelle	147
Chapitre I – L'absence de l'institution de représentation professionnelle de l'administrateur de faillite en Chine	147
Section I – Les raisons défavorables à la présence de l'association professionnelle de l'administrateur judiciaire en Chine.	148
Section II – La tendance actuelle favorisant l'autonomie de la profession.	151
Chapitre II – Le modèle français de l'association professionnelle de l'administrateur judiciaire	154
Section I – La composition du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires en France	155
Section II – Le rôle du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires	157
Partie II L'accès à la profession d'administrateur judiciaire et son exercice	161
Titre I: L'accès aux fonctions d'administrateur judiciaire	162
Chapitre I Les conditions d'accès aux fonctions d'administrateur judiciaire	162
Section I Les conditions de fond de l'inscription sur la liste des administrateurs judiciaires	163
Sous-section I Les conditions de fond de l'inscription sur la liste d'administrateur judiciaire en droit français	163
Sous-section II Les conditions de fond de l'inscription sur la liste d'administrateur judiciaire en droit chinois	171
I . Les conditions positives de l'inscription sur la liste en droit chinois	172

II . Les conditons négatives de l’inscription sur la liste d’administrateur judiciaire en droit chinois	177
Section II La procédure d’inscription sur la liste des administrateurs judiciaires	180
Sous-section I – La procédure d’inscription sur la liste des administrateurs judiciaires en droit français	180
A. Demande d’inscription en droit français	181
B. Décision de la Commission en droit français	183
C. Recours contre la décision de la commission en droit français.....	184
Sous-section II La procédure d’inscription sur la liste des administrateurs judiciaires en droit chinois	185
A. Etape de la demande	186
(I) La qualification du postulant	187
(II) Les documents justificatifs pour la demande.....	191
B. Etape de la vérification.....	194
C. Etape de la publication et de l’enregistrement	200
Chapitre II La rémunération de l’administrateur judiciaire	206
Section I La détermination de la rémunération de l’administrateur judiciaire en droit français...207	
Sous-section I La rémunération pour les missions de l’administrateur judiciaire	209
Sous-section II La rémunération pour les diligences de l’administrateur judiciaire.....	210
Section II La détermination de la rémunération de l’administrateur judiciaire en droit chinois...214	
Sous-section II La rémunération pour les diligences de l’administrateur judiciaire.....	215
La rémunération de l’administrateur judiciaire fixée par la juridiction compétente	216
II. La rémunération de l’administrateur judiciaire fixée selon la proposition de l’administrateur judiciaire	218
Sous-section II La résolution à l’égard des dossiers impécunieux.....	220
Le dispositif en droit positif chinois sur les dossiers impécunieux	224

B.	L’avance des honoraires de l’administrateur judiciaire par les intéressés.	224
C.	L’obligation de la continuation de sa tâche de l’administrateur judiciaire face au dossier impécunieux.	225
II.	Les inspirations issues du droit français pour développer le traitement des dossiers impécunieux en droit chinois.....	227
A.	La qualification de la nature juridique des sommes versées aux mandataires de justice.	229
B.	Le régime de la gestion administrative et financière.....	231
Titre II	L’exercice de la profession.....	234
Chapitre I	Les fonctions d’administrateur judiciaire	235
Section I	Les fonctions de l’administrateur judiciaire en droit français.....	236
Sous-section I	Les fonctions de l’administrateur judiciaire dans la procédure de sauvegarde.....	236
I	Les fonctions de l’administrateur judiciaire concernant la conservation des droits de l’entreprise contre ses débiteurs.....	238
II	Les fonctions de l’administrateur judiciaire concernant la détermination du passif de l’entreprise en difficulté.....	239
Sous-section II	Les fonctions de l’administrateur judiciaire dans la procédure de redressement judiciaire.....	240
Sous-section III	Les fonctions de l’administrateur judiciaire dans la procédure de liquidation.....	241
Section II	Les fonctions de l’administrateur judiciaire en droit chinois.....	242
Sous-section I	– Les fonctions de l’administrateur judiciaire dans la procédure de redressement judiciaire.....	244
Sous-section II	Les fonctions de l’administrateur judiciaire dans la procédure de liquidation judiciaire.....	248
I	Les fonctions de l’administrateur judiciaire pendant la période entre l’ouverture de la procédure de liquidation judiciaire et la déclaration de l’état de banqueroute.....	248
A.	La fonction de l’administrateur judiciaire depuis l’ouverture de la procédure de liquidation judiciaire jusqu’à la convocation de la première assemblée des créanciers	249

B. La fonction de l’administrateur judiciaire à partir de la convocation de la première assemblée des créanciers jusqu’à la déclaration de l’état de banqueroute.....	251
II Les fonctions de l’administrateur judiciaire à partir de la déclaration de l’état de faillite jusqu’à fin de la procédure de liquidation judiciaire	253
A. La fonction de l’administrateur judiciaire sur l’élaboration et l’exécution d’un plan de cession des actifs, et l’élaboration et l’exécution d’un plan de distribution du prix de cession des actifs.....	254
B. La cessation de la fonction de l’administrateur judiciaire à la fin de la procédure de liquidation judiciaire.....	256
Chapitre II La responsabilité de l’administrateur judiciaire en droit français et en droit chinois	260
.....	
Section I La responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit français et en droit chinois.....	261
Sous- section I La responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit français	261
I – La nature de la responsabilité civile des administrateurs judiciaires en droit français...	261
II– La constitution de la responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit français	263
.....	
A. La responsabilité de l’administrateur judiciaire en lien avec les contrats conclus postérieurement à l’ouverture de la procédure collective.....	264
(I) Responsabilité en lien avec la mission d’administration.	265
(II) Responsabilité en lien avec la mission d’assistance.....	267
B. La responsabilité de l’administrateur judiciaire en lien avec les contrats conclus antérieurement à l’ouverture de la procédure collective	270
C. La responsabilité de l’administrateur judiciaire en lien avec les opérations de liquidation.....	273
Sous section II –La responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit chinois	276
I – Un malentendu sur la notion de la responsabilité civile des professions libérales en droit chinois	277
II La constitution de la responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit chinois	284
.....	
A La nature de la responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit chinois ...	284

B. Les éléments constitutifs de la responsabilité civile de l’administrateur judiciaire en droit chinois	285
Section II La responsabilité pénale de l’administrateur judiciaire	289
Sous- section I Les textes répressifs français concernant l’administrateur judiciaire.....	289
Sous section II – Les dispositions sur sa responsabilité pénale en droit chinois.....	293
I – L’évolution sur la sanction pénale des infractions concernant la faillite	295
II – Les infractions concernant l’administrateur judiciaire	300
<i>Conclusion.....</i>	305
I. Le profil juridique actuel dans les procédures collectives chinoises et françaises	305
A. La nature juridique de l'administrateur judiciaire.	306
B. La classification de la profession d’administrateur judiciaire.....	307
II. Les perspectives de la profession d’administrateur judiciaire en France et en Chine.....	310
A. La réforme de la profession d’administrateur judiciaire en France	311
B. Vers une profession plus spécialisée et plus autonome: Réflexions sur la transposition du droit étranger en Chine	315
<i>Bibliographie.....</i>	324
<i>Table des annexes.....</i>	343